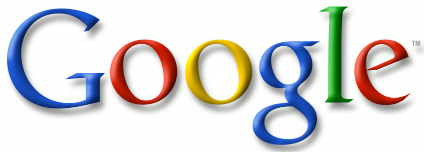
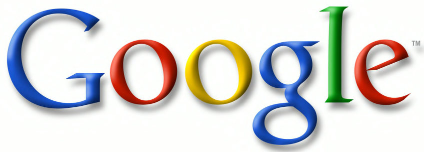
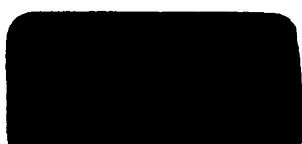



Google





# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET

# DE LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE,

PAR

M. LE COMTE DE TORÉNO.

Seconde Édition.

TOME TROISIEME.

PARIS.

PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DE SEINE, 33.

1836.

# SOMMAIRE

## DU LIVRE NEUVIÈME.

Conduite de la junte centrale après la déroute de Médellin. — Son décret du 18 avril. — Idées gothiques de quelques-uns de ses membres. — Désapprobation du gouvernement anglais. — Le parti de Jovellanos prend de la force. — Proposition de Calvo de Rozas pour convoquer les cortès, faite le 15 avril. — Latitude donnée à la presse. — *Semanario patriotico*. — Quelques hommes mécontens de la junte. — Le duc del Infantado. — Don Francisco Palafox. — Montijo. — Les troubles excités à Grenade par le comte del Montijo sont comprimés. — Discussion dans la junte sur la question de la convocation des cortès. — Cette convocation est décidée. — Décret du 22 mai. — Effets de ce décret dans l'opinion. — Rétablissement de tous les conseils en un seul. — Opérations des armées. — Aragon. — Jaca se rend aux Français. — Le P. Consolacion. — Prise de Monzon. — Les Français sont repoussés à Mequinenza. — Molina. — Le cinquième corps passe de l'Aragon dans la Castille. — Suchet succède à Junot dans le commandement de l'Aragon. — Formation de la deuxième armée espagnole de la droite. — Blake la commande. — Royaume de Valence. — Blake réunit le commandement de toute la couronne d'Aragon. — Il se met en mouvement. — Soulèvemens en Aragon. — Albelda. — Tamarite. — Les Français abandonnent Monzon. — Ils essaient vainement de le reprendre. — Six cents Français se rendent prisonniers. — Blake entre à Alcañiz. — Suchet marche à sa rencontre. — Bataille d'Alcañiz. — Suchet se retire à Saragosse. — Situation critique de Suchet. — Partisans. — Blake s'avance sur Saragosse. Bataille de Maria. — Blake se retire à Botorrita. — Il quitte Botorrita. — Bataille de Belchite. — Résultats désastreux de la

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

## LIVRE NEUVIÈME.

Le désir de terminer dans le livre précédent tout ce qui avait rapport à l'évacuation de la Galice et des Asturies, nous a forcé de faire entrer dans notre récit les événemens dont ces provinces furent le théâtre au mois d'août. Revenons maintenant en arrière, et examinons les faits non moins importans qui eurent lieu au centre du gouvernement suprême et ailleurs.

Le désastre de Médellin ne s'était pas arrêté à la défaite de l'armée ; il avait causé dans la population de Séville de mortelles angoisses, par le bruit qui s'y

répandit que la junte centrale se rendait à Cadix afin de s'embarquer pour l'Amérique. Cette nouvelle avait pris sa source dans les frayeurs de la multitude et dans les paroles indiscrètes de quelques membres de la junte. Ceux d'entre eux qui avaient plus de calme et de fermeté dans le caractère, et qui étaient résolus à périr plutôt que d'abandonner le territoire de la Péninsule, tranquillisèrent leurs collègues et proposèrent un décret, publié le 18 avril, où la junte déclarait « qu'elle ne changerait jamais le lieu de sa « résidence, à moins qu'il ne fût en danger, ou que « cette translation ne fût réclamée par quelque motif « d'utilité publique. » Ce décret était parfaitement d'accord avec le bon esprit que la junte avait montré en apprenant la déroute de Médellin, et avec la réponse qu'elle adressa alors à Sotelo et que nous avons fait connaître. On peut donc dire, avec vérité, que ce fut à dater de cette époque, jusqu'après la journée de Talavéra, que ce corps mit le plus de dignité et d'habileté dans la conduite de son administration.

Auparavant, quelques-uns de ses membres, quoique hommes d'état d'hier et fils de l'insurrection, tenaient si fortement au système des règnes précédens, qu'alors même qu'ils n'avaient plus à compter sur l'appui de Floridablanca, on ne put obtenir d'eux qu'à grand'peine de les faire dévier de la ligne qu'il avait tracée; ils opposaient des obstacles à toute mesure énergique, et particulièrement à toutes celles qui avaient rapport à la convocation des cortès ou à la destruction de quelques-unes des nombreuses entraves de la presse. Ils montrèrent une si grande obstination, que non-seulement elle provoqua les murmures et la désaffection des hommes éclairés, comme nous l'avons dit en son lieu, mais encore le mécontentement de toutes les classes; si bien, que le gouvernement anglais lui-même, craignant de voir étouffer

l'enthousiasme public, insinuait, dans une note du 20 juillet 1809, que « s'il osait se permettre de *criti-* « *quer* (c'était son expression) quelques-unes des « choses qui s'étaient passées en Espagne,.... peut- « être aurait-il à reprocher au gouvernement cen- « tral..... d'avoir trop craint de lâcher entièrement « la bride..... à l'énergie du peuple contre l'en- « nemi. »

Des clameurs si générales, et surtout les désastres, ce réveil terrible des gouvernemens imprudens, ouvrirent les yeux à certains membres de la junte, et donnèrent une force et une influence nouvelles au parti le plus sensé et le plus distingué, celui de Jovellanos, auquel vint s'unir la fraction moins nombreuse mais plus énergique de Calvo de Rozas, également portée à provoquer et à soutenir des réformes convenables. Nous avons déjà vu comment Jovellanos fut le premier qui proposa, à Aranjuez, de convoquer les cortès, et comment aussi l'on ajourna à un temps plus éloigné l'examen de cette question. En vain essaya-t-on de la renouveler quand éclatèrent les revers; le président, comte de Floridablanca, tant qu'il vécut, sut toujours l'éluder. Ce fut à ce point, qu'après avoir fait rayer du premier manifeste de la junte centrale le mot de cortès qui s'y trouvait inséré, il refusa encore d'apposer sa signature à cet acte, parce qu'au mot proscrit on avait substitué cette expression, que *les lois fondamentales du royaume* seraient rétablies. Trait qui suffit à peindre l'entêtement de l'ancien ministre dans ses idées.

Maintenant que Floridablanca n'était plus, et que les partisans de ses doctrines semblaient plus traitables, Calvo de Rosas se hasarda à proposer de nouveau, le 15 avril, la convocation des cortès. Il y eut encore quelques opposans, mais la majorité étant pour la proposition, elle fut prise en considération,

et soumise à l'examen préparatoire des diverses sections de la junte.

Dans le même temps, on donna quelque latitude à la presse, et l'on autorisa la continuation du journal intitulé *Semanario patriotico*, publication commencée à Madrid par Don Manuel Quentana, et que les revers militaires avaient interrompue. Elle fut reprise par les soins de Don Ignacio Antillon et de Don Juan Blanco; c'est un fait que nous signalons, à raison de l'influence que ce journal exerça sur l'opinion, et parce qu'il fût le premier où l'on traita librement, en Espagne, diverses matières politiques d'une haute gravité.

Cet heureux changement dans le système de la junte encouragea les espérances de ceux qui voulaient faire marcher de front la défense de la patrie avec l'établissement de bonnes institutions, et arrêta les intentions perverses des mécontens et des perturbateurs. Parmi ceux-ci, il s'en trouvait un grand nombre divisés entre eux d'opinion; l'on voyait marcher sur la même ligne des membres du conseil et des membres des juntes provinciales, et à côté des partisans de l'inquisition, des amis de la liberté de la presse. Le duc del Infantado se fit remarquer au moins dans les mécontens; il ne pouvait oublier la préférence qu'on avait accordée à Vénégas, son rival depuis la journée d'Uclès. On ne le croyait pas étranger aux manœuvres auxquelles se livraient déjà Don Francisco de Palafox et le comte del Montijo, le premier, persuadé qu'il suffisait de son nom pour gouverner l'état, le second, toujours poussé par son caractère inquiet et remuant.

Quelques étincelles de conspiration prirent feu à Grenade, où le comte del Montijo, qui y avait des partisans, était accouru pour s'emparer de la ville. Le général anglais Doyle l'avait accompagné dans son

voyage, et le comte, qui attisait secrètement tous les désordres, excita, le 16 avril, une émeute qui exposa les autorités à un danger imminent. Leur perte même était certaine; mais le comte, au moment décisif, manqua de cœur selon sa coutume, et n'osa pas se mettre à la tête d'un régiment qui était gagné à la révolte. La junte provinciale, heureusement sauvée de cette attaque imprévue, recouvra son ascendant, et fit arrêter les principaux instigateurs. Mal en eût pris à leur chef secret, si, à la prière de Doyle, protégé par sa qualité d'Anglais, il n'en eût été quitte pour sortir de la ville. Le comte passa à San-Lucar-de-Barraméda, où il ne renonça point à ses intrigues et à ses complots; mais le mauvais succès des désordres de Grenade fit évanouir, dans ce moment, les espérances des ennemis de la junte centrale. Ils étaient d'ailleurs contenus par l'opinion publique, qui, voyant la convocation des cortès près de se réaliser, et redoutant surtout les désunions, aimait bien mieux appuyer le gouvernement suprême, malgré ses défauts, que de donner un aliment à des ambitions dont le véritable but n'était point l'intérêt général.

Cependant, la proposition de Calvo, relative à la réunion des cortès, examinée dans les différentes sections de la junte, fut renvoyée à la délibération de toute l'assemblée. Il s'éleva dans son sein diverses opinions, mais il est bon de remarquer que ceux de ses membres qui étaient les plus respectables par leur position sociale, leurs lumières et les services rendus, soutinrent la proposition avec la plus grande énergie. De ce nombre furent le président, marquis d'Astorga, le *bailli* Don Antonio Valdès, Don Gaspar de Jovellanos, Don Martin de Garay et le marquis de Campo-Sagrado. On loua beaucoup le vote de ce dernier pour sa concision et sa fermeté. Jovellanos développa le sien avec l'érudition et l'éloquence qui lui étaient pro-

pres. Mais Valdès les surpassa tous par la portée qu'il voulait donner aux lettres de convocation, soutenant que, sauf le maintien de la religion catholique et la conservation de la couronne sur la tête de Ferdinand VII, les cortès devaient porter la réforme dans toutes les institutions et dans toutes les branches de l'état, parce qu'elles étaient toutes viciées et corrompues. Le vote de ces hommes prouve combien tous ceux qui se distinguaient par leur capacité, leur prudence et leur aversion même des excès populaires, s'accordaient à penser dès ce moment qu'il était opportun et nécessaire d'assembler les cortès.

Don José Garcia de la Torre, Don Sébastian Jocano, Don Rodrigo Riquelme, et Don Francisco-Xavier Caro se prononcèrent contre la proposition. Le premier était avocat à Tolède, les deux autres, magistrats sans talent, le dernier, simple licencié de l'université de Salamanque. Il ne semblait pas que leur position dût leur faire redouter beaucoup ni les cortès, ni les réformes qu'elles prononceraient; et pourtant ils s'opposèrent à leur réunion, tandis qu'elle était appuyée par des hommes d'une plus grande valeur sociale et qui avaient le droit de se montrer un peu plus ombrageux. Malgré cette opposition, la grande majorité de la junte adopta la proposition de Calvo, et il fut question immédiatement d'en rédiger le décret.

On présenta d'abord un projet conforme au vote du bailli Valdès, mais on en trouva les expressions trop libres, et même dangereuses pour les circonstances; le ministre anglais Frère ayant d'ailleurs, et pour sa part, allégué quelque raison de convenance politique, on modifia ce premier texte, et l'on publia, à la date du 22 mai, un nouveau décret dans lequel la junte se bornait à annoncer « le rétablissement de la « représentation légale du royaume par les anciennes « cortès, dont la première réunion aurait lieu l'année

« suivante, ou auparavant si les circonstances le per-
« mettaient. » Décret tardif et vague qui fut pourtant la première base de ce monument de liberté que s'efforcèrent d'élever plus tard les cortès assemblées à Cadix.

Un de ces articles portait qu'une commission de cinq membres de la junte s'occuperait de revoir et de préparer les travaux nécessaires sur le mode de convocation des cortès et sur la première constitution. Cette commission devait s'entendre d'ailleurs sur ce point avec diverses corporations et avec des personnes qui connussent la matière.

Mais on n'avait pas fixé de jour pour la convocation; on avait adopté cette route lente et rebattue des *consultes ;* on avait nommé dans la commission, avec l'archevêque de Laodicée, Castañedo et Jovellanos, deux ennemis de la résolution, Riquelme et Caro. Aussi, tout cela fit-il soupçonner que la promulgation de ce décret fut une amorce trompeuse pour entraîner et séduire l'opinion. Cette publication ne produisit donc pas, en faveur de la junte, tout l'effet qu'on pouvait en attendre.

Peu de temps après, on vit également avec déplaisir le rétablissement de tous les conseils; chacun se plaignit de cette mesure : ses adversaires, parce qu'ils pensaient qu'une telle magistrature, et notamment le conseil de Castille, était opposée à tout changement et à toute amélioration; et ses partisans, à cause de la manière dont ces corps avaient été rétablis. D'après un décret du 3 mars, le conseil royal et suprême de Castille devait être installé et résumer en lui tous les pouvoirs exercés jusqu'alors par les autres conseils, soit par rapport à l'Espagne, soit relativement à l'Amérique. On avait sursis pour lors à l'exécution de ce décret, et ce ne fut que le 25 juin qu'on en ordonna l'exécution. Cette fusion de tous les conseils en un

seul indisposa vivement leurs membres et leurs partisans, et la junte ne tarda pas à sentir combien peu lui servait d'avoir obséquieusement rendu la vie à un ennemi si déclaré.

Malgré cette succession d'actes divers et en apparence contradictoires, la junte centrale, comme nous l'avons dit, ne mérita jamais plus d'éloges et plus de considération que depuis le mois d'avril jusqu'au mois d'août 1809; on lui sut gré surtout, non-seulement de l'évacuation de quelques-unes des provinces du nord, mais aussi de la spontanéité avec laquelle, après les revers qu'on avait essuyés, on levait encore des armées en Aragon, en Estrémadure et ailleurs.

Après la reddition de Saragosse, le découragement régna quelque temps en Aragon. Les Français s'en aperçurent, et, ne voulant pas perdre une si bonne occasion, ils cherchèrent à s'emparer des places et des points importans qu'ils n'occupaient pas encore. Le cinquième corps fut destiné à cet effet; le troisième, qui, avec le cinquième, avait fait le siége de Saragosse, resta dans la ville, dont les ruines étaient encore un objet d'effroi pour le vainqueur. L'ennemi aurait voulu se rendre maître en un seul coup de Jaca, de Monzon, de Benasque et de Méquinenza. Mais, en dépit de leurs efforts, les Français ne purent prendre que les deux premières places, qui étaient mal fortifiées, mal approvisionnées, et contre lesquelles ils employèrent d'autres moyens encore que ceux de la force.

L'adjudant d'état-major Fabre partit pour Jaca avec le 34ᵉ régiment et un auxiliaire d'une nouvelle espèce dont les idées et les mœurs cadraient assez mal avec celles des militaires français. C'était un moine de l'ordre des Augustins, appelé fray José de la Consolacion, missionnaire d'un grand renom dans le pays, mais de ceux dont le P. Isla nous a tracé,

avec sa verve spirituelle et moqueuse, un si habile portrait. Le 8 mars, fray José entra dans la place, et son éloquence, qu'il employait autrefois, sinon avec retenue, du moins dans un but respectable, ne lui servit maintenant qu'à plaider la cause des ennemis de la patrie; et ce ne fut pas la seule occasion où les Français eurent recours aux moines ou à des moyens analogues à ceux dont ils nous reprochaient de faire usage. Le P. Consolacion convoqua en junte les autorités et quelques religieux; mais ses prédications restant cette fois sans effet, il provoqua en secret à la désertion, à l'aide de quelques traîtres qui le soutenaient, et il resta à la fin si peu de soldats dans la ville, que, le 21, le lieutenant de roi, Don Francisco Campos, qui faisait les fonctions de gouverneur, fut obligé de se rendre. Si Jaca n'était pas une place très-importante comme forteresse, elle l'était du moins par sa situation, qui coupait la communication avec la France. Le moine missionnaire perdit tout crédit en Aragon, où la haine de la domination étrangère l'emportait encore sur le fanatisme.

Monzon tomba au pouvoir de l'ennemi au commencement de mars. Le 1er du mois, cette ville avait reçu dans ses murs le marquis de Lazan venant de la Catalogne avec la division dont nous avons parlé plus haut. Ce général s'avança vers la Sierra-de-Alcubierre; mais informé de la prise de Saragosse et de l'approche des Français, il se retira le quatrième jour. Don Félipe Péréna, qu'il avait laissé à Béabégal, ne tarda pas non plus à se replier sur Monzon, où parut bientôt avec sa brigade le général Girard. Lazan, apprenant que l'ennemi avait une force imposante, se dirigea sur Tortose, et le gouverneur de Monzon, Don Rafaël de Anséatégui, se voyant seul, abandonna le fort avec tout son monde, et les habitans à leur tour quittèrent la ville.

Les Français ne se tirèrent pas à si bon compte de

leurs autres entreprises dans l'Aragon, malgré l'abattement où était tombée la province. Le maréchal Mortier, chef, comme on sait, du cinquième corps, voulut s'emparer en personne et par un coup de main de Méquinenza, ville défendue seulement par un vieux mur et un mauvais fort, mais qui avait son importance à raison de son heureuse position au confluent de la Sègre et de l'Ebre. Dans le mois de mars, l'ennemi fit trois tentatives successives contre la ville, et trois fois il fut repoussé par les habitans, qu'était venue soutenir la population de la Granja, village catalan à peu de distance.

Les Français s'étendirent également sur la route de Valence jusqu'à Morella, d'où, après avoir levé quelques contributions, ils se replièrent sur Alcañiz. Dans le midi de l'Aragon, ils marchèrent droit sur Molina, fatigués de l'audace des habitans, qui, guidés par les conseils énergiques de leur junte, leur avaient attaqué et mis en fuite à Truecha, le 22 mars, trois cents hommes d'infanterie et de cavalerie. Irrité de cet échec, qui d'ailleurs coupait la communication entre Madrid et Saragosse, l'ennemi se porta en nombre contre Molina, mais la junte, avertie à temps, se retira à cinq lieues dans les montagnes. Tous les habitans abandonnèrent le bourg, dont les Français occupèrent l'enceinte déserte, mais seulement pendant quelques jours.

Cependant, Napoléon, qui pensait que la prise de Saragosse avait entraîné la soumission de l'Aragon, et à qui il importait de se rendre dans la Castille afin de poursuivre ses opérations contre les Anglais, décida que le cinquième corps se dirigerait vers la fin d'avril sur Valladolid, ce corps devant passer plus tard, comme le deuxième et le sixième, ainsi que nous l'avons déjà dit, sous le commandement en chef du maréchal Soult.

Il ne resta donc pour garder l'Aragon que le troi-

sième corps aux ordres du général Junot. Mais étant tombé malade, et n'étant pas jugé capable de gouverner par lui-même un pays si agité et si peu sûr, ce général ne resta pas long-temps dans son commandement. Il fut remplacé par Suchet, qui était à la tête d'une des divisions du cinquième corps, et qui, laissant le maréchal Mortier en Castille, revint à Saragosse où il prit le commandement de la province et du troisième corps, dont la force se trouvait réduite par les pertes éprouvées dans le siége de cette ville, par les maladies, et aussi par un relâchement assez sensible de la discipline militaire. Le général Suchet arriva le 19 mars à Saragosse, avec l'espérance qu'il aurait assez de temps pour rétablir l'ordre et la discipline, sans être inquiété par les Espagnols.

Il se trompait : la junte centrale, avec une louable prévoyance, avait dès long-temps arrêté des mesures dont on commençait à recueillir le fruit. On doit considérer comme la plus importante de ces mesures le décret rendu vers le milieu d'avril, qui ordonnait la formation d'une seconde armée de la droite, sous la dénomination d'armée d'Aragon et de Valence, laquelle serait chargée de couvrir les entrées de la dernière de ces provinces et d'inquiéter les Français dans la première. Le commandement en fut confié à Don Joaquin Blake, qui se trouvait alors à Tortose, la junte centrale l'ayant récemment envoyé en Catalogne sous les ordres de Reding, qui, à son arrivée, l'avait dirigé sur cette ville pour y commander la division Lazan. La nouvelle armée devait se composer de cette même division, forte de quatre ou cinq mille hommes, et des troupes que fournirait le royaume de Valence.

Riche et populeuse, cette province était certainement en position de payer largement son tribut, si des dissentimens intérieurs n'eussent neutralisé en partie

le généreux élan de son patriotisme. Depuis le mois de juin de l'année précédente, son territoire s'était maintenu libre de toute invasion. Toujours gouvernée par la première junte, qui était passablement inquiète et remuante, elle avait conservé long-temps pour capitaine-général le comte de la Conquista, homme fort peu zélé pour la cause nationale, qu'il regardait comme perdue. C'est dans cette province que s'était replié, en décembre 1808, après sa retraite de Cuenca, où il avait accompagné l'armée du centre, Don José Caro à la tête d'une faible division. A peine arrivé à Valence, il fut nommé commandant en second (*segundo cabo*), et aussitôt se réveillèrent les animosités et les querelles par la prétention de Caro à remplacer le comte de la Conquista. En vain la junte centrale essaya-t-elle de mettre fin à ces dissentions en envoyant dans la province, avec la qualité de commissaire, un de ses membres, le baron de Sabasona : bon patriote, mais ignorant, entêté, et d'une fierté repoussante, il ne lui appartenait point de concilier des volontés désunies ni de les contenir par les liens du respect qu'on devait à son caractère. Ce fut donc un déchaînement continuel de petites passions, jusqu'à ce qu'enfin, en avril 1809, Caro vînt à bout de ses désirs, sans que son triomphe détruisît, ainsi que nous le verrons dans la suite, tous les germes d'intrigues dont quelques esprits inquiets avaient couvert ce sol. De là vint que le royaume de Valence, malgré la fécondité de ses ressources, et quoique voisin de la province de Murcie, qui était également libre de l'invasion, et dépendante de la même circonscription militaire, ne put fournir à Blake que huit bataillons qui occupaient Morella, aux ordres de Don Pédro Roca.

Avec ces hommes et la division Lazan, Don Joaquin Blake commença à former la seconde armée de

droite. Il ne s'occupa d'abord que de la discipline, et se contenta d'établir une ligne de communication sur la rivière de l'Algas, et une autre du côté de Morella. Mais bientôt après, encouragé par un nouveau témoignage de confiance de la junte centrale, qui ajouta à son commandement celui de la Catalogne, resté vacant par la mort de Reding, informé d'ailleurs que les forces françaises, en Aragon, étaient réduites au troisième corps, et que cette province s'agitait sur divers points, il résolut de se mettre en mouvement plus tôt qu'il ne l'avait pensé, et quitta Tortose le 7 mai. Les premiers symptômes de soulèvement se manifestèrent vers Monzon. Ils furent excités par les violences et les exactions commises à Barbastro et sur les rives du Cinca par les troupes du général Habert. Le signal partit dans les premiers jours de mai, du bourg d'Albelda, qui refusa de payer les contributions qu'on lui avait imposées. Les Français envoyèrent du monde pour châtier une telle audace; mais les habitans, protégés par sept cents hommes qui furent envoyés de Lérida par le gouverneur Don José-Casimiro Lavalle, sous les ordres des colonels Don Felipe Péréna et Don Juan Baget, non-seulement évitèrent la correction dont on les avait menacés, mais encore ils donnèrent à Tamarite une leçon aux ennemis, dont le plus grand nombre se retira à Barbastro, tandis qu'environ deux cents hommes restèrent à Monzon. Enhardis par ce succès, les habitans, qui d'ailleurs ne pouvaient plus souffrir le joug étranger, se soulevèrent contre leurs oppresseurs et les chassèrent de leurs foyers.

Les Français ne pouvaient laisser un pareil affront sans vengeance. En conséquence, ils dirigèrent sur la droite du Cinca des forces plus considérables, qui, le 16, passèrent cette rivière à gué et par le bac del Pomar. Elles attaquèrent Monzon, qui était occupé par

n Felipe Péréna avec un faible bataillon et un ré-
ment de miquelets : les ennemis croyaient déjà leur triomphe certain, mais ils furent repoussés et délogés même du Pueyo, où ils avaient pris position. Le lendemain ils revinrent à la charge, et déjà ils étaient parvenus à pénétrer jusque dans les rues de Monzon, lorsque Don Juan Baget, qui arrivait de Fonz, se présenta à temps pour les forcer à la retraite avec une perte considérable. Ainsi maltraités, ils demandèrent du renfort à Barbastro, d'où partirent immédiatement deux mille hommes pour les soutenir. Malheureusement pour eux les pluies ayant fait déborder les eaux du Cinca, il n'y eut pas moyen de le traverser. Privés de ce secours et dans l'impossibilité de communiquer avec l'autre rive, ils sentirent le danger de leur situation, et voulurent y échapper, en courant sur Albalate pour gagner le pont de Fraga ; mais le gouverneur espagnol de Lérida avait prévu le mouvement, et il leur barra le passage. Ils revinrent alors sur Fonz et Estadilla, dans l'intention de repasser le Cinca du côté des montagnes situées au confluent de l'Esera. Là, pressés de tous côtés par les nôtres, dépourvus de ressources et ne pouvant être appuyés par leurs compagnons de la rive droite, ils furent obligés de se rendre après avoir inutilement parcouru toute la gauche du fleuve, et le 21 mai, ils se livrèrent prisonniers aux deux chefs Péréna et Baget, au nombre d'environ six cents hommes. Ce fait glorieux fut un nouvel encouragement pour l'insurrection et excita Blake à presser ses mouvemens.

Déjà ce général, après son départ de Tortose, s'était rapproché de la division française commandée à Alcañiz et ses environs par le général Laval, qu'il força le 18 mai à évacuer cette ville. L'ennemi n'avait pas encore là une force nombreuse, car cette division, loin de s'y trouver entière et réunie sur un même point,

était distribuée par cantonnemens, et, séparée par l'Ebre, elle s'étendait jusqu'à Barbastro. Peu lui eût importé du reste d'être ainsi éparpillée, sans l'échec de Monzon et sans l'apparition inattendue de Don Joaquin Blake, événemens qui ne furent connus à Saragosse que le 20, au moment même où Suchet venait de prendre le commandement.

Force fut donc à ce général de renoncer à son projet de réorganiser son corps d'armée avant que de se mettre en mouvement, et il se hâta de venir au secours de la division compromise. Il laissa peu de troupes à Saragosse, et, prenant avec lui la plus grande partie de la deuxième division, il courut renforcer la première, aux ordres de Laval, qui s'était ralliée sur les hauteurs de Hijar. Les deux divisions réunies pouvaient s'élever à huit mille hommes, dont six cents de cavalerie. Suchet harangua ses soldats, leur rappela leur gloire passée, et se portant en avant, il s'approcha d'Alcañiz, où Don Joaquin Blake avait déjà pris position. De son côté, le général espagnol comptait, dans les deux divisions réunies de Morella et de Tortose, huit mille cent soixante-seize fantassins et quatre cent quatre-vingt-un chevaux.

La droite, sous les ordres de Don Juan-Carlos de Areizaga, s'était établie sur la colline de los Pueyos de Fornolès; la gauche, commandée par Don Pédro Roca, était postée sur la cime peu élevée de Rodriguez, et le centre sur celle des Capucins; le centre était sous les ordres immédiats du général en chef et de son second, le marquis de Lazan. L'armée était adossée au cours de la Guadalope, et, plus loin, se dessinait en amphithéâtre la ville d'Alcañiz.

Le 23, à six heures du matin, on aperçut l'ennemi sur la route de Saragosse; à son approche, l'avant-garde espagnole, commandée par Don Pédro Téjada, battit en retraite. Le premier effort des Français fut

de chercher à s'emparer de l'ermitage de Fornolès ; ils attaquèrent la colline de front et par le flanc droit, en occupant en même temps les hauteurs contiguës. Les nôtres répondirent à propos à leur feu, et repoussèrent ensuite avec vigueur et sang-froid une forte colonne de neuf cents grenadiers qui s'avançaient l'arme au bras, et poussant de grands cris. Le général Blake, pour causer alors une diversion à l'ennemi, envoya contre son centre un détachement d'hommes d'élite commandés par Don Martin de Menchaca ; mais Suchet n'en continua pas moins ses attaques contre l'ermitage de Fornolès, sans succès, toutefois, car la gloire et l'honneur du combat restèrent à Areizaga et aux Espagnols qui défendaient la position. L'ennemi, fatigué de l'inutilité de ses efforts, revint sur Menchaca, qui, ne pouvant résister à des forces supérieures, alla se replier vers l'ermitage. La mêlée s'étendit ensuite au centre et à la gauche des Espagnols, et une colonne française, débouchant par la route de Saragosse, se précipita avec une telle impétuosité, qu'en un instant elle eut tout culbuté. Elle était commandée par le général Fabre, qui la conduisit jusqu'au pied des batteries espagnoles du centre ; mais là, elle fut contenue et dispersée par le feu bien nourri de l'infanterie et par la mitraille habilement dirigée de l'artillerie de Don Martin Garcia Loigorri. Cette colonne défaite et mise en déroute, l'ennemi fut forcé de se replier, laissant la route de Saragosse jonchée de cadavres. Nos troupes le poursuivirent un peu dans sa retraite, sans aller cependant trop avant, Blake ne comptant pas assez sur sa cavalerie, qui avait donné mollement dans cette journée. Les Espagnols perdirent de deux cents à trois cents hommes ; les Français environ huit cents, et le général Suchet fut légèrement blessé au pied. L'armée ennemie continua pendant la nuit sa marche rétro-

grade, et telle était la terreur répandue dans ses rangs, que le bruit ayant couru que les Espagnols approchaient, les soldats se prirent à courir précipitamment, et arrivèrent en désordre à Samper de Calanda. La clarté du jour vint bientôt leur révéler leur honte, et, quand ils furent remis de cette frayeur, Suchet put se retirer à Saragosse, où il rentra le 6 juin.

Blake, satisfait d'avoir remonté l'esprit de ses troupes par cette victoire, se borna pendant quelques jours à les exercer aux manœuvres, et ne fit que changer de cantonnemens. La junte de Valence s'empressa de lui envoyer des hommes et des secours de toute nature, et la junte centrale ayant établi un courrier extraordinaire qui faisait le trajet deux fois par semaine, entretenait des communications actives, et expédiait en or, par cette voie prompte, les fonds nécessaires. Le général Blake, ainsi renforcé et approvisionné, se dirigea sur Saragosse, ayant d'ailleurs la confiance que l'enthousiasme de ses troupes suppléerait jusqu'à un certain point à leur inexpérience de la guerre.

De son côté, le général Suchet sut aussi mettre à profit le temps que lui avait laissé son ennemi; il avait fait camper son armée aux alentours de Saragosse, et s'était attaché à détruire les causes qui avaient produit quelque altération dans la discipline. Pour se mettre à l'abri d'une surprise, il avait fait construire des retranchemens à Torréro et le long du canal, il avait fait barricader le faubourg et réparer les fortifications de l'Aljaféria, et avait expédié sur Pampelune ce qu'il avait de plus embarrassant dans le matériel de l'artillerie et des bagages.

Dans les circonstances difficiles qui l'entouraient, il n'avait pas seulement à se tenir en garde contre les attaques de Blake, mais aussi contre les complots des habitans et les efforts de quelques partisans. Un corps

franc de ces derniers, fort de mille hommes, a ordres du colonel Don Ramon Gayan, s'était avan sur les bords du Jalon, et, du côté de Monzon, s la gauche de l'Ebre, le brigadier Péréna s'était appr ché du pont du Gallego ; si bien, qu'un second éch comme celui d'Alcañiz suffisait pour forcer les Fra çais à évacuer Saragosse, et à laisser libre le royaum d'Aragon.

Ainsi serré de près, et plein d'inquiétude, le g néral Suchet s'occupait surtout de s'enquérir des op rations de Don Joaquin Blake, quand il vint à appre dre que celui-ci approchait. Il se mit en mesure de l recevoir, et, laissant la cavalerie au Burgo, il distr bua son infanterie entre le mont Torréro et le mona tère de Santa-Fé sur la route de Madrid, en mêm temps qu'il détachait à Muel le général Fabre ave mille deux cents hommes.

L'armée espagnole poursuivait son mouvement, e ses rangs, grossis de nouvelles troupes qui lui étaien venues de divers points, comptaient au-delà de dix sept mille hommes. La division de Don Juan-Carlo d'Areizaga était arrivée le 13 jusqu'à Botorrita, e Don Joaquin Blake se trouvait à Fuendetodos, ave le reste de l'armée. Ce général, informé que Fabr s'était avancé de Muel à Longarès, pressa sa marche l soir même, dans l'intention de cerner le détachemen français entre ses troupes et celles d'Areizaga. Mais l général Fabre, se voyant coupé du côté de Saragosse, abandonna un convoi de vivres, et se retira à Plasencia de Jalon. En vain la seconde division française voulut-elle le secourir ; elle ne put ni ouvrir la communication, ni s'emparer de la position d'Areizaga à Botorrita, et fut forcée de se replier pour ne pas se trouver aux prises avec le gros de l'armée espagnole qui s'approchait.

Suchet, qui savait aussi qu'elle n'était pas éloignée,

avait résolu de combattre, et prit ses dispositions. Ses forces pouvaient s'élever à douze mille hommes, par l'adjonction de deux régimens qu'il attendait de Tudela, et le renfort du détachement de Fabre, qui s'était dirigé de Plasencia sur Saragosse. La discipline de l'armée française s'était relevée; ses soldats annonçaient plus de calme et de résolution qu'à Alcañiz.

Le 15 au matin, le général Blake, à peine arrivé à Maria, à deux lieues et demie de Saragosse, se porta plus en avant, et traversa la petite rivière qui coule devant ce village. Son armée était distribuée en colonnes commandées par des colonels, et fut divisée en deux lignes qui s'établirent sur des hauteurs. La première était sous les ordres de Don Pédro Roca, et Don Joaquin Blake ne la quitta point depuis le commencement de l'action. La seconde était commandée par le marquis de Lazan. La cavalerie s'était placée sur la droite, où le terrain était plus uni. A sa tête était le général O'Donoju, avec quelques fantassins, s'appuyant sur l'Huerba, dont il occupait les deux rives. Il n'y avait pas en tout plus de douze mille hommes sous les armes, la division d'Areizaga, forte de cinq mille, étant toujours détachée à Botorrita.

Vis-à-vis, et à peu de distance de la nôtre, se déployait l'armée française, commandée par son général en chef, Suchet. Les Espagnols restaient en observation à leur poste, et l'ennemi ne se pressait point d'engager l'action. Il ne s'y décida que vers deux heures du soir, après avoir reçut le renfort des régimens de Tudela. Suchet alors, après avoir eu la précaution de laisser à Torréro le général Laval, pour tenir Saragosse en respect, fit un mouvement de front, auquel les nôtres répondirent par une égale manœuvre. Les Espagnols firent quelques démonstrations sur la droite de l'ennemi, comme s'ils eussent voulu la prendre en flanc, ce qui déconcerta le géné-

ral français, qui renforça aussitôt son aile droite, d
manière à nous rompre de ce côté. Un ravin sépara
les deux armées; le général Musnier eut ordre de
franchir, mais les nôtres le repoussèrent et le mirei
même en déroute après avoir fortifié leur aile gauch
par quelques détachemens pris sur la droite. Such
envoya à son secours l'intrépide général Harispe, q
sut, quoique blessé, rétablir le courage et la confian
parmi ses troupes. Dans ce moment, éclata tout-à
coup un épouvantable orage mêlé de vent et de pluie
qui suspendit presque le combat, les deux armée
pouvant à peine se distinguer.

Le temps redevenu serein, Suchet pensa qu'il se
rait plus facile de rompre notre droite, qui étai
moins avantageusement située, et où se trouvait l
cavalerie, inférieure en nombre à la sienne et moin
bien disciplinée. En conséquence, le général Haber
s'avança à la tête d'une colonne, précédé de Vattie
avec deux régimens de cavalerie. Il y eut tant d
promptitude et de précision dans ce mouvement, qu
la cavalerie espagnole fut culbutée, notre droite rom
pue, et que les Français se rendirent maîtres d'u
petit pont qui servait à passer la rivière contre la
quelle nous étions adossés. Néanmoins, Don Joaqui
Blake se maintint ferme dans sa position, et, soutenu
par les généraux Lazan et Roca, il résista long-temp
et avec courage aux impétueuses attaques des Fran
çais, qui l'assaillaient de front et sur les flancs. Enfin
quelques corps espagnols venant à fléchir, ils délogè
rent tous des hauteurs qu'ils occupaient; mais ces
tertres étant sillonnés de larges crevasses que l'o
rage avait remplies d'eau, beaucoup de pièces de ca
non s'y encombrèrent, et il en resta une quinzaine
au pouvoir de l'ennemi. Le général O'Donoju et le
colonel Menchaca furent faits prisonniers, et le nom-
bre des morts fut assez considérable.

Les Espagnols firent leur retraite sans être inquié-
és, et se réunirent, à Botorrita, à la division d'Arei-
aga, qui malheureusement n'avait point pris part à
'action. Nous ignorons les motifs qui déterminèrent
Blake à la tenir éloignée du champ de bataille. Si c'é-
ait dans l'intention de se ménager un refuge en cas
le déroute, il eût tout aussi bien rempli son but en
enant la division plus près et à sa portée, avec cet
ivantage qu'il aurait pu la faire intervenir à propos
lans la mêlée, quand la droite commençait à plier, ce
qui eût bien changé l'issue du combat, où le courage
le nos troupes était soutenu par le souvenir tout ré-
cent des lauriers d'Alcañiz, tandis que les Français
voyaient avec inquiétude la terrible image de Sa-
ragosse qui, derrière eux, attendait en silence sa li-
berté.

Le général Suchet revint le soir dans cette ville, et ordonna au général Laval de partir de Torréro pour menacer l'arrière-garde des Espagnols. Don Joaquin Blake resta le 16 à Botorrita, résolu à attendre les Français, détermination qui pouvait lui coûter cher, si le général Laval, égaré par ses guides, n'eût été retardé dans sa marche. Suchet s'étonna quand il apprit que Blake, malgré sa déroute, se maintenait à Botorrita, d'où même il ne se serait pas retiré si vite, sans l'avis que lui fit parvenir de la marche de Laval le maître d'une maison où celui-ci avait déjeuné. Ainsi, le patriotisme d'un citoyen préserva peut-être l'armée espagnole d'un nouveau revers.

Sur cet avis, Blake hâta sa retraite, sans avoir aucun engagement avec l'ennemi. Suchet le suivit le 17 jusqu'à la Puebla de Alborton, et, le 18, les deux armées se rencontrèrent à Belchite. Celle de Blake n'était pas plus nombreuse qu'à Maria, car si, d'un côté, elle avait reçu le renfort de la division d'Areizaga et un bataillon du régiment de Grenade venu de Lérida,

d'autre part elle avait perdu dans l'action beaucoup de monde, tant sur le champ de bataille que dans la déroute, où beaucoup de soldats s'étaient égarés, et il lui manquait d'ailleurs le corps franc de Don Ramon Gayan, qui s'était séparé. De plus la disposition des esprits était bien changée, après l'échec qu'on venait d'essuyer. C'était tout le contraire dans l'armée française, qui, ayant repris tout son courage et comptant presque sur les mêmes forces, pouvait avec confiance tenter la chance de nouveaux combats.

Belchite est située sur le penchant de quelques collines qui l'enveloppent de tous côtés, excepté devant son front, sur la route de Saragosse, où se déploient des plants d'oliviers et de belles campagnes arrosées par les eaux de la Cuba ou réservoir d'Almonacid. Don Joaquin Blake mit sa droite sur le Calvario, éminence où s'adosse Belchite, son centre à Santa-Barbara, point situé dans le même village, et il avait étendu sa gauche jusqu'à l'ermitage de Notre-Dame-du-Pueyo. Dans certains endroits, l'armée formait trois lignes. Les plants d'oliviers furent garnis de tirailleurs, et la cavalerie se posta sur la route de Saragosse. Les Français se montrèrent par les hauteurs de la Puebla de Alborton; la division du général Musnier attaqua principalement notre gauche, le général Habert menaça de loin notre droite, et des troupes légères occupaient par des escarmouches les forces du centre. A celles-ci vinrent bientôt se joindre nos soldats de la gauche, qui, se groupant autour de Belchite et de Santa-Barbara, ne laissèrent pas que d'occasioner une certaine confusion. Toutefois, notre feu répondit bien en commençant à celui de l'ennemi, et sur toutes les lignes se manifestait au moins le désir de combattre honorablement. Mais, au bout d'un instant, l'éclat de deux ou trois obus, dont l'un était tombé au milieu d'un régiment, jeta l'épouvante

dans une partie de nos troupes, intimida les autres, et il se répandit de rang en rang une terreur panique qui entraîna malgré eux jusqu'aux plus résolus. Les généraux Blake, Lazan et Roca avec quelques officiers restèrent seuls à leur poste; presque tout le reste prit la fuite ou fut renversé. Nous regrettons de ne pas connaître, afin de les consigner ici pour leur éternel opprobre, les noms de ceux qui furent cause d'une aussi déshonorante lâcheté. Comme la déroute éclata au commencement de la mêlée, il y eut peu de morts et peu de prisonniers, d'autant mieux que les fuyards avaient pour eux la connaissance du terrain. Nous perdîmes neuf ou dix canons qui étaient restés de la bataille de Maria, mais nous perdîmes surtout le fruit de plusieurs mois de préparatifs, de soins et de travaux. Quoiqu'il soit bien certain que ce ne fut point Blake qui occasiona la déroute, on reprocha néanmoins avec raison à ce général l'excessive confiance avec laquelle il s'était aventuré dans une seconde action, trois jours après la perte de celle de Maria, lorsqu'il devait craindre que des troupes comme les siennes, nouvellement recrutées, n'eussent pas oublié un revers si grave et si récent.

Les Français poussèrent, le même jour 18, jusqu'à Alcañiz. Les Espagnols se retirèrent avec plus ou moins de désordre sur divers points; la division aragonaise de Lazan, à Tortose, d'où elle était venue, celle de Valence, à Morella et à San-Mateo. Elles furent toutes deux suivies de quelques détachemens des nouveaux renforts; d'autres prirent des directions différentes. Le général français distribua également son armée en colonnes, en dirigea une sur Tortose, une autre du côté de Morella, et ordonna au général Musnier de prendre position à Alcañiz et sur les bords du Guadalope. Pour lui, après avoir passé l'Ebre en personne, reconnu Mequinenza et

repris possession de Monzon, il retourna à Saragosse laissant le général Habert en observation sur la ligne du Cinca.

La victoire de Belchite remportée, si l'on peut la nommer ainsi, et le pays entièrement évacué, Suchet s'imagina qu'il n'avait plus qu'à s'occuper tranquillement des soins intérieurs de sa province. Il fut bientôt détrompé; les nouvelles reçues d'autres points de l'Espagne avaient relevé le courage des habitans, les guérillas allaient se grossissant de jour en jour ainsi que les corps francs, à l'aide des débris de l'armée vaincue; l'insurrection se montra, comme nous le verrons plus tard, plus formidable qu'auparavant, et la guerre prit un caractère d'acharnement inouï.

Depuis Tortose, le général Blake tourna ses regards vers le nord de la Catalogne et les arrêta particulièrement sur Gironne, dont le siége et les opérations qui y furent relatives ne seront racontés que dans le livre suivant, afin de ne pas interrompre le récit d'un fait si mémorable. Dans le reste de la principauté, la guerre était entretenue par des troupes détachées, qui, avec les *somatènes* et les *guérillas*, ne cessaient d'inquiéter l'ennemi; mais c'étaient des combats sans ordre et sans plan, et qui n'eurent par conséquent que de médiocres résultats.

Les intelligences avec Barcelone allaient aussi leur train, mais les événemens dont cette ville fut le théâtre, dans le mois de mai, eurent de bien tristes conséquences. On voulait enlever la place par surprise. Le général marquis de Coupigny, qui commandait la principauté par intérim, s'entendait avec divers habitans, et, le 16, une de ses divisions devait pénétrer secrètement dans la ville pendant la nuit, tandis que, du côté de la mer, des forces navales occuperaient les Français. Mais ceux-ci, ayant été avertis, prévinrent la tentative, et arrêtèrent plusieurs des conspirateurs,

qui, le 3 juin, payèrent leur audace de la vie, et furent exécutés publiquement. Parmi eux se fit remarquer par sa réponse, à la fois ferme et mesurée, à l'interrogatoire qui précéda le supplice, le docteur Pou, de l'université de Cerbera. Il n'y eut pas moins de hardiesse dans celle d'un commis marchand, nommé Juan Massana, qui, offensé du nom de traître dont le qualifiait le général français, lui répliqua : « *Le traître, c'est vous qui, sous le manteau de l'amitié,* « *êtes venu vous emparer de nos forteresses.* » L'échafaud fut la récompense d'une si noble énergie.

Le gouvernement de Joseph s'était ému de l'excursion de Blake dans l'Aragon, au point de donner ordre à Saint-Cyr de quitter la Catalogne pour tomber sur l'arrière-garde du général espagnol. De graves motifs lui commandaient cette mesure, car, outre le résultat immédiat de la campagne, il redoutait encore l'influence que celle-ci pouvait exercer sur le midi de l'Espagne, où l'état des choses présageait chaque jour des opérations militaires étendues et importantes. Aussi, sera-t-il bien que, revenant en arrière, nous jetions un coup d'œil sur ce qui se passait dans cette partie de la Péninsule.

Après la bataille de Médellin, le maréchal Victor s'était fixé à Mérida, ville célèbre par les restes d'antiquités qu'elle conserve encore, et d'où l'on pouvait aisément observer la place de Badajoz et tenir en respect ce qui restait de l'armée de Don Grégorio de la Cuesta. Pour plus de sûreté, le maréchal français avait fait fortifier la maison du *conventual*, aujourd'hui résidence d'un proviseur de l'ordre de Saint-Jacques, faisant partie autrefois d'une forteresse élevée par les Romains, dont on remarquait encore du côté de la Guadiana, en un endroit nommé *el Mirador*, une large muraille de merveilleuse construction. Dans l'intérieur, les Français établirent un hôpital et des magasins qu'ils emplirent de provisions.

L'ennemi expédia de Mérida quelques détachemens sur Badajoz, et somma la place de se rendre, se confiant dans la terreur produite par la journée de Médellin, et comptant aussi sur le succès de quelques machinations secrètes. Ses espérances furent trompées : la junte provinciale répondit à la sommation par des coups de canon. L'opinion de toute l'Estrémadure était si unanime pour la résistance, qu'il n'y eut pas de village dont le maréchal Victor pût alors obtenir le serment de fidélité au gouvernement intrus. A Mérida seulement, on parvint, presque par force, à faire signer à quelques habitans une adresse de félicitation à Joseph; mais cet acte causa un tel scandale dans toute la province, que la junte ayant décrété d'accusation les signataires, ils aimèrent mieux comparaître à Badajoz et courir tous les risques de cette démarche plutôt que de laisser leur nom entaché du crime de trahison. Leur comparution spontanée les sauva du châtiment. Il n'était point étonnant que les Espagnols vissent de mauvais œil ceux qui se rangeaient sous les bannières de l'étranger, quand celui-ci saccageait et opprimait indignement la malheureuse Estrémadure.

Du reste, Victor était resté immobile depuis l'affaire de Médellin, moins parce qu'il craignait d'envahir l'Andalousie, que parce que le principal désir de l'empereur était l'occupation du Portugal. Son plan eût été, comme nous l'avons déjà dit, que, tandis que Soult pénètrerait dans ce royaume par la Galice, Lapisse y entràt en même temps par Ciudad-Rodrigo, et Victor par l'Estrémadure. La difficulté des communications empêcha que ses ordres pussent être exécutés, et elles devenaient si peu praticables, qu'elles furent interrompues même entre ces deux derniers généraux. Ils durent ce cruel embarras à sir Robert Wilson, qui, avant de se rendre en Portugal pour se réunir à Wellesley, avait envoyé un détachement de deux ba-

taillons au *port* de Baños, coupant ainsi la correspondance aux ennemis. Gênés par ces obstacles, ils le furent bien plus encore par les progrès de l'insurrection, qui gagna tout le pays de Ciudad-Rodrigo, de telle sorte que Lapisse, craignant de ne pas entrer à temps dans le Portugal, se détermina à passer dans l'Estrémadure, et à concerter ses opérations avec Victor. Une marche rapide sur Alcantara par le *port* de Péralès réalisa ce projet.

Les habitans d'Alcantara essayèrent de défendre l'entrée de leur ville, en se postant sur son magnifique pont; mais les Français forcèrent le passage, pénétrèrent dans la place et se vengèrent de cette résistance par le pillage et la destruction, sans respecter même la paix des tombeaux. Ils se hâtèrent néanmoins de l'évacuer, et continuèrent leur route pendant la nuit, pour éviter le colonel Gran et Don Carlos d'Espagne qui suivaient leur trace, et qui, entrant le lendemain dans Alcantara, furent frappés de l'affreux spectacle de maisons incendiées et de rues jonchées de cadavres. Lapisse fit ensuite sa jonction avec Victor, à Mérida, le 19 avril.

L'invasion du Portugal était alors la pensée dominante des Français. En conséquence, Joseph donna ordre au maréchal Victor de marcher avec le général Lapisse sur ce royaume. Le moment semblait opportun pour exécuter au moins en partie le plan de l'empereur, car le maréchal Soult, précisément alors, se rendait maître de la province d'Entre-Duéro-et Minho.

Victor se mit donc en mouvement dans la direction d'Alcantara, laissant au soin de Lapisse de repasser le pont, occupé, à son arrivée, par le colonel anglais Mayne, qui, en l'absence de Wilson, parti pour le nord du Portugal, commandait la légion lusitanienne. Le colonel anglais voulut faire sauter une arche du pont, et n'ayant pu y réussir, il se replia, le 14 mai,

sur son ancienne position de Castello-Branco. Lapisse, après avoir traversé le Tage, avait envoyé à la découverte jusqu'en cet endroit, par ordre du maréchal Victor, qui voulait pénétrer plus avant; mais il fut arrêté dans sa résolution par la crainte de rencontrer le général Makensie, qui, ayant pris position à Abrantès, comme nous l'avons dit dans le livre précédent, lorsque Wellesley avançait vers Oporto, s'était porté au-devant des Français pour s'opposer à leur marche. Le mouvement de ce général, et des bruits vagues qui commencèrent à circuler sur la retraite de Soult des rives du Duero, décidèrent Victor, non-seulement à renoncer à son projet, mais à rentrer même en Estrémadure.

De son côté, Don Gregorio de la Cuesta ne fut pas plutôt informé du départ du maréchal, qu'il se mit en mouvement avec son armée refaite et renforcée, et vint camper à la Fuente del Maestre, menaçant, sans le serrer de près, le *conventual* de Mérida, où les Français avaient garnison. De retour de son incursion, Victor s'établit à Torremocha, et ses postes avancés surveillaient les passages du Tage et de la Guadiana. Mais l'inutilité de sa tentative contre le Portugal, l'apparition des Anglais sur les confins de l'Estrémadure, et l'accroissement de l'armée de Cuesta, tout cela ranima les populations des rives du Tage, qui interceptèrent les communications et inquiétèrent continuellement l'ennemi. Ce qui encouragea surtout l'insurrection, ce fut le choix que fit la junte d'Estrémadure pour la diriger, de Don José-Joaquin de Ayesteran et de Don Francisco Longedo, qui, conjointement avec Don Miguel de Quero, lequel avait déjà commencé la guerre à la Higuera de las Dueñas, province de Tolède, réunirent un corps de six cents fantassins et cent cavaliers, sous la dénomination de *croisade* de la vallée de Tiétar. Ils parcouraient le

pays, attaquaient les convois ennemis, et plus tard ils soutinrent deux combats remarquables, l'un, le 29 juin, dans le village de Menga contre les troupes du général Hugo, commandant de Avila; l'autre, le 1er juillet, sur le pont de Tiétar, et dont le résultat fut la capture d'une grande quantité de bêtes à laine et de gros bétail qu'ils enlevèrent aux Français. Ces partisans s'incorporèrent ensuite dans l'avant-garde de l'armée de Cuesta.

Cependant, le maréchal Victor voyant grossir sans cesse l'armée espagnole, et redoutant les forces anglaises qui venaient s'appuyer sur Castello-Branco, repassa le Tage, et prit position à Placencia le 19 juin. Peu auparavant, il avait envoyé un détachement pour faire sauter le fameux pont d'Alcantara, admirable et magnifique ouvrage du temps de Trajan, qui jamais encore n'avait été si maltraité, car dans les guerres anciennes, les Mores et les Portugais s'étaient contentés de couper une de ses arches les plus étroites.

D'autres considérations forcèrent bientôt Victor à changer de position. Dans la Manche et les gorges de la Sierra-Morena, depuis que Vénégas avait pris le commandement de cette armée, le nombre de ses troupes avait augmenté, et pouvait s'élever, dans les commencemens de juin, jusqu'à dix-neuf mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Pour ne pas rester oisif, et afin de tenir son monde en haleine, Vénégas résolut de quitter, le 14 du même mois, ces défilés étroits et leurs environs, pour aller parcourir les plaines de la Manche. Ses détachemens de guérillas remportèrent quelques avantages, et, le 28 juin, la division d'avant-garde, sous la conduite de Don Luis Lacy, eut la gloire de donner une leçon à l'ennemi au village de Torralba.

La marche inattendue de Vénégas effraya à Madrid Joseph, déjà inquiet, comme nous l'avons dit, de

l'entrée de Blake en Aragon. Aussi, tandis qu'il o donnait à Mortier de s'approcher par la Vieille-Ca tille des montagnes de Guadarrama, il demanda a maréchal Victor de lui envoyer une division d'infa terie et de cavalerie légère, après qu'il serait pla lui-même en avant de Talavera. Ayant réuni ces for ces à sa garde et à sa réserve, Joseph s'étendit depu Tolède jusque dans la Manche, et se joignant au qua trième corps, commandé par Sébastiani, il avanç jusqu'à Ciudad-Réal. Vénégas, qui, dans ce moment n'avait pas envie d'engager ses troupes, sut se replie à temps, et retourna en bon ordre à Santa-Elena. Jo seph pénétra jusqu'à Almagro, et n'osant point se ris quer plus avant, il revint à Madrid après avoir rend au maréchal Victor les hommes qu'il avait détachés d son corps d'armée.

Telles furent les marches et les incursions qui précédèrent dans l'Estrémadure et la Manche la campagne de Talavéra, laquelle, à raison de son importance, exige qu'avant d'entrer dans la relation de ses événemens compliqués, nous énumérions les forces des diverses parties belligérantes qu'on y vit figurer.

Des huit corps qui composaient l'armée de Napoléon, lorsqu'au mois d'octobre 1808 il fit sa seconde et terrible invasion, celui de Junot s'incorpora plus tard dans les autres, ce qui en réduisit par conséquent le nombre à sept. Il y en eut cinq qui, presque en entier, prirent part à la campagne de Talavera. Trois d'entre eux, les deuxième, cinquième et sixième, furent cantonnés en juillet à Valladolid, Salamanque et dans le pays d'Astorga, sous le commandement supérieur du maréchal Soult, et le premier et le quatrième s'établirent en même temps dans la Manche et sur les rives du Tage vers l'Estrémadure. La réserve et la garde de Joseph vinrent aussi de Madrid prêter l'appui de leur concours, et l'effectif de toutes

es troupes pouvait bien être évalué à plus de cent nille hommes. Les Espagnols avaient de leur côté es deux armées d'Estrémadure et de la Manche; a première, forte de trente-six mille combattans, a deuxième, d'environ vingt-quatre mille; et les orces de Wellesley, campées à Abrantès depuis son etour de Galice, quoiqu'elles eussent été augmentées le cinq mille hommes, n'en comptaient pas au-delà le vingt-deux mille; elles avaient été réduites à ce nombre par les maladies et les morts. Il y avait plus le quatre mille Portugais et Espagnols sous les ordres du brave sir Robert Wilson. De ces derniers, leux bataillons avaient été détachés de l'armée de Cuesta. De plus, quinze mille Portugais, formés et commandés par le général Beresford, se portèrent plus tard de l'Agueda vers Castello-Branco. De sorte que le nombre de troupes appelées à combattre ou à prendre une part quelconque dans la campagne s'élevait, du côté des Français, ainsi que nous venons de le dire, à cent mille hommes environ, et à peu près au même chiffre du côté des alliés, avec cette différence, que les forces des premiers formaient une armée homogène et aguerrie, tandis que l'armée contraire, composée d'élémens hétérogènes, était en grande partie nouvellement recrutée et peu exercée dans les armes.

Quoique le général Wellesley, à son débarquement à Lisbonne, eût considéré comme la chose la plus importante la destruction du corps du duc de Bellune, il commença cependant, comme nous l'avons rapporté, par chasser Soult du Portugal, afin de tomber ensuite plus librement sur le maréchal Victor. Il l'avait ainsi promis au gouvernement espagnol en se rendant à Oporto, et il avait demandé que, jusque-là, les généraux espagnols d'Estrémadure et de la Manche évitassent toute rencontre sérieuse avec les Français. L'en-

gagement fut tenu des deux côtés ; Soult se vit for d'évacuer le Portugal, et Wellesley, après avoir fa séjour à Abrantès pour laisser respirer ses troupes quitta cette ville le 27 juin, et se dirigea sur la fro tière de l'Estrémadure.

Les Français n'étaient point d'accord sur le pla qu'en une telle occurrence il convenait d'adopter. Jo seph tenait à conserver tout ce qui était conquis ; ne voulait pas surtout abandonner Madrid, dans l crainte peut-être que l'évacuation de la capitale ne f une impression dangereuse sur les esprits, alors d'ail leurs que la campagne d'Autriche était encore asse vivement engagée. Le maréchal Soult, fidèle aux rè gles de la haute stratégie, et sans s'arrêter à la consi dération d'une plus ou moins vaste possession de ter ritoire, penchait pour que l'armée fût divisée en deu grands corps qui se partageassent les opérations, e qui eussent leurs centres, l'un à Toro, où il était en personne, l'autre, là où se trouvait Joseph.

Depuis le retour de Soult en Castille, il ne s'y était rien passé de particulier, le maréchal ne s'était occupé que de disposer et de concentrer les corps d'armée que l'empereur avait commis à ses soins. Ses efforts rencontrèrent plus d'un obstacle, soit à cause de certaines mesures arrêtées par Joseph, qui, ainsi qu'on l'a déjà vu, avait fait avancer Mortier vers Guadarrama, soit par l'effet de la mauvaise volonté du maréchal Ney, qui, blessé de la préférence que l'empereur avait accordée à son collègue, voulait, sous prétexte de maladie, se démettre du commandement du sixième corps. Une autre cause d'embarras, c'était la rareté de divers approvisionnemens militaires et particulièrement le manque d'artillerie dans le deuxième corps qui avait abandonné la sienne à sa sortie du Portugal. Pour remédier à ces difficultés, Soult envoya à Madrid le général Foy qu'il char-

ea de demander des secours et de soutenir son plan ;
elui-ci partit en poste le 19 juillet. Il était de retour
e 24, et quoiqu'on eût consenti à faire face aux né-
essités les plus urgentes et que la mésintelligence
ntre Ney et Soult se fût à peu près dissipée, le plan
le campagne de ce dernier n'en fut pas moins désap-
rouvé par Joseph, uniquement préoccupé de conju-
er l'orage qui le menaçait du côté du Tage.

Don Gregorio de la Cuesta se tenait tranquille
lans l'Estrémadure, attendant le mouvement du gé-
néral Wellesley, et, quoique bien à regret, il n'avait
engagé aucune action sérieuse. Il y eut seulement
quelques combats partiels ; celui d'Aljucen, soutenu
par Don José de Zayas, et celui de Médellin, où le
brigadier Ribas n'eut pas moins de bonheur, tournè-
rent à la gloire de nos armes. Force était au vieux gé-
néral de réprimer son impatience, puisque ainsi l'or-
donnait la junte suprême. Il se bornait à avancer à
mesure que les Français reculaient, et dès que le ma-
réchal Victor eut pris position à Plasencia le 19 juin,
Cuesta s'établit, le 20 du même mois, à las Casas del
Puerto, sur la rive gauche du Tage. Ce fut là qu'il at-
tendit que les Anglais se missent en mouvement, et
il dépêcha le colonel Bourke, envoyé de cette nation,
vers son général, avec mission de lui proposer le plan
qui lui semblait le plus opportun pour ouvrir la cam-
pagne.

Sir Arthur Wellesley, après avoir levé son camp
d'Abrantès, le 27 juin, poursuivit sa marche ; il
établit son quartier-général à Plasencia le 8 juillet ;
et le 10, il se rendit à las Casas del Puerto pour se
concerter avec Cuesta. Les deux généraux eurent une
longue conférence, et après l'examen de divers plans,
ils s'arrêtèrent enfin à celui qui fut adopté comme le
plus convenable. Sir Robert Wilson, avec les forces
qu'il commandait et deux bataillons que Cuesta met-

tait à sa disposition, devait marcher le 16, par la Vera de Plasencia, dans la direction d'Alberche, et occuper tous les villages de la rive droite jusqu'à Escalona : le 18, l'armée anglaise devait passer le Tiétar à Bazagona, où l'on avait jeté un pont provisoire, et se portant par Majadas et Centenilla sur Oropesa et sur le Casar, elle étendait sa gauche jusqu'à San-Roman, et se mettait en contact avec la division de Wilson. L'armée espagnole de Cuesta, traversant le Tage, le 19, à Almaraz et par le pont del Arzobispo, devait suivre la grand'route de Talavéra, et occuper le front de l'ennemi depuis le Casar jusqu'au pont de bois jeté sur le Tage dans cette ville ; mais elle devait prendre garde que sa marche n'embarrassât point celle de l'armée alliée. Il fut convenu encore que Vénégas, qui avait alors son quartier-général à Santa-Cruz de Mudéla, et qui dépendait jusqu'à un certain point de Cuesta, se porterait en avant si le général Sébastiani n'avait pas une force supérieure à la sienne, et qu'après avoir passé le Tage à Fuentidueña, il viendrait menacer Madrid ; mais qu'il retournerait à la Sierra, par Tarancon et Torrejoncillo, dans le cas où il aurait affaire à des troupes nombreuses. Ce plan parut bien concerté relativement au mouvement de Cuesta et des Anglais ; mais il était moins heureux en ce qui touchait Vénégas, dont l'armée, en s'éloignant trop du centre des opérations, ne pouvait communiquer facilement avec les alliés en cas de modification du plan, ni recevoir de prompts secours, si elle venait à être brusquement attaquée par des forces supérieures.

Cuesta et Wellesley demeurés d'accord, ce dernier retourna à Plasencia, et tout-à-coup il se mit à écrire, le 16, à l'adjudant-général O'Donoju pour lui dire que, bien qu'il fût prêt à exécuter le plan convenu, son armée se trouvant dépourvue de beaucoup de choses nécessaires, et notamment de moyens de transport, il

pourrait peut-être survenir des difficultés inattendues ; puis il ajoutait, sur un ton plus aigre, qu'en tout pays où l'on faisait la guerre, c'était aux habitans à fournir à l'entretien des troupes, et que si, dans cette campagne, les Espagnols ne se mettaient pas en mesure d'y pourvoir, ils devraient se passer de l'assistance des alliés. C'était la première plainte de ce genre qu'on eût encore entendue. La junte centrale s'était engagée à fournir toutes les ressources qu'elle aurait à sa disposition, et en effet elle avait expédié des ordres pressans aux juntes de Badajoz, de Plasencia et de Ciudad-Rodrigo, pour qu'elles fissent recueillir d'abondantes provisions pour la subsistance de l'armée anglaise, et de plus elle avait nommé Don Juan Lozano de Torrès et les commissaires de guerre nécessaires pour aller recevoir cette armée à la frontière d'Espagne. De telles mesures pouvaient être suffisantes en des temps ordinaires, mais ici ce n'était point assez, alors surtout qu'on avait choisi pour les exécuter Lozano de Torrès, qui, loin de se recommander par son activité et sa prudence, était plutôt capable de tout embrouiller. Les privations furent réelles, mais les réclamations et les répliques s'envenimant par degré, on se traita des deux côtés avec injustice, ce qui devint, comme nous le verrons par la suite, une source d'irritations et de querelles.

Néanmoins, les armées alliées se mirent en marche au temps convenu ; seulement les Espagnols firent un léger changement à leur itinéraire, à cause du manque d'eau sur le chemin de Talavéra. Le 21 juillet, les deux armées se trouvaient entre Oropesa et Velada. Le 22, elles poursuivirent leur route, et l'avant-garde, sous la conduite de Don José de Zayas, rencontra des forces ennemies commandées par le général Latour-Maubourg. Les escarmouches durèrent tout le jour ; nos soldats se comportèrent avec valeur,

et cette bonne contenance, jointe à l'apparition su
bite des Anglais, força les ennemis à passer l'Albe
che, le quartier-général du maréchal Victor se trou
vant à Caselegas. La droite des Français se composa
des divisions Villatte et Lapisse, placées sur des hau
teurs qui dominaient la campagne; sur la gauche, qu
s'appuyait au Tage, la division Ruffin couvrait le pon
de l'Alberche, qui était fort long et construit en bois
et dont l'ouverture était encore protégée par qua
torze pièces d'artillerie. Les forces de l'ennemi s'éle
vaient à vingt-cinq mille hommes, et elles gardèren
leurs positions le 22 et le 23.

Les armées alliées s'approchèrent à leur tour, e
sir Arthur Wellesley proposa à Don Gregorio de l
Cuesta de commencer l'attaque sans délai ce mêm
jour 23; mais le général espagnol demanda qu'on dif
férât jusqu'au lendemain matin. Les raisons qu'il al
légua depuis pour expliquer ce retard étaient san
fondement sérieux, et son hésitation actuelle con
trastait étrangement avec l'ardeur qu'on lui avai
toujours connue et qu'il ne tarda pas à manifester en
core pour combattre à tout hasard. Quelques étranger
prétendent qu'il refusa d'attaquer parce que c'étai
le dimanche, mais Cuesta ne portait pas jusque-là se
scrupules, et l'Espagne n'était point soumise à de
tels préjugés. Il y a des Anglais qui ont fait peser su
un officier de l'état-major de Cuesta la flétrissante
accusation de s'être entendu avec l'ennemi. Nous igno-
rons si ces soupçons sont fondés. Ce qu'il y a de cer-
tain, c'est que les Français, dans une situation diffi-
cile, décampèrent pendant la nuit du 23 au 24, et,
au lieu de suivre la route de Madrid, ils prirent, par
Torrijos, la direction de Tolède. Ainsi fut perdue
l'occasion de détruire le corps du maréchal Victor,
tandis que ses forces étaient inférieures à celles des
alliés, et cette occasion fut perdue par la prudence

bien inopportune de Cuesta; cela parut d'autant plus extraordinaire, que ce n'était point par une semblable qualité que ce général s'était fait remarquer.

Wellesley en fut vivement contrarié; craignant que les vivres ne continuassent à manquer, et trouvant peut-être dangereux de s'engager plus avant dans l'intérieur de l'Espagne avant de savoir ce qui se passait dans la Vieille-Castille, il déclara formellement qu'il ne ferait pas un pas au-delà de l'Alberche, si la subsistance de ses troupes n'était point garantie. Cuesta, qui, le 23, hésitait à attaquer, poussé maintenant par de perfides conseils, ou sentant renaître en son cœur l'ambitieux désir d'entrer avant tout autre à Madrid, marcha seul et sans les Anglais. Il arriva le 24 à Bravo y Cebolla, et s'étant avancé le 25 jusqu'à Santa-Olalla et Torrijos, il paya cher sa témérité.

Les Français ne se retiraient que pour concentrer et grossir leurs forces. Joseph, après avoir laissé à Madrid une faible garnison, était parti avec sa garde et sa réserve, et s'était réuni à Victor, le 25, par Vargas et par la rive gauche du Guadarrama. Sébastiani en avait fait autant, il observait Vénégas dans la Manche, aux environs de Daimiel, lorsqu'il reçut l'ordre de se porter sur le Tage. Par cette adjonction, les Français, qui naguère n'avaient à opposer que vingt-cinq mille hommes aux alliés, en comptaient maintenant au-delà de cinquante mille, établis à peu de distance de Cuesta, derrière la rivière de Guadarrama. Vénégas, informé de la marche de Sébastiani, envoya après lui, dans la direction de Tolède, une division aux ordres de Don Luis Lacy, et s'approcha en personne d'Aranjuez, avec le reste de son armée. Les Français ne furent pas déterminés, par ce mouvement, à diviser leurs forces, non plus que par celui de sir Robert Wilson, qui, s'étendant par Escalona et le bourg del Prado, s'était avancé, le 25, jusqu'à Navalcarnero, à

cinq lieues de Madrid, événement qui produisit u
soulèvement dans la capitale.

Quoique les corps de Victor et de Sébastiani se fu
sent réunis à la réserve et à la garde de Joseph, l
Français ne songeaient point à livrer de bataille ran
gée, attendant que le maréchal Soult, avec les tro
corps qu'il commandait à Salamanque, vînt, par l
hauteurs qui séparent cette province de l'Estréma
dure, tomber sur les derrières des alliés. Ce plan éta
fort habile; le général Foy l'avait apporté de Madrid
et le résultat eût pu être très-funeste à l'armée com
binée; mais l'impatience des Français fit échouer su
le champ de bataille des dispositions si prudemmen
arrêtées au conseil.

S'apercevant, le 26 juillet, de la marche aventu
reuse de Cuesta, l'ennemi voulut l'en faire repentir
et ce même jour, il culbuta les postes avancés de c
général et attaqua même son avant-garde. Don Jos
de Zayas, qui la commandait, s'avança dans la plain
qui s'étend devant Torrijos, où il combattit long
temps, et ne pensa à la retraite que lorsqu'il appri
qu'on envoyait contre lui des forces supérieures
Alors il commença avec ordre son mouvement ré
trograde, mais l'infanterie, déconcertée de voir qu
le régiment de cavalerie de Villaviciosa, engagé dan
des gorges, ne pouvait manœuvrer, se retira en dé
sordre à Alcabon, où le duc d'Albuquerque accouru
pour la protéger, avec une division de trois mille che
vaux. L'avant-garde eut aussi le temps de se replie
sur le gros de l'armée qui, ayant à sa tête le généra
Cuesta, se dirigeait avec quelque confusion vers l'ar
mée anglaise pour y chercher un abri. Celle-ci avai
son avant-garde à Cazalegas, et le général Sherbrook
qui la commandait fit mine de résister aux ennemi
qui suspendirent leur marche. Il semblait que cett
leçon dût un peu assouplir le caractère tenace du gé-

néral Cuesta ; mais, rebelle aux justes réflexions de sir Arthur Wellesley, ce ne fut qu'à grand'peine qu'il consentit à repasser l'Alberche.

L'union et la marche des ennemis annonçaient une bataille prochaine, et le général anglais se prépara à l'accepter. En conséquence, il ordonna à Wilson de retourner de Navalcarnero à Escalona, et il ne laissa aucun corps de troupes à la gauche de l'Alberche, bien résolu à prendre une position avantageuse sur la rive opposée.

Il choisit, à cet effet, le terrain qui s'étend depuis Talavera de la Reina jusqu'au-delà des coteaux de Médellin, et qui embrasse un développement de trois quarts de lieue. L'armée espagnole était établie sur la droite, et touchait au Tage ; l'armée anglaise occupait la gauche et le centre. Voici quelles étaient des deux côtés la force et la distribution des troupes. Les Espagnols comptaient cinq divisions d'infanterie et deux de cavalerie, sans comprendre la réserve ni l'avant-garde : l'une, commandée par Don Juan Berthuy ; l'autre, par Don José de Zayas. Des divisions de cavalerie, la première était sous les ordres de Don Juan de Henestrosa, la seconde sous ceux du duc d'Albuquerque. Les divisions d'infanterie étaient commandées dans leur ordre de numération par le marquis de Zayas, Don Vicente Iglesias, le marquis de Portago, Don Rafaël Manglano, et Don Luis-Alejandro Bassecourt. L'effectif des troupes espagnoles, déduction faite des pertes, des détachemens et des hommes égarés, ne s'élevait pas à trente-quatre mille hommes, dont environ six mille de cavalerie. Les Anglais avaient, de leur côté, plus de seize mille fantassins et trois mille cavaliers répartis en quatre divisions aux ordres des généraux Sherbrooke, Hill, Mackenzie et Campbell.

La droite, formée par les Espagnols, s'étendait

devant Talavera, et derrière un retranchement qui se trouve à sa sortie. En face du somptueux ermitage de Notre-Dame-del-Prado fut dressée une forte batterie pour balayer la grand'route qui conduit au pont de l'Alberche. A la gauche des Espagnols, et dans un espace intermédiaire qui les séparait des Anglais, on commença à construire sur une éminence une redoute qui ne fut point achevée, et après laquelle venait immédiatement la division Campbell, suivie de celle de Sherbrooke; la gauche était couverte par le général Hill. La division Mackenzie restait en position près de l'Alberche avec ordre de se placer en seconde ligne, et derrière Sherbrooke, dès que l'action serait engagée. La colline dite de Médellin, occupée par le général Hill, était la clé de la position. Baignée et défendue par devant par le cours profond de la petite rivière de Portiña, un vallon la séparait à gauche des montagnes rocailleuses de l'Atalaya, espèces de bras avancés de la Sierra de Ségurilla.

Le 27 juillet, à la pointe du jour, parti de Santa-Olalla, Joseph mit ses colonnes en mouvement. Elles arrivèrent à une heure sur les hauteurs de Salinas, à la gauche de l'Alberche. Les chefs ne pouvaient clairement distinguer, même de cette position, les mouvemens de l'armée combinée, le terrain étant planté d'oliviers et de mûriers. Mais Joseph, ayant consulté le maréchal Victor qui connaissait le pays, prit en raison de ses renseignemens des dispositions convenables. Il dirigea le quatrième corps, commandé par Sébastiani, contre la droite des Espagnols, et le premier, aux ordres de Victor, contre la gauche, tandis que la cavalerie menaçait le centre. Après avoir traversé l'Alberche, le quatrième corps suivit, avec la réserve et la garde de Joseph qui le soutenait, la grand'route de Talavera, et le premier qui arriva en passant la rivière à gué, tomba si soudainement sur

a tour dite *de Salinas*, où était posté le général Mackenzie, qu'il causa quelque désordre dans sa division; sir Arthur Wellesley, qui observait de là les mouvemens de l'ennemi, manqua d'y être pris. Ils parvinrent tous enfin, quoique avec peine, à se replier sur le corps principal de l'armée alliée.

Une bataille générale allait donc s'engager. Les Français, se portant en avant, commencèrent leur attaque avant la chute du jour par une forte canonnade accompagnée d'une charge de cavalerie sur la droite, que défendaient les Espagnols; les colonnes de ceux-ci furent ébranlées, les corps de Truxillo et Badajoz plièrent; il y eut même des fuyards qui répandirent l'effroi jusqu'à Oropesa, entraînant avec eux quelques Anglais dont la terreur s'était aussi emparée. Cependant le désordre n'alla pas plus loin; l'ennemi fut contenu par le feu bien dirigé de l'artillerie et des autres corps, et aussi parce que son but principal était de tomber sur la gauche, où était établi le général Hill.

Les divisions des généraux Ruffin et Villatte, dirigées sur ce point, gravirent la colline, quoiqu'elle fût très-escarpée et que la nécessité de franchir le lit du Portiña en rendît l'accès si difficile. Ayant tout culbuté par leur impétuosité, elles touchaient déjà au sommet, d'où les Anglais descendirent précipitamment par le côté opposé. Le général Hill, bien qu'il eût son cheval blessé, et au risque d'être fait prisonnier, revint à la charge avec la plus grande bravoure, et reconquit la hauteur. La nuit s'avançait, et les Français s'obstinaient toujours dans leur attaque, que le général Lapisse étendit sur la gauche en s'engageant avec une autre division anglaise. La mêlée fut longue et vive, mais sans avantage pour l'ennemi. Après minuit, une fausse alarme s'étant répandue parmi les Espagnols, occasiona un feu de tirailleurs qui dura quel-

que temps, et produisit une sorte de désordre qui heureusement ne gagna point toute la ligne.

Le 28, à la pointe du jour, les Français renouvelèrent leurs tentatives; le général Ruffin attaqua la colline de Médellin de front et par le vallon qu'elle avait à sa gauche; il était appuyé par le général Villatte. Le combat fut opiniâtre, les attaques répétées soit en masse, soit par pelotons, et la perte considérable des deux côtés. Le général Hill fut blessé, et le succès parut souvent indécis, jusqu'à ce qu'enfin les Français, revenant à leur première position, que protégeait une formidable artillerie, suspendirent le combat.

L'armée anglaise manquait de canons de gros calibre; le général Wellesley en demanda quelques-uns à Don Gregorio de la Cuesta; on les plaça sous les ordres du capitaine Uclès, dans la redoute qu'on avait commencé de construire sur la hauteur située entre les Espagnols et les Anglais. Le général Wellesley voyant aussi l'ardeur persévérante de l'ennemi à se rendre maître de la colline de Médellin, regretta de ne pas avoir eu la précaution de prolonger sa gauche et de la garnir du côté du vallon; pour réparer cet oubli, il fit passer de ce côté une partie de son artillerie soutenue par celle d'Albuquerque, et il obtint de Cuesta qu'il détachât la cinquième division sous les ordres de Bassecourt; elle se plaça de manière à couvrir le vallon et les rochers de l'Atalaya.

En ce moment, Joseph était indécis s'il devait se retirer ou continuer le combat. Victor était pour le dernier parti, le maréchal Jourdan penchait pour le premier. Joseph hésita quelque temps, et se décida enfin pour la continuation, après avoir auparavant parcouru la ligne de bataille dans toute son étendue.

Dans l'intervalle, il y eut une sorte de suspension d'armes qui dura depuis neuf heures jusqu'à midi,

pendant laquelle les soldats des deux armées, sans se faire aucun mal, descendaient aux bords du Portiña pour étancher la soif brûlante que leur causait l'excessive chaleur du jour.

Les Français reprirent enfin l'offensive. Du haut de la colline de Médellin, sir Arthur Wellesley observait leurs mouvemens. Le centre fut d'abord attaqué par Sébastiani vers le point de jonction des Anglais et des Espagnols. Ceux-ci avaient deux divisions, la troisième et la quatrième; l'une et l'autre, sous la conduite de Don Francisco de Eguia, formant deux lignes dont la première était plus avancée que celle des Anglais, qui venait immédiatement après. Les Français voulaient surtout s'emparer de la batterie de la redoute, mais à peine en eurent-ils approché, qu'ils reçurent une décharge à mitraille des canons qu'on y avait placés peu auparavant, sous la direction du capitaine Uclès, et les Anglais tombant alors sur leurs colonnes, en firent un horrible carnage. Les Français se replièrent précipitamment sur leur ligne et repoussèrent à leur tour leurs ennemis à mesure qu'ils voulaient avancer. Ces tentatives furent réitérées jusqu'à ce que, dans la dernière, l'ennemi ayant voulu se mettre entre les Anglais et les Espagnols, se vit pris en flanc par la première ligne de ceux-ci, qui était la plus avancée, et criblé par une batterie que commandait Don Santiago Piñeiro, militaire distingué. Ainsi repoussé, et au moment où il commençait à fléchir, il fut assailli par une terrible charge de cavalerie du régiment espagnol du Roi, ayant à sa tête le colonel Don José-Maria de Lastrès qui fut blessé et dignement remplacé par son lieutenant Don Rafaël Valparda. Nos cavaliers culbutèrent tout devant eux et firent prendre dix canons, dont quatre furent conduits au camp espagnol par le brave Piñeiro.

Cependant, à la gauche de l'armée alliée, la division du général Ruffin avait essayé d'envelopper du côté du vallon la colline de Médellin, tandis qu'une partie de la division Villatte menaçait de la gravir. La cavalerie anglaise, établie dans ce vallon, et notamment un régiment de dragons, avait souffert beaucoup; néanmoins, avec l'aide de la division Bassecourt et de la cavalerie d'Albuquerque, elle était parvenue à déconcerter le général Ruffin. Don Miguel de Alava, aide-de-camp d'Albuquerque et officier de mérite, ne fut pas étranger à ce succès, par la précision avec laquelle, sur le désir exprimé par le général anglais Fane, et sans attendre, à raison du danger, l'autorisation de son chef, il fit mettre en jeu deux pièces d'artillerie commandées par le capitaine Entrena, qui firent le plus grand mal à l'ennemi. Ainsi l'on voit qu'aux deux ailes de l'armée les chances de la mêlée étaient favorables aux alliés.

Toutefois le sort de la bataille sembla compromis au centre pendant assez long-temps. Le général Sherbrooke y avait été attaqué par le général Lapisse, qui, d'abord, fut vigoureusement repoussé; mais la garde anglaise ayant poursuivi son avantage avec trop d'ardeur, fut à son tour refoulée par les Français, qui mirent le désordre dans ses rangs; le moment était décisif, car une fois le centre enforcé, la déroute devenait complète. Heureusement Wellesley, s'apercevant de la position critique des Anglais, fit descendre de la colline où il était établi le 48ᵉ régiment, commandé par le colonel Donellan, qui se comporta avec tant de courage qu'il contint l'ennemi et donna le temps à la garde anglaise de revenir à elle et de se remettre en ligne. La cavalerie légère, aux ordres de Cotton, se détachant alors de la deuxième ligne pour se porter en avant, tandis que l'artillerie manœuvrait sur les flancs, soutenue par les canons du capitaine Entrena,

es Français reculèrent en désordre et le général Laisse tomba mortellement blessé. Dès ce moment les lliés furent vainqueurs sur toute la ligne et les Français reprirent leur ancienne position, protégés par eur artillerie. Telles étaient la chaleur du jour et la sécheresse de la terre, qu'au bout de quelques instans herbe et la bruyère ayant pris feu par suite du comat, l'embrâsement se propagea dans la campagne, ce point que des cadavres et des blessés qu'on n'avait pas relevés encore furent brûlés. Les Anglais erdirent en tout six mille deux cent soixante-huit ommes; les Français, sept mille trois cent quatreingt-neuf avec dix-sept canons : des deux côtés, deux énéraux restèrent sur le champ de bataille. La perte les Espagnols s'éleva à douze cents hommes; le général Manglano fut blessé.

Telle fut la bataille de Talavera de la Reina; commencée le 27 juillet, elle ne finit que le lendemain, et eut, pour ainsi dire, trois actes ou trois journées. Dans la dernière, celle du 28, les Espagnols se comportèrent avec bravoure et intrépidité. Quant aux corps qui avaient fléchi le 27, Cuesta ne voulut pas moins que les décimer, comme si leur faute ne provenait pas plutôt d'une indiscipline antérieure que d'une indigne lâcheté. Le général anglais intercéda pour eux et parvint à adoucir la férocité du général espagnol, mais malheureusement il y avait déjà cinquante hommes de fusillés.

La junte centrale nomma sir Arthur Wellesley généralissime de l'armée, et son gouvernement l'éleva à la dignité de pair d'Angleterre, sous le titre de lord Wellington, vicomte de Talavera, titre par lequel nous le désignerons désormais. La junte centrale accorda aussi d'autres distinctions aux chefs espagnols, et décora Don Grégorio de la Cuesta de la grand'croix de Charles III.

Le 29 juillet, les Français repassèrent l'Alberche, et se portèrent sur les hauteurs de Salinas. Joseph se dirigea ensuite, avec le quatrième corps et la réserve, vers Santa-Olalla, et s'établit le 31 à Illescas, après avoir préalablement détaché une division sur Tolède, qui se trouvait menacé par les troupes de Vénégas.

Le maréchal Victor, craignant le mouvement que pouvait opérer sur son flanc sir Robert Wilson, à qui il supposait des forces supérieures, se retira aussi, le 1er août, du côté de Maqueda et Santa-Cruz del Retamar, éloigné du maréchal Jourdan par une mésintelligence toujours croissante, comme il arrive dans la mauvaise fortune.

Lord Wellington et les Espagnols demeurèrent à Talavera, où arriva, le 29, avec trois mille hommes de troupes fraîches, le général Crawfurd, qui, au bruit de la bataille, s'était empressé d'opérer à temps, quoique inutilement, sa jonction avec le gros de l'armée. Malgré ce renfort, Wellington ne voulut point poursuivre son avantage, soit qu'il jugeât les Français repoussés plutôt que défaits, soit qu'il ne se fiât point à la discipline et à l'organisation de l'armée espagnole, qu'on pouvait utiliser dans une position couverte, mais qui n'était, en aucune façon, une armée manœuvrière. D'autres causes parurent aussi influer sur sa détermination : telle fut l'annonce de l'armistice de Znaïm, publié dans la *Gazette extraordinaire de Madrid* du 27 juillet; telle fut encore la marche progressive de Soult, sur laquelle on avait les avis les plus certains. Cependant le général anglais ne fonda sa résolution sur aucun de ces puissans motifs, soit qu'il craignît d'offenser les chefs espagnols, soit qu'il redoutât d'effrayer les esprits par de mauvaises nouvelles. Son excuse pour rester ainsi stationnaire fut le manque de vivres; il ne prenait pas garde que,

i cette disette était vraie, il devait paraître étrange qu'il voulût y remédier en demeurant dans un lieu où elle se faisait plus sentir, tandis qu'en se portant en avant, il eût trouvé un pays moins dévasté, et des populations qui attendaient avec impatience et enthousiasme leurs libérateurs.

Néanmoins, l'on pensa généralement que, quoique es approvisionnemens n'abondassent point, cette halte de l'armée anglaise dépendait principalement les mouvemens du maréchal Soult, qui, d'après ce qu'on avait appris le 30 juillet, cherchait à traverser e *port* de Baños, défendu par le marquis del Reino avec quatre bataillons, deux détachés précédemment de l'armée de Cuesta, et deux de Béjar. A la première nouvelle, lord Wellington ordonna aux troupes espagnoles d'aller renforcer le point menacé, et ce fut avec peine qu'il obtint de Don Grégorio de la Cuesta qu'il se décidât, le 2 août, à détacher, dans cette vue, la cinquième division, aux ordres de Don Luis Bassecourt : force insuffisante et tardive, car le marquis del Reino, n'ayant pu résister à la supériorité de l'ennemi, s'était retiré sur le Tietar, et les Français étaient entrés à Plasencia le 1er août.

Informé de ce triste événement, les généraux alliés convinrent que l'armée anglaise irait à la rencontre des ennemis, et que les Espagnols resteraient à Talavera pour tenir tête au maréchal Victor, dans le cas où il reviendrait de ce côté. Les forces des Français consistaient dans le cinquième, le deuxième et le sixième corps, s'élevant ensemble à cinquante mille hommes environ. Le cinquième, aux ordres du maréchal Mortier, marchait en avant; venait ensuite le deuxième, sous les ordres de Soult, qui, d'ailleurs, commandait en chef; et le sixième, sous le commandement du maréchal Ney, fermait la marche. C'était, par conséquent, Mortier qui avait chassé de Baños le

marquis del Reino, et déjà il s'étendait, d'une part, vers la Bazagona, et, de l'autre, vers Coria, tandis que Soult pénétrait, le 3 août, dans Plasencia, et que Ney, le même jour, franchissait les frontières de l'Estrémadure. Cette soudaine irruption désola ce pays, très-fertile en beaucoup d'endroits, qui ne manque point d'une certaine industrie, et où l'on voit encore les restes d'une grande chaussée romaine. Le général Beresford, qui s'était auparavant posté, avec environ quinze mille Portugais, derrière l'Aguéda, suivit l'armée française dans une direction parallèle, et, après avoir traversé le port de Paralès, arriva, le 17 août, à Salvatierra, d'où il chercha à couvrir la route d'Abrantès.

Ainsi s'agglomérait dans la vallée du Tage, qui se prolonge en s'évasant depuis Aranjuez jusqu'aux confins du Portugal, une multitude de troupes, dont l'effectif, en y comprenant les armées de Vénégas et de Beresford, dépassait deux cent mille hommes de diverses nations. Comme il était difficile de pourvoir à leur subsistance dans un espace de terrain si borné, et qu'il ne fallait pas beaucoup de temps pour les réunir en corps de bataille, on pouvait conjecturer que des deux parts on était sur le point d'en venir à quelque engagement décisif. Mais, en cette occasion comme en tant d'autres, l'événement n'alla point selon les probabilités.

Lord Wellington, informé que le maréchal Soult s'interposait entre son armée et le pont d'Almaraz, résolut de passer le pont del Arzobispo, et d'établir sa ligne de défense derrière le Tage. De son côté, Don Gregorio de la Cuesta, n'osant pas attendre seul à Talavera Joseph et Victor qui s'unissaient de nouveau, abandonna la ville, et alla joindre, à Oropesa, la cinquième division et l'armée anglaise. Cette détermination indisposa Wellington, à qui elle parut pré-

ipitée, et qui se plaignait surtout du peu de soin qu'on avait mis à sauver les Anglais blessés qui se rouvaient à Talavera. Aussi fut-il sourd, et avec raison, aux clameurs de Don Gregorio de la Cuesta, qui nsistait pour que la position d'Oropesa fût conservée comme propre à une bataille. Wellington passa donc le pont del Arzobispo, établit son quartier-général à Déleitosa, le 7 août, et plaça son arrière-garde à las Mesas de Ibor. Il dirigea aussi, par la rive gauche du Tage, avec une brigade et six pièces de canon, le général Crawfurd, qui arriva heureusement à temps pour couvrir le passage d'Almaraz et les endroits guéables.

Le général Cuesta, forcé, bien malgré lui, de suivre l'armée anglaise, passa, le 5, le pont del Arzobispo, vers lequel l'ennemi se portait vivement en masse. Il poursuivit sa marche, par la Paraleda de Garbin, sur las Mesas de Ibor, laissant à Guarda del Puente la cinquième division, aux ordres de Don Luis de Bassecourt, et le duc d'Albuquerque sur la droite, à Azutan, pour surveiller les gués, à la tête de trois mille cavaliers. Mais à peine Cuesta était-il arrivé à la Paraleda, que les ennemis étaient déjà maîtres du pont del Arzobispo.

C'était là que, de toutes parts, venait aboutir le cinquième corps, dont le chef, le maréchal Mortier, avait pris position à la Puebla de Naciados. Dans le même temps, Ney était à Navalmoral, et Soult avait, depuis le Gordo, détaché de la cavalerie sur la direction de Talavera, afin qu'elle se mît en communication avec Victor, qui, dès le 6, était revenu dans cette ville.

Le cinquième et le deuxième corps s'étaient donc concentrés pour forcer le passage du pont del Arzobispo, dans le temps que Victor devait appeler l'attention des Espagnols au pont de bois de Talavera, et

les attaquer même, en suivant la gauche du Tage
Le 8, à deux heures du soir, les Français exécutèren
leur attaque contre le passage del Arzobispo : ell
était dirigée par le général Mortier. La chaleur d
jour et la négligence naturelle à des armées mal dis
ciplinées empêchèrent nos soldats de se tenir sur leur
gardes, et il arriva que, tandis que les ennemis atta
quaient le pont, huit cents de leurs cavaliers traver
sèrent tranquillement la rivière à gué, sous la conduit
du général Caulincourt, laissant derrière eux six cent
hommes prêts à en faire autant. Les Espagnols cher
chèrent à empêcher le passage del Arzobispo en ou-
vrant un feu très-vif d'artillerie ; ils ne se doutaien
pas que Caulincourt, passant le gué, viendrait, comme
il le fit en effet, les surprendre par derrière. Le pont
n'était défendu que par trois cents hussards du régi-
ment d'Estrémadure ; ils continrent long-temps l'im-
pétuosité des cavaliers ennemis, qui eussent payé cher
leur audace si Albuquerque fût arrivé à temps. Mais
ses chevaux, dessellés et sans bride, furent longs à
disposer ; puis la troupe accourut en désordre, de
sorte que cette confusion et ce retard laissèrent le
temps à toute la cavalerie française de passer le
fleuve, et, avec l'appui de quelques fantassins, elle
repoussa les nôtres, qui se retirèrent, les uns sur
Guadalupe, les autres sur Valdelacasa, après avoir
perdu canons et équipages.

Heureusement l'ennemi ne poussa pas plus avant ; il dirigea ses forces vers d'autres points, et les alliés purent ainsi se maintenir tranquilles : les Anglais sur la gauche, vers Almaraz, avec leur quartier-général à Jareicejo ; les Espagnols, sur la droite, ayant le leur à Deleitosa, attentifs aussi à protéger la position de las Mesas de Ibor. Don Gregorio de la Cuesta, accablé par l'âge, par les dégoûts et la fatigue de la campagne, se démit du commandement le 12 août, et fut

remplacé, d'abord provisoirement, et plus tard définitivement, par Don Francisco de Eguia.

Les alliés occupant la rive gauche du Tage, et Joseph craignant des mouvemens dans la Vieille-Castille où les garnisons étaient trop faibles, on se détermina, sur l'avis de Ney, à suspendre les opérations du côté de l'Estrémadure. Ainsi l'entendait Napoléon lui-même, qui, dans une dépêche datée de Schœnbrun, le 29 juillet, désapprouvait qu'on s'engageât dans des actions importantes avant l'arrivée en Espagne des nouveaux renforts qu'il se disposait à y envoyer du nord. En conséquence de la résolution de Joseph, Soult s'établit à Plasencia, le corps de Mortier remplaça, à Talavera, celui de Victor, et le maréchal Ney retourna avec le sien à Salamanque.

Ney se rendait tranquillement à sa destination sans penser à l'ennemi, quand tout-à-coup il se trouva arrêté au *port* de Baños par une opiniâtre résistance. C'était sir Robert Wilson, qui, abandonné et se trouvant le 4 août à Valada sans savoir où les alliés s'étaient arrêtés, avait repassé le Tiétar, et, après avoir traversé avec autant de vitesse que d'intrépidité les montagnes qui servent de limites entre les provinces d'Avila et de Salamanque, était arrivé à Béjar par des lieux solitaires et coupés de précipices. Pour aller de là opérer sa jonction avec les alliés, il faisait une contre-marche vers Plasencia par le *port* de Baños, au moment même où Ney revenait sur Salamanque. La force de Wilson était de quatre mille hommes, tant Portugais qu'Espagnols. Deux bataillons de ces derniers, avancés vers Aldéa-Nueva, défendirent le terrain pied à pied jusqu'à la hauteur du défilé où étaient les Portugais. Wilson tint bon dans cette position pendant quelques heures, et ne céda qu'à la supériorité du nombre. Au rapport de ce digne chef, ses soldats se comportèrent avec la plus grande valeur, et au

moment de la retraite, il y en eut qui, répondan par des coups de fusil à la sommation que leur faisai l'ennemi de se rendre, s'ouvrirent courageusemen un passage.

Pendant la durée de leur séjour à Plasencia, le troupes du maréchal Soult, accoutumées à vivre d rapines, ravagèrent la campagne, brûlèrent des vil lages et commirent toutes sortes d'excès. Des marau deurs français arrachèrent violemment de son lit l'é vêque de Coria, Don Juan Alvarez de Castro, vieillard de quatre-vingt-cinq ans, et le fusillèrent sans pitié. D'autres citoyens honorables et paisibles furent vic times de semblables atrocités.

Cependant, Joseph songeait à faire face au général Vénégas, qui avait aussi causé sa part d'inquiétude à la nouvelle cour en s'avançant vers le Tage, le 23 juillet, tandis que le général Sébastiani revenait sur Tolède. L'armée de Don Francisco Vénégas était une des mieux organisées de l'Espagne, et ses chefs se distinguaient parmi les plus célèbres. Elle comprenait cinq divisions, commandées, la première par Don Luis Lacy; la seconde, par Don Gaspard Vigodet; la troisième, par Don Pédro-Agustin Giron; la quatrième, par Don Francisco Gonzalez Castéjon, et la cinquième, par Don Tomas de Zeraïn. La cavalerie était sous les ordres du marquis de Gelo. Quant à sa force totale, nous l'avons déjà fait connaître.

Le 27 juillet, le général Vénégas décida que la première division se rendrait à Mora et tomberait sur Tolède, tandis qu'il se porterait lui-même à Tembleque avec la quatrième et la cinquième, et que la seconde et la troisième se dirigeraient sur Ocaña. L'opération fut exécutée, et l'on était arrivé à Aranjuez dans la matinée du 29. Un détachement de quatre cents hommes, commandés par le colonel Don Felipe Lacorte, s'étendit jusqu'à la côte de la Reina, où il

dispersa les troupes de l'ennemi et leur fit plusieurs prisonniers.

Dans cette situation, il semblait naturel que Vénégas entrât dans Madrid, qui se trouvait dégarni par l'expédition de Joseph sur Talavera. Il y était même encouragé par le choix de la junte centrale, qui, ce même jour, 29, le nomma provisoirement capitaine-général de la Nouvelle-Castille, dans la supposition qu'il pourrait rentrer à Madrid. Mais comme le véritable motif de cette faveur était de diminuer l'influence pernicieuse de Cuesta, dans le cas où nos troupes occuperaient la capitale, on l'invitait en même temps à ne pas s'engager trop avant, puisque les Anglais, sous le prétexte du manque de vivres, ne dépasseraient point les bords de l'Alberche.

Ce qui eût encore pu détourner Vénégas d'entrer à Madrid, c'était l'avis qu'il reçut le 20 de Lacy, qui lui mandait de Notre-Dame de la Sisla que l'ennemi se portait en masse sur Tolède; mais le même jour lui parvint aussi la dépêche de Cuesta qui annonçait la victoire de Talavera, d'où il était aisé de conclure que les troupes aperçues par Lacy battaient en retraite, loin qu'elles fussent en disposition de l'attaquer. Vénégas se borna néanmoins à concentrer ses forces à Aranjuez, et établit du côté du grand pont la division de Lacy qu'il avait fait venir des environs de Tolède.

Il était dans ces hésitations, quand, le 3 août, Don Grégorio de la Cuesta l'informa qu'il abandonnait Talavera. A cette nouvelle, on pouvait penser que celui qui avait montré tant de circonspection dans les momens favorables, en montrerait à présent bien davantage et avec plus de fondement. Mais il n'en fut rien; car, au lieu de se retirer, il prit, le 5, des mesures pour défendre le passage du Tage. Il plaça sur ses rives les première, seconde et troisième divisions,

toutes sous le commandement de Don Pédro-Agustin Giron, avec ordre de surveiller les gués et les ponts Verde, de Barcas et de la Reina; lui-même devant rester en arrière avec les autres divisions, sur la route d'Ocaña.

Les Français se présentèrent sur la rive droite, le même jour 5, à deux heures du soir, et commencèrent à attaquer la gauche espagnole, établie dans le jardin de l'infant Don Antonio, puis ils dirigèrent leurs attaques contre les trois ponts. Le général Giron se montrait partout avec une admirable activité, surtout à la gauche, où il était vivement secondé par les généraux Lacy et Vigodet. Il n'y avait pas moins de bravoure parmi les autres chefs et les soldats; on en vit même qui, après avoir été blessés, recevaient à peine un premier pansement, et revenaient au combat. Etonnés de l'opiniâtreté de la défense, les Français abandonnèrent leur projet à l'entrée de la nuit. Nous perdîmes deux cents hommes; les ennemis cinq cents, étant plus exposés à notre feu.

L'avantage étant acquis à Vénégas, il pouvait se tenir pour satisfait et se retirer avec honneur; mais sa confiance augmentant, il resta à Ocaña et voulut risquer une bataille rangée. Les Français, trompés dans leur désir de passer le Tage à Aranjuez, firent des mouvemens continuels dans la direction de Tolède, ce qui fit soupçonner à Vénégas que c'était vers cet endroit qu'ils voulaient traverser le fleuve pour venir le surprendre ensuite par derrière. En conséquence, il échelonna son armée d'Aranjuez à Tembleque où il établit son quartier-général, et envoya la cinquième division sur Tolède. Les Français passèrent en effet le Tage, le 9 août, par cette ville et par les gués de Añover, et le 10, le général espagnol réunit ses forces à Almonacid.

Persuadé que les Français n'avaient pas au-delà de

quatorze mille hommes, il répugnait à Don Francisco Vénégas d'abandonner la Manche, et il penchait à présenter la bataille. Toutefois, il écouta d'abord l'opinion des autres généraux, et leur sentiment se trouvant d'accord avec le sien, il fut convenu entre eux qu'ils attaqueraient les Français le 12, et que la journée du 11 serait consacrée au repos des troupes; mais ce même jour 11, l'ennemi prévint les projets de Vénégas, et engagea l'action dès le matin.

Les forces françaises se composaient du quatrième corps aux ordres de Sébastiani, et de la réserve aux ordres de Dessole et de Joseph en personne, formant ensemble vingt-six mille hommes d'infanterie et quatre mille de cavalerie. Les Espagnols s'établirent devant Almonacid, divisés en deux ailes; la droite garnie par une seconde division, et la gauche par la première; la quatrième et la cinquième occupaient le centre. La réserve resta à l'arrière-garde, excepté deux ou trois corps seulement qui en furent détachés. La cavalerie se distribua entre les deux extrémités de la ligne, à l'exception de quelques cavaliers qui se maintinrent au centre.

Sans attendre l'arrivée de sa réserve, Sébastiani engagea l'attaque, qu'il dirigea contre la gauche espagnole. Un corps de la première division se vit bientôt fortement compromis, si bien qu'il dut se replier sur les bataillons de Bailen et de Jaen, tous deux détachés de la première division; mais ceux-ci plièrent à leur tour et abandonnèrent la crête d'un monticule qu'ils occupaient, après avoir perdu le lieutenant-colonel de Bailen, Don Juan de Silva, qui fut mortellement blessé. En vain le général Giron était accouru à leur secours, lorsqu'enfin Don Luis Lacy, déployant tout le reste de sa division devant le front des colonnes ennemies, les contint et les refoula, avec l'appui de la cavalerie.

En ce moment, arriva le général Dessole avec un partie de la réserve française, et les soldats de S bastiani reprenant courage, la mêlée recommenç avec plus d'ardeur. Les quatrième et cinquième di visions espagnoles se virent attaquées à leur tour : l dernière, placée à la droite d'Almonacid, fit bientô mine de fléchir; mais l'autre se soutint énergique ment, et les corps de Jerez et de Cordoue, ainsi qu les gardes espagnoles, se signalèrent par dessus le autres; c'était Don Francisco Carvajal qui comman dait, avec non moins d'intelligence que de bravoure le second de ces corps. La cavalerie chargeait pareil lement, et la victoire semblait se prononcer de ce côté, lorsque l'officier qui la commandait, le vicomte de Solina, homme d'une grande superstition, malgré son courage, eut son cheval tué, et s'arrêta à l'instant même, prenant pour un avertissement du ciel la mort de cet animal.

Sur ces entrefaites, Joseph accourut avec le reste de la réserve sur le champ de bataille, et enfonça la cinquième division, qui avait déjà fléchi ; les Français pénétrèrent alors jusqu'à la colline del Castillo, dont ils se rendirent maîtres après une très-vive résistance. La situation de l'armée espagnole devenait fort critique, particulièrement du côté du général Lacy, ce qui détermina prudemment Vénégas à se retirer. Dans ce but, il ordonna à la seconde division, aux ordres de Vigodet, qui était la moins compromise, de se former derrière l'armée. La manœuvre fut exécutée avec promptitude et précision, et cette division fut suivie de la quatrième, sous la conduite de Castejon.

Cette précaution opportune ne suffit point pour opérer la retraite avec ordre, car des chevaux, s'étant effrayés au bruit de quelques fourgons qui sautaient en l'air, se dispersèrent et répandirent de la confusion. Néanmoins, avec plus ou moins d'ensem-

ble, toutes les divisions se dirigèrent par divers points sur Hérencia, puis sur Manzanarès. Là, se répandit parmi la cavalerie la fausse et fatale nouvelle que l'ennemi était déjà sur leurs derrières, à Valdepeñas; et les soldats de se débander aussitôt et de courir précipitamment et sans s'arrêter jusqu'à la Sierra-Morena, où, comme il arrive toujours, ils se rejoignirent et reformèrent leurs rangs. La bataille d'Almonacid coûta aux Espagnols quatre mille hommes, et deux mille environ aux Français.

Telle fut la fin désavantageuse de cette campagne de Talavera et de la Manche, qui avait commencé sous de si favorables auspices. On n'eut pas toutefois à déplorer dans ses résultats, du moins de la part des Espagnols, ce qui arrive communément dans les guerres, où d'ordinaire, selon la juste réflexion de Montesquieu, les pertes réelles sont moins funestes que les défaites imaginaires et le découragement qu'elles produisent. Ce qu'il y eut le plus à regretter dans cette circonstance, ce fut d'avoir perdu l'occasion de refouler les Français peut-être jusqu'au-delà de l'Ebre; ce fut surtout la désunion momentanée des alliés, laquelle eut pour principal motif la rareté des subsistances.

C'est une question que nous avons déjà effleurée, et sur laquelle nous ne reviendrions point si elle n'avait eu une influence marquée sur les opérations militaires, et si elle ne se fût aussi mêlée aux secrets de la politique. En cette affaire, il y eut, des deux parts, injustice dans les imputations, soit que la junte centrale fût accusée de mauvais vouloir et même de perfidie, soit qu'à son tour elle qualifiât de pur prétexte les plaintes quelquefois fondées des Anglais. Les torts sans doute étaient réciproques; mais il fallait s'en prendre surtout aux circonstances, ainsi qu'à la difficulté de nourrir une armée en campagne, quand elle

n'est point conquérante, et de prévenir ses besoin par le moyen de magasins établis à propos. La junt s'était trompée en pensant qu'il lui suffisait de donne des ordres et d'envoyer des employés pour que l'ar mée combinée fût approvisionnée convenablement A ces ordres, il fallait joindre de vigoureuses mesures et il fallait aussi en confier la difficile exécution à des hommes intègres et capables. Sans doute il n'était pas aisé à un gouvernement aussi faible que la junte centrale d'employer la contrainte, en Estrémadure surtout, qui était dès lors dévastée, et où les fertiles vallons et les rives de Plasencia, les premières que les Anglais devaient fouler, venaient justement d'être ravagées par les troupes du maréchal Victor. Mais on ne pouvait faire un choix plus malheureux, pour diriger ces employés, que celui de Lozano de Torrès, qui flattait d'une main le général anglais, quand de l'autre il écrivait à la junte que ses plaintes étaient sans fondement : méprisable fourberie qui fut à la fin reconnue, et qui obligea Wellington à chasser ignominieusement de son camp l'employé espagnol.

De la part des Anglais, il y eut imprévoyance à se figurer qu'à la faveur des offres et de la bonne volonté de la junte leur armée serait abondamment approvisionnée, et que tous ses besoins seraient satisfaits. Déjà elle avait manqué de beaucoup de choses en Portugal, quoiqu'en réalité ce fût le gouvernement britannique qui y fît la loi, et qu'elle joignît à cet avantage celui de la proximité de la mer. Les Anglais auraient dû craindre d'éprouver de bien autres privations en Espagne; le pays était en général plus ruiné, plus maltraité, et l'on ne pouvait espérer que le patriotisme pût suppléer seul à l'insuffisance des moyens, après tant de souffrances et de revers. Croire que le gouvernement espagnol eût à l'avance préparé des magasins, c'était se confier outre mesure à son

nergie et à ses ressources. Les alliés connaissaient par expérience la difficulté d'organiser une administration financière pour l'armée, c'est-à-dire des *intendances militaires*, car, à cette époque encore, ils trouvaient eux-mêmes leur système, à cet égard, très-défectueux, et il n'était point présumable que l'Espagne, si arriérée pour tout le reste relativement à l'Angleterre, lui fût devenue tout-à-coup supérieure sur ce point seulement.

En vain la junte suprême pensa-t-elle remédier en partie au mal, en envoyant dans l'Estrémadure Don Lorenzo Calvo de Rozas, un de ses membres, dans le zèle et l'activité duquel elle avait mis une ferme espérance. Cette détermination, qui ne fut prise que le 1er août, arrivait trop tard; déjà les esprits des généraux étaient réciproquement aigris, et s'irritaient chaque jour davantage du peu de fruit qu'ils retiraient de la campagne entreprise. La démission volontaire de Cuesta, si vivement désirée par les Anglais eux-mêmes, et formellement sollicitée par leur ministre à Séville, fut également impuissante pour les mettre d'accord. Lord Wellington, ne voyant pas l'abondance augmenter selon ses désirs, s'apercevant que ses soldats étaient malades et que ses chevaux périssaient, déclara qu'il était résolu à se retirer en Portugal. Eguia et Calvo lui firent alors de nouvelles promesses pour le détourner de ce dessein, et le premier termina en lui disant que, s'il ne se rendait point à ses instances, il croirait sa retraite fondée sur d'autres motifs que le manque de subsistances. Autant lui en écrivit Calvo de Rosas sur un ton encore plus insolent. Wellington répondit avec aigreur et dureté, faisant comprendre à Eguia que désormais toute correspondance devait cesser entre eux.

Quelques personnes, cependant, conservaient l'espoir que tout s'arrangerait par l'arrivée à Séville du

marquis de Wellesley, frère du général anglais, e ambassadeur nommé par S. M. B. auprès du gouvernement d'Espagne. Il avait débarqué, le 4, à Cadix, où on lui avait fait une réception digne de sa haute naissance, et de l'éclat de son nom. Nous ne nous arrêterons pas à en donner les détails, mais nous ne pouvons passer sous silence un fait qui mérite d'être conservé. C'est que l'ambassadeur, touché de ce bon accueil, ayant voulu, par reconnaissance, distribuer de l'argent au peuple, Juan Lobato, cordonnier de son état, et appartenant à un bataillon de volontaires, sortit des rangs et lui dit avec convenance : « Monseigneur, si nous rendons honneur à votre ex« cellence, ce n'est point par intérêt, mais pour ré« pondre à la bonne amitié que notre nation doit à la « vôtre. » Trait caractéristique et commun chez le peuple espagnol. Le nouvel ambassadeur se rendit ensuite à Séville et remplaça M. Frère, à qui la junte donna le titre de marquis de l'Union, en témoignage de la satisfaction qu'elle éprouvait de son zèle et de sa conduite.

Un des premiers points dont Wellesley s'occupa avec la junte, ce fut la retraite de son frère. La principale plainte portant sur le manque de provisions, le gouvernement espagnol pria l'ambassadeur de lui indiquer un remède, et celui-ci rédigea un plan sur la manière de former des magasins et d'établir des moyens de transport, comme si la situation générale de l'Espagne et l'état de ses routes et de ses charrois fussent à l'égal de l'Angleterre. Malgré les obstacles insurmontables qui s'offraient à l'exécution de ce plan, la junte l'approuva, peut-être avec une intention de malice, sans que, du reste, cela avançât à rien. Lord Wellington avait déjà commencé, le 20 août, sa marche rétrograde depuis Jaraicejo, et après s'être arrêté quelques jours à Mérida et à Ba-

lajos, il distribua son armée, au commencement de eptembre, entre la frontière de Portugal et le terrioire espagnol. Beaucoup attribuèrent cette retraite u désir qu'avait le gouvernement anglais de voir lord Wellington chargé du commandement en chef de l'armée alliée. Pour nous, sans entreprendre de réfuter cette opinion, nous penchons à croire que la résolution du général anglais fut moins l'effet de cette circonstance et de la pénurie des provisions dont l'armée souffrait en réalité, que le résultat de la tournure inespérée que prirent les affaires d'Autriche. Les Anglais étaient venus en Espagne dans la pensée que, la guerre se prolongeant dans le nord, les Français seraient réduits à retirer des troupes de la Péninsule, et que, par conséquent, il n'y aurait point de lutte à soutenir sur les bords du Tage, si ce n'est avec des forces connues d'avance. Il arriva tout le contraire, et les uns et les autres attribuèrent à des motifs immédiats ce qu'ils devaient imputer à une origine plus éloignée. De toutes façons, les résultats furent fâcheux pour la cause commune, et la junte centrale, comme nous le dirons dans la suite, reçut par cet événement une grave atteinte à sa considération.

Le gouvernement de Joseph, plein de confiance de son côté, avait augmenté, déjà depuis le mois de mai, ses persécutions contre ceux qu'il ne pouvait appeler ses amis, inquiétant les uns, exilant les autres en France. Il confondait dans son oppression le noble et le savant, le militaire et le magistrat, l'homme éloquent et le laborieux industriel. Ainsi furent bannis et envoyés ensemble, ou les uns après les autres, sur le sol français, le duc de Grenade et le poète Cienfuegos, le général Artéaga et divers conseillers, l'avocat Argumosa et le libraire Perez. Mauvaise manière de conquérir des partisans, rigueurs inutiles d'ailleurs pour la sûreté de ce gouvernement, car ceux qu'on

expulsait n'étaient point des hommes d'action, ni de têtes capables de machiner des complots.

A la même époque, Joseph rendit des décrets non moins inconcevables, comme celui qui permettait de disposer des récoltes des habitans sans leur gré, et celui qui obligeait les parens, ayant des fils dans les armées espagnoles, à produire un remplaçant, ou à fournir en échange une somme déterminée. Ces décrets, comme tous les autres, ou demeuraient inexécutés, ou ne s'accomplissaient qu'arbitrairement, et alors il y avait de plus que l'injustice la dureté de l'exécution.

La guerre d'Autriche, bien qu'elle eût fait quelque impression sur le gouvernement intrus, ne l'inquiéta pas extrêmement et ne l'arrêta point dans son système. Il fut bien autrement ému du voisinage des armées alliées et de voir qu'à leur approche l'espoir et le courage renaissaient au cœur des habitans de Madrid. Aussi, pour les éblouir et pour distraire leur attention, il faisait annoncer par des salves répétées les triomphes de Napoléon en Allemagne; mais l'Espagnol, qui, maintenant, ne savait approuver que ce qui lui était favorable, accoutumé d'ailleurs aux artifices des Français, n'ajoutait pas foi à des nouvelles venues de si loin, et concentrait toutes ses espérances dans les armées alliées, dont le gouvernement de Joseph voulut inutilement lui cacher l'approche. Ce ne fut pas du contentement, mais du délire parmi la population, lorsque, le 26 juillet, jour de Sainte-Anne, où les gens de la campagne viennent vendre les fruits de Navalcarnero et des villages environnans, ils répandirent la nouvelle que sir Robert Wilson avec sa troupe était arrivé dans leur contrée, et qu'il était par conséquent très-proche de la capitale. A cette nouvelle, les habitans quittèrent leurs maisons et spontanément se portèrent en foule vers la porte de

égovie pour y attendre leurs libérateurs. Les Français ne paraissaient pas vouloir arrêter cet élan ; seulement le général Béliard, qui était toujours resté gouverneur, se borna à calmer, par de douces paroles, l'agitation de la multitude. Pendant tout le jour le plus vif enthousiasme régna dans Madrid ; partout on s'abordait et on se félicitait sans se connaître ; partout on se livrait aux divertissemens et au plaisir. Mais les Français ayant reçu le soir la nouvelle de l'échec éprouvé, ce même jour 26, par l'avant-garde de Zayas, la publièrent le lendemain comme une victoire remportée sur toute l'armée combinée : cependant cette nouvelle ne fit aucune impression sur les habitans, qui la prétendirent fausse, surtout lorsque le 31, par suite de la bataille de Talavera, ils virent les Français faire des dispositions de retraite, et ceux de leur parti se réfugier avec empressement au Retiro. Toutefois, comme on sait, les espérances des patriotes furent trompées ; mais, invariables dans leur résolution, ils se mirent à répéter leur énergique *no importa*, qui, devenu le refrain des provinces à chaque nouveau revers, eut une influence particulière sur l'opinion ; et ils prouvèrent, par la persévérance de leur résistance, que ce mot n'était pas l'effet d'un orgueil irréfléchi, mais l'expression significative de ce sentiment intime et noble, qu'une nation peut être vaincue, mais jamais soumise.

Joseph, cependant, persuadé que la retraite des armées alliées, leurs divisions intestines, la bataille d'Almonacid, et les événemens de l'Autriche concouraient de plus en plus à l'affermissement de son trône, prit des mesures importantes, et promulgua de nouveaux décrets. Déjà, il avait installé le conseil d'état sans vouloir néanmoins convoquer les cortès, malgré les promesses de la constitution de Bayonne, soit à raison de la difficulté des circonstances, soit que

l'ombre même d'institutions libres déplût à l'homm de qui relevait son autorité. Parmi ces décrets nombreux et variés, il y en eut qui portaient l'empreint de temps d'orages et de désordres; tels furent celu qui ordonnait la confiscation et la vente des biens séquestrés aux personnes qui avaient émigré et qui résidaient dans des provinces soulevées, et celui qu privait de solde, de retraite ou de pension, quiconque ne faisait pas une pétition nouvelle pour en demander la continuation. De ces deux résolutions, la première, outre qu'elle adoptait le barbare principe de la confiscation, était trop vague et trop large pour que la rigueur de ses dispositions ne fût pas augmentée en les appliquant; et la seconde, quoiqu'elle pût être soutenue par la considération des circonstances particulières où un gouvernement intrus se trouve placé, se montrait cruelle puisqu'elle s'étendait à la veuve et au vieillard, dont il eût été juste de respecter la position en leur épargnant de se mêler en quoi que ce fût aux désordres civils.

Joseph décida aussi qu'on ne reconnaîtrait plus d'autre grandesse d'Espagne ni d'autre noblesse des *titulos* de Castille, que celle qu'il accorderait lui-même par un décret spécial, et il supprima également tous les ordres de chevalerie existans, excepté l'ordre militaire d'Espagne qu'il avait créé et l'ancien ordre de la Toison-d'Or; il ne permit pas non plus le port des décorations, et moins encore la jouissance des commanderies. Ces dispositions n'aboutirent qu'à blesser la vanité d'un grand nombre, à nuire aux intérêts de plusieurs autres, et à mécontenter tout le monde.

A la satisfaction de quelques Espagnols, Joseph rendit, le 18 août, un décret qui supprimait tous les ordres de moines, mendians ou rentés. Au mois de décembre, Napoléon avait réduit les couvens seule-

ent à un tiers, son frère élargissait maintenant cette réduction, soit en haine de ces corporations, soit par nécessité d'améliorer les finances.

Cette branche de l'administration empirait chaque jour, les caisses du trésor ne recevant d'autres produits que celui de l'octroi de Madrid, qu'on avait augmenté seulement par un surcroît d'impôt sur quelques articles de consommation. Une telle pénurie obligea le ministère des finances à recourir à des moyens odieux et violens, comme la répartition d'un emprunt forcé parmi les personnes opulentes de Madrid, et l'autorisation de prendre l'argenterie des particuliers. Dans l'exécution de ces mesures, et surtout dans celle de la confiscation des maisons des grands et autres émigrés, il se commit une foule de vexations et d'excès, par suite de la nécessité où l'on était réduit d'employer à cet office des êtres méprisables et dégradés, sur le refus que firent de s'en charger les citoyens honnêtes. Ainsi, le gouvernement intrus lui-même ne retira pas grand profit de ces violences, parce que cette tourbe de malfaiteurs se précipitait, comme de véritables harpies, sur tous les objets de prix qui s'offraient à leur rapacité.

L'on tira du palais royal tous les meubles et ustensiles d'argent dont on avait cessé de se servir à cause de leur ancienneté ou de leur mauvais goût, et on les porta à l'hôtel des monnaies. Ces dépouilles, dit-on, produisirent près de huit cent mille onces d'argent, chiffre qui nous paraît excessif.

L'on tira pareillement des églises beaucoup d'objets d'or et d'argent, et on transporta à Madrid une assez grande partie de ceux de l'Escurial. Il est certain que, parmi ces objets, il y en eut qu'on croyait d'or et qui ne l'étaient point, d'autres qu'on avait pris pour être d'argent et qui n'étaient que de plaqué. L'historien anglais Napier (il faut bien le nommer), s'at-

tachant toujours à dénigrer la conduite des patriote prétend que cette mesure du gouvernement intr excita la cupidité des Espagnols et produisit la pl grande partie des bandes qu'on nomma guérilla Assertion fausse et d'autant plus téméraire, qu'il e de notoriété publique, et l'on peut s'en convainc dans les papiers du gouvernement national, que les chefs de ces troupes interceptèrent une partie d l'argenterie ou des objets précieux qu'on transpo tait à Madrid, en général ils les rendirent facileme à leurs maîtres, ou les envoyèrent à Séville. Ce f tout le contraire du côté des Français, qui, regardar l'Espagne comme leur conquête, ou parce que leu chefs étaient réduits à faire ressource de tout pou entretenir leur armée, retinrent ces objets au lie de les remettre au gouvernement de Madrid. L comte de Cabarrus se plaignait souvent à ses am d'un tel désordre, et il ajoutait que Napoléon ne ré liserait jamais ses projets sur la Péninsule, s'il n'a doptait le moyen de faire la conquête avec 600,000,00 et soixante mille hommes au lieu de six cent mill hommes et 60,000,000, car ce n'était qu'à cette co dition qu'il pourrait gagner l'opinion, son plus te rible ennemi.

Ce ministre, dont nous avons déjà fait connaîtr les qualités et les talens, jugea de bonne politiqu et d'une inépuisable ressource la création qu'il fit par décret du 9 juin, sous le nom de *cedulas hipo tecarias*, de certains titres qui devaient être échan gés contre les anciennes créances de l'état, quelle qu'elles fussent, et servir à l'acquisition de biens na tionaux, avec la faculté pour ceux qui ne voudraien point de ces acquisitions, de recevoir en échange de inscriptions sur le grand-livre de la dette publiqu qui s'établissait, à l'intérêt de quatre pour cent. Ca barrus imagina aussi d'empêcher le cours des bon

oyaux dans les pays occupés par les Français, s'ils étaient marqués du sceau nouvellement adopté par Joseph; ce qui, au lieu d'attirer ces bons dans la circulation de Madrid, les en exclut au contraire, leurs détenteurs craignant que le gouvernement légitime ne refusât de les reconnaître, revêtus de la nouvelle marque. D'où l'on voit que Cabarrus était toujours le même homme, c'est-à-dire doué de talent et d'activité, mais trop porté à forger des projets par centaines, ce qui lui avait fait donner par le célèbre comte de Mirabeau la qualification si heureuse d'*homme à expédiens*.

Toutes ces mesures défectueuses par tant de côtés et particulièrement par celui de la confiance publique, base fondamentale du crédit, achevèrent de s'écrouler par la création de nouvelles cédules appelées de *indemnizacion y recompensa*; car, quoique, dans le principe, la somme totale de ces titres fût bornée à 100,000,000, et qu'ils fussent d'une forme différente des autres, il était clair que, dans un gouvernement sans unité comme celui de Joseph, et où il y avait tant de monde à satisfaire, on viendrait bientôt à abuser de ce moyen en l'élargissant et en absorbant ainsi une grande partie des biens nationaux destinés à l'extinction de la dette. Aussi, quoique, dans le principe, quelques courtisans et quelques spéculateurs eussent acheté des cédules hypothécaires, avec lesquelles ils firent l'acquisition des biens-fonds provenant de confiscation ou ayant appartenu à des communautés religieuses, ce papier n'en éprouva pas moins en peu de temps une forte dépréciation, et fut presque réduit à une valeur nominale.

Ces mesures financières n'ayant donc pas satisfait aux nécessités du gouvernement de Madrid, Napoléon se vit, bien à contre-cœur, réduit à envoyer de France 2,000,000 de francs tous les mois : cette guerre

fût la première qui obérait son trésor au lieu de l'enrichir.

Joseph montra plus de tact dans d'autres décrets qu'il promulgua encore, depuis le mois de juin jusqu'à la fin de l'année 1809. Nous devons un éloge particulier à celui de ces décrets qui abolit le vœu de Saint Jacques (*voto de Santiago*), impôt horriblement onéreux sur l'agriculture, et dont nous aurons à faire mention quand nous parlerons des cortès de Cadix. L'on doit remarquer aussi ceux relatifs à l'instruction publique, à la milice et aux grades, aux municipalités, et enfin celui qui enlevait aux ecclésiastiques toute juridiction civile et criminelle. Ces mesures et d'autres encore devaient en grande partie contribuer au bien du royaume; mais elles n'étaient point appréciées à cause du défaut d'exécution, et surtout parce qu'à côté des bienfaits qu'on devait attendre, se faisaient sentir non-seulement les effets d'autres dispositions ruineuses, mais encore les regrets produits par les persécutions des particuliers et les maux communs de la guerre.

---

# SOMMAIRE

## DU LIVRE DIXIÈME.

Siége de Gironne. — Mauvais état de la place. — Description de Gironne. — Force de sa population et de sa garnison. — Alvarez, gouverneur. — Défauts de la place. — Enthousiasme des habitans. — Saint Narcisse déclaré généralissime. — Les Français se présentent devant Gironne. — Mai. — Ils investissent la place.—Juin.—Ils commencent l'attaque.—Fermeté d'Alvarez. — Les ennemis attaquent les tours avancées de Monjuich. — Le bombardement de la ville commence. — Beramendi.—Nieto.— Les ennemis s'emparent des tours avancées de Montjuich. — Les Espagnols délogent l'ennemi du Pedret. — Saint-Cyr se rend avec toute son armée au siége de Gironne. — Il occupe San-Feliu de Guijols. — Incursions des partisans.—Juillet. — Les ennemis attaquent Monjuich. — Intrépidité de Montoro. — Assaut de Monjuich. — Quatre fois de suite les Français sont repoussés. — Ils se retirent.—Pierson. — Le tambour Ancio. — On fait sauter la tour de San-Juan. — Trait de courage de Beramendi. — Les Français prennent Palamos. — Le maréchal Augereau. — Sa proclamation. — Partisans qui incommodent les Français. — Secours que l'on essaie de faire entrer à Gironne. — Marshall.— Les Français continuent leurs attaques sur Monjuich. — Août.— Attaque du ravelin de Monjuich. — Grijols. — Les Espagnols abandonnent Monjuich. — Vaines espérances des Français au sujet de l'occupation de Monjuich. — Ils resserrent l'attaque de la place. — Remarquable réponse d'Alvarez. — Sa diligence. — Don Joaquin Blake. — Il va au secours de Gironne. — Sages

dispositions qui sont prises dans ce but. — Septembre. — Saint-Cyr se voit trompé. — Il entre, sous les ordres de Conde, un convoi et un renfort à Gironne. — Sortie malheureuse de la place.—Les Français lui donnent assaut le 19 septembre.—Valeur de la garnison et des habitans. — Alvarez. — Mort de Marshall. — Les Français sont repoussés avec grande perte sur tous les points. — Les Français changent le siége en blocus. — Blake essaie en vain de secourir de nouveau la place. — O'Donnell. — Haro. — Avantages remportés par les Espagnols et les Anglais près de Barcelone. — Octobre. — Commencement de la famine à Gironne. —O'Donnell se joint à l'armée. —Le maréchal Augereau succède à Saint-Cyr en Catalogne.—On resserre le blocus.— La famine et les maladies augmentent. — Troisième et inutile tentative de Blake pour secourir Gironne. — Novembre. — Famine horrible. — Quelques esprits sont ébranlés. — Inflexibilité d'Alvarez. — Edit d'Alvarez. — Faveurs accordées à Gironne par la junte centrale. — Congrès catalan. — Déplorable état de la place. — Décembre. — Les Français renouvellent leurs attaques.—Attaque du 7 décembre. — Tous les genres de maux fondent sur Gironne. — Maladie d'Alvarez. — Il est remplacé par Don Julian Bolivar. — On parle de capitulation. — Honorable capitulation de Gironne. — Quelle défense extraordinaire fut celle de cette place. — Alvarez transporté en France. — Sa mort. — On soupçonne qu'elle fut violente. — Honneurs décernés à la mémoire d'Alvarez. — Etat des autres provinces. — Provinces libres. — Provinces occupées. — La Navarre et l'Aragon. — Renovalès. — Combats à Roncal. — Correspondance entre les Français et Renovalès. — Sarasa. — Incendie de San-Julian de la Peña. — Combats dans les vallées de Anso et Roncal. — Capitulation des vallées. — Venasque. — Péréna et autres partisans. — Nouvelles bandes de partisans. — Venasque se rend. — Junte d'Aragon. — Gayan. — Les Français l'attaquent. — Ils s'emparent de la Vierge del Tremedal. — Suchet entre à Albarracin et Teruel. — Cuenca et Guadalajara. — Atalaguelas. — L'Empecinado. — Ses hauts-faits.—La Manche. — Francisquete. — Léon et Castille. — Don Julian Sanchez. — El Capuchino. — Saornil. — Juntes et partisans sur le chemin de France. — Mina le jeune. — Evénemens généraux de la nation. — Etat d'agitation de la junte centrale. — Don Francisco de Palafox. — Consultes du conseil. — Son aveuglement. — Contestations des juntes de provinces et de la junte centrale. — Séville. — Estrémadure. — Valence. — Adresse de la junte de Valence contre le conseil. — Trame pour dissoudre la junte centrale. — L'ambassadeur d'Angleterre la découvre. — La junte centrale cherche à concentrer le pouvoir exécutif. — Diversité d'opinions. — Une

ımmission est nommée. — On en nomme une seconde. — Nouılles menées. — Palafox. — La Romana. — Sa conduite inınsidérée et ses représentations. — On nomme la commission écutive. — On fixe le jour de la réunion des cortès. — La ımmission exécutive s'installe. — Etat de l'Europe. — Expédiıons anglaises. — Contre Naples. — Contre l'Escaut. — Maleureuse issue de cette dernière. — Paix entre Napoléon et Autriche. — Manifeste de la junte centrale. — Velléité de ombattre de cette même junte. — Armée de la gauche. — Le énéral Marchand. — Carrier. — Première défense d'Astorga. — Le duc del Parque se met à la tête de l'armée de la gauche. — Bataille de Tamamès. — Les Espagnols la gagnent. — Ballesteros e joint à Parque. — Parque entre à Salamanque. — Il est reıoint par la division castillane. — Armées espagnoles du midi. — Une partie de l'armée de la Manche se joint à celle d'Estrémadure. — Force de celle réunie sous le commandement d'Eguia. — Position des Français. — Irrésolution d'Eguia. — Areizaga lui succède dans le commandement. — Faveur dont jouit celui-ci. — Lord Wellington à Séville. — Ibar Navarro devient le conseiller d'Areizaga. — Celui-ci se met en mouvement. — Combat de Dos-Barrios. — Areizaga à Tembleque. — Armée espagnole à Ocaña. — Mouvemens incertains et mal concertés d'Areizaga. — Engagement de cavalerie à Ontigola. — Les Français concentrent leurs forces. — Bataille d'Ocaña. — Horrible dispersion. — Pertes essuyées de part et d'autre. — Conséquences. — Albuquerque se retire à Trujillo. — Mouvement du duc del Parque. — Affaire de Médina del Campo. — Affaire d'Alva de Tormès. — Valeureuse conduite de Mendizabal. — Retraite des Espagnols. — Retraite des Anglais, du Guadiana au nord du Tage. — Manque de vigueur de la commission exécutive. — Commissaires envoyés à la Carolina. — Arrestation de Palafox et de Montijo. — Intrigues de la Romana et de son frère Caro. — Vexations. — Déplorable état de la junte centrale. — Mesures de la commission exécutive et de la junte. — Proposition de Calvo sur la liberté de la presse. — Mode de convocation des cortès. — Changement dans le personnel de la commission exécutive. — Décret de la junte centrale pour sa translation à l'île de Léon.

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

## LIVRE DIXIÈME.

« Sera passé par les armes quiconque profèrerait le « mot capituler ou se rendre. » Telle fut la peine que prononçait l'édit publié, à l'approche des Français, par le gouverneur de Gironne, Don Mariano Alvarez de Castro. Résolution que, pour sa part, il tâcha d'accomplir à la lettre, et que la garnison et les habitans maintinrent avec une fermeté et une constance sans exemple.

La résistance de Gironne aux deux premières attaques qu'elle eut à soutenir dans les mois de juin

et juillet de l'année précédente, attaques déjà rap portées par nous, était le prélude de la troisièm défense qu'elle allait entreprendre, et dont l'énerg restera toujours au-dessus de tout éloge. Les Fran çais ne donnaient pas d'importance à cette place que le général Marescau, chargé de la reconnaîtr avait qualifiée de très-imparfaite : cette opinion éta d'autant mieux fondée, qu'abstraction faite de la dé fectuosité de ses fortifications, les remparts étaien pour la plupart lézardés, d'autres couverts d'arbuste et de broussailles, et tous dépourvus du plus stric nécessaire. Plus tard, à la vérité, on y fit quelque réparations, mais sans que la force de la place s'e accrût de beaucoup.

Gironne, chef-lieu du corrégiment de ce nom bâtie anciennement sur le versant d'une montagne étendit plus tard ses murs des deux côtés de l'Oña et la partie de la ville placée sur la rive gauche s nomme aujourd'hui el Mercadal. L'autre se prolonge sur la rive droite, jusqu'à l'endroit où cette rivièr se jette dans le Ter, auquel, du même côté, l Galligans, descendant des monts situés à l'orient vient aussi payer le tribut de ses eaux, après avoi traversé une partie de Gironne. Les deux partie de la ville communiquent entre elles par un bea pont de pierre; elles étaient entourées autrefois d vieilles murailles flanquées de grosses tours : faibl défense qui s'améliora cependant plus tard par l construction de sept bastions, cinq du côté de Mer cadal et deux à l'opposite; il n'y avait d'ailleurs d fossés et de chemin couvert que du côté de la port de France. Comme Gironne est dominée, à droite par différentes hauteurs, on éleva, en divers temps sur la cime des montagnes quelques forts destiné à les défendre. Sur celle qui regarde le chemin d France, et, par conséquent, la plus septentrional

l'entre elles, on construisit le château de Monjuich avec quatre ouvrages avancés, et, sur les autres, qui en sont séparées par la vallée qu'arrose le Galligans, les redoutes du Calvario, du Condestable, de la reine Ana, des Capuchinos, du Cabildo et de la Ciudad. Avant le siége, la ville comptait quelques faubourgs, et, en face du Mercadal, s'ouvrait une belle et fertile plaine baignée par le Ter, la petite rivière du Guell et un canal, et couverte de villages et de maisons de plaisance.

La population de Gironne s'élevait, en 1808, à quatorze mille âmes, et, au commencement du troisième siége, sa garnison se composait de cinq mille six cent soixante-treize soldats de toutes armes. Don Mariano Alvarez de Castro, natif de Grenade, et d'une illustre famille de Castille-la-Vieille, y commandait en qualité de gouverneur par intérim, et il immortalisa son nom par la défense de la place. Le lieutenant de roi était Don Julian Bolivar, qui s'était distingué dans les deux premières attaques des Français; l'artillerie et le génie étaient dirigés par les colonels Don Isidro de Mata et Don Guillermo Milnai : ce dernier ne cessa de travailler, et avec succès, à améliorer les fortifications.

D'après la description que nous venons de faire de Gironne et l'aperçu que nous avons donné de ses forces, on voit combien elles étaient insuffisantes, et l'on conçoit tout le désavantage de sa position. Dominée par les forts qui l'environnaient, aussitôt l'un d'eux enlevé, surtout celui de Monjuich, la ville demeurait à découvert, et toutes les attaques devenaient favorables à l'agresseur. Si nous considérons en outre la multiplicité des points fortifiés à défendre, et l'étendue de son enceinte, nous verrons clairement que, pour garnir convenablement la totalité de ses ouvrages, il fallait au moins dix à douze

mille hommes, nombre bien éloigné de la réalité. Le patriotisme suppléa à tout.

Animés par le souvenir de leur ancienne renommée et celui tout récent encore des deux dernières défenses de Gironne, les habitans appuyèrent courageusement les efforts de la garnison, ayant formé sous le nom de croisade (*cruzada*) un corps partagé en huit compagnies, dont le colonel Don Enrique O'Donnell dirigea l'instruction. La *cruzada* se composa de tous les habitans, sans exception de rang ni d'état, y compris le clergé séculier et régulier; et les femmes même s'organisèrent en corps, sous le nom de compagnie de Santa-Barbara; cette compagnie, divisée en quatre escouades, était chargée de porter les cartouches et les vivres aux combattans, ainsi que de recueillir et secourir les blessés.

On avait aussi cherché précédemment à exciter la dévotion des citoyens en nommant généralissime leur patron saint Narcisse. Dès les temps les plus reculés, les habitans de Gironne avaient une foi entière et une naïve confiance en la protection de ce saint. Ils attribuaient à son intercession les succès qu'ils avaient eus autrefois à la guerre, et particulièrement l'envoi du fléau des mouches qui, au XIII^e siècle, à en croire de vieux récits, fit tant de ravages dans l'armée française, lorsque le roi Philippe-le-Hardi mit le siége devant la place : siége où, soit dit en passant, se distingua éminemment le gouverneur Ramon Folch de Cardona, lequel, ainsi que le rapporte Bernard Desclot, sonnant de la trompette tout le temps de l'assaut, et lâchant ses lévriers, ne laissait pas monter un Français aux échelles qu'il n'allât bientôt tomber au pied des remparts blessé ou frappé à mort. Certaines personnes, qui ne voulurent pas approfondir le but que se proposaient les habitans de Gironne en déclarant saint Narcisse généralissime, firent de cette dé-

termination l'objet de leurs railleries ; elle fut même désapprouvée par des hommes sages qui craignaient l'influence de vaines et pernicieuses superstitions sur l'esprit du peuple. La manière de penser de ces derniers était juste sans doute, eu égard à des temps tranquilles, mais pas autant au milieu des circonstances extraordinaires et de la fermentation où l'on se trouvait alors. De tous les devoirs, le premier est de défendre ses foyers, et loin d'attiédir, en pareille occasion, l'ardeur du peuple, il convient au contraire de l'enflammer encore et d'y chercher même un aliment dans les vieilles coutumes et les préjugés du vulgaire. C'est pourquoi le politique éclairé et l'homme vraiment religieux, tout en repoussant d'absurdes et répréhensibles pratiques, excuseront néanmoins et applaudiront, dans la position critique où se trouvait Gironne, cette même résolution qui parut à beaucoup de monde bizarre et ridicule, et l'effet d'une grossière ignorance.

Les Français étant d'avance préparés au siége, arrivèrent en vue de la place, le 6 mai, sur les hauteurs de Costa-Roja. Ils étaient alors commandés par le général Reille ; mais, le 13, celui-ci fut remplacé par Verdier, qui resta à la tête des troupes durant tout le siége. Avec ce général, arrivèrent successivement d'autres renforts, et le 31, l'ennemi délogea les nôtres de l'ermitage de los Angeles, après une vigoureuse résistance. Il y eut d'abord plusieurs escarmouches, mais la faiblesse de la garnison ne lui permit pas de retarder, comme il aurait été à propos, les premières opérations des assiégeans. Il n'y eut que les paysans des environs de Montagut, qui venant fréquemment tirailler avec l'ennemi, l'incommodèrent beaucoup.

Au commencement de juin, la place fut investie. La division westphalienne étendit sa ligne de la rive gauche du Ter à San-Medir, Montagut et Costa-Roja ; la brigade de Juvhan prit position à Pont-Mayor, et

les régimens de Berg et Wurtzbourg garnirent les hauteurs de San-Miguel et Villa-Roja jusqu'à los Angèles. Pour le terrain situé entre l'Oña et le Ter, Montelibi, Palau et la plaine de Salt, ils furent occupés par des troupes que Saint-Cyr envoya de Vich : toutes ensemble composaient un total de dix-huit mille hommes. Ce dernier général eût préféré bloquer étroitement la place que l'assiéger; mais comme on savait dans le camp français qu'il n'était pas en faveur auprès de son gouvernement, et que le maréchal Augereau allait lui succéder dans le commandement supérieur, on ne fit pas assez d'attention à ses raisonnemens, et Verdier poursuivit le dessein qu'il avait d'attaquer Gironne.

Le 8 juin, les Français étaient parvenus à réunir le matériel de siége nécessaire; ils résolurent alors d'entreprendre à la fois deux attaques, l'une assez faible sur le corps de la place, et l'autre sur le fort de Monjuich et ses tours ou redoutes détachées. L'artillerie française et le génie étaient commandés par les généraux Sanson et Taviel. Avant que de commencer le feu, il se présenta, le 12, dans la place, un parlementaire, pour la sommer de se rendre; mais son gouverneur, le fier Alvarez, répondit que, ne voulant avoir aucun rapport, aucun contact avec les ennemis de sa patrie, il recevrait dorénavant ses émissaires à coups de mitraille. Et il le fit, en effet, chaque fois que les Français voulurent entrer en pourparlers. Il fut en cela blâmé par quelques-uns de ceux qui pensent qu'en pareille occasion, il faut traiter les choses avec calme; mais le peuple de Gironne applaudit à la conduite de son gouverneur, et l'exemple, si rare, d'une pareille résolution, soutenue du reste par une admirable ténacité, l'engagea grandement à la défense de la place.

Les ennemis avaient commencé, dès le 8, à former une parallèle sur la hauteur de Tramon, à six cents

ɔises des tours de San-Luis et San-Narciso, dépen-
ant toutes deux du fort de Monjuich, et ils avaient
mbranché, à l'extrémité de cette parallèle, une tran-
hée devant laquelle ils plantèrent une batterie de huit
ièces de vingt-quatre et de deux obusiers du calibre
le neuf pouces. Ils placèrent aussi une autre batterie de
nortiers derrière la hauteur de Denroca, à trois cent
oixante toises du rempart de San-Pédro, situé à la
lroite de l'Oña, près de la porte de France. Les as-
iégés, malgré le feu continuel qu'ils dirigeaient de
a place sur ces ouvrages, ne purent en empêcher la
continuation.

Les Français cependant avançaient dans leurs opé-
rations, et lorsqu'ils apprirent le refus du gouverneur
Alvarez, le bombardement commença dans la nuit
du 13 au 14. Tout retentit bientôt aux alentours du
bruit du canon et des mortiers. Les soldats espagnols
accoururent à leurs postes, les habitans en firent de
même, accompagnés partout de leurs filles et de leurs
femmes qui s'étaient enrôlées dans la compagnie de
Santa-Barbara. Sans donner un instant de trêve, les
ennemis poursuivirent obstinément leur but jusqu'au
25; mais aucun des nôtres ne se découragea, pas
même ceux qui, dans cette occasion, faisaient leurs
premières armes. Le 14, le feu prit à l'hôpital géné-
ral et le réduisit en cendres; perte surtout sensible à
cause d'une quantité d'effets difficiles à remplacer,
que contenait cet établissement. La junte *corrégi-
mentale*, qui, en toute rencontre, se conduisit de la
manière la plus digne, répara un peu le dommage, et
fut aidée dans cette œuvre pieuse par les soins de l'in-
tendant Don Carlos Beramendi et le zèle du chirur-
gien en chef Don Juan-Andres Nieto, le même qui
nous a transmis, dans un mémoire historique, les
événemens les plus notables de ce siége.

Le 14, à la pointe du jour, les ennemis attaquèrent

également les tours ou redoutes de San-Luis et de San-Narciso, firent taire leur feu, détruisirent leur courtine, et, y ouvrant une brèche, obligèrent les Espagnols à les abandonner toutes deux le 19. La même chose arriva, le 21, à la redoute de San-Daniel, qui fut évacuée par nos soldats. Ce petit triomphe enhardit les assiégeans, et leur inspira un excès de confiance qui, plus tard, leur coûta bien cher.

Dans la nuit du 14 au 15, les Français délogèrent une *guérilla* espagnole du faubourg del Pedret, situé hors de la porte de France, et y construisirent un épaulement, dans le but de s'y établir. Mais, craignant que l'ennemi ne voulût élever sur ce point une batterie de brèche, le gouverneur ordonna une sortie avec les forces combinées de Monjuich et de la place. L'épaulement fut en effet détruit par les nôtres et les Français chassés du faubourg.

En attendant, le général en chef français, Saint-Cyr, après avoir envoyé à Barcelone ses malades et ses blessés, se rapprocha de Gironne. Il enleva, sur sa marche, un troupeau de bœufs, qui était parti du Llobregat pour ravitailler la ville assiégée. Le 20 juin, il établit son quartier-général à Caldas, et, étendant ses forces vers la côte, il s'empara, le 21, quoique au prix de quelque sang versé, de San-Feliu de Guijols. Par son arrivée l'armée française fut augmentée jusqu'à près de trente mille hommes. Quant aux *somatènes* et autres corps détachés qui parcouraient les alentours, ils continuaient à incommoder les Français, et avant la fin de juin, ils enlevèrent un convoi considérable avec cent vingt chevaux d'artillerie, envoyés au général Verdier. C'est ainsi que s'écoula ce mois, sans que les Français eussent remporté d'autres avantages au siége de Gironne que de se rendre maîtres des tours dont nous avons parlé.

Ils portèrent alors leurs vues sur Monjuich. Sa gar-

nison était de neuf cents hommes, sous les ordres de Don Guillermo Nash, tous décidés à défendre le fort jusqu'à la dernière extrémité. Le 3 juillet, à l'aube du jour, les ennemis commencèrent à l'attaquer en dirigeant sur lui le feu de diverses batteries, et particulièrement d'une batterie nommée impériale, qu'ils avaient établie à gauche de la tour de San-Luis, et qui était composée de vingt pièces de gros calibre et deux obusiers. Dans le courant de la journée, la face droite du rempart du nord fut entamée, et ses défenseurs se préparèrent à repousser une attaque quelconque sur ce point en élevant derrière la brèche les ouvrages nécessaires. Cependant le feu de l'ennemi, qui battait en flanc l'angle de ce rempart, avait abattu le drapeau espagnol qui flottait sur le mur. Mais à peine le lieutenant Don Mariano Montaro l'eut-il vu tomber, que, s'élançant dans le fossé, il alla le reprendre, et, remontant par la brèche qu'ouvaient les boulets français, il arbora de nouveau le pavillon national : action hardie et digne d'éloge.

Les ennemis ne tardèrent pas à tenter l'assaut du fort. Il s'y élancèrent, en effet, avec furie, le 4 juillet, à dix heures et demie de la nuit; mais leurs efforts furent vains contre le calme et la bravoure de nos soldats. Les Français suspendirent pour lors leurs attaques; mais, dans la matinée du 8, ils montèrent une autre fois à l'assaut en colonne serrée, commandés par le colonel Muff. Trois fois de suite ils se virent repoussés par nous, tandis que nos canons chargés à balles de fusil, et surtout un obusier dont le feu était dirigé par Don Juan Cardy, faisaient un grand ravage dans leurs rangs. Cependant le commandant ennemi Muff s'obstina à conduire, pour la quatrième fois, ses troupes à l'assaut, jusqu'à ce que, blessé lui-même, ses soldats se découragèrent et battirent en retraite. Les assiégeans perdirent en cette

occasion près de deux mille hommes, au nombre desquels onze officiers morts et soixante-six blessés. Les Espagnols combattant sur la brèche étaient commandés par Don Miguel Pierson, qui périt en la défendant : Don Blas de Fournas se distingua aussi à la tête de la réserve. Tout le temps de l'assaut, les Français avaient constamment en l'air sept bombes et beaucoup d'autres projectiles paraboliques dirigés sur le point d'attaque. Là aussi s'accomplirent de grands et nobles faits d'armes. Un trait remarquable fut celui du jeune tambour Luciano Ancio, placé en sentinelle pour annoncer, au son de la caisse, l'arrivée des bombes et des grenades. Un éclat de bombe lui enleva une partie de la cuisse et du genou, et lorsqu'on voulut l'emporter à l'hôpital, il s'y opposa, en disant : « Non, « non, quoique blessé à la jambe, j'ai encore de bons « bras pour battre la caisse et avertir mes amis de « l'arrivée des bombes. »

La joie causée par l'heureuse issue de la journée fut tant soit peu troublée par la destruction de la tour de San-Juan, ouvrage avancé entre Monjuich et la place, que les Français firent sauter. Presque tous les Espagnols qui défendaient cette tour y périrent, à l'exception d'un petit nombre d'entre eux que parvint à sauver Don Carlos Beramendi, lequel, sans faire attention au terrible feu de l'ennemi, accourut sur ce point, et se montra en cette circonstance, comme dans tant d'autres de ce siége mémorable, intendant zélé, patriote infatigable et valeureux soldat.

Ceci se passait à Gironne, tandis que le général Saint-Cyr, attentif à priver la place de toute espèce de secours, après avoir occupé San-Feliu de Guijols, crut aussi à propos de s'emparer de Palamos ; il y envoya, dans ce but, le 5 juillet, le général Fontaine. Ce port, presque entièrement isolé, aurait pu résister long-temps s'il eût été défendu par des troupes aguer-

ries et de bonnes fortifications. Mais celles-ci, déjà mauvaises en elles-mêmes, l'étaient encore davantage par l'abandon où on les avait laissées, et n'étaient garnies que de quelques *somatènes* et *miquelets*, qui, toutefois, refusèrent de se rendre, et défendirent le terrain pied à pied. Des chaloupes canonnières, mouillées dans le port, firent d'abord un feu assez vif sur l'ennemi; mais elles furent promptement obligées de s'éloigner. Les Français envahirent alors la ville, et presque tous ses défenseurs périrent, sans pouvoir, ainsi qu'il l'essayèrent, se réfugier à bord des canonnières et autres embarcations, lesquelles prirent aussitôt le vent et poussèrent au large.

Vers le même temps, arriva à Perpignan le maréchal Augereau. Dans l'espoir que les Catalans écouteraient sa voix, il leur adressa une proclamation en mauvais espagnol, dont il ordonna la publication sur tous les points de la principauté. Mais à peine eut-on affiché deux ou trois de ces proclamations, que le colonel Don Antonio Porta tailla en pièces le détachement chargé de cette opération, et parmi ceux qui le composaient, un petit nombre seulement put regagner Perpignan. Une attaque de goutte à la main, et la conviction que son entreprise en Catalogne n'était pas aussi facile qu'il se l'était figuré, retinrent le maréchal Augereau quelque temps sur la frontière; ce fut pour cette raison que le général Saint-Cyr continua encore à commander le septième corps d'armée.

En attendant, les escarmouches, au moyen desquelles les *somatènes*, les *miquelets* et quelques détachemens de troupe de ligne faisaient diversion, ne laissaient pas que d'aider les héroïques efforts de Gironne. Don Antonio Porta incommodait les ennemis depuis la lisière de France jusqu'à Figuières; et, de là jusqu'à Gironne, ils étaient tenus continuellement en haleine par l'infatigable et audacieux par-

tisan, Don Francisco Robira. De leur côté, le général Wimpffen, Don Pédro Cuadrado et les chefs de partisans, Milans, Iranzo et Claros parcouraient tout le pays qui s'étend depuis Hostalrich, par Santa-Coloma, jusqu'à la place de Gironne. Afin donc de balayer sa ligne de communication avec la France, le général Saint-Cyr fut obligé d'envoyer, le 12 juillet, à Bañolas une brigade de la division du général Souham, en même temps que, de Figuières, le général Guillot s'avançait sur San-Lorenzo de la Muga.

Dès le commencement du siége, ceux de Gironne avaient envoyé demander du secours, et pour répondre à cette demande, les autorités de Catalogne cherchèrent à diriger sur la place un convoi et quelques troupes aux ordres de Don Rodulfo Marshall, Irlandais d'origine et homme d'énergie, qui était venu en Espagne prendre part à la lutte sacrée qu'elle soutenait. Les nôtres passèrent devant le général Pino, à Llagostera, sans être découverts, mais l'ennemi ayant été averti de leur marche par un traîneur, le général Saint-Cyr prit aussitôt ses mesures, et le 10, il intercepta à Castellar les secours envoyés à la place, où ne purent entrer que le colonel Marshall avec quelques-uns des siens qui réussirent à s'échapper.

Après la malheureuse issue de l'assaut donné à Monjuich, les assiégeans prolongèrent la ligne de leurs travaux, et embrassant à la fois les deux fronts des fortifications de nord-est et de nord-ouest, ils s'avancèrent jusqu'à la crête du glacis. Ils élevèrent en même temps de nouvelles et nombreuses batteries sans être arrêtés par le feu et la valeur des assiégés. Beaucoup d'entre eux périrent, le 31, dans la tour San-Luis que fit sauter une bombe lancée de la place, et dans une sortie que firent, le même jour, du château plusieurs de nos soldats.

Le mois d'août vint, et les Français continuèrent

avec la même ardeur leurs attaques sur Monjuich. Dans la nuit du 3 au 4, ils voulurent s'emparer du ravelin placé sur le front d'attaque. Leur dessein fut déjoué pour le moment ; mais le lendemain ils enlevèrent cet ouvrage, et se logèrent sur la crête de la brèche. Huit cents hommes défendaient le ravelin ; cinquante d'entre eux périrent, et avec eux leur brave chef, Don Francisco-de-Paula Grijols. Mais les Français ne parvinrent point pour cela à se rendre maîtres de Monjuich. Avant d'abandonner ce fort, les assiégés firent encore, le 10, une sortie dans laquelle ils maltraitèrent l'ennemi.

Prévoyant cependant qu'il ne lui serait pas possible de se maintenir plus long-temps, le gouverneur du château, Don Guillermo Nash, avait consulté en dernier lieu son chef, Don Mariano Alvarez ; celui-ci, toujours opposé à toute espèce de capitulation ou de retraite, tardait à lui répondre. Alors Nash assembla un conseil de guerre, et, sur son avis, il évacua Monjuich le 12 août, à six heures du soir, après avoir auparavant encloué son artillerie et détruit ses munitions. Les Français occupèrent enfin les décombres de ce château, dont la merveilleuse défense peut être citée comme un modèle, puisque l'ennemi n'entra dans son enceinte qu'au bout de deux mois de siége ; après avoir dirigé sur elle le feu de dix-neuf batteries, ouvert plusieurs brèches dans ses murs et perdu plus de trois mille hommes. De neuf cents combattans qui composaient la garnison espagnole, il mourut dix-huit officiers et cinq cent onze soldats, sans qu'il restât à peine un seul homme qui ne fût blessé.

Peu de temps avant l'évacuation du château, et lorsqu'elle était déjà résolue, Don Guillermo Nash reçut du gouverneur Alvarez des dépêches, dans lesquelles celui-ci, loin d'applaudir à l'abandon de Monjuich, encourageait encore à la résistance par des ré-

compenses et des promesses. On ne changea pas cependant d'avis, convaincu que l'on était de ne pouvoir prolonger plus long-temps la défense du fort. Les chefs demandèrent, en entrant dans la place, qu'on les fît passer devant un conseil de guerre, si l'on croyait qu'ils n'eussent pas fait leur devoir. Mais Alvarez, aussi juste que tenace et valeureux, approuva leur conduite.

L'ennemi regardait la reddition de Monjuich comme tellement importante, que Verdier, en rendant compte de ce succès à son gouvernement, affirmait que la ville se rendrait sous huit ou dix jours. Son erreur fut grande. Il est vrai que, par la perte du château, la place était fortement compromise de ce côté, où elle n'était couverte que par un vieux et faible mur, et n'avait d'autres feux que ceux de la tour de Gironella et de deux batteries placées, l'une au-dessus de la porte de San-Cristobal, l'autre sur le rempart de Sarracinos. D'autre part, les Français s'étaient également emparés, le 2, du couvent de San-Daniel, dans la vallée du Galligans, et avaient empêché l'entrée des faibles secours qui de temps en temps parvenaient encore à s'introduire dans la place de ce côté.

Persuadés jusqu'alors qu'après l'occupation de Monjuich, la ville leur ouvrirait ses portes, les assiégeans n'avaient pas poussé plus vivement le siége. Une seule batterie de quatre canons et deux obusiers, placée sur la côte de Puig-Denroca, continuait à incommoder les habitans et à endommager de la hauteur d'où partaient ses coups, les remparts de San-Pédro, Figuerola et la redoute de San-Narciso. Ils construisirent alors trois batteries, une à Monjuich, de quatre pièces de vingt-quatre; une autre au dessus du faubourg de San-Pédro, et une troisième sur le mont Denroca. Elles ouvrirent toutes ensemble leurs feux le 19, dirigeant principalement l'attaque sur le rem-

part de San-Cristobal et la porte de France. Pour réparer les ravages causés par le feu de l'ennemi, et lui opposer de nouveaux obstacles, on imagina de faire plusieurs utiles travaux; on ferma les rues qui aboutissaient à la place de San-Pédro, et l'on ouvrit un large fossé défendu par un parapet. Les Français, qui, depuis le terrible exemple de Saragosse, évitaient d'engager la lutte dans les rues, ne persistèrent pas vivement dans leur attaque sur la porte de France, et tournèrent tous leurs efforts sur celle de San-Cristobal et le rempart de Santa-Lucia, partie, à la vérité, la plus faible et la plus élevée de la place. Ils poussèrent dans ce but leurs travaux, et les nouvelles batteries de brèche et de mortiers achevées, elles commencèrent, vers le dernier jour du mois d'août, à vomir la destruction et la mort, plus particulièrement sur les deux points que nous venons d'indiquer en dernier lieu, et sur les casernes neuve et vieille des Almanès. Le 25, les ennemis voulurent se loger dans les maisons de la Gironella; mais un détachement espagnol qui sortit du fort del Condestable les empêcha d'accomplir leur dessein, les uns furent tués et les autres faits prisonniers.

Déjà bien faible en elle-même, réduite encore par les pertes essuyées à Monjuich et celles qu'elle éprouvait journellement dans la place, la garnison ne pouvait se permettre que peu d'efforts de ce genre. D'un autre côté, la faiblesse de la population de Gironne ne donnait pas autant de latitude qu'à Saragosse pour renouveler les sorties. A peine y aurait-il eu le monde nécessaire pour garnir tous les points, si de temps en temps il ne se fût introduit à la dérobée dans l'enceinte de la ville quelques hommes poussés par un sentiment d'honneur pur et désintéressé. C'est ainsi que, vers cette époque, il en vint une centaine d'Olot.

Cependant, le gouverneur, Don Mariano Alvarez, actif en même temps que sage, ne perdait pas une occasion d'incommoder l'ennemi et de retarder ses travaux. A un officier, qui, chargé de faire une petite sortie, demandait où il se réfugierait en cas de retraite, il répondit sévèrement : « *Au cimetière.* »

Mais lorsqu'il vit attaquer l'enceinte de la place, son plus grand soin fut de renforcer le point plus particulièrement menacé par l'ennemi; il s'empressa donc de construire dans les endroits les plus à propos diverses batteries, et il en plaça même une de deux canons sur le dôme de la cathédrale. Quoique les ennemis eussent bientôt démonté plusieurs pièces, ils ne laissaient pas que d'être grandement maltraités par le feu de mousqueterie des remparts, et surtout par les grenades, les bombes et autres projectiles que des mains cachées lançaient sur les tranchées et les batteries voisines. Cependant, les embarras allaient croissant dans l'intérieur de la ville, le nombre de ses défenseurs diminuait de plus en plus, et il était bien temps qu'elle fût secourue.

Le général Don Joaquin Blake, qui, après sa malheureuse campagne d'Aragon, était revenu, ainsi que nous l'avons dit, en Catalogne, province également réunie à son commandement, partit dans le mois de juillet de Tarragone, seul avec ses adjudans, et parcourut le pays jusqu'à Olot. Quoique retenu par une indisposition, il ne s'arrêta pas long-temps en voyage, et revint avant la fin du mois à Tortose, où, après avoir pris quelques dispositions, il pensa sérieusement à secourir Gironne.

Il y était poussé par les vives réclamations que lui adressait cette place et par celles que Don Enrique O'Donnel était chargé de lui faire de vive voix par ordre d'Alvarez. Résolu à tenter l'entreprise, Blake essaya de distraire l'ennemi en l'occupant dans les

autres provinces qu'embrassait son commandement. Ce fut dans ce but qu'il envoya une division en Aragon, en laissa une autre sur les confins de Valence, et se transporta de sa personne avec la division de Lazan à Vich, où il établit, avant la fin du mois d'août, son quartier-général. A son arrivée, il incorpora dans ses troupes les corps de partisans et de *somatènes* qui fourmillaient dans ce pays, et se rendit avec eux à Sant-Hilari et à l'ermitage du Padró. De là, il voulut rappeler l'attention de l'ennemi sur d'autres points, afin de lui cacher celui par où il songeait à faire passer les secours à Gironne. En conséquence, le 30 août au soir, il envoya Don Enrique O'Donnell avec mille deux cents hommes du côté de Bruñolas, après avoir détaché du côté opposé Don Manuel Llauder sur l'ermitage de los Angeles. Don Francisco Robira et Don Juan Claros devaient aussi faire diversion à l'ennemi sur la rive gauche du Ter.

Le général Saint-Cyr, qui, dès le 10 août, avait transféré ses quartiers à Fornells, et était sur ses gardes, prit, de concert avec le général Verdier, diverses mesures pour s'opposer aux desseins de Blake, et s'empressa de réunir les troupes que la rareté des subsistances avait tenues éparpillées. Mais, en dépit de ces mesures, les Espagnols atteignirent leur but. Llauder s'empara de los Angeles, et O'Donnell, attaquant vivement la position de Bruñolas, attira à lui la majeure partie des forces de l'ennemi en lui faisant croire que c'était le point que l'on voulait forcer.

Le 1[er] septembre au matin, la terre était couverte d'un épais brouillard, et Saint-Cyr, qui avait été rejoint par Verdier, attendit jusqu'à trois heures de l'après-midi que les Espagnols vinssent l'attaquer. Pour les y provoquer, il exécuta diverses manœuvres du côté de Bruñolas ; mais, voyant que sur le moin-

dre mouvement de ses troupes ils faisaient aussitôt mine de se retirer, il retourna à Fornells, où il fut bien surpris de trouver en désordre la division de Lecchi, laquelle, commandée pour lors par Milossevitz, était restée en position à Salt.

C'était justement par ce point que le convoi s'était dirigé sur la place, en suivant la rive droite du Ter. Il se composait de deux mille bêtes de somme protégées par quatre mille fantassins et deux mille chevaux aux ordres du général Don Jaime-Garcia Conde. Celui-ci s'était jeté tout-à-coup sur les Français à Salt, les avait culbutés, et tandis qu'ils se retiraient en déroute du côté de Fornells, le convoi entra tranquillement et heureusement à Gironne. Alvarez, de son côté, avait préparé, pour aller à la rencontre de Conde, une sortie dont l'exécution fut confiée à Don Blas Fournas, tandis que lui-même distrayait l'attention de l'ennemi du côté de Monjuich. En même temps, Claros pénétrait jusqu'à San-Medir, et Robira prenait Montagut, d'où il chassa les Westphaliens qui étaient restés seuls pour garder la ligne, et où un *miquelet* tua de sa propre main le général Hadeln. Dans cette affaire, nos soldats enclouèrent trois canons, et poursuivirent les ennemis jusqu'à Sarria. Ces derniers se trouvaient dans la position la plus critique, lorsque le général Verdier, repassant le Ter et se plaçant de nouveau sur sa rive gauche, arrêta les progrès des deux intrépides chefs Claros et Robira. Quant au général Conde, après avoir introduit son convoi, et laissé dans la place trois mille deux cent quatre-vingt-sept hommes, il retourna avec le reste de son monde à Hostalrich, et Don Joaquin Blake, qui était resté à observer les divers mouvemens de son armée, revint également à Olot. Ses opérations furent, du reste, heureuses dans leurs résultats et bien dirigées, car le général Saint-Cyr se trouva complètement joué

en cette occasion, malgré toute son expérience de la guerre.

Un événement aussi favorable donna du courage à la petite garnison de Gironne, qui se voyait renforcée de la sorte; mais cette augmentation de forces elle-même devint cause que l'introduction de vivres dans la place ne remédia pas à la disette qu'on y souffrait.

Les Français occupèrent de nouveau les points qui avaient été abandonnés par les nôtres, et le 6 septembre, ils reprirent l'ermitage de los Angelès en passant au fil de l'épée tous ses défenseurs, à l'exception de trois officiers et du commandant Llauder qui sauta par une fenêtre. Du reste ils ne tentèrent pendant ce temps rien de sérieux contre la place, et se contentèrent de multiplier leurs ouvrages de défense. Ce répit ne fut pas perdu pour les assiégés, qui en profitèrent pour travailler sans relâche à augmenter les feux de flanc et paraboliques, et pour exécuter d'autres travaux non moins importans.

Après le 11 septembre, l'ennemi recommença le feu avec un redoublement de fureur; il élargit encore les trois brèches qu'il avait déjà ouvertes à Santa-Lucia, aux Almanès, et à San-Cristobal, et endommagea aussi les forts del Calvario, dont les feux l'incommodaient singulièrement.

Le 15, Don Mariano Alvarez ordonna une sortie dans l'intention de retarder les travaux des assiégeans, et même de détruire, s'il était possible, quelques-uns de leurs ouvrages. Don Blas Fournas fut chargé de la diriger, et, quoique les nôtres eussent renversé d'abord tout ce qu'ils trouvèrent devant eux, les deux premières colonnes n'ayant pas été convenablement soutenues plus tard par celle qui formait la réserve, elles furent obligées de se réfugier toutes sous le canon de la place, sans avoir recueilli de leur expédition le fruit désiré.

Les brèches devenaient cependant chaque jour plus grandes sous les coups de l'artillerie française, et nos feux ayant été éteints sur le front attaqué, les ennemis songèrent à donner l'assaut. Mais ils envoyèrent auparavant des parlementaires, qui, d'après l'invariable résolution d'Alvarez, furent reçus à coups de canon.

Encore plus irrités d'un pareil accueil, les Français coururent à l'assaut, le 19 septembre, à quatre heures de l'après-midi, partagés en quatre colonnes de deux mille hommes chaque. Ce fut alors que l'on vit briller le talent du gouverneur espagnol, dans les sages dispositions dues à sa prévoyance; ce fut alors que se montra toute sa hauteur d'âme. Au bruit du tambour battant la générale, et au lugubre tintement de la cloche qui sonnait le tocsin, soldats et bourgeois, prêtres, moines, femmes et jusqu'aux enfans accoururent aux postes qui leur avaient été désignés d'avance. Au milieu du tonnerre de deux cents bouches à feu et de l'épais nuage de poudre qui s'élevait de toutes parts, c'était un noble et grand spectacle que cette majestueuse marche de tant de personnes de rangs, de professions et de sexes différens, qui s'avançaient, silencieuses, mais laissant néanmoins éclater sur leurs visages la confiance intérieure qui les animait. A leur tête, Alvarez, grave et intrépide, se présentait à l'imagination, dans ce terrible moment, comme un des héros d'Homère, planant sur la multitude assemblée, et si une haute stature ne l'élevait pas comme eux au-dessus de ses compagnons, il les surpassait tous en courage et en grandeur d'âme. Avec un ordre non moins parfait que celui de la marche dont nous venons de parler, on avait préparé les renforts, les distributions de munitions, le service et le transport des blessés.

La première colonne ennemie se présenta devant

la brèche de Santa-Lucia, où commandait l'Irlandais Don Rodulfo Marshall. Deux fois les assaillans y prirent pied, et, deux fois repoussés, ils laissèrent beaucoup des leurs sur le terrain. Pour les Espagnols, ils eurent la douleur de voir blesser gravement et mourir peu après leur commandant Marshall, qui, avant d'expirer, s'écria « qu'il mourait content pour une pa- « reille cause et pour une nation si brave. »

Deux autres colonnes ennemies entreprirent hardiment de se frayer un passage par les autres brèches, plus larges, de los Almanès et de San-Cristobal, où commandait Don Blas Fournas. Elles parvinrent, en effet, à se maintenir quelque temps sur la première, jusqu'à ce que les régimens d'Ultonia et de Bourbon les en délogeant à l'arme blanche, elles se virent forcées de se retirer de l'une et de l'autre brèches, écrasées par le feu qui pleuvait sur elles de toutes parts. Une troisième colonne ennemie, qui se tint assez longtemps l'arme au bras, au pied de la tour de la Gironella, ne souffrit pas moins que les deux autres. Là aussi fut blessé le capitaine d'artillerie Don Salustiano Gerano, auquel succéda provisoirement dans le commandement Don Carlos Beramendi, qui, exerçant à la fois les fonctions de chef et de subalterne, causa les plus grands ravages dans les rangs de l'ennemi.

Pendant l'assaut, les Français menacèrent également les forts del Condestable et del Calvario, mais sans plus de succès.

Cette sanglante affaire dura trois heures. Les brèches restèrent couvertes de cadavres et de dépouilles ennemies : la fureur des assiégés était telle, que souvent, mettant de côté le fusil, d'un bras fort et vigoureux ils arrachaient des pierres de la brèche et les lançaient à la tête des assaillans. Don Mariano Alvarez encourageait tout le monde par son exemple ; il prévenait même les accidens par ses conseils, renforçait

les points qui paraissaient les plus faibles, et, emporté par son zèle, il n'écoutait pas les prières de ses soldats qui le conjuraient de ne pas accourir, comme il le faisait, partout où le péril était le plus menaçant. Les ennemis perdirent plusieurs officiers supérieurs et près de deux mille hommes : au nombre des premiers se trouva le colonel Floresti, le même qui, en 1808, s'empara de cet autre Monjuich près de Barcelone, forteresse où commandait alors Don Mariano Alvarez. Du côté des Espagnols, il périt, ce jour-là, près de trois à quatre cents hommes, parmi lesquels plusieurs officiers qui se distinguèrent particulièrement, et quelques-unes de ces femmes dont l'intrépidité illustra le nom de Gironne.

Devenus plus prudens après une aussi sévère leçon, les Français renoncèrent à renouveler l'assaut, malgré les nombreuses et larges brèches qui les y invitaient, et résolurent de convertir le siége en blocus, en appelant comme auxiliaires, ainsi que le disait Saint-Cyr, le temps, les fièvres et la famine.

Don Joaquin Blake, que plus d'une personne blâmait de ne pas chercher à distraire l'attention de l'ennemi du côté de la France, essaya de nouveau de ravitailler la place. Ayant préparé dans ce but un convoi à Hostalrich, il se présenta, le 26 septembre, sur les hauteurs de la Bisbal, à deux lieues de Gironne, avec douze mille hommes. L'avant-garde, commandée par Don Enrique O'Donnell, délogea d'abord les Français des positions qu'ils occupaient entre Villa-Roja et San-Miguel. Il sortit en même temps de la place et du fort del Condestable quatre cents hommes aux ordres du colonel du régiment de Baza, Don Miguel de Haro, officier qui a aussi retracé avec impartialité l'histoire de ce siége. O'Donnel était suivi par Wimpffen, à la tête du convoi qui se composait d'environ deux mille bêtes de somme et de menu bétail. Pour le

gros de l'armée, il resta avec Blake sur les hauteurs de la Bisbal.

Informé de la marche du convoi, Saint-Cyr prit ses mesures pour empêcher son entrée dans la place. Il y réussit malheureusement en se plaçant entre O'Donnell et Wimpffen, et tout tomba au pouvoir de l'ennemi, à l'exception de cent soixante-dix charges que l'on parvint à sauver et à introduire à Gironne. On jeta la faute sur la témérité d'O'Donnell, qui s'éloigna plus qu'il ne l'aurait fallu de Wimpffen, et aussi sur la timidité de Blake qui n'accourut pas à propos au secours du dernier. C'est ainsi que Gironne resta privée des vivres dont elle avait si grand besoin, et que l'armée de Catalogne perdit inutilement deux mille hommes. O'Donnell et Haro se retirèrent à l'abri des forts del Condestable et de los Capuchinos. Pour les muletiers qui faisaient partie du convoi, ils furent cruellement traités par les Français, qui pendirent les uns et fusillèrent les autres sur le Palau, en vue de la ville.

Quelques avantages remportés plus tard par les *miquelets* réunis à des troupes de ligne, dans le Llobregat et à Besós, furent une bien faible compensation pour un si grand malheur. Ce n'était pas non plus une suffisante consolation que de voir, à la même époque, les Anglais disperser et capturer en partie un convoi escorté par des vaisseaux de guerre français, qui allait porter des vivres et des secours à Barcelone : peu de temps auparavant, ils avaient été moins heureux, à l'égard d'un autre convoi, confié à l'amiral français Cosmao, et qui était entré dans ce port, et en sortit ensuite, sans rencontrer aucun obstacle.

En réalité, ces deux événemens ne remédièrent en rien à la situation de Gironne, où les maladies et la disette augmentaient avec rapidité. C'était en vain que la junte et le gouverneur s'efforçaient de

diminuer le mal. L'on n'avait fait de provisions que pour quatre mois, et il s'en était écoulé déjà cinq. Les secours introduits dans la place le 1er septembre avaient été insensibles, ainsi que nous l'avons dit, et les besoins s'étaient accrus avec les renforts de troupes.

Ce fut pour la même raison, et à cause de la disette de la place, que Don Enrique O'Donnell, qui, depuis la malheureuse expédition du 26 septembre pour l'introduction du convoi, restait à l'abri sous le fort del Condestable, fut contraint de s'éloigner. Passant par la ville, dans la nuit du 10 octobre, il traversa la plaine de Salt et de Santa-Eugenia, et fut, par une marche hardie, se réunir à l'armée.

Le même jour, le maréchal Augereau se présenta dans le camp ennemi, que le général Saint-Cyr avait quitté le 5; avec le nouveau chef, et postérieurement encore, arrivèrent des secours et des renforts à l'armée française, qui lui permirent de resserrer extrêmement le blocus. Les assiégeans établirent encore dans ce but plusieurs batteries; ils élevèrent des redoutes, et poussèrent les précautions jusqu'à placer de nuit, dans les sentiers et sur les chemins, des chiens de garde, et à tendre d'un endroit à un autre des cordes armées de clochettes et de sonnailles : ruse au moyen de laquelle, étant parvenus à se saisir de quelques paysans, ils répandirent la terreur parmi le petit nombre de ceux qui osaient encore s'introduire avec des vivres dans la ville.

La disette touchait ainsi au dernier degré. La plupart des habitans avaient déjà consommé les provisions particulières qu'ils avaient faites, et parmi eux, ainsi que parmi les étrangers qui étaient venus se réfugier dans la place, on en vit souvent tomber morts de faim au milieu des rues. A peine restait-il dans les magasins destinés à la garnison autre chose que du blé, et comme

il n'y avait pas de moulins, on y suppléait en pilant le grain dans des mortiers ou des éclats de bombes, quelquefois même en le broyant entre deux pierres ; c'est dans cet état, et mal cuit, qu'on le donnait aux soldats. De là naquirent et se propagèrent toute sorte de maladies. Les hôpitaux étaient encombrés de malades, et la place manquait pour les contenir. De la garnison seulement, il périt, dans le mois d'octobre, sept cent quatre-vingt-treize hommes, et l'on commençait déjà à manquer des médicamens les plus ordinaires. Ce fut inutilement que Don Joaquin Blake chercha, pour la troisième fois, à introduire des secours dans la place. D'Hostalrich il s'avança, le 18 octobre, sur Bruñolas, et eut à supporter le 20 une attaque de l'ennemi, dont O'Donnell poursuivit ensuite l'arrière-garde jusque dans les plaines de Gironne. Mais le maréchal Augereau étant accouru avec de nouvelles forces, Blake se retira du côté de Vich, ne laissant à Santa-Coloma qu'O'Donnell, lequel, après avoir vaillamment combattu, fut néanmoins obligé de céder au nombre et d'abandonner cette position, en perdant tout son bagage. Les provisions amassées à Hostalrich restaient de la sorte à la merci du vainqueur, et, peu de jours après, l'ennemi ayant envahi cette ville, malgré la résistance assez opiniâtre qu'opposèrent les habitans, elles furent détruites pour la majeure partie.

Dans l'enceinte de Gironne, le mois de novembre se passa sans donner lieu à des combats que les assiégeans jugèrent du reste inutiles et dangereux. On se contenta de leur côté, de répéter les sommations, en se servant pour les porter de paysans, de soldats et même de moines, qui, tous, furent mal accueillis ou arrêtés par le gouverneur. Mais, en attendant, les maux et les calamités dont la ville était affligée s'aggravaient chaque jour davantage. La chair de che-

val, d'âne et de mulet, dont on n'avait commencé que tard à se nourrir, venait elle-même à manquer, soit par la consommation qu'on en faisait, soit parce que ces animaux eux-mêmes, réduits, faute de nourriture, à se manger le crin les uns aux autres, mouraient presque tous de faim. Lorsque, bravant tous les périls, la cupidité de quelques paysans parvenait à introduire des comestibles, ils se vendaient à des prix exorbitans : une poule coûtait seize piastres fortes, et une perdrix quatre. Même les animaux les plus immondes acquirent une valeur extraordinaire; au point qu'il y avait telle personne qui donnait cinq réaux pour une souris et trente pour un chat. Les hôpitaux, dépourvus de médicamens et de toute espèce de vivres, s'étaient changés en cimetières, où l'on n'apercevait plus que des spectres au lieu d'hommes. Les blessures devenaient par la même raison presque toutes mortelles; elles se compliquaient de fièvres contagieuses dont tous les habitans étaient attaqués, et qui finissaient par entraîner les terribles ravages du scorbut et de la dysenterie.

En présence de tant de maux, accablés à la fois par la guerre, la famine, les maladies et les pertes les plus douloureuses, les caractères les plus fermes commençaient à s'ébranler. Alvarez seul restait inflexible. Quelques-uns, bien qu'en petit nombre, parlaient de capituler; d'autres, voulant rejoindre l'armée, proposaient de se frayer un passage à travers le camp ennemi. Parmi les premiers, il y en eut un qui osa prononcer le mot *capitulation* en présence du gouverneur; mais celui-ci l'interrompant aussitôt, lui dit : « Comment! vous êtes donc le seul lâche ici ? Quand « il n'y aura plus de vivres, nous vous mangerons, « vous et ceux de votre espèce, puis je ferai ce que « bon me semblera. »

Parmi ceux qu'une manière de penser plus honora-

ble faisait désirer de se frayer un passage par la force, il se tint plusieurs réunions dans lesquelles différens avis furent ouverts ; mais, craignant qu'elles ne pussent entraîner de fâcheuses conséquences, la junte arrêta le mal dès son principe, et tous finirent par se soumettre à l'inébranlable volonté du gouverneur.

Quant à lui, plus le danger s'accroissait, plus il se montrait intrépide ; ce fut à la même époque qu'il publia un ordre conçu dans ces termes : « Que les trou-
« pes qui garnissent les premiers postes sachent bien
« que celles qui occupent les seconds ont ordre, en
« cas d'attaque, de faire feu sur quiconque viendrait
« à elles, Espagnol ou Français, car l'exemple de tout
« homme qui fuit fait plus de mal que l'ennemi. »

La longue et opiniâtre résistance de Gironne donna occasion à la junte centrale d'accorder à ses défenseurs les mêmes faveurs qu'aux habitans de Saragosse, et fit naître dans la principauté de Catalogne le désir d'opérer un soulèvement général pour aller au secours de la place. Dans le désir de mettre à exécution une pareille mesure, il se forma à Manresa, avant la fin de novembre, une espèce de congrès composé d'individus de toutes les classes et de tous les endroits de la principauté.

Mais il était trop tard. Après un été triste et stérile, pendant lequel les plantes ne donnèrent pas de fleurs ni les animaux de portées, un automne humide et pluvieux vint augmenter encore les désastres et la misère générale. Au milieu des maisons à demi écroulées, des rues dépavées où s'amassaient des eaux stagnantes et remplies d'immondices, l'habitant de Gironne demeurait sans abri, et l'on y respirait un air infect, corrompu encore par les exhalaisons des cadavres en putréfaction, qui gisaient sans sépulture, au milieu des décombres et des ruines. Il avait péri, dans le mois de

novembre, mille trois cent soixante-dix-huit soldats, et presque toutes les familles avaient perdu leurs soutiens. L'on ne voyait plus de femmes enceintes, et souvent de tendres nourrissons mouraient de besoin sur le sein même de leurs mères. Toute la nature enfin semblait morte.

Les ennemis, bien qu'ils continuassent à lancer des bombes sur la ville, et à l'incommoder de leur feu, n'avaient pas osé recommencer l'assaut, découragés qu'ils étaient depuis leurs premières tentatives. Mais, voyant que le congrès catalan faisait un appel aux armes dans toute la principauté, le maréchal Augereau craignit que Gironne, par sa persévérance, ne donnât le temps de lui envoyer des secours. En conséquence, dans la nuit du 2 décembre, jour anniversaire du couronnement de Napoléon, il entreprit de nouvelles attaques sur la place, à la suite desquelles il occupa le faubourg del Carmen; puis, élevant encore d'autres batteries, il élargit les anciennes brèches et en ouvrit de nouvelles. Le 7, il s'empara de la redoute de la Ciudad et des maisons de la Gironella, dans lesquelles ses soldats se retranchèrent en coupant la communication avec les forts, où il ne restait pas même à leurs garnisons pour deux jours de la petite ration à laquelle elles étaient réduites. Toujours calme, toujours imperturbable, Alvarez, quoique déjà bien malade, ordonna de porter des secours sur les points menacés, et réussit à y envoyer du blé pour trois jours de plus : seule chose qu'il pût encore se procurer au milieu de son extrême pénurie.

Dans la soirée du 7, les ennemis, après avoir inutilement essayé de sommer la place d'avoir à se rendre, ouvrirent le feu sur tous les points, depuis la batterie construite au pied de Montelibi jusqu'aux postes du faubourg del Carmen, rendant, de la sorte, impossible la traversée du pont de pierre.

Gironne, enfin, se trouva, le 8, sans véritable défense. Ayant perdu presque tous les forts qui la protégeaient extérieurement, elle voyait ses communications interrompues avec trois autres qui se soutenaient encore. Sept brèches étaient ouvertes dans ses murs; la force effective de sa garnison se réduisait à mille cent hommes, tous convalescens, ou ayant à se débattre, comme les autres, contre la faim, la contagion et de continuelles fatigues. Il ne restait qu'une ombre d'eux-mêmes, et leur courage, quoique toujours sublime, ne suffisait plus pour résister à la force physique de l'ennemi. Alvarez lui-même, de la bouche duquel il ne sortait, comme jadis de celle de Calvo, gouverneur de Maestricht, que les mots, « Je « ne veux pas me rendre; » Alvarez, souffrant déjà pendant le siége de fièvres tierces, fut pris enfin d'une fièvre nerveuse, qui, dès le 4 décembre, mit ses jours en danger. Il continua néanmoins à donner ses ordres jusqu'au 8; alors survint le délire, et le 9, dans un de ses intervalles lucides, il se démit du commandement en faveur du lieutenant de roi Don Julian Bolivar. Sa maladie fut tellement grave, qu'il reçut l'extrême-onction et qu'on le crut mort. Il semblait que les bombes elles-mêmes eussent respecté l'asile de cette grande âme : autour de lui, tout, jusqu'aux appartemens de sa propre maison, n'offrait qu'une scène de destruction; sa chambre, dont il n'avait pas changé depuis le commencement du siége, restait seule debout au milieu des ruines.

Alvarez succombant, Gironne devait succomber aussi. Et en vérité il ne lui était pas donné de résister plus long-temps. Don Julian Bolivar assembla la junte *corrégimentale* et une autre junte militaire. Tous hésitaient encore sur le parti qu'ils avaient à prendre, tant il leur coûtait de se soumettre à l'étranger ! mais

ayant reçu avis du congrès catalan que les secours qu'il leur destinait ne pourraient arriver avec la promptitude désirée, ils furent obligés de céder à leur mauvaise étoile, et envoyèrent pour traiter au camp ennemi Don Blas Fournas. Le maréchal Augereau lui fit bon accueil, et ils convinrent entre eux d'une capitulation honorable et digne des défenseurs de Gironne (1). Les Français entrèrent ainsi dans la place, le 11 décembre, par la porte del Areny, et restèrent frappés de stupeur devant ce monceau de cadavres et de ruines, triste monument d'un héroïsme malheureux. Là, avaient péri près de neuf à dix mille personnes, entre lesquelles quatre mille habitans.

Carnot dit que, si l'on consulte l'histoire des siéges modernes, on voit que la défense des meilleures places peut à peine se prolonger au-delà de quarante jours, et celle de la faible Gironne dura sept mois entiers. Les Français l'attaquèrent, ainsi que nous l'avons vu, avec des forces considérables; ils dirigèrent contre ses murs quarante batteries, d'où ils lancèrent plus de soixante mille boulets et vingt mille bombes et grenades, se prévalant de tous les moyens qu'enseigne l'art de la guerre. Rien de tout cela ne suffit à réduire Gironne. « La faim seule », au dire d'un historien français, « et le manque de munitions purent vaincre tant de ténacité. »

Les Espagnols dirigèrent leur défense, non-seulement avec cette fermeté de courage que leur inspirait Alvarez, mais encore avec tact et sagesse. Mieux approvisionnée, Gironne eût prolongé indéfiniment sa résistance, et alors l'ennemi aurait été forcé d'attaquer des rues et des maisons, au milieu desquelles,

(1) N° 1, App

comme à Saragosse, ses légions eussent trouvé leur tombeau.

Le gouverneur, Don Mariano Alvarez, bien que dans un état désespéré, revint à lui, et, le 23 décembre, on le fit partir pour la France. Mais on ne tarda pas à le ramener en Espagne, où on l'enferma dans un cachot du château de Figuières, après l'avoir séparé de ses gens et de son aide-de-camp, Don Francisco Satué. Le lendemain de son arrivée, le bruit se répandit qu'il était mort, et les Français exposèrent son corps placé sur un brancard à la vue du public; le visage du défunt paraissait gonflé et violet comme celui d'un homme qui aurait été noyé ou étranglé. On le crut généralement ainsi en Espagne, et, en effet, cette circonstance de l'isolement forcé du défunt, les indices de mort violente que l'on découvrait sur son visage, et les rapports confidentiels que reçut le gouvernement espagnol, donnaient lieu à de graves soupçons. Une action aussi atroce n'aurait cependant mérité aucun crédit, si le cabinet français de l'époque n'eût souillé les annales de son histoire par d'autres faits semblables.

La junte centrale décréta « que l'on donnerait à « Don Mariano Alvarez, s'il était encore vivant, une « récompense digne de ses éminens services, et que « si par malheur il était mort, l'on rendrait à sa mé- « moire et l'on accorderait à sa famille les honneurs « et les récompenses dus à sa noble constance et à « son héroïque patriotisme. » Les cortès, rassemblées plus tard à Cadix, firent inscrire son nom en lettres d'or dans le salon de leurs séances, à côté de celui des illustres victimes Daoiz et Velarde. En 1815, Don Francisco-Xavier Castaños, capitaine-général de Catalogne, se rendit à Figuières, fit au défunt gouverneur de pompeuses funérailles, et plaça dans le cachot où il avait expiré une pierre funéraire destinée

à transmettre à la postérité le nom d'Alvarez. Juste tribut payé à la mémoire de cet homme illustre !

Pendant la longue durée du siége de Gironne, il se passa, dans le reste de l'Espagne, divers événemens non moins importans. Nous avons déjà rendu compte des principaux jusqu'à la bataille de Talavera. Nous en avons réservé d'autres pour ce moment, parmi lesquels nous citerons surtout ceux qui arrivèrent postérieurement à cette bataille. De ce nombre, nous distinguerons les événemens généraux qui se rattachent au gouvernement central, des événemens partiels qui eurent lieu dans les provinces, et c'est par ces derniers que nous commencerons notre récit.

Le territoire espagnol doit être considéré, à cette époque, comme partagé en pays libre et en pays occupé par les étrangers. Valence, Murcie, les Andalousies, partie de l'Estrémadure et de la province de Salamanque, la Galice et les Asturies, libres et respirant à l'aise, n'étaient travaillées que par des luttes intestines. Valence se montrait rancuneuse et querelleuse : l'ambitieux général Don José Caro, qui y excitait le désordre, s'était d'abord servi de certains chefs de l'insurrection pour chasser de son poste le comte de la Conquista ; puis, il les avait eux-mêmes persécutés et maltraités avec acharnement. Murcie, bien qu'un simple satellite, pour ainsi dire, de Valence, dans tout ce qui avait rapport à la guerre, montrait néanmoins une plus grande indépendance qu'elle dans son mouvement, lorsqu'il s'agissait de maintenir l'union et le bon ordre. Les Andalousies, devenues le siége du gouvernement central, ne recevaient ordinairement d'autre impulsion que la sienne, et l'altière junte de Séville était elle-même obligée de se soumettre à sa volonté. Pour l'Estrémadure, elle demeura généralement soumise, et quant à la partie libre de la province de Salamanque, elle était trop

ourmentée par la proximité de l'ennemi pour provoquer d'oiseux débats. En Galice et dans les Asturies, il ne régnait pas le meilleur accord, et ces deux provinces se ressentaient des maux qu'avait causés la conduite inconsidérée de la Romana. Mécontente de la persécution dirigée contre les patriotes, la première de ces provinces ne vint pas en aide au comte de Noroña, qui demeurait en possession du commandement et auquel manquaient, du reste, le nerf et la vigueur si nécessaires en de telles circonstances : ce qui fit que, de toutes parts, on adressa les plus vives représentations au gouvernement suprême, pour qu'il rétablît la junte provinciale, que la Romana n'avait point voulu convoquer. A la fin, mais seulement plusieurs mois après, on fit droit à de si justes réclamations. Les Asturies étaient gouvernées par le général Mahy et la junte que la Romana lui-même avait formée : autorités toutes deux assez négligentes. Le général Don Antonio de Arce remplaça le premier au mois d'octobre. De Séville, la junte centrale l'avait envoyé, accompagné du conseiller des Indes Don Antonio de Leira, pour gouverner la province, et pour que tous deux reçussent les plaintes des membres de la junte dissoute par la Romana. Cette dernière mission fut mal et lentement remplie ; du reste, le nouveau général, homme faible et timide, n'avança en rien les choses. On ne retira, en définitive, que peu de fruits des bonnes dispositions des habitans dans les provinces libres, et il fallut que l'ennemi menaçât de bien près pour aiguillonner les autorités et apaiser leurs querelles.

Les rivalités ne manquaient pas non plus dans les provinces occupées par l'ennemi, particulièrement entre les chefs militaires : c'est une plaie commune à tous les états où les révolutions ont brisé les vieux liens d'ordre et de subordination. Nous allons parler

de ce qui se passa dans ces provinces jusqu'à la fin de 1809.

Après les funestes journées de Maria et de Belchite, les bandes de partisans et les corps francs commencèrent à pulluler en Aragon. Les uns parcouraient les vallées des Pyrénées et la gauche de l'Ebre, les autres la rive droite et les montagnes qui s'élèvent entre la Nouvelle-Castille et le royaume d'Aragon. Ceux-là agissaient pour leur compte, et recevaient parfois des secours de Lérida; pour les seconds, ils obéissaient à la voix de la junte de Molina, et surtout à celle de la junte d'Aragon, dont le siége, rétabli à Téruel, le 30 mai, devenait quelquefois, comme celui de beaucoup d'autres, ambulant et nomade, en raison des événemens de la guerre.

D'intrépides partisans s'abritèrent dans les gorges et les vallées que forment les Pyrénées, depuis celle de Vénasque, dans la partie orientale, jusqu'à celle d'Ansó, située à l'autre extrémité. D'autres partisans apparurent également de bonne heure dans la vallée del Roncal, qui appartient à la Navarre et dont les anfractuosités et l'âpreté du terrain offraient un facile refuge au milieu des forêts et des rochers escarpés qui l'entourent. Ce fut dans ces deux dernières vallées, voisines l'une de l'autre, que se maintint avec succès Don Mariano Renovalès. Fait prisonnier à Saragosse, il s'était échappé lorsqu'on le conduisait en France, et, cherchant des lieux solitaires, il s'arrêta dans la vallée del Roncal pour y réunir d'autres officiers fugitifs comme lui. Le général français d'Agoult, qui commandait à cette époque dans la Navarre, en ayant eu avis, et craignant un soulèvement sur ce point, y envoya, au mois de mai, pour le prévenir, le chef de bataillon Puisalis avec six cents hommes. Renovalès le sut, et rassemblant à la hâte des paysans et quelques soldats épars, il s'embusqua

avec eux, le 20 du même mois, sur le terrain qui sépare les deux vallées del Roncal et d'Anso. Le 21, avant l'aurore, commença l'action; des combats s'engagèrent sur divers points, qui durèrent toute la journée et le lendemain encore, où ils se terminèrent glorieusement pour nous, aux pieds des Pyrénées, sur la haute roche nommée Undari. Tous les Français qui prirent part à l'affaire y périrent ou furent faits prisonniers, à l'exception de cent vingt d'entre eux, qui n'avaient pas pénétré dans les vallées.

Encouragé par ce succès, mais mal pourvu de munitions, Renovalès envoya demander des secours à Lérida, et fit venir des armuriers d'Eybar et de Plasencia. Une fois muni d'armes, il attendit les Français, qui, envahissant de nouveau, le 15 juin, ces âpres défilés, furent encore une fois défaits et poursuivis jusqu'à la ville de Lumbier. Ensuite, les nôtres, s'embusquant sur les routes principales, jetèrent l'inquiétude et le désordre au milieu des ennemis.

Ces mouvemens donnèrent lieu à l'échange d'une correspondance entre le commandant de Saragosse Plique, le gouverneur de Navarre d'Agoult, et Renovalès. Tout en remerciant le général espagnol des bons traitemens qu'il employait à l'égard des Français qui tombaient en son pouvoir, les deux chefs ennemis réclamaient hautement le châtiment de quelques militaires subalternes qui avaient poussé l'oubli des lois de la guerre jusqu'à tuer des prisonniers, et se plaignaient aussi que Renovalès lui-même se fût échappé, malgré la parole qu'il avait donnée. Quant au premier point, les Français oubliaient que d'Agoult avait donné naissance à de si tristes excès, en ordonnant peu de temps auparavant de pendre comme des bandits cinq hommes faisant partie d'une *guérilla* du Roncal; et, sur le second point, Renovalès répondit : « Si je m'échappai avant d'arriver à Pam-

« pelune, remarquez que les Français manquèrent à
« l'engagement sacré de la capitulation de Saragosse.
« Je fus le premier que le général Morlot dépouilla,
« contre toute foi et tout honneur, de ses chevaux
« et de son bagage, foulant aux pieds ce qui avait
« été stipulé; si la violation d'un droit aussi sacré
« est permise au général français, je ne sais pas
« pourquoi l'on défendrait à un général espagnol de
« manquer à sa parole de prisonnier. »

Les succès obtenus au Roncal et à Anso inspirèrent un grand courage à tous les habitans de ces contrées. Don Miguel Sarasa, riche propriétaire, après avoir pris les armes et combattu dans plusieurs heureuses rencontres avec les Français, au mois de juillet, forma la gauche de Renovalès et s'établit à San-Juan de la Peña, monastère de bénédictins, dans la *caverne* duquel, ainsi que l'appelle Zurita, naquit la monarchie aragonnaise et furent enterrés ses rois jusqu'à Don Alphonse II.

Voyant quelles graves conséquences pourrait entraîner le soulèvement des vallées des Pyrénées, par la raison surtout qu'il ne leur avait pas été donné de l'étouffer dans son origine, les ennemis imaginèrent d'attaquer à la fois le pays qui sépare Jaca de la vallée de Salazar en Navarre, et d'appeler l'attention du côté de Vénasque. Des troupes partirent dans ce but de Saragosse, de Pampelune et d'autres points où les Français tenaient garnison, et on n'oublia pas non plus de menacer du côté de la France.

Un corps de troupes se dirigea par Jaca sur San-Juan de la Peña, un autre occupa les défilés de Salvatierra, de Castillo-Nuevo et de Navascuès, et une petite division se rassembla dans la vallée de Salazar. San-Juan de la Peña fut le premier point attaqué. Sarasa se défendit vigoureusement, mais ayant été obligé de se retirer, les Français brûlèrent, le

26 août, le monastère des bénédictins, dont il ne resta que la chapelle, creusée dans le roc. En même temps que le corps de l'édifice les flammes consumèrent aussi les archives, et là furent encore perdus, comme dans l'incendie de celles de la députation de Saragosse, à l'époque du siége, des documens précieux qui rappelaient les anciens priviléges (*fueros*) et franchises de l'Aragon. Le général Suchet institua, par manière d'expiation, dans la chapelle qui restait du monastère incendié, une messe à perpétuité avec la dotation nécessaire. Peut-être pensait-il captiver de cette manière la fervente dévotion des habitans; mais cette fondation fut considérée comme une insulte, et personne ne la regarda comme l'effet de la piété.

Ce premier obstacle vaincu, les Français avancèrent de toutes parts sur les vallées d'Anso et del Roncal. Le 27, l'attaque commença par la première, et malgré l'opiniâtre résistance des habitans d'Ansó, les ennemis envahirent le bourg, mettant tout à feu et à sang.

Renovalès arrêta leur impétueux élan au Roncal, dans les journées des 27, 28 et 29, tout en se retirant jusque sur le territoire et les pertuis du bourg d'Urzaingui. Mais les Français de la vallée d'Anso, ceux de Salazar et une division venant d'Oloron en France, s'étant tous groupés sur le même point, il ne lui devint plus possible de faire face plus long-temps à cette masse d'ennemis. Désirant donc épargner aux Roncalais de plus grands malheurs, Renovalès décida que Don Melchor Ornat, habitant du bourg, se chargerait d'assurer une capitulation honorable aux vallées; il y réussit en effet, et obtint pour les habitans la garantie de leur liberté individuelle et la jouissance de leurs propriétés. Renovalès se retira à Cinca avec plusieurs officiers et soldats, et quelques déserteurs russes.

Tandis que ces choses se passaient en Navarre et dans les vallées occidentales de l'Aragon, les Français tournèrent également leur attention sur les vallées orientales, y compris celle d'Aran en Catalogne. Ils n'allèrent pas cependant plus loin que la menace dans l'exécution de leurs desseins, ayant été repoussés tout d'abord dans les défilés de Venasque, où se fit remarquer le paysan Pédro Bérot. . . . . .

Descendant les Pyrénées et suivant la rive gauche du Cinca, Don Felipe Perena, Baget et d'autres partisans eurent avec les Français de sérieuses rencontres. Dans plus d'une occasion les nôtres remportèrent des avantages sur l'ennemi, qu'ils ne cessaient d'incommoder; ils enlevaient le bétail et les vivres qu'il faisait venir pour sa consommation. Impatiens d'être délivrés d'adversaires aussi obstinés, les Français envoyèrent contre eux le général Habert pour opérer leur dispersion et balayer les rives du Cinca. Habert réussit à pénétrer jusqu'à Fonz, où ses troupes massacrèrent sans pitié les vieillards et les malades qui y étaient restés. En même temps que Habert, le colonel Robert traversa le Cinca plus haut qu'Estadilla, et fut d'abord repoussé; mais les deux chefs ayant concerté leurs mouvemens, les partisans espagnols se replièrent sur Lérida, Mequinenza et d'autres lieux sûrs, où ils se réunirent sous le commandement de Renovalès. Les Français occupèrent Fraga et Mouzon, deux points qu'ils regardaient comme importans pour la tranquillité du pays. . . . . . .

Mais, ainsi même, ils n'atteignirent point leur but. Sarasa se montra de nouveau, en octobre et novembre, aux environs d'Ayerbe, essayant de couper les communications entre Saragosse et Jaca. Les Espagnols, du côté de Mequinenza, firent également, le 16 octobre, une tentative sur Caspe, qui, d'abord heureuse, tourna mal pour eux. Des combats

partiels avaient lieu en même temps sur d'autres points des alentours, et les Français finirent par mettre tous leurs efforts à s'emparer de Venasque.

Le marquis de Villora y commandait depuis 1804, et le 22 octobre de l'année à laquelle se rapporte actuellement notre narration, le commandant français de Benabarre la Pajolerie, l'ayant sommé de se rendre, le marquis lui répondit avec dignité. Mais les Français étant revenus à la charge au mois de novembre, Villora céda sans faire de résistance. Pour cette raison et parce qu'il entra plus tard au service du roi intrus, sa conduite fut généralement regardée comme très-suspecte.

Sur la rive droite de l'Ebre, les juntes de Molina et d'Aragon travaillaient sans relâche à la commune défense. La seconde, quoique réfugiée à Moya, province de Cuenca, depuis la honteuse journée de Belchite, s'efforçait de rallier les débris épars de l'armée, et de hâter l'armement de la province. Don Ramon Gayan, qui s'était déjà séparé de l'armée de Blake, lors de la malheureuse affaire de Maria, servit beaucoup, avec son corps franc, à l'organisation d'un système de résistance. Il occupait l'ermitage del Aguila, dans le district de Cariñena, et la junte lui agrégea le régiment provincial de Soria et celui de la Princesa, venu de Santander. Plusieurs rencontres eurent lieu avec l'ennemi, qui, dans le mois de juillet, parvint à débusquer Gayan de l'ermitage del Agüila, et à déjouer en même temps le plan qu'avait tracé la junte d'Aragon pour surprendre les Français qui occupaient Daroca.

Ce qui fit en partie manquer ce plan, ce furent les disputes qui s'élevèrent sur le commandement entre chefs du même grade. Pour prévenir dorénavant toute contestation de ce genre, le général Blake envoya de Catalogne, à la demande de la junte en question, Don

Pédro Villacampa, brigadier à cette époque, qui, réunissant sous ses ordres les troupes que commandait Gayan, et en outre le bataillon de Molina, avec d'autres détachemens, forma bientôt une division de quatre mille hommes. Avant la fin d'août, le nouveau chef s'avança, à la tête de ce corps, sur Calatayud, chassa les ennemis des gorges del Frasno, et leur faisant plusieurs prisonniers, il les poursuivit jusqu'à la Almunia.

Alarmés d'une pareille attaque, les Français, se voyant plus libres de leurs mouvemens du côté gauche de l'Ebre, retournèrent en plus grand nombre à la rencontre de Villacampa. Mais celui-ci s'était prudemment retiré à l'abri des montagnes connues sous le nom de Muela de San-Juan, et de la chaîne d'Albarracin, que rend célèbre la naissance du Tage et d'autres grandes rivières. Il s'était établi à Notre-Dame-del-Tremedal, sanctuaire en grande vénération chez les Aragonais, qui y viennent en pèlerinage de plusieurs lieues à la ronde. Il était cependant resté, du corps de Villacampa, quelques postes avancés du côté de Daroca; mais, dans le mois d'octobre, ils furent chassés de là par le général Chlopicki, lequel s'avança jusqu'à Molina, détruisant et saccageant tous les villages qui se trouvaient sur son chemin.

Don Pédro Villacampa réunit à Trémédal, en soldats et paysans sans armes, environ quatre mille hommes. La chapelle de la Vierge est située sur une haute montagne en forme de demi-lune, au pied de laquelle on découvre la ville d'Orihuela. Des forêts de pins qui s'étendent sur les flancs et autour de la cime rocailleuse de la montagne donnent à ce site un aspect sombre et sauvage. La piété des fidèles avait accumulé de nombreuses et riches offrandes, respectées même des voleurs de grand chemin, car nuit et jour les portes du sanctuaire restaient ou-

vertus. C'est du moins ce qu'assuraient les prêtres ou *mosènes*, comme on les appelle en Aragon, qui étaient chargés du culte et de la garde du temple.

Villacampa avait pratiqué des coupures en quelques endroits de la montée, et s'occupait dans cette retraite à discipliner ses nouvelles recrues. Les Français comprirent tout le mal que ce chef pourrait leur faire, si on lui laissait le temps de s'organiser; ils résolurent en conséquence de le détruire, ou pour le moins de le débusquer de ses montagnes. Ce fut le colonel Henriot qui reçut l'ordre d'effectuer cette opération avec le 14ᵉ régiment de ligne, quelques autres détachemens d'infanterie, un corps de cuirassiers, et trois pièces d'artillerie. Le commandant français manœuvra avec adresse, faisant mine d'attaquer sur différens points, et, le 25, il s'empara de Trémédal, d'où les Espagnols furent chassés et s'échappèrent par le revers de la montagne, du côté d'Albarracin. Les ennemis saccagèrent et incendièrent ensuite Orihuela, et la sainte chapelle sauta en l'air avec un fracas épouvantable. Quant à l'image de la Vierge, elle fut sauvée par un *mosène* qui parvint à la cacher à temps, et dès que les Français se furent retirés, les paysans des alentours accoururent avec empressement, attribuant à un miracle sa conservation.

Quoique, au moyen de semblables incursions, les ennemis parvinssent à dégager le pays de quelques bandes de partisans, ils n'empêchaient pas pour cela que de nouvelles *guérillas* vinssent les incommoder sur d'autres points. Ainsi, tout en s'avançant sur le chemin de Trémédal, ils étaient harcelés à leur arrière-garde par l'alcalde d'Illueca et les populations de divers endroits. La même chose arrivait d'une manière plus ou moins sérieuse dans presque toutes ces contrées, et les envahisseurs se lassaient de tant de continuels et infructueux combats.

Suchet persistait cependant à vouloir pacifier l'Aragon, et sachant que le général Milhaud était allé de Madrid à Cuenca pour disperser les *guérillas* de cette province, il s'avança, de son côté, le 23 décembre, jusqu'à Albarracin et Téruel, dont le sol n'avait pas encore été foulé par les Français, et obligea ainsi la junte d'Aragon, qui se tenait alors à Rubielos, à quitter ce territoire et à se réfugier dans les provinces voisines.

Parmi ces dernières, celles de Cuenca et de Guadalaxara donnaient fort à faire à l'ennemi. Un des principaux chefs était, dans la première, le marquis de las Atayuelas, qui occupait ordinairement Sacedon et ses environs; dans la seconde l'Empecinado, que nous avons déjà vu figurer dans la Vieille-Castille, et qui se distinguait au-dessus des autres par sa renommée et ses hauts-faits. En vertu d'un arrêté de la junte centrale, une junte s'était établie, le 10 juillet, à Sigüenza (ville peu auparavant fort maltraitée par les Français), destinée à gouverner la province de Guadalaxara. Les nouvelles autorités travaillèrent avec zèle à réunir les partis détachés, à faire des enrôlemens, à harceler l'ennemi de toutes les manières. C'est ainsi que cette junte, de même qu'une autre qui s'érigea dans le pays de Cuenca, s'unissant en certaines occasions et se concertant avec celles d'Aragon et de Molina, formèrent un foyer d'insurrection, qui eût été encore plus ardent si, quelquefois, de vaines et ridicules disputes n'en étaient venues diminuer la force.

Don Juan-Martin el Empecinado faisait la guerre de l'autre côté des monts de Tolède; mais, invité en septembre par la junte de Guadalaxara, il se rendit volontiers à son appel. Ce chef se mit aussitôt à parcourir la province, ne laissant pas un seul instant de répit aux Français, et, dès les mois de septembre et d'octobre, il eut avec eux quelques engagemens as-

sez sérieux à Cogolludo, Alvarès et Fuente-la-Higuera. Pour le vaincre, les Français eurent recours à la ruse et aux stratagèmes. Tel fut celui qu'ils employèrent, le 12 novembre, faisant semblant de se retirer de Guadalaxara, pour revenir ensuite tomber sur cette ville. Mais l'Empecinado, après s'être pourvu d'une quantité des draps des fabriques du pays, s'ouvrit un passage à travers l'armée qui le cernait, et se sauva. Plus tard, il se vengea sur les Français de l'alarme qu'ils lui avaient donnée, nommément le 24 décembre, à Mazarrulleque, où il surprit un gros détachement d'ennemis.

Parmi les *guérilleros* de la Manche, dont on parlait déjà, et à côté de Mir et de Ximenez, il est juste de faire mention de Francisco Sanchez, connu sous le nom de Francisquete, et natif de Camuñas. Les Français avaient pendu un de ses frères qui s'était rendu sous condition, et par vengeance, Francisco ne cessa plus de leur faire une guerre à mort. D'autres partisans commencèrent aussi à s'agiter dans cette province; mais, ou ils disparurent bientôt, ou du moins leurs noms n'acquirent de célébrité que plus tard.

Dans les provinces qui composent les royaumes de Léon et de Vieille-Castille, parmi nombre d'autres *guérilleros*, se signala surtout aux environs de Ciudad-Rodrigo, Don Julian Sanchez. Il habitait la maison paternelle, après avoir combattu sous les drapeaux du régiment de Mayorque. Dans une de leurs excursions, les ennemis envahirent ses foyers, et tuèrent son père, sa mère et l'une de ses sœurs : Sanchez jura de tirer vengeance de cette atrocité; il se mit, dans ce but, à rassembler du monde, et finit par réunir un corps de deux cents chevaux, auquel il donna le nom de lanciers, et dont le duc del Parque, qui commandait sur ce point, le nomma capitaine.

Don Julian s'appuyait, tantôt sur l'armée, tantôt sur la place de Ciudad-Rodrigo ; d'autres fois il agissait pour son compte, et s'éloignait avec son escadron. L'inquiétude qu'il inspirait aux Français était telle, que le général Marchand lança contre lui et ses soldats, à Salamanque, une proclamation menaçante, et prit en ôtages quelques riches propriétaires de la province, qu'il accusait de donner asile à Sanchez. Mais celui-ci, offensé de la qualification d'assassins et de voleurs donnée à ses hommes par le général français, lui adressa une amère et juste réplique. Cruelle guerre que celle qui reproduisait jusque dans le langage la mutuelle animosité des combattans!

Au centre, et dans les vastes plaines de la Vieille-Castille, de petites bandes, telles que celles du Capuchino, de Saornil et autres qui ne jouissaient pas encore d'un grand renom, était également à la poursuite des Français. Ce furent elles qui donnèrent lieu à une circulaire aussi curieuse que barbare du général français Kellermann, commandant de ces contrées, par laquelle, en ordonnant, le 25 octobre, une réquisition de chevaux, il enjoignit sous les peines les plus rigoureuses de crever l'œil gauche à ceux qui ne seraient pas destinés à son service, de les marquer et de les inutiliser pour la guerre. Porlier aussi, se précipitant du haut des montagnes de Galice et des Asturies, dont il faisait sa principale retraite, et exécutant des marches dont la rapidité tenait du prodige, s'enfonçait dans le pays, et détruisait les détachemens ennemis qu'il trouvait sur son passage,

Toute la grand'route de France, depuis Burgos jusqu'aux confins d'Alava, et, du même côté, les deux rives de l'Ebre fourmillèrent, de très-bonne heure, de *guérillas*. La cupidité avait de quoi s'assouvir sur les fréquens convois et les nombreux voya-

geurs ennemis qui suivaient par cette route ; et beaucoup de gens du pays, faisant déjà le métier de la contrebande à l'époque où il existait encore une ligne de douanes, connaissaient chaque pouce de terrain et s'étaient familiarisés par leur profession avec des dangers, fidèle image de ceux de la guerre. Ces inclinations naturelles furent encore fomentées par diverses juntes qui se formaient dans tout le pays, de quarante en quarante bourgades, et qui se réunirent plus tard, ou se soumirent à celles qui prenaient le nom de Burgos, Soria et la Rioja. L'autorité de ces corporations fut reconnue par la plupart des bandes, parmi lesquelles on regardait comme importantes celles d'Ignacio Cuévillas, de Don Juan Gomez, du curé Tapia, de Don Francisco Fernandez de Castro, fils aîné du marquis de Barrio-Lucio, et du curé de Villoviado, dont il a déjà été fait mention dans un des livres précédens.

Leurs expéditions devenaient ordinairement lucratives aux dépens de l'ennemi, et non sans gloire, surtout lorsque plusieurs de ces bandes se réunissaient et agissaient de concert. C'est ce qui eût lieu au mois de septembre, pour secourir Logroño, expédition à la tête de laquelle était Cuévillas ; c'est ce qui arriva de même, le 18 novembre, à Sausol en Navarre, où les différens corps de partisans, réunis sous le commandement du capitaine de vaisseau Don Ignacio Narron, président de la junte de Najera, défirent plus de mille Français.

Don Francisco-Xavier Mina, neveu de cet Espoz y Mina, dont le nom devint plus tard si célèbre, prit déjà part à cette affaire. Il suivait ses cours à l'université de Saragosse, à l'époque où éclata le soulèvement de 1808 ; il avait alors dix-neuf ans, et il prit les armes comme les autres étudians. Il était né à Idocin, village de Navarre, de parens aisés, labou-

reurs de leur état. Retiré, pour cause de maladie, dans son lieu natal, il se trouvait à la maison, lorsque les Français la pillèrent, en représailles du meurtre d'un sergent assassiné dans le voisinage. Pour sauver son père d'une poursuite dirigée contre lui, le jeune Mina se présenta aux Français, et se racheta, au moyen d'une somme d'argent, de la prison où ils le mirent. Irrité, toutefois, d'une offense non méritée, et de voir sa maison envahie et pillée, il prit les armes, et, avec douze autres de ses compagnons qui se réunirent à lui, il commença à parcourir le pays, dans un moment où le souvenir de Renovalès était encore récent au Roncal. Sa troupe s'augmenta successivement, et c'était avec une égale impétuosité qu'il tombait à l'improviste, sur les détachemens français stationnés en Navarre, et sur ceux qui occupaient les provinces voisines de l'Aragon et de Rioja. Son audace était extrême, et, avant la fin de 1809, ses hauts-faits excitaient déjà l'admiration des habitans de ces contrées.

Ici s'arrêtent les événemens partiels que cette même année vit naître dans les provinces. Il a été nécessaire d'en faire une rapide esquisse, car, alors même que le gouvernement suprême était obéi dans tout le royaume, la nature de cette guerre et la manière dont elle avait commencé portaient les provinces et les obligeaient même quelquefois à agir isolément, ou du moins avec certain degré d'indépendance. Occupons-nous à présent de la junte centrale, des armées et des affaires sous leurs rapports généraux.

De vifs débats s'étaient élevés au sein de cette assemblée, vers la fin d'août et au commencement de septembre. Ils provenaient de dissentions intestines, et de l'opinion publique qui accusait la junte du mauvais succès de la campagne de Talavéra. C'était surtout à Séville que se croisaient les menées et les se-

crètes intrigues. Dès long-temps, ainsi que nous l'avons dit, des individus mécontens, et parmi eux certaines personnes de la haute classe, travaillaient sourdement contre le gouvernement. Trouvant un appui dans le ressentiment des Anglais et dans l'autorité du conseil, réinstallé le mois d'avant, ils s'animèrent et ne songeaient plus qu'à recourir à la force; néanmoins il leur parut prudent d'essayer d'abord des moyens pacifiques et légaux. La personne qui leur servit de principal instrument fut Don Francisco de Palafox. Membre lui-même de la junte, il se mit, le 21 août, à lire au sein de l'assemblée un discours dans lequel, se plaignant amèrement des maux de la patrie, et chargeant ce tableau des plus noires couleurs, il proposait, pour y remédier, la concentration du pouvoir par le choix d'un seul régent, et indiquait dans ce but la personne du cardinal de Bourbon. Palafox trouva de l'opposition chez ses collègues, qui lui firent des objections assez fortes, auxquelles ne pouvant, en homme borné qu'il était, répondre sur-le-champ, il ajourna sa réplique à la séance suivante, où il lut un autre discours explicatif du premier.

A l'appui de la démarche de Palafox, vint le même jour, c'est-à-dire le 22, une *consulte* du conseil, qui avait un air marqué de connivence. Ce corps, au lieu de se montrer reconnaissant de sa réinstallation, s'en tenait pour offensé, comme d'un fait accompli, dans sa pensée, au détriment de ses priviléges; il recherchait donc avec soin les occasions d'arracher le pouvoir suprême des mains de la junte centrale, pour le placer en ses propres mains ou en d'autres qui fussent à sa dévotion. Il se figura que le moment tant désiré était enfin venu, et ne fit que nuire, par une aveugle précipitation, à sa propre cause. Ne se bornant pas, dans sa *consulte*, à examiner seulement la conduite

de la junte centrale, et à faire ressortir les inconvéniens qu'il y avait à laisser la direction de la partie exécutive à une corporation aussi nombreuse, il attaqua encore la légitimité de son origine et de celle des juntes provinciales, demandant l'abolition de celles-ci, le rétablissement de l'ancien ordre de choses et le choix d'une régence, conformément aux dispositions de la loi des *Partidas*. Singulière contradiction! Le conseil, qui regardait l'autorité des juntes comme usurpée, et par conséquent aussi celle de la junte centrale, qui n'était qu'une émanation de celles-là, exigeait de ce même corps des actes pour la détermination et l'accomplissement desquels la légitimité était si nécessaire.

Mais, abstraction faite d'un semblable raisonnement, par trop ordinaire dans les affaires d'intérêt privé, il y eut grande erreur de la part du conseil à procéder de cette manière, en s'aliénant des suffrages qui autrement lui eussent été favorables. Les mesures de la junte centrale mécontentaient beaucoup de monde, son régime paraissait monstrueux; mais on ne voulait pas que l'on attaquât sa légitimité, émanée de l'insurrection. C'était folie que de vouloir, comme le conseil, entacher du même vice les juntes provinciales, dont il réclamait l'abolition. Ces corporations avaient de l'influence dans leurs districts respectifs. Les attaquer, c'était provoquer leur inimitié, réveiller le souvenir de ce qui était arrivé en 1808, au commencement de l'insurrection, et se priver d'un appui d'autant plus sûr, qu'il venait justement alors de s'élever de nouvelles et vives contestations entre quelques-unes de ces mêmes juntes et la centrale.

La junte provinciale de Séville ne pouvait oublier ses premiers sujets de jalousie et de rivalité, et celle d'Estrémadure, jusque-là plus paisible que les autres,

s'émut en voyant la province laissée à découvert par la retraite des Anglais, dont elle rejetait toute la faute sur la junte centrale. Aussi, sans en prévenir l'autorité suprême, elle fit, pour son propre compte, des démarches auprès de lord Wellington, afin de l'engager à changer de résolution, et, dans ce but, elle eut recours à l'intermédiaire du comte del Montijo, que sa vie errante et les poursuites dont il était l'objet avaient amené de San-Lucar à Badajoz. La junte centrale désapprouva hautement la conduite de celle d'Estrémadure, comme condamnable dans un corps subalterne et dépendant; et ce qui l'irrita surtout, fut que celle-ci eût choisi pour médiateur dans une pareille négociation un homme que le gouvernement regardait de mauvais œil : c'est pourquoi, tout en adressant de sévères remontrances à cette autorité provinciale, la junte centrale donna ordre d'arrêter le comte del Montijo, qui se sauva en Portugal. Offensée de la réprimande qui lui était adressée, la junte d'Estrémadure se laissa aller dans sa réplique à un ton d'insolence, effet peut-être d'un emportement passager, qui heureusement n'entraîna pas plus loin de pareilles contestations. Pour celles qui avaient éclaté à Valence à l'occasion de l'installation de la junte centrale, elles s'augmentèrent encore par le peu de tact que le baron de la Sabasona mit à remplir sa mission dans ce royaume, et ne cessèrent plus dès lors. La junte provinciale se refusa même plus d'une fois à l'exécution d'ordres supérieurs, dont l'objet n'était pas toujours des plus sages, tels que celui de pourvoir, dans des temps de détresse comme ceux où l'on vivait, aux canonicats, aux bénéfices ecclésiastiques et au commanderies vacans, dont cette junte avait prudemment affecté le produit aux hôpitaux militaires. C'est ainsi qu'au milieu de cette constante opposition, les deux autorités se trouvaient

à chaque instant engagées dans des disputes, où la raison était tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Toutes déplorables qu'elles étaient, ces divisions et ces querelles eussent servi de beaucoup au conseil pour arriver à ses fins, si, faisant taire, au moins pour un moment, sa rancuneuse colère contre les juntes, il les eût caressées au lieu de les effrayer en découvrant ses intentions. Ces corporations se courroucèrent, et celle de Valence, quoique la plus grande ennemie de la junte centrale, se présenta aussitôt dans l'arène pour venger sa propre injure. Dans une adresse datée du 25 septembre, elle attaqua le conseil, rappela la conduite douteuse, pour ne pas dire criminelle, qu'il avait tenue à l'égard de Murat et de Joseph, et demanda que l'on circonscrivît ses attributions au seul jugement des procès. Autant en firent, d'une manière plus ou moins explicite, plusieurs des autres juntes; du reste, celle de Valence ajouta qu'il conviendrait que la centrale séparât le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, et remît ce dernier aux mains d'un, ou de trois, ou de cinq régens.

Avant même que cette adresse arrivât, les mécontens de Séville, ne gardant plus aucun ménagement, avaient pensé en appeler à la force, impatientés qu'ils étaient de voir que la junte centrale ne se soumettait pas aux conditions proposées par Palafox, le conseil et ses adhérens. Leur dessein était de dissoudre la junte, de déporter à Manille quelques-uns de ses membres, et de créer une régence, en rétablissant le conseil royal dans toute la plénitude de son ancien pouvoir et avec les agrandissemens qu'il ambitionnait. On avait, dans ce but, gagné certains régimens, distribué de l'argent et promis même de convoquer les cortès, soit parce que l'opinion générale du royaume le voulait ainsi, soit pour amortir l'effet de la violence qu'on voulait exercer. Mais ce

ernier projet ne se serait pas même réalisé, si les onspirateurs eussent triomphé; car le conseil, qui ait l'âme de la conspiration, avait trop d'antipathie ontre tout ce qui ressemblait à une représentation ationale, pour n'avoir pas empêché l'accomplissement d'une pareille promesse.

Dans les premiers jours de septembre, le plan arêté était déjà au moment de recevoir son exécution, orsque le duc del Infantado, voulant mettre sa prore responsabilité à l'abri sous un acquiescement de ambassadeur anglais, lui fit la confidence amicale de e qui se tramait. Effrayé des conséquences d'une suite dissolution du gouvernement, et n'ayant pas l'ailleurs une haute idée des conspirateurs, le marquis de Wellesley chercha à les détourner d'une pareille pensée, et, sans les compromettre, il donna avis de leurs projets à la junte centrale. L'avertissement vint à propos, et quelques hommes du parti s'étant enfin intimidés en voyant leur manquer l'appui de l'Angleterre, on parvint à prévenir tout éclat, et la junte centrale prit des mesures de précaution, sans aller jusqu'à rechercher les coupables.

La junte, cependant, se voyant attaquée de si près, sachant que l'opinion de l'ambassadeur d'Angleterre, bien qu'opposée à toute violence, était néanmoins de concentrer le pouvoir exécutif, et qu'enfin les autorités auxquelles elle devait son existence étaient, pour la plupart, du même avis, elle résolut de s'occuper sérieusement de la question. Quelques-uns de ses membres pensaient qu'il serait convenable que tous se démissent, ou du moins une partie d'entre eux, afin de réduire au silence l'accusation d'ambition qu'on leur adressait. Cette mesure fut proposée par le bailli Don Antonio Valdès; mais il ne trouva qu'un petit nombre de ses collègues disposés à la soutenir, et la plupart d'entre eux la rejetèrent. Trois

avis prévalaient dans la junte : l'avis de ceux qui jugeaient superflu de faire un changement quelconque et opinaient pour l'immédiate convocation des cortès; celui des personnes qui désiraient faire choix d'une régence hors du sein de la junte centrale ; et l'avis enfin de ceux qui, tout en montrant de l'éloignement pour une régence, voulaient néanmoins que le gouvernement ou le pouvoir exécutif fût remis entre les mains d'un petit nombre d'individus tirés des membres mêmes de la junte. On comptait Jovellanos au nombre de ceux qui opinaient pour la seconde mesure ; mais aussitôt que cet homme respectable remarqua que la régence devenait un but avoué d'ambition, qui menaçait la patrie de nouveaux dangers, il changea d'avis, et se rangea du côté de ceux qui votaient pour la dernière proposition.

A la tête de ceux-ci se trouvait Calvo, qui venait d'arriver d'Estrémadure, et dont le rude et énergique caractère ne contribuait pas peu à parer les coups de ceux qui, au sein même de l'assemblée, ne parlaient de régence que pour détruire la junte centrale et empêcher la convocation des cortès. Il attira à lui Jovellanos et ses amis, qui, d'un commun accord, parvinrent, après plusieurs discussions très-animées, à faire adopter deux arrêtés remarquables : 1° la création d'une *commission exécutive* pour l'expédition de toutes les affaires du gouvernement, et le renvoi à la junte de celles qui demanderaient une délibération pleine et entière ; 2° la fixation de l'ouverture des cortès extraordinaires au 1er mars 1810.

Avant de publier ces arrêtés, on nomma une commission chargée de faire le règlement ou le plan à suivre par la commission exécutive ; et comme le choix tomba sur Don Gaspar Jovellanos, le bailli Don Antonio Valdès, le marquis de Camposagrado, Don Francisco Castanedo et le comte de Gimonde,

amis pour la plupart du premier, on crut que lorsqu'ils présenteraient leur travail, ils seraient eux-mêmes élus pour composer la commission exécutive. Mais ceux qui crurent cela se trompèrent. Dans l'intervalle de la rédaction du règlement à sa présentation, les ambitieux de pouvoir s'agitèrent, ainsi que les adversaires de Jovellanos et de ses opinions, et, sous un prétexte ou un autre, ils obtinrent de la majorité de la junte le rejet du règlement que la commission avait préparé. On en choisit alors une nouvelle chargée de corriger ce travail, afin de ranimer, s'il était possible, la question de la régence, ou du moins d'introduire dans la commission exécutive les personnes qui soutenaient avec le plus de chaleur cette opinion. On vit clairement que c'était là le but caché de certaines personnes, par l'incident que fit naître Don Francisco Palafox. Ce membre de la junte, jouet de quelques brouillons, ressuscita la controverse déjà oubliée, lors de la discussion, au sein de la junte, du plan de la commission exécutive. Les instigateurs de cette démarche lui avaient dicté un discours dont la lecture produisit tant de rumeur dans l'auditoire, que Palafox lui-même, retenu par le sentiment des convenances, consentit à en effacer sur-le-champ les phrases les plus mal sonnantes.

Voyant combien l'homme qu'elle avait chargé de l'exécution de ses plans avait mal répondu à son attente, la faction s'efforça de mettre en jeu le marquis de la Romana, nouvellement arrivé de l'armée, et dont la personne, plus respectée d'ailleurs, jouissait encore auprès de plusieurs de ses concitoyens d'un grand crédit. Le marquis avait été nommé membre de la commission destinée à amender le plan présenté par la première; et, en cette qualité, il assista à ses séances, prit part à la discussion des articles, en corrigea quelques-uns, et finit par signer le

projet de règlement ainsi qu'il était arrêté, quoiqu'en se réservant de faire connaître à la junte son avis particulier. Il semblait cependant qu'il se bornerait à présenter quelques observations sur certains points du projet, la totalité du plan ayant d'ailleurs mérité son approbation en général. Mais quel ne fut pas l'étonnement de ses collègues en entendant le marquis, dans la séance du 14 octobre, remettre sur le tapis la question de la régence, au moyen d'un discours écrit en termes peu mesurés, et dans lequel, en faisant de lui-même un pompeux éloge, il déclarait « *la nécessité d'effacer jusqu'au souvenir d'un gouvernement aussi notoirement pernicieux* » que l'était celui de la junte centrale. En même temps que celle-ci était par lui si maltraitée, et qu'il la qualifiait d'illégitime, il lui donnait la faculté de nommer une régence et de choisir une députation permanente, composée de cinq individus et d'un *procurador*, qui tiendrait lieu des cortès, dont il ajournait indéfiniment la convocation. C'est à de telles absurdités que l'on fut entraîné par le mauvais vouloir de ceux qui avaient suggéré ce discours au marquis, et par la propre légèreté du caractère de cet homme, tantôt indolent, tantôt emporté.

Malgré une critique si amère et les conséquences nuisibles que pouvait amener un écrit comme celui-là, qui fut aussitôt répandu partout, la junte, non-seulement s'abstint de faire des reproches à la Romana, mais, tout en n'admettant pas ses propositions, ce fut lui qu'elle choisit le premier pour composer la commission exécutive. On ne manqua pas d'attribuer un pareil choix à une ruse dont la junte centrale se serait habilement servie, soit pour le compromettre, en l'engageant dans une contradiction avec ce qu'il avait dit dans son discours, que, si l'on n'adoptait pas son avis, il renoncerait à son poste, soit afin de

mettre dans le cas de juger par lui-même de la dif-
rence qu'il y avait entre se plaindre des malheurs
ublics et y porter remède.

Quoi qu'il en soit, le fait est que le marquis accepta
a nomination, et que l'on procéda sans délai à l'élec-
on de ses autres collègues. La commission exécu-
ve, conformément à ce qui avait été arrêté, de-
ait se composer de six membres et du président de
a junte centrale, et se renouveler en partie tous
es deux mois, par la voie du sort. Les membres nom-
aés étaient, outre la Romana, Don Rodrigo Ri-
quelme, Don Francisco Caro, Don Sébastian de Jo-
ano, Don José Garcia de la Torre et le marquis de
Villel. Nous avons déjà eu l'occasion, dans le cours de
cette histoire, d'indiquer à quel parti appartenaient
ces hommes, et si le lecteur ne l'a pas oublié, il se
rappellera que leurs opinions se rapprochaient de l'an-
cien ordre de choses; c'est pourquoi beaucoup de gens
auraient trouvé ce choix mauvais, s'il n'eût été accom-
pagné du correctif de la convocation des cortès.

Cette nouvelle fut annoncée par un décret du 28 oc-
tobre, publié sous la date du 4 novembre, qui spé-
cifiait, dans son contenu, que les cortès seraient con-
voquées le 1er janvier 1810, pour commencer leurs
augustes fonctions le 1er mars suivant. Le désir de
contenir les vues ambitieuses de ceux qui aspiraient
à s'emparer de l'autorité suprême, engagea ceux des
membres de la junte centrale qui étaient partisans de
la représentation nationale, à réclamer avec de plus
vives instances la convocation des cortès dans un
moins long délai. Don Lorenzo Calvo de Rozas, l'un
des plus décidés et des plus fermes d'entre eux,
entama la question au moyen des motions qu'il fit
les 14 et 29 septembre, et en renouvelant celle qui,
au mois d'avril dernier, avait provoqué le décret du
22 mai.

Il s'éleva sur ce point des différends et des altercations au sein de l'assemblée; mais on obtint néanmoins l'adoption du décret dont il vient d'être parlé, et l'on pressa la commission des cortès d'achever les travaux préparatoires qui lui avaient été confiés, et qui avaient plus particulièrement pour but de fixer le mode d'élection et de constitution de ce corps. Pour la commission, elle put s'occuper plus à l'aise de son travail, après s'être débarrassée de deux de ses membres, Riquelme et Caro, toujours en opposition à toutes bonnes mesures, lesquels furent remplacés par deux dignes et zélés collaborateurs, Don Martin Garay et le comte de Ayamans.

La commission exécutive s'installa donc, le 1er novembre, et la junte ne s'occupa plus, en corps, d'aucune affaire de gouvernement, excepté de nommer à quelques hauts emplois, selon le droit qu'elle s'en était réservé. On continua néanmoins, dans les séances de la junte, à traiter d'affaires générales, de contributions et de voies et moyens, et à délibérer sur des matières législatives. Jusqu'à son entière dissolution, ce corps resta divisé en deux sections, qui exerçaient chacune séparément leurs attributions respectives.

Cependant, l'horizon politique de l'Europe s'assombrissait chaque jour davantage. Stimulée par la guerre d'Autriche, la Grande-Bretagne ne s'était pas bornée à augmenter ses forces dans la Péninsule; elle avait aussi préparé deux autres expéditions sur des points opposés, l'une contre Naples, aux ordres de sir John Stuart, l'autre, contre l'Escaut et l'île de Walkeren, commandée par lord Chatam. De mauvais conseils éloignèrent la première de ces expéditions de la côte orientale de l'Espagne, où l'on avait d'abord pensé à l'envoyer, et elle fut infructueusement employée à l'invasion du territoire napolitain. La seconde, formi-

ıble, et l'une des plus grandes qui soient jamais sor-
es des ports anglais, se composait de quarante mille
ommes de débarquement, tous soldats d'élite, et les
ɔrces de terre et de mer montaient ensemble à qua-
'e-vingt mille combattans. Le gouvernement anglais
: proposait, avant tout, de détruire le grand arsenal
ue Napoléon avait fait construire à Anvers. Il est
ıalheureux que le cabinet de Saint-James n'ait pas
ır ce point consulté ses alliés. L'empereur d'Autri-
he opinait pour le débarquement au nord de l'Alle-
nagne, où l'exemple de Schill, ce brave et audacieux
hef de partisans, eût été suivi par beaucoup d'autres
:n voyant le secours que leur prêtaient les Anglais.
.a junte centrale demanda instamment que l'expédi-
:ion se dirigeât sur les côtes de Cantabrie, et vînt
lonner la main à celle de Wellesley. Il est certain
que si les troupes de Stuart et de Chatam eussent pris terre dans la Péninsule ou le nord de l'Allemagne, alors que la guerre durait encore en Autriche, peut-être que celle-ci n'eût pas eu une fin si prompte et si funeste. Sans faire cas de ces représentations, le gouvernement anglais sacrifia de grands avantages à celui plus immédiat qu'il espérait de la destruction de l'arsenal d'Anvers, avantage bien mesquin pourtant, même s'il l'eût obtenu, en comparaison des autres.

Entrer dans l'histoire de ces expéditions, serait étranger à notre sujet. Nous dirons seulement que, tandis que celle de Stuart s'effectuait sans résultat, celle de Chatam échoua misérablement et sans gloire sous le fléau des maladies que fit naître dans l'armée anglaise la terre marécageuse de l'île de Walkeren, à l'entrée de l'Escaut. En outre, les Anglais ne rencontrèrent pas dans ces parages des habitans qui leur fussent attachés, d'où ils purent apprendre combien il était différent, malgré la valeur de leurs troupes,

d'avoir à combattre en pays ennemi ou parmi des po pulations qui se montrassent, comme celles de la Pé ninsule, fidèles et dévouées.

Tant de malheurs furent comblés par la paix fait avec l'Autriche, puissance en faveur de laquelle l junte centrale, non-seulement avait cédé une remis d'argent en lingots qui venait d'Angleterre en aide l'Espagne, mais encore avait permis, sans faire atten tion au préjudice qu'en éprouverait notre commerce que le même gouvernement anglais négociât pou cet objet, dans nos ports d'Amérique, 3,000,000 d piastres fortes. Tous ces sacrifices furent inutiles Depuis l'armistice de Znaïm, on put craindre que la paix ne se fît prochainement. Le cabinet d'Autriche voyant sa capitale occupée, incertain de la politique de la Russie, et ne voulant pas chercher d'appui dans ses peuples dont il commençait à redouter l'esprit, se décida à terminer une lutte qui, prolongée, pouvait devenir terrible et funeste à Napoléon, car il se manifestait déjà dans les populations des états autrichiens des symptômes d'une guerre nationale. Et, chose étrange! ce fut la même crainte, quoique par des motifs opposés, qui accéléra entre les parties belligérantes la conclusion de la paix. Elle fut signée à Vienne, le 15 octobre. L'Autriche, outre la perte de territoires importans et plusieurs autres concessions, s'obligea, par l'article 15 du traité, « à reconnaître les changemens faits, ou qui pourraient se faire en Espagne, en Portugal et en Italie. »

La junte centrale, à la vue d'un tel désappointement, publia un manifeste dans lequel, en essayant de préserver les Espagnols de la mauvaise impression que produisait sur eux la nouvelle de la paix, elle se répandit avec profusion en plaintes amères contre la conduite du cabinet autrichien, langage dont celui-ci fut extrêmement blessé.

Ce qui excusait jusqu'à un certain point le gouvernement espagnol, c'est qu'il se trouvait de nouveau réduit à ne plus apercevoir d'autre champ de bataille en Europe que le sol de la Péninsule. Un tel état de choses et ses propres malheurs auraient dû le rendre plus prudent et moins porté à compromettre dans des batailles générales et décisives son sort et celui de la nation. Mais le désir de rentrer dans Madrid, et les avantages remportés dans la Castille-Vieille, pesaient plus que de sages conseils dans la balance de la junte centrale.

Parlons donc à présent de ces avantages. Dès qu'au mois d'août le marquis de la Romana eut quitté, à Astorga, l'armée sous son commandement, qu'on appelait *de la gauche*, Don Gabriel de Mendizabal la conduisit à Ciudad-Rodrigo pour la remettre aux mains du duc del Parque, nommé successeur du marquis. Les troupes arrivèrent dans cette place avant le milieu de septembre, et si elles eussent été toutes réunies, leur nombre aurait passé vingt-six mille hommes. Mais, de cette armée, composée de quatre divisions et d'une avant-garde, la troisième division, commandée par Don Francisco Ballesteros, ne se réunit au duc del Parque que dans le cours d'octobre, et la quatrième resta dans les *ports* de Manzanal et de Fuencebadon, sous les ordres du lieutenant-général Don Juan-José Garcia.

Le sixième corps français, depuis son retour de l'Estrémadure, occupait le pays de Salamanque; le général Marchand le commandait, en l'absence du maréchal Ney, qui avait regagné la France. Le général Kellermann continuait à séjourner à Valladolid, et Carrier surveillait, avec trois mille hommes, les rives de l'Esla et de l'Orbigo.

Les Français de la Castille étaient surtout attentifs à suivre les mouvemens du duc del Parque, mais sans

perdre de vue les autres points. Il arriva, en conséquence, que Carrier voulut, le 9 octobre, se mettre en possession d'Astorga, ville que jusqu'alors on n'avait jamais considérée comme place forte. Don José-Maria de Santocildés en était gouverneur depuis le 22 septembre, et elle n'avait pour garnison qu'environ onze cents soldats de nouvelles recrues, mal armés, n'ayant que huit canons que servait l'excellent officier d'artillerie Don César Tournelle. C'est dans cet état, sans fortifications nouvelles, et n'ayant que des murailles vieilles et tombant en ruines, que se trouvait Astorga, lorsque Carrier s'en approcha, suivi de trois mille hommes et de deux pièces de canon. Les Français, s'étant abrités dans les maisons du faubourg de Reitivia, attaquèrent sur-le-champ, et avec vigueur, la porte del Obispo. Le feu dura quatre heures, toujours également vif, sans que nos recrues et nos paysans s'étonnassent, mais au contraire frappant et tuant tous les ennemis qui voulurent escalader la muraille ou s'approcher de la porte. Ceux-ci se retirèrent enfin après une perte considérable. Parmi les Espagnols qui périrent dans le combat, un jeune homme, du nom de Santos Fernandez, se fit distinguer, et, le voyant expirer, son père, attendri, mais ferme, s'écria : « Si mon fils unique est mort, je vis « pour le venger. » Des femmes et des enfans s'exposèrent aussi avec le plus grand courage, et Astorga, ville que tant de fois les Français avaient pacifiquement traversée, les repoussa cette fois, et se prépara à recueillir plus tard une nouvelle gloire.

Cette diversion et celle que causaient à l'ennemi Don Julian Sanchez et d'autres chefs de guérillas, venaient en aide au duc del Parque, lequel, établi vers la fin de septembre sur la rive gauche de l'Aguada, s'était avancé jusqu'à Fuente-Guinaldo. Son armée se composait de dix mille fantassins et de dix-huit cents

chevaux. L'avant-garde était commandée par Don Martin de la Carrera, et les deux divisions présentes, la première et la seconde, par Don Francisco-Xavier de Losada et par le comte de Belveder. De son côté, le général Marchand se mit aussi en mouvement avec sept mille hommes d'infanterie et mille de cavalerie. Les deux armées firent des marches et des contre-marches, et les Français, après avoir brûlé le bourg de Martin del Rio, après avoir suivi jusqu'au-delà les traces des Espagnols, revinrent à Salamanque. Le duc del Parque s'avança de nouveau, le 5 octobre, par la droite de Ciudad-Rodrigo, dans le dessein d'attendre les Français à Tamamès.

Ce bourg, situé à neuf lieues de Salamanque, sur le versant septentrional d'une chaîne de montagnes qui s'étend vers Bejar, offrait sur ses hauteurs une position favorable à l'armée espagnole. Le centre et la droite, d'un difficile accès, étaient couverts par la première division, celle de Don Francisco-Xavier de Losada; l'avant-garde de Don Martin de la Carrera occupait la gauche, et comme ce point était le moins fort de la position, on y plaça, sur deux lignes, mais un peu à l'écart, toute la cavalerie. La seconde division, aux ordres du comte de Belveder, resta en réserve pour se porter où il conviendrait. Quinze cents hommes, tirés de tous les corps de l'armée, formaient la garnison de Tamamès. Le général Marchand, renforcé et conduisant dix mille fantassins, douze cents chevaux et quatorze pièces d'artillerie, se présenta, le 18 octobre, devant la position espagnole. Ayant aussitôt distribué son monde en trois colonnes, il attaqua notre ligne, en portant tous ses efforts sur la gauche, comme le point le plus accessible. Carrera se maintint ferme avec son avant-garde, attendant que la cavalerie espagnole, postée dans un bois sur sa gauche, chargeât les colonnes

ennemies. Mais la seconde brigade de nos cavaliers ayant exécuté mal à propos un périlleux déploiement de ligne, elle se vit attaquée par la cavalerie légère des Français, qui, sous les ordres du général Maucune, se jeta à travers ses rangs. Le désordre se mit parmi les cavaliers espagnols, et les Français parvinrent même à s'emparer de quelques canons. Le duc del Parque accourut, harangua ses troupes, et son second, Don Gabriel de Mendizabal, mettant pied à terre, retint les soldats par son exemple et ses exhortations; l'ordre enfin se rétablit. Dans cette occasion, le brave Don Martin de la Carrera, quoique entouré d'ennemis, quoique ayant son cheval blessé de deux balles et d'un coup de sabre, montra la même résolution. Les Français alors commencèrent à plier. En vain quelques-uns de leurs corps essayèrent-ils de les soutenir. Le comte de Belvéder avançant avec une partie de sa division, et le prince d'Anglona avec un corps de cavalerie qu'il conduisit bravement à l'ennemi, achevèrent de décider le combat en notre faveur. L'avant-garde et la cavalerie, qui s'étaient d'abord mises en désordre, revenant aussi à la charge, reprirent les canons perdus, et précipitèrent les Français à bas de la hauteur qu'ils avaient gravie. Les efforts de l'armée ennemie ne furent pas plus heureux pour vaincre les obstacles qu'elle rencontra dans l'attaque du centre et de la droite; Don Francisco-Xavier de Losada repoussa ceux qui l'assaillaient sur ce point, et les força à la retraite, en même temps que les autres fuyaient du côté opposé. Les Espagnols postés à Tamamès, voyant le désordre des Français, débouchèrent du bourg, et par un feu très-vif sur leur flanc leur firent beaucoup de mal. Deux régimens de réserve protégèrent la retraite de ceux-ci toujours inquiétés par nos tirailleurs; avec ce secours, et protégés par d'épais taillis et par la nuit qui

s'approchait, les Français purent reprendre le chemin de Salamanque : leur perte fut de quinze cents hommes, la nôtre de sept cents. On leur prit un aigle, un canon, des fourgons, des fusils et quelques prisonniers. Le général Marchand s'arrêta cinq jours à Salamanque, attendant des renforts de Kellermann. Ces renforts n'arrivèrent point, et le duc del Parque, ayant passé le Tormès à Ladcrma, obligea le général français à s'éloigner de cette ville.

Le lendemain de l'affaire, Don Francisco Ballesteros vint se réunir avec huit mille hommes au gros de l'armée espagnole. Ce général avait éprouvé, presque sans combat, la dispersion de son corps, dans sa nouvelle et malheureuse tentative contre Santander, dont nous avons fait mention au livre VIII de cette histoire. Après s'être refait dans les montagnes de Liébana, il obéit à l'ordre qui lui prescrivait de rejoindre l'armée de la gauche.

Après sa jonction avec le duc del Parque, celui-ci entra à Salamanque, le 25 octobre, au milieu des acclamations du peuple qui approvisionna amplement et généreusement son armée. Le 1er novembre, la division castillane, nommée la cinquième et commandée par le marquis de Castro-Fuerte, arriva de Ciudad-Rodrigo; jointe à la division asturienne de Ballesteros, la troisième dans l'ordre numérique, elle donna au duc del Parque une force d'environ vingt-six mille hommes, sans compter la quatrième division, qui demeura stationnée au Vierzo. Il manquait beaucoup à cette armée pour être disciplinée convenablement; son organisation participait des vices de l'ancienne et de ceux de l'organisation encore plus diverse et plus informe que les juntes de provinces avaient adoptée, chacune à sa fantaisie. Mais un excellent esprit animait ces troupes, dont la plupart s'étaient accoutumées déjà à tenir tête aux Français sous

des chefs éprouvés, au pont de San-Payo et en d'autres lieux.

Un mois ne se passa point sans qu'un grand désastre vînt troubler les joies de Tamamès. Il arriva par le côté du midi de l'Espagne, et dès lors il est nécessaire que nous y tournions nos regards pour raconter tous les événemens militaires arrivés de ce côté, depuis la retraite et la séparation de l'armée anglo-espagnole, et depuis la funeste journée d'Almonacid.

Les Anglais s'étant établis sur les confins du Portugal, la junte centrale, bien convaincue qu'il ne fallait plus compter sur leur active coopération, résolut d'exécuter par elle seule un plan de campagne, dont le triste résultat prouva bien l'imprudence. Tandis que, dans la Castille-Vieille, le duc del Parque devait continuer à distraire les Français, et que douze mille hommes seulement restaient en Estrémadure, elle ordonna que le reste de l'armée de cette province allât se réunir, avec son général Eguia, à celle de la Manche. La junte crut avec raison que l'Estrémadure restait assez couverte par les forces que nous venons d'indiquer, puisqu'il n'était pas possible que les Français s'aventurassent à y pénétrer, ayant sur l'un des flancs, et non loin de Badajoz, l'armée anglaise. En conséquence, Don Francisco Eguia se rendit dans la Manche, avant la fin de septembre, et ayant établi son quartier-général à Daimiel, il prit le commandement en chef des forces réunies. Leur nombre montait, le 3 octobre, à cinquante-un mille huit cent soixante-neuf hommes, dont cinq mille sept cent soixante-six cavaliers, avec cinquante-cinq pièces d'artillerie.

Des troupes françaises qui avaient occupé, depuis la bataille de Talavera, les rives du Tage, nous avons vu que le corps de Ney avait regagné la Castille-Vieille ; c'est celui qui avait combattu à Tamamès. Le

second séjourna d'abord à Plasencia, puis s'établit à Oropesa et au pont del Arzobispo. Le cinquième resta à Talavera, et les premier et quatrième, commandés par Victor et Sébastiani, furent destinés à chasser de la Manche Don Francisco Eguia. Le 12 octobre, les deux corps se dirigèrent, le premier par Villarubia sur Daimiel, le quatrième par Villaharta sur Manzanarès. Eguia, de son côté, s'était porté en avant; comme on lui reprochait peu auparavant son inaction, il avait répondu avec emphase « qu'il ne soupirait qu'après « de grands événemens qui délivrassent sa patrie des « oppresseurs. » Mais, en dépit de cette parole, dès que le général espagnol se vit à portée des corps français, il regagna en toute hâte son asile de la Sierra-Morena. Cette reculade déplut extrêmement à Séville, où l'on ne rêvait rien autre chose que la reprise de Madrid, et parce qu'aussi l'on trouva que la conduite d'Eguia était en contradiction avec ses graves, ou si l'on veut ses pompeuses paroles. Néanmoins il ne manqua pas de gens pour soutenir ce général et louer sa prudence; ceux-là attribuaient sa manœuvre à la secrète pensée de revenir tomber sur l'ennemi et de l'attaquer séparément, et non lorsque ses forces étaient concentrées : plan le plus convenable assurément. Mais chez Eguia, homme irrésolu et incapable de mettre à profit une heureuse conjoncture, ce qui aurait été peut-être sagesse chez un autre, n'était qu'indécision et manque d'énergie.

Retiré dans la Sierra-Moréna, il écrivit à la junte centrale pour lui demander des vivres et des secours de toute espèce, comme si c'était la disette de plusieurs objets qui l'eût empêché de combattre dans les plaines. Alors, la mesure de patience étant comblée à l'égard d'un général auquel on avait prodigué toute sorte de ressources, on lui ôta le commandement, qui fut remis à Don Juan-Carlos de Areizaga, appelé pré-

cédemment de Catalogne pour commander une division dans la Manche. Le nouveau général, fort en crédit depuis le combat d'Alcañiz, avait à Séville beaucoup d'amis, parmi ceux qui souhaitaient ardemment de revenir à Madrid. Une apparente activité, et l'éloignement qu'il ordonna, dès son arrivée à l'armée, d'un essaim d'officiers et de généraux inutiles qui ne servaient que d'embarras et de charge, confirma chez bien des gens l'opinion qu'on avait fait en lui un choix judicieux. Mais Areizaga, brave militaire, manquait du sang-froid propre au véritable général, et, dépourvu des premières notions de la stratégie moderne, donnait plus de confiance au courage personnel des individus qu'aux grandes et savantes manœuvres, base actuelle des batailles rangées.

Le général Areizaga acheva de gagner la faveur populaire en proposant de descendre dans la Manche et d'aller tomber sur Madrid, car tel était le désir de presque tous les Espagnols étrangers à Séville qui résidaient dans cette cité, et dont l'influence était puissante dans le sein même du gouvernement. Les uns soupiraient après leurs maisons et leurs familles, les autres après le pouvoir perdu qu'ils espéraient recouvrer à Madrid. Rien ne put empêcher le gouvernement d'être emporté par le torrent de cette déplorable opinion. Lord Wellington, qui, dans les premiers jours de novembre, se rendit à Séville pour y visiter son frère, le marquis de Wellesley, s'unit en vain à celui-ci pour représenter les périls d'une semblable entreprise. La plupart des hommes importans étaient si persuadés du succès, ou plutôt si aveuglés, que la junte choisit MM. Jovellanos et Riquelme pour régler les mesures qu'il faudrait prendre en rentrant dans la capitale. On donna aussi des instructions au membre de la junte Don Juan de Dios Rabé, qui accompagnait l'armée, et l'on nomma diverses autorités, entre au-

trés le corrégidor de Madrid. Le choix pour cette place tomba sur Don Justo Ibar Navarro, ami intime d'Areizaga, et l'un de ceux qui l'excitaient le plus à guerroyer. De si imprudens conseils coûtèrent bien des larmes, et de bien amères.

Don Juan-Carlos de Areizaga commença son mouvement le 3 novembre. Son armée était bien équipée, bien pourvue, et il y avait long-temps que les champs espagnols n'en avaient porté une si brillante et si nombreuse. L'infanterie était distribuée en sept divisions, et à la tête de la cavalerie se trouvait l'habile général Don Manuel Freire. L'armée cheminait divisée en deux grands corps, l'un par Manzanarès, l'autre par Valdepeñas. Freire les précédait avec deux mille chevaux; suivait l'avant-garde, commandée par Don José Zayas, et qu'appuyait Don Luis Lacy avec la première division. Les généraux français Paris et Milhaud étaient les plus avancés, et se retirèrent à l'approche des Espagnols, le premier du côté de Tolède, le second par la grand'route à la Guardia.

A une demi-lieue au-delà de ce bourg, où le chemin passe par une vallée profonde, les cavaliers français s'établirent, le 8 novembre, sur la côte appelée del Madero, et attendirent les nôtres au plus étroit du passage. Freire détacha habilement deux régimens sous les ordres de Don Vicente Osorio pour qu'ils allassent tomber sur les ennemis cantonnés à Dos-Barrios, tandis qu'avec le reste de la colonne, il les attaqua de front. Nos soldats gravirent la côte avec intrépidité, repoussèrent les Français, et les poursuivirent jusqu'à Dos-Barrios. Là, Osorio et Freire s'étant réunis, continuèrent leur poursuite jusqu'à Ocaña, où les arrêta le feu des canons de l'ennemi.

Cependant, Areizaga avait porté, le 9, son quar-

tier-général à Tembleque, il fit avancer à la recherche de Freire l'avant-garde de Zayas, composée de six mille hommes, presque tous grenadiers, et la première division de Lacy : mesure nécessaire, car la division polonaise du quatrième corps français s'était réunie à la cavalerie de Milhaud. Freire marcha de nouveau, le 10, sur la ville d'Ocaña, au-devant de laquelle étaient formés deux mille chevaux ennemis, et par derrière, à l'entrée même, la division polonaise avec ses canons. Cette artillerie commença de jouer, et l'artillerie volante espagnole lui répondit; puis nos cavaliers rejetèrent sur la ville ceux de l'ennemi, qui, soutenus par leur infanterie, repoussèrent les nôtres à leur tour; avant quatre heures du soir, Zayas et Lacy étaient arrivés. Le dernier, embusqué dans un bois d'oliviers voisin, se disposa sur-le-champ à l'attaque; mais Zayas, jugeant que ses troupes étaient trop fatiguées, voulut différer jusqu'au lendemain. Favorisés par ce malheureux retard, les ennemis évacuèrent Ocaña, et se replièrent pendant la nuit sur Aranjuez.

Enfin, le 11 novembre, toute l'armée espagnole se trouvait réunie dans Ocaña. Résolus à avancer sur Madrid, les nôtres auraient dû poursuivre leur marche avant que les Français eussent rassemblé sur ce point des forces considérables.

Mais Areizaga, si arrogant dans le principe, commença alors à hésiter, et prit le pire parti, qui fut d'opérer des mouvemens de flanc, trop lents dans cette occasion et malheureux dans leur résultat. Il envoya donc la division Lacy passer le Tage du côté de Colmenar de Oreja, et la plus grande partie de cette division effectua son passage à Villamanrique, où l'on avait exprès jeté des ponts. Le temps était pluvieux, et pendant trois jours régna une tempête furieuse. Une semaine s'écoula en lenteurs et en mar-

ches, et les soldats perdirent presque tous leur chaussure dans les mauvais chemins et les mares d'eau. Areizaga, que les obstacles rendaient chaque jour plus irrésolu, cantonna son armée entre le Tage et Santa-Cruz de la Zarza.

Cependant, les Français continuaient de faire avancer des troupes sur Aranjuez. Dès auparavant, le maréchal Soult avait remplacé le maréchal Jourdan comme major-général des armées françaises, et les opérations acquirent de la force et de l'activité. Sachant que les Espagnols se dirigeaient sur Villamanrique pour y passer le Tage, il y envoya, le 14, le maréchal Victor, qui, n'ayant avec lui que le premier corps, pouvait être défait. Areizaga fit halte, et laissa le temps aux Français d'être renforcés, le 16, sur ce point. Alors le général espagnol fit repasser le fleuve à quelques-unes de ses troupes qui se trouvaient déjà de l'autre côté du Tage, et enlever les ponts volans. Il reprit dans la nuit du 17 le chemin d'Ocaña, où il n'arriva que le 18 au soir; quelques-uns des corps de son armée ne le rejoignirent même que le 19 au matin. La veille de ce jour, il y eut une rencontre de cavalerie près d'Ontigola. Les Français battirent les nôtres, mais ils perdirent le général Paris, tué par un caporal espagnol, le brave Vicente Manzano, qui reçut de la junte centrale une médaille d'honneur. De notre côté, un officier supérieur fut gravement blessé et resta pour mort sur le champ de bataille; c'était le frère du duc de Rivas, Don Angel Saavedra, non moins illustre alors dans les armes qu'il le fut depuis dans les lettres. Areizaga, qui, en faisant d'abord un mouvement de flanc, avait permis à une partie des troupes françaises d'avancer et de se réunir aux autres, en retournant à cette heure sur Ocaña, et faisant la navette, leur permit de se concentrer toutes en une seule

masse. Il était difficile d'imaginer de plus absurdes mouvemens.

Les Français réunirent donc, entre Ontigola et Aranjuez, les quatrième et cinquième corps, commandés par Sébastiani et Mortier, la réserve, aux ordres du général Dessoles, et la garde de Joseph, ce qui faisait monter leur nombre au moins à vingt-huit mille fantassins et six mille chevaux. De manière qu'Areizaga, qui n'avait pas trouvé devant lui vingt mille hommes, se voyait obligé, par ses retards, ses marches et contre-marches, d'en venir aux mains avec trente-quatre mille sur le front, sans compter les quatorze mille du corps de Victor, en position sur son flanc droit. Ils formaient, tous réunis, un total de quarante-huit mille combattans, forces presque égales aux siennes en nombre, et très-supérieures en discipline et pratique de la guerre.

Don Juan-Carlos de Areizaga choisit, pour présenter la bataille, l'emplacement d'Ocaña, ville considérable assise sur un terrain uni et élevé, à l'entrée du plateau qui porte son nom. Les divisions espagnoles s'échelonnèrent autour de la ville. Pour lui, il se plaça sur la gauche, du côté de la raide descente menant au bas-fond que traverse la grand'route d'Aranjuez. A l'aile opposée, se rangèrent l'avant-garde de Zayas, dans la direction d'Ontigola, et, encore plus à la droite, la division de Lacy; la cavalerie resta en arrière de la ligne. Quelques troupes demeurèrent aussi dans l'enceinte même d'Ocaña. Le général en chef ne transmit aucun ordre et n'assigna aucun poste fixe à la plupart des divisions de son armée. Il alla se jucher au haut d'un des clochers de la ville, et là, se contentant d'être en vigie et d'observer le terrain, il resta tout le temps dans une espèce d'étourdissement, sans prendre une seule disposition convenable. Le quatrième corps, aux ordres de Sé-

bastiani, soutenu par Mortier, engagea le combat avec notre droite. Zayas, s'appuyant sur la division de Don Pédro-Agustin Giron, et Lacy, de son côté, se battirent vigoureusement; notre artillerie fit merveille. Le dernier de ces généraux surtout s'avança sur le général Leval qui était blessé, et saisissant d'une main le drapeau du régiment de Burgos, pour animer les siens, il renversa tout ce qui se trouvait sur son passage et prit une batterie qui était sur le front de l'ennemi. Une attaque aussi intrépide coûta du sang, et au nombre des blessés, se trouva gravement atteint le marquis de Villacampo, officier distingué, adjudant de Lacy. Si ce général eût été secondé alors, les Français, en déroute de ce côté, n'eussent pas facilement obtenu le triomphe; mais Lacy, seul, sans avoir de cavalerie à sa suite, et sans être secouru par le général Zayas, qu'Areizaga avait mis, à ce qu'il paraît, dans un grand embarras en lui donnant d'abord ordre d'attaquer, puis contre-ordre; Lacy, disons-nous, fut promptement obligé de plier, et bientôt tout se mit en confusion. Le général Girard entra dans la ville, où la grande place fut livrée aux flammes. Dessoles et Joseph avancèrent sur la gauche des Espagnols qui se retirèrent précipitamment.

Déjà, dans les plaines de la Manche, on n'apercevait plus que des pelotons de soldats marchant à l'aventure ou fuyant effrayés devant l'ennemi. Areizaga descendit de son clocher, ne prit aucune mesure pour réunir les débris de l'armée, et ne lui désigna pas même un point de retraite. Il poursuivit sa route sur Daimiel, et, le 20, il adressa tranquillement de là un rapport au gouvernement, dans lequel il resta bien loin de la vérité en traçant le tableau de la catastrophe qui venait d'avoir lieu. Elle fut des plus déplorables. L'on compta au moins treize mille prisonniers,

concentra, le 23, de grand matin, les divisions de son armée au Carpio, à trois lieues de distance de cette ville. Il plaça l'avant-garde sur la colline où est situé le village, cachant derrière ses maisons et sur les côtés la plus grande partie de ses forces. En dépit de cette ruse, il ne put obtenir que les Français s'approchassent; alors, se portant lui-même à leur rencontre, à une heure de l'après-midi, il s'avança dans la plaine avec un ordre admirable. L'avant-garde marchait en ligne de bataille sous les ordres de Don Martin de la Carrera; il avait à sa droite, partie rangée en ordre de bataille, partie formée en colonnes, la troisième division commandée par Don Francisco Ballesteros, et, à sa gauche, la première, aux ordres de Don Francisco-Xavier Losada : la cavalerie couvrait les deux ailes. Le corps de réserve, formé de la seconde division, marchait sous le commandement du comte de Belveder, et la cinquième division, ou celle des Castillans, resta au Carpio avec son chef le marquis de Castro-Fuerte.

Les Français, bien que renforcés par mille cavaliers, se replièrent sur une éminence tout près de Médina. Là, s'engagea un feu très-vif, et l'ennemi, ayant encore grossi ses rangs de deux régimens de dragons et de quelque infanterie, tomba sur nos cavaliers de l'aile droite qui cédèrent le terrain, de manière que la troisième division, qui était celle des Asturiens, resta à découvert. Mais, braves et calmes à la fois, ils repoussèrent l'ennemi : trois de leurs régimens, entre autres, lui firent à brûle-pourpoint une décharge bien dirigée. Ils perdirent dans le combat l'intrépide adjudant-général de la division, Don Salvator de Molina, et le colonel du régiment de Lena, Don Juan Drimgold. Pendant que les Français étaient repoussés ou tenus en respect sur tous les points, survint la nuit, et Parque resta encore deux heures sur le champ de ba-

taille. Puis, obligé de faire prendre de la nourriture et du repos aux troupes, et averti d'ailleurs que l'ennemi pouvait recevoir des renforts, avant qu'il fît jour il retourna au Carpio. Les Français, de leur côté, ne se croyant pas en nombre suffisant, s'éloignèrent pour se joindre à de nouveaux renforts qu'ils attendaient.

Ces renforts leur arrivèrent, en effet, de différens côtés, et le général Kellermann, réunissant autant de forces qu'il put, entre autres trois mille chevaux, se présenta le 25 devant Carpio. Le duc del Parque, capitaine jusqu'alors prudent et heureux, eut un moment de négligence, et, au lieu de se replier sans retard en voyant la supériorité de la cavalerie ennemie, si dangereuse dans ce pays de plaines, il suspendit tout mouvement rétrograde jusqu'à la nuit du 26. Puis, il précipita sa retraite sur l'avis qu'il reçut du désastre d'Ocaña; car cette nouvelle, une fois connue de l'armée, y jetait un découragement extrême.

Dans la matinée du 28, les nôtres entrèrent à Alba, tristes et déjà poursuivis par l'avant-garde ennemie. Ce bourg, bâti sur la droite du Tormès, communique avec la rive opposée par un pont de pierre. Le duc del Parque y laissa, par l'effet d'une singulière négligence, le quartier-général, l'artillerie, les bagages, enfin la plus grande partie de ses forces, à l'exception de deux divisions qui passèrent de l'autre côté de la rivière. On donna pour excuse la nécessité de faire rafraîchir les troupes, privées de repos et de nourriture depuis plusieurs heures, comme si l'on n'eût pas pu atteindre le même but et avec plus de régularité, en faisant passer l'armée sur la rive qui lui offrait le plus de sûreté et de facilité pour son ravitaillement.

Les soldats étaient répandus dans les rues d'Alba, cherchant leurs rations, lorsqu'on reçut la nou-

velle de l'approche des Français; aussitôt, hommes et bagages se précipitèrent sur le pont, et en barrèrent presque le passage. Cependant, les chefs parvinrent encore à ranger les troupes hors de la ville, et à retenir le premier élan de quatre cents Français qui marchaient en avant, jusqu'à l'arrivée d'un gros de cavalerie qui chargea notre droite, où se trouvait la première division aux ordres de Losada, avec huit cents chevaux. Ces derniers une fois culbutés, les fantassins se mirent également en fuite, et repassèrent le Tormès en abandonnant l'artillerie. Pour l'aile gauche, composée de l'avant-garde de Carrera et d'une partie de la deuxième division, elle tint ferme, et nos soldats, formés en bataillon carré, Mendizabal à leur tête, repoussèrent trois fois de suite les cavaliers ennemis, et répondirent à coups de fusil aux sommations qu'on leur fit de se rendre prisonniers. Ce fut également en vain que d'autres escadrons les attaquèrent à dos; ils se virent forcés d'attendre leur infanterie, dont une partie arriva à la nuit tombante. Mendizabal traversa le pont avec ses intrépides soldats, et couvert de gloire, atteignit l'autre bord. Mais là, tout était désordre et confusion; la cavalerie et les bagages étaient en fuite. Alors, le duc del Parque perdit toute sa présence d'esprit, et ses troupes, manquant d'instructions précises, s'éloignèrent dans toutes les directions, et se divisèrent entre Ciudad-Rodrigo, Tamamès et Miranda del Castañar. Ce mouvement excentrique, non combiné, sauva l'armée; car, dans l'ignorance où il était de la direction de sa retraite, le général Kellermann cessa de la poursuivre; et, se bornant à garnir la ligne du Tormès, il retourna à Valladolid. Au commencement de décembre, le duc del Parque établit son quartier-général au Bodon, à deux lieues de Ciudad-Rodrigo, où l'on s'aperçut que l'armée avait perdu, tant par la disper-

sion que dans le combat, environ trois mille hommes. Avant la fin du mois, le duc se transporta à San-Martin de Trebejos, derrière la *sierra* de Gata.

Après que de pareils revers eurent détruit ou décimé l'une après l'autre les meilleures armées espagnoles, les Anglais, simples spectateurs jusqu'alors, durent naturellement, d'après leur système d'excessive prudence, prendre des mesures de précaution. Lord Wellington se décida, en effet, à quitter les bords du Guadiana et à passer au nord du Tage; il commença son mouvement dans les premiers jours de décembre. Mais il prit auparavant congé de la junte d'Estrémadure, et se montra très-satisfait « du zèle « et de la laborieuse sollicitude (ce sont ses ex« pressions) avec lesquels ce corps avait procuré « les provisions nécessaires aux troupes de son ar« mée cantonnées aux environs de Badajoz. » Cette junte était une de ces mêmes autorités contre lesquelles il s'était élevé autrefois tant de clameurs au sujet des approvisionnemens, et qu'on avait été jusqu'à accuser de mauvais vouloir. Le témoignage irrécusable de lord Wellington prouvait à présent que le manque de temps et la multiplicité des demandes avaient seuls été causes de la disette des vivres, et non de blâmables intentions.

Le profond abîme où la nation paraissait devoir s'engloutir jeta la consternation au sein de la commission exécutive, et mit à l'épreuve la capacité et l'énergie de ses membres. L'on vit alors qu'il ne suffit pas de concentrer le pouvoir pour que ses effets soient vigoureux et prompts, mais qu'il faut encore que les mains choisies pour le manier soient habiles et fortes. Comme, parmi le petit nombre des membres de la junte centrale que l'on regardait comme les plus aptes par leur savoir, ou les plus remarquables par la vigueur de leur caractère, aucun ne fai-

sait partie de la commission, ce nouveau corps se ressentit du manque de lumières et d'énergie, conditions d'autant plus nécessaires, que les événemens avaient plongé la nation dans de plus graves embarras.

Il arriva donc qu'à la nouvelle de la déroute d'Ocaña, la commission resta comme frappée de stupeur et de vertige, sans déployer la fermeté qui fit tant d'honneur au gouvernement espagnol lors de l'affaire de Medellin. Aussi se borna-t-elle à dicter les mesures les plus communes et les plus banales; ce fut en vain qu'elle nomma la Romana pour réorganiser l'armée du centre, si affaiblie et si maltraitée par les revers de la guerre; ce général resta à Séville, craignant peut-être que ses épaules ne vinssent à fléchir sous le poids de cet énorme fardeau. Pour remplir sa place, du moins en ce qui regardait certaines mesures de réorganisation, Don Rodrigo Riquelme et le marquis de Camposagra se dirigèrent sur la Carolina. L'un était membre de la commission et l'autre de la junte, et tous deux devaient, conjointement avec un autre membre, Rabé, activer la reformation de l'armée, et s'occuper en même temps de la défense des passages de la *Sierra*. Ce fut la répétition de ce que fit la junte centrale, lors de sa retraite d'Aranjuez, avec la seule différence qu'on manquait à présent de temps et de loisir.

D'un autre côté, la nomination d'une commission exécutive ne parvint pas davantage à détruire les machinations des ambitieux. Don Francisco Palafox se mit de nouveau en campagne, désireux pour le moins de s'ériger en lieutenant du royaume d'Aragon. On soupçonnait qu'il était secrètement assisté par le comte del Montijo, qui, furtivement, s'était échappé du Portugal pour se rapprocher de Séville. Le gouvernement en eut avis, et la Romana, auquel de sembla-

bles menées ne déplaisaient pas autrefois, maintenant qu'elles pouvaient nuire aux projets dans lesquels il était lui-même engagé, insista pour que l'on arrêtât Palafox et de Montijo et que l'on saisît leurs papiers. Ce dernier fut arrêté à Valverde et transféré à Séville, où l'on arrêta également le premier, sans que sa qualité de membre de la junte centrale y mît obstacle. L'emprisonnement de ces deux personnages fit quelque bruit, et il en eût fait bien davantage s'ils ne fussent pas tombés dans un si grand discrédit par leurs continuelles intrigues. Du reste, les événemens qui survinrent à cette époque mirent promptement un terme aux poursuites dirigées contre tous deux.

La Romana, qui mettait tant de diligence à découvrir et à déconcerter les trames des autres, n'en continuait pas moins à troubler par sa conduite la paix et la bonne harmonie au sein du gouvernement suprême. Ses vues étaient grandement secondées par son frère, Don José Caro, qui n'aspirait à rien moins qu'à voir sa famille gouverner le royaume. C'est dans ce sens qu'il travaillait les esprits dans la province de Valence, qui avait été confiée à son commandement, et ce fut avec profusion qu'il fit répandre des exemplaires du vote émis par la Romana le 14 octobre. La junte provinciale l'aida parfois beaucoup. Tantôt provoquant la nomination d'une régence exclusive, tantôt la repoussant, variable et inconstant dans ses procédés, ce corps montrait bien que, malgré tout son zèle pour la cause de la patrie, il était influencé dans ses délibérations par des hommes d'un jugement peu rassis.

Don José Caro fit remettre aux autres juntes, au nom de celle de Valence, une circulaire dans laquelle, en louant les services, les talens, les vertus de son frère le marquis de la Romana, on parlait de la nécessité d'adopter les mesures qu'il avait propo-

sées dans son vote, et l'on indiquait clairement la convenance qu'il y avait à le nommer régent. Dans une adresse qu'elle envoya aux juntes, et avant l'expiration du mois de novembre, la junte centrale repoussa d'une manière grave et victorieuse les attaques et l'opinion de celle de Valence, en les invitant toutes à attendre la prochaine réunion des cortès. Les provinces appuyèrent l'avis de la junte centrale, et, à Valence même, bien des gens qui s'étaient unis à Caro se séparèrent de lui. Pour couper court à toutes les discussions, la Romana aurait dû se rendre de sa personne dans cette ville; mais il ne fit pas ce voyage, et envoya à sa place Don Lazaro de las Heras, une de ses créatures; car le marquis prenait quelquefois des résolutions par lui-même, sans s'inquiéter de l'approbation de ses collègues. Las Heras, comme on pouvait s'y attendre, se conduisit à Valence d'après les vues de la Romana, et ne gardant aucune mesure, il exila, en décembre, à l'île d'Iviza, Don José Canga-Argüellès et d'autres membres de la junte, dont les opinions étaient actuellement en désaccord avec celles du général Caro.

Mais, au milieu de ces misérables querelles, les maux de la patrie augmentaient. La junte centrale, au sein de laquelle il n'avait régné d'abord d'autres divisions que celles qui naissaient de la diversité des opinions, se vit à présent travaillée par l'ambition et les passions frénétiques de Palafox, de la Romana et de leurs sectateurs. Elle devint un foyer de commérages, de petitesses et d'intrigues indignes d'un gouvernement, qui firent tomber encore plus bas son crédit et hâtèrent sa ruine.

La commission exécutive, dont ce même la Romana était l'âme, ne fit donc rien d'important, et la nullité de ce général pour tout ce qui s'appelait commandement se montra tout-à-fait à nu. Quant à la

ınte, dans la sphère des facultés qu'elle s'était réservées, animée par le bon esprit de Jovellanos, de aray et d'autres membres, elle prit quelques mesures assez sages, quoique tardives, telles que l'application aux frais de la guerre des fonds provenant les commanderies, des établissemens de charité, et le la réduction graduelle des appointemens; réduction dont se trouvaient seuls exceptés les militaires qui défendaient la patrie.

Pendant la période où nous avançons, ou du moins peu auparavant, on s'occupa, dans la junte centrale, de l'examen d'une motion de Don Lorenzo Calvo de Rozas relativement à l'importante question de la liberté de la presse. Soit que la junte reculât devant la gravité d'une pareille matière, soit qu'elle voulût peut-être éluder toute discussion, elle soumit la proposition de Calvo au rapport du conseil, où elle rencontra naturellement de l'opposition, excepté de la part de Don José-Pablo Valiente. Le rapport, une fois fait, revint à la junte centrale, et celle-ci le remit à la commission des cortès, qui, à son tour, le transmit à une autre commission créée sous le nom de comité d'instruction publique; ainsi, la proposition parcourut toute l'interminable série de juntes, de conseils et de commissions auxquelles, pour notre malheur, on eut toujours recours en Espagne. Elle trouva cependant un favorable accueil dans le comité d'instruction publique, où le chanoine Don José-Isidoro Moralès lut, à l'appui de la motion de Calvo, un mémoire fort remarquable. Mais, au milieu de ces démarches, de ces allées et venues, décembre touchait à sa fin, et les malheurs qui survinrent coupèrent court à toute décision sur une affaire d'une aussi grande importance.

Sur ces entrefaites, s'approchait aussi le jour fixé pour la convocation des cortès. La commission char-

gée de déterminer la forme de cette convocation avait presque achevé ses travaux. Nous n'entrerons pas ici dans la relation des débats qui s'élevèrent à ce sujet au sein de la commission (chose étrangère à l'objet de ce livre), ni dans les détails du mode qui fut adopté pour constituer les cortès; leur réunion ayant été retardée par les événemens de la guerre, il nous paraît plus à propos d'attendre l'époque où elles furent assemblées, pour traiter plus au long de cette matière. Nous nous contenterons de dire dès à présent que l'on adopta en principe l'égalité de représentation pour toutes les provinces de l'Espagne, et que les cortès devaient se diviser en deux corps, l'un électif et l'autre privilégié, composé du clergé et de la noblesse.

Les lettres convocatoires expédiées à cette époque ne furent adressées qu'aux individus qui devaient composer la chambre élective, et on remit l'expédition des lettres destinées aux membres privilégiés à une époque plus reculée. Ce qui motiva cette distinction, ce fut que, dans le premier cas, on avait besoin de quelque temps pour faire les élections, et qu'il n'en était pas de même, dans le second cas, puisque la convocation était personnelle. Mais, de ce retard, il résulta, comme nous le verrons, qu'il n'arriva aux cortès que les membres élus par le peuple, et que la formation d'une seconde chambre resta sans effet.

Le même jour que partirent les lettres convocatoires, les trois membres les plus anciens de la commission exécutive furent changés, conformément au voeu du règlement. Ces membres étaient le marquis de la Romana, Don Rodrigo Riquelme et Don Francisco Caro, à la place desquels entrèrent le comte de Ayamans, le marquis del Villar et Don Felix Ovalle. Leur autorité ne fut pas de longue durée.

Tout présageait leur chute et celle de la junte centrale ; tout présageait aussi la prochaine invasion des Andalousies par les Français. Pour n'être pas prise à l'improviste, comme à Aranjuez, la junte rendit un décret, en date du 13 janvier, annonçant qu'elle devait se trouver réunie le 1er du mois suivant à l'île de Léon, pour régler l'ouverture des cortès, fixée au 1er mars, sans que cela fît obstacle à ce qu'un certain nombre de membres de la junte centrale demeurassent quelques jours de plus à Séville pour s'occuper de l'expédition des affaires les plus pressantes. Ce décret, publié à une époque où l'apparence de tout danger eût été encore éloignée, aurait paru prudent et même nécessaire ; mais, maintenant que l'ennemi menaçait de si près, on ne le considéra que comme l'effet de la peur : il ne fit que réveiller l'attention publique, et attirer aux membres de la junte centrale les contrariétés et les amertumes qui, ainsi que nous le raconterons bientôt, précédèrent et accompagnèrent la chute de ce gouvernement.

---

# SOMMAIRE

## DU LIVRE ONZIÈME.

Menaces de Napoléon au sujet de la guerre d'Espagne. — Son divorce avec Joséphine. — Son mariage avec l'archiduchesse d'Autriche. — Renforts qu'il envoie en Espagne. — Résolution d'envahir les Andalousies. — Ses préparatifs. — Préparatifs des Espagnols. — Les Français attaquent et franchissent la Sierra-Moréna. — Ils entrent à Jaen et à Cordoue. — Armée du duc d'Albuquerque. — Il marche sur l'Andalousie. — La junte centrale s'éloigne de Séville. — Contre-temps dans le voyage de ses membres. — Symptômes d'insurrection à Séville. — Elle a lieu. — Junte de Séville. — Mesures qu'elle prend. — Les Français continuent leurs mouvemens. — Ils rencontrent la cavalerie espagnole à Alcala-la-Réal. — Un parc d'artillerie est perdu à Isnalloz. — Blake prend le commandement des restes de l'armée du centre. — Les Français entrent à Grenade. — Ils avancent sur Séville. — Albuquerque se retire sur le chemin de Cadix. — Les Français prennent Séville. — Le maréchal Victor se présente devant Cadix. — Mortier va en Estrémadure. — Le second corps se met aussi en marche. — Sébastiani s'avance contre Malaga. — Abello soulève la ville. — Les Français y entrent. — Junte centrale dans l'île de Léon. — Sa dissolution. — Elle décide de nommer une régence. — Règlement qu'elle lui donne. — Son dernier décret sur les cortès. — Régens qu'elle nomme. — On élit une junte à Cadix. — Coup d'œil sur la junte centrale et son administration. — Souffrances et persécutions de ses membres. — Idée de la régence et de ses membres. — Félicitation du conseil réuni. — Idée de

du centre à Murcie. — Incursion de Sébastiani dans cette province. — Sa conduite. — Il l'évacue. — Guérillas de Cazorla et des Alpujarras. — Estrémadure. — Armée de la gauche. — La Romana. — Ballesteros. — Don Carlos O'Donnell. — Décret de Soult, du 9 mai. — Autre décret, en réponse, de la régence d'Espagne. — Décret de Napoléon sur les gouvernemens militaires. — Il réunit à son empire les états pontificaux et la Hollande. — Inutile ambassade d'Azanza à Paris. — Tentative pour délivrer le roi Ferdinand. — Le baron de Kolly. — Vie des princes à Valençay. — On arrête Kolli. — Insidieuse conduite de la police française. — Lettre de Ferdinand.

---

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

## LIVRE ONZIÈME.

De nouveaux malheurs menaçaient l'Espagne au commencement de l'année 1810. Napoléon, au retour de la guerre d'Autriche, qui avait eu pour lui un si brillant résultat, annonça au sénat français « qu'il « allait se montrer de l'autre côté des Pyrénées, et « que le léopard, atterré, fuirait jusqu'à la mer, pour « éviter la honte de sa destruction ». Cette prophétie contre les Anglais ne se réalisa point, et le voyage annoncé n'eut pas lieu davantage, Napoléon étant peut-être persuadé que la guerre de la Péninsule,

comme guerre nationale, ne se terminerait point avec une ou deux batailles, unique circonstance où il aurait pu risquer, avec espérance de gloire, sa haute renommée militaire.

Il était alors également occupé par des affaires domestiques qu'il voulait accommoder à la raison d'état. L'affection qu'il portait à son épouse Joséphine, et les belles qualités dont l'impératrice était ornée, durent céder à son désir d'avoir un héritier direct, et peut-être à l'opinion qu'en s'unissant à quelqu'une des anciennes dynasties de l'Europe, il affermirait celle des Napoléon, qui manquait encore de la sanction du temps. Il résolut donc de se séparer de sa première femme, et, vers le milieu de décembre 1809, il annonça publiquement son divorce, en laissant à Joséphine le titre et les honneurs d'impératrice couronnée.

Ensuite, il pensa au choix d'une autre compagne, et pencha d'abord vers la famille des czars; mais à la fin, il entra en négociation avec la cour d'Autriche, et épousa, dans le mois de mars suivant, l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur François II : union qui put bien, au premier moment, flatter Napoléon, mais qui lui servit peu à l'heure de l'infortune.

Auparavant, et à l'époque où il informa le sénat de son dessein de franchir les Pyrénées, son ministre de la guerre rendit compte de l'état des forces qu'il avait en Espagne, en exprimant l'opinion que, pour continuer les opérations militaires, il suffirait de compléter les corps existans dans la Péninsule, au moyen des trente mille hommes réunis à Bayonne. Ceux-ci passèrent, en effet, la frontière, et firent monter, avec d'autres renforts qui arrivèrent postérieurement, le nombre des Français en Espagne, pendant l'année 1810 où nous entrons, à environ trois cent mille hommes de toutes armes.

Ce qui appelait spécialement l'attention du cabinet des Tuileries, c'était de détruire l'armée anglaise, qui avait déjà pris position en Portugal, sur la droite du Tage; mais le gouvernement de Joseph préférait à toute autre chose l'envahissement des Andalousies, espérant ainsi dissoudre la junte centrale, principal foyer de l'insurrection espagnole. Il mit, en conséquence, tous ses efforts à réaliser cette entreprise de prédilection.

On y destina les premier, quatrième et cinquième corps de l'armée, avec la réserve et quelques corps espagnols de nouvelle formation, sur lesquels l'ennemi comptait peu; le total de ces forces montait à cinquante-cinq mille hommes. Joseph les commandait en personne, ayant pour son major-général le maréchal Soult, qui était le véritable commandant.

Les Français établirent leur camp, le 19 janvier, à Santa-Cruz de Mudela. Sur leur droite, et au village d'Almaden de Azogue, le maréchal Victor s'était précédemment placé avec le premier corps, chargé de pénétrer en Andalousie par le chemin nommé de la Plata. Sur la gauche, le général Sébastiani, qui commandait le quatrième corps, avait pris position à Villanueva de los Infantes, et se préparait à prendre la route de Montizon. Le cinquième corps, aux ordres du maréchal Mortier, et suivi de la réserve, que commandait le général Dessoles, devait traverser la Sierra-Morena, en partant du quartier-général de Santa-Cruz, et dirigeant sa marche par le centre de la ligne, dont l'étendue était d'environ vingt lieues.

Les Français ainsi distribués, et toutes les précautions prises, ils se mirent en mouvement sur l'Andalousie. Ils n'avaient, auparavant, foulé le sol de cette province que jusqu'à Cordoue, et le souvenir du sort de Dupont les tenait encore en alarme. Les provinces andalouses sont séparées du reste de l'Espagne

par les monts Marianos, ou la Sierra-Morena, chaîne dont les rameaux se prolongent au levant et au couchant, et pénètrent dans l'intérieur au midi, coupant en différentes plaines, par d'autres montagnes qui se détachent de Ronda et de la Sierra-Nevada, les Andalousies elles-mêmes, où les Arabes avaient déjà tracé la division des quatre royaumes dont elles sont actuellement formées. Ce pays est célèbre par la douceur du climat et la fécondité du sol : c'est là que les anciens, d'après ce que rapporte Strabon, à propos d'Homère, avaient placé la demeure des bienheureux, les Champs-Elyséens.

L'ennemi ne devait pas trouver beaucoup d'obstacles dans sa marche. Ceux qu'offrait la nature n'étaient pas insurmontables, et les travaux exécutés par les hommes furent de si peu d'importance, qu'ils se bornaient à des coupures et à des mines dans les passages les plus périlleux, et à l'établissement de quelques batteries. On pensa d'abord à fortifier toute la ligne, en adoptant un système complet de défense, divisé en provisoire et permanent : le premier, ayant pour objet d'embarrasser l'ennemi à son passage par la Sierra ; et le second, de l'arrêter tout-à-fait, en élevant, derrière les montagnes et du côté de l'Andalousie, une certaine quantité de places fortes qui servissent à appuyer les opérations de la guerre et l'insurrection générale du pays. Une commission d'ingénieurs visita la cordilière, et présenta même son rapport ; mais cette affaire, comme beaucoup d'autres déférées à la junte centrale, resta en projet. Il fut aussi question d'évacuer la Sierra, et de former à Jaen un camp retranché ; mais on abandonna également cette idée, devant la crainte de l'opinion populaire, qui regardait comme un rempart inexpugnable la muraille naturelle des monts Marianos.

Ce qui donna lieu à cette pensée, ce fut la con-

sidération du petit nombre de forces que l'on avait pour couvrir convenablement toute la ligne. Depuis la dispersion d'Ocaña, on n'avait pas pu réunir au-delà de vingt-cinq mille hommes ; qui étaient répartis sur les points principaux de la Sierra. Une division, aux ordres de Don Tomas de Zerain, occupait Almaden, d'où elle se replia, dès le 15, attaquée par le maréchal Victor. Une autre, commandée par Don Francisco Copons, séjourna jusqu'au 20 à Mestanza et San-Lorenzo. Trois divisions se placèrent, avec l'avant-garde, au centre de la ligne ; la troisième, aux ordres de Don Pédro-Agustin Giron, au Puerto-del-Rey ; l'avant-garde, avec les première et quatrième, respectivement commandées par les généraux Don José Zayas, Lacy et Gonzalez Castéjon ; à la venta de Cardenas, à Despeñapebros, au Collado de los Jardines, et à Santa-Helena. La seconde division, ayant pour chef Don Gaspar Vigodet, et qui avait recueilli les débris de la sixième, commandée précédemment par Don Peregrino Jacome, prit position à la Venta-Nueva, à une lieue de Montizon.

Le 20 janvier, les Français se mirent en mouvement sur toute la ligne. Leur réserve et leur cinquième corps furent dirigés pour attaquer le *port* del Rey et celui de Despeñaperros, tous deux de difficile accès, pour peu qu'ils fussent bien défendus. C'est par le dernier que passe la nouvelle chaussée, large et bien construite, ouverte dans les escarpemens mêmes des montagnes de Valdazorès, et à une grande hauteur au-dessus de la rivière d'Almadiel, qui, la baignant à sa gauche, coule engorgée dans des roches rapprochées, qui forment un étroit et profond ravin. Le terrain commence à se resserrer à trois cents pas environ de la venta de Cardenas, en allant de la Manche en Andalousie, et ne s'élargit qu'auprès de las Correderas, hameau distant d'une lieue de cette

venta. Dans ce trajet, les Espagnols avaient creusé trois mines, et ils avaient élevé par derrière, sur le coteau de los Jardines, une espèce de camp retranché. Sur la droite de Despeñaperros, un chemin conduit au *port* del Rey, en partant de la venta de Melocotonès, avant d'arriver à celle de Cardenas. Ce chemin est l'ancien, mauvais pour les voitures, et fréquenté seulement par les bêtes de somme, qui se réunit ensuite, au-delà de Santa-Helena, à la nouvelle route. Entre les deux existe un chemin de traverse qui conduit au *port* del Muradal, et quelques étroits sentiers qui traversent la cordilière en cet endroit.

Au matin du 20, jour indiqué, le général Dessoles quitta le Viso, à la tête de la réserve et d'un régiment de cavalerie. Il se dirigea sur le *port* del Rey, que défendait le général Giron. La résistance ne fut pas longue; les Espagnols se retirèrent avec précipitation, et se dispersèrent complètement aux Navas-de-Tolosa. En même temps, la division du général Gazan attaqua le *port* del Muradal avec une de ses brigades, tandis que l'autre gravissait entre ce passage et celui de Despeñaperros, venant toutes deux aboutir à las Correderas, c'est-à-dire sur les derrières des positions et des retranchemens espagnols. Le maréchal Mortier, à la tête de la division Girard, avec la cavalerie, l'artillerie légère et les nouveaux corps créés par Joseph, prépara l'attaque sur la chaussée de Despeñaperros, et l'exécuta dès qu'il sut qu'à sa droite le général Gazan, ayant mis les Espagnols en fuite, était prêt à envelopper leurs positions principales. Les mines pratiquées dans la chaussée éclatèrent, mais firent peu de dégât. Les Français avancèrent avec rapidité, et les nôtres, craignant d'être coupés, abandonnèrent toutes leurs positions, même les retranchemens de la colline de los Jardines. Les Espagnols

perdirent quinze canons et un assez grand nombre de prisonniers. Quelques soldats se sauvèrent à travers les montagnes, d'autres gagnèrent, avec Castejon, du côté d'Arguillas, où, comme nous le verrons bientôt, ils n'eurent pas plus de bonheur. Areizaga, qui conservait encore le commandement en chef, suivi de quelques officiers et de faibles débris, courut précipitamment se mettre à l'abri de l'autre côté du Guadalquivir. Les Français arrivèrent, dans la même nuit du 20, à la Carolina, et passèrent le lendemain à Andujar, après avoir traversé Bailen, dont les malheurs présens ternissaient alors le nom glorieux. Le maréchal Soult et Joseph ne tardèrent pas à s'avancer jusqu'à cette ville, où ils établirent leur quartier-général.

Bientôt après arriva dans la même ville le maréchal Victor, qui n'avait pas trouvé de grands obstacles pour traverser la Sierra depuis Almaden. La junte de Cordoue pensa trop tard à fortifier le passage appelé Mano de Hierro et le chemin de la Plata, ainsi qu'à réunir les tirailleurs (*escopeteros*) des montagnes. Les divisions de Zerain et de Copons furent obligées d'abandonner leurs positions respectives, et le maréchal Victor, après avoir dirigé quelques reconnaissances sur Santa-Eufemia et Belalcazar, marcha, sans artillerie ni bagages, par Torrecampo, Villanueva de la Jara et Montoro, sur Andujar, où il se réunit aux troupes de sa nation qui avaient débouché par le port del Rey et celui de Despeñaperros. Le maréchal Soult envoya la réserve du général Dessoles, avec une brigade de cavalerie, sur Baeza, par Linarés, pour qu'elle donnât la main au général Sébastiani, chargé de traverser la Sierra par Montizon.

Celui-ci, quoique non moins heureux dans son mouvement que ses collègues, rencontra néanmoins

plus de résistance. Don Gaspar Vigodet, qui défendait de ce côté les positions de Venta-Nueva et Venta-Quemada, s'y maintint pendant plus de deux heures avec des troupes inaguerries et fort inférieures en nombre, jusqu'à ce que l'ennemi, ayant enlevé la hauteur appelée de Matamulas et une autre que défendait avec beaucoup d'énergie le commandant Don Antonio Brax, obligea les nôtres à la retraite. Vigodet donna en conséquence l'ordre à tous les corps de descendre des hauteurs et de se réunir à Montizon. Il se repliait de ce point avec ordre et par échelons, lorsqu'un escadron de cavalerie commença à se débander, et les autres, entraînés par l'exemple, se jetèrent tous ensemble sur l'infanterie où se mit le désordre, et la division tout entière fut ainsi dispersée. Vigodet, ramenant de faibles débris, entra le 20 janvier à l'entrée de la nuit dans le village de Santiesteban, et, au point du jour, se voyant presque seul, il partit pour Jaen, ville où se trouvaient déjà le général en chef Areizaga et les généraux de division Giron et Lacy, également abandonnés des leurs, et dans la plus déplorable situation.

Sébastiani continua sa marche, et, près d'Arguillas, il rencontra, le 29, le général Castejon qui se repliait de la montagne avec quelques débris de troupes. La mêlée ne fut pas opiniâtre; la ligne espagnole était rompue et les nôtres démoralisés. Un grand nombre de soldats et d'officiers, et parmi eux Castejon lui-même, furent faits prisonniers. Le général Sébastiani se mit alors, par la droite, en communication avec le général Dessoles, et, détachant des forces sur la gauche jusqu'à Veda et Baeza, il occupa de ce côté la rive droite du Guadalquivir. De leur côté, les autres généraux firent de même, et le passage de la Sierra fut complété. Les Français avaient fait une habile manœuvre; mais il est vrai qu'ils ne furent

aux prises qu'avec des troupes mal organisées et un général aussi peu prévoyant que Don Juan-Carlos de Areizaga.

Le général Sébastiani, poursuivant son mouvement, passa le Guadalquivir et entra le 23 à Jaen, où il prit plusieurs canons et d'autres objets de matériel qu'on avait rassemblés pour y former un camp retranché. Le maréchal Victor entra le même jour à Cordoue, et Joseph y arriva peu de temps après. Des députations de la ville vinrent à sa rencontre pour le recevoir et le féliciter; on chanta un *Te Deum*, et des fêtes publiques célébrèrent son triomphe. Le clergé se distingua dans ses prévenances obséquieuses, et Joseph s'étonna d'être mieux accueilli dans cette ville que dans le reste de l'Espagne. Les Français s'arrêtèrent quelques jours à Cordoue et ses environs, dans la crainte de la résistance que pourrait opposer Séville, et dans l'incertitude des opérations de l'armée du duc d'Albuquerque.

Ce général occupait les rives de la Guadiana depuis que la déroute d'Ocaña l'avait obligé d'évacuer les environs de Talavera. Il avait son quartier-général à Don-Bénito. Ses troupes cantonnées sur ce point montaient, au mois de janvier, à huit mille fantassins et six cents chevaux, et, de plus, un corps d'environ trois mille cent hommes, aux ordres des brigadiers Don Juan Senén de Contreras et Don Raphaël Menacho, était posté entre Truxillo et Merida. Ce corps était destiné, pour le cas où les Français marcheraient en avant, à former la garnison de Badajoz, place dépourvue de monde.

Dès que la junte centrale craignit l'invasion des Andalousies, elle se mit à expédier des ordres au duc d'Albuquerque, contradictoires le plus souvent, mais ayant en général pour objet de lui faire soutenir par sa gauche la division de Don Tomas de Zeraïn, avan-

cée sur Almaden. Les dispositions de la junte, fondées bien plus souvent sur de vagues rumeurs que sur un plan de campagne arrêté, étaient d'ordinaire fausses et inhabiles. Le duc d'Albuquerque, désirant néanmoins accomplir ce qu'on attendait de lui, était en train de s'avancer sur Agudo et Puerto-Llano, lorsque, apprenant la retraite de Zerain, et bientôt l'entrée des Français à la Carolina, il changea lui-même de dessein, et s'achemina du côté de l'Andalousie, dans l'intention de couvrir le siége du gouvernement. La junte, déjà serrée de près, ordonna enfin à ce général de faire précisément ce qu'il avait déjà mis en œuvre, mais avec des instructions dont celui-ci eut le bon esprit de s'éloigner, en disposant, contrairement à ce qu'on lui prescrivait, que les troupes de Contreras et de Menacho allassent s'enfermer dans la place de Badajoz.

Avec le reste de ses forces, c'est-à-dire avec huit mille fantassins et six cents chevaux, Albuquerque, s'étant acheminé, le 22 janvier, par Guadalcanal sur l'Andalousie, passa le Guadalquivir au bac de Cantillana, faisant avancer son avant-garde à Carmana, et à Ecija ses guérillas, qui rencontrèrent bientôt les tirailleurs ennemis. La junte centrale avait ordonné que les divisions de Don Tomas Zerain et Don Francisco Copons, les seules qui subsistassent de ce côté après la défense de la Sierra-Morena, se joignissent à l'armée d'Albuquerque; mais cet ordre ne s'exécuta point, les deux divisions s'étant retirées séparément dans le comté de Niébla. La dernière, plus complète, s'embarqua ensuite pour Cadix au port de Lepe, et c'est ce que firent aussi sur d'autres points les restes de la première.

Les troupes commandées par le duc d'Albuquerque se trouvant dès lors les seules qui pussent arrêter les Français dans leur marche, il est facile de

voir quel faible obstacle s'opposait à leurs progrès, et combien il était nécessaire que la junte centrale s'éloignât de Séville, si elle ne voulait pas tomber aux mains de l'ennemi.

Déjà, conformément au décret du 13 janvier, rapporté plus bas, plusieurs membres de la junte avaient commencé, depuis le 20, à quitter cette ville, se dirigeant sur l'île de Léon, point indiqué pour le ralliement. Mais les circonstances devenant pressantes, ils partirent presque tous dans la nuit du 23 et la matinée du 24, les uns descendant le fleuve, les autres prenant la route de terre. Les premiers firent le voyage sans obstacles; mais il n'en fût pas de même des autres, qu'environnèrent une foule de dangers, car les communes du parcours s'étaient mises en émoi, se croyant abandonnées par la retraite du gouvernement, et livrées aux fureurs de l'invasion étrangère. Ceux qui coururent le plus imminent péril furent le président de la junte, qui était en ce moment l'archevêque de Laodicée, et le digne comte d'Altamira, marquis d'Astorga; à Xerez, eux et quelques-uns de leurs collègues n'échappèrent que par miracle aux poignards de la multitude ameutée.

On assura dans le temps que, comptant sur l'agitation des campagnes, on avait envoyé de Séville des émissaires pour l'augmenter et la convertir en une révolte ouverte, afin de diriger sûrement des traits cachés contre les membres épouvantés et presque fugitifs de la junte centrale. Ce soupçon parut fondé quand on apprit la sédition qui se préparait à Séville, et qui éclata aussitôt qu'en furent partis les membres du gouvernement suprême. Dès le 18 janvier, Don Lorenzo Calvó de Rozas avait eu vent des manœuvres qui se tramaient, et il les dénonça à la junte. Pour empêcher qu'elles n'éclatassent, on ordonna d'éloigner de Séville Don Francisco Palafox et le comte del

Montijo, lesquels, bien qu'en prison, passaient pour les principaux meneurs du complot. La hâte que mirent les membres de la junte à quitter la ville, l'étourdissement naturel en pareil cas, et le manque d'obéissance, empêchèrent l'exécution de cet ordre.

Une fois le gouvernement éloigné de Séville, les conspirateurs restèrent maîtres de la place, et, le 24 au matin, ils ameutèrent le peuple. La junte provinciale se déclara elle-même junte suprême nationale, ce qui fit clairement connaître qu'il y avait dans son sein des individus au fait de la conjuration. On fit entrer, en outre, dans la junte, Don Francisco Saavedra, qui en fut nommé président, le général Eguia et le marquis de la Romana, qui n'était point parti avec ses collègues, et sortait de Séville au moment de l'émeute, avec M. Frère, le seul représentant qu'eût l'Angleterre en Espagne depuis le départ du marquis de Wellesley. On adjoignit de même à la junte Don Francisco Palafox et le comte del Montijo, qui furent tout exprès relâchés de prison. Le dernier évita pour un moment de se rendre au vœu populaire, soit pour faire croire qu'il n'agissait pas d'accord avec les révoltés, soit que, selon sa coutume, le courage lui eût manqué au moment de l'exécution.

On créa également une junte militaire, et ce fut elle qui commanda réellement pendant le peu de jours que dura ce gouvernement éphémère. Elle était composée des individus nouvellement agrégés à la junte. Dès l'abord, elle nomma le marquis de la Romana général de l'armée de la gauche, à la place du duc del Parque qu'elle envoyait en Catalogne, et remit à Don Joaquin Blake le commandement de l'armée dite du centre. On expédia, de plus, aux provinces des ordres et des résolutions de toute nature, lesquels, heureusement, ou n'arrivèrent point, ou ne furent point obéis, car, autrement, de nouveaux

troubles eussent déchiré la nation déjà si profondément affligée. Cependant, le commandement resta, comme nous le verrons, aux généraux la Romana et Blake, le véritable gouvernement suprême ayant approuvé depuis sur ce point la résolution de la junte de Séville.

Celle-ci fit tous ses efforts pour engager les habitans de la ville à défendre leurs foyers, et pour exciter dans ses proclamations jusqu'au fanatisme des prêtres et des moines, qui, pour la plupart, se tinrent tranquilles. La sédition ne dura que peu de jours, et fut bien promptement terminée par l'arrivée des Français. C'est ce que craignaient le comte del Montijo et les autres principaux agitateurs; le comte, en s'éloignant, le 26, du lieu du danger, sous le prétexte de remplir une mission auprès du général Blake, laissa les séditieux sans chef, et tous manquèrent, pour défendre la ville, de la résolution qu'ils n'avaient que trop montrée pour la troubler. Il est vrai que Séville n'était pas en état d'être défendue militairement, et il aurait fallu la valeur et les sacrifices d'une autre Saragosse, pour arrêter le torrent des troupes ennemies, de la marche desquelles nous allons reprendre le récit.

Les Français une fois maîtres de la rive droite du Guadalquivir, le général Sébastiani, qui s'était avancé jusqu'à Jaen, poursuivit son mouvement, pour achever d'anéantir l'armée du centre, dont les débris dispersés avaient pris en grande partie la route de Grenade. Il ne restait plus en pied, pour ainsi dire, qu'environ mille cinq cents cavaliers aux ordres du général Freire, et un parc d'artillerie de quarante canons établi à Andujar : les officiers qui commandaient ce parc, ne recevant aucun ordre du général en chef, jugèrent prudent, dès qu'ils apprirent les désastres de la Sierra-Morena, de passer le Guadalquivir et de

s'acheminer sur Guadix, ce qu'ils exécutèrent sans avoir ni cavalerie, ni infanterie, pour les protéger. Le général Sébastiani, en avançant au-delà de Jaen, le 26 janvier, prit avec le gros de ses forces la direction d'Alcala-la-Réal, en faisant marcher sur sa gauche, par la route de Cambil et Llanos-de-Pozuelo, le général Peyremont avec une brigade de cavalerie légère. Le 27, ayant passé Alcala-la-Réal, Sébastiani atteignit la cavalerie espagnole de Freire, qui résista quelque temps, mais fut enfin défaite, dispersée, et prise en partie, ayant essayé l'attaque d'un ennemi supérieur en nombre, sans avoir avec elle aucune infanterie pour la soutenir. L'autre colonne, qui avait pris, sur la gauche, la direction de Cambil, eut le bonheur de s'emparer de l'artillerie dont nous avons raconté la sortie d'Andujar.

Celle-ci se dirigeait sur Guadix dans le moment où le comte de Villariezo, capitaine-général de Grenade, poussé par le peuple à faire résistance, donna l'ordre aux chefs de ce parc d'artillerie de changer de chemin à Pinos de la Puente, et de se rendre à la ville qu'il commandait. Ils obéirent; mais dès qu'ils furent arrivés, voyant que la confusion régnait, ils essayèrent de sauver leurs canons en s'échappant aussitôt de Grenade. Malheureusement, pour continuer leur marche, ils se virent obligés de faire un long détour, et de revenir jusqu'à ce même village de Pinos de la Puente, parce qu'alors le chemin nommé *de los Dientes de la Vieja*, plus court et plus direct que l'autre pour arriver à Diezma et Guadix, n'était pas encore ouvert aux voitures. Ce retard leur fit perdre du temps, et ils se jetèrent, à Isnallos, dans les chevau-légers du général Peyremont. Là, les artilleurs espagnols, n'ayant ni fantassins, ni cavaliers pour les défendre, furent obligés, à leur grand regret, d'abandonner leurs pièces, et de se sauver sur les chevaux du train. Ainsi

disparaissait entièrement cette armée qui, deux mois avant, couvrait les plaines de la Manche.

Enfin, dans les derniers jours de janvier, Don Joaquin Blake prit, à Diezma, le commandement de ces tristes débris. Il était venu en quartier à Malaga, au retour de Catalogne, et trouva dans cette ville sa nomination au grade que lui avait conféré la junte de Séville. Le poste lui fut cédé sans difficulté par Don Juan-Carlos de Areizaga lui-même, et Blake donna réellement une preuve de patriotisme en se chargeant, dans de semblables circonstances, d'une mission si épineuse, sans faire attention à l'autorité qui la lui conférait. Il n'y avait alors d'autre corps réuni que le premier bataillon des gardes espagnoles, commandé par le brigadier Otedo. Le reste de l'armée se réduisait à des soldats dispersés de différens corps. Blake recula encore jusqu'à Huercal-Overa, bourg du royaume de Grenade, sur les confins de celui de Murcie. Expédiant de là, et de tous côtés, des proclamations et des ordres, il parvint à rassembler, dans les premiers jours de février, jusqu'à cinq mille hommes de toutes armes. De tous les généraux qui commandaient des divisions dans la Sierra-Moréna, il n'y eut que Vigodet et Freire qui vinrent s'incorporer dans ses troupes, ce dernier avec quelques chevaux.

Le général Sébastiani fit son entrée à Grenade, le 28 janvier. Le peuple voulut se défendre, mais il en fut dissuadé par les hommes prudens et ceux qui cachaient sous ce nom leur timidité. Une autre chose contribua à sa soumission ; ce fut le clergé, qui, dans l'Andalousie, se montra singulièrement obséquieux à l'égard des conquérans. Une députation fut envoyée à la rencontre de Sébastiani, et, peu après son arrivée, le régiment suisse de Reding prit parti dans ses troupes. Le général français reçut avec hauteur les

autorités espagnoles, leur parla d'un ton courroucé, et frappa la ville d'une énorme contribution extraordinaire.

En même temps, les premier et cinquième corps s'étaient avancés sur Séville, par ordre de Joseph, et le même jour, 28, ils eurent un engagement de tirailleurs, près d'Ecija, avec les guérillas du duc d'Albuquerque. Ce général, apprenant que l'ennemi s'avançait par l'Arahal et Moron, pour arriver sur ses derrières à Utrera, et lui couper ainsi la communication avec l'île Gaditane, quitta aussitôt Carmona, et commença sa marche rétrograde vers la côte. Il envoya la cavalerie et l'artillerie par la grand'route, et dirigea l'infanterie par las Cabezas de San-Juan et Lebrija, pour que toute l'armée se réunît à Xerez. Ce mouvement fut fait avec tant d'opportunité, qu'en arrivant à Utrera, on apercevait déjà, depuis Moron, un détachement ennemi. Albuquerque prit les devans, et rassemblant toutes ses forces à Xerez, il put entrer, au commencement de février, dans l'île de Léon, sans avoir été vivement inquiété, la cavalerie seule ayant eu à soutenir dans sa marche quelques escarmouches. Si, dans cette occasion, les Français eussent avancé avec leur célérité ordinaire, peut-être auraient-ils pu s'interposer entre l'armée espagnole et l'île Gaditane; ce qui pouvait complètement changer le sort de cet inexpugnable boulevart. Le duc d'Albuquerque contribua, autant qu'il lui était possible, à sauver ce précieux et dernier asile, et avec lui, peut-être, l'indépendance de l'Espagne. Il mérite en cela de justes éloges.

Les Français, craignant, dans ces circonstances, de se trop compromettre, mesurèrent leurs mouvemens, et préférèrent avant tout s'emparer de Séville, dont ils enviaient la possession à cause de ses richesses et de sa renommée. Le maréchal Victor parut en

vue de ses murailles, à la fin de janvier. Presque tous les membres de la nouvelle junte avaient disparu; ainsi sa formation ne servit à rien, si ce n'est à troubler le pays, à augmenter la division dans les esprits, à empêcher enfin le départ de nombreux et importans objets.

Séville, cité vaste et populeuse, où brillent, comme l'exprime dans son simple langage la chronique de Saint-Ferdinand, « beaucoup de grandes noblesses... « telles qu'il y a peu de villes qui en aient autant », avait été, par ordre de la junte centrale, entourée d'une ligne de circonvallation, qui aurait exigé une garnison de cinquante mille hommes. On dépensa donc inutilement de grands capitaux dans cette fortification ; car son enceinte ne pouvait être défendue selon les règles de la guerre, mais seulement si l'on eût eu recours au patriotisme et au courage de la population, et la junte centrale aurait dû penser moins à fortifier régulièrement la ville, qu'à enthousiasmer les esprits, et à donner aux habitans la discipline militaire et une bonne direction.

Les Français faisaient leurs préparatifs d'attaque, lorsque, le 31, Séville leur envoya des parlementaires. Ceux-ci voulaient, entre autres choses, que cette ville fût distinguée des autres dans la capitulation, comme étant un des principaux chefs-lieux de la monarchie, et ils firent aussi la remarquable demande que les cortès fussent convoquées. Le maréchal Victor n'accéda point, comme c'était présumable, à la dernière demande, et, en réponse aux propositions qu'on lui avait présentées, il envoya une déclaration par laquelle il promettait protection aux habitans et à la garnison, et prenait l'engagement de ne point rechercher les actions et les opinions contraires à Joseph jusqu'à ce jour. Il accordait en outre d'autres concessions, et particulièrement celle de n'imposer aucune

contribution illégale; article qui fut bientôt violé et qui ne fut jamais accompli.

Les habitans de Séville ayant accepté les conditions de Victor, les Français entrèrent dans la ville, le 1er février, à trois heures du soir. La veille, pendant la nuit, la petite garnison, sous les ordres du vicomte de Gand, était partie pour le comté de Niébla, et ce fut le chemin que prirent aussi quelques-uns des membres les plus respectables de l'ancienne junte provinciale, ennemis des excès de ces derniers jours, et qui, s'étant établis à Ayamonte, se constituèrent aussitôt comme la seule autorité légitime des districts encore libres de la province.

Les Français trouvèrent à Séville des munitions, des fusils, un grand nombre de canons de sa superbe fabrique et d'équipemens militaires. Ils trouvèrent aussi beaucoup de valeurs et d'objets précieux, entre autres des tabacs et des vifs-argens, ces derniers si nécessaires pour l'exploitation des mines de l'Amérique. L'ennemi dut ce riche butin, en partie à l'imprévoyante négligence de la junte centrale, en partie aux troubles et aux violences dont Séville avait été le théâtre.

Cette ville soumise, le premier corps de l'armée française, sous les ordres de son chef le maréchal Victor, prit aussitôt la route de l'île Gaditane, dont il atteignit les environs le 5 février. L'arrivée antérieure sur ce point du duc d'Albuquerque prévint les desseins hostiles de l'ennemi; et préserva d'un coup de main. Victor s'arrêta donc en vue de l'île, et son corps d'armée fut destiné à en former le blocus. La réserve se forma à Cordoue sous la direction de Dessoles, et le cinquième corps, commandé par le maréchal Mortier, laissant une brigade à Séville, pénétra dans l'Estrémadure, et donna plus tard la main au second corps, qui avançait depuis le Tage, aux ordres du

général Reynier. Mortier s'achemina ensuite sur Badajoz, et après avoir inutilement sommé la place de se rendre, il revint sur ses pas, et établit à Llerena son quartier-général.

Sébastiani, de son côté, couronna heureusement ses opérations. Tranquille possesseur de Grenade, il voulut parcourir la côte, et surtout se rendre maître de la riche et importante ville de Malaga, avec d'autant plus de raison, qu'il s'y allumait alors un nouveau foyer d'insurrection.

Celui qui l'attisait, et s'en était fait le chef, était un colonel nommé Don Vicente Abello, originaire de la Havane, homme hardi et fougueux, mais dépourvu de la capacité nécessaire pour un tel rôle. La multitude suivit son drapeau, aussi ennemie là qu'ailleurs de la domination étrangère. Peu d'hommes de marque se joignirent à Abello, effrayés des désordres qui commencèrent, et prévoyant l'impossibilité de se défendre. Les plus notables de ceux qu'il entraîna furent un capucin appelé fray Fernando Berrocal, l'*escribano* San-Milan et ses frères. Quelques-uns de ceux-ci partirent pour Velez-Malaga, dans le dessein de soulever cette ville et son district. Des violences y furent exercées, et l'on exigea même d'énormes impôts forcés, jusqu'à saisir et prendre au seul duc d'Osuna environ 50,000 piastres. On jeta en prison les membres qui formaient la junte particulière de la ville, ainsi que le vieux général Don Gregorio de la Cuesta, lequel y vivait retiré, mais put à la fin s'embarquer pour Mayorque.

Le général Sébastiani, s'étant avancé par Loja de Grenade à Antequera, marcha, le 5 février, sur Malaga. En traversant la gorge appelée Boca del Asno, il dispersa une troupe de paysans qui voulurent en vain défendre le passage, et s'approcha de l'enceinte de la ville. C'était en dehors que l'attendait Abello, aussi

peu sensé dans ses opérations militaires que dans ses actes de politique et de finances. Sa troupe était nombreuse, mais composée de gens ramassés et la moitié sans armes. Au premier choc, elle fut culbutée, et amis comme ennemis, entrèrent pêle-mêle dans la ville. Le pillage commença; les anciennes autorités, qu'Abello avait déposées, apportèrent leur médiation, Sébastiani offrit également la suspension des hostilités, mais elles ne cessèrent que le lendemain. Tout tomba aux mains du général français, les caisses publiques et particulières y compris l'argent du duc d'Osuna; il imposa, en outre, à la ville, une contribution de 12,000,000 de réaux, dont cinq devaient être payés comptant.

Don Vicente Abello parvint à se réfugier à Cadix, où il souffrit une longue détention, dont les cortès le délivrèrent. Le capucin Berrocal et les autres, pris à Malaga et à Motril, furent moins heureux; Sébastiani les fit tous pendre. Sentence trop rigoureuse à coup sûr, car bien que ce général nous ait dit qu'il avait agi de la sorte, parce que ces hommes étaient des moines et des fanatiques, sa raison ne nous a point paru péremptoire. En effet, outre que tous ceux qui souffrirent la peine de mort n'étaient point dans ce cas, pourquoi ne serait-il pas permis aux ecclésiastiques de prendre les armes dans une guerre où il s'agit de vie ou de mort pour leur patrie? Qu'on les punisse s'ils ont commis d'autres excès, à la bonne heure, mais non point pour avoir résisté à la conquête étrangère.

Dans le même temps que les Français se répandaient dans les Andalousies, et s'emparaient de leurs principales villes, d'importans événemens se passaient à l'île de Léon et à Cadix. Avant la fin de janvier, il était arrivé à ces deux endroits et à Port-Sainte-Marie plusieurs membres de la junte centrale, lesquels

se réunirent sans retard à l'île de Léon. Les dangers qu'ils avaient courus, la voix publique déclarée contre eux, la crainte de ne point être obéis, tout, enfin, les engagea à faire abandon du commandement avant la réunion des cortès, et à constituer en leur place une autre autorité. Don Lorenzo Calvo de Rozas fit la proposition formelle que l'on nommât une régence de cinq membres qui exercerait le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude, la junte centrale lui restant attachée comme corps délibérant jusqu'à ce que les cortès fussent assemblées. La junte approuva la première partie de la proposition, et rejeta la seconde. Elle déclara, en outre, que ses membres résignaient le commandement sans vouloir d'autres récompenses que l'honorable distinction du ministère qu'ils avaient rempli, et qu'ils s'excluaient eux-mêmes de pouvoir être nommés pour faire partie du nouveau gouvernement.

On rédigea aussi un règlement qui servit de plan de conduite à la nouvelle autorité, à laquelle on donna le nom de *conseil suprême de régence*. En outre, un décret fut approuvé, qui réunissait toutes les opinions adoptées sur l'institution et la forme des cortès, déjà convoquées pour le mois de mars suivant, et par lequel on voulait faire connaître au public ces importantes décisions.

Dans le règlement, outre les articles d'ordre intérieur, il s'en trouvait un très-remarquable, d'après lequel la régence « proposerait nécessairement aux « cortès une loi fondamentale qui protégeât et assu« rât la liberté de la presse, et devrait en attendant « protéger de fait cette liberté comme un des moyens « les plus convenables, non-seulement de répandre « généralement les lumières, mais aussi de conser« ver la liberté civile et politique des citoyens. » Ainsi, la junte centrale, si timide, si méticuleuse

pour accorder en son temps une concession de cette gravité, alors arrivée au terme de sa carrière, ne craignait pas d'en faire la condition au pouvoir qui allait lui succéder. Le même règlement ordonnait la création d'une députation de huit membres chargés de veiller à son observance, ainsi qu'au maintien des droits nationaux. Nous ignorons pourquoi cette disposition ne fut point accomplie; nous en attribuons l'oubli au trouble de la junte centrale et au peu de goût que montra la nouvelle régence pour les entraves mises à son pouvoir.

Dans le décret relatif aux cortès, on insistait pour leur prompte convocation, et l'on ordonnait d'expédier immédiatement les lettres d'appel aux grands et aux prélats. On y adoptait d'ailleurs une importante innovation; les deux ordres (*brazos*) ne devaient plus se réunir en trois chambres ou *estamentos*, mais seulement en deux, l'une, nommée *populaire*, l'autre, *des dignitaires*.

On indiquait aussi dans le décret la manière de suppléer à la représentation des provinces qui, occupées par l'ennemi, ne pouvaient nommer immédiatement leurs députés, jusqu'à ce qu'après leur délivrance elles pussent en nommer directement par elles-mêmes. La même chose fut prévue, à cause de leur éloignement, pour les contrées de l'Amérique et de l'Asie. Il y avait encore, dans le contenu du décret précité, d'autres dispositions importantes et préparatoires pour les cortès et leurs travaux. La régence ne publia jamais ce document, et c'est pour cette raison que nous l'insérons en entier dans l'appendice (1). On a imputé cette omission à ce que le décret fut égaré dans les papiers d'une personne très-respectable que l'on supposait contraire à la réunion des cortès en deux

(1) N° 2, App.

chambres. Mais cette personne ayant pleinement justifié de la remise qu'elle fit de ce document, ainsi que d'autres papiers appartenant à la junte centrale, entre les mains des commissaires nommés pour cet objet par la régence, il parut évident que la suppression ne provenait pas de celui qui désapprouvait les chambres, mais de ceux qui abhorraient toute espèce de représentation nationale.

La junte centrale, après avoir sanctionné, le 29 janvier, toutes les résolutions que nous venons de signaler, passa immédiatement à la nomination des membres de la régence. Quatre d'entre eux devaient être Espagnols d'Europe, et un des provinces d'outre-mer. Les choix tombèrent sur Don Pédro de Quevedo y Quintano, évêque d'Orense, sur Don Francisco Saavedra, conseiller d'état, sur le général de terre, Don Francisco-Xavier Castaños, sur le général de marine, Don Antonio Escaño, et sur Don Estevan Fernandez de Léon. Ce dernier fut éloigné presque aussitôt que promu, parce qu'il n'était pas né en Amérique, bien qu'il fût d'une illustre famille établie à Caracas, et parce que la junte de Cadix s'opposa à son élection; il fut remplacé par Don Miguel de Lardizabal y Urique, naturel de la Nouvelle-Espagne. Le 2 février était le jour désigné pour l'installation de la régence. Mais l'inquiétude et l'impatience publique déterminèrent la junte centrale à hâter cette cérémonie qui eut lieu en effet dans la nuit du 31 janvier. La régence à peine installée, la junte s'empressa de se dissoudre, après avoir, dans une proclamation (1), rendu compte de ce qui s'était passé.

A côté de l'autorité nouvelle, et se prétendant égale, si ce n'est supérieure, une autre s'était élevée, qui, bien qu'en réalité subalterne, mérite l'attention

(1) N° 3, App.

pour l'influence qu'elle exerça, surtout dans le département des finances; nous voulons parler d'une junte élue à Cadix. Quelques émissaires dépêchés de Séville par les instigateurs des troubles, et la juste crainte de voir cette place livrée sans défense à l'ennemi, furent les principaux mobiles de sa nomination. Ce qui lui donna également une impulsion immédiate, ce fut un édit qu'en vertu de dépêches arrivées de Séville, avait publié le gouverneur, Don Francisco Vénégas; considérant comme dissoute la junte centrale, cet officier offrait de résigner son commandement aux mains de la municipalité, si cette corporation voulait le confier à un autre militaire plus capable de l'exercer : conduite que bien des gens taxèrent d'inconsidérée et de répréhensible, mais excusable en des temps si orageux.

La municipalité conserva le général Vénégas dans son emploi, et, faisant droit à une pétition d'un grand nombre d'habitans que lui présenta le syndic *personero* Don Tomas Isturiz, elle abolit la junte de défense qui existait, et s'occupa d'en établir une autre munie de plus amples pouvoirs. La nomination de celle-ci fut populaire. Tous les habitans chefs de famille présentèrent aux commissaires de police de leurs quartiers une proposition close contenant les noms de trois individus. De l'ensemble de toutes ces propositions une liste fut formée, dans laquelle la municipalité choisit cinquante-quatre électeurs votans; ceux-ci, à leur tour, élurent parmi eux dix-huit membres, nombre dont la junte devait se composer, et qui devait se relever, par tiers, tous les quatre mois. La nouvelle corporation s'installa le 29 janvier, aux applaudissemens des habitans de Cadix, car les choix étaient généralement tombés sur des personnes très-recommandables.

Voilà donc deux grandes autorités, la régence et

la junte de Cadix, inopinément créées, tandis qu'une autre, la junte centrale, est abattue et dissoute. Avant d'aller plus loin, nous jetterons sur toutes trois un rapide coup d'œil.

Quant à la junte centrale, le lecteur aura déjà pu former sur elle un jugement exact, tant par ce que nous en avons dit à l'époque de son installation, que par ses actes pendant la durée de son gouvernement. Elle pencha souvent vers les améliorations, dans toutes les branches administratives; mais les obstacles que suscitaient les gens intéressés aux abus, ainsi que l'hésitation et les vicissitudes de sa propre politique, nées de la composition hétérogène et mal entendue de cette corporation, empêchèrent le plus souvent l'accomplissement de ses desseins. En finances, elle ne fit presque aucune innovation, soit dans l'assiette des impôts, soit dans leur recouvrement, soit dans la comptabilité. Elle voulut, dans les derniers temps, exiger une contribution directe extraordinaire, qui ne put s'établir, même momentanément, qu'en très-peu d'endroits. Elle chercha bien, par le moyen d'un décret, à faire un changement complet dans cette branche, en se rapprochant du faux système d'un seul et unique impôt direct. A l'égard du crédit public, elle ne prit non plus aucune mesure fondamentale. Il est certain qu'elle ne chargea point la nation d'emprunts pécuniaires, parce que généralement elle remboursait les avances faites par le commerce de Cadix ou les particuliers, sur les fonds provenant d'Amérique ou d'autres entrées; mais, néanmoins, la dette ne laissa pas de s'accroître, comme nous le spécifierons plus au long dans le cours de cette histoire, par les fournitures que faisaient les communes aux guérillas et aux troupes. Ce moyen était ruineux, mais inévitable dans une guerre d'invasion, et d'une semblable nature.

Dans le département de la guerre, les réformes de la junte centrale furent, sinon tout-à-fait nulles, au moins bien insignifiantes. L'armée continua de rester sur le même pied où elle était à l'époque de l'insurrection, et n'éprouva que de légers changemens introduits par quelques juntes provinciales. Ce fut à celles-ci que l'on dut deux améliorations, elles débarrassèrent les enrôlemens des exceptions et priviléges de certaines classes, et donnèrent à tous les militaires plus de facilité pour monter en grade.

Les tribunaux furent maintenus, sans autre innovation que celle d'avoir réuni en un seul tous les conseils ou tribunaux supérieurs. Ni le mode de rendre la justice, ni l'ensemble de la législation civile et criminelle n'éprouvèrent aucun changement important et durable. Dans la dernière, cependant, il faut compter la création temporaire du tribunal de sûreté publique contre les délits politiques; création, comme nous l'avons fait observer en son lieu, plus répréhensible par les règles sur lesquelles elle s'appuyait, que pour avoir eu de funestes effets.

Dans ses relations avec les étrangers, la junte resta toujours dans les limites d'un gouvernement indépendant et national; et si, quelquefois, elle mérita le blâme, ce fut plutôt pour avoir voulu soutenir sa dignité par un langage trop hautain, que pour sa douceur et sa condescendance. Quelques gouvernemens s'en plaignirent. Peu de mois avant de se dissoudre, elle déclara la guerre au Danemarck, en la motivant sur ce que le gouvernement danois gardait comme prisonniers de guerre les Espagnols qui n'avaient pas pu s'embarquer avec la Romana; guerre nominale, bien entendu, mais non réelle.

La junte centrale brilla surtout par la manière à la fois noble et ferme dont elle repoussa les propositions formelles ou les insinuations détournées des

envahisseurs, soutenant les intérêts de l'indépendance de la patrie, sans désespérer jamais de la cause qu'elle avait embrassée. C'est pour cela qu'elle mérite les justes éloges de l'impartiale postérité.

Ce qui lui causa le plus grand tort dans l'opinion, ce furent ses malheurs; ce fut en effet à l'époque la plus déplorable qu'elle déposa son pouvoir, et rarement les peuples pardonnent aux gouvernemens malheureux. Si la junte eût terminé sa magistrature au mois d'août, après l'affaire de Talavera, et eût en même temps installé les cortès, ses ennemis seraient restés muets, ou du moins ils auraient manqué de la plupart des prétextes qu'ils firent valoir pour censurer ses actes et flétrir sa mémoire. La junte centrale se retira lorsque tout semblait conjuré contre la cause nationale, et ce fut sur elle qu'on jeta exclusivement la faute de si grands maux.

Dans cette irritation des esprits, les adversaires de la junte mirent à profit la circonstance, et non-seulement la discréditèrent, même plus que ne le méritaient quelques-uns de ses actes, mais encore, l'obligeant à se dissoudre avant le temps et par violence, exposèrent l'état à périr dans les désastres d'un entier naufrage. En outre, ils prirent plaisir à persécuter les membres de ce gouvernement, lorsqu'ils étaient privés de pouvoir et de soutien.

Ceux qui eurent le plus à souffrir furent le comte de Tilly et Don Lorenzo Calvo de Rozas. Le premier fut arrêté par ordre du général Castaños, qui obtint même l'approbation de la junte centrale, lorsque celle-ci se trouvait, il est vrai, refugiée dans l'île de Léon, et prête à s'éteindre. On accusait le comte d'avoir conçu à Séville le projet de passer en Amérique avec une division, si les Français envahissaient l'Andalousie, et l'on fit même courir le bruit que le duc d'Albuquerque était d'accord avec lui. On

trouva des indices du complot mal déguisé qu'ils tramaient entre eux, dans leur mutuelle correspondance épistolaire, et dans certains voyages du duc et de ses émissaires à Séville. Il paraît que le procès intenté à Tilly fit naître à ce sujet des soupçons fondés. Celui-ci, malade et persécuté, mourut quelques mois après, dans sa prison du château de Santa-Catalina, à Cadix; quoique ce fût un homme extrêmement décrié, cependant bien des gens blâmèrent les mauvais traitemens qu'on lui fit subir, et les attribuèrent à l'inimitié du général Castaños. Quant à l'arrestation de Don Lorenzo Calvo de Rozas, exclusivement décrétée par la régence, elle fut regardée avec raison comme plus injuste encore et plus mal fondée, car, sous le prétexte de faire rendre compte à Calvo de certaines sommes, on commença par le flétrir en le jetant en prison comme un homme souillé des plus grands crimes. Il n'obtint son élargissement qu'à la réunion des cortès.

Les hommes sensés et impartiaux furent également scandalisés de l'ordre signifié à tous les membres de la junte centrale, par lequel, en leur permettant « de regagner leurs provinces, excepté toute« fois l'Amérique, on les laissait à la disposition du « gouvernement, sous la surveillance et la responsa« bilité des capitaines-généraux, qui devaient veil« ler à ce qu'ils ne se réunissent pas plusieurs dans « une même province. » Non contens de cet affront, les persécuteurs de la junte lancèrent dans la lice un homme obscur et vil pour qu'il appuyât par sa déclaration la calomnie répandue contre les anciens membres de cette corporation, que l'on disait s'en aller chargés d'or. Sur un si frêle fondement, on ordonna de visiter les équipages de ceux qui étaient prêts à s'embarquer sur la frégate *Cornelia*; de respectables et purs citoyens se virent exposés à un tel outrage,

en présence des matelots assemblés. Leur innocence éclata aux yeux des habitans et de leurs délateurs eux-mêmes, car on ne trouva dans leurs malles qu'un faible pécule, que tous les indices d'une honorable médiocrité.

Ce qui poussa à une mesure si arbitraire et si injuste, ce fut le zèle malentendu de la junte de Cadix, emporté par les ennemis acharnés de la centrale, et par les clameurs de la multitude. La régence accéda à ce qu'on exigeait d'elle, mais toutefois elle voulut d'abord se mettre à l'abri derrière l'opinion du conseil. Celui-ci, dans la *consulte* qu'il adressa sur cet objet, répétait son refrain ordinaire, que l'autorité exercée par les membres de la junte centrale « avait « été une violente usurpation, tolérée plutôt que « consentie par la nation... dont les pouvoirs n'avaient « pu leur être transmis. » Après ces expressions et d'autres semblables, le conseil, montrant quelque perplexité, finissait néanmoins par dire que, de la même manière que la régence avait trouvé des motifs pour la détention et le procès criminel de Don Lorenzo Calvo de Rozas et du comte de Tilly, on en fît autant à l'égard de tout membre « découvert de la « même façon, » et que, pour les uns comme pour les autres, « on instruisît très-brièvement leurs cau-« ses et qu'on les traitât avec la dernière rigueur. » C'est une manière de procéder également vague et barbare, car on ne savait, ni quel sens le conseil donnait au mot *découvert*, ni ce qu'il entendait par traiter les accusés avec la dernière rigueur; et l'on peut s'étonner que des magistrats dépositaires de l'observation des lois, conseillassent au gouvernement, non de s'y tenir et de les exécuter, mais de n'en faire qu'à sa guise et de décider la chose arbitrairement. C'est parmi nous un tort immense que celui d'agir par la passion de la haine ou de l'attachement, plutôt que

selon la lettre et la teneur expresse de la législation ; aussi presque toujours la fortune de l'Espagne a échoué contre cet écueil.

Nous avons raconté avec étendue les persécutions dirigées contre les membres de la junte suprême, non-seulement parce que c'est un événement grave, puisqu'il intéressait des hommes qui gouvernèrent la nation pendant quatorze mois, mais aussi dans le dessein de signaler le mauvais vouloir des ennemis des réformes et des innovations. En effet, cette colère contre la junte centrale naissait bien moins de certains actes qu'on pouvait regarder comme blâmables, que du penchant que montra ce corps vers des changemens en faveur de la liberté. Dans ces persécutions, comme, depuis, dans celles de beaucoup d'autres hommes dévoués à cette noble cause, le coup partit des mêmes mains ou d'autres semblables, et toujours en essayant de cacher la haineuse et véritable intention sous des accusations vulgaires et misérables.

On aurait pu, à la rigueur, demander à la junte compte de son administration, mais non pas en foulant aux pieds ses membres. La régence, plus que tout le monde, était intéressée à ce qu'on les respectât, et à défendre contre le conseil la légitime origine de leur autorité ; car celle-ci une fois attaquée, celle de la régence l'était aussi, puisqu'elle n'en était qu'une émanation. En outre, les gouvernemens sont obligés, même dans leur propre intérêt, de soutenir l'honneur et la dignité de ceux qui les ont précédés, sinon la flétrissure des uns prépare aux autres d'amers regrets.

Nous avons déjà parlé de la régence et des membres qui la composaient. A la fin de mai seulement l'évêque d'Orense, qui résidait dans son diocèse, se rendit à Cadix. Austère dans ses mœurs, et célèbre

par la noble et énergique réponse qu'il fit lorsqu'on le convia d'aller à Bayonne, il ne remplit point, dans sa nouvelle charge, ce qu'on attendait de lui, parce qu'il voulut soumettre aux étroites règles de l'épiscopat le gouvernement politique d'une nation. Il se piquait d'habileté, et même ambitionnait la direction de toutes les affaires, tandis qu'il était fréquemment le jouet d'hypocrites et de fourbes. Il confondait la fermeté avec l'entêtement, et on le faisait difficilement dévier de la route, droite ou fausse, qu'il avait une fois prise. Don Francisco-Xavier Castaños, avant la venue de l'évêque, et même après, eut la haute main sur l'expédition des affaires publiques. Nous l'avons déjà dépeint comme général. D'anciennes affections avaient la plus grande influence sur son esprit. Comme homme d'état, il avait coutume de ne rien prendre au sérieux, et peut-être se figurait-il que l'astuce et une certaine adresse suffisaient, même dans les crises politiques, pour gouverner les hommes. Quelquefois l'obstination de l'évêque d'Orense mettait obstacle à ses vues; mais lorsque celui-ci s'éloignait pour vaquer aux devoirs de l'église, Castaños mettait à profit ces intervalles pour faire expédier les affaires qu'il favorisait. Dans le livre troisième, nous avons eu l'occasion d'esquisser le caractère et les qualités de Don Francisco de Saavedra, très-digne personnage, sans doute, mais peu influent comme membre de la régence, affaibli d'ailleurs par l'âge, les infirmités et les malheurs. Quant à Don Antonio Escaño, il s'occupait exclusivement du département qui lui était dévolu, celui de la marine, en homme intelligent, versé dans la matière, et d'une humeur douce. Il est inutile de parler de Don Estevan Bernandez de Léon, qui n'appartint que quelques heures à la régence, mais nous devons faire mention de celui qui le remplaça, Don Miguel de Lar-

dizabal y Uribe, amateur des belles-lettres, mais d'un caractère inquiet, turbulent, et de corps contrefait, image de son âme retorse et avide de vengeances. Castaños, forcé de s'associer à lui, cédait maintes fois à la supériorité reconnue de ses lumières.

Ainsi composée, la régence du moins resta fidèlement dévouée à la cause de l'indépendance nationale; mais elle recula de beaucoup vers l'ancien ordre de choses. En conséquence, les membres du conseil, les employés de palais, ceux qui regrettaient les usages de la cour et qui craignaient les réformes, portèrent la régence aux nues, et s'éprirent d'elle jusqu'à vouloir rétablir un cérémonial gothique et les usages d'un autre temps.

Le conseil surtout s'efforça de mettre à profit une aussi heureuse conjoncture pour ressaisir tout son pouvoir. Rien, à cet effet, ne lui parut plus convenable que de flétrir de sa réprobation tout ce qui s'était fait durant le gouvernement des juntes de province et de la junte centrale. C'est ce qu'il se hâta de manifester, le 2 février, dans son adresse de félicitation à la régence, affirmant que tous les malheurs avaient dépendu de la propagation de « principes subversifs, intolérans, séditieux et flattant la simplicité du peuple; » puis, recommandant que l'on vénérât « les lois antiques, les louables usages et les saintes coutumes de la monarchie, » il priait instamment la régence de s'armer de rigueur contre les innovateurs. Soutenue par de tels conseils, et poussée de sa propre inclination, celle-ci oublia l'immédiate réunion des cortès qu'elle avait solennellement promise lors de son installation.

La junte de Cadix, émule de la régence, et exerçant peut-être une plus grande autorité, était formée de bourgeois honorables, bons patriotes, et nullement dénués de lumières. Peut-être trop exclusivement at-

achée aux intérêts de ses commettans, elle écoutait même jusqu'à leurs préjugés, et il ne manqua pas de gens qui imputèrent à certains de ses membres de tirer parti de leur emploi, en faisant dans leur commerce de coupables bénéfices. Il n'est pas impossible que quelque faute de ce genre ait été commise; mais la vérité est que la plupart des membres de la junte se conduisirent avec honneur; il y en eut même qui sacrifièrent de fortes sommes au service de la bonne cause. La volonté que montra la junte de soumettre à la règle commune les employés de l'intendance militaire, les chefs et officiers de ces corps et tous les employés en général, gens corrompus pour l'ordinaire, lui attira de mortelles inimitiés. Toutefois, le compte des entrées et de l'emploi des fonds fut publié et parut parfaitement exact. C'était Don Pédro Aguirre, homme de bien, impartial, éclairé, qui dirigeait particulièrement cette branche d'administration.

Maintenant que nous avons jeté un regard sur le gouvernement de la junte centrale; maintenant que nous avons donné une idée des commencemens et de la composition de la régence et de la junte de Cadix, il est bon que nous rapportions les principales mesures que prirent ces deux autorités, ensemble ou séparément. Elles commencèrent naturellement par celles qui devaient assurer la défense de l'île Gaditane.

La nature et l'art ont rendu presque inexpugnable cette position, qui comprend l'île de Léon et la ville de Cadix proprement dite. Ces deux villes, que réunit ensemble un isthme étroit et allongé, sont éloignées l'une de l'autre de deux lieues. L'île Gaditane tout entière en a trois de long, et une et quart de large, dans sa partie la plus étendue. Elle est séparée du continent par le bras de mer appelé *rivière de Santi-Petri*, dont le lit est profond, et qu'on traverse au pont de Suazo,

ainsi nommé du docteur Juan Sanchez de Suazo, qui le rétablit au commencement du XV^e siècle. L'arsenal de la Carraca, situé dans un îlot contigu à l'île de Léon, et formé par la rivière de Santi-Petri et le canal de las Culebras, resta aussi au pouvoir des Espagnols. La population de Cadix, aujourd'hui bien diminuée, ne dépasse point soixante mille habitans, et celle de l'île de Léon, qui est dans le même cas, en compte à peine dix-huit mille. La principale défense naturelle de cette place sont ses marais salans, qui commencent à peu de distance de Puerto-Real, et s'étendent l'espace d'une lieue et demie jusqu'à la rivière Zurraque; ils sont réunis ensemble par des canaux, et coupés par des gués impraticables, d'un sol variable et mouvant. Au sud, il existe d'autres salines appelées de *San-Fernando*, et l'île, sur tous les autres côtés, est entourée par l'Océan ou les eaux de la baie. Au milieu des marais salans et des canaux qui se trouvent en avant du Santi-Petri, s'élève une chaussée longue et étroite qui conduit au pont de Suazo. Dans son parcours, on établit plusieurs coupures et des batteries qui rendaient le passage inexpugnable. A l'arrivée d'Albuquerque, les travaux étaient très-arriérés; mais ce général et ses successeurs les activèrent prodigieusement. On fortifia, en conséquence, par une triple ligne de batteries, le front d'attaque de la rivière de Santi-Petri; quelques-unes furent avancées jusque dans les lagunes bourbeuses, et l'on mit un soin particulier à couvrir l'arsenal de la Carraca et la droite de la ligne, qui en était la plus faible partie.

L'île de Léon même emportée, d'autres nombreux obstacles auraient barré à l'ennemi l'entrée de Cadix. Outre diverses batteries élevées sur la langue de terre qui sert de communication entre les deux villes, on construisit, dans le plus étroit de la chaussée, pour

que les deux mers la baignassent, une coupure (*cortadura*) à laquelle travaillèrent avec enthousiasme tous les habitans ; elle était hérissée de canons, et construite avec une admirable solidité ; puis il fallait encore se rendre maître des ouvrages de l'enceinte de Cadix, qui étaient exécutés suivant les règles de l'art moderne, et ne présentaient qu'un seul front d'attaque. Pour garnir une position aussi étendue que l'île Gaditane, et si couverte de points de défense, il fallait un grand nombre de troupes de terre, et des forces maritimes presque égales. L'armée d'Albuquerque, augmentée chaque jour par des officiers et des soldats dispersés qui venaient des diverses côtes aborder à Cadix, finit par compter, à la fin de mars, quatorze à quinze mille hommes. Les Anglais envoyèrent aussi une division composée de leurs soldats et de Portugais. La junte de Cadix demanda ce secours à lord Wellington, par l'entremise du consul anglais et de lord Burghest, qui partit, à cet effet, pour Lisbonne, avant qu'on eût appris l'arrivée du duc d'Albuquerque dans l'île. Ces forces auxiliaires montèrent, au mois de mars, à environ cinq mille hommes, et, dans ce même mois, leur premier chef, Stewart, fut remplacé par le général sir Thomas Graham. La garde de la place de Cadix se faisait en partie par la milice urbaine et par les volontaires, dont les bataillons, d'une belle tenue, étaient formés par les plus respectables citoyens de la ville. Leur nombre s'élevait à environ huit mille hommes, en y comprenant ceux qui furent levés *extrà muros* et dans l'île de Léon ; leur service, bien que pénible, était fait avec zèle et patriotisme, et déchargeait les troupes réglées d'une grande besogne.

Comme la marine était nécessaire à la défense d'une position entourée de tant de côtes, il y avait à l'ancre, dans la baie, une escadre anglaise, aux ordres de l'amiral Purvis, et une escadre espagnole, commandée par

Don Ignacio de Alava. Elles eurent à souffrir toutes deux un désastre considérable dans une affreuse tempête qui arriva le 6 mars et les jours suivans. L'escadre anglaise perdit le vaisseau portugais *Maria ;* la nôtre, trois vaisseaux de ligne, une frégate, une corvette et plusieurs bâtimens marchands. Les Français se conduisirent inhumainement dans cette occasion, car, au lieu de secourir les malheureux que l'impétuosité du vent poussait à la côte, ils leur tiraient dessus à boulet rouge. Les bâtimens échoués sur la plage furent presque tous brûlés. Comme les préparatifs de défense ne cessaient point pour cela, on arma des bâtimens légers, sous les ordres de Don Cayetano Valdès, que nous avons vu blessé à Espinosa. Ils furent d'une grande utilité, car, en s'approchant de terre, et en s'engageant, à la marée haute, dans les canaux des salines, ils prenaient l'ennemi en flanc et l'incommodaient sans interruption.

Quand on sut que les Français approchaient, on commença, quoique tardivement, à détruire toutes les batteries et à démanteler tous les forts qui garnissaient la côte depuis Rota, et s'étendaient au dedans de la baie, par Santa-Catalina, Port-Sainte-Marie, la rivière de San-Pedro, le canal du Trocadéro et Puerto-Real. Cadix, en effet, était bien plutôt préparée à résister aux attaques par mer que par terre, car il était difficile de prévoir que les troupes françaises, descendant les Pyrénées et traversant tout le territoire espagnol, s'étendraient jusqu'aux plages de l'île Gaditane.

Les Français, se fiant à cette circonstance, à la négligence naturelle des Espagnols et au découragement qu'avait produit l'invasion des Andalousies, regardaient Cadix comme à eux, et, dans cette opinion, ils sommèrent à la fois de se rendre la ville et l'armée commandée par le duc d'Albuquerque. Pour la pre-

mière démarche, ils employèrent certains Espagnols, leurs partisans, auxquels ils croyaient du crédit et de l'influence dans la place. Ceux-ci firent la sommation, le 6 février, et du Port-Sainte-Marie. La junte supérieure y répondit, sous la même date, simplement et avec dignité; elle se bornait à dire, « La « ville de Cadix, fidèle aux principes qu'elle a jurés, « ne reconnaît d'autre roi que le seigneur Ferdi- « nand VII. » Quoique plus étendue, la réponse que fit à ce sujet le duc d'Albuquerque au maréchal Soult fut également noble et vigoureuse. En conséquence, on travailla depuis lors, des deux côtés et avec la même ardeur, aux ouvrages militaires : les Français, pour se mettre à l'abri de nos attaques, et pour nous inquiéter de leurs feux; les nôtres, pour achever de rendre l'île Gaditane inexpugnable. Ainsi se passa le mois de février, sans rencontres, et sans nul événement notable.

Des moyens de défense si nombreux, si étendus, exigeaient de la part de Espagnols des ressources pécuniaires, de la méthode dans leur recouvrement et de l'ordre dans leur distribution. La régence ne pouvait compter que sur les entrées du district de Cadix et sur les fonds provenant d'Amérique. Il était difficile d'obtenir le revenu des premières, si la junte ne s'y prêtait point, et plus difficile encore d'augmenter sans son aide les contributions, car le gouvernement suprême ne jouissait pas, dans la ville, d'une confiance aussi grande que les membres de cette corporation, naturels du pays, ou s'y étant établis depuis longues années.

Des réflexions à ce sujet faites sur les lieux, et le triste état du trésor, firent naître la résolution de remettre à la junte supérieure de Cadix la direction du département des finances. Bien des gens, et particulièrement les rentiers, désapprouvèrent une sem-

blable détermination, et sans doute il paraissait étrange à la première vue que le gouvernement suprême se mît, pour ainsi dire, sous la tutelle d'une autorité subalterne. Mais comme la mesure était transitoire et l'état des finances déplorable, le bien l'emporta sur le mal, et il y eut dans les paiemens plus de régularité et de justice. Peut-être la junte se montra-t-elle parfois un peu mesquine, mesurant l'ordre de l'état sur la méticuleuse échelle d'un bureau ; mais l'autre excès, dont l'administration publique était entachée, préjudiciait plus amplement à l'intérêt bien entendu de la nation. On adopta ensuite pour la régularité et la bonne intelligence de la matière, un règlement qui reçut, le 31 mars, l'approbation de la régence.

Déjà précédemment, quoique avec moins de solennité, elle avait été chargée des finances, et d'aigres débats s'étaient élevés à ce propos entre elle et divers chefs militaires, principalement le duc d'Albuquerque. Peut-être que celui-ci prêta trop l'oreille aux plaintes de ses subalternes accoutumés au désordre, mais la junte de son côté ne garda point dans ses réponses la déférence et le respect que méritait le duc. Cette querelle et d'autres désagrémens décidèrent ce général à résigner le commandement de l'île vers la fin de mars; la régence alors le nomma ambassadeur à Londres. De cette ville, il écrivit quelque temps après un manifeste injurieux contre la junte de Cadix, laquelle, bien qu'en se défendant, répliqua d'une manière trop emportée et trop grossière. Cette réponse fit une telle impression sur l'esprit susceptible et chatouilleux du duc, qu'au bout de peu de jours, il perdit la raison et la vie. Ce n'était pas une telle fin que méritaient ses bons services et son patriotisme exalté.

La junte de Cadix, au milieu d'une foule d'embar-

pas et d'obstacles, continua avec le même zèle à remplir sa tâche. Elle imposa une contribution de cinq pour cent sur l'importation de toutes les marchandises qui sortiraient de Cadix, et une autre de vingt pour cent sur les propriétaires de maisons, et dix pour cent sur les locataires. Avec ces produits et d'autres semblables, mais surtout avec les remises d'Amérique, et les avantages d'une bonne distribution de deniers, non-seulement on couvrit toutes les dépenses autorisées, mais encore on put envoyer des secours aux provinces.

Une fois que la défense de ces deux points importans fut assurée, leurs plages devinrent l'inexpugnable boulevart de la liberté espagnole.

Pendant tout ce laps de temps, Joseph avait parcouru les villes et les principales communes des Andalousies, trouvant tant de plaisir dans son séjour au milieu de cette province, qu'il le prolongea jusqu'à l'entrée de mai. Soult était revêtu du commandement supérieur de l'armée qu'on appelait *du midi*, et qui se composait des forces que nous avons déjà énumérées en parlant du passage de la Sierra-Morena. Les Andaloux accueillirent Joseph mieux que n'avaient fait les habitans des autres parties du royaume, et lui firent fête avec assez d'empressement. Il récompensa ce bon accueil en distribuant des emplois et des décorations, et il expédia différens décrets pour répandre dans cette province l'enseignement et la prospérité. Pour établir son gouvernement et diriger l'administration dans les provinces nouvellement conquises, il nomma des commissaires royaux, dont les pouvoirs, au reste, étaient à chaque pas restreints par l'arrogante prédominance des généraux français. Ce fut à Séville que Joseph manifesta l'intention de convoquer des cortès dans le cours de l'année 1810, et, dans ce but, il ordonna, par un décret du 18 avril,

que l'on prît une connaissance exacte de la population d'Espagne. A la même époque, il s'occupa également de régler l'administration intérieure des communes; en conséquence, il distribua le royaume en trente-huit préfectures, lesquelles se divisaient à leur tour en sous-préfectures et municipalités, imitant, ou plutôt copiant en cela et dans le reste du décret l'administration départementale de la France. Cette mesure, si elle eût pris racine, aurait pu améliorer la situation des communes en général; mais dans quelques-unes elle ne fut pas même établie, et, dans la plupart des autres, tout le bienfait de la mesure disparut devant les continuels excès des troupes étrangères. La milice bourgeoise (*milicia civica*), déjà décretée par Joseph en juillet 1809, et dans laquelle les habitans des autres provinces refusaient généralement d'entrer, déplut moins en Andalousie, où il y eut des villes qui se prêtèrent sans répugnance à ce service.

Pour cette raison et pour l'accueil fait au monarque intrus par ces provinces, leurs habitans furent amèrement blâmés par ceux du reste de l'Espagne, qui leur reprochaient d'être des hommes sans patriotisme et d'un caractère accommodant. Ce blâme n'était pas fondé, car les Andalousies, et principalement le royaume de Grenade, non seulement avaient fait de grands sacrifices pour la cause commune, mais encore, au temps de l'invasion, s'étaient montrées aussi bien disposées que les autres à la repousser. Il leur manqua de bons guides lorsqu'elles étaient abattues et que leurs propres autorités montraient peu de résolution. Il est certain, toutefois, que dans ces provinces, les hommes indifférens, ou amis du repos à tout prix, étaient en plus grand nombre que partout ailleurs. Cela dépendait en partie de ce qu'attaquées les dernières, on y considérait l'Es-

pagne comme perdue, et en outre, de ce que leurs habitans s'étaient trouvés les témoins les plus rapprochés des fautes et des injustices des divers gouvernemens nationaux, tandis qu'ils ignoraient les désastres de l'irruption et de la conquête étrangères, calamités qu'ils n'avaient pas généralement éprouvées à l'égal des autres parties du royaume. Bientôt détrompés, ils ne tardèrent point à s'émouvoir aussi, et les montagnes de Ronda, ainsi que d'autres districts, ne montrèrent pas moins d'ardeur et de courage contre les envahisseurs que les rives du Llobregat ou du Minho.

Les plaisirs et le délicieux climat d'Andalousie, qui rappelaient à Joseph le séjour de Naples, auraient peut-être différé son retour à Madrid, si certaines résolutions du cabinet de France ne l'avaient engagé à regagner la capitale, où il entra le 18 mai. C'étaient d'importantes résolutions, dont l'examen nous occupera dès que nous aurons raconté les mouvemens que firent les Français dans d'autres provinces d'Espagne, et dont quelques-uns se liaient avec ceux d'Andalousie.

Telles furent les opérations qu'ils exécutèrent contre les Asturies et contre Valence, simultanément avec le siége d'Astorga. La première fut confiée au général Bonnet. La principauté des Asturies se trouvait dégarnie en quelque sorte, depuis que la fleur de ses troupes s'était éloignée de ses montagnes, sous le commandement de Don Francisco Ballesteros. A peine restait-il quatre mille soldats dans la partie orientale, du côté de Colombrès, et deux mille de réserve dans les environs d'Oviédo; sans compter un millier d'hommes à Don Juan Diaz Porlier, lequel, avant cette invasion des Asturies, s'étant ouvert passage à travers les ennemis, avait parcouru le pays plat de Castille, touché à la Rioja, et, distrayant par ses

courses l'attention des Français, était ensuite revenu s'abriter dans les gorges escarpées d'où il était descendu. Ce genre d'entreprises troublait fort l'ennemi, et différait pour le moins, s'il ne déjouait ses plans arrêtés.

Le pouvoir, dans la principauté, continuait à résider aux mains du général Don Antonio Arce et de la junte nommée par la Romana; Don Nicolas Llano-Ponte était toujours à la tête de la ligne de Colombrès. Celui-ci, aussi peu chanceux à présent qu'il l'avait été dans la campagne de Biscaye, plia sans grande résistance quand, le 25 janvier, six mille Français l'attaquèrent sous les ordres du général Bonnet. Les Espagnols, à la vérité inférieurs en nombre, auraient pu seulement mettre à profit quelques positions que la nature avait rendues favorables. L'ennemi força le pont de Puron, où notre artillerie, bien dirigée, lui fit beaucoup de mal. Llano-Ponte se replia précipitamment sur l'Infiesto, et le général Arce ainsi que les autres autorités évacuèrent Oviedo, et firent halte pour le moment sur les bords du Nalon.

La joie des envahisseurs fut un peu troublée par l'intrépidité de Don Juan Diaz Porlier, qui ayant appris l'irruption française dans les Asturies, pénétra au centre de la principauté, venant des pentes méridionales de ses montagnes, où il s'était posté d'abord. Il attaqua sur leurs derrières des corps détachés de l'ennemi, leur fit plusieurs prisonniers, et suivant la côte par Gijon et Avilès, s'établit tranquillement à Pravia, sur la gauche des troupes et des soldats dispersés qui s'étaient retirés avec le général Arce. A l'imitation de Porlier, Don Federico Castañon et d'autres partisans prirent position sur la grand'-route de Léon, d'où leurs fréquentes excursions incommodaient l'ennemi.

Le général Bonnet occupa Oviédo, le 30 janvier,

après que les familles principales eurent, comme dans la première invasion, abandonné la ville. Ce général, à son entrée, se conduisit avec trop de rigueur, et se rendit coupable de quelques actes d'inhumanité. Mais plus tard il s'adoucit, et gouverna même avec justice, autant, du moins, que peut le faire un conquérant incessamment harcelé par une population ennemie.

Peu de jours après son arrivée à Oviédo, Bonnet, craignant les mouvemens de Porlier et des autres partisans, quitta la ville et concentra ses forces à la Pola de Siero. Trop confiant dans cette subite retraite, les chefs espagnols avancèrent de leur position du Nalon, reprirent possession d'Oviédo, et établirent au pont de Colloto l'avant-garde commandée par Don Pédro Barcena. Les Français, qui ne désiraient rien tant que de voir les nôtres réunis pour en venir plus facilement à bout par la supériorité que leur donnaient en bataille rangée leur discipline et leur pratique de la guerre; les Français revinrent sur les troupes espagnoles, les culbutèrent et reprirent Oviédo. Ils s'avancèrent même jusqu'à Peñaflor, mais au pont de ce bourg, quelques paysans les arrêtèrent, bravement conduits par un officier d'état-major, Don José Castellar, qui s'était déjà signalé à San-Payo, et qui fut blessé dans cette affaire.

Don Pédro Barcena, ayant aussi réuni son monde, auquel se joignirent d'autres soldats dispersés, repoussa les Français des ponts de Solo, et s'y maintint quelque temps. Mais à la fin, continuellement menacé par un ennemi nombreux, il jugea prudent de se retirer sur la ligne du Narcea, et Don Juan Diaz Porlier resta seul à Pravia, sur la gauche du Nalon. On remit alors le commandement de l'armée d'opération à Barcena, homme de sang-froid et de grand courage. Il était aidé des conseils et de l'exemple du colonel

Don Juan Moscoso, chef d'état-major, qui était instruit, et savant même, dans l'art de la guerre.

Le général Arce, déconcerté à la vue d'une invasion qui le prenait au dépourvu, prit le parti de résigner le commandement de la province; mais auparavant, et voulant pouvoir alléguer que la mission qui l'y avait conduit était achevée, il résolut de rétablir la junte constitutionnelle, que la Romana avait détruite par un caprice, et pour cela faire, il ordonna que les conseils municipaux nommassent des députés qui concourussent à former la nouvelle corporation. Cet ordre s'exécuta, et de cette manière tomba l'œuvre d'arbitraire et de désordre qu'avait élevée la Romana.

Quelque louable que fût la mesure prise par le général Arce, on la regarda comme née de l'empire des circonstances, plutôt que du désir de réparer une injustice et de s'attirer l'affection des Asturiens. Ce qui donna de la force à l'opinion que nous avons énoncée sur son départ, c'est que ce général et son collègue de mission, le conseiller Leiva, emportèrent, sous le prétexte d'appointemens arriérés, une somme de 16,000 piastres : action qu'il faut sévèrement condamner dans un temps où le bourgeois et jusqu'à l'homme de campagne se privaient du peu qu'ils possédaient pour alimenter le soldat, réduit souvent à la plus extrême misère.

La nouvelle junte s'installa, le 4 mars, à Luerca. Ne perdant point courage par le départ de Don Antonio Arce, elle nomma à sa place Don José Cienfuegos général de la province, où il était né; en même temps, un conseil de guerre se forma, sur l'avis duquel devaient se régler les opérations militaires.

La Galice envoya bientôt au secours des Asturies une petite division de deux mille hommes, et les

hefs, encouragés par l'arrivée de ce renfort, résolurent d'attaquer les troupes françaises, le 19 mars. Cette attaque se fit par le gros de nos forces du côté du pont de Peñaflor, en même temps qu'une division appelait sur la droite l'attention de l'ennemi, et que, sur la gauche, Porlier, qui s'était embarqué le long de la côte, tombait sur ses derrières par la rive opposée du Nalon. La manœuvre s'étant exécutée heureusement, Bonnet évacua Oviédo, et ne s'arrêta qu'à Canga de Onis, tant pour se rétablir que pour aller à la recherche de subsistances et de munitions qui ne pouvaient arriver jusqu'à ses troupes que bien escortées.

Les nôtres s'avancèrent cette fois avec plus de circonspection, et même enlevèrent d'Oviédo tous les ustensiles de la fabrique d'armes. Cette précaution était d'autant plus opportune, que Bonnet, renforcé de troupes fraîches, revint bien vite, obligea les nôtres à la retraite, et s'empara pour la troisième fois de la ville, le 29 du même mois de mars. Les Espagnols se réfugièrent alors dans leur ancienne ligne du Nalon, mettant leur droite au Padrune, sur la grand'-route de Léon, et leur gauche à Pravia.

Là même, les Français ne les laissèrent pas longtemps en repos. Après diverses rencontres fort vives, ils furent contraints de se retirer, les troupes des Asturies et Porlier à Tineo et Somiedo, et la division galicienne au Navia. Les combats continuèrent pendant tout le mois d'avril, sans qu'il fût possible à l'ennemi de se rendre maître de toute la principauté.

L'occupation de cette province n'aurait pas duré long-temps, si la junte du royaume de Galice eût mis plus d'empressement à coopérer à sa délivrance. Cette autorité se trouvait installée depuis le mois de janvier, et bien qu'elle comptât parmi ses membres des

hommes connus par leur zèle et leurs lumières, elle ne déploya pas néanmoins l'énergie convenable, et ne sut pas mettre à profit les nombreuses ressources qu'offrait une province si populeuse. Ainsi, dans le cours de ces premiers mois, elle n'augmenta pas considérablement son armée, et n'osa pas davantage dans le principe, mettre un frein à l'audacieuse opposition de la junte subalterne de Betanzos, qui se montrait beaucoup trop insolente.

Les démêlés qui naquirent de là et d'autres motifs, non-seulement faisaient négliger les affaires de la guerre, les seules qui fussent alors urgentes, mais encore ils donnèrent lieu, dans le mois de février, à une émeute qu'excitèrent au Ferrol des gens sans aveu. Le commandant des arsenaux, Don José Maria de Vargas, y fut victime de la fureur populaire. Ce fut la solde arriérée due aux employés des chantiers qui servit de prétexte à l'émeute. Le calme enfin rétabli, on instruisit contre quelques personnes, et l'on punit du dernier supplice une femme du peuple qui fut convaincue d'avoir frappé la première le malheureux Vargas.

La junte de Galice s'excusa en outre de ne point secourir les Asturies, sur la crainte que les Français n'envahissent son propre territoire par la côte d'Astorga, ville qu'ils menaçaient en effet, et qu'ils assiégèrent bientôt. Par ce motif, elle repoussa les réclamations de cette province, et ne voulut pas davantage adopter la proposition que lui fit la junte de nommer, d'accord entre elles, un même chef militaire, puisque la régence, à cause de l'éloignement, ne pouvait remédier promptement aux maux que causait leur division.

Le seul général Mahy, auquel était confié le commandement supérieur des troupes de la Galice, fit, de lui-même, tous ses efforts pour aider la principauté

es Asturies. Mais le siége d'Astorga et la nécessité de ouvrir le Vierzo l'obligeaient à séjourner à Lugo et Villafranca, avec les principales forces de son armée, qui étaient, du reste, peu considérables.

Toutefois, les Français ne l'inquiétèrent pas autant qu'il le craignait; leurs vues étaient tournées contre e Portugal, et ils avaient été retenus par la résistance l'Astorga, plus obstinée que ne semblait le permettre a faiblesse de ses fortifications. C'était une ancienne ville, entourée d'un vieux mur flanqué de tours à hauteur d'appui. Trois faubourgs en facilitaient l'accès, car elle manquait de fossés, d'épaulemens et de tout ouvrage extérieur. La population, autrefois de six cents feux, était bien diminuée par les nombreux malheurs qu'elle avait essuyés. Dans l'intervalle écoulé entre l'attaque antérieure du mois d'octobre 1809 et le printemps de 1810, on s'était occupé d'améliorer son état de défense, en fortifiant principalement le faubourg de Reitibia par des fossés, des épaulemens, des coupures et des sauts-de-loup. On forma des guérillas de paysans, et la garnison comptait environ deux mille huit cents hommes. Don José-Maria de Santocildès était toujours gouverneur de la place.

Au commencement de février, les Français étaient cantonnés sur les rives de l'Orbigo, où les nôtres, pour augmenter leurs provisions de bouche, étendaient leurs incursions. Le 11 de ce mois, le général Loison, avec neuf mille hommes et six pièces de campagne, se présenta devant la ville, et, le 16, la somma de se rendre. Santocildès répondit par un refus. Alors le général français s'éloigna de la place, sans que ses postes avancés cessassent pour cela de tirailler avec les nôtres. Cette situation dura jusqu'au 21 mars, jour où les Français commencèrent un siége en règle.

A cette époque, le général Junot, duc d'Abrantès, chargé du commandement du huitième corps, qu'on venait de reformer, et qui devait faire partie de l'armée que Napoléon destinait contre les Anglais de Portugal, s'était approché d'Astorga. Santocildès ayant refusé de recevoir une dépêche que lui adressait Junot, celui-ci fit aussitôt commencer les travaux du siége. Les assiégés en empêchèrent les progrès, et repoussèrent même, le 26, une tentative dirigée contre le faubourg de Reitibia. Les Espagnols n'avaient qu'un très-petit nombre de canons, et tous de petit calibre; on manquait aussi de munitions, et rien n'abondait, sinon le patriotisme de la troupe et des habitans. Des deux côtés, les escarmouches continuaient sans cesse, et les assiégés conservaient l'espérance d'être secourus par le général Mahy, qui séjournait à Vierzo; mais les Français observaient avec soin les avenues de ces montagnes, et souvent des combats s'engageaient entre eux et les troupes de Galice.

Cependant, la batterie de brèche ayant été terminée le 19 avril, l'ennemi ouvrit le feu dès le lendemain avec des pièces de gros calibre, en le dirigeant contre la porte de Hierro, où ils firent dans la muraille une large ouverture. Les grenades mirent le feu à la cathédrale, qui fut en partie brûlée, ainsi que plusieurs maisons contiguës. Les bourgeois et la garnison se défendaient avec autant de sang-froid que de courage. La brèche fut bientôt praticable; mais quoique Junot eût sommé, pour la seconde fois, la ville de se rendre, en menaçant de passer au fil de l'épée soldats et habitans, ses propositions furent rejetées, et tout le monde se prépara à repousser l'assaut. Les ennemis le tentèrent en attaquant à la fois la brèche ouverte dans la porte de Hierro et le faubourg de Reitibia. L'affaire dura depuis le matin jusque après le coucher du soleil, et les assiégés repoussèrent bravement toutes

les attaques, sans que les Français pussent pénétrer dans la ville. Bourgeois et militaires se montraient également résolus à continuer la défense, mais, par malheur, elle était devenue impossible. Il ne restait plus à tirer que vingt-quatre coups de canon, et fort peu de mousqueterie; en outre, les pièces avaient leurs lumières déformées et leurs affûts brisés. Dans une situation si désespérée, les autorités réunies se décidèrent à livrer la place. Il n'y eut dans la municipalité qu'un vieillard de plus de soixante ans, nommé le licencié Castilla, image des anciens héros de Léon, qui, se levant de son siége, fit entendre ces énergiques paroles : « Mourons comme les gens de Nu« mance. »

La reddition une fois résolue, l'ennemi prit possession d'Astorga, le 22 avril, en vertu d'une capitulation honorable. On compta que notre perte, pendant ce siége, avait été de deux cents hommes; celle de l'ennemi allait au-delà.

De cette manière, les Français de la Castille, assurant peu à peu leur flanc droit, et tenant en suspens les provinces du nord, tandis que Joseph occupait les Andalousies, se disposaient en même temps, comme nous le verrons dans le prochain livre, à envahir le Portugal.

De son côté, Suchet pensa devoir, en Aragon, attirer l'attention des Espagnols en faisant un mouvement sur Valence. Jusqu'alors ce général s'était occupé à pacifier sa province, et surtout le royaume de Navarre, qui, fort tranquille dans le principe, commença tellement à s'agiter, que les courriers français ne passaient qu'à grand'peine, et que l'autorité étrangère n'était plus reconnue au-delà de la place de Pampelune. C'était Mina le jeune (*Mina el mozo*) qui causait tout ce changement. Obéi en tous lieux, et jamais découvert ni vendu, il dominait la contrée, et força

même, au mois de janvier, le gouverneur de la Navarre à entrer en arrangement avec lui pour l'échange des prisonniers.

Fatigué d'avoir à ses portes un si audacieux ennemi, le gouvernement français recommanda au général Suchet le rétablissement de la tranquillité en Navarre. Mina trompa quelque temps, par son activité et son adresse, les desseins des Français, et surtout du général Harispe, chargé spécialement de le poursuivre. A la fin, serré de près, non-seulement par celui-ci, mais par des troupes détachées de Logroño, et d'autres qui sortirent de Pampelune, il dispersa les braves qu'il commandait, cacha leurs armes, et attendit, pour les réunir de nouveau, que l'ennemi le laissât respirer un peu. L'audace de Mina était telle, que, peu de temps après, lorsque Suchet se rendait à Pampelune pour y régler l'administration française, fort en désordre, il se déguisa en paysan, et se mit, près d'Olite, dans un groupe, désireux de voir au passage le général son ennemi : témérité permise par la sûreté avec laquelle pouvaient parcourir le pays tous les Espagnols qui portaient les armes contre les Français.

Le général Suchet, après avoir arrangé les affaires de Navarre, et reçu de France de nouvelles troupes, revint en Aragon pour y disposer l'invasion du royaume de Valence. Le projet lui avait été suggéré par le prince de Neufchâtel, qui, la campagne d'Autriche terminée, était venu reprendre les fonctions de major-général des armées françaises en Espagne, nonobstant le commandement supérieur donné à Joseph : complication d'autorités et de suprématies qui causait, pour le dire en passant, un choc de résolutions contraires, principalement dans les provinces limitrophes de la France. Les premières insinuations qu'avait faites le prince de Neuchâtel au sujet de Valence, furent en apparence modifiées par d'autres postérieures;

mais celles-ci ne pouvant pas plus que les autres être qualifiées d'ordres positifs, Suchet préféra se soumettre au commandement clair et catégorique qu'il reçut du roi Joseph, daté de Cordoue le 27 janvier, et par lequel il lui était enjoint de se mettre immédiatement en marche dans la direction de Guadalaviar. Ces dépêches n'arrivèrent pas le 15 février aux mains de Suchet, tant les guérillas qui fourmillaient rendaient le parcours difficile.

Résolu à tenter l'entreprise, le général français laissa en Aragon quelques forces pour défendre les districts les plus menacés par les partisans, et fortifia différens points de la province. Trois divisions, formées des débris de l'armée espagnole d'Aragon après la dispersion de Belchite, appelaient surtout son attention. L'une d'elles, sous les ordres de Don Pédro Villacampa, s'était établie auprès de Villel, district de Teruel, dans un camp retranché, dont la délogea non sans peine le général polonais Klopicki; une autre, qui couvrait la ligne de l'Algas, commandée par Don Pédro-Garcia Navarro, passa bientôt après en Catalogne; et la dernière parcourait le pays entre le Cinca et le Ségré, aux ordres de Don Felipe Perena. Ces trois divisions, assez mal équipées, comprenaient environ treize mille hommes.

Comme le troisième corps français montait alors, avec les renforts nouvellement arrivés, à trente mille combattans, il était plus facile à Suchet de tenir en respect les Aragonais, d'assurer les diverses communications, et de partir pour son expédition de Valence. Il y conduisit de douze à quatorze mille soldats d'élite.

Ayant donc commencé de mettre son plan de campagne à exécution, il arriva de sa personne à Teruel, le 25 février. En conséquence, le général Habert, avec une colonne de près de cinq mille hommes, se

dirigea, le 27, sur Morella, d'où il devait continuer sa route par San-Mateo et le rivage de la mer, et, presque en même temps, avec la division Laval et la brigade de Paris, réunissant environ neuf mille soldats, Suchet lui-même partit de Téruel, prenant la route de Ségorbe. Au moment de se mettre en marche, il reçut de Paris l'ordre par duplicata (la première dépêche ayant été interceptée) d'abandonner l'expédition de Valence, et d'entreprendre les siéges de Lérida et de Méquinenza. Mais il était trop tard pour changer de direction; aussi, malgré la responsabilité qu'il encourait, il persista dans son projet, et passa outre.

Le bruit de cette imminente invasion parvint bientôt à la ville de Valence, où la crainte déchaîna les passions. Le général Don José Caro, loin de les tourner à l'unique et louable objet de la commune défense, soit faiblesse, soit désir de satisfaire des haines et des rivalités personnelles, lâcha la bride à toute espèce d'excès et de vengeances. Cette répréhensible conduite ne fut pas compensée par l'activité et d'opportunes mesures militaires: moyen assuré de contenir les malveillans et de gagner à son parti des citoyens honorables. Un an s'était écoulé depuis que Caro était investi du commandement; et pourtant on n'avait ni fortifié Murviédro et d'autres points importans, ni augmenté l'armée de ligne au-delà de onze mille hommes. La population se trouvait en partie pourvue d'armes; mais cette utile mesure était plutôt venue du dévoûment spontané des habitans que des dispositions énergiques de l'autorité supérieure: insouciance commune à presque tous les généraux et toutes les juntes d'Espagne, mais suppléée, autant qu'il était possible, par le bon esprit et le courage des citoyens.

Cependant les deux colonnes françaises s'avançaient. Celle de Morella entra sans résistance dans la

ville, et occupa le château, abandonné par le colonel Miadès. Celle de Téruel s'approcha d'Alventosa, où l'avant-garde de l'armée valencienne avait pris position derrière le ravin où coule la rivière de Mijarès. Dans le premier moment, les guérillas, commandées par Don José Lamar, obtinrent quelques avantages; mais ayant reçu de Caro l'ordre de se replier sur Valence, dans le même temps que les Français essayèrent d'envelopper la gauche espagnole, les nôtres se retirèrent le 2 mars, avec tant de hâte qu'ils abandonnèrent quatre pièces de campagne. Les Français entrèrent ensuite à Ségorbe, ville qu'ils mirent au pillage, ses habitans l'ayant abandonnée.

Le général Suchet arriva le 3 à Murviédro, où il fut rejoint par la colonne du général Habert. Comme cette ville, qui fut anciennement la fameuse Sagonte, n'était pas encore fortifiée, elle se soumit. L'ennemi s'achemina ensuite sur Valence, jouissant déjà de l'abondance en toutes choses, car, depuis cet endroit, la culture de l'homme commence à le disputer à la puissance de la végétation.

A mesure que les Français s'approchaient de la ville, la fermentation y croissait, et Don José Caro se livrait davantage aux plus coupables violences. Il envoya la junte supérieure à San-Felipe de Xativa, et créa une commission militaire de police, digne instrument de ses vengeances. Il est certain qu'elles trouvaient un prétexte plausible dans de secrètes communications qu'entretenait l'ennemi au sein même de Valence; mais au lieu de faire tomber sur les seuls coupables la sévérité des lois, on arrêtait indistinctement, et pour satisfaire des inimitiés, de bons et de mauvais patriotes.

Telle était la position de Valence, quand les Français se présentèrent devant ses portes le 5 mars. Suchet établit au Puig son quartier-général. Ses troupes

occupèrent, hors des murs, et sur la gauche du Guadalaviar, le faubourg de Murviédro, le collége de Saint-Pie V, le palais royal, le couvent de Zaïdia et d'autres, en s'étendant jusqu'au port du Grao, au grand préjudice des communes envahies. Le 7, Suchet fit sommation de se rendre à Don José Caro; qui, dans cette occasion, répondit comme il devait. Suchet resta dans les environs jusqu'au 10, attendant que quelque mouvement éclatât dans la ville en sa faveur; mais voyant ses espérances déçues, et craignant l'armée de guérillas qui se formait autour de lui, il leva le camp dans la nuit du 10 au 11, et s'en retourna par où il était venu.

Une grande et juste allégresse éclata dans Valence à la nouvelle que l'ennemi s'éloignait. Mais Caro ne cessa point pour cela ses persécutions. Plusieurs des personnes arrêtées continuèrent, bien qu'innocentes, à rester en prison, et le baron de Pozoblanco fut pendu. Nous ne savons si cet infortuné était ou non coupable, et si réellement il avait entretenu des correspondances avec l'ennemi. Il était natif de l'île de la Trinité, et, dans un autre temps, les liens d'une étroite amitié l'avaient uni à Caro, lorsque celui-ci visitait, comme marin, les côtes de l'Amérique. Cette ancienne amitié se changea plus tard en haine, et l'on accusa Caro de n'avoir pas usé du pouvoir suprême, en cette affaire, avec impartialité et sans passion.

En se retirant, Suchet rencontra une foule de paysans armés qui s'étaient soulevés sur ses derrières, en apprenant aussi la nouvelle que le royaume d'Aragon, mettant à profit son absence, commençait à s'agiter de nouveau. En effet, Don Pédro Villacampa, revenant le 7 mars sur Téruel, avait pénétré dans la ville, et obligé le colonel Plique à s'enfermer avec sa garnison dans le séminaire, qu'on avait précédemment fortifie. Non content de ce succès, le chef espagnol

avait attendu et pris, près de la route de Malamadera, à peu de distance de Téruel, un convoi ennemi venant de Daroca. Il s'empara de quatre pièces de canon, d'environ deux cents hommes et d'un grand nombre de munitions. Il fit la même chose, du côté opposé, à l'égard d'une compagnie de Polonais placée en poste avancé à Alventosa. Le séminaire, serré par les nôtres et prêt à tomber en leurs mains, fut dégagé, le 12 mars, par l'arrivée de l'armée de Suchet, qui força Villacampa à s'éloigner. Don Felipe Perena avait fait aussi, sur le Cinca, quelques incursions, et détruit à Fraga le pont et les retranchemens ennemis.

Le 17, Suchet revint à Saragosse, et voulut avant tout en finir avec Mina le jeune, qui, de son côté, s'était également avancé aux Cinco-Villas. Ce chef de guérillas inquiéta vivement les Français à cette époque; mais, poursuivi en Aragon par le gouverneur de Jaca et le général Harispe, en Navarre par le général Dufour, il tomba, malheureusement, le 31, aux mains d'un poste français, qui le maltraita, après l'avoir fait prisonnier. On l'envoya sans retard en France, et il fut enfermé dans le château de Vincennes, où il resta, comme tant d'autres Espagnols, jusqu'en 1814. Il fut remplacé par son oncle, le célèbre Don Francisco Espoz y Mina, qui, par ses hauts-faits et sa meilleure fortune, eut bientôt éclipsé la gloire de son neveu.

Les affaires de l'Aragon étant arrangées, Suchet pensa à remplir les ordres qu'il avait reçus de Paris, en assiégeant Lérida. Cependant, il n'avait pas sous sa dépendance la Catalogne, confiée au maréchal Augereau; mais on l'avait chargé du siége des places qui formaient, pour ainsi dire, un cordon entre cette principauté et les provinces limitrophes.

La chute de Gironne avait jeté la Catalogne dans

le deuil. Quant à Don Joaquin Blake, ne pouvant faire accepter par la junte centrale la démission de son commandement qu'il lui avait offerte à plusieurs reprises, il quitta son armée, le 10 décembre, de sa propre autorité, après avoir mis provisoirement à sa tête le marquis de Portago. Ce qui motiva cette résolution, ce fut l'approbation donnée par la junte centrale, contre l'avis de Blake, à la détermination prise par le congrès catalan de lever quarante mille hommes de *somatènes*. Blake voulait créer des régimens de ligne, et non des bandes informes de paysans sans discipline. Mais les Catalans, attachés à leur vieille manière de combattre, trouvaient un appui dans le gouvernement suprême, et l'on ne fit nul cas des réflexions judicieuses de Blake, qui, malgré ses connaissances militaires, ne jouissait pas, à cause de sa mauvaise étoile, d'une grande popularité.

Après le départ de ce général, Portago ne garda pas long-temps le commandement. Étant tombé malade, il mit à sa place Don Jaime-Garcia Conde, bientôt après remplacé par le général plus ancien, Don Juan Henestrosa. Le congrès catalan, après avoir adopté diverses mesures pour la défense de la principauté, prenant plutôt conseil des fausses idées du provincialisme que d'une impartiale et prudente raison, se détermina à se dissoudre, et la junte supérieure resta seule pour l'expédition des affaires.

La levée des *somatènes* ne produisit pas l'effet qu'en attendaient les Catalans. Elle ne s'exécuta que tard, et au moment de la chute de Gironne; d'ailleurs les divers districts ne voulant pas se dessaisir de leurs contingens respectifs pour se prêter un mutuel secours, l'accord nécessaire vint à manquer. Le gros de l'armée espagnole resta à Vich, ayant un corps volant détaché au Grao d'Olot. Claros était auprès de Besalu, et Rovira sur le chemin de Figuières, tous

leux avec des forces assez considérables, grâces aux *somatènes* qu'ils s'étaient incorporés. Pour purger le pays et assurer les communications avec la France, on envoya contre eux les généraux Souham et Verdier. Il y eut alors un certain nombre de rencontres dont l'issue fut quelquefois favorable aux *somatènes*. A la même époque, l'ennemi, qui attaquait de tous côtés, dirigea de la France d'inutiles efforts contre la vallée d'Aran.

Augereau résolut ensuite de faire marcher sur Vich dix mille hommes de ses troupes pour y attaquer l'armée espagnole. De ce côté, et depuis le 1er janvier 1810, des combats se livrèrent, fréquens et acharnés, et fort honorables pour les Espagnols, puisque avec des forces inférieures ils tinrent tête à des adversaires aguerris. Mais enfin, reconnaissant la supériorité des Français, les nôtres résolurent, après avoir tenu, le 12, un conseil de guerre, de se replier sur Manresa et Tarrasa, en laissant à Tona une division sous les ordres du général Porta. Les combats continuèrent encore après cette résolution. Les Français entrèrent à Vich, et, se portant au-delà de cette ville, rencontrèrent les nôtres le 14 et le 15. Il est juste de mentionner l'affaire de Moya, où les généraux O'Donnell et Porta repoussèrent l'ennemi, après lui avoir tué plus de deux cents hommes. Le premier se battit en soldat et corps à corps.

Cependant le maréchal Augereau sentait le besoin, après avoir assuré ses communications avec la France, de les rouvrir avec Barcelone, qui commençait à souffrir du manque d'approvisionnement. Pour cela, la prise d'Hostalrich était nécessaire, et comme le gouverneur ne cédait point aux sommations, Augereau, dès qu'il eut occupé la ville, chargea le colonel Mazzuchelli de bloquer le château. Il fit aussi venir sur ce point la division Souham pour en éloigner les *soma-*

*tènes*, et il se disposa à marcher lui-même rapidement sur Barcelone.

La population de cette ville avait bien diminué, non-seulement parceque les fabricans et leurs ouvriers manquaient d'ouvrage, mais aussi parce que la jeunesse avait honte de ne pas accourir à l'appel que lui faisait sans cesse la province par l'entremise de sa junte et de son congrès. Le général Duhesme commandait toujours à Barcelone, et souvent il était obligé d'aller faire des vivres. Il lui fallait attaquer les *somatènes* et une division qui se maintint continuellement sur le Llobregat, lesquels, en réunissant leurs forces, serraient étroitement la place, et souvent y enfermaient les troupes françaises.

Augereau, quoique harcelé par les guérillas, se mit en marche avec le convoi et neuf mille hommes, tandis que Duhesme, suivi de deux mille soldats, sortit de Barcelone, et fut à sa rencontre jusqu'à Granollers. Pour intercepter ce secours, le marquis de Campoverde déboucha du côté d'Arrasa, en même temps qu'Orozco, commandant de la division du Llobregat, appelait de ce côté l'attention de l'ennemi.

Campoverde attaqua Duhesme, le 20, à Santa-Perpetua, et lui fit quatre cents prisonniers. Porta, accourant par Casteltersoll, vint se joindre à lui, et tous deux tombèrent sur le second escadron de cuirassiers, qu'il prirent presque tout entier. Heureusement pour le reste des troupes de Duhesme, Augereau se montra assez tôt pour dégager un bataillon qui se défendait à Granollers. Ensuite, les Français purent sans obstacle faire entrer le convoi à Barcelone.

Après avoir ainsi rempli le principal objet de son expédition, le maréchal ôta à Duhesme le gouvernement de la ville, nomma à sa place le général Mathieu, et se replia sur Hostalrich, craignant que le passage ne fût de nouveau coupé.

Il avait d'autant plus de raison d'être en défiance, que Don Enrique O'Donnell allait commander les troupes en Catalogne. C'était le désir universel de la province, et, le 21 janvier, arriva un ordre de la junte centrale, encore existante, qui conférait à ce général le commandement supérieur.

O'Donnell, jeune homme actif et brave, ambitieux de gloire, quoique trop brusque et impatient, s'était attiré l'affection des Catalans par sa vive adhésion à la cause de l'indépendance et sa grande intrépidité, de laquelle il avait fait preuve dès le premier siége de Gironne. Une fois investi du commandement, il se mit à l'œuvre avec activité et fortifia la discipline. Il distribua aussi son armée en neuf divisions ou brigades, et concentra, le 6 février, à Manresa, presque toutes les forces disponibles. Il laissa seulement à Martorell et sur la ligne du Llobregat la troisième division, aux ordres du brigadier Martinez.

Le nouveau général parvint bientôt à réunir autour de lui huit mille fantassins et mille chevaux de bonnes troupes. Le 14 février, il attaqua l'ennemi avec succès auprès de Moya, et, le 19, s'approcha de Vich, dans le dessein de l'en déloger. Le gros de ses forces suivit le chemin qui mène de Tona à cette ville, tandis qu'une colonne s'avançait de San-Culgat jusqu'à la hauteur de Vendrell, où il fit halte. A neuf heures du matin, l'avant-garde, ou colonne volante, commandée par Sarsfield, ouvrit le feu. Une heure après, il s'était étendu sur toute la ligne, soutenu des deux parts avec une égale ténacité. Le général Souham commandait les Français. Les nôtres manquaient de canons, n'ayant pu conduire les leurs dans les anfractuosités du terrain; l'ennemi n'en avait pas plus de deux. A midi, les Français furent renforcés par deux mille cinq cents hommes, qui vinrent les joindre de Vich. Alors O'Donnell, qui conservait sous ses ordres

immédiats la division postée sur les hauteurs de Vendrell, descendit avec elle dans la plaine. Le feu devint plus vif et se soutint ainsi jusqu'à trois heures du soir. En ce moment, Porta, qui commandait l'aile gauche ayant été pris en flanc, les nôtres, malgré les efforts d'O'Donnell, furent battus et reconduits jusqu'à Tona et Collsuspina. Nous perdîmes, en morts et blessés, neuf cents hommes, et un nombre égal de prisonniers. La perte des Français ne fut pas faible non plus, car l'affaire avait été chaude, quoique ayant mal tourné pour les Espagnols.

Dans l'intervalle, le maréchal Augereau attendait sur les bords du Tordera, des renforts de France; et la division Pino serrait le blocus d'Hostalrich. Cette forteresse, située sur la cime d'une montagne, domine le chemin de Barcelone, et coupe, par conséquent, en temps de guerre, les communications. Don Julian de Estrada, qui en était alors gouverneur, disait, résolu de se défendre jusqu'à la dernière extrémité: « Hostalrich, fils de Gironne, doit imiter « l'exemple de sa mère. » Estrada tint parole, en rejetant toutes les propositions d'accommodement qui lui furent faites. Depuis le 13 janvier jusqu'au 20 du mois suivant, les Français se bornèrent à bloquer le château; mais, ce même jour, commença un horrible bombardement.

En même temps, des renforts arrivèrent de France à l'armée d'Augereau, et la firent monter, au commencement de mars, à trente mille combattans, sans compter la garnison de Barcelone. Cette ville manquait encore de ressources, Augereau fut obligé d'aller une autre fois à son secours, et parvint, malgré des pertes et des obstacles, à y faire entrer un convoi.

Ce mouvement, qui coïncidait d'ailleurs avec celui que Suchet faisait dans le même temps contre Valence, força O'Donnell à se replier. Le général espa-

gnol entra, le 21, à Tarragone, et fit camper le gros de son armée dans les environs de la place. Il y fut rejoint par la division aragonnaise de l'Algas, ou de Tortose, composée d'environ sept mille hommes. O'Donnell ne se tint pas tranquille en cet endroit; mais, au contraire, exécuta bientôt d'autres mouvemens.

Tel fut celui qu'il opéra à la fin de mars, en apprenant qu'un corps français assez considérable s'était cantonné à Villafranca de Penadès. Il envoya contre eux Don Juan Caro, à la tête de six mille hommes. Voyant approcher les nôtres, l'ennemi s'enferma dans la caserne, édifice fortifié situé à l'entrée du bourg. Mais bientôt, malgré ses précautions et sa résistance, il fut contraint de capituler; sept cents hommes restèrent nos prisonniers. Caro, qui reçut une blessure, se conduisit avec habileté et courage.

Campoverde lui succéda dans le commandement. Il marcha aussitôt sur Manresa pour donner la main à Rovira, car l'intention d'O'Donnell était de distraire l'ennemi, et, s'il était possible, de secourir Hostalrich. Le général Swartz tenait tête dans ces parages aux *somatènes*, dont la témérité le déconcertait et lui faisait souvent éprouver des échecs. Au commencement d'avril, la résistance prit tant de développement qu'Augereau, effrayé, sortit de Barcelone, le 11, et se dirigea sur Hostalrich pour éloigner les secours que les Espagnols voulaient introduire dans le château, ce qu'ils étaient déjà parvenus à faire une fois, sous la direction du colonel Don Manuel Fernandez Villamil.

Mais tous ces efforts étaient superflus. La disette touchait au dernier terme dans la forteresse, où manquait jusqu'à l'eau des citernes, la seule qui fournît de quoi boire à la garnison. Le brave gouverneur, les officiers et les soldats avaient tous supporté avec

une admirable constance des privations et une misère qui égala, si elle ne surpassa celle de Gironne. Mais Estrada, désespérant de recevoir aucun secours, et préférant courir les plus grands périls plutôt que de capituler, résolut de s'échapper avec son monde : il lui restait encore douze cents hommes. Le 12, à dix heures de la nuit, il se mit en mouvement, sortit par le côté de l'ouest, et descendit en courant la colline. Il franchit ensuite la grand'route, et traversant la vallée, il arriva, après avoir refoulé les postes français, aux montagnes derrière Masanas et Arbucias. Mais en cet endroit, s'étant égaré, le brave Estrada eut le malheur de tomber, avec trois compagnies, aux mains de l'ennemi. Le reste de la troupe, qui montait à huit cents hommes, fut conduit à bon port par le lieutenant-colonel d'artillerie Don Miguel Lopez-Baños, qui entra, le 14, à Vich, ville abandonnée par les Français. Estrada ne se rendit qu'après un combat très-vif, et, quoique fort courroucé d'avoir vu s'échapper la plus grande partie de la garnison, Augereau fit trophée de s'être rendu maître de son gouverneur. Cet heureux événement lui servit peu ; il ne tarda pas à tomber dans la disgrâce de Napoléon, qui nomma pour lui succéder le maréchal Macdonald. Ce qui contribua, dit-on, à son éloignement, ce furent des plaintes de Suchet, mécontent de ce qu'il ne l'aidait pas, comme il l'aurait dû, dans ses entreprises.

L'une des plus importantes était celle qu'il dirigeait alors contre Lérida, après sa retraite de Valence, pour se conformer aux ordres qu'il avait reçus de Paris. Après avoir laissé un tiers de ses forces en Aragon sous les ordres du général Leval, il marcha avec le reste sur la Catalogne. Mais comme les Espagnols avaient détruit le pont de Fraga, et que le château de Méquinenza avoisinait ce passage, Suchet préféra

ı chemin le plus direct celui d'Alcubierre. Il établit Monzon ses magasins et ses hôpitaux.

Don Felipe Perena se trouvait alors à Balaguer avec uelques troupes, et bien que cette ville n'ait plus ue les restes de ses antiques murailles, sa possession ıtéressait les Français, à cause de son fameux pont de ierre sur le Ségré. Appréciant cet avantage, Suchet rdonna au général Habert d'attaquer les Espagnols; nais Péréna, pensant qu'il y avait folie à vouloir résister à des forces si supérieures, se replia sur Lérida, t les Français entrèrent sans coup férir à Balaguer, e 4 avril.

Le 13, Suchet investit Lérida. Placée sur la rive lroite du Ségré, que l'on y traverse aussi sur un beau pont, cette ville est célèbre depuis les temps les plus reculés. Ce fut dans ses environs que César acheva de détruire Afranius et Petreyus, du parti de Pompée, et, lorsque ceux-ci occupaient la ville, le grand capitaine romain eut fort à souffrir, campé sur la hauteur où se voit maintenant le fort de Garden. C'est dans la protection de ce fort, et surtout du château situé à l'extrémité opposée, du côté du nord, sur le sommet d'une colline, que consiste la principale force de Lérida, bien qu'ils ne puissent se prêter grand secours entre eux. Un mur, sans fossé ni chemin couvert, partie avec des boulevarts, partie avec de vieilles tours, enferme le reste de l'enceinte. On avait élevé quelques ouvrages nouveaux : l'un à l'entrée du pont, et deux redoutes appelées del Pilar et de San-Fernando, sur le plateau du Garden, en face de la place, hors des murs de laquelle ce fort est situé. La population de Lérida, qui s'élevait déjà à douze mille âmes, s'était accrue de celle des campagnes, qui s'était réfugiée dans la place. La garnison comptait huit mille hommes, y compris la troupe de Perena; Don Jaime Garcia Conde commandait en qualité de gouverneur.

Les Français n'avaient pas encore commencé les travaux du siége, que déjà Don Enrique O'Donnell pensait à le faire lever, ou du moins à secourir la place. Le général français ignorait son intention ; aussi, le 21 avril, s'avança-t-il jusqu'à Tarrega, craignant seulement Campoverde, que nous avons vu s'approcher de Manresa; tant les fidèles Catalans savaient bien garder leur secret.

O'Donnell s'était mis en marche, la veille, avec six mille fantassins et six cents chevaux, et, le 22, sachant par le gouverneur de Lérida qu'une partie de l'armée française s'était éloignée de la place, il regarda son entreprise comme assurée. Dans la matinée du 23, il commença à s'approcher de la ville, en suivant la plaine de Mergalef. Ses forces étaient réparties en trois colonnes; l'une, plus avancée, marchait sur la grand'route, les deux autres sur les côtés. Malheureusement Suchet apprit qu'O'Donnell était sorti de Tarragone; il revint en toute hâte sur Lérida, et prit toutes ses dispositions pour faire échouer le projet du général espagnol. Celui-ci avançait plein de confiance, quand tout-à-coup il se vit attaqué par des forces considérables. Le général Harispe engagea aussitôt le combat contre la première colonne, et Musnier, sortant d'Alcoletge, attaqua celle qui suivait la droite du chemin. Les nôtres se mirent en désordre, principalement la cavalerie qui fut culbutée par un régiment de cuirassiers. O'Donnell, bien que surpris par un tel contretemps, put réunir une partie de son monde, et se retirer en bon ordre, avant la nuit, du côté de Montblanc. Toutefois la perte des deux colonnes attaquées fut considérable, et des bataillons entiers furent faits prisonniers.

Les Français, voulant mettre à profit la terreur que ce revers aurait causée dans Lérida, investirent dans la même nuit les redoutes du fort de Garden. D'a-

bord heureux dans l'attaque del Pilar, l'ennemi réussit mal à celle de San-Fernando ; il fut contraint de se retirer, et d'évacuer même la première redoute qu'il occupait déjà.

Le lendemain, Suchet fit sonder l'esprit du gouverneur, et lui proposa, pour qu'il reconnût l'inutilité de sa défense, d'envoyer des personnes de confiance qui examineraient par elles-mêmes la perte que les Espagnols avaient essuyée la veille à Mergalef. La réponse de Garcia Conde fut énergique et concise : « Monsieur le général, dit-il, cette place n'a jamais « compté sur le secours d'aucune armée. » Il est fâcheux que les faits n'aient point répondu aux paroles, comme à Saragosse et à Gironne.

Les Français commencèrent, le 29 avril, les travaux de la tranchée, choisissant pour front d'attaque l'espace qui sépare le boulevart de la Madeleine de celui del Carmen ; c'était par là que le duc d'Orléans avait attaqué la place dans la guerre de succession.

Les assiégés ne repoussèrent pas avec grande énergie les approches de l'ennemi ; aussi, cette défense ne fut-elle ni longue, ni digne de mémoire. Cependant, la résistance que fit, dans la nuit du 12 au 13 mai, la redoute de San-Fernando, qui avait déjà vaillamment soutenu une première attaque, mérite une honorable exception. Dans la dernière, elle se défendit avec une telle ténacité, que de trois cents hommes qui formaient sa garnison, à peine il en survécut soixante.

Les Français donnèrent l'assaut, le 13 du même mois, à la ville, et en forcèrent l'entrée sans rencontrer de bien grands obstacles. La garnison se réfugia dans le château, et presque tous les habitans avec elle, voyant que l'ennemi ne faisait point de quartier. C'était une cruauté calculée, afin que tant de

personnes refoulées dans une si étroite enceinte obligeassent le gouverneur à se rendre. Cependant Garcia Conde aurait bien pu débarrasser cette forteresse en mettant dehors tous les gens inutiles; mais Suchet, pour ne point perdre l'occasion de terminer promptement le siége, fit aussitôt lancer des bombes, qui, tombant sur tant de personnes amoncelées, causèrent d'horribles ravages. Garcia Conde, dont le cœur fléchissait aux lamentations des femmes, des enfans et des vieillards, forcé, d'ailleurs, jusqu'à un certain point par la junte *corrégimentale*, qui regardait comme inutile la défense du château après la chute de la ville, capitula le 14, les Français ayant accordé à la garnison les honneurs de la guerre. Le fort de Garden suivit cet exemple. Ce fut une perte sensible que celle de Lérida, car cette conquête ouvrait aux envahisseurs les communications entre l'Aragon et la Catalogne.

Garcia Conde fut accusé de trahison, et cette opinion s'accrédita d'autant plus qu'on le vit depuis embrasser le parti du gouvernement intrus. Le fait est que c'était un homme de faibles moyens, et nous croyons que sa conduite fut plutôt l'effet de son incapacité et de sa mauvaise étoile que d'une perfidie préméditée.

Dans le même temps, et pour que les désastres arrivassent ensemble, les Français occupèrent aussi le fort de l'île las Medas, à l'embouchure du Ter; poste important qui fut bassement livré par le gouverneur espagnol Don Agustin Cailleaux.

Ainsi prenaient une mauvaise pente les affaires de Catalogne; dans le reste de mai et le cours de juin, il n'arriva rien autre chose que des attaques partielles de *somatènes* et de *guérilleros*, qui ne cessaient de harceler l'ennemi. Don Enrique O'Donnell, souffrant de ses blessures, remit pour peu de jours son commandement à Don Juan-Maria de Villena. L'armée

comptait alors, malgré ses pertes, vingt-un mille sept cent quatre-vingt-dix-huit hommes, en y comprenant la garnison des places, parmi lesquelles Tarragone était regardée comme la base des opérations. O'Donnell revint dans cette ville, le 1er juillet, reprendre le bâton de commandant, dans le dessein d'y installer, le 17 du même mois, un congrès catalan qu'il avait de nouveau convoqué pour ranimer l'esprit un peu abattu des habitans, et pour chercher les moyens d'opposer des forces suffisantes au maréchal Macdonald qui faisait mine d'opérer bientôt activement.

De son côté, le général Suchet, ayant terminé l'expédition de Lérida, s'apprêtait à mettre le siége devant la place de Méquinenza. Tant que dura la première, un grand nombre de combats partiels furent livrés, soit dans les districts septentrionaux de la Catalogne qui touchent à l'Aragon, soit dans l'Aragon même. Don Francisco de Palafox, que la régence avait envoyé dans ces contrées, fit une tentative infructueuse contre les Français d'Alcañiz. Don Pédro Villacampa fut plus heureux dans une surprise qu'il fit essuyer à l'ennemi, le 13 mai, à Purroy, district de Calatayud, où il prit le commandant Petit avec un convoi et plus de cent hommes.

Les avantages obtenus par cet officier irritèrent les Français, qui, dès le 14 mai, se mirent à sa poursuite. Le général Klopicki sortit de Daroca, mais Villacampa battit en retraite, et ne s'arrêta plus qu'à Cuenca. L'ennemi suivit de près ses traces, sans arriver pourtant jusqu'à cette ville, mais laissant des marques de son passage à Molina et les autres communes du chemin. D'autres rencontres de moindre importance eurent également lieu sur d'autres points de l'Aragon ; et ces perpétuels combats fatiguaient extrêmement les Français.

Du 15 au 20 mai, le général Musnier investit la

place de Méquinenza, importante par sa situation et nécessaire pour dominer l'Ebre. Cette ville, de mille cinq cents feux, a pour principale défense son château antique, manoir féodal des marquis de Aytona. Il est situé au sommet d'une montagne élevée, d'une pente âpre et inaccessible de tous côtés, excepté du couchant, où la montagne s'étend en plateau. Là, son front est défendu par un chemin couvert, un fossé et un terre-plein revêtu de maçonnerie. La place avait douze cents hommes de garnison; son gouverneur était, comme précédemment, le colonel Don Manuel Carbon, et le commandant de l'artillerie, Don Pascual Antillon, tous deux officiers distingués.

Le château n'avait d'autre approche que celle qu'offrait, à l'ouest, le plateau dont il vient d'être fait mention, et ce n'était pas chose facile que d'y faire arriver de l'artillerie. L'ingénieuse activité des Français eut bientôt trouvé le moyen d'atteindre ce résultat; ils ouvrirent, depuis Torriente, et sur la crête des montagnes, un chemin qui aboutit à l'endroit indiqué. L'ennemi avait terminé cet ouvrage le 1er juin, sans oublier, dans l'intervalle, d'occuper à l'entour du fort, ainsi que sur les deux rives de l'Ebre et du Ségré, son tributaire, toutes les positions importantes. Les assiégeans enlevèrent la ville dans la nuit du 4 au 5, la saccagèrent et mirent le feu à plusieurs maisons. Les troupes se réfugièrent dans le château. Le gouverneur résista tant qu'il put aux attaques des Français; mais quand les principaux ouvrages de défense furent en ruines, et qu'il ne resta plus d'abri contre leur feu, il se rendit, le 8, et la garnison fut faite prisonnière de guerre.

La veille de la reddition, le général Suchet était arrivé à Méquinenza, et voulant tirer de son triomphe tout le fruit possible, il dépêcha, deux heures après la remise du fort, le général Montmarie, pour

qu'il s'emparât du château de Morella, ce qu'exécuta ce général, le 13 juin, sans obstacles. La possession de ce château, sans avoir l'importance de celle de Mequinenza, était précieuse cependant, parce qu'il est situé sur les confins des royaumes d'Aragon et de Valence. Ainsi, les Français se préparaient à de nouvelles entreprises, et assuraient peu à peu, d'une manière solide, leur domination sur les contrées qu'ils occupaient.

Cette domination, cependant, était loin de s'enraciner sur le sol hispanique. La population continuait, presque sur tous les points, à faire une guerre à mort aux envahisseurs, et l'île Gaditane, alors point central de la résistance, non-seulement conservait la flamme sacrée du patriotisme, mais l'étendait au dehors. On s'y occupait aussi d'augmenter et d'améliorer les fortifications de son enceinte.

La perte du fort de Matagorda, qui arriva le 12 avril, n'influa en rien sur cette résolution. Situé non loin de la côte où se décharge le canal du Trocadéro, ce fort fut défendu avec opiniâtreté par les Anglais qui y tenaient garnison; ils ne l'abandonnèrent que lorsqu'il fut changé en ruines. L'expérience montra bientôt que ses feux ne pouvaient beaucoup nuire aux communications par mer, ni ses projectiles à la place.

Le jour même de l'évacuation de Matagorda, Don Joaquin Blake jeta l'ancre dans la baie, venant du royaume de Murcie. Il avait été nommé par la régence pour succéder au duc d'Albuquerque dans le commandement militaire de l'île Gaditane, dont les forces montaient, sans compter les alliés et la milice armée, de dix-sept à dix-huit mille hommes, l'armée s'étant grossie des débris de quelques corps dispersés qui abordaient de la côte, et de nouveaux enrôlés qui accouraient même de la Galice. A l'arrivée de Blake, cette

armée fut considérée comme partie intégrante de celle qu'on appelait *du centre*, et qui était cantonnée dans le royaume de Murcie; les divisions dont elle était formée furent réparties entre les deux points.

Pendant ce mois, nul événement militaire important n'arriva à Cadix, si ce n'est la perte des deux pontons *Castilla* et *Argonauta*, remplis de prisonniers français, qui parvinrent à prendre le large et allèrent s'échouer sur la côte opposée. Ceux qui étaient à bord du premier profitèrent d'une furieuse tempête, qui souffla dans la nuit du 15 au 16, pour démarrer le bâtiment et se jeter à la côte; ils étaient environ sept cents, presque tous officiers. Ceux de *l'Argonauta*, au nombre de six cents, les imitèrent le 26, sans que nos batteries et nos chaloupes canonnières pussent empêcher leur débarquement.

A ce propos, bien des étrangers, et, ce qui est plus étonnant, des Anglais eux-mêmes, se sont élevés contre les mauvais traitemens imposés aux prisonniers, surtout contre la barbarie qu'il y avait à les tenir si long-temps enfermés dans l'étroit cachot d'un ponton. Nous avons été des premiers à nous plaindre de ces cruels procédés; mais, comme la plupart de nos provinces étaient à chaque instant occupées ou envahies, il était impossible de trouver dans la Péninsule un endroit sûr et convenable pour la garde des prisonniers. La Grande-Bretagne, libre et puissante, permit aussi que ceux qu'elle avait faits elle-même gémissent en grand nombre et pendant de longues années sur ses pontons. Nous aurions désiré que notre gouvernement ne suivît pas ce déplorable exemple, et qu'il se fût ainsi épargné de justes reproches de la part de certains historiens anglais, aussi prompts à flétrir les mauvaises actions des autres peuples que lents à remarquer celles qui se commettent sur leur propre territoire.

Le gouvernement espagnol avait cependant résolu

d'adoucir le sort d'un grand nombre de ces infortunés, en les envoyant, les uns aux îles Canaries, les autres aux îles Baléares. Les premiers, seuls, gagnèrent à ce changement; les autres n'eurent pas tant de bonheur. La relation des excès commis par l'armée française ayant exaspéré contre eux les habitans de Mayorque et de Minorque, il fut nécessaire de les conduire à la petite île de la Cabréra, et même, à leur embarquement, beaucoup d'entre eux furent maltraités, quelques-uns égorgés. Cet îlot, au sud de Mayorque, bien que d'un climat sain et non dépourvu de sources d'eau douce, n'était peuplé que d'arbustes sauvages, sans autre abri que celui d'un mauvais château-fort. On fournit quelques tentes aux prisonniers, mais pas assez pour les loger tous, et on leur refusa des outils pour qu'ils pussent suppléer au manque de maisons en se bâtissant des huttes. Environ sept mille d'entre eux y furent confinés, et leur misère vint à son comble; ils manquèrent parfois même des alimens les plus strictement nécessaires, soit à cause des mauvais temps qui empêchaient ou retenaient les arrivages, soit aussi par la coupable négligence des autorités. C'est une tache profonde que n'effacent, ni le soin que prirent à la fin les cortès d'y apporter remède, ni les traitemens inhumains que le gouvernement français fit subir à la même époque à plusieurs généraux ou personnages illustres de l'Espagne, plongés dans les prisons d'état; la cruauté d'autrui n'autorise point à être soi-même cruel.

Cependant le gouvernement espagnol ne prit pas seulement le soin de veiller autour de lui à la défense de l'île Gaditane; il pensa également à distraire l'attention de l'ennemi en le faisant inquiéter dans l'Andalousie même et dans les provinces riveraines. Deux des points qui se présentaient, dans ce dessein, comme les plus rapprochés et les plus importans, c'étaient,

au couchant, le comté de Niébla, au levant, les montagnes (*Serrania*) de Ronda. Le premier, outre que c'est un pays étendu le long de la mer et en partie montueux, s'appuyait au Portugal, dont l'ennemi devait préparer tout exprès l'invasion; et, quant aux montagnes de Ronda, le soulèvement et les opérations de leurs habitans étaient favorisés par le voisinage de l'inexpugnable place de Gibraltar, dépôt de grandes ressources, principalement en matériel de guerre.

La régence, pour donner à la défense de ces districts plus d'ardeur et une plus grande portée, en remit le commandement à des chefs de sa confiance. Pour le comté de Niebla, elle choisit Don Francisco de Copons y Navia, qui séjournait à Cadix depuis qu'au mois de février il y avait débarqué sa division. Le général partit aussitôt, et, le 14 avril, prit le commandement de cette contrée, tourmentée par les vexations et les exigences de l'ennemi, et seulement défendue par sept cents hommes environ, débris de quelques corps dispersés ou réfugiés en d'autres endroits. Copons essaya de réunir et d'augmenter cette masse informe, de percevoir les revenus publics, de maintenir libres les communications de la côte avec Cadix, et de harceler fréquemment les Français. Il atteignit son but, bien qu'avec des chances diverses, obligé maintes fois de se replier en Portugal.

Du côté de Ronda, la résistance fut plus grande, plus obstinée et plus durable. Cette *Serrania*, district occidental de la province de Malaga, et formant une chaîne de hautes montagnes, qui partent d'auprès de Tarifa et s'étendent à l'est, renferme plusieurs bourgs et villages riches en produits de la terre, et adonnés à la contrebande, à laquelle les convie le voisinage de Gibraltar. Ses habitans, habitués à ce trafic prohibé, connaissent parfaitement le pays, ses gorges, ses

défilés, ses cavernes les plus cachées, et forcés qu'ils sont de combattre à chaque pas les douaniers et les troupes mises à leur poursuite, ils sont familiarisés avec des périls qui ressemblent à ceux de la guerre. Les femmes sont occupées aux travaux des champs et aux plus pénibles de ceux inhérens aux diverses professions des hommes; aussi leurs membres sont robustes et leur humeur mâle. Cette population belliqueuse, prévoyant les obstacles qu'elle rencontrerait dans son commerce, si les Français affermissaient leur domination, refusa de se soumettre au joug étranger.

Dès le temps de l'occupation de Séville, quelques symptômes d'agitation s'étaient manifestés dans ce pays. Joseph, pensant qu'il les apaiserait par sa présence et ses discours, se rendit à Ronda avant la fin de février. Satisfait peut-être de son expédition, ou plutôt comme il en craignait les conséquences, il ne resta que peu de jours dans cette ville, où il laissa seulement quelques troupes avec un gouverneur investi d'amples pouvoirs. Mais l'autorité française fut bientôt resserrée dans d'étroites limites, car l'insurrection des montagnards la réduisit à l'enceinte de la ville. Ceux-ci eurent plusieurs chefs; un de ceux qui provoquèrent le plus au soulèvement fut Don Andrès Ortiz de Zarate, que les gens du pays nommèrent *el Pastor*.

De son côté, le conseil de régence envoya, pour commandant du camp de Saint-Roch, dont les lignes, en face de Gilbraltar, avaient été détruites d'accord avec le gouverneur anglais Campbell, Don Adrian Jacome, qui fut chargé de rassembler les soldats épars et de souffler le feu de la révolte dans la *Serrania*. Jacome, homme timide et irrésolu, servit peu au succès de la bonne cause. Heureusement que les montagnards, en s'abandonnant aux impulsions de leur propre instinct, agissaient d'ordinaire avec plus d'intelligence que certains chefs qui faisaient les entendus.

Ce fut au bon esprit de ceux-là que l'on dut de voir l'insurrection prendre bientôt un tel élan, que, dès le 12 mars, de nombreuses bandes, commandées par Don Francisco Gonzalez, se présentèrent devant Ronda. Les Français, voyant cette masse de gens fondre sur eux, évacuèrent la ville de nuit, et se retirèrent à Campillos. Aussitôt les paysans pénétrèrent dans les rues de Ronda, et, le désordre commençant, ils se livrèrent au pillage et à d'autres excès. Des patriotes influens, qui arrivèrent à propos, parvinrent à les contenir.

L'ennemi, de son côté, fut bientôt renforcé par des troupes qu'amena de Malaga le général Peyremont, et, le 21, il reprit Ronda. Ce général ne put pas y séjourner long-temps, car des paysans ayant envahi Malaga en son absence, il fut forcé de voler au secours de cette ville. La guerre continua donc dans toute la *Serrania*, sans que les Français pussent y faire impunément un pas, et sans qu'il se passât un jour que leurs postes ne fussent inquiétés. Une junte se forma à Ximena, et le gouvernement nomma pour commandant du district Don José Serrano Veldenebro, sous l'inspection de Don Adrian Jacome. Le nombre des chefs s'accroissant, les jalousies et les rivalités s'accrurent aussi, ce qui amena des démêlés et des changemens.

Quelque tristes que fussent ces événemens, inévitables dans une guerre de cette espèce, la lutte cependant ne fléchissait point, et l'on vit des prouesses qui rappellent celles du temps de la chevalerie. L'une des plus notables fut celle dont Montellano fut le théâtre. C'est un bourg de quatre mille âmes, situé au pied de la *Sierra*, qui avait pour alcalde Don José Romero. Celui-ci, à la tête des habitans, avait, le 14 avril, repoussé des rues du bourg trois cents Français qui voulaient y pénétrer. L'ennemi revint à la charge, le 22, renforcé de mille hommes, pour

venger son précédent affront. Les Français rencontrèrent d'abord des obstacles à leur passage à Grazalema, mais arrivés enfin à Montellano, ils eurent à vaincre le courage obstiné des habitans, qui leur livraient combat de maison en maison. Furieux d'une telle opiniâtreté, les Français recoururent à l'épouvantable moyen de l'incendie. Le bourg presque entier fut réduit en cendres, excepté le clocher où se défendaient encore quelques paysans, et la maison de l'alcalde Romero. Cet homme, aussi fort, aussi vaillant que Villandrando, faisant de ses foyers un formidable rempart, où l'aidaient sa femme et ses enfans, continua long-temps un feu terrible et bien ajusté. Il causa tant de ravages dans les rangs des ennemis, que ceux-ci, n'osant plus s'approcher à portée, résolurent de renverser à coups de canon des murailles pour eux si fatales. La situation de Romero devenait critique et sa perte était inévitable s'il n'eût été sauvé par la soudaine retraite des Français, effrayés à l'approche d'une troupe de gens qui accouraient de Puerto-Serreno et d'autres lieux. Romero délivré, on ne put qu'à grand'peine l'arracher des décombres de Montellano; il répondait aux instances qui lui étaient adressées: « Je suis alcalde de cette ville, c'est ici mon « poste. »

On imitait en même temps à Tarifa la courageuse conduite des montagnards. L'ennemi n'avait point encore occupé cette place, située à l'extrémité méridionale de l'Espagne; il s'était contenté d'en exiger des vivres dans une occasion où il s'était approché de ses murs. Les Français auraient alors pu facilement la prendre; mais ils ne jugèrent pas prudent d'en courir la chance sans avoir réuni plus de forces. Les Espagnols augmentèrent depuis les moyens de défense, et même quelques Anglais vinrent à leur aide sous la conduite du major Brown. Les Français ignorèrent

ces circonstances et voulurent, le 21 avril, emporter la place d'emblée. Leur entreprise tourna mal; ils furent repoussés avec perte par les habitans et leurs alliés.

Nous voyons, par ces détails, combien les soulèvemens et les perpétuels combats livrés sur les points les plus rapprochés de Cadix distrayaient les Français. On ne les laissait pas plus tranquilles sur d'autres points plus éloignés de l'Andalousie, soit du côté de Murcie où séjournait l'armée du centre, soit du côté de l'Estrémadure où se trouvait celle de la gauche.

La première de ces armées, mise, à la fin de janvier, sous les ordres du général Blake, continua de s'accroître et de se discipliner autant que le permettaient les circonstances, et fomenta, par sa présence, la levée de plusieurs guérillas dans les montagnes du côté de Cazorla et d'Ubeda, et dans les Alpuxarres.

Au commencement de mars, et à l'occasion de l'entrée de Suchet dans le royaume de Valence, Don Joaquin Blake fit un mouvement de ce côté; mais informé bientôt de la retraite des Français, il regagna ses quartiers, et vint rejoindre le général Freire qu'il avait laissé avec quelques troupes sur la frontière de Grenade. Ce fut alors que Blake reçut l'ordre de se rendre à l'île Gaditane. En son absence, Don Manuel Freire resta à la tête de l'armée, dont les forces montaient à douze mille fantassins et près de deux mille chevaux, avec quatorze pièces d'artillerie.

Peu de temps après, le général Sébastiani fit une incursion sur ce point, à la tête de huit mille hommes. Il se dirigea par Baza et Lorca, et Freire se replia sur Alicante, envoyant à Cathagène la troisième division de son armée, commandée par Don Pédro

Otedo. Les Français s'avancèrent sans trouver de résistance, et, le 23 avril, ils prirent possession de la ville de Murcie, dont ils foulaient le sol pour la première fois. Les autorités et les principaux habitans s'en étaient éloignés la veille. A son entrée, Sébastiani annonça qu'il respecterait les personnes et les propriétés, mais sa conduite ne répondit point à ses promesses.

Dans la matinée du 24, il se rendit à la cathédrale, et, après avoir ordonné que l'on conduisît en prison un chanoine revêtu de ses habits sacerdotaux, il fit interrompre l'office divin, et prescrivit au chapitre entier de venir immédiatement se présenter devant lui au palais épiscopal. Son courroux provenait de ce que les chanoines n'étaient pas venus le complimenter à son entrée dans l'église. Il les traita durement, et leur ordonna de lui livrer tous leurs fonds dans le délai de deux heures. Le chapitre lui ayant demandé d'étendre au moins à quatre heures ce terme si court, il répondit avec hauteur : « Un « conquérant ne revient pas sur ce qu'il a une fois « commandé. »

Sébastiani ne traita pas avec moins d'orgueil et de dureté les membres d'une municipalité qui s'était formée par intérim. Il leur reprocha de ne point l'avoir reçu avec des salves d'artillerie et au branle des cloches; en punition de ce manque d'égards, il frappa la ville d'une contribution forcée de 100,000 piastres; il voulut bien toutefois, à la prière des habitans, se contenter de la moitié. Le général français et les siens prirent, en outre, sans compter les rations et autres fournitures, tous les fonds des établissemens publics, l'argenterie et les bijoux des couvens, sans que pour cela la plupart des principales maisons pussent se sauver du pillage.

Cette incursion, exécutée, à ce qu'il paraît, bien

plutôt dans le dessein d'écumer le royaume de Murcie, jusque-là préservé de la rapacité étrangère, que pour y affermir la domination du roi intrus, ne fut que passagère. Dès le 26 avril, tous les Français avaient évacué la place, et bien leur en prit, car une grande effervescence commençait à se manifester dans la banlieue et les environs. Après le départ des envahisseurs, les paysans se portèrent à toute sorte d'excès contre les personnes et les biens de ceux qu'on accusa d'attachement à l'ennemi; ils tuèrent même le corrégidor intérimaire, Don Joaquin Elgueta, lequel avait également couru de grands périls de la part des Français en voulant protéger contre eux les habitans. Triste sort, autant qu'immérité! Les Murciens auraient mieux fait d'employer leurs bras à se défendre contre l'ennemi commun, plutôt que de les rougir du sang de leurs concitoyens.

Freire envoya ensuite la cavalerie et quelques fantassins sur la frontière du royaume de Grenade, et resta lui-même au bourg d'Elche. Avec cet appui, des guérillas se reformèrent du côté de Casorla et des Alpuxarres; diverses rencontres eurent lieu entre elles et des corps détachés de l'ennemi, de deux cents à quatre cents hommes. La conduite de quelques troupes françaises ne contribua pas peu à l'irritation des habitans. Elles se montrèrent féroces à Velez-Rubio et dans d'autres communes. Aussi les bourgeois et les paysans défendaient de concert leurs foyers, sonnant le tocsin et se battant comme des lions. Dans les Alpuxarres, montagnes âpres, mais délicieuses, dont les versans qui descendent à la mer donnent toutes les productions du tropique, plusieurs chefs de partisans se signalèrent, tels que Mena, Villalobos, Garcia, et les habitans aspiraient, comme disait de son temps l'historien Marmol, à ce qu'on les tînt pour invincibles.

La guerre s'engageait aussi avec vivacité dans la partie des Andalousies qui touche à l'Estrémadure. La junte de Badajoz, dès que Mortier se fut éloigné de la place, le 12 février, mit tous ses efforts à répandre des guérillas vers le royaume de Séville et sur les rives du Tage. Bientôt après, l'armée de la gauche, partant de San-Martin de Trevejos, se mit en marche du côté de la Guadiana, excepté la division de Carrera, qui resta postée pour empêcher les communications entre l'Estrémadure et le pays au-delà de la Sierra de Baños. Cette armée, réunie aux forces qu'il y avait à Badajoz, comprenait environ vingt-six mille fantassins et plus de deux mille cavaliers, dont la moitié sans montures. Le marquis de la Romana la distribua de cette manière : sur sa gauche, près de Castello de Vide et dans Albuquerque, deux divisions sous le commandement de Don Gabriel de Mendizabal et de Don Carlos O'Donnell (frère de Don Enrique), une division avec son quartier-général à Badajoz même ; et sur sa droite, deux autres divisions, à Olivenza et sur le chemin de Monasterio, sous les ordres des généraux Ballesteros et Senen de Contreras. L'armée de la Romana s'appuyait, non-seulement sur Badajoz, mais encore sur la place d'Elvas et quelques autres moins importantes qui garnissent les deux frontières espagnole et portugaise, où se trouvait aussi une division alliée commandée par le général Hill. Bien des escarmouches, sinon des batailles, s'engagèrent des deux parts, et quelquefois les Espagnols soutinrent avec avantage la gloire de nos armes. Ce fut Ballesteros qui, sur la droite, se trouva le plus souvent aux prises. Les combats les plus notables furent ceux des 25 et 26 mars à Santa-Olalla et au Ronquillo, ceux des 15 avril et 26 mai à Zalamea et Aracena, ceux enfin de Burguillos et de Monasterio, qui furent livrés à la fin de juin, tous contre les troupes

du maréchal Mortier. Le principal champ de bataille et la retraite de Ballesteros étaient le pays montueux qui s'étend entre l'Estrémadure, le Portugal et le royaume de Séville, d'où il donnait aussi la main aux Espagnols du comté de Niébla. Les services qu'il rendit furent dignes d'éloges, bien que parfois il élevât trop haut ses hauts-faits.

Don Carlos O'Donnell ne laissait pas non plus que de harceler l'ennemi, sur le côté gauche de l'armée. Là, il se trouvait aux prises avec le second corps français, commandé par le général Reynier, qui était parti du Tage au commencement de mars, et avait établi son camp à Mérida. Des escarmouches furent fréquemment engagées, ce qui n'empêchait pas Reynier de faire aussi des excursions contre les autres divisions espagnoles. Quelquefois les combats prenaient de l'importance. Tel fut celui qui eut lieu, le 5 juillet, entre ce général et les chefs Imaz et Morillo, à Xerez de los Caballeros. Les Espagnols résistèrent depuis le matin jusqu'à la tombée de la nuit, et se retirèrent en bon ordre, ne cédant qu'au nombre. Reynier demeura dans ces parages jusqu'au 12 juillet; alors il repassa le Tage pour se rapprocher des corps de sa nation qui allaient entreprendre, par le chemin de Ciudad-Rodrigo, la conquête du Portugal. En s'avançant parallèlement, la division du général Hill l'observa dans sa marche.

Le corps de Mortier continua de soutenir la guerre dans le midi de l'Estrémadure; mais ce maréchal, mécontent de Soult, désirait ardemment s'éloigner, et demanda même la permission de retourner en France.

La résistance obstinée des Espagnols fatiguait à tel point le maréchal Soult, que, sous le nom de règlement, il rendit, le 9 mai, un décret qui semble étranger aux nations civilisées. Entre autres disposi-

tions barbares qu'il contenait, on remarquait surtout celle-ci qui les surpassait toutes : « Il n'y a « d'autre armée espagnole que celle de S. M. C. Jo« seph Napoléon; en conséquence, tous les corps « de partisans qui existent dans les provinces, quels « que soient leur nombre et leurs commandans, « seront traités comme des réunions de bandits...... « Tous les individus de ces compagnies qui seraient « pris les armes à la main, seront immédiatement « jugés par le prévôt et fusillés; leurs cadavres reste« ront exposés sur les chemins publics. »

Voilà de quelle manière le maréchal Soult voulait traiter des généraux et des officiers, quel sort il réservait à des soldats dont les poitrines étaient peut-être couvertes d'honorables cicatrices, qui avaient vaincu à Bailen et à Tomamès; il les confondait avec des brigands. La régence du royaume feignit pendant quelque temps de ne pas avoir connaissance de ce décret, dans l'espoir qu'il ne serait jamais exécuté. Mais quelques Espagnols ayant été victimes de ses dispositions, elle publia, à la fin, le 15 août, un autre décret qui portait que, pour chaque Espagnol qui périrait ainsi, trois Français seraient pendus, et que « tant que le duc de Dalmatie ne réformerait pas « son décret sanguinaire.... il serait personnellement « considéré comme indigne de la protection du droit « des gens, et traité comme un bandit s'il tombait au « pouvoir des troupes espagnoles. » Terrible et douloureuse représaille, mais qui contint la fureur insensée du maréchal Soult.

De telles mesures refroidissaient la bonne volonté même des gens les plus dévoués au gouvernement intrus, et cette désaffection était encore puissamment aidée par les fautes que Napoléon continuait de commettre dans sa fatale entreprise contre la Péninsule. Parmi les plus grandes qu'il fit à cette époque,

il faut compter un décret qu'il rendit le 9 février, d'après lequel des gouvernemens militaires étaient établis dans plusieurs provinces d'Espagne. Le véritable but de cette mesure se cachait sous ce prétexte que, l'administration de Joseph manquant d'énergie, il était nécessaire d'employer un moyen direct pour tirer toutes les ressources possibles du pays, et éviter ainsi la ruine du trésor de France, épuisé par les sommes énormes que coûtait l'armée d'Espagne. Tout le monde, cependant, aperçût dans une semblable résolution la pensée d'incorporer à l'empire français les provinces de la rive gauche de l'Ebre, et d'autres encore, si les circonstances le permettaient.

La teneur même du décret le donnait presque à entendre. La Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye étaient mis sous le gouvernement des généraux français, lesquels, n'ayant à s'entendre que pour les opérations militaires avec l'état-major de l'armée d'Espagne, devaient « quant à l'administration intérieure, à la police, aux revenus, à la justice, à la nomination des employés et à toute espèce de règlemens, s'entendre avec l'empereur par l'entremise du prince de Neufchâtel, major-général. » De même, les provenances et les revenus ordinaires et extraordinaires de la Castille-Vieille, du royaume de Léon et des Asturies, étaient destinés à l'entretien et à la solde des troupes françaises, dans la supposition que ces recettes suffiraient pour couvrir les dépenses auxquelles elles devaient s'appliquer.

Comme si de telles mesures n'eussent pas assez clairement montré par elles-mêmes l'objet de Napoléon, ses procédés, à cette époque, à l'égard d'autres nations, prouvaient jusqu'à l'évidence que son ambition ne connaissait plus de bornes. En vertu d'un

sénatus-consulte, les états du pape furent réunis à la France; Rome fut déclarée la seconde ville de l'empire et le titre de roi de Rome devint celui de l'héritier impérial. En outre, les empereurs français devaient désormais être couronnés dans l'église de Saint-Pierre, après l'avoir été dans celle de Notre-Dame de Paris. Ce sénatus-consulte annonçait en termes pompeux la renaissance de l'empire d'occident, et disait : « Mille ans après Charlemagne, une « médaille sera frappée, avec cette inscription, « *Renovatio imperii*. » Dans la même année, la Hollande, quoiqu'elle fût gouvernée par un frère de Napoléon, fut réunie à la France, et une armée française occupa son territoire. L'empereur s'imaginait dans sa démence, car c'est le nom que mérite une telle pensée, que des pays si divers par la langue et les mœurs, si distans les uns des autres, et dont la volonté n'était point consultée pour une si monstrueuse association, pourraient demeurer long-temps unis à un empire qui reposait tout entier sur la vie d'un homme.

En Espagne, on commença bien vite à sentir les conséquences de l'établissement des gouvernemens militaires. Le cabinet de Joseph essaya de cacher tant qu'il put cette mesure dont il connaissait toute la fâcheuse influence. Les généraux français, même dans les provinces qui n'étaient point comprises au décret, « disposèrent bientôt à leur guise (comme l'affirment « Azanza et O'Farill), ou sans autre dépendance di- « recte que celle de l'empereur, de toutes les res- « sources du pays. En conséquence, (ajoutent les « mêmes écrivains) les pouvoirs du roi Joseph al- « lèrent sans cesse diminuant, jusqu'à n'être plus « qu'une vaine ombre d'autorité. »

Joseph ressentit vivement cette mesure de son frère, aussi arbitraire qu'inopportune, conçue au

mépris de son pouvoir et même de sa personne. L'esprit des Espagnols ses adhérens en fut également bouleversé, car, outre qu'ils voyaient dans un tel contresens la prolongation de la guerre, ils s'affligeaient aussi de ce que l'Espagne pouvait, comme nation, disparaître d'entre celles de l'Europe. En effet, parmi les hommes de ce parti, et nonobstant leurs engagemens, il y en avait beaucoup qui conservaient le noble désir que leur patrie demeurât intacte et florissante.

Il était donc naturel qu'ils fissent de leur part les plus grands efforts pour que l'empereur révoquât son décret. Ils crurent opportun d'envoyer à Paris une personne choisie et de toute confiance. Nul ne leur parut mieux convenir que Don Miguel-José de Azanza, connu de Napoléon dès les affaires de Bayonne, et ministre de caractère doux et d'humeur conciliante. Nous avons lu la correspondance qu'entretint Azanza sur ce sujet, et rien ne prouve mieux le dédain, le mépris qu'affichait le cabinet de France pour celui de Madrid.

Ce fut au commencement de mai qu'Azanza se rendit à Paris comme ambassadeur extraordinaire. Il tarda quelque temps à présenter ses lettres de créance, et au milieu de juin, lorsque Napoléon était de retour depuis le 1er du mois d'un voyage fait en Belgique, le ministre espagnol n'avait encore eu d'autre occasion de voir l'empereur qu'une seule fois, lorsqu'il lui fut présenté. Au bout de quelque jours, Azanza se regardait comme très-heureux, seulement parce qu'*on lui parlait* (ce sont ses expressions) : satisfaction, au reste, qui dura peu et n'amena aucun résultat. Il prolongea son séjour à Paris jusqu'en octobre, sans rien obtenir, pas plus que le marquis d'Almenara, qui vint de Madrid à son aide dans le mois d'août. Il y eut des momens où tous deux concevaient de grandes espérances ; il y en

eut d'autres où ils espérèrent qu'on donnerait du moins le Portugal à l'Espagne, en échange des provinces de l'Ebre. Toutes ces illusions s'évanouirent à la fin, et Azanza écrivit au roi Joseph dans une de ses dernières dépêches (du 24 septembre) : « Le duc « de Cadore (Champagny), dans une conférence que « nous avons eue mercredi, nous a dit expressément « que l'empereur exigeait la cession des provinces « en deçà de l'Ebre, afin d'indemniser la France de ce « qu'elle a dépensé et dépensera en hommes et en ar- « gent pour la conquête de l'Espagne. Il ne s'agit pas « de nous donner le Portugal en compensation. L'em- « pereur ne se contente pas de retenir les provinces « en deçà de l'Ebre; il veut qu'elles lui soient cé- « dées. »

Ces provinces furent donc organisées à l'imitation de celles de France, autant que le permettaient les vicissitudes de la guerre, et il est certain que la mesure de leur incorporation à l'empire aurait été maintenue d'une manière inaltérable, si le sort des armes n'eût bouleversé les desseins de Napoléon. C'était une destinée facile à prévoir après les événemens de Bayonne en 1808, d'après lesquels, ayant égard à l'ambition et à la puissance de l'empereur français, il devenait nécessaire que le gouvernement de Joseph, privé de volonté propre, se soumît à la fatale domination d'un peuple étranger.

Dans une des premières lettres de cette correspondance de Don Miguel de Azanza, il est question d'un événement qui fit alors grand bruit en France, et dont le récit est également de notre domaine. Ce fut une tentative vainement essayée pour faire échapper de Valençay le roi Ferdinand. Bien des projets de cette espèce avaient été proposés au gouvernement espagnol, que celui-ci n'accepta point, comme étant inexécutables, ou du moins ils n'eurent pas de suite. Cette

fois, c'était dans le cabinet anglais que ce nouveau projet avait pris naissance; il avait pour promoteur et acteur principal le baron de Kolly, employé déjà précédemment dans d'autres missions secrètes. Bien des gens ont pris ce baron pour un Irlandais, et lui-même l'a déclaré; mais le général Savary, parfaitement au fait de pareilles affaires, nous a assuré qu'il était Français, et né en Bourgogne.

Kolly se rendit en Angleterre pour se mettre d'accord avec le ministère de ce pays, dont le marquis de Wellesley était devenu membre, après son retour d'Espagne. On remit à Kolly les moyens nécessaires pour le succès de son entreprise, ainsi que des papiers qui accréditassent sa personne et prouvassent la vérité de ses assertions. Il débarqua dans la baie de Quiberon, et une escadrille anglaise, destinée à prendre Ferdinand à bord, s'approcha également de la côte. Ensuite, Kolly partit pour Paris, afin d'y commencer l'exécution de son plan dont le succès était si difficile, tant à cause de l'extrême vigilance du gouvernement français, qu'à raison du peu de courage qu'auraient, pour s'évader, le roi et les infans.

Nous n'avons plus parlé de ces princes depuis qu'ils furent confinés à Valençay. Leur séjour dans ce château n'avait jusqu'alors offert aucun événement notable. A peine, dans leur vie journalière, y avait-il quelque différence avec la triste et monotone existence qu'ils menaient à la cour d'Espagne. Quelquefois, ils s'amusaient à des travaux manuels, surtout l'infant Don Antonio, très-amateur des ouvrages au tour; de temps en temps, la princesse de Talleyrand leur donnait le divertissement d'une fête ou d'une soirée. Ils n'avaient pas beaucoup de goût pour la lecture, et comme, dans la bibliothèque du château, se trouvaient des livres dangereux, au dire de l'infant Don Antonio, celui-ci restait perpétuellement aux aguets

pour empêcher que ses neveux n'entrassent dans un appartement infecté d'un poison caché. C'est ce que nous a conté le prince de Talleyrand lui-même. Ils sortaient rarement de l'enceinte du palais, et la plupart du temps c'était en voiture. La méfiance de la police française s'étendait à ce point que, presque toujours et par des ruses indignes de tout gouvernement, on les privait de l'exercice du cheval.

La petite cour qui les avait accompagnés dans leur exil fut éloignée d'eux, avant la fin de l'année ; quelques-uns de ses membres furent relégués dans différentes villes de France, entre autres le duc de San-Carlos et Escoiquiz. Il ne resta que Don Juan Amezaga, parent du dernier, homme de basses intrigues, avec une apparence de probité, et assez misérable pour se faire le confident et l'espion de la police française.

Dans une telle situation et au milieu de tant d'entraves, il était difficile d'approcher des princes sans être découvert, et surtout de mener à bien le projet de les enlever. Il n'en fallut pas tant pour que ce projet échouât. Peu de jours après son arrivée à Paris, Kolly fut arrêté, ayant été vendu par un prétendu royaliste et un certain Richard auquel il s'était ouvert. On le mit à Vincennes, le 24 mars, et il ne tarda pas à être interrogé par Fouché, ministre de la police générale. Celui-ci s'étonnait que des hommes de bon sens eussent entrepris une telle tentative, impossible, disait-il, à réaliser, non-seulement par les difficultés qu'elle offrait en elle-même, mais encore parce que Ferdinand n'aurait pas consenti à s'enfuir.

Néanmoins, bien que la police française fût très-persuadée de ce que disait son chef, ses employés voulurent s'en assurer davantage, soit pour sonder l'esprit des princes, soit peut-être pour avoir un mo-

tif de prendre contre eux quelque mesure de rigueur. En conséquence, on proposa à Kolly d'aller à Valençay, et de parler de son projet à Ferdinand; la police cacha ce qu'il y avait d'infâme dans une telle mission sous le prétexte que Kolly se détromperait lui-même, et verrait quelle était la véritable volonté du prince. On lui promit, en retour, que sa vie serait sauve et qu'on assurerait le sort de ses enfans. Kolly rejeta avec dignité une proposition si insidieuse et si vile. On le ramena donc à Vincennes, où il resta enfermé jusqu'à la chute de Napoléon, heureux encore que sa punition n'eût pas été plus sévère.

La police, nonobstant le refus du baron, n'abandonna point son projet, et voulant tenter fortune, elle envoya à Valençay le misérable Richard, le faisant passer pour Kolly lui-même. L'espion déguisé s'aboucha d'abord avec Amézaga, le 6 avril; mais les princes, refusant de prêter l'oreille à la proposition, dénoncèrent Richard, comme émissaire anglais, au gouverneur de Valençay, M. Berthemy, soit qu'en réalité ils n'osassent pas affronter les périls de la fuite, soit plutôt qu'ils soupçonnassent dans Richard un envoyé de la police. Ainsi se termina cette affaire, où l'on ne sait de quoi le plus s'étonner, de l'audace de Kolly, ou de la confiance du gouvernement anglais dans le succès d'une entreprise entourée de tant de difficultés et d'écueils.

On publia dans le *Moniteur,* sans doute avec l'intention de discréditer Ferdinand, une relation du fait avec des pièces justificatives, et déjà, l'année précédente, on avait publié d'autres documens dont nous avons inséré une partie dans l'appendice des livres précédens. Parmi ceux dont nous n'avons point encore parlé, on remarqua surtout une lettre que Ferdinand avait écrite à Napoléon, sous la date du

août 1809, pour le féliciter de ses victoires (1). Une autre non moins remarquable fut celle qu'écrivit ce prince à M. Berthemy, le 4 avril 1810, dans laquelle il disait : « Ce qui occupe maintenant mon attention est pour moi un objet du plus grand intérêt. Mon plus grand désir est d'être fils adoptif de S. M. l'empereur, notre souverain. Je crois avoir mérité cette adoption, qui véritablement ferait le bonheur de ma vie, tant par mon amour et mon dévoûment à la personne sacrée de S. M., que par ma soumission et mon entière obéissance à ses intentions et ses désirs. » Ces pièces ne se répandaient pas beaucoup en Espagne, et même ceux qui les lisaient les regardaient comme une perfide invention de Napoléon. Sans cela, quel terrible contraste elles eussent établi entre la conduite du roi et l'héroïsme de la nation!

(1) N° 4, App.

# SOMMAIRE

## DU LIVRE DOUZIÈME.

Armée française destinée pour le Portugal. — Le maréchal Masséna général en chef. — Siége de Ciudad-Rodrigo. — Herrasti, gouverneur de la place. — Situation de Wellington. — Don Julian Sanchez. — La place capitule. — Défense glorieuse. — Plaintes contre les Anglais, qui n'ont pas secouru la place. — Excursion des Français vers Astorga et Alcañices. — Ils prennent la Puebla de Sanabria. — Ils la perdent. — Ils la reprennent de nouveau. — Campagne de Portugal. — Etat de ce royaume et de son gouvernement. — Plan de lord Wellington. — Force qu'il avait sous ses ordres. — Subsides fournis par l'Angleterre. — Position de Wellington. — Dévastation du pays. — *Lignes* de Torrès-Védras. — Mot de Wellington à Alava. — Préparatifs et forces des Français. — Escarmouches. — Fort de la Conception. — Combat du Coa. — Siége d'Alméida. — On fait sauter la place. — Elle capitule. — Proscriptions et emprisonnemens à Lisbonne. — Craintes des Anglais. — Wellington se retire. — Embarras de Masséna. — Napoléon le presse. — Masséna commence l'invasion. — Position de Wellington. — Mesures qu'il prend. — Description de la vallée de Mondégo. — Distribution des corps de Masséna. — Il fait un mouvement sur Célorico et Viseo. — Ses premières troupes entrent à Viseo. — Wellington continue sa retraite. — Trant attaque l'artillerie et les équipages des Français. — Wellington s'arrête à Busaco. — Affaire de Busaco. — Masséna traverse la Sierra de Caramula. — Les Français à Coïmbre. — Condeixa. — Désordres dans l'armée

anglaise. — Trant surprend les Français à Coïmbre. — Alcoentre — Alenquez. — Les Anglais aux lignes. — Masséna ne les attaque point. — Force formidable et position de Wellington. — La Romana se joint à lui avec deux divisions. — On inquiète aussi l'ennemi en dehors des lignes. — Don Carlos d'Espagne — Situation critique des Français. — Galice. — Asturies. — Expédition de Porlier sur la côte.— Estrémadure. — Engagement à Cantaelgallo. — A Fuente de Cantos. — Expédition de Lacy à Ronda. — Dans le comté de Niébla. — Situation de cette contrée. — Opérations à Cadix. — Bâtimens légers des ennemis. — Forces des alliés à Cadix et à l'île de Léon. — Blake à Murcie. — Sébastiani se dirige sur Murcie. — Mesures que prend Blake. — Sébastiani se retire. — Insurrection dans le royaume de Grenade. — Expédition contre Fuengicola et Malaga. — Blake avance sur Grenade. — Affaire de Baza, 3 novembre. — Provinces de l'est. — Valence. — Combats à Morella et Albocaser. — Caro avance et se retire. — Caro fuit de Valence. — Bassecourt lui succède. — Catalogne. — Son congrès. — O'Donnell. — Macdonald. — Convoi qu'il conduit à Barcelone. — Armée espagnole de Catalogne. — Suchet se propose d'assiéger Tortose. — Ses dispositions. — Sorties de la place et combats partiels. — Macdonald s'avance sur Tarragone. — Il se retire. — Difficultés qu'il rencontre. — Il a une entrevue à Lérida avec Suchet. — Macdonald toujours inquiété par les Espagnols. — Surprise glorieuse de la Bisbal. — Et de divers points de la côte. — Guerpe dans l'Ampurdan. — Erolès y commande. — Campoverde à Cardona. — Nouveau convoi pour Barcelone. — L'ennemi n'avance point dans le siége de Tortose. — Convois qui s'y rendent de Méquinenza. — Ils sont attaqués par les Espagnols. — Carvajal en Aragon. — Villacampa infatigable à combattre. — Andorre. — Las Cuevas. — Alventosa. — Combat de la Fuensanta. — Nouveaux convois pour Tortose. — Combats partiels. — Les Espagnols délogés de Falset. — Mouvement de Bassecourt. — Affaire d'Ulldecona. — Macdonald vient secourir Barcelone, et s'approche de Tortose. — Suchet organise le siége. — O'Donnell quitte le commandement. — Partisans dans l'intérieur de l'Espagne. — En Andalousie. — Dans la Castille-Neuve. — Dans la Castille-Vieille. — Santander et provinces basques. — Expédition de Renovalès sur la côte de Biscaye. — Navarre. — Espoz y Mina. — Les cortès. — Lenteur de la régence à les convoquer. — La clameur générale les demande. — Les députés des juntes de province les sollicitent. — Décret de convocation. — Contentement général dans la nation. — Hésitation de la régence sur l'utilité de convoquer une seconde chambre. —

Coutume ancienne. — Opinion commune dans la nation. — La régence consulte le conseil réuni. — Réponse du conseil. — Vote singulier. — *Consulte* du conseil d'état. — La seconde chambre n'est point convoquée. — Mode d'élection. — Ancien mode d'élection en Espagne. — Pouvoirs accordés aux députés. — On appelle aux cortés des députés des provinces d'Amérique et d'Asie. — Elections de suppléans. — Opinion de Cadix à cet égard. — Part que prend la jeunesse. — Les ennemis des réformes. — On se rend en foule aux élections. — Craintes de la régence. — Elle rétablit tous les conseils. — Le conseil royal veut intervenir dans les cortès. — Il ne peut y parvenir. — L'installation des cortès est fixée au 24 septembre. — Commission des pouvoirs. — Inquiète espérance des esprits.

---

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

---

## LIVRE DOUZIÈME.

---

Les Français poursuivaient leur projet d'envahir le royaume de Portugal et d'en chasser l'armée anglaise, entreprise non moins importante que la conquête de l'Andalousie, mais d'une exécution plus difficile, car il fallait cette fois se mesurer contre des troupes bien disciplinées, abondamment pourvues, et défendues par des obstacles dont la nature et l'art les environnaient à l'envi. Ils destinèrent à cette expédition les sixième et huitième corps, qui étaient déjà en Castille, et le second, qui les rejoignit bientôt, venant

de l'Estrémadure. Ces trois corps s'élevaient ensemble à soixante-six mille hommes d'infanterie et environ six mille chevaux. Le commandement en chef en fut confié au duc de Rivoli, le célèbre maréchal Masséna.

Avant de fouler le sol portugais, les Français étaient obligés de songer d'abord à assurer leur droite, ce qu'ils avaient déjà fait en se jetant dans les Asturies et en occupant Astorga ; mais ils devaient aussi se rendre maîtres des places qui se trouvaient sur leur front. La première qui s'offrit à eux était Ciudad-Rodrigo, qui, après diverses reconnaissances et d'inutiles sommations au gouverneur, fut sérieusement attaquée dans les derniers jours d'avril.

Située à la droite de l'Agueda, et sur un terrain élevé, Ciudad-Rodrigo compte à peine parmi les places de troisième ordre. Entourée d'un vieux mur assez haut et d'une fausse-braie, elle est dominée au nord, à une distance d'environ deux cent quatre-vingt-dix toises, par le pic de San-Francisco, dont elle est séparée par une autre colline moins élevée, dite el Calvario. La ville a deux faubourgs, celui del Puente, de l'autre côté de la rivière, et celui de San-Francisco, qui est assez étendu. Le dernier, situé au nord-est, fut protégé par des retranchemens, et l'on fortifia en outre quelques édifices et quelques couvens qui l'avoisinaient, tels que ceux de Santo-Domingo et de San-Francisco. Le couvent de Santa-Cruz, au nord-ouest, fut également fortifié, et, du côté de la rivière, on éleva des palissades, on ouvrit des tranchées, et l'on creusa des sauts-de-loups. Tous les abords de la place furent dégagés, et l'on construisit encore quelques autres ouvrages. Comme on manquait de magasins et d'emplacemens à l'épreuve de la bombe, on fut obligé d'avoir recours aux voûtes du clocher de la cathédrale et d'y déposer la poudre dans diverses cellules, comme étant l'endroit le

mieux garanti. La population s'élevait alors à cinq mille habitans environ, et la garnison était forte de cinq mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit hommes, y compris la milice urbaine. Don Julian Sanchez s'était également établi dans la place avec deux cent quarante cavaliers pour protéger les sorties. Le gouverneur était Don Andrès Pérez de Herrasti, vieux militaire, d'un aspect vénérable, plein d'honneur et de bravoure; il était né à Grenade comme Alvarez, le gouverneur de Gironne, et, comme lui, il avait commencé la carrière des armes dans les gardes espagnoles.

Ciudad-Rodrigo comptait aussi sur l'appui de lord Wellington, dont le quartier-général était à Viseo et s'avança plus tard à Célorico. Son avant-garde, sous les ordres du général Crawfurd, était établie entre l'Agueda et le Coa, et, le 19 mars, à Barba-del-Puerco, quatre de ses compagnies eurent un vif engagement avec un détachement de six cents Français qui avaient traversé le pont de San-Felices; ceux-ci surprirent d'abord les alliés, mais il finirent par être obligés de se replier sur leurs positions. L'avant-garde anglaise fut renforcée, au mois de mai, de la division espagnole de Don Martin de la Carrera, qui se trouvait du côté de San-Martin de Trevejos.

Les Français qui marchaient sur Ciudad-Rodrigo se montrèrent, le 22 avril, par la route de Valdecarros; ils établirent leur camp depuis la colline de Matahijos, jusqu'à la Casablanca. L'on distingua aussi de forts détachemens sur la route de Zamarra, et de nouvelles troupes arrivant chaque jour dans toutes les directions jusqu'au mois de juin, leur nombre finit par dépasser cinquante mille hommes, qui se composaient des sixième et huitième corps, dont nous avons déjà parlé, et d'une réserve de cavalerie, sous les ordres du maréchal Ney et des généraux Junot et

Montbrun. Le premier était revenu de France, et avait pris le commandement de son corps avec l'espoir de diriger en chef l'expédition de Portugal. Il eût été superflu d'employer cette multitude considérable de soldats aguerris contre la seule et faible place de Ciudad-Rodrigo, si l'armée anglo-portugaise ne se fût trouvée tout auprès.

Le sixième corps fut chargé d'entourer la place, le huitième s'établit à San-Felices et ses environs, et la cavalerie s'étendit sur les deux rives de l'Agueda. Le mois de mai se passa en escarmouches et en engagemens partiels, où plusieurs officiers se distinguèrent, et par dessus tous, Don Julian Sanchez. Ses sages dispositions et son courage frappèrent d'admiration le commandant de la brigade anglaise Crawfurd, qui était venu de Gallegos à Ciudad-Rodrigo pour conférer avec le gouverneur. C'était le 17 mai; Sanchez escortait le général anglais qui rejoignait ses troupes, quand tout-à-coup un gros d'ennemis vint fondre sur eux. Crawfurd jugea prudent de rentrer dans la place, mais Don Julian, qui connaissait le terrain, l'en dissuada, et au lieu d'attendre l'ennemi, il l'attaqua avec une audace imprévue, le mit en fuite, et ramena sain et sauf le général anglais dans son camp.

Le 12, les Français avaient de nouveau sommé la place de se rendre; mais Herrasti, sans lire même la dépêche, répondit qu'on pouvait s'épargner la fatigue de ces négociations, car désormais il ne traiterait qu'à coups de fusil.

Les ennemis, après avoir jeté deux ponts de communication entre les deux rives et avoir complété leurs préparatifs, poussèrent vivement les travaux du siége, dès le commencement de juin.

Le 6, les assiégés firent une sortie commandée par le brave officier Don Luis Minayo, qui causa quelque mal aux Français; ils creusèrent des fosses dans les

vergers dits de Samaniégo, où se cachaient les tirailleurs qui incommodaient par leurs feux nos postes avancés. Les Français continuèrent à pousser en avant leurs stations, et sous leur abri, ils ouvrirent, dans la nuit du 15 au 16 juin, la tranchée du siége, qui partait de la colline dont nous avons déjà parlé, et qu'ils étendirent, aux dépens de beaucoup de sang, sur leur droite et sur le front de la place. Quatre cents hommes des compagnies de chasseurs et le bataillon des volontaires d'Avila, commandés par Don Antonio-Vicente Fernandez, officier plein d'intelligence et de courage, se signalèrent dans les nombreuses rencontres soutenues à la gloire de nos armes.

Le 22, les ennemis avaient déjà leurs lignes très-avancées, de telle sorte qu'elles rendirent impossibles les manœuvres de notre cavalerie; il fut résolu que Don Julian Sanchez sortirait de l'enceinte avec ses lanciers pour se réunir à Don Martin de la Carrera. Cette opération s'exécuta avec intrépidité, et le brave Sanchez, à la tête des siens, se dirigeant à onze heures de la nuit par les pâturages de Marti-Hernando, força trois lignes ennemies, tua ou culbuta tout ce qui se trouva devant lui, et accomplit son dessein avec une rare valeur.

Les assiégeans attaquèrent, dans la nuit du 23, le faubourg de San-Francisco et principalement les couvens de Santo-Domingo et Santa-Clara, mais ils furent repoussés. Ils agirent de même contre le faubourg del Puente, et éprouvèrent le même sort. Ce ne furent à la vérité que de fausses attaques.

Celles qu'ils dirigèrent contre le couvent de Santa-Cruz parut plus sérieuse. Ce couvent est situé, comme on l'a vu, au nord-ouest de la place. Ils l'entourèrent, en effet, de toutes parts pendant la nuit; ils escaladèrent les murailles de son front, mirent le feu à la porte principale et se précipitèrent dans l'église, aux

murailles de laquelle ils appliquèrent des toiles goudronnées. Ils songèrent ensuite à envahir la partie de l'édifice où était logée la troupe qui gardait ce poste, laquelle était forte de cent hommes, sous les capitaines Don Ildefonso Piétro et Don Angel Castellanos. Les défenseurs repoussèrent diverses attaques. Ils avaient eu l'adresse de pratiquer d'avance dans l'escalier une coupure qu'ils avaient recouverte de madriers, et au moment où les grenadiers français montaient impétueusement à l'assaut, les madriers qui cachaient le piége furent enlevés et les assaillans précipités dans le fond, où ils périrent misérablement avec un vaillant officier qui était à leur tête, le sabre d'une main et une torche allumée de l'autre. Ce combat dura près de trois heures; les Espagnols tinrent ferme, quoique entourés d'ennemis et presque atteints par les flammes qui dévoraient l'église contiguë. Les Français, devenus circonspects, n'osaient plus pénétrer dans l'intérieur, et fatigués enfin de tant d'opiniâtreté, d'autant plus qu'ils étaient encore exposés au feu continuel de la place, ils se retirèrent, laissant la terre humide de leur sang. La défense du couvent de Santa-Cruz fit le plus grand honneur à nos armes : ce fut un des faits les plus remarquables de ce siége.

L'ennemi, occupé jusqu'à ce moment d'attaques extérieures et de préparatifs contre la place, continuellement inquiété d'ailleurs par les assiégés, et prévenu quelquefois dans ses tentatives, n'avait point encore établi ses batteries de brèche. Les opérations du siége furent également ajournées par le retard de la grosse artillerie, que le mauvais état des chemins, rendus impraticables par la pluie, empêchait d'arriver.

Les Français ayant pris enfin leurs dispositions, découvrirent, le 25 juin, sept batteries couronnées de quarante-six canons, mortiers et obusiers, qui

commencèrent à vomir une grêle de balles, de bombes et de grenades contre la ville. La ligne ennemie s'étendait depuis la pointe San-Francisco jusqu'au jardin de Samaniégo.

La place répondit avec énergie, et fut courageusement secondée par la population, sans distinction de classe, d'âge ni de sexe. L'on remarqua surtout, parmi le peuple, une femme nommée Lorenza, qui fut blessée deux fois, et même deux aveugles qui voulurent avoir aussi leur part dans la défense ; l'un d'eux était conduit par un chien fidèle qui lui servait de *lazarillo*. Pleins de gaîté au milieu du sifflement des balles, ils ne cessaient de s'écrier dans les endroits les plus dangereux : « Courage, enfans ; vive Ferdi-« nand VII ! vive Ciudad-Rodrigo ! »

Le premier jour, les ennemis dirigèrent leur feu contre la ville pour y jeter la terreur, et, le 26, ils commencèrent à battre en brèche la grosse tour du Roi, qui fut entièrement démolie dès le lendemain. Les Espagnols, de leur côté, firent un grand carnage avec leur artillerie, habilement dirigée par le brigadier Don Francisco Ruiz Gomez, qui la commandait.

Le 28, le maréchal Ney somma de nouveau la place de se rendre. Le maréchal Masséna, qui était passé par Madrid pour voir Joseph, étant enfin arrivé au camp français, la sommation fut faite en son nom ; elle était honorable, quoique menaçante. Herrasti répondit avec dignité, et dit entre autres choses : « *Il y a quarante-neuf ans que je sers ; je dois con-« naître les lois de la guerre et mes devoirs militaires... « Ciudad-Rodrigo n'est pas réduite à capituler.* »

Cependant, l'officier parlementaire, s'imaginant que la confiance du gouverneur était fondée en grande partie sur l'espérance que lord Wellington viendrait à son secours, lui proposa verbalement d'envoyer un courrier au camp anglais pour s'assurer ainsi des in-

tentions du général allié. Herrasti accepta, mais Ney, sans s'arrêter à l'offre de son parlementaire, recommença le feu, et avança ses travaux jusqu'à soixante toises de la place.

Le maréchal Masséna, mécontent du mode qu'on avait adopté pour l'attaque, l'améliora, et fit tracer deux nouveaux boyaux de tranchées jusqu'aux glacis, et en face de la poterne du Roi, en les faisant aboutir à la contrescarpe du fossé de la fausse-braie. De là les soldats creusèrent des mines pour faire sauter le terrain, et pour rendre plus accessible le pied de la brèche. Ils furent un peu contenus par les nôtres; nos ingénieurs, sous les ordres du colonel Don Nicolas Vercejo, établirent des constructions souterraines pour arrêter la mine, et pratiquèrent d'autres travaux opportuns, tandis que la place lançait toute espèce de projectiles pour comprimer les efforts des ennemis.

Dans l'intervalle, ceux-ci avaient attaqué vainement à plusieurs reprises le faubourg San-Francisco; constamment repoussés, ils ne parvinrent à l'occuper que le 3 juillet; les Espagnols, pour renforcer les côtés de la brèche, l'avaient déjà évacué, à l'exception du couvent de Santo-Domingo.

Le gouverneur, toujours actif, se multipliait et veillait à tout; le 5, il conçut l'idée d'une sortie dont il confia l'exécution aux capitaines Don Miguel Guzman et Don José Robledo, et qui eut un plein succès. Les nôtres commencèrent leur attaque par le faubourg del Puente, et courant ensuite à celui de San-Francisco, par la droite du couvent de Santo-Domingo, ils surprirent l'ennemi, lui tuèrent du monde et détruisirent un grand nombre de ses travaux.

Les Espagnols, ainsi enhardis, s'attachaient chaque jour davantage à la défense. Ce qui les soutenait aussi, c'était l'espoir d'être secourus par l'armée anglaise,

car ils ne pouvaient comprendre que les chefs de cette armée si nombreuse et qui était pour ainsi dire à leurs portes vissent de sang-froid tomber au pouvoir des Français une place qui opposait une si énergique et si honorable résistance. Ils furent néanmoins trompés dans leur calcul.

L'ennemi multipliait sans cesse ses batteries, et, dès le 8, quelques-unes d'entre elles attaquaient en flanc nos ouvrages de fortification. La brèche ouverte dans la fausse-braie et dans la grande muraille de la place s'étendait à une profondeur de vingt toises, et, d'un autre côté, le gouverneur fut informé que les Anglais s'éloignaient au lieu d'approcher. Cédant à ces circonstances, il se détermina, le 10, à capituler, d'accord avec toutes les autorités.

En cet instant, les ennemis se préparaient à livrer l'assaut, et déjà trois de leurs soldats avaient audacieusement tenté d'escalader la brèche. Mais les nôtres ayant arboré un drapeau blanc, un officier sortit de la place en parlementaire, portant des propositions au maréchal Ney, qui le renvoya aussitôt en faisant dire à son gouverneur qu'il eût à se présenter en personne pour traiter de la capitulation. Herrasti obéit, et Ney, après lui avoir fait bon accueil et l'avoir complimenté sur sa défense, ajouta qu'il était inutile de mettre par écrit les conditions de la capitulation, car il l'acceptait d'hors et déjà dans les termes les plus larges et les plus honorables, la garnison restant toutefois prisonnière de guerre.

Le maréchal Ney donna sa parole pour garantie de l'exécution du traité, et il résulte de la relation du siége, écrite par Herrasti lui-même, que les conditions en furent ponctuellement observées. Cependant l'on traita bien rigoureusement les membres de la junte, car, après avoir subi la honte de la prison, ils furent conduits, à pied, à Salamanque, puis, envoyés en France.

Dans ce siége, les Espagnols eurent hors de combat quatorze cents hommes de la garnison, et environ cent hommes du peuple. Les Français perdirent au moins trois mille hommes. Masséna fit l'éloge de la défense en la représentant comme des plus opiniâtres. « On ne se fait point d'idée, disait-il dans son bul« letin, de l'état où la place est réduite; tout est « renversé et détruit; pas une maison n'est restée « intacte. »

Les Espagnols virent avec irritation que les Anglais ne fussent pas accourus au secours de la place. Lord Wellington était venu de la Guadiana vers Ciudad-Rodrigo, disposé et même comme engagé à forcer les Français à lever le siége. Cette fois on ne pouvait alléguer le prétexte obligé, que les Espagnols ne se défendaient point, ou qu'ils déconcertaient, par leurs mouvemens irréfléchis, les plans savamment médités de leurs alliés. Le marquis de la Romana s'était rendu de Badajoz au quartier-général de lord Wellington, et avait joint ses sollicitations à celles des habitans et des autorités de Ciudad-Rodrigo, ainsi qu'à celles du gouvernement espagnol et même de quelques Anglais: tout fut inutile. Wellington, résolu à ne pas bouger, demeura inflexible. Les Français, tirant parti de la circonstance, cherchèrent à semer la zizanie, et le *Moniteur* disait: « Les clameurs des habitans de Ciudad-« Rodrigo s'entendaient dans le camp des Anglais, à « six lieues de distance, et les Anglais restèrent « sourds. » Si nous voulions suivre l'exemple de certains historiens de la Grande-Bretagne, nous aurions maintenant un champ bien vaste pour répondre par des récriminations méritées aux injustes reproches que la passion leur arracha si souvent contre les opérations militaires des Espagnols. Mais, avec plus d'impartialité, et sans chercher d'autre guide que la vérité, nous dirons au contraire, en dépit de l'opinion commune, que lord Wellington procéda en cette

occasion en prudent capitaine, si, pour faire lever le siége, il fallait risquer une bataille. Ses forces n'étaient point supérieures à celles des Français, ses soldats n'avaient pas cette mobilité et cette vivacité nécessaires pour manœuvrer en rase campagne et hors de leurs positions, et les Portugais n'avaient pas non plus cette discipline et cette habitude de combattre qui donnent de la confiance au courage. La bataille, si elle était gagnée, pouvait sauver Ciudad-Rodrigo, mais elle ne décidait point du sort de la guerre, et si on la perdait, l'armée anglaise était totalement détruite, l'ennemi s'aplanissait le chemin de Lisbonne, et la cause espagnole recevait une bien rude atteinte, si elle n'était frappée au cœur. Malgré cela, la voix publique étourdit de ses plaintes le gouvernement espagnol, et qualifiait au moins de froide indifférence la conduite des Anglais. Don Martin de la Carréra, partageant la colère générale, se sépara de l'armée alliée après la reddition de Ciudad-Rodrigo, et se réunit au marquis de la Romana.

Le marechal Masséna envoya ensuite quelques troupes pour repousser au-delà des montagnes le général Mahy qui s'était avancé et qui serrait de près Astorga. L'Espagnol se retira, et le général U. Croix attaqua, près d'Alcañices, Echavaria, qui d'intendant s'était fait chef de partisans, et n'en était pas à son premier engagement avec les Français. Ce brave se défendit avec opiniâtreté dans le bourg d'Alcañices, de maison en maison. Mais, repoussé à la fin, il perdit dans sa retraite un assez grand nombre d'hommes qui furent sabrés par la cavalerie ennemie.

Les Français voulurent alors s'emparer aussi de la Puebla de Sanabria, occupée par quelques troupes que commandait Don Francisco Taboada y Gil. Cette ville était entourée de faibles murailles et défendue par un

fort peu en état de résister. Nous avons déjà vu avec quelle facilité elle était tombée au pouvoir des Français dans leur retraite de Galice, et comment ensuite ils l'avaient évacuée. La conquête n'en fut pas cette fois plus difficile. Taboada abandonna la place, d'accord avec le général Silveira, qui commandait à Bragance. Ce fut ainsi que le général Serras s'en rendit maître; comme il en croyait déjà la possession assurée, il n'y laissa qu'une faible garnison, et se retira avec la plus grande partie de son monde.

Informés de son départ, les généraux portugais et espagnol revinrent sur la Puebla de Sanabria le 3 août, et, après quelques engagemens et quelques attaques, ils la reprirent dans la nuit du 9 au 10. La garnison fut faite prisonnière. Elle était toute composée de Suisses, à qui on promit de les embarquer à la Corogne, sous la condition qu'ils ne prendraient plus les armes contre les alliés.

Le général Serras accourut en toute hâte au secours de la place, à la tête de six mille hommes; mais, à son arrivée, elle était déjà rendue. Toutefois, Taboada et Silveira jugèrent prudent de l'abandonner de nouveau, ne se trouvant pas en nombre pour résister. Ils emmenèrent leurs prisonniers, et Serras se vit une seconde fois le maître de la ville et du fort, dont la première conquête, jointe à la perte des Suisses, lui avait plus coûté qu'elle ne valait.

Cependant le maréchal Masséna commença l'invasion du Portugal. Nous allons entrer, quoique rapidement, dans la relation d'un événement si grave; mais, d'abord, nous ferons connaître les préparatifs, les moyens de défense et aussi la situation de ce royaume.

Depuis qu'en 1809 le maréchal Soult avait évacué les provinces septentrionales du Portugal, on peut dire que ni cette nation ni son armée n'avaient pris une part active ou directe dans la lutte de la Pénin-

sule. Quelques-uns en imputaient la faute à la mollesse du gouvernement de Lisbonne, mais la plupart en accusaient l'influence de l'Angleterre, dont le cabinet avait fini par être l'arbitre des destinées de ce pays; l'on pensait qu'il ne convenait point à la politique anglaise qu'une union intime s'établît entre l'Espagne et le Portugal. Parmi les gouverneurs de ce royaume (c'est le nom qu'on donnait aux membres de la régence portugaise), il y en eut qui ne purent supporter une pareille domination; aussi vit-on, à cette époque, quelques changemens dans le personnel de cette régence. Le marquis de las Minas se retira; ses collègues s'adjoignirent d'autres gouverneurs, et la plus importante de ces nominations fut celle de Souza, le frère des ambassadeurs portugais au Brésil et à Londres. Au bout de quelque temps, dans le mois de septembre, sir Charles Stuart, alors ambassadeur d'Angleterre à Lisbonne, fut aussi nommé membre de la régence. Dans l'armée, outre le commandement immédiat confié à Beresford, lord Wellington, en sa qualité de maréchal-général du Portugal, agissait en maître, sans dépendre du gouvernement ni d'une autorité quelconque pour tout ce qui regardait les forces combinées anglo-portugaises, à quelque arme qu'elles appartinssent. La direction suprême de la marine fut également confiée à l'amiral anglais Berkeley. Enfin, le cabinet du Brésil, ou, pour mieux dire, les circonstances réglèrent l'administration publique du Portugal de telle façon, que, selon l'expression d'un historien anglais qui ne peut être suspect en ce point (Napier), « ce royaume fut réduit « à la condition d'un état feudataire. »

Aussi, n'était-ce pas avec beaucoup plus de résignation que le marquis de las Minas, que quelques-uns des autres gouverneurs, même parmi les nouveaux venus, se soumettaient à cette intervention

étrangère. Les querelles étaient fréquentes et vives, et les Anglais ne manquaient point de reprocher au gouvernement de Lisbonne de multiplier les obstacles, au lieu de les aplanir, en entravant dans leur exécution les mesures les plus utiles. Mais de pareilles plaintes partaient sans doute d'une irréflexion passionnée, car s'il est vrai que certaines résolutions de l'autorité anglaise fussent en dernier résultat profitables au succès de la bonne cause, elles n'en produisaient pas moins pour le moment des maux incalculables, mal compris par des étrangers pour qui les plaines du Portugal n'étaient autre chose que le théâtre de la guerre, et qui se souciaient peu des souffrances d'un pays qui n'était point le leur.

Pour faire face à tant de difficultés, lord Wellington, qui d'ailleurs n'était pas au-dessous de la tâche immense qu'il devait accomplir, déploya une étonnante fermeté, et se montra inflexible dans ses déterminations. Il avait un puissant appui dans l'autorité suprême dont il était investi, ainsi que dans les secours et l'argent que l'Angleterre envoyait à profusion.

Lord Wellington avait médité d'avance un plan de défense qu'il avait soumis au gouvernement anglais, après avoir scrupuleusement examiné les moyens financiers et militaires qui devaient en assurer l'exécution. Il exposa son opinion dans un rapport adressé à lord Liverpool, vrai chef-d'œuvre de prévision et de haut jugement. Le cabinet anglais, découragé par la paix de l'Autriche et par l'issue malheureuse de l'expédition de Walckeren, ne savait plus s'il devait continuer de soutenir avec ardeur la cause de la Péninsule; mais, entraîné par les raisons de Wellington, appuyées de l'éloquence et du talent de son frère, le marquis de Wellesley, alors membre lui-même du cabinet, il finit par accéder aux propo-

sitions du général. D'après ces propositions, l'armée anglo-portugaise devait être augmentée, ce qui amenait nécessairement un accroissement de dépenses et de nouveaux subsides à accorder au gouvernement de Lisbonne.

Le plan de Wellington fut donc adopté à Londres, et ce général ne tarda pas à se voir à la tête d'une armée assez nombreuse. Il y avait dans la Péninsule, non compris la garnison de Gibraltar, quarante mille Anglais; et, sans compter les malades et les corps qui occupaient Cadix, il restait au moins sous les ordres immédiats de Wellington de vingt-six à vingt-sept mille hommes de sa nation. Les forces portugaises se divisaient en troupes réglées, milices et *ordenanzas*, ces dernières mal équipées et composées de paysans. L'on dressa des états fort exagérés de toutes ces forces, qui, d'après un relevé consciencieux, ne dépassaient point, pour la milice vingt-six mille hommes, et pour l'armée, trente mille. Il n'est pas facile d'énumérer avec exactitude la force réelle des *ordenanzas*. De sorte donc qu'au début de la campagne, on comptait déjà sous les ordres de Wellington environ quatre-vingt mille hommes bien pourvus, bien armés et bien disposés à défendre, avec le concours des *ordenanzas* ou de la population, le royaume de Portugal.

Les subsides fournis par la Grande-Bretagne s'élevèrent jusqu'à près de 1,000,000 de livres sterling par an, et l'entretien de la seule armée anglaise excédait la somme de 1,800,000 livres de la même monnaie, c'est-à-dire 500,000 de plus qu'elle n'eût coûté dans son propre pays. Les engagemens étaient hors de prix, les lois anglaises ne permettant point de pourvoir au remplacement des troupes de terre par des conscriptions forcées. On donnait 11 guinées de prime par homme qui passait de la milice dans la

ligne, et 10 pour ceux qui s'engageaient dans la milice.

Lord Wellington, tantôt posté dans la vallée du Mondego, tantôt se portant vers la frontière d'Espagne, était comme au centre de la défense, tandis que la milice et les *ordenanzas* portugaises formaient les ailes. Tout le territoire jusqu'aux environs de Coïmbre, par où l'on présumait que Masséna ferait son invasion, fut dévasté. Les moulins furent détruits, les ponts rompus, les bateaux enlevés, les champs ravagés, les habitans forcés d'émigrer et d'emporter leurs biens, et il fut ordonné à la population tout entière de s'opposer à l'ennemi par tous les moyens, soit sur les flancs, soit sur les derrières, et de lui couper les vivres, tandis que vers son front l'armée alliée cherchait à l'attirer sur un terrain où elle pût livrer la bataille avec avantage.

Parmi les positions propres à cet effet, il s'en trouvait à l'arrière-garde de l'armée anglo-portugaise de très-favorables, mais nulle n'offrait plus de chances de succès que celle qu'on connut depuis sous la dénomination de *lignes de Torrès-Védras*. Ces lignes furent fortifiées avec le plus grand soin, et la première idée d'en conserver et d'en assurer la possession fut due au plan détaillé qui en avait été dressé, en 1799, par ordre du général sir Charles Stuart, le père de l'ambassadeur actuel à Lisbonne, dans la vue de garantir déjà à cette époque la capitale du Portugal d'une invasion française. Wellington avait dès long-temps conçu le projet de réaliser cette heureuse pensée.

L'on établit deux principales lignes de fortifications. La première, partant d'Alhandra, sur les bords du Tage, tenait un espace de sept lieues et suivait les sinuosités des montagnes jusqu'à la mer et à l'embouchure du Sizandro, non loin de Torrès-Védras.

La seconde, qui était la plus forte, était à deux ou trois lieues de distance de la première, selon l'irrégularité du terrain; elle commençait à Quintela, et, se prolongeant dans une étendue de six lieues, elle se terminait à l'extrémité de la rivière San-Lorenzo. Il y en avait encore une troisième au-delà de Lisbonne, à l'embouchure du Tage, laquelle renfermait dans son enceinte le fort de San-Julian; mais celle-là n'avait pour objet que de favoriser, en cas de nécessité, l'embarquement des Anglais. On comptait dans ces lignes formidables cent cinquante fortins et près de six cents pièces de canon. Les constructions avaient été faites sous la direction du lieutenant-colonel du génie Fletcher, secondé par le capitaine Chapman.

Lord Wellington avait mis tous ses soins à faire fortifier ces lignes le plus promptement et le plus complètement possible, et il disait au digne officier Don Miguel de Alava, envoyé en mission auprès de lui par le gouvernement espagnol : « Il ne pouvait « rien nous arriver de plus heureux que de nous être « assurés de la position de l'île de Cadix et de celle « de Torrès-Védras; elles sont toutes deux imprenables. Les efforts de l'ennemi venant s'y briser, « il surgira des événemens nouveaux, et nous nous « préparerons avec une plus vive énergie à de plus « brillantes entreprises. »

De leur côté, les Français s'étaient mis en mesure de faire un grand déploiement de forces, afin de ne pas échouer dans l'expédition du Portugal. Non-seulement le maréchal Masséna avait à sa disposition les trois corps dont nous avons parlé, et la cavalerie de Montbrun; mais encore, comme il réunissait dans son commandement les provinces de la Castille-Vieille, de la Biscaye, de Léon et des Asturies, il dépendait de sa volonté d'y prendre toutes les forces qui s'y trouveraient disponibles. Il y avait de plus,

entre Zamora et Benavente, sous les ordres du général Serras, une colonne mobile de huit mille hommes qui menaçait Tras-os-Montès; au mois d'août, il était entré en Espagne un neuvième corps d'armée, de vingt mille hommes, formé à Bayonne, et commandé par le général Drouet; et, pour plus de sûreté, il s'en formait un autre dans la même ville, sous les ordres du général Caffarelli. De telles précautions n'étaient point superflues, si les ennemis voulaient se conserver une base solide, et empêcher que les communications ne fussent interrompues par les partisans espagnols.

En conséquence, le maréchal Masséna, sur le point d'entrer en Portugal, publia à Ciudad-Rodrigo une proclamation adressée aux habitans de ce royaume, où il annonçait qu'il était à la tête de cent dix mille hommes. Ce n'était point de la jactance, si l'on met en ligne de compte tous les corps et toutes les divisions qui dépendaient de son commandement, et s'étendaient dans l'Espagne depuis la frontière de Portugal jusqu'à celle de France.

Il y avait eu des escarmouches, dès les premiers jours de juillet, entre les Anglais et les Français. Le 21 du même mois, les premiers firent sauter et achevèrent de détruire le fort de la Conception, situé sur la lisière appartenant à l'Espagne; il était bien fortifié avant 1808, mais, dans les commencemens de l'insurrection, qui éclata cette même année, les Espagnols l'avaient abandonné, et les Français l'avaient ensuite démoli en partie.

Crawfurd, général de l'avant-garde anglaise, s'établit alors sur la rive droite du Coa, et, sans avoir l'approbation de Wellington, il se décida, le 24, à en venir aux mains avec les Français, entraîné peut-être par le désir de couvrir Almeïda, dont l'artillerie soutenait sa gauche. Les forces de Crawfurd consis-

taient en quatre mille hommes d'infanterie et onze cents chevaux disposés sur une ligne qui embrassait l'espace d'une demi-lieue; combinaison irréfléchie qui rappelait les imprudences du général Cuesta. Le maréchal Ney marcha sur les Anglais, accompagné de son corps d'armée, et, par conséquent, bien supérieur en nombre au général Crawfurd. Les bataillons de l'avant-garde alliée combattirent avec valeur; chaque soldat individuellement fit preuve de courage, mais en masse on manœuvra mal, les mouvemens ne furent pas plus heureux que ne l'avait été la disposition des troupes. Les Français enfoncèrent les colonnes anglaises et les obligèrent à passer le Coa. Si elles échappèrent à une déroute complète et aux poursuites de la cavalerie ennemie, elles le durent à des vignobles, à l'inégalité du terrain, et surtout au refus de Monthrun de charger en temps opportun avec ses cavaliers, sous le prétexte qu'il n'avait point d'ordres du général en chef Masséna. Les Anglais eurent ainsi le temps de traverser le pont, et ils en défendirent le passage avec tant de vigueur, qu'ils arrêtèrent l'ennemi. Crawfurd perdit près de quatre cents hommes; la perte de Ney fut assez considérable à raison de ses efforts obstinés, quoique inutiles, pour se rendre maître du pont.

Loin de contribuer à la défense d'Almeïda, cet échec ne pouvait que lui être funeste. Les Français, en effet, sommèrent aussitôt la place de se rendre; cependant ils n'agirent pas cette fois avec leur activité accoutumée, car ils n'ouvrirent la tranchée que le 15 août, dans la nuit.

Il semblait naturel qu'Almeïda, qui, sous tous les rapports, l'emportait sur Ciudad-Rodrigo, imitât le glorieux exemple de cette place, et fît même une plus longue résistance. Bien avant la guerre actuelle, on avait ajouté aux vieux murs d'Almeïda, conformé-

ment au système moderne de fortification; un fossé, un chemin couvert, six boulevarts, six ravelins et un cavalier qui dominait la campagne. Il y avait aussi des magasins à l'épreuve de la bombe; les munitions abondaient; les travaux de fortification étaient sensiblement perfectionnés. La garnison était de quatre mille hommes; le colonel anglais Cox commandait dans la place.

Le 26, les Français ouvrirent un feu terrible, et en peu d'instans plusieurs maisons furent incendiées. Le même jour, à l'entrée de la nuit, trois des principaux magasins, établis dans une vieille tour au centre de la ville, volèrent en éclats avec une épouvantable explosion qui causa d'affreux ravages. Dans certains endroits, des murailles furent renversées; dans d'autres, elles se lézardèrent; les canons furent presque tous démontés ou précipités dans le fossé; cinq cents personnes périrent, beaucoup d'autres furent blessées, et six maisons à peine restèrent debout. Tel était le spectacle qu'offrit Almeïda dans la matinée du 27. On ne manqua pas d'imputer ce désastre à la trahison: les mieux informés l'attribuèrent à la négligence et au hasard.

A l'instant même, les Français renouvelèrent leur sommation. Le gouverneur Cox, bien qu'il vît la défense impossible, voulait la prolonger de deux ou trois jours encore, dans l'espoir que l'armée alliée viendrait au secours de la place; mais une émeute fomentée par le lieutenant de roi Bernardo de Costa le força à capituler. On suppose que l'influence des Portugais attachés au parti ennemi, et qui étaient dans le camp français, ne fut point étrangère à la sédition. Plus tard, le lieutenant de roi fut fusillé; toutefois il n'était pas bien démontré qu'il eût eu des intelligences avec l'ennemi.

Par suite de ces événemens, la régence de Portu-

gal déclara traîtres quelques individus qui suivaient le parti français. De ce nombre étaient, en première ligne, le marquis d'Alorna et le marquis de Loulé, le comte de Ega, Gomez Freire de Andrade, et d'autres personnages. L'on fit pareillement à Lisbonne plusieurs arrestations, sous prétexte de complot, sans preuves ni accusations fondées. Les citoyens arrêtés furent envoyés les uns en Angleterre, les autres aux Açores. Des motifs les plus légers et des besoins de vengeance personnelle furent la source de ces coupables excès. On s'étonna que lord Wellington, et particulièrement l'ambassadeur Stuart, membre de la régence, qui avait un si haut crédit, ne s'élevassent point contre de tels abus de pouvoir dans lesquels on pouvait d'ailleurs leur supposer une part individuelle, ainsi que cela ne manqua point en effet. Mais la régence de Lisbonne, prenant la défense de ces deux personnages, les déclara tout-à-fait étrangers à ces mesures.

Cependant la chute d'Almeïda, l'échec de Crawfurd et l'idée prodigieuse que les alliés avaient alors de l'armée française produisirent un grand découragement dans le camp anglais. Les lettres des officiers à leurs amis d'Angleterre n'étaient pas plus rassurantes, et le gouvernement britannique lui-même semblait presque désespérer de la cause de la Péninsule. Ce fut ainsi que, malgré l'adhésion donnée au plan de lord Wellington, on insinuait à ce général, dans des instructions particulières, que S. M. B. verrait avec plaisir la retraite de son armée, plutôt que de lui laisser courir le moindre danger en différant son embarquement. Tout autre général, moins ferme que lord Wellington, et moins confiant dans les moyens qui l'assistaient, eût sans doute hésité sur le parti qu'il avait à prendre, et donné peut-être un nouvel exemple d'une honteuse retraite. Mais Wellington sut tenir

bon, quoique la perte soudaine et inattendue d'Almeïda avançât les opérations de l'ennemi.

Après ce cruel revers, le général anglais se replia sur la gauche du Mondego, établit son camp à Gouvea, plaça son infanterie derrière Célorico, et sa cavalerie dans ce village même. Masséna, rencontrant de grandes difficultés pour se procurer des vivres, à cause de la présence des partisans et des dispositions hostiles du pays, retarda l'invasion, doutant même s'il pourrait la réaliser de si tôt. Deux mois s'étaient écoulés depuis la reprise de Ciudad-Rodrigo; Almeïda avait à peine résisté, et l'armée française était encore à la droite du Coa : tant était puissante pour les alliés la constante haine des habitans contre l'ennemi.

Napoléon, qui ne voyait pas de près les obstacles comme ses généraux, s'étonnait de ces lenteurs, surtout lorsque l'armée française était supérieure en nombre à l'armée combinée. Il le fit sentir à Masséna dans des dépêches qu'il lui expédia au mois de septembre; mais avant qu'elles lui parvinssent, le maréchal s'était déjà mis en marche.

Une fois les places de Ciudad-Rodrigo et d'Almeïda assurées, le plan qu'il adopta d'abord fut d'opérer son mouvement par les deux rives du Tage. Mais ensuite, pensant que les troupes françaises d'Estrémadure et d'Andalousie feraient bonne contenance du côté de l'Alentejo, et ne croyant pas ses forces assez considérables pour les diviser, il borna ses vues au front d'attaque, et résolut d'agir dans l'une des trois directions qui s'offraient alors à lui, celles de Belmonte, de Célorico et de Viseo.

Wellington, tout en se maintenant à Gouvea, étendait les postes avancés de son armée, en y comprenant les troupes de Hill et quelques autres sur la droite, depuis le flanc d'Almeïda, par la Sierra de Estrella, jusqu'à Guarda et Castello-Branco : en cas

d'attaque, toutes les divisions devaient se replier et se concentrer vers les lignes. L'inconvénient de cette position, c'était son immense étendue, car l'ennemi, tout en menaçant Célorico, pouvait s'interposer par Belmonte entre lord Wellington et le général Hill, séparés l'un de l'autre par une grande distance. Le dernier, en suivant parallèlement, comme nous l'avons indiqué, les mouvemens du général français Reynier, était arrivé à Castello-Branco le 21 juillet. Il y avait laissé une garde avancée, et obéissant aux ordres de lord Wellington, qui lui avait envoyé un renfort de cavalerie, il était venu camper à Sercedas avec seize mille hommes et dix-huit canons. Pour empêcher les Français de s'interposer, on coupa la route au-dessus de Covilha, on exécuta d'autres travaux de défense, une brigade portugaise s'établit à Fundao, et une réserve formée à Tomar, forte de huit mille Portugais et deux mille Anglais, aux ordres du général Leith, fut placée entre deux positions retranchées derrière le Cézéré, affluent du Tage, et tout près de l'Alba, affluent du Mondego.

Le corps principal de l'armée de Wellington pouvait opérer sa retraite depuis Célorico, soit par le chemin qui conduit à la Sierra de Murcela, soit par celui de Viseo. Le premier parcourt un espace de quinze lieues le long d'un défilé entre la rivière de Mondego et la Sierra de Estrella, et se termine à la Sierra de Murcela, baignée par les eaux de l'Alba. De là, un chemin qui va à Espinal facilitait les communications avec Hill et Leith, et par un de ses embranchemens on communiquait avec Coïmbre. La seconde route, celle de Viseo, est une des plus mauvaises du Portugal; elle est coupée par le Criz et d'autres courans, et étroitement emboîtée entre le Mondego et la Sierra de Caramula, qui se réunit, par un pays montagneux, à celle de Busaco, limite, pour ainsi dire, de la vallée,

et qui fait face à celle de Murcela; les deux Sierras sont séparées par le Mondego qui coule à leur pied. La décision de Wellington dépendait du parti que prendraient les Français.

Masséna ne connaissait pas à fond le terrain, et, prenant conseil des Portugais qu'il avait dans son camp, et qu'il supposait bien instruits, il se détermina à marcher sur Viseo, et de là sur Coïmbre, d'après ce qui lui avait été dit de cette route qu'on lui avait représentée comme facile et peu embarrassée d'obstacles. En conséquence, il concentra, le 16 septembre, les trois corps d'armée sous ses ordres, savoir : celui de Ney et la grosse cavalerie à Mazal de Chao, celui de Junot à Pinhel, et celui de Reynier à Guarda. Il fit distribuer du pain à ses troupes pour treize jours, croyant faire une marche rapide et voulant devancer celle de Wellington. En disposant ainsi son armée, Masséna menaçait les trois routes de Célorico, de Belmonte et Viseo, et laissait ignorer son véritable point d'attaque. Depuis sa retraite d'Estrémadure, Reynier avait fait divers mouvemens, tantôt feignant de se diriger sur Castello-Branco, tantôt avançant jusqu'à Sabugal, puis revenant à Zara-la-Mayor. Enfin, comme nous venons de le voir, il avait rejoint les autres corps de Masséna.

Le deuxième et le sixième corps, réunis à la cavalerie de Montbrun, tombèrent bientôt sur Célorico, et les postes des alliés se replièrent sur Cortiza. Wellington commença alors sa retraite, par la gauche du Mondego, sur l'Alba, et, le 17, il s'aperçut que ces deux corps se dirigaient sur Viseo par Fornos. Le huitième, aux ordres de Junot, restait en observation vers Trancoso, pour surveiller les mouvemens de dix mille hommes de milices commandés par le colonel Trant et par les officiers Miller et John Wilson; ces milices étaient venues du nord du Portugal et avaient

été mises aux ordres du général Bacellar pour inquiéter le flanc droit et l'arrière-garde de l'ennemi.

Les premières colonnes françaises entrèrent à Viseo le 18 : la ville était déserte. Wellington fit passer sans retard, de la rive gauche du Mondégo sur la rive opposée, la brigade portugaise commandée par Pack, et l'établit au-delà du Criz, après en avoir fait sauter les ponts. L'armée alliée se mit également à passer le Mondégo à Péna-Cova, Olivarès et autres lieux : la division de Crawfurd se plaça à Mortagao pour soutenir Pack ; la troisième et la quatrième, aux ordres de Picton et de Cole, prirent position entre la Sierra de Busaco et le village de ce nom, et la cavalerie s'établit dans une plaine située en face du même village. La première division, sous le commandement du général Spencer, passa de l'autre côté de la Sierra de Busaco, et se porta sur Meallada, dans le but d'observer la route d'Oporto à Coïmbre, car on doutait encore si Masséna se dirigerait de Viseo vers cette route, ou s'il continuerait le long de la rive droite du Mondégo. Dans le même but, le colonel Trant devait marcher sur Sardao par San-Pédro de Sul avec une partie des milices, et se réunir au général Spencer. Leith, dans le même temps, arrivait à Alba, suivi de près par le général Hill, qui, informé de la jonction de Reynier et de Masséna, avait heureusement prévenu les ordres de Wellington, et était venu s'incorporer à l'armée alliée.

Le gros de l'armée française arriva à Viseo le 20 ; mais son artillerie et ses équipages furent retenus par les difficultés de la route et par une attaque du colonel Trant, qui les surprit ce même jour 20 à Tojal, tandis qu'il venait de Moimenta-da-Beira, avec quelques chevaux et deux mille hommes de milices. Il fit cent prisonniers, s'empara de quelques bagages, et son triomphe eût été plus complet s'il

eût commandé à des troupes un peu moins novices. Cependant cette surprise inattendue inquiéta les Français, dont l'artillerie, les équipages et une grande partie de la cavalerie n'arrivèrent à Viseo que le 22, ce qui fit perdre deux jours à Masséna, à la grande satisfaction de Wellington, dont les momens étaient comptés.

Il y avait lieu de penser que ce général, poursuivant son projet de ne pas risquer la chance d'une bataille, ne s'arrêterait point où il se trouvait en ce moment, mais qu'informé de la marche des Français, il se replierait pour se rapprocher des lignes fortifiées; supposition d'autant mieux fondée que, puisqu'il n'avait pas voulu engager une action alors qu'il s'agissait du salut de deux places, il n'était pas naturel qu'il s'aventurât davantage à présent qu'il n'y était point excité par un si puissant motif. Mais il n'en fut pas ainsi. On présume que Wellington changea de sentiment à cause des plaintes élevées dans tout le Portugal contre les Anglais, de ce qu'ils laissaient le pays à la merci de l'ennemi.

Il se détermina donc à faire halte à la Sierra de Busaco et distribua ses forces dans de nouvelles et avantageuses positions. Ces montagnes tiennent un espace de deux lieues, d'un côté, se terminant brusquement, comme nous l'avons dit, à la rive droite du Mondégo, et de l'autre, se confondant avec la Sierra de Caramula. Trois routes conduisent à Coïmbre : l'une est traversée par le point culminant du terrain, où s'élève un célèbre couvent de carmes déchaussés, dont Wellington fit son quartier-général; ainsi ce vaste édifice, naguère le séjour du silence et de la paix, se voyait tout-à-coup transformé en une bruyante habitation de gens de guerre. Des deux autres chemins, l'un venait de San-Antonio de Cantaro, et l'autre suivait le Mondégo jusqu'à Pena-Cava. Dans ce dernier se

plaça le corps de Hill, qui arriva le 26; à sa gauche était Leith. Venait ensuite la troisième division, et puis la première qui s'était établie entre celle-ci et le couvent. La quatrième se forma à l'extrémité opposée, pour couvrir un passage conduisant au village de Meallada, situé dans une plaine où se posta la cavalerie, qui n'avait qu'un seul de ses régimens sur les hauteurs. La brigade de Pack avait pris position devant la première division, à mi-côte du côté des Français. L'avant-garde de Crawfurd, avec quelques cavaliers, s'établit aussi sur la pente de la route en face du couvent. Sur divers points à l'arrière-garde de la ligne étaient placés les Portugais pour soutenir le corps de bataille. Wellington, ayant ses principales forces réunies, se trouvait à la tête d'environ cinquante mille hommes.

Fort heureusement que les Français attendirent jusqu'au 27, car s'ils avaient accéléré leur marche et qu'ils eusent attaqué trente-six heures plus tôt, ainsi qu'on assure que le voulait Ney, le sort de l'armée alliée pouvait être tout autre, par la confusion qui régnait dans ses mouvemens. Leith passait le Mondégo; Hill n'avait pas encore paru, et ils avaient à peine en ligne vingt-cinq mille hommes.

Après quelques hésitations, le maréchal Masséna se décida à attaquer la Sierra, le 27, à la pointe du jour. Pour en atteindre le sommet, ses soldats avaient à gravir une pente très-rude et très-escarpée, mais dont les inégalités de terrain leur étaient pourtant favorables en les mettant jusqu'à un certain point à couvert du feu de leurs ennemis. Ney marcha contre le couvent, et Reynier se dirigea dans l'autre sens par San-Antonio de Cantaro. Junot se tint au centre et en réserve avec la cavalerie et l'artillerie.

Les troupes de Reynier firent leur attaque avec une telle impétuosité qu'elles atteignirent la cime, et

pendant un moment elles furent maîtresses d'un point de la ligne des alliés, après avoir culbuté une partie de la troisième division que commandait Picton. Mais le reste de cette division étant venu à son secours, ainsi que le général Leith qui accourut sur le flanc, à la tête d'une brigade, l'ennemi fut délogé et culbuté de la montagne en essuyant une perte considérable.

De l'autre côté du couvent, le maréchal Ney fut encore moins heureux. Maître, dès le commencement de l'action, d'un petit village qui protégeait ses mouvemens, il se mit à gravir la Sierra par la droite, en s'abritant au moyen des aspérités et des inégalités du terrain. C'est là que se trouvait le général Crawfurd qui prit en cette circonstance d'habiles dispositions. Il laissa approcher l'ennemi, et, à une courte distance, il ouvrit un feu très-vif contre ses colonnes qu'il chargea ensuite à la baïonnette par le front et sur les côtés. Les Français furent précipités à travers les ornières et les bas-fonds, perdirent beaucoup de monde, et laissèrent le général Simon prisonnier. Les Anglais reprirent ensuite de vive force le hameau qui avait été envahi dans le commencement du combat. Le fort de la mêlée dura peu, l'ennemi ne persista point dans son attaque, et le reste du jour se passa en escarmouches et en feux de tirailleurs. La perte des Français fut de près de quatre mille hommes : le général Graindorge fut tué, et les généraux Foy et Merle blessés. Les alliés ne perdirent que treize cents hommes, à raison de la différence des positions.

Le maréchal Masséna, convaincu de l'extrême difficulté qu'il y avait à emporter la Sierra de front, voulut la tourner en poursuivant sa marche par la droite, et en obligeant ainsi les Anglais à abandonner ces hauteurs, puisqu'il ne pouvait les surprendre par le flanc et les déloger. La difficulté était de trouver

un passage ; mais il finit par savoir d'un habitant qu'il existait un chemin qui partait de Mortagao à travers la Sierra de Caramula, et se réunissait à celui qui va d'Oporto à Coïmbre. Heureux de cette découverte, le maréchal français se décida immédiatement à suivre cette voie, et cacha sa résolution en continuant, le 28, de fausses attaques et des escarmouches, tandis que le gros de son armée défilait; les Anglais ne s'aperçurent que le soir de ce mouvement.

Il n'était plus en leur pouvoir de l'empêcher; le 29, avant le jour, ils abandonnèrent Busaco. Hill repassa le Mondégo et se retira par Espinhal sur Tomar; Wellington, avec le centre de la gauche, se dirigea sur Coïmbre et Meallada. La division de troupes légères, aux ordres de Crawfurd, à laquelle vint se joindre la cavalerie, couvrait l'arrière-garde.

Les Français, après avoir traversé la Sierra de Caramula, arrivèrent le même jour 28, à Boyalvo, sans rencontrer un seul homme. Le colonel Trant se trouvait à une lieue de là, à Sardao où il était venu de San-Pedro de Sul, mais avec peu de monde. Des détachemens ennemis le rejetèrent facilement au-delà du Vouga.

Par le récit qu'on vient de lire de l'affaire de Busaco, on voit clairement qu'elle ne servit qu'à faire briller de nouveau la valeur britannique et à donner la mesure de ce qu'on devait attendre des troupes portugaises, qui avaient combattu avec courage et bonne discipline. Mais elle ne produisit aucun de ces résultats importans pour lesquels un général aventure volontairement une bataille, et il n'y avait pas même alors les motifs qu'avaient offerts les siéges de Ciudad-Rodrigo et d'Almeïda. On ne retrouva pas ici la prudence ordinaire de Wellington, qui laissa à la disposition des Français un défilé qui non-seulement leur servit de passage, mais par lequel encore ils pou-

vaient envelopper l'armée alliée, ou tout au moins la prendre en flanc et lui faire le plus grand mal. En vain alléguera-t-on que Wellington ordonna au colonel Trant de se porter en avant avec les milices : ce n'était point un corps si faible et composé seulement de recrues qui pouvait contenir, et moins encore repousser, les nombreuses divisions de Masséna. Tant il est vrai que le sort des armes tient à un fil, même avec les généraux les plus consommés.

Arrivé à Boyalvo, le maréchal Masséna dirigea sa marche sur Coïmbre. Dans ce trajet, le pays n'était pas dévasté et ruiné comme sur la route de Busaco. Les dispositions ordonnées par Wellington n'y avaient pas été rigoureusement exécutées, soit qu'on crût le danger éloigné, soit peut-être que la régence portugaise, gouvernement national, ne se crût pas permis d'accomplir de pareilles mesures avec le même sang-froid et la même dureté que le pouvait le bras de fer d'un général qui, malgré son caractère d'allié, n'était après tout qu'un étranger.

Les Français s'emparèrent donc de Coïmbre, où régnait la plus grande confusion. Il est vrai que les habitans abandonnèrent la ville ; mais, dans leur précipitation, ils laissèrent des vivres et autres ressources à la discrétion de l'ennemi. Toutefois l'armée française n'en profita point : Junot, malgré les ordres contraires du général en chef, autorisa ou ne put empêcher le pillage.

Il arriva que toute la population de Coïmbre et des lieux environnans, s'enfuyant en masse par les défilés qui conduisent à Condeixa, compromit la division de Crawfurd qui couvrait la retraite de l'armée alliée, parce que, arrêtée dans sa marche par cette foule, elle laissa aux cavaliers ennemis le temps d'approcher. Leur apparition excita un grand désordre, et, s'ils eussent été accompagnés d'infanterie, c'en était fait peut-être

de Crawford. Ce général ne parvint qu'à grand'peine à sauver sa division.

Le beau temps avait favorisé la retraite des Anglais; ils regorgeaient de provisions, et néanmoins ils s'abandonnèrent à de tels excès qu'ils pillèrent jusqu'à leurs propres magasins. Ils établirent leur quartier-général à Leiria, le 2 octobre; les désordres allaient croissant, et l'on en fût venu peut-être à renouveler les scènes déplorables de l'armée de Moore, si Wellington n'eût arrêté cette licence effrénée par des châtimens exemplaires, et n'eût défendu aux régimens indisciplinés de pénétrer au milieu des populations.

D'un autre côté, le sac de Coïmbre et les excès qui s'y commirent empêchèrent le maréchal Masséna de quitter cette ville avant le 4, à la grande satisfaction des Anglais, qui purent profiter de ce répit. Néanmoins l'ennemi attaqua subitement Leiria, et les alliés s'y trouvèrent surpris. Ils finirent pourtant par contenir l'impétuosité des Français et poursuivirent leur retraite, la droite se dirigeant sur Tomar et Santarem, la gauche sur Alcobaza et Obidos, et le centre sur Batalha et Riomayor : l'on envoya quelques-unes des troupes portugaises tenir garnison à Peniche, petite place sur le bord de la mer.

Le maréchal Masséna ne fut pas plus tôt sorti de Coïmbre, que le colonel Trant accourut de Vouga sur cette ville avec ses milices portugaises, y surprit, le 7, les Français qui la gardaient, et fit prisonniers ceux qui s'étaient fortifiés dans le couvent de Santa-Clara, s'emparant ainsi de cinq mille hommes, y compris les malades et les blessés, ainsi que des hôpitaux et des dépôts. Le lendemain arrivèrent aussi, avec leurs miliciens, les officiers Miller et John Wilson, lesquels, en s'étendant sur la ligne de communication, prirent trois cents hommes de plus.

Ce contre-temps ne ralentit pas la marche de Mas-

séna, non plus que les pluies qui commençaient à devenir très-abondantes. Rien n'arrêtait l'impétuosité française, et, le 9, une brigade d'artillerie de l'armée alliée fut surprise à Alcoentre; elle perdit jusqu'à ses canons. Il en coûta beaucoup pour les reprendre. Pareil échec arriva, le 10, à la division de Crawfurd, à Alenquer, par la faute de ce général, qui devait mieux être sur ses gardes à l'approche d'un ennemi si diligent. La terreur fut grande, et bien que dissipée assez promptement, il n'en resta pas moins le bruit que cette division avait été coupée. Hill, craignant alors pour la seconde ligne, qui était la plus importante, se rejeta en arrière pour la couvrir, laissant ainsi la première à découvert depuis Alhandra jusqu'à Sobral, dans un rayon de deux lieues. Heureusement l'ennemi ne s'en aperçut point, et le 11, avant le jour, Hill reprit ses positions. L'on voit par là le peu d'assurance qu'il y avait encore dans le moral de l'armée anglaise.

Cette armée avait pénétré successivement dans les lignes de Torrès-Védras, et elle resta frappée d'admiration quand elle en put prendre une idée complète. Le maréchal Masséna n'en fut pas moins émerveillé à son tour, quand il les vit de près, lui qui, peu de jours auparavant, en ignorait même l'existence; ignorance qui étonna, soit qu'elle provînt du mystère qui avait présidé à la construction de ces importans travaux, soit que l'ennemi n'eût point d'intelligences secrètes dans le camp allié.

Masséna passa quelques jours à reconnaître et à tâter les lignes, ce qui produisit plusieurs escarmouches dont la plus sérieuse eut lieu le 14 près de Sobral. Le général anglais Harvey fut blessé, et, à Villafranca, le feu parti d'une canonnière emporta le général français Sainte-Croix.

Examen fait de la position, Masséna n'entrevoyant

aucune probabilité de forcer les lignes, consulta les autres principaux chefs de l'armée, qui décidèrent avec lui qu'on demanderait du renfort à Napoléon, et qu'on réduirait autant que possible les opérations à un blocus. En conséquence, Masséna établit son quartier-général à Alenquer, plaça le corps de Reynier à Villafranca, celui de Junot en face de Sobral, et maintint celui de Ney à Otta, formant l'arrière-garde.

De son côté, l'armée de Wellington était ainsi distribuée : la droite, aux ordres de Hill, à Alhandra, la gauche, commandée par Picton, à Torrès-Védras, Wellington lui-même et Beresford au centre, le dernier ayant son quartier-général à Monteagrazo, et le premier ayant le sien à Quinta de Peronegro, près de Enxara de los Caballeros. L'armée britannique fut renforcée et couvrit ses pertes par des troupes venues d'Angleterre et de Cadix; elle reçut aussi de Badajoz, avant la fin d'octobre, le marquis de la Romana avec deux divisions commandées par les généraux Carrera et Don Carlos O'Donnell, s'élevant ensemble à près de huit mille hommes.

Lord Wellington jugea convenable aussi, non-seulement d'avoir à sa disposition des forces réelles et effectives, bien organisées, mais encore une grande masse d'hommes qui fissent nombre, afin d'imposer par l'apparence. Ainsi la milice civique de Lisbonne, celle de la province d'Estrémadure portugaise et les *ordenanzas* furent placées dans l'enceinte des lignes, car elles pouvaient y être utiles et y jouer un rôle avantageux. Cette multitude de troupes s'accrut enfin à ce point que, vers les derniers jours d'octobre, on recevait dans les lignes des vivres pour cent trente mille hommes, dont soixante-dix mille appartenaient à des corps réguliers et disposés à agir activement. Presque tous les forts et redoutes de la première et

de la seconde ligne étaient gardés par les milices et l'artillerie portugaises; la troisième ligne, qui était la dernière et la plus courte, était défendue par les troupes de marine anglaise.

Une si énorme masse de soldats, retranchée dans des positions si formidables, ayant derrière soi le port spacieux et sûr de Lisbonne, avec l'appui et les secours qu'on pouvait attendre de la puissance maritime et des richesses de l'Angleterre, offre à la mémoire des hommes un des cas les plus merveilleux qui se puissent rencontrer dans les fastes militaires des nations. Quelles étaient donc les ressources du dominateur de la France pour vaincre tant de résistance et tant d'obstacles?

En dehors des lignes, Wellington ne négligea pas non plus de faire inquiéter l'ennemi. Les milices du nord du Portugal le harcelaient sur les derrières, et communiquaient avec Péniche, où l'on avait détaché un bataillon de troupes légères espagnoles et un corps de cavalerie anglaise, soutenue à la fois par une colonne volante qui sortait de Torrès-Védras pour faire des excursions, et par le village d'Obidos qui avait été mis en état de défense. De l'autre côté, manœuvraient les milices de la Basse-Beïra, prêtes à se joindre à celles du nord, et appuyées par Don Carlos d'Espagne, qui avait passé le Tage avec une colonne mobile et se maintenait dans la direction d'Abrantès, ville au pouvoir des alliés et fortifiée par eux. Ainsi les Français étaient comme enveloppés d'un large réseau, ayant grand'peine à faire des vivres et à former des magasins.

Sur les points éloignés ils étaient également en butte aux attaques continuelles des partisans du royaume de Léon, de la Castille et des provinces basques, qui arrêtaient les convois et les secours, et interceptaient la correspondance avec la France; enfin ils n'étaient

pas mieux favorisés dans la guerre que leur faisaient sur les flancs les troupes espagnoles, soit à la frontière de Galice, soit dans les Asturies, soit même en Estrémadure.

La Galice, quoique libre, bornait ses opérations à quelques rares excursions jusqu'à l'Orbigo et l'Esla, d'où l'ennemi, comme on l'a vu, repoussait d'habitude nos troupes en les forçant de se replier vers les *ports* de Manzanal et Fuencebadon, et même jusqu'au Vierzo. C'était toujours le général Mahy qui commandait l'armée de cette province, laquelle s'élevait à peine à douze mille hommes et quelques chevaux, le tout assez mal organisé. Chose étonnante! Les Galiciens, qui avaient mis tant d'ardeur à défendre leurs propres foyers, se montrèrent fort peu empressés de concourir, hors des limites de leur territoire, au triomphe de la bonne cause. Mais ici, comme ailleurs, c'était moins la faute des habitans que celle des autorités, qui, pour la plupart, étaient d'une grande mollesse et se ressentaient des vices des administrations précédentes; elles manquaient surtout de cette prévoyance et de cette énergie bien entendue que donne la science pratique du gouvernement.

Les opérations du général Mahy furent donc très-bornées. Cependant ses troupes occupèrent Léon à deux reprises, et inquiétèrent souvent les Français, quelquefois même avec avantage. Les officiers supérieurs Ménèsès et Evia se distinguèrent en ces diverses rencontres. Mahy fut ensuite investi du commandement des troupes des Asturies, pour que ce commandement, réuni à celui qu'il avait déjà, lui permît de mettre plus d'ensemble dans les opérations. On alla enfin jusqu'à le nommer capitaine-général de Galice, dans la pensée qu'en confiant à une même main la suprématie militaire du district et la direction des forces actives des deux provinces, les mouvemens de la guerre

en auraient une impulsion plus fixe et plus décidée. En conséquence, Mahy, pour agir de concert avec la junte de Galice, et donner un centre commun aux mesures qu'il y aurait à prendre, se rendit à la Corogne, le 2 septembre, laissant à sa place, à la tête de l'armée, Don Francisco Taboada y Gil, que nous avons vu à Sanabria. Ce général établit les troupes à Manzanal et Fuencebadon, avec des postes détachés sur les avenues de la Puebla de Sanabria, d'un côté, et, de l'autre, sur les Asturies, dans la direction de las Bavias. On avait aussi formé une colonne volante de deux mille hommes, aux ordres du colonel Mascareñas, laquelle se maintenait particulièrement du côté de Léon : vers la fin d'octobre, elle tailla en pièces quelques troupes ennemies à la Robla, et en défit encore d'autres à San-Feliz de Orbigo, au commencement de novembre. Le 26 du même mois, Don Manuel de Nava surprit aussi les Français à Tabara, et leur fit quelques prisonniers. Mais tout l'avantage qui résulta de ces opérations se réduisit à obliger l'ennemi à maintenir des forces assez importantes sur les rives de l'Orbigo et de l'Esla.

Mahy ne gagna rien d'important à s'être transporté à la Corogne. On avait fait venir dans la place des fusils d'Angleterre et d'autres secours, dont on ne retira pas grand fruit. Les autorités, il est vrai, discouraient beaucoup entre elles, elles formaient même des plans, qui, pour la plupart, ou ne purent arriver à exécution, ou échouèrent. Avec les intentions les plus pures, Mahy manquait de nerf et de cette volonté ferme qui commande autour de soi la soumission et le respect.

Nous avons laissé, au mois d'avril, les troupes des Asturies établies sur la Navia et dans le pays montagneux qui suit presque la même ligne. Les premières se composaient de la division de Galice, sous

les ordres de Don Juan Moscoso; les autres, exclusivement asturiennes, étaient commandées par Don Pédro de la Barcena, auquel était venu se réunir avec son corps franc Don Juan Diaz Porlier. Le 17 mai, Moscoso attaqua les Français à Luarca. Malheureusement nos troupes fléchirent, et elles revinrent avec perte occuper leur première ligne. Barcena, attaqué dans le même temps, éprouva le même sort. Le corps de Porlier se conserva intact et s'établit ensuite au pont de Salime, à la droite de Moscoso.

Celui-ci ne tarda pas à se retirer de la principauté, dont le commandement militaire fut confié par la régence de Cadix à Don Ulise Albergotti, vieillard incapable de suffire à de telles fonctions, qui exigeaient alors la plus grande activité. Le nouveau général resta à Navia, où il fut attaqué, le 5 juillet, par les Français, qui pénétrèrent du côté de Trellès. Albergotti fut pris au dépourvu, et, dans sa fuite, il ne s'arrêta qu'à Meyra en Galice. Les ennemis étendirent leurs excursions jusqu'à Castropol, pays limitrophe de la Galice et des Asturies. Deux jours auparavant, le 3, Barcena, qui s'était porté sur Salas, avait été attaqué à son tour et forcé de se replier sur la Pola de Allande.

Mahy, comme général en chef des forces réunies de Galice et des Asturies, voulant arrêter enfin le cours de ces désastres, la plupart causés par la négligence des chefs et la mésintelligence qui régnait entre eux, imagina un plan pour délivrer la principauté de la présence des ennemis. Il envoya un renfort de six cents hommes à la division de Galice, qu'il fit partir pour Salime afin qu'elle se mît en communication avec Barcena; puis, il détacha du gros de l'armée de Galice, qui était au Vierzo, une colonne de mille cinq cents hommes, sous le commandement de Don Estevan Porlier, qui devait traverser le *port* de Leitariegos et agir

de concert avec les forces des Asturies. Dans le même temps, l'autre Porlier (Don Juan Diaz) était chargé, avec l'infanterie de son corps franc, d'appeler l'attention des Français du côté de Santander, et de s'embarquer dans ce but à Ribadeo, à bord et sous l'escorte de cinq frégates anglaises.

Ce plan pouvait se réaliser avec succès, si Mahy, usant de son autorité, eût fait énergiquement concourir tous les chefs au même but. Porlier mit à la voile à Ribadeo. L'expédition était conduite par le commodore anglais Robert Mends. Les alliés menacèrent divers points de la côte, et prirent terre à Santoña, port qui, bien fortifié, eût été dans le nord de l'Espagne un abri inexpugnable, comme l'étaient au midi les places de Gibraltar et de Cadix. C'eût été le désir de Porlier, mais son expédition, purement maritime, n'était pas pourvue des moyens nécessaires pour fortifier et mettre en état de défense un point quelconque de la côte. Néanmoins il débarqua en divers endroits, fit deux cents prisonniers, démantela les batteries de la côte, enrôla sous ses drapeaux bon nombre de jeunes gens du pays occupé, et retourna heureusement à la Corogne, le 22 juillet, avec l'expédition.

Ce chef actif et infatigable renouvela une autre tentative du même genre, le 3 août, et aborda à la baie de Cuevas, entre Llanès et Ribadesella. Il se dirigea sur Potès, défit dans les montagnes plusieurs partis ennemis, et, de retour dans les Asturies, il concerta ses opérations avec Don Salvador Escandon et d'autres chefs de guérillas qui combattaient à l'est de la principauté.

Barcena, de son côté, se porta aussi en avant, et, le 15 août, il eut à Linarès de Cornellana une rencontre avec les Français. A celle-là en succédèrent d'autres, et Oviédo semblait devoir être bientôt déli-

vré, d'autant mieux que les entreprises de troupes réglées étaient singulièrement favorisées par les alarmes que donnaient à l'ennemi divers *concejos*, nom qui désignait, comme on l'a vu, la population armée de la province. Mais il n'en fut pas ainsi : quand des chefs s'avançaient, d'autres se retiraient, et l'on n'arriva jamais à un plan de campagne bien combiné. Sans doute on tenait l'ennemi en haleine, on l'obligeait à conserver dans ces parages des forces considérables, mais la guerre se faisant de la même façon dans la principauté des Asturies et sur la frontière de Galice, on n'en recueillit point le fruit qu'on était en droit d'espérer, s'il se fût trouvé dans les autorités et parmi certains chefs plus de vigueur et d'harmonie.

La part que prit l'Estrémadure dans la campagne de Portugal, pour n'avoir pas toujours été signalée par des succès, eut toutefois son importance, car elle servit du moins à occuper le corps du maréchal Mortier, et à l'empêcher de s'établir dans l'Alentejo, où il eût privé Lisbonne des secours que lui fournissait ce pays.

Nous avons rendu compte, jusqu'à l'entrée de juillet, des opérations principales de l'armée de cette province d'Estrémadure; c'était, comme on sait, l'armée de la gauche. Quand elle fut privée de l'appui du général Hill, lord Wellington avait confié aux mains du général en chef, marquis de la Romana, la place de Campo-Mayor et lui avait envoyé, vers le milieu du mois d'août, une brigade portugaise aux ordres de Madden.

Même avant l'arrivée de ces secours, les troupes de l'Estrémadure n'en continuaient pas moins à inquiéter l'ennemi avec plus ou moins de bonheur. Reynier dans sa retraite fut suivi à la piste par les soldats de Don Carlos O'Donnell, qui s'emparèrent des

traînards, et, le 31 juillet, Don Carlos d'Espagne fit prisonniers cent hommes qui gardaient une tour et une maison fortifiée, situées au confluent de l'Almonte et du Tage, non loin des restes fameux du pont romain d'Alconétar, auquel le vulgaire donne le nom de Mantible, célèbre dans quelques vieilles histoires de chevalerie. Mais, de ce côté, l'on eut à déplorer un accident qui remplit Albuquerque de désolation et de ruines : ce fut l'explosion d'un magasin à poudre que la chute de la foudre fit sauter, à peu près dans le même temps qu'Almeïda éprouvait un semblable désastre.

La guerre, soutenue jusque-là par l'armée d'Estrémadure, avait été conduite avec toute la prudence et tout le succès que permettaient les circonstances et la composition des troupes, quoiqu'on se plaignît unanimement de l'indolence et de l'abandon du général en chef. Aussi, à défaut de plan tracé par ce dernier pour les opérations, elles se réglaient sur le courage ou sur les sages inspirations des généraux subalternes, qui évitaient les actions générales et n'avaient avec l'ennemi que des engagemens partiels, de manière à le tenir constamment en haleine. Au mois d'août, la Romana voulut personnellement tenter fortune, et donner aux opérations de la campagne une impulsion nouvelle et un plus large développement. En conséquence, il partit, le 5, de Badajoz, fit sa jonction avec les divisions Ballesteros et Carrera qui se trouvaient à Salvatierra, toutes deux aux ordres de Don Gabriel de Mendizabal, et ces troupes réunies se portèrent en avant. Les Français qui occupaient Zafra se replièrent derrière Llerena. Ils se mirent en observation sur les hauteurs de Villagarcia, et les nôtres prirent position sur celles de Cantaelgallo, séparées des premières par un vallon. Les ennemis attaquèrent, le 11, et à l'aide d'une adroite ma-

nœuvre, ils furent sur le point d'envelopper l'infanterie espagnole; mais Carrera avec sa cavalerie parvint heureusement à la dégager. L'artillerie se conduisit également avec autant de bravoure que d'habileté. La Romana se retira à Almendralejo, et les Français retournèrent à Zafra.

Dans cette occasion ils n'allèrent pas plus avant; car, en une semblable guerre, comme ils avaient à défendre tant de positions diverses, ils n'étaient pas plutôt vainqueurs sur un point, qu'aussitôt ils étaient appelés sur un autre par quelque revers ou quelque circonstance imprévue. La nécessité de ce perpétuel mouvement, de ces continuelles allées et venues, se fit sentir surtout en Estrémadure, où l'attention des troupes de Mortier était sans cesse attirée, tantôt par les événemens du comté de Niebla, tantôt par ceux de Ronda ou d'autres lieux.

Après l'échec de Cantaelgallo, les troupes espagnoles furent renforcées par les cavaliers du général Butron, qui occupaient une autre position, et par les Portugais dont nous avons déjà parlé, aux ordres de Madden. Les Français se tenaient tranquilles et se replièrent même de nouveau; Butron alors se porta en avant sur Monasterio, et Carrera s'établit à Fuente de Cantos avec sa division de cavalerie et l'artillerie volante. Les ennemis marchèrent contre eux, le 15 septembre, au nombre de treize mille hommes d'infanterie et mille huit cents chevaux. Butron rejoignit la division de Carrera, et tous deux combattirent avec ardeur; mais accablés par le nombre, ils commencèrent à battre en retraite. Les Français avaient tenu cachée une partie de leurs troupes, presque sur les derrières des nôtres; chargeant à l'improviste ils mirent le désordre dans les rangs espagnols et s'emparèrent de quelques canons. Le désordre eût été plus grand sans la prompte arrivée de l'Anglais Mad-

den, qui se tenait posté avec les Portugais à Calzadilla, il parvint à contenir les cavaliers français et à leur faire même quelque mal. Plus tard, le général Butron leur prit aussi une centaine d'hommes à Azuaga. Les nôtres s'arrêtèrent à Almendralejo, et l'ennemi ne dépassa point Zafra et los Santos de Maymona.

Ainsi se continua la guerre sans aucun engagement sérieux, et la Romana, partant, comme nous l'avons dit, pour Lisbonne, se réunit en octobre à l'armée anglaise : résolution qu'il prit de sa propre autorité, et non d'accord avec le gouvernement suprême. Il est certain que si la Romana l'eût consulté, il n'eût pas obtenu son approbation ; car, évidemment, les troupes qu'il emmenait avec lui faisaient faute à l'Extrémadure espagnole, et même à l'Alentejo, qu'il fallait maintenir inaccessible aux Français, plus qu'elles n'étaient utiles dans les lignes de Torrès-Védras, abondamment pourvues de monde et de moyens de défense. Avant son départ, la Romana désigna Don Gabriel de Mendizabal pour le remplacer dans le commandement en chef, mit Badajoz en état de défense, comme si cette place eût été menacée d'un siége, et ordonna à la junte et aux autres autorités de se transporter à Valence de Alcantara.

Les opérations de l'armée d'Estrémadure se liaient par une corrélation immédiate à la guerre qui se faisait dans le comté de Niebla, dans le territoire de Ronda et sur d'autres points de l'Andalousie.

Cadix entretenait la lutte par les secours qu'il envoyait et par quelques expéditions maritimes. La première de ces expéditions mit à la voile le 17 juin, elle était composée de trois mille cent quatre-vingt neuf hommes de bonnes troupes, aux ordres du général Don Luis Lacy, et se dirigea sur Algeciras, où elle débarqua. Cette entreprise avait pour objet d'ex

citer l'insurrection dans le district de Ronda, en adoptant un plan qui pût y perpétuer la guerre. Celui que proposait Lacy, conforme en partie aux vues du général Serrano Valdenebro, commandant de la Sierra, se présentait comme le plus favorable. Il consistait à établir d'une mer à l'autre, ayant Gibraltar par derrière, une ligne de points fortifiés qui missent respectivement les deux flancs de la Sierra à couvert, dès que l'un des deux deviendrait le théâtre des opérations. Dans l'intérieur, on devait aussi mettre en état de défense plusieurs petits châteaux forts, vieux vestiges des Mores, situés pour la plupart dans des positions inaccessibles. L'armée ne devait point agir en masse, mais par détachemens, et ne se réunir que dans des occasions déterminées; on laissait enfin à la charge de la population la garnison des forts et le soin d'envoyer des recrues à Cadix pour réparer les pertes de l'armée. Mais ce plan demandait du temps, et il n'était pas probable que les Français fussent assez négligens pour en permettre l'exécution.

A peine débarqué, Lacy se porta sur Gaussin, d'où il voulut s'approcher de Ronda. Mais les Français s'y étaient fortifiés dans l'ancien château, et avaient élevé plusieurs retranchemens : il n'était pas facile d'emporter tous ces ouvrages de vive force, d'autant plus que l'ennemi conservait à Grazalema une colonne mobile.

Lacy se borna donc à quelques mouvemens, et à contenir de temps à autre ceux de l'ennemi. Il était soutenu par les partisans, que favorisait la connaissance du terrain; les plus renommés étaient Don José de Aguilar, Don Juan Becerra et Don José Valdivia. De leur côté, les Anglais, d'accord avec le général espagnol, envoyèrent à l'est de la Sierra une réserve de huit cents hommes, qui pût servir de renfort en cas de besoin.

Les Français, alarmés de cette expédition, et persuadés que si elle se maintenait dans les montagnes de Ronda, elle ne cesserait d'inquiéter les troupes qui assiégeaient Cadix, et même celles de Séville et de Malaga, s'empressèrent de couper court à de telles projets. En conséquence, tandis que le général Girard se mettait à la recherche de Lacy sur son front, le maréchal Victor détacha des troupes du premier corps du côté de l'ouest, et Sébastiani en fit autant dans la direction opposée; si bien que Lacy, pour n'être pas enveloppé, gagna la forte position de Casarès, et s'embarqua ensuite à Estepona et Marbella. Peu de temps après, il débarqua de nouveau à Algéciras, et, se dirigeant du côté du camp de Saint-Roch, il reprit la route de Marbella, afin de ranimer et de secourir la garnison de ce château, qui, sous le commandement de Don Rafaël Cevallos Escalera, repoussa plusieurs tentatives faites par l'ennemi pour s'en emparer. Don Francisco-Xavier Abadia, commandant du camp de Saint-Roch, malgré le peu de forces dont il disposait, coopéra aux mouvemens de Lacy, et appela sur Algéciras l'attention des Français.

Mais ceux-ci finirent par se porter en masse sur la Sierra, et l'expédition, se rembarquant alors, retourna à Cadix le 22 juillet : elle n'avait abouti qu'à inquiéter l'ennemi, et à le détourner d'autres opérations, notamment de celle de l'Estrémadure, qui se liaient étroitement au plan d'invasion du Portugal. Le peu d'harmonie qu'il y eut entre les troupes de ligne et la population armée fut contraire au succès de l'entreprise. Pour les troupes de ligne, il y avait peu de gloire et force fatigue dans une guerre de partisans, la seule qui pût se faire au cœur de la Sierra; il n'en était pas de même pour les habitans, faits à ce genre de combat, et dont l'ambition de renommée était satisfaite dès l'instant que le

bruit de leurs exploits remplissait l'enceinte de leurs montagnes.

Un mois ne s'était pas écoulé, que ce même Don Luis Lacy se mit à la tête d'une expédition nouvelle; il partit de Cadix, prenant une direction opposée à la première, et se rendit dans le comté de Niebla, où le général Copons s'efforçait de faire tête à l'ennemi, qui, formé en colonnes mobiles sous les ordres du duc d'Aremberg, maltraitait le pays par ses excursions. La junte de Séville favorisait depuis Ayamonte le succès des opérations de Copons, et elle sut habilement transformer l'île de Canéla, dans la Guadiana, en un lieu de dépôt à l'abri des surprises de l'ennemi. En peu de temps, ce terrain, auparavant sablonneux et désert, fut en état de suffire aux besoins d'un grand nombre de familles, et devint le refuge des populations dont les villages et les bourgs étaient envahis. On y construisit des barraques, des magasins, des puits, des fours, et dans les ateliers on fabriqua des pièces d'armes, des cartouches, et autres équipemens de guerre. Bientôt on alla jusqu'à fortifier les abords de l'île, et elle finit par devenir un point presque inexpugnable.

L'expédition de Lacy se composait d'environ trois mille hommes, accompagnés de bâtimens légers espagnols et anglais commandés, les premiers par Don Francisco Maurelle, les autres par le capitaine Georges Cockburn. Le débarquement eut lieu le 23 août, à deux lieues de la barre de Huelva, entre les tours del Oro et de la Arénilla. Les bateaux plats s'établirent à l'embouchure des deux rivières, l'Odiel et le Tinto, dans le but de seconder les opérations de terre, et pour attaquer par eau la place de Moguer, où les Français avaient cinq cents hommes d'infanterie et cent chevaux qui furent surpris et forcés de se retirer. Autant en advint à ceux qui tentèrent de venir à leur secours de San-Juan-del-Puerto.

A l'époque du débarquement, Copons se trouvait à Castillejos, à douze lieues de distance, et la dépêche qui lui annonçait l'arrivée de l'expédition ayant malheureusement éprouvé du retard, il ne put accourir sur la côte avec la ponctualité désirée, ce qui empêcha de prendre entre deux feux les colonnes avancées des Français. Copons vint cependant à Niébla, et se mit bientôt en communication avec Lacy. Les populations accueillirent ce dernier avec transport, et animées par ce secours, elles donnèrent une terrible chasse à l'ennemi. Mais, comme l'expédition de Don Luis Lacy n'avait d'autre objet que de détourner les Français de l'Estrémadure, tandis que l'armée de la Romana faisait son mouvement, ce général regarda sa mission comme remplie dès qu'il se vit menacé par des forces supérieures, et il se rembarqua, en conséquence, le 26 août. On se plaignit dans le comté de la rapidité de l'excursion, et beaucoup de gens pensèrent que, sans compromettre son monde, Lacy eût pu faire un plus long séjour et concerter ses opérations avec celles du général Copons. Les populations abandonnées furent de nouveau maltraitées par l'ennemi, notamment Moguer, qui avait ouvertement pris parti contre les Français. Lacy voulut ensuite attaquer San-Lucar de Barraméda, mais les Français en furent avertis et firent échouer son projet.

De retour à Cadix, ce général, sur l'invitation du gouvernement, et d'accord avec les autres chefs, fit une sortie, le 29 septembre, dans la direction du pont de Suazo, et parvint à détruire quelques ouvrages de l'ennemi; ce fut la seule opération digne d'être mentionnée qui fut faite dans l'île Gaditane par les troupes de terre, jusqu'à la fin de l'année 1810.

Les troupes de mer auraient pu avoir occasion de se signaler, si elles n'en eussent été empêchées par des temps contraires. Le maréchal Soult, convaincu

de l'indispensable besoin de bâtimens légers pour une entreprise quelconque contre Cadix et l'île de Léon, si on voulait qu'elle tournât bien, conçut l'idée d'en faire construire à San-Lucar et à Séville. A cet effet, il employa de petites embarcations qui se trouvaient dans ces ports, fit faire une coupe dans les bois voisins, et il lui vint de France des charpentiers, des marins, des calfateurs. Dès le mois d'octobre, une flottille était disposée, et le maréchal se transporta en personne à San-Lucar, pour être témoin du difficile trajet que devaient entreprendre ces bâtimens depuis l'embouchure du Guadalquivir jusqu'à l'intérieur de la baie de Cadix. La manœuvre commença le 31 au soir; la flottille passa entre les bas-fonds de la pointe de Candor, en se rapprochant toujours de la côte. Elle se composait en tout de vingt-six canonnières: deux échouèrent, neuf entrèrent la nuit même à Port-Sainte-Marie, et les autres jetèrent l'ancre à Rota, d'où, à l'aide de vents favorables, elles purent se réunir à celles qui étaient déjà entrées au port, sans qu'il eût été possible à la marine anglo-espagnole de les en empêcher. Mais cet événement, que les Français regardaient comme si heureux, fut nul dans ses résultats. En vain voulurent-ils plus tard doubler avec leur flottille la pointe du Trocadero; en vain transportèrent-ils par terre les bateaux plats à Puerto-Réal. Pendant toute la durée du siége, ils ne bougèrent plus de là, tenus en respect par les troupes navales des alliés, qui avaient sur eux le double avantage du nombre et de la supériorité maritime.

Les Français n'en continuèrent pas moins leurs ouvrages de terre, ils établirent une chaîne de forts qui s'étendaient depuis l'entrée de la baie jusqu'à Chiclana. Vers ces parages, et dans une batterie contiguë à la colline de Santa-Ana, ils perdirent un général d'artillerie distingué, Sénarmont, emporté par une grenade.

Les alliés, de leur côté, ne restèrent pas inactifs; ils ne cessèrent d'améliorer leurs fortifications, tandis que la garnison grossissait ses rangs et se formait à la discipline. Les troupes anglaises, qui s'élevaient en juillet à huit mille cinq cents hommes, avaient été réduites à cinq mille par les renforts qu'elles avaient envoyés en Portugal; mais, avant la fin de l'année, elles montèrent de nouveau à sept mille hommes, par l'adjonction de détachemens qui leur arrivèrent de Sicile et de Gibraltar. Les troupes espagnoles de ligne dépassaient dix-huit mille hommes. Elles continuèrent d'être sous les ordres de Don Joaquin Blake jusqu'au 23 juillet, où ce général fut obligé de se rendre à Murcie, son commandement s'étendant, comme nous l'avons dit, sur les divisions de cette province, lesquelles, réunies à celles de l'île de Léon, formaient l'armée dite du centre.

A peine arrivé à sa nouvelle destination, le général Blake rétablit la paix et l'harmonie entre quelques-uns des chefs. L'armée s'était augmentée à ce point que, peu auparavant, elle avait pu envoyer à Cadix une division de quatre mille hommes, sous le commandement du général Vigodet. Blake arriva le 2 août, et les forces disponibles étaient de quatorze mille combattans, dont deux mille de cavalerie.

Autour de cette armée, voltigeaient, pour ainsi dire, une multitude de partisans, spécialement du côté de Jaen et de Grenade. Parmi les premiers, on distinguait les nommés Uribe, Alcalde et Moréno, placés sous les ordres du commandant Bielsa, et, parmi les autres, le colonel Don José de Villalobos.

Lorsque Blake vint rejoindre l'armée, elle se trouvait répartie entre Murcie, Elche, Alicante, Carthagène et les villages environnans : quelques bataillons étaient détachés dans la Manche, ainsi qu'à la Sierra de Segura et à la frontière de Grenade, où se tenait la cavalerie; ils s'étendaient presque jusqu'à Huescar.

L'arrivée de Blake fixa l'attention des Français, et ussitôt Sébastiani résolut de faire une nouvelle ex-ursion sur Murcie, se flattant qu'il s'en tirerait vec autant de bonheur que de la première, et qu'il lissiperait comme une vaine fumée les bataillons es-agnols.

Blake, averti des intentions de l'ennemi, se pré-ara à le recevoir. Il rassembla successivement ses roupes dans la plaine de Murcie, et les disposa de la nanière suivante. La cinquième division, aux ordres lu brigadier Creagh, occupa la droite à Añora; elle vait derrière elle un bataillon retranché dans le mo-nastère de San-Geronimo, avec des postes échelonnés ur la gauche jusqu'à la rivière. On établit en avant uatre pièces d'artillerie. La gauche de l'armée fut placée au village de Don-Juan; elle se composait de a troisième division, commandée par le brigadier Sanz, et avait un détachement sur son flanc gauche. Cette position communiquait à celle du centre au moyen d'un moulin crénelé et d'une batterie circu-laire située à l'endroit où l'un des principaux canaux d'irrigation se divise en deux branches. Le centre, occupé par la première division, aux ordres du gé-néral Elio, était tout près d'Alcantara de la Puebla.

On voulut, en outre, inonder la plaine : excellente idée, si elle eût pu se réaliser; mais c'était un moyen tout-à-fait impraticable; d'abord, parce que le Ségura, naturellement peu abondant, l'était alors moins que jamais à cause de la saison; et puis, dans le cas même d'une crue d'eau rapide, les travaux construits sur la rivière n'auraient pu concourir au résultat désiré, destinés qu'ils étaient à faire seulement de légères saignées au fleuve, et non à favoriser des dégâts. Cependant on inonda les chemins ainsi qu'une certaine portion de terrain sur leurs côtés, et le reste de la plaine eut pour abri ses bois d'orangers, de citronniers

et de mûriers, enfin toute cette épaisse et riche végétation qui la couvre et la défend.

Dans ces dispositions de défense, comme dans l'armement de la population, on suivit la conduite qu'avait tenue l'évêque Don Luis Belluga pendant la guerre de succession. Aujourd'hui, comme à cette époque, les habitans accouraient de tous les cantons, même de celui d'Orihuela, bien qu'il appartînt à Valence, et se distribuaient en compagnies et en sections qui s'incorporèrent à l'armée. Ils montrèrent beaucoup d'enthousiasme, et non moins de docilité. La plus parfaite harmonie régna entre eux et les soldats. Blake déclara la province de Murcie menacée d'une attaque immédiate, et la soumit à un gouvernement exclusivement militaire. Les autorités respectèrent cette mesure, et, dans cette occasion, elles en subirent les conséquences avec plaisir.

Dans l'intervalle, le général Sébastiani s'était avancé peu à peu, et s'était mis à dos notre cavalerie, commandée par Don Manuel Freire, qui soutint habilement plusieurs rencontres. A mesure que l'ennemi s'approchait, chacun de ses mouvemens était communiqué au général Blake par les alcaldes des communes, ainsi que par beaucoup de particuliers, avec une ponctualité rare, tant il y avait partout d'activité et de dévoûment. Les Français parurent le 28 août à Lébrilla, à quatre lieues de Murcie, et nos cavaliers s'établirent à Espinardo, avec des postes avancés sur la rivière de Ségura. Le chef de partisans Villalobos, qui avait accompagné Freire, prit position à Molina.

Dès que le général Sébastiani fut arrivé à Lébrilla, il fit plusieurs reconnaissances; effrayé de nos dispositions, il renonça au projet de pénétrer à Murcie, et se replia sur Totana dans la nuit du 29 au 30. Les paysans l'attaquèrent dans sa retraite,

particulièrement à Lorca, et, dans cette ville, comme en bien d'autres endroits, le général français commit toutes sortes de violences. Bien lui en prit de ne pas persister dans son entreprise; car, s'il eût succombé, comme c'était probable, dans les labyrinthes de la Huerta de Murcie, tout son monde eût été fort maltraité, tant par les habitans de cette province que par ceux de Grenade, qui ne demandaient qu'une occasion pour se venger de leurs oppresseurs. En résultat, ce fut uniquement pour s'exposer à un pareil danger, et pour fatiguer inutilement ses troupes par des marches et contre-marches de plus de cent lieues dans une saison brûlante, que Sébastiani entreprit son expédition qu'il avait déclarée d'avance si facile.

Parmi ceux qui commencèrent à lever la tête dans le royaume de Grenade, en l'absence du général français, on remarqua l'alcalde de Otivar, nommé Fernandez, qui pénétra à Almuñecar et à Motril, et s'empara des châteaux de ces deux places. Ces sortes de tentatives, qui propagèrent la flamme de l'insurrection dans les Sierras et parmi les populations de la côte, en dépit de quelques amis et partisans qu'y avaient les Français, déterminèrent les Anglais à donner quelque appui à ces mouvemens. Ils prirent surtout le parti d'attaquer Malaga, qui n'était alors qu'un repaire de corsaires, et qui avait une flottille de canonnières ennemies mouillée dans son port. A cet effet, on prépara dans le port de Ceuta une expédition de deux mille cinq cents hommes, espagnols et anglais, aux ordres de lord Blayney, qui mit à la voile le 19 octobre, et se dirigea sur Fuengirola. Les alliés se mirent aussitôt en devoir d'attaquer ce fort qui était gardé par cent cinquante Polonais, dans l'espoir d'attirer sur ce point les forces ennemies, de telle sorte qu'ils pussent se rembarquer et tomber soudainement sur Malaga qui se trouverait sans dé-

fense. Mais lord Blayney, s'y étant pris maladroitement, au lieu de surprendre les Français, fut surpris lui-même par le général Sébastiani, qui l'attaqua à l'improviste avec cinq mille hommes. En voulant fuir, le lord fut fait prisonnier, et ses troupes retournèrent en désordre à leurs embarcations. Il n'y eut qu'un régiment espagnol, l'impérial de Tolède, le seul des nôtres qui fit partie de l'expédition, qui revint à bord sans perte et en bon ordre.

Le bruit de ces événemens, et le désir d'étendre les limites de son territoire, décidèrent le général Blake à se porter en avant sur la frontière de Grenade. Depuis le mois d'août, il ne s'était occupé que de former ses troupes à une meilleure discipline et aux manœuvres, ainsi que d'assurer sa position à Murcie. Il avait également expédié dans la Manche un détachement de trois cents cavaliers, commandés par Don Vicente Osorio, dans le but de faire venir des grains de cette province pour la manutention de son armée. Les troupes de partisans que Blake faisait lever partout furent principalement encouragées du côté de Jaen, où Don Antonio Calvache remplaça Bielsa dans leur commandement. Mais les ennemis, qui serraient de près ce nouveau chef, après avoir brûlé presque tout le bourg de Segura, le tuèrent, le 24 octobre, à Villacarrillo.

Don Joaquin Blake ayant réuni ses troupes, qui, sans compter les garnisons, étaient distribuées en grande partie entre Murcie, Caravaca et Lorcat, prit, le 2 novembre, position à Cullar : mouvement qui fut opéré en secret, et dont les Français n'eurent point connaissance. Blake laissa deux mille hommes à Cullar, et, le 3, à midi, il s'établit avec sept mille hommes, dont mille de cavalerie, sur les hauteurs qui couronnent le vallon de Baza, baigné par la rivière de Guadalquiton.

L'ennemi avait, dans la plaine, une division de

cavalerie commandée par le général Milhaud, et soutenue par de l'artillerie volante; de plus, il avait placé de deux à trois mille hommes d'infanterie presque aux portes de la ville, sous les ordres du général Rey. Sébastiani ne survint qu'après que l'action qui allait s'engager fut entièrement terminée.

Cette action commença à deux heures du soir; la cavalerie espagnole, aux ordres de Don Manuel Freire, déboucha par la grand'route qui va de Cullar à Baza; elle prit à droite, et se forma en bataille sur deux lignes, qui s'appuyaient aux deux extrémités sur l'artillerie et sur des guérillas de tirailleurs. Les ennemis se replièrent jusque sur leurs fantassins, et le général Blake, laissant alors la moitié de son infanterie postée sur les hauteurs, s'avança avec le reste et trois canons en quatre colonnes serrées, distribuées sur les deux côtés de la route.

Nos cavaliers poursuivaient leur marche avec confiance; mais quelques-uns d'entre eux s'embarrassant dans un mouvement mal exécuté, l'ennemi saisit ce moment, les chargea avec impétuosité et les mit complètement en déroute; leur défaite entraîna celle des colonnes d'infanterie qui s'étaient portées en avant, et les uns et les autres furent encore heureux de pouvoir se rallier à l'abri des troupes restées sur les hauteurs. L'ennemi ne poussa pas loin sa poursuite. Cinq pièces d'artillerie restèrent sur le champ de bataille; nous perdîmes un millier d'hommes, tant tués que blessés ou prisonniers. La perte des Français fut très-bornée.

L'échec de Baza produisit un grand découragement et arrêta jusqu'à un certain point l'élan de l'insurrection dans ces contrées. L'étoile de Blake se montrait toujours contraire dans les batailles rangées, et rien n'était plus blâmable que son empressement à rechercher les actions générales au lieu de se borner à des

surprises et à des engagemens partiels. Il ne resta pas long-temps à la tête de cette armée, et fut appelé à jouer un rôle d'une autre importance.

Toutefois, la ténacité espagnole au milieu des revers et des contre-temps, et cette série innombrable de combats sur tant de points à la fois, fatiguaient les Français, et leur armée d'Andalousie ne fut pas beaucoup plus heureuse, dans le cours de l'année 1810, que les armées des autres provinces. Si les batailles rangées n'avaient pas sensiblement réduit leurs rangs, ils ne s'en étaient pas moins épuisés, là comme dans toutes les autres parties du royaume, par les marches, les contre-marches, les embuscades et la guerre de montagnes.

Du côté de l'est, si les provinces de Valence, de Catalogne et la partie de l'Aragon restée libre, eussent agi avec ensemble, elles auraient beaucoup entravé les desseins de l'ennemi; la bonne harmonie leur était d'ailleurs d'autant plus nécessaire que le premier et le troisième corps manœuvraient de concert pour les soumettre. Mais les autorités étaient si multipliées, elles se trouvaient respectivement dans des conditions si différentes, et il surgissait de la nature même de la guerre tant d'obstacles, qu'une parfaite uniformité de vues et de combinaisons n'était guère possible. Heureusement que les chefs ennemis, qui n'avaient pas un moindre intérêt à s'entendre, surtout dans ces contrées, n'y parvenaient qu'à grand'peine, non pas tant à cause des rivalités qui éclataient quelquefois, qu'à raison des difficultés matérielles qu'il fallait vaincre pour concourir à l'accomplissement d'un plan convenu.

Dans le royaume de Valence, Don José Caro pensait bien moins à soutenir la guerre qu'à poursuivre le cours de ses indignes excès. Il avait laissé prendre Lérida, Méquinenza et jusqu'au fort de Morella, sans

oup férir, sans tenter même la moindre diversion. Voyant toutefois que les Français s'approchaient et que la voix publique lui reprochait avec colère un si coupable abandon, il donna l'ordre au général Don Juan O'Donoju, fait prisonnier à la bataille de Maria et qui avait recouvré sa liberté, de se porter en avant avec quatre mille hommes. Ce mouvement força l'ennemi à quitter Villabona, le 24 juin, et à chercher un abri dans Morella. Le 25, il y eut devant ce village une vive rencontre dans laquelle les nôtres battirent en retraite à la vue d'un renfort qui venait soutenir l'armée ennemie. O'Donoju se porta de nouveau en avant au mois de juillet, et le 16, il arriva jusqu'au pied du fort de Morella qu'il somma de se rendre; mais le général Montmarie, revenant sur lui en toute hâte, le força de s'éloigner, et lui fit éprouver un échec à Albocaser.

Don José Caro n'avait pris encore aucune part personnelle à de pareilles rencontres, lorsque, au mois d'août, le général de Catalogne ayant réclamé sa coopération pour dégager Tortose qui était menacée d'un siége, il se mit en mouvement le long de la côte, mais lentement et plus tard qu'il n'eût été convenable. Il avait avec lui dix mille hommes de troupes de ligne, et un nombre égal d'habitans armés, et il prit position à Benicarlo et à San-Mateo. Le général Suchet vint au-devant de lui, par Calig, avec dix bataillons, de l'artillerie et de la cavalerie. Caro ne l'attendit point; après quelques escarmouches, il se replia sur Alcala de Gisbert, et de là, le 16 août, sur Castellon de la Plana et Murviedro. L'armée de Valence effectua sa retraite sans désordre, malgré le triste et coupable exemple qu'elle reçut de son chef Don José Caro, qui se trouvait des premiers dans le petit nombre de ceux qui abandonnèrent le champ de bataille : lâcheté qui lui fut énergiquement repro-

chée par son frère Don Juan, homme léger, mais intrépide, que nous avons déjà fait connaître en parlant de la Catalogne.

La conduite de ce général, en cette occasion, augmenta la haine dont il était l'objet, et, ce qui est pire encore, lui attira le plus profond mépris : on découvrit d'ailleurs certaines intrigues qu'il tramait ainsi que des projets de proscription qu'il avait formés, et ses menées secrètes, en se révélant au public, ne manquèrent pas d'être reproduites sous des couleurs qui les rendaient encore plus odieuses. Saisi de frayeur à cette découverte, Don José Caro disparut sous le déguisement d'un moine (singulier costume pour un général !), et se sauva à Mayorque, sans quoi il eût difficilement échappé à la colère du peuple.

Il fut aussitôt remplacé dans le commandement par Don Luis de Bassecourt, qui se trouvait à la tête d'une colonne mobile dans la province de Cuenca; ce général, malgré sa jactance habituelle et son peu de capacité, avait au moins sur son prédécesseur l'avantage du courage et de quelques autres qualités. Il mit aussi plus de soin à concerter ses opérations avec les généraux des autres provinces, spécialement avec ceux de l'Aragon et de la Catalogne.

Dans la principauté de Catalogne, la guerre se faisait avec une énergie et une opiniâtreté tout autres qu'à Valence, grâce au zèle du congrès de la province, et à l'extrême activité du général Don Enrique O'Donnell qui la commandait. Immédiatement après sa formation, qui eut lieu le 17 juillet, le congrès arrêta plusieurs résolutions importantes. Pour la milice, il régla les enrôlemens d'après les habitudes du pays, se contentant d'imposer l'obligation d'un engagement pour deux années avec la faculté de jouir d'un congé de quinze jours tous les six

mois. Cependant, malgré les bonnes dispositions des Catalans, toujours prêts à combattre en *somatènes*, telle était leur répugnance pour le service de troupes réglées, que le congrès dut établir des commissions militaires pour châtier les déserteurs et punir même les districts qui ne fourniraient point leur contingent. Il y eut plus de régularité dans le recouvrement des impôts, et tout épuisé qu'était le pays, on réalisa un emprunt d'un demi-million de piastres fortes. L'on appliqua aux hôpitaux le produit des dispenses et autres grâces ou exemptions, que recevait autrefois la cour de Rome, et qu'on payait maintenant aux évêques. L'âme de ces mesures, en général, était ce même Don Enrique O'Donnell, qui mettait aussi un soin tout particulier à former ses troupes, à entretenir en elles l'émulation et la confiance, et à perfectionner l'instruction des officiers.

De son côté, le maréchal Macdonald pouvait à peine se livrer à d'autres opérations qu'à celles que réclamait l'approvisionnement de Barcelone. Les convois maritimes étaient interrompus; ceux de terre, qui étaient peu abondans et lents à conduire, avaient fréquemment besoin d'être renouvelés et escortés par la plus grande partie de l'armée, pour ne pas tomber entre les mains des *somatènes* ou des troupes espagnoles. Macdonald voulut, dans le principe, se concilier l'affection des habitans en n'imitant pas la férocité du maréchal Augereau, qui avait garni, pour ainsi dire, certaines routes de potences et de cadavres; mais les esprits étaient trop aigris de part et d'autre pour qu'on pût si vite oublier les offenses anciennes et réciproques. Les bonnes intentions du maréchal Macdonald et les mesures conciliatrices qu'il adopta ne furent donc pas d'un grand effet, et il finit, lui aussi, par prendre quelquefois des décisions rigoureuses.

Au mois de juin, peu après qu'il eut pris le commandement, le maréchal accompagna un convoi qui fut conduit à Barcelone, non sans avoir éprouvé quelques difficultés. Il retourna ensuite à Gironne, et se disposa à en conduire un second vers le milieu de juillet. O'Donnell voulut tenter de le surprendre, et détacha à Granollers six mille cinq cents hommes d'infanterie et sept cents de cavalerie, réunis à deux mille cinq cents habitans armés, sous les ordres de Don Miguel Iranzo. Les nôtres eurent un vif engagement avec les Français, et, pendant ce temps, le convoi fila et entra à Barcelone.

O'Donnell regretta beaucoup le mauvais succès de cette entreprise; quelques-uns en rejetèrent la faute sur le peu d'habileté du général qui commandait à Granollers. Le plan qu'O'Donnell avait adopté pour la Catalogne paraissait, au reste, le meilleur à suivre. Soigneux d'éviter les batailles rangées, il voulait, au moyen de colonnes mobiles, surprendre les détachemens ennemis, intercepter ou inquiéter les convois, et anéantir ainsi successivement et en détail les forces françaises. En conséquence, l'armée espagnole, qui,
comme nous l'avons dit, se composait en juillet
vingt-deux mille hommes, sans compter les *somat*
et les *guérilleros*, fut distribuée, au
ment d'août, de la manière suivante :
division occupait les bords du Llobregat
Barcelone; on avait fortifié aussi la
serrat; la deuxième campait à Falset
de vue Suchet, qui était sur le
tose; une partie de la
Esterri, les avenues de
fut divisée en deux
près de Tortose;
cas., afin de
Un corps de

onné dans Olot, et surveillait les contrées de Besalu et de Bañolas ; enfin, plusieurs chefs de guérillas parcouraient le reste du pays, profitant de toutes les occasions pour déjouer les plans de l'ennemi et l'inquiéter sans relâche. Le quartier-général restait à Tarragone, d'où O'Donnell dirigeait les mouvemens les plus importans en y prenant quelquefois une part signalée. Avec ces dispositions, et en exerçant une surveillance active sur les places et les points les plus essentiels, le général de la Catalogne avait la pensée qu'il mènerait son plan à bonne fin, et que l'armée française se réduirait peu à peu et s'épuiserait dans des combats de détail.

Les désirs de Don Enrique O'Donnell ne furent réalisés qu'en partie. Le maréchal Macdonald, absorbé par le soin d'approvisionner Barcelone, ne put s'occuper, après l'arrivée du second convoi dans la place, que d'en préparer un troisième, qu'il parvint également à introduire, le 12 août. Plus libre alors, il résolut, quoique inutilement d'abord, de favoriser plus directement les opérations du général Suchet.

Ce général persistait toujours dans son projet d'assiéger Tortose. Il en résulta plusieurs combats, dont quelques-uns sont déja connus, contre les troupes espagnoles de Catalogne, d'Aragon et de Valence, avant que la place ne fût complètement investie, ce qui était l'objet de toutes les opérations des Français, même de celles entreprises sur les points les plus éloignés de la province. Nous allons rendre un compte succinct de ces opérations, avec le plus d'ordre et de clarté possible.

Pour entreprendre le siége de Tortose, Suchet établit d'abord à Méquinenza un dépôt de provisions de guerre et de bouche; la difficulté était de les transporter de là à Tortose. L'Ebre offrait bien un moyen

de communication, mais il y avait à traverser des bancs de sable ou bas-fonds, qui ne pouvaient se franchir que dans les crues d'eau et rarement dans les temps secs de l'été. Par terre, le trajet était plus pénible encore et moins praticable, car les chemins qui conduisent de Caspe à Mequinenza s'encaissent entre des montagnes de plus en plus escarpées, à mesure qu'on avance vers Mora, las Armas, Jerta et Tortose. Aussi les Français, dès le 21 juillet, se mirent à rétablir une ancienne route, dont les traces, à ce qu'il faut croire, s'étaient conservées depuis le temps de la guerre de succession. Avant qu'elle fût terminée, Suchet fit approcher quelques troupes de la place.

Dans les premiers jours de juillet, la division aux ordres du général Habert, partant des environs de Lérida, se dirigea par la gauche de l'Ebre, et arriva à Garcia, d'où elle était prête à tomber sur Tivenys et Tortose. Peu de temps auparavant, la division du général Laval était sortie d'Alcañiz, et, après un mouvement simulé du côté de Valence, elle retourna en arrière, et prit position, le 3 juillet, à la droite de l'Ebre, devant le pont de Tortose, prolongeant sa droite vers Amposta, et détachant des troupes pour observer le Cenia, car c'était cette division ou quelques-uns de ses régimens qui avaient eu à se mesurer contre les Valenciens dans les engagemens partiels qui eurent lieu dans ces parages et dont nous avons déjà fait mention. Suchet garda avec lui la brigade du général Pâris, et établit, le 7, son quartier-général à Mora, communiquant avec les deux divisions Laval et Habert, et assurant les communications des deux rives de l'Ebre par deux ponts qu'il fit construire, sans réussir toutefois à détruire le pont de bateaux de Tortose, que ses soldats tentèrent en vain d'incendier.

La garnison de la place fit, dès le commencement, plusieurs sorties, et inquiéta le général Laval, qui se retranchait dans son camp. Une partie de la division espagnole établie à Falset attaqua avec vigueur les postes ennemis à Tivisa, et, le 15, la division entière, ayant à sa tête le marquis de Campoverde, repoussa une attaque des Français, et les poursuivit même.

Ces manœuvres n'étaient que le prélude de nouveaux mouvemens que méditait O'Donnell. Le 29, il attaqua en personne le général Habert; il ne put le déloger de Tivisa; mais, le 1er août, il rentra à Tortose, et prépara pour le 3 une sortie contre Laval. Don Isidoro Uriarte le commandait. Les nôtres se précipitèrent avec intrépidité sur l'ennemi, le repoussèrent au premier choc, et détruisirent plusieurs ouvrages. La population fut d'une grande ressource, car, dans son enthousiasme, elle venait en aide aux combattans, même sur les points les plus exposés, leur apportant des rafraîchissemens en abondance, et soulageant les blessés par de prompts et utiles secours. Mais enfin, les Français s'étant renforcés, les Espagnols furent contraints de se replier sur la place et laissèrent quelques prisonniers, parmi lesquels se trouvait le colonel Don José-Maria Torrijos. Ces diverses opérations auraient eu un tout autre succès, si Don José Caro, sur lequel on comptait, n'eût agi, comme nous l'avons vu, avec tant de maladresse et de lenteur.

Don Enrique O'Donnell se vit bientôt forcé de revenir sur Tarragone où l'appelaient d'autres soins. Le maréchal Macdonald, après avoir fait entrer, au mois d'août, dans Barcelone, le convoi dont nous avons parlé, se dirigea sur Tarragone pour investir la place, si c'était possible, ou, dans le cas contraire, pour seconder les efforts de Suchet dans le siége de Tor-

guerre, de l'artillerie et quelques troupes, le tout formant un convoi de quatre felouques et deux frégates, l'une anglaise et l'autre espagnole. Il partit lui-même, le 6 septembre, par la voie de terre, et se mit à la tête de la division de Campoverde, qu'il avait fait venir à Villafranca. Se dirigeant ensuite vers Esparraguera, il plaça des détachemens en observation, pour épier les mouvemens du maréchal Macdonald, et d'autres pour surveiller Barcelone. Il réunit la division Georget à sa colonne, et poursuivit sa route par San-Culgal, Mataro et Pineda. Le 12, il envoya le long de la côte Don Honorato de Fleyrès avec deux bataillons et soixante chevaux, et il se porta en personne sur Tordera. Fleyrès marcha contre Palamos et San-Feliu de Guijols, et O'Donnell, après avoir envoyé des éclaireurs dans la direction d'Hostalrich et de Gironne, s'avança jusqu'à Vidreras. Pour agir avec plus de rapidité, le général en chef prit avec lui, le 14, à la pointe du jour, le régiment de cavalerie de Numancia, soixante hussards et cent fantassins, et fit tant de diligence qu'il ne mit guère plus de quatre heures à parcourir les huit lieues qui séparent Vidrera de la Bisbal. Le régiment d'infanterie d'Ibérie venait ensuite, mais plus lentement, et Campoverde s'établit avec le reste de la division dans la vallée d'Aro, comme corps de réserve.

A peine arrivé en vue de la Bisbal, O'Donnell occupa toutes les avenues, et manœuvra si bien que, non-seulement il prit quelques piquets de cuirassiers qui faisaient des patrouilles, ainsi qu'un détachement de cent trente hommes qui venaient les renforcer, mais encore, dans la nuit même du 14, il força le général Schwartz à capituler avec tout son monde, retranché dans un vieux château du village. Malheureusement, un peu avant la reddition du fort, O'Donnell ayant voulu le reconnaître par lui-même,

pour en incendier les portes, fut grièvement blessé à la jambe droite, ce qui troubla l'allégresse générale.

Fleyrès, non moins heureux dans son entreprise, se rendit maître de San-Feliu de Guijols, et le lieutenant-colonel Don Tadeo Aldea s'empara de Palamos et eut la gloire de monter le premier à l'assaut. Dans ces deux positions, dans celle de la Bisbal et quelques autres de la côte, les Espagnols firent douze cents prisonniers, sans compter le général Schwartz et soixante officiers; ils prirent aussi dix-sept pièces de canon. Cette expédition si bien dirigée et qui eut un succès si complet, mérita plus tard à Don Enrique O'Donnell le titre de comte de la Bisbal.

Après ces événemens, la guerre contre les Français se développa dans le nord de la Catalogne. Don Juan Claros les inquiétait aux environs de Figuières, et le colonel Don Luis Creeft, avec les hussards de San-Narciso, dans les contrées de Besalu et Bañolas. Le marquis de Campoverde se porta à Puigcerda, poursuivit un gros d'ennemis jusqu'à Montlouis, et leva des contributions dans la Cerdagne française elle-même, d'où, retournant sur Galaf, il resserra de ce côté le maréchal Macdonald, tandis que le brigadier Georget l'observait à Igualada.

Le baron d'Erolès, qui s'était déjà distingué au siége de Gironne, fut chargé, après Campoverde, du commandement dans les districts du nord de la Catalogne, avec le titre de commandant général des troupes et des gens armés du Lampurdan. Il ne tarda pas à faire beaucoup de mal aux ennemis; vers le milieu d'octobre, il leur enleva un convoi près de la Jonquière, et le 21, il les attaqua avec avantage dans leur camp de Llado.

Le même jour, le marquis de Campoverde tint tête aussi aux troupes du maréchal Macdonald, près de Cardona. Celles-ci venaient de Solsona, où elles avaient

incendié la cathédrale peu de jours auparavant, et, ayant rencontré de la résistance, elles retournèrent à leurs positions : les Espagnols, de leur côté, se replièrent la nuit sur Cardona.

La plupart de ces divers engagemens, et plusieurs autres que nous n'avons pas rapportés, ne pouvaient avoir de résultats décisifs, et quelquefois même n'avaient point d'importance ; mais du moins ils embarrassaient les Français, arrêtaient leurs opérations, leur faisaient sentir davantage la rareté des subsistances, et leur rendaient les approvisionnemens plus difficiles.

Aussi, l'ennemi commença-t-il à craindre de nouveau pour Barcelone. Deux mois s'étaient écoulés depuis l'entrée du dernier convoi dans la place, et déjà les besoins redevenaient pressans. L'on espérait beaucoup d'un nouveau convoi qu'on attendait de France. Mais comme les forces commandées dans le Lampurdan par le général d'Hilliers ne suffisaient point pour protéger ce convoi, Macdonald se vit contraint de se porter, au mois de novembre, sur la route de Gironne, afin de l'escorter jusqu'à la capitale de la province.

Ainsi, le siége de Tortose, suspendu pendant les mois de septembre et d'octobre, le fut encore pendant toute la durée de novembre. Cette interruption n'était pas seulement la conséquence de la non-coopération du maréchal Macdonald ; elle provenait aussi des obstacles que rencontrait le général Suchet, soit dans la nature du pays ; soit dans la résistance des habitans. De ces obstacles, les premiers parurent s'aplanir quand vinrent les pluies d'automne qui grossirent l'Ebre en même temps qu'on hâtait la reconstruction de l'ancienne route dont nous avons parlé, mais les seconds, loin de diminuer, semblaient prendre tous les jours un nouveau développement.

Les Français n'en persévéraient pas moins dans leur entreprise ; ils avaient déjà tenté en septembre d'envoyer de Méquinenza des convois par eau, et d'en assurer la marche par un bataillon napolitain qu'on fit passer, le 17, de Flix sur l'autre rive de l'Ebre. Le baron de Labarre, qui commandait une division espagnole à Falset (ce point avait été repris par les nôtres, après que Macdonald se fût dirigé au mois d'août sur Lérida), détacha une colonne aux ordres du lieutenant-colonel Villa contre ce bataillon qui fut surpris et fait tout entier prisonnier. Ce fut un bonheur pour les Français que les eaux de l'Ebre, encore trop basses, n'eussent pas permis le départ du convoi, car il aurait eu le même sort que le bataillon napolitain. Ce ne fut pas seulement dans cette occasion, mais dans bien d'autres encore, que le baron de Labarre maltraita l'ennemi sur les bords de l'Ebre.

Les Aragonais en faisaient autant sur la droite du fleuve. Ils avaient pour chef, depuis le mois d'août, Don José-Maria de Carvajal, qui avait été nommé par la régence de Cadix dans le but de placer sous une même direction les détachemens de partisans et les divers corps qui parcouraient la province. Pensée louable, mais dont l'exécution fut confiée à un homme d'une capacité bornée. Carvajal ne comprit que les détails accessoires du commandement, et en négligea l'objet essentiel. Il établit ses bureaux à Téruel avec grand appareil, forma ses magasins sans prévoyance, et fit de pompeuses proclamations. Au lieu d'aider les chefs subalternes, il les embarrassait, et se montrait pointilleux et jaloux.

Don Pédro Villacampa, un de ceux qui s'étaient le plus distingués, était encore plus tourmenté que les autres. Il n'en continua pas moins de faire la guerre avec une infatigable activité ; il prit, le 6 septembre, à Andorre, un détachement ennemi, et le lendemain, dans les Cuevas de Cañart, un convoi

avec cent trente-six soldats et trois officiers. Le colonel Plicque qui le commandait parvint à s'échapper, et l'on en attribua la faute à Carvajal, qui avait retenu une partie des troupes sous prétexte d'une revue. Irrité de ces pertes, Suchet envoya de Mora à la poursuite de Villacampa quelques forces aux ordres du général Habert, qui, se réunissant aux colonels Plicque et Kliski, dans les environs d'Alcañiz, obligea le général Villacampa à s'enfoncer dans les montagnes.

Mais, au bout d'un mois à peine, Villacampa reparut; Suchet, voulant encore le faire attaquer par ses troupes, détacha Klopicki du blocus de Tortose, avec sept bataillons et quatre cents chevaux. Villacampa recula, et Carvajal évacua Teruel, où les Français entrèrent le 30. Ils suivirent de près les Espagnols, atteignirent le lendemain leur arrière-garde un peu au-delà du ravin d'Alventosa, et prirent six canons, plusieurs chevaux et des fourgons.

Klopicki crut avoir ainsi complètement dispersé les forces espagnoles; mais il fut bientôt détrompé, en voyant que la majeure partie de celles du général Villacampa était restée sur pied. Il voulut alors les détruire, et les rencontra, le 12 novembre, postées sur les hauteurs voisines de la chapelle de la Fuen-Santa, derrière Villel. Don Pédro Villacampa avait près de trois mille hommes. Carvajal, avec quelques troupes, se maintint à Cuervo, à une lieue du champ de bataille. La position des Espagnols était forte, malgré le trop d'étendue de son développement, et les nôtres la défendirent pendant deux heures avec courage, jusqu'au moment où la gauche fut enveloppée et enfoncée. Il périt, de notre côté, deux cents hommes, dont un bon nombre se noya dans le Guadalaviar, au passage du pont de Libros qui se rompit sous le poids des troupes.

Klopicki revint ensuite au siége de Tortose, lais-

sant Kliski avec mille deux cents hommes pour défendre de ce côté la rive droite de l'Ebre contre Villacampa.

Cependant, comme les eaux du fleuve se maintenaient hautes, les ennemis se hâtèrent de transporter par cette voie tout ce qui était nécessaire pour compléter le siége de la place. Toutefois ils rencontrèrent encore des obstacles. Le 3 novembre, dix-sept bateaux de Méquinenza, escortés par des troupes qui longeaient la rive du fleuve, furent entraînés par la rapidité du courant, et séparés de l'escorte. Le lieutenant-colonel Villa, embusqué entre Fallo et Ribaroya, profita de cette circonstance pour attaquer le convoi et prit plusieurs bateaux; les autres furent sauvés par les renforts qui accoururent. Ils eurent encore d'autres attaques à soutenir avant d'atteindre à leur destination. La même chose arriva, le 27 novembre, à un autre convoi, avec cette différence que, cette fois, les bateaux étaient restés en arrière de l'escorte, et des Catalans qui étaient aux aguets, les attaquèrent, les firent échouer, et prirent soixante-dix hommes de la garnison de Méquinenza qui avaient voulu les dégager.

Comme ces tentatives et ces excursions venaient de la division espagnole campée à Falset, ou qu'au moins elle les favorisait, Suchet, soit pour en tirer vengeance, soit pour faciliter l'approche du septième corps qu'il attendait, avait résolu d'attaquer cette position. Le général Habert fut chargé de cette attaque; il l'effectua le 19 novembre, et malgré une vive résistance des Espagnols, qui étaient commandés par le baron de Labarre, il s'empara du camp, et fit trois cents prisonniers. De ce nombre fut le général Garcia Navarro, qui parvint toutefois à s'échapper.

Du côté de Valence, Don Luis Bassecourt essaya aussi d'inquiéter les Français, et même de faire diversion au siége de Tortose. Il partit de Peñiscola,

dans la nuit du 25 novembre, et se dirigea sur Ulldecona avec huit mille fantassins et huit cents chevaux, distribués en trois colonnes : celle du centre commandée par Bassecourt en personne, celle de la droite, sur la route d'Alcanar, aux ordres de Don Antonio Porta, et celle de la gauche sous la conduite de Don Melchor Alvarez. Arrivé le premier près d'Ulldecona, Bassecourt perdit du temps à attendre Porta; mais dans son impatience il donna l'ordre aux guérillas d'infanterie et de cavalerie de se porter en avant, et de commencer l'attaque à un signal convenu. Ce fut ponctuellement exécuté, et Bassecourt appuya le mouvement avec le gros de sa cavalerie, vers le centre, et sur les flancs, avec ses fantassins. Les nôtres renouvelèrent trois fois l'attaque, mais les colonnes de Porta et de Don Melchor Alvarez ne paraissant pas encore, ils durent se replier avec perte, notamment l'escadron de la Reine, dont le colonel, Don José Velarde, resta prisonnier. Bassecourt se retira par échelons et en assez bon ordre jusqu'à Vinaroz, où Don Antonio Porta vint enfin le rejoindre. Les Français ne tardèrent pas à se rapprocher avec toutes leurs forces que le général Musnier avait réunies, et il n'en fallut pas davantage pour disperser nos troupes déjà saisies de découragement. Bassecourt chercha un abri à Peñiscola, où il rallia son monde, et il y apprit que la gauche, commandée par Don Melchor Alvarez, s'était maintenue intacte, bien qu'elle ne se fût pas trouvée à temps au rendez-vous convenu. La perte des deux côtés fut peu considérable; on nous fit toutefois bon nombre de prisonniers, dont une grande partie finit plus tard par s'échapper. Les uns imputèrent cet échec à la lenteur de Porta; d'autres pensèrent que Bassecourt n'avait pas convenablement calculé les embarras que devaient rencontrer dans leur marche les deux colonnes qu'il attendait.

En même temps qu'on exécutait ce mouvement sur

Ulldecona, une flottille était partie de Peñiscola dans le dessein d'attaquer les positions françaises à la Rapita et aux Alfaques; mais le général Harispe, qui avait succédé dans le commandement au général Laval qu'une maladie avait enlevé, se tenait sur ses gardes, et prit ses mesures pour empêcher le débarquement.

Le moment arrivait cependant où Macdonald, après une longue attente, allait enfin seconder par un appui sérieux les opérations du siége de Tortose; sa coopération devenait possible depuis qu'il était parvenu à faire entrer à Barcelone le convoi qu'il était allé prendre, comme on sait, du côté du Lampurdan. Les subsistances de la place ainsi assurées pour quelque temps, il y laissa six mille hommes. Il en plaça quatorze mille, aux ordres du général Baraguey d'Hilliers, à Gironne et à Figuières, la plus grande partie de ces troupes restant disponibles pour tenir la campagne et assurer les communications avec la France; lui-même enfin se dirigea sur l'Ebre avec quinze mille hommes, et entra à Mora, le 13 décembre. Il se concerta avec Suchet, et tandis que celui-ci fixait son quartier-général à Jerta, le maréchal Macdonald s'établit dans les positions occupées auparavant par le général Habert. On commença alors à pousser avec activité les travaux du siége de Tortose, dont nous parlerons dans un des livres suivans.

A la même époque, l'armée espagnole de Catalogne, laissant une de ses divisions en observation sur le Llobregat, et confiant la garde du Lampurdan au baron d'Eroles, alla prendre position avec la majeure partie de ses forces en face de Macdonald, et se forma presqu'en demi-cercle autour de Lent, appuyant sa droite sur Montblanc. Mais le bras actif et vigoureux de Don Enrique O'Donnell n'était plus là pour la diriger: ce général, affaibli par sa blessure qu'avaient

encore aggravée ses continuels travaux, fut obligé de s'embarquer pour Mayorque avant la fin de décembre, et le commandement échut provisoirement à Don Miguel de Iranzo, commé à l'officier-général le plus ancien.

Par le récit que nous venons de faire des opérations militaires de ces derniers mois en Catalogne, en Aragon et à Valence, opérations assez confuses et peut-être fastidieuses par la petitesse des détails, le lecteur a pu se convaincre que, malgré leur défaut de liaison et de concert, elles n'en furent pas moins incommodes, funestes même pour l'ennemi, car Tortose, qu'on avait commencé d'investir dès les premiers jours de juillet, ne se vit réellement assiégée qu'au mois de décembre. Nouvel exemple du singulier caractère de ces guerres. Malgré les erreurs et la désharmonie de nos chefs, une armée de soixante mille Français sur cette portion du territoire ne fit pas faire un pas à la conquête dans un espace de plusieurs mois, et épuisa ses efforts dans une multitude d'engagemens partiels, et contre l'opiniâtre résistance des populations.

Au cœur de l'Espagne, ainsi que dans les provinces basques et la Navarre, les partis armés augmentèrent, et, dans cette même année 1810, quelques-uns d'entre eux formèrent des corps nombreux et bien disciplinés; car, dans ces sortes de luttes, comme dit Fernando del Pulgar, « *le courage grandit avec les* « *exploits, les exploits avec le nombre et le nombre* « *avec l'intérêt.* » Dans plusieurs villes de ces contrées, les juntes conservaient encore leur autorité. Sans résidence fixe, elles changeaient de séjour selon le sort des armes, tantôt errant au milieu des montagnes, tantôt cherchant un refuge dans des lieux déserts et ignorés. La régence de Cadix nommait quelquefois des généraux qui devaient commander aux diverses

guérillas d'un district déterminé, ou même elle élevait ceux de leurs chefs qui se distinguaient par un mérite saillant, et leur conférait des grades et des commandemens supérieurs. Elle chargea également les intendans et autres employés de finances de lever les contributions en établissant autant que possible une comptabilité, et d'en appliquer les produits aux besoins des territoires respectifs. Et si, par l'effet des circonstances et de la présence de l'ennemi, l'on ne put constituer partout un système régulier et complet, l'on adopta du moins un genre d'administration qui, tout en n'ayant que l'apparence du désordre organisé, remédia à certains maux, en évita d'autres, et entretint toujours vive la flamme de l'insurrection.

Les Français ne contribuaient pas peu, de leur côté, à la réalisation de ces vues. Leurs extorsions passaient la mesure des droits et de la tyrannie du vainqueur. Ils ne vivaient guère que d'impôts extrêmement onéreux et de pillage; ces excès excitaient les vengeances des populations, et ces vengeances, les dispositions cruelles et sanguinaires prises par l'ennemi. Les alcaldes des communes, les curés des paroisses, les citoyens notables, sans distinction d'âge et de sexe, devaient répondre de la tranquillité publique, et souvent, sous prétexte qu'ils conservaient des relations avec les partisans, on les jetait dans les cachots, on les exilait en France, on les fusillait sans pitié. Tant d'arbitraire et de cruauté n'était-il pas un puissant moyen d'entretenir et de multiplier les guérillas!

Assaillis par elles de tout côté, les ennemis se virent obligés d'établir de distance en distance des postes fortifiés, et se servirent pour cela de vieux forts moresques, ou de couvens et de châteaux seigneuriaux. Ils assurèrent ainsi leurs routes militaires, la ligne de leurs opérations, et formèrent des dépôts de

vivres et de provisions de guerre. Ces postes étaien occupés par des garnisons dont l'autorité se renfer mait d'ordinaire dans les limites de l'enceinte forti fiée ; aussi étaient-elles quelquefois condamnées à en tendre, sans pouvoir l'empêcher, les bruyantes chan sons patriotiques que les partisans venaient audacieu sement chanter à leurs oreilles avec les habitans.

Ces routes militaires offraient habituellement au voyageur un triste et désolant aspect, des villages de serts et ruinés, une solitude continuelle qu'inter rompait de loin en loin quelque convoi escorté, ou l'apparition des soldats français qu'une alarme sou daine faisait sortir de leurs retranchemens. Résultats nécessaires, mais toujours déplorables, d'une guerre aussi acharnée et aussi barbare.

Cette manière d'assurer les communications exi geait à la fois une grande vigilance et beaucoup de monde. Aussi, dans les provinces dont nous parlons les Français ne comptaient pas moins de soixante-dix mille hommes, vingt-quatre mille à Madrid, et le reste dans la Nouvelle-Castille. Dans la Castille-Vieille, ou tre les garnisons de Ségovie, d'Avila et d'autres points qui se rattachaient directement aux opérations du Portugal et des Asturies, il y avait de six à sept mille hommes à Valladolid, et dix mille à Burgos, Soria et les environs. Sept mille hommes s'étendaient à travers l'Alva, la Biscaye et le Guipuzcoa, et vingt-deux mille étaient cantonnés dans la Navarre. Toutes ces forces se distribuaient en colonnes mobiles, ou se réunis saient en corps nombreux et compactes, selon les cir constances.

En ce qui concerne les partisans, cause de tant d'embarras et de soucis, il ne nous est pas permis d'en faire une énumération spéciale, ni d'entrer dans le récit de leurs exploits, ces détails ne pouvant trouver place dans une histoire générale. On comp-

ait parmi eux jusqu'à deux cents chefs bien connus; beaucoup d'autres surgissaient et disparaissaient avec le flot des événemens.

Ceux qui suivaient les armées existantes dans l'étendue de la Péninsule, et dont nous avons déjà parlé, gardaient une sorte de fixité dans leur circonscription respective, comme dépendant de corps réguliers. Ceux dont nous nous occupons maintenant, bien qu'ils eussent, pour ainsi dire, une résidence préférée, se portaient néanmoins d'une province à l'autre, suivant les chances et les exigences de la guerre, ou selon qu'ils étaient attirés par l'appât de quelque entreprise lucrative ou glorieuse.

En Andalousie, les guérillas que nous avons déjà nommées et qui parcouraient les Sierras de Grenade et de Ronda ne furent pas les seules à se signaler; on eut aussi à remarquer celles de Don Pedro Zaldivia, de Don Juan Marmol, et de Don Juan-Lorenzo Rey. Dans le courant du mois de septembre, l'une d'elles, qu'on désignait sous la dénomination de guérilla du Mantequero, osa pénétrer jusque dans le faubourg de Triana, et répandit une vive alarme parmi les Français qui se trouvaient à Séville.

Dans la Manche, Francisquete et plusieurs autres dont il a été question dans un des livres précédens continuaient leurs excursions. On citait maintenant les noms de Don Miguel Diaz et de Don Juan-Antonio Orobio, à côté de ceux de Don Francisco Abad et de Don Manuel Pastrana, le premier connu sous le sobriquet de *Chaleco*, et l'autre sous celui de *Chamberco*. Ces sobriquets étaient d'un usage général parmi le peuple, et ils se trouvaient naturellement ici au milieu de chefs sortis pour la plupart du sein de cette humble, mais honorable classe.

Ce fut dans la province de Tolède que se distingua Don Juan Palarea, médecin de Villalengua. Là aussi

mourut le fameux chef de partisans Don Ventura Ximenès, par suite des blessures qu'il avait reçues le 17 juin, dans un combat engagé au pont de San-Martin. Ce fut également la destinée glorieuse de Don Torribio Bustamante, autrement connu sous le nom de Caracol, qui guerroyait dans cette province et dans l'Estrémadure. Après la bataille livrée devant Rioseco, où la direction des postes lui était confiée, il prit les armes pour venger la mort de sa femme et d'un jeune enfant qui avaient péri par les mains des Français au sac de cette ville; il fut tué, le 2 août, en combattant au port de Mirabete.

Malgré les forces imposantes qui gardaient la capitale, les partisans étaient très-nombreux autour de Madrid; il est vrai qu'au sein de la population, la cause nationale avait de fermes appuis; on allait jusqu'à envoyer aux chefs de guérillas des secours, des approvisionnemens de guerre, et même des distinctions honorifiques, comme témoignage d'adhésion et de sympathie.

C'était surtout à Don Juan Martin (l'Empecinado), qui combattait d'ordinaire dans la province voisine de Guadalajara, que s'adressaient spécialement ces envois et ces hommages. Ses détachemens parcouraient souvent les environs de Madrid, et, le 13 juillet, ils osèrent envahir la Casa-de-Campo, résidence royale, située presque aux portes de la capitale. Ces coups d'audace inquiétaient si fort l'ennemi, et se répétaient si souvent, que le comte de Laforest, ambassadeur de Napoléon auprès de son frère, après avoir informé le ministre Champagny, dans une dépêche qu'il lui adressait le 5 juillet, « que les surprises « des postes militaires, des convois et des couriers « par les guérillas espagnoles devenaient de jour en « jour plus fréquentes, » ajoutait « qu'à Madrid l'on ne « pouvait sans danger s'éloigner des murs de la ville. »

Les Français regardant l'Empecinado comme le principal instigateur de toutes ces hostilités, voulurent détruire ses bandes, et dès le printemps ils avaient détaché contre elles le général Hugo à la tête d'une colonne de trois mille hommes, infanterie et cavalerie, parmi lesquels se trouvaient des Espagnols au service de Joseph, mais qui n'étaient bons en général qu'à grossir les rangs de l'Empecinado.

Le général Hugo remporta d'abord quelques avantages; il crut néanmoins nécessaire, pour appuyer ses mouvemens, de fortifier, vers la fin de juin, Brihuega et Sigüenza. L'Empecinado ne tarda point à attaquer cette dernière ville; les forces qu'il commandait consistaient en six cents fantassins et quatre cents chevaux, auxquels vinrent se réunir une certaine quantité d'hommes avec leur chef Don Francisco Palafox, que nous avons vu déjà à Alcañiz, et qui passa bientôt après à Mayorque, où il mourut. Les deux chefs, unissant leurs efforts, obligèrent les Français à se renfermer dans le château, et envahirent la ville. Toutefois, ils n'y restèrent pas long-temps. Mais, dès ce moment, l'Empecinado ne cessa de menacer les Français sur tous les points, de les inquiéter par des marches et des contre-marches, s'offrant à eux tantôt à Guadalajara, tantôt devant Sigüenza, tantôt enfin traversant le Jarama et portant l'alarme jusqu'au sein même de la cour de Joseph.

L'activité du général Hugo ne lui servait guère, car lorsque Don Juan Martin se voyait serré de près, à l'instant il dispersait sa bande pour la rallier dans une autre province; il se transportait ainsi jusque dans celle de Burgos et de Soria d'où venaient également quelquefois à son aide Tapia et Mérino.

Le 18 août, il soutint un combat opiniâtre à Cifuentès, dans le Guadalajara, et quoiqu'en résultat il fût forcé de battre en retraite, il reparut, le 24, à Mi-

rabueno et surprit une colonne ennemie à laquelle fit bon nombre de prisonniers. Le 14 septembre il e... encore à Cifuentès un autre engagement qui dura t... le jour, et les Français, après avoir mis le feu à ... ville, se replièrent sur Brihuega.

Les forces de l'Empecinado s'élevaient, au m... d'octobre, à six cents chevaux et quinze cents hommes d'infanterie, ce qui lui permit d'envoyer des détachemens dans la Castille-Vieille et autres e...droits, non-seulement pour combattre les Français, mais encore pour soumettre quelques guérillas espagnoles, qui, sous le manteau du patriotisme, opprimaient les populations et ne faisaient aucun mal à l'ennemi.

Cela ne l'empêcha point de poursuivre ses hostilités contre le général Hugo, et, le 18 octobre, il battit quelques-unes de ses troupes dans les Cantarillas de Fuentès, où il s'empara d'une partie d'un convoi.

Ces attaques multipliées épuisaient la colonne du général Hugo, et l'on fut obligé de lui envoyer des renforts de Madrid. Dès qu'il les eut reçus, il se dirigea sur Humanès, d'où il écrivit, le 7 décembre, à l'Empecinado pour lui offrir à lui et à ses soldats du service et des avantages, s'il voulait se ranger sous les drapeaux de Joseph. L'Espagnol lui fit une réponse énergique et comme il convenait à un homme d'honneur. Hugo, irrité, tomba sur lui deux jours après à Colgolludo, et le força de se retirer jusqu'à Alienza. Mais l'Empecinado ne se découragea point, et se rendit peu de jours après à Jadraque, où il recouvra plusieurs de ses prisonniers. « Telle était l'étonnante « activité de l'Empecinado, dit le général Hugo dans « ses mémoires, telle était la facilité avec laquelle il « renouvelait et augmentait ses troupes, et l'abon- « dance des secours qu'on lui fournissait de toutes « parts, que je me trouvais forcé d'exécuter des mou-

vemens continuels. » Puis, en terminant, il affirme que « pour faire la conquête complète de la Péninsule, il fallait d'abord en finir avec les guérillas.... Mais la destruction de ces bandes présentait l'image de l'hydre de la fable. » Témoignage impartial qui dépose de l'admirable conduite des Espagnols dans une guerre si extraordinaire et si féconde en brillans exploits.

Don Luis de Bassecourt, ainsi que nous l'avons dit, commandait à Cuenca, avant de passer à Valence. Les Français entrèrent dans la première de ces villes le 19 juin, et la trouvèrent abandonnée; ils s'y souillèrent des mêmes excès qu'ils y avaient déjà commis dans des occupations antérieures. Ils incendièrent les maisons, détruisirent les meubles et les ornemens, et allèrent jusqu'à troubler la cendre des morts en exhumant des cadavres, avec l'espoir, sans doute, de trouver dans ces fouilles des objets de prix ou des trésors cachés.

Ils évacuèrent bientôt la ville, et, au mois d'août, Bassecourt fut remplacé dans le commandement par Don José Martinez de San-Martin, qui, de médecin, était devenu, lui aussi, un intrépide chef de partisans. Il parcourait le pays jusqu'au Tage, ou plus d'une fois il maltraita la colonne mobile que commandait le colonel français Forestier, à Taranoon.

Le feu de la guerre gagnait, également vif et dévorant, le nord des montagnes de Guadarrama. La plupart des partis armés que nous avons fait connaître dans d'autres livres se soutenaient et il en surgissait de nouveaux. Parmi ceux-ci, l'on remarquait, à Ségovie, Don Juan Abril; à Avila, Don Camilo Gomez, à Toro, Don Lorenzo Aguilar; et la guérilla de cavalerie, dite de Bourbon, commandée par Don Tomas Principe, se distinguait à Valladolid.

Ici comme ailleurs, le général Kellermann se mon-

trait d'une sévérité impitoyable envers les partisans, et ses subalternes ou lui-même s'abandonnaient quelquefois contre eux à de véritables accès de fureur. Citons un fait qui surpasse tous les autres par un raffinement de cruauté sans exemple. On avait arrêté le fils d'un ferblantier de la ville, jeune enfant de douze ans, qui portait de la poudre aux guérilleros; comme il ne voulait pas déclarer la personne qui l'envoyait, on lui appliqua un feu lent à la plante des pieds et au creux de la main afin de lui arracher par la douleur l'aveu qu'on ne pouvait obtenir de sa volonté. L'enfant tint ferme et ne dit mot. Ceux mêmes qui étaient chargés de l'exécution de la torture furent émus de tant d'héroïsme; les bourreaux seuls qui l'avaient ordonnée restèrent impassibles. Après un pareil trait et d'autres semblables, qu'on ne retrouverait que chez les nations sauvages et dans des siècles de barbarie, qui pourrait s'étonner de quelques actes de rigueur et même de cruauté commis à leur tour par les partisans?

Don Juan Tapia, à Palencia, Don Geronimo Merino, à Burgos, Don Bartelomé Amor, à la Rioja, et Don José-Joaquin Duran, à Soria, se battaient séparés ou réunis dans leurs circonscriptions respectives, ou parcouraient la campagne dans d'autres provinces. La junte de Soria confia à Duran le commandement général de son district. Elevé au grade de brigadier, Duran avait été fait prisonnier à l'affaire de Bubierca, mais il s'échappa bientôt et se tenait caché à Cascante, lieu de sa naissance. La junte, dont le choix fut d'ailleurs approuvé par le gouvernement, l'investit de ces nouvelles fonctions à la suite d'un échec qui mit ses bandes en déroute, le 6 septembre, avec celles de la Rioja : ce fut en combattant contre une colonne mobile, commandée par le général Roguet, qui eut la barbarie de faire fusiller vingt soldats es-

pagnols prisonniers, après leur avoir promis de leur laisser la vie.

Duran s'établit à Berlanga. Ses forces d'abord ne furent pas considérables, mais il sut leur donner une attitude imposante, au point que le gouverneur français de Soria, Duvernet, bien qu'il fût à la tête de mille six cents hommes de la garde impériale, n'osa point l'attaquer seul, et demanda du secours au général Dorsenne, qui résidait à Burgos. Pour le moment, ils ne bougèrent ni l'un ni l'autre et laissèrent Duran tranquille à Berlanga.

Celui-ci, de son côté, ne songeait non plus à faire aucune tentative, jusqu'à ce que sa troupe fût assez nombreuse et mieux disciplinée. Mais ayant été rejoint en décembre par Mérino et Tapia, qui lui amenaient six cents partisans, la plupart à cheval, il ne voulut point perdre une si bonne occasion, et leur proposa d'attaquer Duvernet, établi alors avec six cents hommes à Calatañazor, sur la route du Burgo de Osma. Mérino et Tapia furent de cet avis, et ils arrêtèrent qu'ils attendraient les Français, le 11, à leur passage à Torralba. Duvernet parut, la mêlée s'engagea, et l'ennemi allait être vaincu quand tout-à-coup la cavalerie de Merino tourna bride, et abandonna l'infanterie. Celle-ci se dispersa, Tapia et Merino retournèrent dans leurs provinces, et Duran à Berlanga, où il resta sans être inquiété jusqu'à la fin de 1810, s'occupant de réparer ses pertes et d'améliorer la discipline.

Le chef de partisans Campillo s'était chargé des montagnes de Santander, et se portait alternativement, soit dans la direction des Asturies, soit vers la Biscaye, excursions qui ne manquaient jamais d'être fatales à l'ennemi. Cette conduite lui fit grand honneur, et il était d'ailleurs de ceux qui se dévouaient généreusement au service de leur patrie, sans dépouiller pour cela les populations.

On doit le même éloge à Don Juan de Arostegui, qui commandait dans la Biscaye un parti considérable, dont les soldats étaient surnommés *bocamorteros*. Depuis le commencement de l'année, la province d'Alava retentissait du nom de Don Francisco Longa, de la Puebla de Arganzon, qui eut bientôt réuni sous son commandement près de cinq cents hommes. Enfin, le Guipuzcoa fut rempli des exploits de Don Gaspar Jauregui, appelé *el Pastor*, parce qu'il avait quitté la houlette pour l'épée.

Les provinces basques et toute la côte cantabrique étaient d'une extrême importance pour faire diversion à l'ennemi et couper ses relations à leur racine; aussi ce pays fut-il l'objet de l'attention particulière du gouvernement, qui, outre les expéditions de Porlier, déjà connues, en projeta de nouvelles. La première fut confiée par la régence à Don Mariano Renovalès. Ce général partit de Cadix à cet effet, aborda à la Corogne, d'où, après avoir fait ses préparatifs, il mit à la voile le 14 octobre, dans la direction de l'est. Il avait avec lui mille deux cents Espagnols et huit cents Anglais convoyés par quatre frégates anglaises et une des nôtres avec plusieurs bâtimens inférieurs. Les forces de mer étaient placées sous le commandement du commodore Mends.

L'expédition jeta l'ancre à Gijon le 17, tandis que Porlier se battait dans les environs contre les Français. Mais le débarquement n'ayant pu s'effectuer que le 18, les ennemis eurent le temps d'évacuer la ville et de se réunir au reste de leurs troupes, ce qui força Porlier à s'éloigner. Renovalès se rembarqua, et le 23 il était à la hauteur de Santoña; mais les vents contraires ne lui permirent de prendre terre que le 28. Dans l'intervalle, les Français avaient pu venir avec des forces supérieures au secours du point menacé, et les nôtres durent renoncer à leur entreprise. D'ailleurs la saison était avancée, l'hiver faisait déjà

sentir son approche par des tempêtes, toujours dangereuses sur cette côte si âpre, et Renovalès, écoutant les conseils de la prudence, retourna en Galice et aborda à Vivero. La frégate espagnole *Magdalena* et le brigantin *Palomo* se perdirent dans ces parages, par la violence des vents, avec la plus grande partie de leurs équipages. Déplorable désastre, produit sans doute par l'état de la mer, mais qu'on eût peut-être évité, selon l'opinion de quelques-uns, avec plus de prévoyance et d'activité.

Les Français, alarmés d'abord de cette expédition qu'ils croyaient plus puissante, se rassurèrent en la voyant s'éloigner, et firent un nouvel effort, quoique sans succès, pour purger le pays de ces bandes armées qui leur faisaient tant de mal, notamment celle de Don Francisco Espoz y Mina, qui se distingua entre tous les chefs de guérillas par son intrépidité et ses continuelles attaques.

Bientôt après la fin malheureuse de son neveu, Mina avait réuni quelques partisans dont le nombre augmentait chaque jour. Sans attendre que ce nombre fût très-considérable, il se livra, dès le mois d'avril, à de hardies entreprises contre l'ennemi, et continua les mois suivans à attaquer ses convois et à surprendre ses cantonnemens. Impatiens et irrités de ces combats continuels, les Français résolurent, en septembre, de détruire cet audacieux partisan. Dans cet objet, le général Reille, commandant en Navarre, mit en mouvement, non-seulement les troupes qui se trouvaient dans cette province, mais d'autres encore qui se rendaient en Portugal, en tout environ trente mille hommes.

Mina, serré de près, voulut éviter la ruine complète de ses braves et les dispersa. Les uns se dirigèrent vers la Castille, d'autres vers l'Aragon. Il n'en retint près de lui qu'une faible partie, et n'en poursuivit pas

moins ses hostilités, bien qu'il se vît forcé d'en transporter le théâtre dans de nouvelles provinces. Grièvement blessé plus tard, il retourna dans la Navarre pour s'y guérir, croyant trouver plus de garanties de sécurité là où l'ennemi le cherchait le plus. Autant, en effet, l'opinion des populations était déclarée en sa faveur, autant il pouvait compter sur leur dévoûment.

Avant de s'éloigner, il avait donné dans l'Aragon une nouvelle organisation à ses guérillas, qui s'étaient ralliées au nombre de trois mille hommes, et les avait formées en trois bataillons et un escadron. Deux de ces bataillons furent placés sous les ordres de deux chefs dignes de sa confiance, Curuchaga et Gorriz. La régence de Cadix le nomma alors colonel et commandant général des guérillas de Navarre; car tous ces chefs de partisans, au sein de l'indépendance qu'ils tenaient des circonstances et de leur position, aspiraient à voir le gouvernement suprême confirmer leurs grades et approuver leurs opérations; aussi reconnurent-ils son autorité souveraine, qu'ils regardaient comme le seul lien capable d'entretenir la bonne harmonie et l'union des provinces espagnoles.

Mina, rétabli de sa blessure, reprit, vers la fin d'octobre, le cours de ses entreprises, et ses troupes se mirent à parcourir de nouveau les plaines de l'Aragon et de la Castille, faisant partout main-basse sur l'ennemi. La Navarre le revit au mois de décembre; il attaqua les Français à Tievas, à Monréal, à Aibar; et terminant avec bonheur la campagne de 1810, il se prépara à conquérir cette célébrité et cet éclat que les luttes ultérieures réservaient à son nom.

Qu'on juge, d'après ce que nous avons rapporté, de tout le mal que les guérillas devaient faire à l'armée française. Il y en avait partout : dans les provinces, dans les cantons, dans chaque coin du pays; elles

comptaient quelquefois de deux à trois mille hommes, la plupart s'élevaient à cinq cents et même jusqu'à mille. Les moins considérables s'incorporaient aux plus nombreuses ou finissaient par disparaître, car, comme c'étaient elles qui, en général, vexaient les populations, elles n'avaient pas à compter sur la protection des habitans, en même temps qu'elles se voyaient poursuivies par les bandes mieux disciplinées, animées contre elles, soit par l'intérêt de leur réputation, soit par l'envie de se grossir de ces renforts. Il y eut sans doute aussi des circonstances où certaines localités eurent à souffrir des guérillas les mieux organisées, mais c'était un mal inséparable de ce genre de guerre, et l'on peut hardiment affirmer que, sans le secours de ces partis armés, c'en était fait peut-être de la cause de l'indépendance. Sans eux, en effet, l'ennemi, tranquille possesseur d'une vaste étendue de pays qu'il pouvait librement parcourir, eût facilement utilisé tous ses moyens, et, maître alors de forces plus considérables, il n'eût jamais trouvé dans nos armées, quel que fût leur courage, une résistance capable de triompher de la supériorité et de la discipline de ses troupes; de leur côté, les alliés se fussent lassés de se dévouer à la défense d'un pays ainsi résigné à subir le joug étranger.

Faisons trêve maintenant à tant de combats, et lançons-nous dans le champ non moins vaste de la politique. Examinons ce qui précéda la réunion des cortès, qui, bientôt convoquées, ébranlèrent dans sa base le vieil édifice social et en renversèrent les parties ruinées et difformes, pour élever un édifice nouveau, imparfait sans doute, mais du moins mieux approprié aux lumières du siècle, ainsi qu'aux mœurs, aux coutumes et aux traditions monarchiques de l'Espagne.

La régence, ennemie de l'institution des cortès, en

retarda la convocation, au mépris du serment qu'elle avait prêté lors de son installation, serment qui l'engageait « à concourir pour sa part à faire assembler cet « auguste congrès dans la forme établie par la junte « centrale suprême et dans le temps fixé par le décret « de création de la régence. » Il est vrai que, dans ce décret, où l'on insistait sur la réunion des cortès, déjà convoquées pour le 1er mars 1810, il était ajouté : « Si la défense du royaume..... le permettait. » Cette clause, qui n'avait pour objet que de prévoir quelque cas d'urgence, ou de différer de peu de jours l'installation des cortès, ouvrait un champ vaste à l'interprétation pour ceux qui procédaient de mauvaise foi ou avec tiédeur..

La régence fut donc infidèle à ses solennelles promesses, et n'articula pas même le mot de cortès, si ce n'est dans quelques écrits destinés pour l'Amérique et le plus souvent inconnus dans la Péninsule, mais dans le but évident d'entretenir de fausses espérances parmi les habitans d'outre-mer. Conduite étrange, qui indisposait d'autant plus les esprits que tout le monde alors désirait ardemment la réunion des cortès, qu'on regardait comme une planche de salut dans une si horrible tempête. Au retentissement toujours croissant de la clameur publique, vint se joindre la voix de plusieurs députés de quelques juntes de province, qui résidaient à Cadix et voulaient faire arriver à bonne fin, par les voies légales, une affaire de si haute importance. La régence, redoutant l'opinion et informée des intentions des députés, résolut de les prévenir en soulevant elle-même la question des cortès, soit qu'elle crût ainsi abuser la crédulité publique et gagner du temps, soit que, forcée de céder au vœu général, elle voulût se donner l'air de n'obéir qu'à sa propre inspiration et non à une impulsion étrangère. A cet effet, elle manda, le

14 juin, Don Martin de Garay, et le pria d'éclaircir certains doutes que présentait le mode de convocation des cortès, personne n'étant plus versé que lui dans ces matières, puisqu'il avait été à la fois secrétaire-général et membre de la junte centrale.

Les députés des provinces n'en persistèrent pas moins dans leur dessein, et, le 17 juin, deux d'entre eux furent chargés de remettre à la régence une adresse (*exposicion*) tendant à rappeler la promesse de convocation des cortès. Le soin de cette mission échut à Don Guillermo Hualde, député de Cuenca, et au comte de Toréno (l'auteur de cette histoire), député de Léon. Ils se présentèrent tous deux, et le dernier, après en avoir obtenu la permission, lut le mémoire dont ils étaient porteurs. L'évêque d'Orense, peu accoutumé à entendre, encore moins à recevoir des conseils, se révolta à cette lecture. Les députés répliquèrent, et l'on commençait à s'échauffer de part et d'autre, quand la médiation du général Castaños vint apaiser Hualde et Toréno, et calma aussi, quoique avec peine, la colère verbeuse et passionnée de l'évêque, qui finit par donner une réponse favorable aux députés, conjointement avec les autres membres de la régence. Cet événement se répandit et ranima l'opinion de Cadix, d'autant mieux que la junte de cette ville avait approuvé l'adresse et l'avait soutenue par une autre, qu'elle envoya le lendemain au gouvernement.

Alarmée de l'agitation des esprits, la régence promulgua, le 18, un décret ordonnant que les élections de députés non encore faites eussent lieu dans le plus bref délai, et prescrivant aux députés nommés de se rendre pendant le cours du mois d'août dans l'île de Léon, où l'on procèderait à l'ouverture des séances, dès que la présence de la majorité pourrait le permettre. Quelque vagues que fussent en apparence

les dispositions de ce décret qui ne fixait point le jour de l'installation des cortès, ce n'en était pas moins un gage arraché à la régence, et sur lequel elle ne pouvait plus revenir, et il n'était désormais donné à personne d'arrêter l'élan de l'opinion.

Cette mesure produisit la joie la plus vive dans Cadix, puis dans toute la monarchie; les provinces qui n'avaient pas encore nommé de députés s'empressèrent de le faire, celles du moins que l'occupation étrangère n'empêchait point d'exercer leurs droits d'élection. A Cadix c'était un mouvement et une activité universelle pour hâter tout ce qui pouvait concourir à l'exécution si désirée du décret du 18 juin.

La régence, de son côté, s'appliqua à résoudre les doutes que présentait, ainsi que nous l'avons déjà dit, le mode de constituer les cortès. Une des premières difficultés fut la question de savoir si l'on convoquerait ou non une chambre de privilégiés. Nous avons vu, en son lieu, comment la junte centrale, avant de se dissoudre, rendit un décret qui convoquait, sous la dénomination d'*estamento* ou chambre des dignitaires, les archevêques, les évêques et les grands du royaume; mais nous avons vu aussi que cette résolution ne fut jamais rendue publique. Dans les lettres de convocation du 1er janvier, non plus que dans l'instruction qui les accompagnait, le gouvernement suprême n'avait rien ordonné de relatif à sa décision antérieure; il insinuait seulement dans une note « qu'une semblable « lettre de convocation serait aussi adressée aux re- « présentans des deux ordres du clergé et de la no- « blesse. » Les juntes négligèrent de publier cette sorte de clause, et les électeurs ne la connaissant point, quelques choix étaient tombés sur des grands et des prélats.

Dans sa perplexité, la régence se mit à consulter

les principales corporations du royaume pour savoir s'il conviendrait ou non de donner une entière exécution au décret de la junte centrale concernant l'*estamento* des privilégiés. Pour s'éclairer sur la matière, il était assez inutile de recourir aux faits de l'histoire.

Avant que les diverses couronnes d'Espagne se réunissent sur le front du même monarque, la coutume avait varié selon la différence des états et des temps.

En Castille, l'ordre du clergé et celui de la noblesse disparurent entièrement après les cortès assemblées à Tolède en 1538 et 1539. Ces deux ordres durèrent plus long-temps en Aragon. Mais, au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, la race des Bourbons s'étant assise sur le trône, les cortès cessèrent bientôt d'être convoquées séparément dans les deux royaumes; elles ne furent même plus réunies que pour prêter serment au prince des Asturies. Pour la première fois, en 1709, on vit siéger ensemble les cortès de Castille et d'Aragon, et ce fut un usage établi jusqu'en 1789, qu'eut lieu la dernière assemblée; encore même pour celle-ci, quoiqu'on y traitât de graves questions, les seuls députés des villes y assistèrent. Il n'y eut que la Navarre où le clergé et l'ordre militaire, c'est-à-dire la noblesse, conservèrent la coutume de convoquer respectivement leurs cortès. Toutefois, l'assemblée du clergé ne se composait pas seulement de prélats; on y voyait aussi des prieurs, des abbés et jusqu'au proviseur de l'évêché de Pampelune, et, parmi les députés de l'autre ordre, il y en avait un grand nombre qui n'étaient ni grands du royaume, ni revêtus d'aucun titre de noblesse; mais d'ailleurs ce n'était point un usage ainsi réduit à l'étroite circonscription d'une province qui devait faire loi pour toute la monarchie, alors surtout

que dans le voisinage se trouvait, comme par contre-poids, l'exemple du pays basque, où les juntes, entièrement populaires, n'admettaient pas même les membres du clergé. Et puis aussi, pour l'époque dont nous retraçons l'histoire, il fallait bien tenir compte de la grande lutte dans laquelle la nation était engagée, et en considérer le caractère, l'origine et les progrès.

La noblesse et le clergé y avaient pris part à la vérité, mais plutôt individuellement que comme corporation, et ce qu'il y avait de plus élevé dans les deux classes, les grands et les prélats, n'avaient brillé, en général, ni à la tête des armées ou des guérillas, ni dans le gouvernement. D'un autre côté, il existait une antipathie assez prononcée contre les distinctions hiérarchiques, dans un pays où les priviléges des nobles étaient tellement réduits, que le mérite, sans le secours des titres, pouvait prétendre partout aux emplois les plus éminens.

L'opinion se montra sur ce point si unanime, qu'elle était soutenue, non-seulement par ceux qui penchaient pour les idées démocratiques, mais aussi par les ennemis des cortès et les adversaires de tout gouvernement représentatif. Et ce n'était point pour ceux-ci une affaire de calcul et un moyen de désordre (il y avait alors en Espagne plus de bonne foi sur ce point), mais ils ne voulaient pas contrarier le sentiment des populations. Déjà à Séville, au sein de la commission de la junte centrale chargée des travaux relatifs aux cortès, deux membres, Riquelme et Caro, que nous avons eu l'occasion de signaler, étaient opposés à la convocation de cette assemblée; mais, dès qu'elle fut décidée, ils opinèrent pour une seule chambre, une et indivisible, tandis que l'illustre Jovellanos vota pour deux, lui, le plus chaud partisan des cortès

et un des Espagnols les plus éclairés de notre temps. Les premiers suivaient l'impulsion de l'opinion ; celui-ci, les principes d'une politique consommée et l'exemple de l'Angleterre et d'autres nations. Parmi les mandataires des juntes résidant à Cadix, celui qui se prononça avec le plus d'énergie pour une seule chambre, ce fût Don Guillermo Hualde, qui était pourtant membre du clergé, en possession de la dignité de *chantre* à la cathédrale de Cuenca, et grand ennemi des innovations. Ces sortes d'anomalies ne sont pas rares dans les temps de révolutions ; mais elles naissaient ici, nous le répétons, de cet esprit d'égalité orgueilleux et fier dont la jactance espagnole aime à se parer, et qui recèle parfois, avec les germes de certaines vertus, les élémens d'une insubordination funeste.

La régence prit l'avis du conseil sur cette question et sur d'autres relatives aux cortès. La majorité se conforma en tous points à l'opinion la plus accréditée, et se déclara aussi pour une chambre unique. Ce ne fut pas toutefois l'opinion de divers membres de l'ancien conseil de Castille, parmi lesquels on comptait le doyen, Don José Colon, le comte del Pinar, Riega, Duque Estrada et Don Sebastian de Torrès ; non pas qu'ils fussent de préférence pour deux chambres, mais parce qu'ils avaient en haine tout ce qui tenait à la représentation nationale. Aussi insistèrent-ils particulièrement dans leur vote pour qu'on châtiât avec sévérité les députés des juntes qui s'étaient permis de demander la prompte convocation des cortès.

La nouvelle de cette *consulte* et du vote de la minorité s'étant répandue dans Cadix, les esprits s'irritèrent d'autant plus, que la plupart de ces dissidens, au commencement de l'insurrection de 1808, n'avaient pas donné beaucoup de gages de leur sympa-

thie et de leur dévoûment à la cause de l'indépendance. Ils apprirent bientôt avec inquiétude que ces traits hostiles qu'ils avaient lancés dans le secret de la délibération, avec l'espérance qu'ils resteraient ignorés, n'étaient plus un mystère pour personne, et leurs alarmes devinrent bien plus vives lorsque la régence, dans le but de motiver ses mesures, décida que la *consulte* et le vote séparé seraient rendus publics. Il n'y eut sorte d'intrigues et de supplications qu'ils ne missent dès lors en jeu pour faire suspendre cette résolution, et ils finirent par l'obtenir. Ainsi recouvrèrent leur tranquillité, ces hommes qui avaient pu, sans aucun trouble de conscience, provoquer, dans l'ombre, des persécutions injustes, et qui pâlissaient à la plus légère apparence de danger personnel. Le même caractère de lâcheté signala plus tard les atrocités perfides dont la plupart d'entre eux se souillèrent encore, quand sonna pour l'Espagne l'heure lugubre et fatale des vengeances et des jugemens iniques.

La régence consulta ensuite, sur cette même question des chambres, le conseil d'état qui fut également d'avis que celle des privilégiés ne fut point convoquée. Le marquis d'Astorga, malgré sa position élevée, vota dans ce sens ; telle fut aussi l'opinion de Don Benito de Hermida, adversaire d'ailleurs de toute innovation. Don Martin de Garay soutint l'avis contraire, comme il avait fait dans la junte centrale, conformément au sentiment de Jovellanos.

La régence, ne pouvant résister à cette unanimité d'opinions, décida que les classes privilégiées ne siégeraient point séparément dans les cortès qu'on allait réunir, et que ce congrès serait convoqué suivant le décret publié le 1er janvier par la junte centrale.

D'après les dispositions de ce décret et l'instruction qui l'accompagnait, l'ancien mode d'élection

était complètement changé ; seulement, en souvenir de ce qui se pratiquait autrefois, l'on autorisait les villes ayant le privilége appelé *voto à cortès* de se faire représenter pour cette fois par un membre de leur municipalité. Le même droit était accordé aux juntes de provinces, comme récompense de leurs travaux en faveur de l'indépendance nationale. Ces deux classes de députés étaient loin de former la majorité, qui, d'après le nouveau mode d'élection, se trouvait dans les nominations faites par la généralité des citoyens. On choisissait un député par cinquante mille âmes, et le droit de suffrage était acquis aux Espagnols de toutes classes, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés dans le pays, et aux commerçans payant patente. L'élection était indirecte, car elle passait par les trois degrés des juntes de paroisses, de canton et de province. L'éligible n'était pas soumis à d'autres conditions que l'électeur; seulement il devait être né dans la province. On mettait dans une urne le nom des trois candidats qui avaient réuni les premiers la majorité absolue des voix, et celui que le sort désignait était proclamé député. Ce mode d'élection peut paraître défectueux, soit parce qu'il est trop étendu puisqu'il établit une sorte de suffrage universel, soit parce qu'il est trop restreint à cause de l'élection indirecte. Toutefois il apportait des modifications avantageuses à l'ancien système, ou du moins à ce qui en restait.

En Castille, jusque bien avant dans le XV[e] siècle, il y eut des cortès nombreuses, où furent représentés un grand nombre de villes et de bourgs, non pas, il est vrai, en vertu d'un droit reconnu, incontestable, mais le plus souvent par le seul fait de la volonté du monarque. Les députés ou *procuradores* étaient nommés par les *concejos* que formaient les bourgeois, c'est-à-dire par les municipalités ; or,

cette magistrature, presque toujours alors le résultat de l'élection populaire, était un organe bien plus fidèle de l'opinion de ses commettans qu'elle ne le fut depuis, lorque les fonctions de régidor furent devenues, notamment sous les princes de la maison d'Autriche, des charges vénales et aliénables de la couronne : mesure qui, pour le dire en passant, avait pris sa source dans le mauvais état des finances plutôt que dans des vues secrètes de la politique des rois. En Aragon, l'ordre des universités ou villes, dans le royaume de Valence et la province de Catalogne, celui qui était connu sous la dénomination d'ordre royal (*brazo real*), se composaient de plusieurs députés chargés des intérêts des populations. A qui devait appartenir un pareil droit ou privilége, c'est ce qui n'était pas précisément bien déterminé; car, au dire des chroniques de Martel et de Blancas, c'était la coutume seule qui décidait. Ce système de représentation nationale, inférieur sans doute à celui adopté par la junte centrale, paraissait, nous le répétons, bien préférable à celui qui prévalut dans les XVI[e] et XVII[e] siècles, où s'était successivement perdue la tradition des anciennes coutumes, si bien que, dans les cortès assemblées depuis l'avénement de Philippe V, jusqu'aux dernières qui furent réunies en 1789, on ne vit plus que les *cabelleros procuradorès* de trente-sept villes et bourgs, les seuls des royaumes de Castille et d'Aragon auxquels le droit de représentation fût reconnu. Aussi était-ce avec raison que lord Oxford disait de ces assemblées, au commencement du XVIII[e] siècle, qu'elles n'étaient plus que *magni nominis umbra*.

Les députés étaient revêtus maintenant de pouvoirs étendus; car, outre qu'il était dit, entre autres choses, dans les lettres de convocation, que la nation allait être assemblée en cortès, « pour rétablir

« et améliorer la constitution de la monarchie », l'on avait spécifié aussi dans les mandats que « les « députés pouvaient accorder et résoudre tout ce « qui serait proposé aux cortès, tant sur les points « indiqués dans la lettre close de convocation que « sur toute autre matière, avec pleine, franche, li- « bre et générale autorisation, sans qu'ils eussent « jamais à s'abstenir sur une question quelconque « faute de pouvoirs, car ils (les électeurs) leur con- « féraient tous ceux qui leur seraient nécessaires, « sans exception ni limites. »

Une autre innovation importante, ce fut d'appeler à se faire représenter aux cortès les provinces d'Amérique et d'Asie. Ces pays avaient été découverts et conquis lorsqu'en Espagne les juntes nationales semblaient déjà tomber en désuétude ; aussi ne pensa-t-on jamais à y convoquer leurs représentans. On ne doit point, du reste, s'en étonner, si l'on considère l'étrange diversité de leurs mœurs et de leurs usages, la différence de leurs idiomes, l'état particulier de leur civilisation, et si l'on réfléchit aux idées qui régnaient alors en Europe, à l'égard des colonies et des contrées récemment découvertes, car nous voyons l'Angleterre elle-même, où l'usage des parlemens ne fut jamais interrompu, ne point admettre les habitans d'outre-mer à siéger au sein de ces assemblées.

A présent que les temps étaient changés et qu'on avait solennellement consacré l'égalité des droits pour tous les Espagnols, soit européens, soit d'outre-mer, il fallait bien que les uns et les autres intervinssent dans un congrès où allaient se décider les questions les plus graves et qui concernaient toute la monarchie, laquelle s'étendait alors sur les divers points du globe. La justice l'exigeait ainsi, de même que l'intérêt bien entendu des habitans des deux mondes et

la situation de la Péninsule, qui, pour mieux défendre sa propre indépendance, avait besoin de se concilier l'affection de ces contrées dont l'assistance lui avait été déjà si utile. La difficulté était de conserver dans la pratique l'égalité proclamée en principe. Un aussi vaste pays que les provinces d'Amérique, avec des castes variées, désunies entre elles par la diversité de leurs mœurs, et esclaves de leurs préjugés, offrait à la politique des problêmes d'une solution peu facile; à cela se joignaient le défaut de statistique, la division si différente des provinces et des cantons, et le manque de temps nécessaire pour chercher une issue à ce dédale, alors que la prompte convocation des cortès ne laissait de loisir, ni pour demander de plus amples informations en Amérique, ni même pour exhumer de la poussière des archives les renseignemens inexacts et incomplets qu'on eût pu se procurer en Europe.

Par ces motifs, la junte centrale, dans le premier décret qu'elle publia relativement aux cortès, le 22 mai 1809, s'était bornée à spécifier que la commission chargée des travaux préparatoires aurait à voir *la part que les Amériques devaient prendre dans la représentation nationale*. Lorsque, au mois de janvier 1810, la même junte expédia aux provinces d'Espagne les lettres convocatoires pour l'élection des députés aux cortès, elle rendit en même temps un décret en faveur de la représentation des colonies d'Amérique et d'Asie, déclarant que cette représentation aurait lieu par suppléance, et qu'elle se composerait de vingt-six membres choisis parmi les naturels de ce pays résidant en Europe, jusqu'à ce qu'on pût aviser à un mode d'élection plus convenable. Ce décret ne fut point imprimé; l'on fit seulement insérer, dans la *Gazette* du 7 janvier, un avis annonçant cette résolution, qui fut confirmée depuis

par la circulaire que la junte centrale publia, au moment de se séparer, sur la convocation des cortès.

Une représentation ainsi mutilée et presque illusoire ne pouvait satisfaire aux voeux de l'Amérique; l'on adopta, en conséquence, un moyen qui, s'il était moins complet que celui qu'on avait décrété pour l'Espagne, se ressentait pourtant de la source d'où doit dériver toute bonne élection. On avait adopté pour exemple les dispositions arrêtées auparavant par la junte centrale, quand elle appela dans son sein des membres pris dans les diverses provinces et états d'outre-mer, mesure qui n'avait manqué de recevoir son exécution qu'à cause de la courte durée du gouvernement de la junte. D'après ce décret, qui ne fut publié qu'au mois de juin 1809, les municipalités, après avoir fait choix de trois noms différens, devaient en faire désigner un par le sort et le remettre au vice-roi ou capitaine-général; celui-ci, sur le nombre de ces candidats des diverses provinces, devait en choisir trois, d'accord avec l'audience royale, et les tirer ensuite au sort; celui dont le nom sortirait de l'urne devait être nommé membre de la junte centrale. L'on voit qu'il n'y avait, en dernier résultat, qu'un membre d'élu pour chaque vice-royauté ou capitainerie-générale.

En conservant pour le premier degré ce système d'élection, la régence, dans sa décision du 14 février, établit une base plus large pour la nomination définitive des députés aux cortès. Les municipalités choisissaient leurs représentans dans leurs provinces respectives, sans s'inquiéter de l'approbation des autorités supérieures et sans que leurs nominations dussent être soumises à un triage ultérieur, de telle sorte qu'au lieu d'un seul député pour chaque vice-royauté ou capitainerie-générale, il y en avait autant que l'on comptait de provinces, ce qui rendit

la représentation américaine assez nombreuse. Ces représentans débarquèrent peu à peu à Cadix, arrivant même des pays les plus éloignés, et formèrent une portion fort considérable de cette assemblée des cortès.

Cela n'empêcha pas qu'en attendant l'arrivée des députés titulaires, on ne procédât, à Cadix, à l'élection des députés suppléans, tant pour les provinces d'outre-mer que pour celles d'Espagne dont les représentans n'avaient pu se rendre à leur poste, soit à cause de l'occupation étrangère, soit par tout autre motif. Pour l'Amérique et l'Asie, la régence, cédant à diverses sollicitations, ordonna qu'on ajoutât deux députés suppléans aux vingt-six déjà désignés; quant à la Péninsule, on ne devait élire qu'un seul suppléant pour chacune des provinces qui étaient en retard. Cette fonction si importante fut dévolue à des hommes nés dans ces provinces, et réunissant les conditions requises par le décret du 1ᵉʳ janvier et l'instruction qui l'accompagnait. La régence avait définitivement résolu la question des députés suppléans, le 19 août, en décidant que ces élections se feraient à Cadix, qui était le refuge de la plupart des émigrés. Le 8 septembre, elle publia une ordonnance sur cette matière, et chargea quelques ministres du conseil de préparer les listes de ceux qui, pour l'Amérique comme pour la Péninsule, étaient en mesure d'être électeurs.

La création des députés suppléans fut approuvée à Cadix de tous les partis, autant des hommes passionnés pour les innovations, que de ceux qui en étaient le plus ennemis. Les uns y voyaient une carrière ouverte à leur noble ambition; les autres espéraient conserver ainsi leur vieille influence, et arrêter l'envahissement de l'esprit de réforme. Parmi les derniers, l'on comptait des conseillers; d'anciens fonc-

tionnaires, des hommes élevés en dignité, qui croyaient l'emporter dans les élections, et les diriger à leur gré par le prestige de leur nom et l'ascendant de leur autorité : aveuglement ordinaire de ceux qui ne savent point avec quelle impétuosité tourbillonne, dès sa source, le courant des révolutions.

Ils furent bientôt désabusés quand ils virent baisser chaque jour la puissance de leur crédit. La nouvelle génération ne comprimait plus l'élan de son âme, et l'on vit s'évanouir cette indifférence pour les questions politiques dans laquelle elle avait vécu jusque-là. C'était partout des juntes, des réunions, des cercles, des conférences avec la régence, des interrogatoires, des éclaircissemens. On discutait les chances des candidats, et loin de s'arrêter à ceux qui ne se recommandaient que par leurs dignités, ou qui avaient vieilli, soit à l'ancienne cour, soit dans la routine usée des conseils ou d'autres corporations, on se prononçait pour les citoyens éclairés, énergiques, et les plus capables de dégager l'Espagne de ce vernis de rouille qui usait ses forces et la dévorait.

Les conseillers chargés de former les listes électorales, s'ils rencontraient quelques difficultés, n'avaient plus affaire à des plaideurs timides, ou à des solliciteurs humbles et soumis, mais bien à des hommes forts de la conscience de leurs droits, sachant les défendre, osant même affronter les menaces de ceux qui, naguère encore, décidaient sans opposition et avec la morgue d'une autorité sans appel.

Dès ce moment, bon nombre de ceux qui avaient le plus vivement désiré la nomination des députés suppléans commencèrent à s'en déclarer ennemis, et à se prononcer par cela même contre les cortès. Aussitôt que ces élections furent terminées, ils ne prirent plus la peine de déguiser leurs sentimens. Les élections avaient commencé le 17 septembre, et les choix

tombèrent en général sur des hommes capables, grands partisans des réformes.

Les colléges électoraux des provinces d'Espagne furent présidés par des membres de la chambre de Castille, et ceux des provinces d'Amérique par Don José-Pablo Valiente, du conseil des Indes. Il y eut quelque tumulte dans plusieurs de ces colléges, mais ce fut en partie la faute des présidens, qui dissimulaient mal leur dépit en voyant leurs projets renversés. Presque aucune province d'Espagne ne fournit moins de cent électeurs; à Madrid, on en compta jusqu'à quatre mille, tous en général gens de distinction: d'où l'on peut conclure que, malgré ce qu'il y avait de défectueux dans ce mode d'élection, il présentait néanmoins un résultat plus complet que les élections faites auparavant par les villes ayant voix aux cortès, et auxquelles il n'y avait que vingt ou trente privilégiés qui prissent part, c'est-à-dire les régidors.

A mesure que les partisans de l'ancien ordre de choses sentaient s'évanouir leurs espérances, celles des hommes de l'opinion contraire grandissaient, et la régence, alarmée de cette impulsion nouvelle qui pouvait menacer sa propre existence, chercha les moyens de détourner le danger et d'affermir son autorité. Mais, ainsi qu'il arrive ordinairement, les précautions mêmes qu'elle crut devoir prendre pour sa conservation ne pouvaient que hâter sa chute. Ainsi, elle imagina, par son décret du 16 septembre, de rendre à tous les conseils leur ancienne organisation. Comme la plupart des membres de ces corporations, particulièrement ceux du conseil royal, passaient pour être opposés à la tendance actuelle des esprits, la régence espérait se créer en eux un appui, ne fût-ce qu'à titre de reconnaissance, et soutenir par leur concours un pouvoir qui lui échappait. C'é-

tait un bien faux calcul. La vénération dont le conseil royal était autrefois l'objet avait disparu, grâce à la faiblesse et aux hésitations de ses membres dans la cause de l'indépendance, et à cause aussi de son aveugle et invariable attachement à ses prérogatives et à une puissance trop étendue. Le moment était d'ailleurs mal choisi pour rétablir une pareille autorité. Les cortès allaient se réunir : c'était à elles qu'appartenait l'initiative de cette mesure. Ce n'était pas non plus l'urgente expédition des affaires qui la rendait indispensable, car les limites étroites auxquelles la nation était maintenant réduite permettaient aux provinces de résoudre par elles-mêmes une foule de questions portées auparavant devant les conseils. Le rétablissement de ces corporations cachait donc évidemment des arrière-pensées, et peut-être les soupçonna-t-on plus pernicieuses qu'elles ne l'étaient en effet.

Le conseil royal mit tous ses soins à ce que la présidence des cortès fût dévolue à son gouverneur ou doyen, à ce que sa propre chambre fût chargée de la vérification des pouvoirs des députés, et que plusieurs de ses membres fussent admis à siéger dans la représentation nationale à titre d'*assistans*. Telle avait été la coutume pratiquée aux dernières cortès, et qu'on essayait de remettre maintenant en vigueur, en se fondant sur des précédens et sur le texte de Salazar, livre sacré aux yeux de ceux qui défendaient les prérogatives du conseil. Mais, pour qui comprenait la marche de l'opinion, c'était une sorte de délire que de vouloir faire revivre des usages si manifestement opposés aux idées qui régnaient à Cadix, et à celles qu'apportaient chaque jour les députés arrivant des provinces, lesquels, amis ou ennemis des réformes, étaient pleins de préventions et de méfiance contre les conseils et la régence elle-même.

Plusieurs de ces députés arrivèrent à Cadix au mois d'août ; beaucoup d'autres, en septembre. Leur présence fit insister auprès de la régence, toujours lente à se décider, pour qu'elle déterminât enfin le jour de l'ouverture des cortès. Elle trouva encore des difficultés, exposa des doutes, recommença ses *consultes*, et finit pourtant par fixer ce jour au 24 septembre.

Elle arrêta aussi le mode de vérification préalable des pouvoirs. Les députés déjà présens opinèrent pour que la régence approuvât de sa propre autorité les pouvoirs de six d'entre eux, qui, à leur tour, vérifieraient ensuite ceux de leurs collègues. La régence accéda malgré elle à la proposition, mais dans le décret publié à cet effet, elle déclarait qu'elle n'agissait ainsi que *parce que ces cortès étaient extraordinaires, mais qu'elle n'entendait porter nulle atteinte aux droits de la chambre de Castille*, *qu'elle réservait*.

Les six députés choisis pour la vérification des pouvoirs furent : le conseiller Don Benito de Hermida, député de Galice ; le marquis de Villafranca, grand d'Espagne, député de Murcie ; Don Felipe Amat, député de Catalogne ; Don Antonio Oliveros, député d'Estrémadure ; le général Don Antonio Samper, député de Valence, et Don Ramon Power, pour l'île de Puerto-Rico. Ils étaient tous députés titulaires, y compris même le dernier, le seul qui fût arrivé des pays d'outre-mer.

Les travaux préliminaires achevés, chacun attendait avec anxiété, et animé de sentimens divers, que parût l'aurore du 24 septembre, ère nouvelle de grandes réformes, et véritable point de départ de la révolution espagnole.

---

# SOMMAIRE

## DU LIVRE TREIZIÈME.

Installation des cortès générales et extraordinaires. — Publicité de leurs séances. — Mauvaises intentions de la régence. — Conduite noble et mesurée des cortès. — Nomination du président et des secrétaires. — Propositions du député Muñoz Torrero. — Première discussion, très-remarquable. — Les discours improvisés. — Supercherie de la régence. — Paroles de Lardizabal. — Décret du 24 septembre. — Opinions diverses sur ce décret, et son examen. — Nombre de députés qui siégèrent le premier jour. — Félicitations que reçoivent de toutes parts les cortès. — Traitement. — Eclaircissement demandé par la régence. — Débats sur les attributions du pouvoir exécutif. — Emplois conférés à des députés. — Proposition de Capmany. — Elections d'Aragon. — Le duc d'Orléans veut parler à la barre des cortès. — Relation succincte de cet événement. — Altercations avec l'évêque d'Orense sur la prestation du serment. — L'évêque se soumet à la fin. — Révoltes d'Amérique. — Leurs causes. — Soulèvement de Vénésuela. — Soulèvement de Buenos-Ayres. — Jugement porté sur ces révoltes. — Mesures prises par le gouvernement espagnol. — Sur la liberté du commerce. — On nomme Cortavarria pour aller à Caracas. — Petite expédition envoyée à Rio de la Plata. — Les cortès s'occupent de la matière. — Décret du 15 octobre. — Discussion sur la liberté de la presse. — Règlement qui accorde la liberté de la presse. — Son examen. — Ce qui est adopté pour les jugemens en place du jury. — La liberté de la presse est promulguée. —

Partis dans les cortès. — Les cortès éloignent les membres de la première régence. — Causes de cette mesure. — On nomme une autre régence de trois membres. — Suppléans. — Incident du marquis del Palacio. — Discussion à ce sujet. — Conclusion de cette affaire. — Evénemens arrivés durant la première régence, et courte notice sur les diverses branches d'administration. — Monument élevé par ordre des cortès à Georges III. — Suite de la relation des événemens arrivés pendant la première régence. — Opinions des nouveaux régens. — Divers décrets des cortès. — On nomme une commission spéciale pour préparer un projet de constitution. — Bruits du mariage de Ferdinand VII en France. — Proposition à ce sujet des députés Capmany et Borrull. — Discussion. — Autres discussions sur l'Amérique. — Troubles dans la Nouvelle-Espagne. — Décrets en faveur de ces contrées. — Mesures en matière de guerre et de finances. — Les cortès ferment leurs séances dans l'île de Léon. — Fièvre jaune. — Fin de ce livre.

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

## LIVRE TREIZIÈME.

Etrange destinée que celle de cette terre d'Espagne! Retirés, au VIII<sup>e</sup> siècle, dans les profondeurs des Pyrénées et au sein des montagnes des Asturies, quelques-uns de ses enfans trouvèrent des forces, non-seulement pour s'opposer à l'invasion des Arabes, mais encore pour prescrire des règles et poser des bornes au pouvoir suprême de leurs chefs. Car, tout en élevant ceux-ci sur le pavois pour leur livrer les rênes de l'état, ils leur imposaient de justes devoirs, et leur rappelaient cette célèbre maxime des Goths, « *Rex*

*eris si rectè facias, si non facias, non eris,* » jetant ainsi les fondemens de nos premières franchises et libertés. Maintenant, au XIXe siècle, resserrés de toutes parts, et portant le siége de leur gouvernement à l'extrémité de la Péninsule, les Espagnols, loin de se laisser abattre, tinrent ferme, et, semblables à Antée, ils retrouvaient des forces lorsqu'on les croyait sans haleine et renversés. Dans l'étroit recoin de l'île de Gaditane, de même que jadis à Covagonda et Sobrarbe, d'une main ils défendaient l'indépendance de la nation, et de l'autre, ils commencèrent à relever sous une forme nouvelle les vieilles libertés et les institutions abattues du pays. Ressemblance qui, soit jeu du hasard, soit dessein de la Providence, en frappant l'imagination vive et prompte des Espagnols, soutint le courage de plusieurs, et fit naître les plus douces espérances au milieu de malheurs et de désastres sans nombre.

D'après la décision antérieure de la junte centrale, l'île de Léon était l'endroit désigné pour la réunion des cortès. La régence, se conformant à cette décision, se rendit de Cadix à l'île, le 22 septembre, et, dans la matinée du 24, elle réunit à la maison de ville les députés déjà présens. De là ils allèrent tous en corps à la cathédrale, où une messe du Saint-Esprit ayant été célébrée par le cardinal archevêque de Bourbon, l'on exigea immédiatement des députés un serment conçu dans les termes suivans : « Jurez-vous « d'observer la sainte religion catholique, apostolique et romaine, sans en admettre aucune autre « dans ces royaumes? — Jurez-vous de maintenir la « nation espagnole dans son intégrité, sans épargner « aucun moyen de la délivrer de ses injustes oppresseurs? — Jurez-vous de conserver à notre bien-« aimé souverain, le seigneur Don Ferdinand VII, « tous ses états, et, à son défaut, à ses légitimes suc-

cesseurs, et de faire tous les efforts possibles pour l'arracher à sa captivité et le replacer sur le trône? — Jurez-vous de remplir fidèlement et légalement la mission que la nation vous a confiée, en observant les lois d'Espagne, sans préjudice de pouvoir modifier, tempérer et changer celles dont le bien de la nation exigerait le changement? — Si vous faites ainsi, que Dieu vous en récompense; sinon, qu'il vous en demande compte.» Tous répondirent: Oui, nous le jurons. »

Avant la cérémonie, et dans une conférence préparatoire, on avait donné aux députés une minute de ce serment : il y en eut qui firent difficulté d'accéder à quelques-unes des restrictions qu'il contenait. Mais divers de leurs collègues leur ayant fait reconnaître que la dernière partie du serment en question levait toute espèce de scrupules, en laissant un vaste champ aux innovations que l'on voudrait introduire, et auxquelles, du reste, leur mandat les autorisait, ils cessèrent leur opposition et se rangèrent de l'avis de la majorité, sans réclamation ultérieure.

La cérémonie religieuse terminée, les députés et la régence se rendirent au *salon des cortès*, que l'on avait préparé au *Colysée*, c'est-à-dire au théâtre de la ville, qui avait paru le local le plus convenable. Les troupes étaient rangées le long du chemin que devait parcourir le cortége, et, sur leur passage, les députés reçurent des vivats et des applaudissemens sans fin, tant des soldats que des habitans et de l'innombrable multitude qui accourut de Cadix et d'autres endroits. Tous les assistans les comblaient à l'envi de bénédictions, et tandis que beaucoup d'entre eux avaient les joues baignées de larmes, tous adressaient au ciel les plus ardentes prières pour la sagesse et le succès des mesures de leurs représentans. Puis, au bruit du canon espagnol, dont les salves étaient

duite était en rapport avec les desseins présumés de la régence; car, dans un corps nouveau comme celui des cortès, abandonné à lui-même, sans règlement ni antécédens pour lui servir de guide, il était naturel qu'il se commît quelques fautes, ou qu'il se manifestât du moins un certain embarras dans les délibérations, de manière à offrir au nombreux concours de spectateurs qui assistaient à la séance, de tristes échantillons du savoir et de la sagesse de cette assemblée.

Heureusement les cortès ne se déconcertèrent point et commencèrent d'un pas ferme et mesuré le cours long et glorieux de leurs séances. Elles choisirent momentanément pour les présider le doyen d'âge parmi les députés, Don Benito Ramon de Hermida, qui désigna à son tour, pour les fonctions de secrétaire provisoire, Don Evaristo Perez de Castro. Ces choix ne devaient servir que pour régulariser l'élection des membres destinés à occuper définitivement ces deux postes, et pour diriger aussi toute discussion qui s'élèverait au sujet de cette élection. Mais, aucun incident n'étant survenu, on procéda sans retard à la nomination du président, et chacun des députés s'approcha de la table où était le secrétaire, pour lui faire écrire le nom de la personne à laquelle il donnait sa voix. Du dépouillement du scrutin résulta finalement l'élection de Don Ramon Lazaro de Dou, député pour la Catalogne, que beaucoup de ses collègues préférèrent à Hermida, parce qu'on le croyait d'un caractère plus facile, et qu'il était moins avancé en âge. Pour les fonctions de secrétaire, l'élection tomba sur le même Don Evaristo Perez de Castro, dont nous avons déjà parlé, auquel, pour l'aider dans ses pénibles travaux, on adjoignit, le jour suivant, en la même qualité, Don Manuel Lujan. Les présidens furent désormais nommés tous les

mois, et on renouvela alternativement le plus ancien des secrétaires, dont le nombre fut élevé jusqu'à quatre.

Les élections terminées, on lut un écrit que la régence avait laissé à l'assemblée en se retirant, et dans lequel, après avoir témoigné son désir de résigner le pouvoir, elle indiquait la nécessité de nommer immédiatement un gouvernement en rapport avec la situation actuelle de la monarchie. Mais les cortès n'adoptèrent, pour le moment, aucune décision à ce sujet, et se contentèrent de déclarer qu'elles avaient pris connaissance de l'écrit en question. L'attention de tous les assistans se fixa bientôt sur Don Diégo Muñoz Torrero, député pour l'Estrémadure, qui prit la parole sur une matière de haute importance.

Personne ne pouvait, plus convenablement que ce vénérable ecclésiastique, ouvrir les débats, et poser la première pierre des fondemens sur lesquels devaient s'élever les travaux de la représentation nationale. Ancien recteur de l'université de Salamanque, c'était un homme instruit, d'une pureté de mœurs exemplaire, d'une piété éclairée et très-tolérante, et sur son extérieur, à la fois simple et grave, se peignait la bonté de son âme, non moins que la vaste capacité d'un esprit clair et solide.

Muñoz Torrero se leva donc, et fondant son opinion sur des argumens nombreux et lucides, appuyés de citations tirées des auteurs les plus respectables, ainsi que sur ce que prescrivaient d'anciennes lois, et ce que commandait impérieusement la situation du royaume, il fit voir combien il serait convenable d'adopter une série de propositions qu'il développa successivement, et dont il ajouta que son ami particulier, Don Manuel Lujan, apportait la minute, rédigée en forme de décret.

Les cortès décidèrent que ce dernier donnerait lecture de la minute, qui contenait les points suivans: 1° Que les députés qui composaient le congrès et représentaient la nation espagnole se déclarassent légitimement constitués en cortès générales et extraordinaires, dans lesquelles résidât la souveraineté nationale. — 2° Que, d'accord avec la volonté générale, qui s'était prononcée de la manière la plus énergique et la plus manifeste, elles reconnaissaient et proclamaient le seigneur Don Ferdinand VII de Bourbon comme leur unique et légitime roi, et lui prêtaient de nouveau serment d'obéissance, déclarant nulle et de nulle valeur la prétendue cession de la couronne, faite en faveur de Napoléon, non-seulement à cause de la violence intervenue dans ces actes injustes et illégaux, mais principalement encore parce qu'il leur avait manqué le consentement de la nation. — 3° Que, comme il ne convenait pas que les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire restassent réunis, les cortès se réservaient seulement l'exercice du premier dans toute son étendue. — 4° Que les personnes auxquelles on délèguerait le pouvoir exécutif, en l'absence du seigneur Don Ferdinand VII, seraient responsables de leurs actes administratifs, conformément aux lois; que le conseil de régence actuel serait mis en mesure de continuer à remplir par intérim ses fonctions sous la condition expresse de prêter immédiatement, et séance tenante, le serment suivant : « Reconnaissez-« vous la souveraineté de la nation, représentée par « les députés des présentes cortès générales et extra-« ordinaires? Jurez-vous d'obéir à leurs décrets, aux « lois et à la constitution qui seront établies dans l'in-« térêt de la sainte cause pour laquelle elles se sont « réunies, d'ordonner qu'ils soient observés, et de les « faire exécuter? — de conserver l'indépendance, la li-« berté et l'intégrité de la nation? — la religion ca-

« tholique, apostolique et romaine? — le gouver-
« nement monarchique du royaume? — de rétablir
« sur le trône notre bien-aimé roi, Don Ferdi-
« nand VII de Bourbon? — et de n'avoir jamais en
« vue que le bien de l'état? — Si vous faites ainsi, que
« Dieu vous soit en aide; sinon vous en serez respon-
« sable devant la nation, conformément aux lois ».
— 5° Que l'on confirmât pour le moment tous les tribunaux et cours de justice du royaume, ainsi que les autorités civiles et militaires, de quelque rang qu'elles fussent. — 6° Et en dernier lieu, qu'on déclarât inviolable la personne des députés, sans qu'il fût permis d'intenter aucune action contre eux, si ce n'est dans les formes qui seraient fixées plus tard par un règlement qu'on allait prochainement établir.

Cette lecture fut suivie d'une longue discussion, brillante d'éloquence, admirable surtout par le tact et la circonspection avec laquelle procédèrent les divers orateurs. Peu d'entre eux différèrent d'opinion sur l'objet essentiel des débats; il y en eut qui, approfondissant la question, donnèrent de l'intérêt et de l'éclat à une séance dans laquelle les cortès faisaient leurs premières armes. Les spectateurs restèrent émerveillés; ils étaient bien loin de croire que les députés, vu leur inexpérience, déploieraient tant de connaissances et de saine raison. L'étonnement général fut, du reste, partagé par les étrangers qui étaient présens, surtout par les Anglais, juges expérimentés et les plus compétens en pareille matière.

Les discours étaient improvisés, ce qui donnait carrière à de véritables débats. Presque jamais alors, ni même dans la suite, aucun orateur ne lut ce qu'il avait à dire; il n'arriva que rarement à quelques députés qui n'avaient pas l'habitude de prendre une part active aux discussions, de paraître à l'assemblée avec des

discours écrits. Peut-être dut-on à cette coutume l'intérêt qu'inspirèrent dès le commencement les séances des cortès. Pour nous, nous trouvons qu'il ne sied pas à des corps délibérans d'exprimer leur pensée par écrit : les représentans d'une nation se réunissent pour discuter et approfondir les affaires, et non pour faire parade de leur savoir et perdre le temps en vaines digressions. Des discours préparés d'avance peuvent se comparer tout au plus à des belles productions académiques, mais ils ne s'accommodent ni aux incidens, ni aux répliques qui surviennent au milieu des débats parlementaires, ni au tour que prend souvent la discussion.

La séance, tenue le soir, se prolongea jusqu'après minuit : tous les articles que contenait la minute présentée par Lujan furent successivement approuvés. Dans la discussion, outre le député que nous venons de nommer et son respectable collègue Muñoz Torrero, d'autres orateurs se distinguèrent, comme Don Antonio Oliveros et Don José Mexia ; ce fut aussi là que Don Agustin de Argüellès commença à se faire remarquer au premier rang : tous noms illustres, que nous rencontrerons souvent dans le cours de cette histoire, et dont nous parlerons en temps opportun.

Pendant que les cortès discutaient, la régence épiait ce qui se passait dans l'assemblée, au moyen d'émissaires fidèles. Non qu'elle craignît qu'on lui ôtât le pouvoir, en vertu de la résignation de pure forme qu'elle en avait faite ; mais principalement parce qu'elle comptait sur le discrédit où tomberaient les cortès qu'elle se figurait déjà voir embarrassées, ou perdues dans l'opinion, dès leur début : événement, s'il avait eu lieu, qui l'aurait aussitôt remise en faveur et constituée l'arbitre de la représentation nationale. L'étonnement de la régence fut grand quand elle entendit rapporter de quelle mer-

veilleuse manière les cortès avaient procédé dans leurs délibérations ; et son découragement ne fut pas moindre en apprenant l'enthousiasme avec lequel soldats et citoyens les saluaient de leurs acclamations.

Des manifestations aussi unanimes continrent les ennemis de la liberté espagnole. On parlait dès lors de projets et de perfides menées, d'une trame qu'ourdissaient, sinon tous, du moins certains membres de la régence, résolus qu'ils étaient de renverser les cortès, ou pour le moins de les façonner à leur vues. Cependant peu de personnes ajoutaient foi à ces bruits ; on les réputait inventés par la malveillance ; et il eût été difficile en effet de prouver le contraire, si un an après, les mêmes accusations n'eussent été publiées à haute voix, et imprimées par quelqu'un qui était bien sûr de ce qu'il avançait. « Nous vîmes « clairement (dit, dans son manifeste, un des régens, « le seigneur Lardizabal) que, cette nuit, nous ne « pourrions compter ni sur le peuple, ni sur la force « armée : s'il n'en eût pas été ainsi, tout se serait « passé d'une autre manière. »

Quelle autre manière veut-il dire ? Il est facile de le deviner. Mais quelles eussent été les suites du renversement des cortès, ou d'un conflit engagé, tandis qu'on avait l'ennemi aux portes ? Probablement l'entrée de celui-ci dans l'île de Léon, la dispersion du gouvernement, la chute de l'indépendance nationale.

Par bonheur pour les machinateurs eux-mêmes, d'aussi criminels desseins ne se réalisèrent pas. Abandonnée de tout le monde, la régence se soumit en silence, et en apparence avec plaisir, aux décisions du congrès. La même nuit du 24, elle prêta serment, suivant la formule proposée par le député Lujan et adoptée par les cortès. On remarqua l'absence de l'é-

vêque d'Orense; mais, pour le moment, on admit, sans réplique ni observation aucune, l'excuse que l'on donna de cette absence, et qui portait sur ce que le grand âge et les infirmités de l'évêque l'avaient forcé de se retirer chez lui à une heure aussi avancée. Ce fut par l'acte de la prestation du serment des régens que se termina la première séance des cortès; séance auguste et solennelle sous tous les rapports, séance dont la nation espagnole transmettra les échos de génération en génération.

On applaudit universellement au décret rendu le même jour, et qui comprenait les propositions formulées par les députés Muñoz Torrero et Lujan, dont nous avons rendu compte; il fut connu sous le nom de *décret du 24 septembre*. Base de toutes les résolutions postérieures des cortès, il répondit à toutce que conseillaient la raison et la politique.

Cependant il fut représenté par quelques-uns comme subversif de l'ordre monarchique, et attentatoire aux droits de la majesté royale. L'argument sur lequel on s'appuyait spécialement, pour lui donner une pareille qualification, c'était que les décrets faisaient résider la souveraineté nationale dans les cortès, et que, puisque celles-ci avaient donné, dans la formule du serment prêté par elles à l'église cathédrale, le nom de *souverain* à Ferdinand VII, elles ne pouvaient, sans manquer à une promesse aussi solennelle, ni transférer à présent la souveraineté à la nation, ni s'ériger en dépositaires de cette même souveraineté.

On répondait au premier chef d'accusation, que dans ce serment, personnel et non collectif, on n'avait pas voulu examiner si la souveraineté tirait son origine de la nation ou seulement de la personne du monarque; que la régence avait présenté cette ormule, et que les députés l'avaient approuvé e,

persuadés que le mot *souverain* y avait été employé dans son acception ordinaire, pour signifier la part de souveraineté qu'exerce le roi comme chef de l'état, et non autrement; on s'était d'ailleurs abstenu de traiter cette question fondamentalement.

La réponse au second chef d'accusation, relatif à la déclaration faite par les cortès, que la souveraineté résidait en elles, était, s'il est possible, encore plus satisfaisante. Le roi était absent, captif, et il appartenait, à coup sûr, à quelqu'un d'exercer l'autorité suprême, qu'elle émanât, soit de la nation, soit du monarque. Les juntes de provinces avaient été souveraines sur leurs territoires respectifs; la junte centrale l'avait été en toute plénitude, la régence de même: pourquoi donc les cortès manqueraient-elles de jouir d'une faculté qui n'avait pas été contestée à des corps investis d'un caractère beaucoup moins élevé?

Pour ce qui regarde la déclaration de la souveraineté nationale, principe si redouté de notre temps, bien qu'il répugne moins à la raison que le principe contraire, celui de la légitimité, cette déclaration pouvait être une corde qui eût vibré durement à l'oreille d'un peuple chez lequel on prétendait réformer sans secousse les institutions, par l'effet d'un commun accord entre la nation et le gouvernement; car, en général, les déclarations fondées sur des idées abstraites ne contribuent pas plus au bonheur commun qu'elles ne garantissent par elles-mêmes la liberté bien entendue des peuples. Mais ici ce n'était pas le cas.

L'Espagne, orpheline, abandonnée de ses rois, cédée comme un vil troupeau et traitée de rebelle, se devait à elle-même de publier à la face du monde entier, par l'organe de ses représentans, le droit qu'elle avait de se constituer en nation et de se dé-

fendre : droit duquel ne pouvaient la dépouiller les abdications de ses princes, lors même qu'elles eussent été faites librement et volontairement.

En outre, les députés espagnols, loin d'abuser de leurs pouvoirs, montrèrent la modération et la droiture des intentions qui les animaient, en proclamant en même temps la conservation du gouvernement monarchique, et la reconnaissance de Ferdinand VII, comme leur roi légitime.

Que la nation fût la source de toute autorité, ce n'était pas en Espagne une doctrine nouvelle, ni tirée de l'étranger : elle était conforme au droit public, qui avait servi de guide à nos ancêtres et sous l'empire de circonstances bien moins critiques que celles du moment. A la mort du roi Don Martin, les *procuradores* d'Aragon, de Catalogne et de Valence, se réunirent à Caspe pour élire un monarque. Les Navarrais et les Aragonnais, suivant les mêmes règles, avaient désobéi à la volonté d'Alphonse-le-*Batailleur*, qui avait nommé les templiers pour lui succéder au trône, et les Castillans, sans avoir le même motif et avec bien moins de justice, ne firent-ils pas, pendant la minorité de Jean II, offrir la couronne, par le connétable Rui-Lopez Davalos, à l'infant de Antequera ? Ainsi les cortès de 1810, dans leur déclaration du 24 septembre, en usant d'un droit inhérent à toute nation, indispensable pour le maintien de l'indépendance nationale, ne firent qu'imiter, et avec modération, les exemples qu'offraient les annales de notre histoire.

Cent députés seulement assistèrent à la première séance : près des deux tiers avaient été nommés en titre par les provinces, et les autres choisis à Cadix en qualité de simples suppléans. Ce fut une raison pour que, plus tard, on taxât cette assemblée d'illégitime; comme si la légitimité dépendait seulement du nombre, et comme si d'ailleurs le nombre ne se fût pas complété

successivement, et avant la dissolution des cortès, par les élections que firent coup sur coup les provinces. Nous traiterons dans le cours de ce travail la question de légitimité. Pour le moment, nous nous contenterons de noter ici que, dès les premiers jours de l'installation des cortès, trois représentations se trouvèrent au complet, celle du populeux royaume de Galice, celle de l'industrieuse Catalogne, et celle d'Estrémadure; qu'enfin on vit assister aux séances divers députés des provinces de l'intérieur, qui avaient été élus malgré la présence de l'ennemi, et pendant les intervalles de ses incursions dans le pays. Trois mois étaient à peine écoulés, que les députés de Léon, de Valence, de Murcie, des îles Baléares, prirent place dans l'assemblée des cortès; et ce qu'il y a de plus surprenant, c'est qu'en même temps il y vint siéger des députés de la Nouvelle-Espagne, élus sur les lieux mêmes : chose inconnue jusqu'alors dans les fastes de notre histoire.

Les adresses de félicitations arrivèrent en foule de toutes parts, et personne n'éleva la voix contre la légitimité des cortès. Au contraire, ni la distance, ni la crainte de l'ennemi, n'empêchèrent qu'on ne leur donnât des preuves multipliées de dévoûment et de fidélité : témoignages qui éclataient spontanément dans un temps et sur des lieux où les cortès manquaient de moyens de contrainte, et lorsque les mécontens auraient pu montrer impunément leur opposition, et même leur désobéissance.

Dans les séances suivantes, le congrès s'occupa de régler l'ordre de ses travaux. L'on forma des commissions pour la guerre, les finances et la justice, lesquelles, après un mûr examen des propositions ou des dossiers qu'on leur remettait, présentaient leur rapport aux cortès, où l'affaire était ensuite discutée et votée. Postérieurement, on nomma encore de nou-

velles commissions, soit pour d'autres branches de l'administration, soit pour des objets spéciaux. On ne tarda pas non plus à adopter un règlement intérieur, en combinant, autant que possible, la promptitude dans l'expédition des affaires, avec l'examen attentif des matières et leur sérieuse discussion. Les députés, qui, ainsi que nous l'avons dit, improvisaient presque toujours leurs discours, se plaçaient, pour les prononcer, dans un des deux endroits préparés à cet effet non loin du président, et que l'on appela tribunes. On remarqua bientôt combien cet usage devenait incommode et inconvenant, en distrayant l'attention par le changement de place et le passage continuel des orateurs : c'est pourquoi la plupart d'entre eux prirent plus tard l'habitude de parler sans quitter leur place, et debout; les tribunes furent réservées pour y faire la lecture des rapports des différentes commissions. L'on votait d'ordinaire par assis et levé : seulement, dans les affaires d'une importance majeure, les députés exprimaient leur vote par un *oui* ou un *non*, prononcé de leur place à haute voix.

Sur la demande du député Mejia, les cortès prirent le titre de majesté : cette résolution fut vivement critiquée, bien que la junte centrale et la première régence en eussent donné l'exemple, et que, d'ailleurs, une pareille qualification fût le privilége de certaines corporations en Espagne. Quelques députés ne firent jamais usage de cette formule, ne la croyant pas convenable pour des assemblées populaires, et elle finit par être tout-à-fait bannie, lors de la renaissance des cortès en 1820.

A peine le premier décret fut-il adopté, que la régence vint demander que l'on déclarât : 1° « Quels « étaient les devoirs attachés à la responsabilité que « lui imposait ce décret, et quelles étaient les attri- « butions particulières dérivant du pouvoir exécutif

« qui lui avait été confié. 2° Quelle était la méthode « que l'on aurait à observer dans les communications « qui nécessairement et continuellement devaient « avoir lieu entre les cortès et le conseil de régence. » Cette demande était fondée sur ce que nos lois n'avaient pas fixé d'avance la ligne de démarcation entre les deux pouvoirs, et sur la crainte de tomber dans des fautes qui pourraient avoir de fâcheux résultats pour la régence, et nuire à l'expédition des affaires. A la première vue, cette demande ne paraissait avoir rien d'étrange : au contraire, elle avait l'air d'être dictée par un désir bienveillant. Malgré cela, les députés la regardèrent avec méfiance, et l'attribuèrent à l'intention maligne de les embarrasser, et de susciter des querelles et des discussions oiseuses. Qu'il y eût, du reste, dessein caché de la part de la régence, ou crainte de se compromettre, en remarquant l'inimitié qu'elle excitait dans le public, toujours est-il que, par sa démarche inconsidérée, elle fut au moment de voir les cortès admettre la résignation qu'elle avait précédemment faite de ses fonctions.

Toutefois les esprits se calmèrent pour l'instant, et la *consulte* de la régence passa à une commission composée des députés Hermida, Gutierrez de la Huerta et Muños Torrero. N'étant point tombés d'accord sur la réponse à faire, les membres de la commission présentèrent le lendemain leur avis, chacun d'eux séparément. On laissa de côté celui de Hermida, qui se bornait à des réflexions générales, et la discussion ne roula que sur ceux de ses deux collègues. Entre autres députés qui prirent part à la discussion, nous citerons Perez de Castro et Argüellès. Le dernier se signala en combattant les argumens de Gutierrez de la Huerta, rapporteur au conseil royal. Celui-ci, distingué par ses connaissances en législation, et s'exprimant avec une facilité extrême, quoique trop ver-

beuse, manquait d'idées nettes en fait de gouvernement, confondant un pouvoir avec l'autre : défaut naturel à la corporation dans laquelle il était employé. Ainsi, dans l'exposé qu'il fit de son opinion, il entourait la régence d'entraves, se mêlait de tout et allait jusqu'à éplucher, pour ainsi dire, des attributions dignes tout au plus de l'alcalde du plus mince hameau. Don Agustin Argüellès le réfuta, en traçant avec habileté les limites des deux pouvoirs. Les cortès s'en tinrent en conséquence à la réponse proposée par Muños Torrero, réponse simple et catégorique. On y disait, « qu'en attendant que les cortès établissent « un règlement à ce sujet, la régence pouvait user de « tout le pouvoir nécessaire à la défense, à la sûreté « et à l'administration du pays, dans les circonstances « critiques où il se trouvait ; que la responsabilité « qui était exigée du conseil de régence n'excluait « que l'inviolabilité absolue qui appartenait à la per« sonne sacrée du roi ; et que, à l'égard du mode de « communications à suivre entre le conseil de ré« gence et les cortès, jusqu'à ce que celles-ci établis« sent le plus convenable, on continuerait à se servir « du moyen employé jusqu'alors. »

Ce moyen était d'adresser des lettres officielles ou d'envoyer les secrétaires d'état en personne ; mais ceux-ci, peu accoutumés aux luttes parlementaires, évitaient de se présenter à l'assemblée des cortès.

On fit, quelques mois plus tard, le règlement qui avait été annoncé, et dont le texte détermina d'une manière ample et claire les pouvoirs de la régence.

En attendant, celle-ci ne se contenta pas de presser et d'importuner les cortès de ses demandes, elle chercha encore à se gagner les députés et à se former un parti parmi eux. Pour arriver à ce but, elle fit choix d'un moyen peu convenable et peu adroit. Ce fut de conférer des emplois à divers membres des

cortès, donnant la préférence aux Américains, soit qu'elle eût des vues particulières à l'égard des provinces d'outre-mer, soit qu'elle crût leurs députés plus accessibles à de semblables insinuations. La nouvelle s'en répandit bientôt, et la grande majorité des députés s'irrita d'une pareille effronterie, ou plutôt d'une pareille insolence, qui portait directement atteinte au crédit des cortès. Les distributeurs de grâces et leurs protégés s'effrayèrent, et supposèrent, pour leur justification, que la concession d'emplois avait été faite avant l'élection de ceux-ci comme députés aux cortès, sans alléguer cependant aucun motif capable de justifier le silence qui aurait été gardé si long-temps au sujet de ces nominations. De sorte qu'à la laideur d'une pareille action, se joignit encore la maladresse de la défendre et de la colorer : c'est d'ordinaire ce qu'on est le moins disposé à pardonner.

L'irritation générale excita Don Antonio Capmany à formuler une proposition, en la faisant précéder de la lecture d'un discours succinct, qu'il assaisonna de piquantes saillies, qualité propre à la parole de ce député, d'ailleurs écrivain laborieux et correct. La proposition était conçue dans les termes suivans : « Nul député, aussi bien parmi ceux qui composent « présentement ce corps que parmi ceux qui seraient « appelés dorénavant à en compléter le nombre, ne « pourra solliciter ni admettre, pour lui-même, ni « pour une autre personne, des emplois, pensions, « grâces, faveurs, ni dignités quelconques, du pou« voir exécutif provisoirement reconnu comme tel, « ni de tout autre gouvernement qui se constituerait « plus tard sous quelque dénomination que ce fût ; « et si, depuis le jour de notre installation, quel« qu'un d'entre nous avait reçu un emploi ou une fa« veur quelconque, que la nullité en soit prononcée. » C'est aussi dans ces termes, sauf quelque léger chan-

gement, que la proposition fut adoptée, avec une addition portant « que la prohibition se prolongera « encore un an après que les députés actuels auraient « cessé de l'être. »

Née d'une intégrité à toute épreuve, une pareille mesure péchait toutefois du côté de la prévoyance, et s'écartait des enseignemens que nous fournit la pratique des gouvernemens représentatifs. Le député qui reste sourd à la voix de la conscience, indifférent au point d'honneur et attentif seulement à ne pas outrepasser la lettre de la loi, trouvera bien assez de moyens de conclure en secret des arrangemens qui, sans le compromettre, pourront satisfaire son ambition ou sa cupidité. La défense d'obtenir des emplois, lorsqu'elle est absolue, et surtout lorsqu'elle va jusqu'à empêcher que les ministres puissent être choisis parmi les membres du corps législatif, détache tout-à-fait celui-ci du gouvernement, et met les deux pouvoirs aux prises. Grave erreur que celle-là, erreur entraînant toujours de fâcheuses conséquences, mais dans laquelle sont tombées presque toutes les nations au moment de briser les fers du despotisme. Voyez l'exemple de la France, lors de l'assemblée constituante; voyez celui de l'Angleterre, quand le long-parlement rendit l'acte appelé *self-denying ordinance*; bien que, dans ce dernier cas, on eût aussitôt admis des exceptions en faveur de Cromwell et d'autres, pour l'avantage de la cause qu'ils défendaient. On est encore sous l'impression de l'atmosphère abhorrée dont on sort : les excès et les violences du gouvernement ont été cause des maux que l'on a soufferts; et, sans faire attention que sa base a été détruite par les changemens survenus, ou que sa position a déjà varié, oubliant aussi que le pouvoir exécutif est une condition indispensable de tout ordre social, et que par conséquent il vaut mieux que

ce soient des mains amies qu'ennemies qui saisissent les rênes de l'état, on s'élève contre ceux qui soutiennent cette doctrine.

Alors, on voit forcément les bons patriotes, par un sentiment de crainte et de vertu mal entendues, s'éloigner des hauts emplois, et les abandonner au hasard, si ce n'est à la merci de citoyens ineptes ou factieux. En Espagne, cependant, un avantage résulta de la résolution des cortès : les abus, en matière d'emplois, commis par les juntes et les corporations qui leur avaient succédé dans l'exercice du pouvoir, avaient scandalisé le peuple, au détriment de l'autorité de ses gouvernans. L'abnégation et le désintéressement dont firent alors preuve les députés rehaussèrent de beaucoup leur renommée : avantage qui, sous le point de vue moral, compensa tant soit peu le mal qui résultait en pratique de la grande latitude donnée à sa proposition par son auteur. Il se passa, vers la même époque, un événement qui fit grand bruit, et qui, bien que la majorité de la régence en parût innocente, ne laissa pas que de discréditer grandement ce corps, et plus encore ses ministres. Don Nicolas-Maria de Sierra, qui était secrétaire d'état au département de la justice, imagina, pour gagner des votes et augmenter son influence, de faire faire les élections d'Aragon d'une manière singulière. D'abord, violentant les lois et les décrets promulgués sur la matière, il adressa un ordonnance à la junte de ce royaume, dans laquelle il lui enjoignit de nommer par elle-même la totalité des députés de la province, en lui adressant en même temps une liste confidentielle des candidats. Dans le nombre de ceux-ci, il n'avait pas oublié d'inscrire son propre nom, ni celui de son premier commis (*oficial mayor*), Don Tadeo Calomarde, non plus que celui du ministre d'état Don Eusebio de Bardaxi, les signalant tous trois à l'élec-

tion avec plusieurs autres de ses amis et de ses parens, dont les noms étaient entremêlés, il est vrai, avec ceux de quelques personnes d'un mérite incontestable et dans une position indépendante. La nouvelle des nominations arriva en haut lieu, et comme la majeure partie des membres de la régence ignoraient la trame qui avait été ourdie, lorsque Sierra se mit en devoir de leur rendre compte de l'affaire, ils restèrent stupéfaits (ce sont les expression du régent Saavedra) « en entendant citer une ordonnance qu'ils ne « se rappelaient pas avoir rendue. » Le ministre les tira de leur étonnement, en leur apprenant qu'il était l'auteur de cette ordonnance, expédiée de son propre mouvement, bien que, sentant plus tard le regret de l'avoir faite, il l'eût révoquée par une autre, qui malheureusement était arrivée trop tard. Qui aurait pu s'imaginer qu'après un aveu si public, on n'eût immédiatement destitué le ministre en le poursuivant comme un faussaire digne d'un exemplaire châtiment? Eh bien! non : la régence se contenta de déclarer l'élection nulle, et maintint le ministre à son poste. On présume que, deux des régens se trouvant impliqués dans l'affaire, on voulut éviter d'aller au fond d'une aussi honteuse et criminelle intrigue. Plus d'une fois les cortès s'en occupèrent publiquement et en secret; mais tant de ressorts, tant d'obstacles furent mis en jeu, qu'on ne put jamais parvenir à obtenir, sur ce point, l'emploi d'aucune mesure de rigueur.

Deux autres affaires de la plus grande importance fixèrent l'attention des cortès pendant plusieurs séances, qui furent tenues en secret; méthode que réprouvaient, pour le dire en passant, divers députés, et qui finit par être tout-à-fait abandonnée.

Lorsque, le 30 septembre, les cortès étaient au fort de leurs discussions secrètes, arriva un incident,

qui, bien que d'une faible importance pour la cause générale de la nation, fut néanmoins remarquable en raison de l'auguste personnage qui le motiva. Le duc d'Orléans, descendant de voiture aux portes du salon des cortès, demanda avec instance la permision de se faire entendre à la barre.

Pour expliquer cette subite apparition, il convient de revenir en arrière (1). En 1808, le prince Léopold de Sicile était venu débarquer à Gibraltar pour réclamer les droits qu'il croyait avoir à la couronne d'Espagne : le duc d'Orléans l'accompagnait. La junte de Séville ne voulut point prêter l'oreille à des prétentions qui lui paraissaient intempestives : en conséquence, le prince de Sicile retourna dans son pays, et le duc d'Orléans partit pour Londres. Le lecteur n'aura pas oublié cet événement, dont nous avons fait mention en son temps. Peu de mois s'étaient écoulés, et déjà le duc d'Orléans s'était de nouveau présenté à Minorque. De là, il sollicita directement, ou par l'intermédiaire de M. de Broval, son agent à Séville, d'être admis à servir la cause espagnole. La junte centrale, déjà réunie en assemblée, n'accéda pas d'abord à cette demande, et ce ne fut que peu de temps avant de se dissoudre qu'elle décida, dans une séance de la commission exécutive, qu'on donnerait au duc d'Orléans le commandement d'un corps de troupes qui devait manœuvrer sur la frontière de Catalogne. Mais, l'invasion des Andalousies étant survenue postérieurement, le duc et M. de Broval retournèrent en Sicile, et la résolution de la junte demeura en suspens.

Par la suite, la régence s'étant installée, et ses membres ayant reçu des avis plus ou moins positifs sur le parti qu'avait dans le Roussillon et d'autres dé-

(1) N° 5, App.

partemens méridionaux l'ancienne maison de France, ils se rappelèrent les prétentions du duc d'Orléans, et lui envoyèrent offrir le commandement d'une armée qui se formait sur la lisière de la Catalogne. Don Mariano Carnerero fut chargé de cette mission, et s'embarqua à bord de la frégate de guerre *Venganza*. Le duc accepta, et ce fut sur le même bâtiment qu'il mit à la voile, de Palerme, le 21 mai 1810. Il aborda à Tarragone, mais dans un mauvais moment, celui de la perte de Lérida et de la déroute que venait d'essuyer sous ses murs l'armée espagnole. Pour cette raison, et parce que en réalité il ne plaisait pas aux Catalans d'avoir à leur tête un prince étranger, surtout français, le duc se rembarqua, et alla jeter l'ancre à Cadix le 20 juin.

La régence se vit alors dans un grand embarras. C'était elle qui avait fait appeler le duc, qui lui avait offert un commandement, et malheureusement les circonstances ne lui permettaient pas de remplir sa promesse. Plusieurs généraux espagnols et spécialement O'Donnell regardaient de mauvais œil l'arrivée du duc; les Anglais avaient de la répugnance à lui voir conférer un pouvoir ou un commandement quelconque, et les cortès, déjà convoquées, commandaient des égards qui ne permettaient pas d'adopter une résolution contraire à de si puissantes manifestations. Le duc d'Orléans réclama de la régence l'accomplissement de son offre, et de là s'élevèrent des altercations pleines d'aigreur. Cependant, les cortès s'étaient installées, et désapprouvant la pensée d'employer le duc, elles engagèrent la régence à insinuer d'une manière douce et polie à S. A. qu'elle eût à quitter Cadix. Informé de l'ordre qui avait été donné, le duc d'Orléans prit le parti de se rendre aux cortès, et le fit en effet, ainsi que nous l'avons rapporté, le 30 septembre. Celles-ci toutefois n'accédèrent pas au désir que témoigna le

duc de parler à la barre; mais elles lui répondirent avec politesse, et avec tous les égards dus au rang élevé et aux éminentes qualités de S. A. Ce furent Don Evaristo Perez de Castro et le marquis de Villafranca, duc de Medina Sidonia, que l'on chargea de remplir ce message. Le duc d'Orléans insista pour être reçu; mais les députés tinrent bon : alors, perdant tout espoir, S. A. se rembarqua le 3 octobre, et se dirigea sur la Sicile, à bord de la frégate de guerre *Esméralda*.

On prétend que le duc témoigna son dépit dans une lettre qu'il écrivit à Louis XVIII, qui se trouvait alors en Angleterre. Cependant, les cortès n'avaient rien à se reprocher, et il leur en coûta d'être obligées de faire un affront à un prince illustre. Mais elles crurent que recevoir S. A. et ne pas accéder ensuite à ses demandes, ce serait l'offenser plus gravement. Ce fut, certes, la régence qui agit à la légère et non de meilleure foi, en faisant des offres au duc, et prétextant plus tard, pour ne pas les remplir, que c'était lui qui avait sollicité un commandement; subterfuge indigne de tout gouvernement qui se pique de noblesse et de franchise. Certains amis du duc d'Orléans ont attribué la détermination des cortès à l'influence anglaise : ils se trompent. On ignorait au sein de cette assemblée que l'ambassadeur britannique eût combattu la prétention de ce prince. Le refus d'entendre S. A. naquit uniquement de l'intime conviction où l'on était, qu'il déplaisait alors aux Espagnols d'avoir un général qui fût Français, et que le nom de Bourbon, loin d'éveiller des sympathies dans l'armée ennemie, ne servirait qu'à augmenter ses fureurs et l'acharnement réciproque.

Des deux affaires dont nous avons annoncé que s'occupaient en secret les cortès, l'une regardait l'évêque d'Orense. Ce prélat, qui, ainsi que nous l'avons dit,

n'était pas venu avec ses collègues, la nuit du 24, prêter le serment exigé de la régence, donna le lendemain sa démission. Il ne basait pas seulement cette détermination sur son grand âge et ses infirmités habituelles (excuses qu'il avait déjà fait donner la veille pour ne pas se présenter au sein des cortès), mais il allégua aussi l'invincible répugnance qu'il avait à reconnaître et jurer ce qui était prescrit dans le premier décret. Il résigna également les fonctions de député que lui avait confiées la province d'Estrémadure, et demanda la permission de retourner sans délai dans son diocèse. Les cortès comprirent tout d'abord qu'une pareille démarche renfermait le secret de quelque mauvaise intention, et que la malveillance s'était servie de la sincérité de caractère et de la conscience timorée du prélat, comme d'un moyen fort à propos pour provoquer de pénibles démêlés. Toutefois, refusant d'entrer en explication, cette assemblée accéda à la requête de l'évêque, sans exiger de lui, avant son départ, ni serment, ni aucun autre acte de soumission : résolution au moyen de laquelle l'affaire paraissait tout-à-fait terminée. Mais un résultat si prompt et si pacifique ne convenait pas aux gens qui attisaient la discorde.

L'évêque, au lieu de se hâter de partir pour son diocèse, suspendit son départ, et provoqua les cortès à entrer dans une discussion périlleuse sur la manière d'entendre le décret du 24 septembre, ces mêmes cortès qui ne l'avaient aucunement inquiété, et n'avaient mis nul obstacle à ce que, en bon pasteur, il retournât auprès de ses ouailles. Dans un écrit daté de Cadix, le 3 octobre, en réitérant ses remercîmens pour avoir obtenu ce qu'il demandait, remercîmens exprimés sur un ton qui pouvait passer pour de l'ironie, il se mettait à discuter longuement sur le fond du décret en question, et s'appesantissait surtout sur l'ar-

ticle relatif à la souveraineté nationale. Il en déduisait à plaisir toute espèce de conséquences, et, évoquant le souvenir de la révolution française, il essayait de lui comparer les premiers actes des cortès. Il est vrai de dire qu'il mettait à couvert les intentions des députés, mais il le faisait sur un ton d'exagération si marquée, que l'ironie perçait à travers ses protestations, aussi bien que dans ses remercîmens. Il attaquait les régens, ses collègues, pour s'être soumis au serment, protestait pour sa part contre tout ce qui avait été fait, et qualifiait de nulle et d'illégale la mesure qui privait le conseil de régence du droit de sanctionner les délibérations des cortès, conseil qui, suivant l'opinion de l'évêque, représentait le pouvoir royal dans toute son extension. On remarquait en outre dans le langage du prélat l'envie de se venger de ce que sa démission eût été acceptée, et celle d'éveiller l'attention du public et même d'exciter à la désobéissance.

Qu'on s'imagine l'impression que dut produire au sein des cortès un écrit aussi peu mesuré! De vifs débats s'élevèrent; plusieurs députés furent d'avis qu'on ne devait prendre aucune résolution; et qu'il fallait laisser l'évêque retourner tranquillement à la ville d'Orense. Parmi ceux qui penchaient pour cet avis, on comptait, non-seulement les protecteurs de l'ex-régent, mais aussi quelques-uns de ceux qui se faisaient distinguer par leur indépendance de caractère et leur amour de la liberté : ces derniers refusaient d'accorder des couronnes de martyre à qui les ambitionnait, peut-être par la raison même qu'elles ne devaient pas lui être accordées. En revanche, des ecclésiastiques, d'entre ceux qui n'étaient nullement portés pour les innovations, se montrèrent opposés au prélat, irrités qu'ils étaient de lui voir méconnaître l'autorité des cortès. L'un d'eux, Don Manuel Ros, cha-

noine de Saint-Jacques en Galice, et, quelques années plus tard, évêque exemplaire du siége de Tortose, s'écria : « L'évêque d'Orense s'est toujours joué de « l'autorité. Prélat gâté par la fortune, et passant pour « un saint, il s'imagine que tout lui est permis ; vo- « lontaire et entêté, il n'aime à agir qu'à sa fantaisie : « mieux vaudrait qu'il soignât son diocèse, dont il ne « visite jamais les paroisses, manquant ainsi aux de- « voirs que lui impose l'épiscopat : j'ai été plusieurs « années auprès de sa seigneurie, et je reconnais ses « défauts comme ses vertus. »

Adoptant un moyen terme entre les deux opinions extrêmes, les cortès décidèrent, le 18 octobre, de faire prêter à l'évêque d'Orense, entre les mains du cardinal de Bourbon, le serment exigé, par le décret du 25 septembre, de toutes les autorités ecclésiastiques, civiles et militaires, serment dont la formule était la même que pour celui du conseil de régence.

Les meneurs, qui ne cherchaient autre chose que le scandale, se réjouirent de la décision des cortès, dans l'espoir de nouvelles querelles, et profitant des scrupules de conscience de l'évêque, ainsi que de son amour-propre offensé, ils l'excitèrent à désobéir et à publier une réplique. L'évêque d'Orense répondit en effet, et répétant toutes ses précédentes allégations, il finissait par dire que, si, dans le sens que les cortès donnaient au décret, on voulait exprimer « que la nation était souveraine avec le roi, il était « disposé à prêter le serment demandé ; mais que, si « la nation était souveraine sans le roi, et souveraine « de son propre souverain, jamais il ne se soumet- « trait à une pareille doctrine. » Il ajoutait « que, « quant à jurer d'obéir aux décrets, lois et constitu- « tion qui seraient établis, il le ferait, sous réserve « de réclamer, représenter et faire une opposition

« légale à tout ce qu'il croirait contraire au bien de « l'état et à la discipline, à la liberté et à l'immunité « de l'église. » Voilà donc une discussion pénible entamée, discussion qui, sous maint rapport, eût été plus digne de professeurs de droit public, que d'hommes d'état et de corps constitués.

Il est vrai que les gouvernemens devraient mettre plus de circonspection à exiger des sermens, surtout en ce qui regarde la reconnaissance des principes. Presque toujours les consciences, même les plus timorées, trouvent facilement moyen d'échapper à de pareils engagemens. Ce qu'il importe d'exiger, c'est la soumission à l'autorité établie, et non des sermens sur des matières abstraites, que les uns ignorent, que les autres interprètent à leur manière. En tout temps, et surtout dans ce siècle, qui n'a violé, même parmi les personnages les plus augustes, les promesses les plus solennelles et les plus sacrées ? Mais les cortès agissaient comme les autres gouvernemens, avec la seule différence que, dans le cas où se trouvait l'Espagne, il n'était, nous le répétons, ni aussi inopportun, ni aussi superflu de déclarer la nation souveraine. L'évêque d'Orense lui-même avait proclamé ce principe en refusant d'aller à Bayonne. Car, si la nation, comme il le soutenait à présent, n'eût été souveraine qu'avec le roi, que serait-il advenu dans le cas où Ferdinand, signant un traité avec ses oppresseurs et se mariant avec une princesse de la famille de Bonaparte, se fût présenté sur la frontière après s'être engagé dans des stipulations dont la base eût été opposée aux intérêts de l'Espagne ? De telles suppositions n'étaient pas des rêves ; et si elles ne se réalisèrent point, ce fut grâce à l'inflexible orgueil de Napoléon, car l'âme de Ferdinand n'avait pas été jetée dans le moule de la force stoïque.

Les cortès persistèrent dans leur première déter-

mination, et, sans entrer dans une polémique contraire à leur dignité, ainsi que l'eût désiré le prélat elles lui ordonnèrent de prêter serment purement et simplement. Jusqu'ici les députés procédèrent en tout conformément à leur précédente résolution; mais ils s'engagèrent dans un faux pas en ajoutant à leur décision « que l'évêque eût à s'abstenir de parler ou d'é« crire en aucune sorte sur sa manière de penser à « l'égard de la soumission due à l'autorité des cortès. On lui ordonna aussi de rester à Cadix jusqu'à nouvel ordre. C'était un arrière-goût de l'ancien gouvernement aussi bien qu'une conséquence du droit spécial qu'accordaient à l'autorité souveraine, à l'égard du clergé, les lois en vigueur dans le royaume : droit qui n'était pas aussi excessif qu'il pouvait le paraître au premier abord dans un pays exclusivement catholique, où il devenait nécessaire de contrebalancer, par des moyens temporels, l'immense pouvoir du sacerdoce et son intolérance.

L'affaire, en s'embrouillant de plus en plus, commença à prendre un caractère judiciaire, et l'on finit par nommer une commission mixte composée d'ecclésiastiques et de séculiers, chargée par la régence de *qualifier* les opinions du prélat. En attendant, des députés de l'opinion modérée cherchaient à rapprocher les esprits; l'un d'eux, Don Antonio Oliveros, chanoine de San-Isidro de Madrid, homme éclairé, tolérant, d'un caractère aimable et plein de candeur, entreprit une correspondance épistolaire avec l'évêque. Ce député fut cependant au moment de se compromettre, par les manéges qu'employèrent, pour abuser de son ingénuité, ceux qui sous main excitaient les passions mondaines du pieux mais orgueilleux prélat. Enfin, comme toutes les intrigues avaient échoué, que les provinces reconnaissaient avec enthousiasme l'autorité des cortès, que personne ne ré-

pondait à l'appel fait à la nation par l'évêque récalcitrant, fatigué lui-même de sa résistance, et que le découragement avait aussi gagné les instigateurs, ceux-ci craignant tout à la fois les conséquences du procès, qui, bien que lentement, suivait son cours, sentirent faiblir leur courage, et résolurent de ne pas pousser plus loin leur obstination.

Le prélat, faisant donc sa soumission, se rendit au sein des cortès, le 3 février suivant, et prêta le serment exigé, sans restriction aucune. On lui permit ensuite de retourner dans son diocèse, et il fut sursis aux poursuites judiciaires.

Telle fut la fin d'une affaire qui, bien qu'importante eu égard au moment, ne l'était pas à beaucoup près autant qu'une autre question qu'on agitait également en secret, et qui, se rattachant aux révolutions de l'Amérique, intéressait le monde entier.

Ce serait s'écarter de notre plan que d'entrer, d'une manière circonstanciée, dans le récit d'un événement si grave et si compliqué : il faudrait consacrer à un pareil sujet tous les soins d'un historien spécial.

Les troubles d'Amérique prirent naissance lorsqu'on y apprit l'invasion des Français en Andalousie, et la malencontreuse dissolution de la junte centrale. Des causes générales et éloignées avaient préparé l'événement, et d'autres particulières et immédiates avaient hâté l'explosion.

Il n'y a rien où les étrangers se soient montrés plus injustes, et où ils aient plus extravagué, qu'en ce qu'ils ont écrit sur la domination espagnole dans les pays d'outre-mer. A les en croire, il semblerait que les grands hommes qui découvrirent et soumirent l'Amérique, n'y plantèrent l'étendard de Castille que pour ravager la terre et rendre déserts des champs autrefois riches et fertiles ; comme si l'état arriéré de ces

peuples eût comporté une civilisation bien avancée. Les Espagnols commirent, il est vrai, de grands excès, blâmables sans doute, mais des excès qui accompagnent toujours les conquêtes, et qui ne dépassent pas ceux que nous avons vu consommer par les soldats de nations qui se disent très-civilisées.

Mais, à côté de tant de maux, les Espagnols n'oublièrent pas de transplanter au-delà des mers les établissemens politiques, civils et littéraires de leur patrie, cherchant ainsi à polir, à améliorer les mœurs et l'état social des peuples indiens. Et qu'on ne nous objecte pas que, parmi ces établissemens, il y en avait de nuisibles et de fatal avenir. La faute en était aux opinions accréditées alors en Espagne et dans presque toute l'Europe : nulle perversité d'intentions n'est imputable aux conquérans, qui croyaient agir avec droiture, en transportant dans les pays récemment acquis à la couronne, tout ce qui, dans leur manière de voir, constituait alors la grandeur de la métropole, grandeur gigantesque en ce siècle de prodiges.

Ces vastes possessions s'étendaient le long espace de 92 degrés de latitude, et embrassaient, entre leurs établissemens extrêmes, mille neuf cents lieues de pays. Empire d'une étendue prodigieuse, si l'on considère que ses habitans obéirent, durant trois siècles, à un gouvernement séparé de ces contrées par l'immensité et les orages de l'Océan.

Leur population, sans compter celle des îles Philippines, s'élevait à treize millions et demi d'âmes, dont le plus petit nombre était composé d'Européens, seuls particulièrement intéressés à conserver l'union avec la mère-patrie. Dans l'origine, on ne comptait que deux races ou familles distinctes, celle des conquérans et celle des peuples conquis, c'est-à-dire les Espagnols et les Indiens. Les premiers jouirent des

droits et priviléges qui leur appartenaient, et l'on déclara les seconds, suivant les expressions employées dans la *Récopilacion* des Indes, ou recueil des lois données à ce pays, « . . . . . libres et non. . . . . . sujets à servitude en aucune manière. » On connaît la tendre et compatissante sollicitude qu'eut pour eux la reine Isabelle-la-Catholique jusqu'à ses derniers momens; on se souvient qu'elle alla jusqu'à recommander dans son testament « qu'il ne fût fait aucun tort aux « Indiens ni dans leur personne ni dans leurs biens, et « qu'ils fussent toujours bien traités. » Ils ne laissèrent pas néanmoins de souffrir, et Solorzano s'étonne que « tout ce qu'on faisait en faveur des Indiens tournât à « leur détriment. » Mais il ne remarque pas que le soin même qu'on apportait à les séparer des autres races pour les protéger, excitait celles-ci contre eux, et que l'éloignement dans lequel ils vivaient sous l'autorité de caciques indigènes, rendait leur instruction difficile, perpétuait l'ignorance et les exposait à de graves vexations, en les éloignant du contact des autorités supérieures, en général toujours plus impartiales.

Par la suite, la distinction de castes se multiplia à l'infini. Au premier rang, se présente celle des fils des péninsulaires, nés sous le climat de l'Amérique et d'extraction espagnole, que l'on appela créoles (*criollos*). Viennent ensuite les métis (*mestizos*), descendans d'Espagnols et d'Indiens, et l'énumération de ces races se termine par les nègres (*negros*) amenés d'Afrique, et par les diverses nuances qui résultèrent de leur mélange avec les autres espèces d'hommes qui se trouvaient transplantées dans ces régions.

Les créoles se maintenaient sur le pied de l'égalité de droits avec les Espagnols : il en était de même, à très-peu de chose près, des métis, s'ils étaient fils

d'un Espagnol et d'une Indienne; mais ce n'était pas le cas, si le père appartenait à cette dernière classe et la mère à l'autre, car alors leur descendance était placée sur la même ligne que celle des purs Indiens: quant aux nègres et leurs dérivés, c'est-à-dire les mulâtres, les zambres, etc., la loi et l'opinion publique les réputaient inférieurs aux autres, quand même la nature les eût favorisés du côté des forces physiques et des facultés intellectuelles.

Parmi les différentes races nées dans les possessions d'outre-mer, celle des créoles était la plus disposée à provoquer des agitations. Elle se croyait lésée; elle avait des connaissances, et surpassait les autres naturels en influence et en richesses. Pour les Indiens, bien que nombreux et enclins, en certains endroits, à regretter leur ancienne indépendance, leur éducation, en général, n'était pas cultivée, et ils manquaient des qualités et des moyens nécessaires aux entreprises hardies. Il n'était point permis aux naturels d'Afrique de prendre part aux batailles, si ce n'est pour porter des secours, du moins dans les commencemens; car la rareté des leurs en certains endroits, et la morgue avec laquelle les traitaient les hommes de couleur différente, les empêchaient de marcher en corps au combat.

Vers la moitié du XVIII[e] siècle, l'Amérique espagnole prit un grand accroissement. Jusqu'alors, la forme de l'administration intérieure, les réglemens commerciaux et d'autres entraves avaient retardé le développement de sa prospérité dans toute l'extension qu'elle devait prendre.

Sous les divers titres de vice-rois, capitaines-généraux et gouverneurs, les chefs militaires exerçaient le pouvoir suprême, sans être responsables de leur conduite, si ce n'est envers le roi et le conseil des Indes, qui résidait à Madrid. Leur autorité avait

pour contre-poids celle des *audiencias*, tribunaux qui, chargés de la partie judiciaire, se mêlaient en outre, sous le nom de *acuerdo*, de la partie administrative, et assistaient de leurs conseils les vice-rois, ou leur suggéraient les mesures qu'ils jugeaient convenables. Il n'y eut aucun changement essentiel dans ce système, si ce n'est que dans certaines provinces, comme à Buenos-Ayres, on créa des capitaineries-générales ou vice-royautés indépendantes, au grand avantage des habitans, qui étaient obligés auparavant de se transporter, pour beaucoup d'affaires, à d'énormes distances.

Quant à l'administration de la justice, après les *audiencias*, qui étaient les tribunaux suprêmes, et dont les jugemens pouvaient, en certains cas, être déférés au conseil des Indes, venaient les alcaldes *mayores* et les alcaldes ordinaires, comme en Espagne, lesquels exerçaient respectivement leur autorité, tant dans la partie judiciaire que dans la partie administrative, et présidaient les *ayuntamientos* ou municipalités, corps établis sur le même pied que dans la Péninsule, avec les mêmes défauts et les mêmes avantages.

Les alcaldes *mayores*, quand ils prenaient la verge, marque de leur juridiction, faisaient valoir une coutume abusive et ruineuse; car, sous prétexte que les indigènes avaient besoin d'un aiguillon tout particulier, ils mettaient en œuvre ce que l'on appelait des *repartimientos*, mot d'acception fausse, et qui signifiait une remise de marchandises à des prix exorbitans, que faisait l'alcalde *mayor* à chaque Indien, pour son propre usage et celui de sa famille. La marchandise était donnée à crédit, pour être payée, à l'échéance d'un an, en produits de l'agriculture du pays, estimés au caprice des alcaldes, qui, à la fois juges et parties, exerçaient de grandes vexations. En

général, au bout de cinq ans de magistrature, ils sortaient d'emploi fort riches, surtout dans les districts où se récoltait la cochenille.

Don José de Galvez, devenu plus tard marquis de Sonora, avait vu de près les funestes effets d'un pareil scandale : aussi, lorsqu'on lui confia, sous le règne de Charles III, le ministère général des Indes, il abolit les *repartimientos* et les places d'alcaldes *mayores*, et substitua à l'autorité de ceux-ci celle des intendans de province et des subdélégués de districts. Ce fut une grande amélioration dans l'administration américaine, et cependant les corporations les plus désintéressées du pays s'élevèrent puissamment contre elle, affirmant que, sans l'emploi des moyens de coercition, l'Indien se mettrait à vagabonder au détriment de l'utilité publique et privée, ainsi que des bonnes mœurs. Jugement erroné, comme l'expérience le prouva bientôt, et qui ne se fondait que sur un préjugé fortement enraciné.

Par la création des intendans, l'administration des finances gagna beaucoup de son côté. Auparavant, des *oficiales reales*, ou percepteurs, recouvraient les contributions par eux-mêmes ou au moyen de commissaires, et correspondaient directement avec le surintendant-général qui avait sa résidence loin des chefs-lieux de leurs gouvernemens respectifs. Maintenant, chaque province ayant son intendant, la surveillance s'augmentait beaucoup à l'égard des districts, d'où les subdélégués et *oficiales reales* étaient obligés d'envoyer exactement à leurs chefs les sommes perçues, ainsi que les comptes individuels et détaillés de leurs recettes, et qui fournissaient en outre des cautions pour répondre de leur bonne et fidèle administration. Au moyen de précautions semblables, les revenus eurent un incroyable accroissement.

Les contributions étaient en plus petit nombre et

moins onéreuses qu'en Espagne. On payait *l'alcabala* sur toutes les introductions et les rentes, plus, dix pour cent de l'argent et cinq pour cent de l'or que l'on tirait des mines, ainsi que quelques autres impôts de moindre importance. Celui connu sous le nom de *tributo* ne pesait que sur les Indiens, en compensation de *l'alcabala* dont ils étaient exempts : c'était une capitation en argent, onéreuse en elle-même et d'une perception très-arbitraire.

En même temps que l'on établit les intendances provinciales, on fit aussi une division de territoire, qui ne laissa pas que de contribuer beaucoup au bien-être des naturels; et, de même que, par l'intervention plus rapprochée de magistrats respectables, on était arrivé à mettre plus d'ordre dans la branche des contributions, on parvint également, au moyen de cette division, à introduire de salutaires réformes. Il y eut, sur-le-champ, plus de fidélité dans le maniement des fonds de *propios* ou communaux; la police fut faite avec plus de soin dans les villes, et leur embellissement mieux dirigé; on mit moins de délais et plus d'impartialité dans l'administration de la justice; enfin, on parvint à détruire la pernicieuse influence de partis et de coteries, terrible fléau qui engendrait dans ces pays de continuelles querelles et de bruyans procès.

Ce perfectionnement de l'administration intérieure fut un grand pas de fait pour la prospérité de l'Amérique.

Elle reçut encore un autre élan des progrès qui se firent dans l'instruction publique. Dès l'époque de la conquête, les écoles primaires et les colléges avaient commencé à se multiplier; des universités avaient même été fondées dans différentes capitales. Si, du reste, on n'y suivit pas les meilleures méthodes d'enseignement, et si l'on n'y professa pas les sciences et

les doctrines les plus convenables, ce fut un défaut commun à l'Espagne, que déplorèrent les hommes de génie et de science dont notre patrie a pu s'honorer en tout temps. Mais aussitôt que, dans la Péninsule, d'habiles professeurs s'efforcèrent de bannir des erreurs honteuses, et de modifier, autant que possible, des institutions surannées, d'autres professeurs firent de même en Amérique, spécialement dans les universités de Lima et de Santa-Fé. Le gouvernement espagnol lui-même ne se montra pas, en bien des cas, plus ennemi des lumières du siècle. Dans les possessions d'outre-mer, comme en Espagne, on élargit la sphère de la science; on y fonda même des écoles spéciales. La plus célèbre de toutes fut le collége des mineurs de Mexico : établi sur le pied de celui de Freyberg en Saxe, il avait à sa tête des maîtres qui avaient fait leurs cours en Allemagne, et qui perfectionnèrent l'étude des sciences exactes et naturelles, surtout celle de la minéralogie, étude nécessaire dans un pays si riche en métaux précieux.

Ce fut une déplorable législation que celle qui, dès les premiers temps de la découverte, régla le commerce extérieur, et qui se maintint en vigueur jusqu'à la moitié du XVIII[e] siècle. Car, non content de ne permettre le commerce qu'avec la métropole (erreur dans laquelle tombèrent tous les autres états de l'Europe), elle le circonscrivait encore aux seuls ports, de Séville d'abord, puis de Cadix, où venaient aborder et d'où partaient les flottes et les galions à une époque fixe de l'année : ce système privait le nord et l'orient de l'Espagne et plusieurs provinces américaines de pouvoir commercer directement entre elles, et coupait tout essor à la prospérité commerciale, sans, pour cela, en donner davantage à celle des villes privilégiées. Charles-Quint avait songé à étendre aux principaux ports des autres côtes de

l'Espagne la faculté de trafiquer librement et directement avec l'Amérique; mais, obligé de condescendre aux vœux des compagnies génoises et d'autres étrangers domiciliés à Séville, dont les maisons lui avançaient l'argent nécessaire à ses entreprises et à ses expéditions guerrières, il ajourna une aussi sage résolution, dépouillant ainsi le pourtour de la Péninsule des avantages que pouvaient lui procurer les nouvelles découvertes d'outre-mer. Philippe II et ses successeurs, qui trouvèrent le trésor royal dans un égal ou pire état de détresse que Charles-Quint, avaient de la répugnance à détruire des abus déjà plus fortement enracinés : ils prétextèrent aussi, pour conserver ces abus, l'apparition des flibustiers, comme si des convois qui naviguaient invariablement à la même époque, avec une destination fixe, ne facilitaient pas bien davantage les attaques et les déprédations de ces audacieux pirates.

On projeta de modifier une législation si pernicieuse, sous les règnes de Ferdinand VI et de Charles III, et ce fut dans ce but qu'on approuva divers règlemens qui furent complétés en 1789.

D'après les nouvelles dispositions, on permit le commerce d'Amérique en différens ports et sur toutes les côtes de la Péninsule, pourvu que ceux qui s'y livraient fussent sujets du roi d'Espagne. Les affaires commerciales reçurent ainsi une telle impulsion qu'elles doublèrent en peu d'années, et les profits s'en répandirent dans les différentes provinces des deux hémisphères.

Au moyen de telles améliorations dans l'administration et de l'augmentation des richesses, les pays d'outre-mer prenaient des forces et se préparaient à marcher seuls et sans les lisières du gouvernement espagnol. Toutefois, le lien qui les tenait unis était encore fort et serré.

D'autres causes contribuèrent à le relâcher peu à peu. On doit compter parmi les principales la révolution des Etats-Unis anglo-américains. Jefferson affirme dans ses *Lettres*, que, dès cette époque, les créoles espagnols firent des démarches pour devenir indépendans. S'il en est ainsi, ces tentatives durent provenir de projets particuliers, et non de la majorité des populations américaines, ni de leurs corporations, toutes attachées à la métropole par des liens d'affection et des habitudes invétérées. La cour de Madrid commit une grave erreur en favorisant la cause anglo-américaine, surtout n'y étant point poussée par une pensée philantropique, mais bién par une rancune personnelle de Charles III contre les Anglais et par les conséquences du désastreux pacte de famille. C'était donner un point d'appui au levier qui devait, avec le temps, soulever les autres peuples du continent américain. L'illustre comte d'Aranda le prévoyait ainsi, lorsque, obligé de signaler le traité de Versailles, il conseilla d'envoyer dans les provinces anglo-américaines de l'infanterie espagnole, qui servît à maintenir par sa présence et l'autorité de ses armes, les relations de commerce et de bonne amitié, dont la conservation intéressait la prospérité et la richesse de la Péninsule.

Après les événemens des bords de la Delaware, survint la révolution française, nouvel aiguillon d'indépendance, qui sema en Amérique, comme en Europe, des idées de trouble et d'affranchissement. Jusque-là les émeutes avaient été partielles, occasionées seulement par quelque violence individuelle, ou quelques vexations exercées dans certaines localités. Les désordres auxquels se livrèrent les séditieux du Pérou, commandés par Tupac Amaro, se présentèrent d'abord avec un caractère de gravité; mais comme les Indiens qui y prirent part commirent de grandes cruautés, tant sur les créoles que sur les

Espagnols, ils obligèrent les uns et les autres à s'unir pour étouffer des insurrections dont la réussite était difficile sans leur participation. Caracas voulut se soulever en 1696, dès que la guerre eut éclaté avec les Anglais. Mais, alors même, les principaux meneurs furent l'Espagnol Picornel et le général Miranda, tous deux étrangers, pour ainsi dire, à l'Amérique. Car le premier, Mayorquin de naissance, doué d'une valeur ardente et déjà compromis dans la conspiration tramée à Madrid en 1795 contre le pouvoir absolu, ne connaissait pas suffisamment le pays, le second, quoique né à Venezuela, en était absent depuis nombre d'années; d'ailleurs, général de la république française, ayant sucé le lait de ses doctrines, il les avait plus présentes à l'esprit que la situation et les préjugés de sa première patrie. Par conséquent, l'entreprise manqua : les racines de la domination espagnole restaient encore trop profondément attachées au sol pour qu'on pût les en arracher d'un seul coup. M. de Humboldt, qui n'est nullement ennemi de l'indépendance américaine, avoue « que les idées que l'on avait « sur la métropole dans les provinces de la Nouvelle-« Espagne, étaient entièrement différentes de celles « qu'émettaient les personnes qui, dans la ville de « Mexico, s'étaient formées sur les livres français et « anglais. »

Il fallait donc quelque événement nouveau, important, extraordinaire, qui touchât directement l'Amérique et l'Espagne, pour rompre les liens qui les unissaient l'une à l'autre. Il ne suffisait, en effet, pour arriver à cette séparation, ni de l'éloignement et de la vaste étendue de ces contrées, ni de la diversité des castes et de leurs prétentions mutuelles, ni de l'accroissement chaque jour plus sensible des forces et de la richesse du pays, ni de l'exemple des Etats-Unis, ni même des exemples plus récens et plus terribles

que présentait la France : toutes choses que nous plaçons parmi les causes générales et éloignées de l'indépendance américaine, pour en chercher les causes particulières et plus rapprochées dans les agitations et les événemens qui se succédèrent coup sur coup en 1808.

Dans le principe, et au moment où s'écroulait le trône des Bourbons, tous les pays d'outre-mer manifestèrent un véritable enthousiasme, devant lequel s'arrêtèrent le petit nombre de ceux qui aspiraient à des changemens. Nous avons vu précédemment l'irritation qu'y produisirent les déplorables événemens de Bayonne, les témoignages d'adhésion qui furent donnés aux juntes de province et à la centrale, les offrandes enfin et les ressources que les habitans de ces provinces fournirent libéralement à leurs frères d'Europe. Mais, le premier moment d'effervescence une fois apaisé, et les désastres se multipliant dans la Péninsule, l'opinion se modifia peu à peu, et l'on vit germer de nouveaux désirs d'indépendance particulièrement chez la jeunesse créole de la classe moyenne et dans le bas clergé. Cette disposition fut entretenue à la fois par les Anglais, dans la crainte de voir succomber l'Espagne, et par les Français et les émissaires de Joseph, en un sens tout différent, et dans le but de soustraire ces pays à l'influence du gouvernement de Séville et de Cadix, qu'ils appelaient insurrectionnel; elle fut encouragée aussi par les Anglo-Américains, surtout à Mexico, et enfin dans les provinces de Rio-de-la-Plata par les émissaires de l'infante Doña Carlota, laquelle résidait au Brésil dont le gouvernement, indépendant de l'Europe, n'était pas pour l'Amérique méridionale d'un meilleur exemple que ne l'avait été, pour l'Amérique septentrionale, la séparation des Etats-Unis.

Il fallait nécessairement que l'édifice élevé par la

main des Espagnols au-delà des mers, vint enfin à s'écrouler sous tant de chocs : sa construction devait être toutefois bien solide et bien compacte pour qu'on ne l'eût pas vu plutôt s'ébranler et tomber en ruines.

Tenir tête à de pareils efforts paraissait difficile, si ce n'est impossible, pour un royaume accablé sous le poids d'une guerre de dévastation, et dont les ressources étaient épuisées. Peut-être, cependant, la junte centrale pouvait-elle prendre des mesures qui eussent prolongé encore la domination péninsulaire. Elle se borna à faire des déclarations touchant l'égalité des droits, et négligea d'autres précautions plus importantes. Telles eussent été, dans l'opinion des gens instruits, celles d'améliorer la condition des classes indigentes par un partage de terres, de flatter davantage l'ambition des principaux créoles et des plus riches d'entre eux, par l'appât des honneurs et des distinctions auxquels ils étaient si sensibles, de renforcer certains points par de nouveaux envois de troupes, puisque les hommes ne manquaient pas en Espagne, et que, d'ailleurs, le soldat médiocre en Europe, était encore très-supérieur pour l'Amérique; et finalement d'envoyer des chefs prudens, fermes et d'une probité notoire. Mais, soit par l'effet des circonstances, soit par négligence, la junte centrale ne s'occupa point comme elle le devait d'une matière aussi grave, et se contentant, au moment de sa dissolution, d'avoir fait des promesses, elle laissa l'Amérique, travaillée déjà de mille manières, avec les mêmes institutions, les classes pauvres dans l'abandon, et à la tête du pays, des autorités sans force ni capacité, et dont quelques-unes étaient même soupçonnées de connivence avec les indépendans.

La première explosion éclata sans qu'il y eût accord préalable entre les diverses parties de l'Amérique, tan-

dis que les communications étaient difficiles, et que les sociétés secrètes, qui, plus tard, eurent tant d'influence sur les événemens d'outre-mer, n'étaient encore ni répandues ni organisées. Le mouvement commença par Caracas, pays accoutumé aux conjurations, et ce fut, ainsi que nous l'avons indiqué, à la nouvelle de la perte des Andalousies et de la dissolution de la junte centrale.

Le 19 avril 1810, la population de cette ville, capitale de la province de Vénézuela, s'insurgea tout-à-coup, et les troupes s'unirent au peuple ; le *cabildo* ou municipalité, s'adjoignant quelques autres membres, s'érigea en junte suprême, en attendant qu'on pût convoquer, ainsi qu'elle l'annonça, une assemblée nationale. Pris à l'improviste, le capitaine-général Don Vicente Emparan, homme pusillanime, n'opposa aucune résistance ; il fut bientôt dépouillé de son commandement, et embarqué à la Guaira avec l'*audiencia* et les principales autorités espagnoles. Les autres provinces de Vénézuela suivirent l'impulsion donnée par Caracas, à l'exception du district de Coro et de Maracaybo, ville où la fermeté de son gouverneur, Don Fernando Miyarès, parvint à maintenir la tranquillité et le bon ordre.

L'union des troupes avec le peuple décida, à Caracas, la querelle en faveur des insurgés. Ce qui porta le plus les soldats à cette détermination, ce fut le système militaire introduit en Amérique vers le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. A cette époque, on avait créé des corps de vétérans composés de naturels du pays, qui, bien que commandés pour la majeure partie par des colonels et des commandans européens, comptaient néanmoins dans leurs rangs des officiers subalternes, des sergens et des caporaux américains. Ce fut de la même manière qu'on avait organisé des milices, infanterie et cavalerie, à l'instar de celles

d'Espagne quant à la première arme, et ce fut aussi principalement sur elles que s'appuya l'insurrection. Il est certain que, dans le commencement, il n'y eut que la moindre partie des troupes qui se déclarât en faveur d'un nouvel état de choses, et qu'en certaines contrées, particulièrement au Mexique et dans le Pérou, les militaires contribuèrent à étouffer l'insurrection; mais, avec le temps, l'incendie se propagea, et se communiqua jusqu'aux troupes de ligne.

Le principal motif qu'allégua Caracas pour la formation d'une junte suprême et indépendante, ce fut que toute l'Espagne se trouvait réduite sous le joug tyrannique d'une dynastie étrangère; elle déclarait en même temps qu'elle ne ferait usage de l'autorité souveraine que jusqu'au retour de Ferdinand VII sur le trône, ou jusqu'à l'installation légale et solennelle d'un gouvernement constitué par des cortès, auxquelles assisteraient les légitimes représentans des royaumes, provinces et villes des Amériques. En attendant, la nouvelle junte faisait offre d'amitié et d'envoi de secours aux Espagnols qui seraient encore occupés à combattre pour l'indépendance péninsulaire. Il fallait mettre en avant le nom de Ferdinand, à cause du peuple, qui conservait beaucoup d'attachement pour son souverain malheureux: les fauteurs du soulèvement des provinces espéraient qu'en ménageant ainsi les idées de la majorité, ils la mèneraient pas à pas au but de leurs désirs, surtout si, dès le commencement, ils faisaient des innovations qui lui fussent agréables. Ces innovations ne se firent pas long-temps attendre: on abolit bientôt le tribut que payaient les Indiens, les emplois furent partagés entre les naturels du pays, et l'on ouvrit les ports aux étrangers. Cette dernière mesure flattait surtout les propriétaires, qui y voyaient une augmentation de valeur dans les produits de leurs biens-fonds en même

temps qu'une occasion de se rendre propices les nations commerçantes, toujours désireuses de s'ouvrir de nouveaux marchés.

Aussi le ministère anglais, peu explicite dans ses déclarations, lorsque l'insurrection éclata, ne laissa pas écouler plus de quelques mois sans déclarer, par l'organe de lord Liverpool, « que S. M. B. ne se « croyait engagée par aucun lien à soutenir une partie « quelconque de la monarchie espagnole contre une « autre, à raison des différences d'opinions sur le « mode à suivre pour régler leur système de gou- « vernement respectif, aussi long-temps qu'elles se- « raient d'accord pour reconnaître le même légitime « souverain, et s'opposer à l'usurpation et à la ty- « rannie françaises.... » Il n'était pas besoin d'un témoignage aussi public pour reconnaître que le cabinet de la Grande-Bretagne, lors même que ses intentions eussent été différentes, devait forcément employer un pareil langage, obligé qu'il était d'obéir à la voix impérieuse des marchands et des fabricans anglais.

Buenos-Ayres aussi poussa le cri d'indépendance, en apprenant, par un navire anglais qui aborda, le 13 mai, à Monte-Video, les désastres de l'Andalousie. Elle avait alors pour capitaine-général Don Baltasar Hidalgo de Cisneros, homme faible et sans prévoyance, qui consentit, sur la demande de la municipalité, à la convocation d'un congrès, s'imaginant que, même après une pareille démarche, il continuerait à gouverner ces provinces. Le congrès s'installa, en effet, le 22 mai, et, comme il était facile de le prévoir, une de ses premières mesures fut la destitution de l'imprudent Cisneros; puis, il fit choix, à l'exemple de Caracas, d'une junte suprême pour exercer le pouvoir au nom de Ferdinand VII. Il convient de remarquer ici que la création de juntes en

Amérique eut lieu par imitation de ce qui se fit en Espagne en 1810, et n'eut pas d'autre cause.

Monte-Video, qui se disposait à unir son sort à celui de Buenos-Ayres, s'arrêta en apprenant que le parti national respirait encore dans la Péninsule, et qu'il existait à l'île de Léon, sous le nom de régence, un gouvernement central.

Il n'en fut pas de même à l'égard du nouveau royaume de Grenade, qui suivit l'impulsion de Caracas, en créant, le 22 juillet, une junte suprême. Les nouveaux gouvernans déposèrent du commandement Don Antonio Amat, vice-roi, d'une aussi faible trempe d'esprit que les hommes qui commandaient à Vénézuela et à Buenos-Ayres. Puis, à Santa-Fé, à Quito et dans les autres provinces, arrivèrent bientôt à la suite les querelles, les divisions, les meurtres, la guerre et une foule de calamités; car tels sont les tristes fruits que recueille des révolutions la génération qui les fait.

A la même époque, et long-temps après, le Pérou demeura tranquille et fidèle à la mère-patrie, grâce à la prudence et à la fermeté de caractère du vice-roi Don José-Fernando Abascal, ainsi qu'au souvenir encore vivant de la rébellion de l'Indien Tupac-Amaro et de ses cruautés.

La Nouvelle-Espagne ne remuait pas davantage, quoique bien des machinations y eussent été ourdies et qu'il s'y préparât des émeutes, dont nous parlerons plus tard.

Telle fut, du reste, la manière dont commencèrent à se détacher l'un après l'autre du tronc paternel les rameaux fructueux de l'empire espagnol. Les Américains choisirent-ils, pour cela faire, la conjoncture la plus plausible et la plus honorable? S'il était permis de faire servir à l'appréciation de la conduite des nations la même échelle sur laquelle se mesurent la dé-

licatesse et la noblesse de sentimens des individus, nous répondrions ouvertement que non, l'Amérique ayant abandonné la métropole au moment de sa plus grande détresse et lorsqu'elle décrétait l'égalité des droits entre les deux peuples, et qu'elle se préparait, dans l'assemblée des cortès, à réaliser ses promesses antérieures. Les États-Unis se séparèrent de l'Angleterre dans un temps où celle-ci se montrait le front haut, entourée de l'auréole de sa puissance, et après que leur métropole eut refusé à plusieurs reprises d'accéder à des pétitions qui avaient, dans l'origine, tout le caractère de la modération. Les Américains espagnols brisaient, au contraire, le lien de l'union, au moment où l'Espagne était plongée dans l'abattement, lorsque les provinces d'Amérique étaient déjà reconnues comme formant partie intégrante de la monarchie, et que leurs habitans étaient invités à envoyer des députés aux cortès. Non : entre particuliers, une pareille conduite serait taxée d'ingratitude et même de bassesse. Les nations ont malheureusement une autre règle, et les Américains pensèrent peut-être qu'ils obtiendraient alors plus sûrement ce qui, dans leur opinion, eût été douteux et difficile, la Péninsule une fois libre du joug, et Ferdinand rétabli sur le trône.

Un autre sujet de controverse, a été de savoir si l'Amérique était arrivée au degré de maturité et d'instruction nécessaire pour se dégager des liens métropolitains. Quelques personnes ont déjà décidé la question d'une manière négative; elles fondaient sans doute leur opinion sur l'état de désordre et d'agitation continuels de ces contrées, où, changeant à chaque instant de gouvernement et de lois, les naturels se montrent, non-seulement inhabiles à soutenir la liberté et à établir un système d'organisation quelconque, mais incapables même de supporter l'état

social des peuples civilisés. Pour nous, sans aller aussi loin, nous croyons que l'éducation et l'instruction de l'Amérique espagnole seront lentes et plus longues que celles d'autres pays. Ce qui nous étonne, c'est qu'il y ait eu en Europe des hommes, et ce n'était point des esprits vulgaires, qui, tout en refusant à l'Espagne la possibilité de se constituer en état libre, l'accordaient à l'Amérique. Il était clair cependant que les mêmes institutions avaient régi les deux pays, et que c'était aux mêmes causes qu'on devait attribuer l'état arriéré de leur civilisation : les habitans de la Péninsule avaient même en leur faveur cette allégation que la diversité de castes n'était pas connue parmi eux, et que le frottement immédiat avec les autres nations d'Europe leur avait donné occasion de faire de plus grands progrès dans les sciences modernes, de perfectionner leur vie sociale. Mais, si des hommes instruits et des gouvernemens sages ne tenaient nul compte de réflexions aussi naturelles, que ne devait-on pas attendre d'avides spéculateurs auxquels la franchise et le libre trafic des ports américains faisaient rêver des monts d'or?

La régence, en s'installant, avait nommé des personnes chargées de porter dans les provinces d'outremer la nouvelle des événemens qui avaient signalé le commencement de l'année : elle rappelait en même temps, dans une proclamation, l'égalité de condition octroyée aux naturels de ces provinces, et ajoutait l'envoi de lettres convocatoires pour qu'ils eussent à se faire représenter aux cortès par leurs députés. La régence, d'ailleurs, n'alla pas plus loin dans ses mesures que ne l'avait fait la junte centrale : il est vrai que la situation actuelle ne donnait plus la même latitude, et qu'il n'était pas non plus politique de devancer, dans plusieurs affaires, la décision des cortès, dont la réunion était annoncée comme prochaine.

Cependant on publia, le 17 avril 1810, au nom de la régence, un ordre royal de la plus haute importance, par lequel on autorisait le commerce direct de tous les ports des Indes avec les colonies étrangères et les nations de l'Europe. Un changement aussi subit, aussi complet, dans la législation commerciale des Indes, opéré sans avis préalable ni délibération aucune, et pour ainsi dire en sautant par dessus les formalités d'usage en vigueur sous l'ancien gouvernement, surprit tout le monde, et effraya le commerce de Cadix, si vivement intéressé au monopole du commerce d'outre-mer.

En effet, il réclama sans retard contre une mesure des plus injustes dans son opinion, et qui, en réalité, était prématurée et contraire à toutes les formes. La régence ignorait, ou feignit d'ignorer la publication de l'ordre royal en question, et il résulta de l'enquête qu'elle ordonna de faire, qu'en vertu d'une permission restreinte à l'article des farines et applicable seulement au port de la Havane, le département des finances des Indes avait étendu, de son autorité privée, cette permission aux autres produits et marchandises provenant de l'étranger, et en faveur de toutes les côtes d'Amérique. Qui n'aurait cru qu'en découvrant un faux pareil, un abus de confiance aussi criminel et dont les conséquences avaient tant de gravité, on n'eût fait un exemple capable d'arrêter à l'avenir les fabricateurs de faux ordres du gouvernement? On intenta bien un procès, mais un procès tel qu'ils sont d'usage en Espagne en pareil cas, c'est-à-dire qu'on chargea un membre du conseil suprême d'Espagne et des Indes de procéder à la découverte de l'auteur ou des auteurs du prétendu ordre royal. Le marquis de las Hormazas, ministre des finances, fut arrêté chez lui; on arrêta également le premier commis de ce ministère au département des Indes, Don Manuel Albuerne, et quelques autres employés

qui se trouvaient impliqués dans le procès. L'affaire se poursuivit lentement, et, après bien des allées et des venues, des recommandations et des sollicitations de toute espèce, tout le monde fut acquitté. Hormazas avait signé l'ordre en aveugle, sans le lire, et comme s'il se fût agi de la chose du monde la plus simple. Le véritable coupable était Albuerne, d'accord avec l'agent de la Havane, Don Claudio-Maria Pinillos, et Don Esteban Fernandez de Léon, et le protecteur secret de la mesure était, d'après le bruit public, un membre de la régence. Tant de négligence chez les uns, de criminalité chez les autres, et d'impunité pour tous, prouvaient de plus en plus la nécessité urgente qu'il y avait à purger l'Espagne de l'épaisse ivraie qu'avaient laissé pousser dans l'administration, depuis le temps de Godoy, les protecteurs de la corruption la plus effrénée.

La régence révoqua, pour sa part, l'ordre royal, et ordonna de retirer de la circulation les exemplaires imprimés. Mais le coup était porté, et il est facile de concevoir le mauvais effet qu'il dut produire, en suggérant aux agitateurs d'Amérique de nouvelles et puissantes raisons pour poursuivre l'entreprise commencée.

Ce fut le 4 juillet que la régence apprit l'insurrection de Caracas, et, à la fin d'août, celle de Buenos-Ayres. Des nouvelles aussi imprévues et aussi funestes pour la cause de l'Espagne l'affligèrent vivement; néanmoins elle conserva quelque temps l'espoir que les troubles cesseraient, dès qu'on saurait dans ces contrées que la Péninsule n'avait pas encore baissé la tête sous le joug étranger. Vaine illusion! Des soulèvemens de cette nature sont étouffés en naissant, ou grandissent dans leur marche. La régence, indécise et sans moyens suffisans, consulta le conseil, et ne prit en attendant aucune résolution qui semblât efficace.

Ce corps fut d'avis d'envoyer dans les provinces d'outre-mer un homme de mérite, élevé en dignité, que l'on ferait accompagner de quelques vaisseaux de guerre, et qui, porteur d'ordres pour réunir les troupes de Puerto-Rico, Cuba et Carthagène, serait chargé de n'employer la force que lorsque les moyens persuasifs deviendraient insuffisans. La régence se conforma entièrement à l'opinion du conseil, et nomma en conséquence pour remplir cette mission, avec les pouvoirs les plus étendus, Don Antonio Cortavarria, membre du conseil royal, magistrat respectable par son intégrité, mais fort âgé et sans la moindre connaissance de l'Amérique. Le gouvernement espagnol se figurait faussement que le temps des Mendoza et des Gasca n'était pas encore passé, et qu'en présence de l'envoyé péninsulaire, on verrait s'aplanir les obstacles, et les mouvemens populaires s'apaiser. Les instructions données à Cortavarria ne s'étendaient pas seulement à Vénézuela, elles embrassaient encore les îles, Santa-Fé et même la Nouvelle-Espagne, et enjoignaient à l'envoyé espagnol d'agir de concert avec le gouverneur de Maracaybo, Don Fernando Miyarès, élu capitaine-général de Caracas en récompense de sa belle conduite.

A l'égard de Buenos-Ayres, la régence, avant même d'apprendre le soulèvement de ce pays, avait pris quelques mesures de précaution, instruite qu'elle était des intelligences qu'y entretenait l'infante Doña Carlota depuis sa résidence au Brésil; et comme Monte-Video était le point qui offrait le plus de chances à la réalisation du projet quelconque que cette princesse pouvait avoir en tête, pour prévenir toute tentative de ce côté, on avait nommé gouverneur de la place Don Gaspar de Vigodet, militaire sur la fidélité duquel il était permis de se reposer.

Mais après que la régence eut reçu la nouvelle de l'insurrection de Buenos-Ayres, elle ne borna plus là

ses mesures; elle résolut aussi d'envoyer en qualité de vice-roi des provinces du Rio de la Plata, Don Francisco-Xavier Elio, accompagné de cinq cents hommes, d'une frégate et d'une flûte, et avec l'ordre de partir d'Alicante et de cacher l'objet de son voyage jusqu'à ce qu'il eût passé les îles Canaries. Du reste, on lui fit la même recommandation qu'à Cortavarria, à savoir, de ne pas faire usage de la force avant d'avoir essayé de tous les moyens de conciliation.

Voilà, en général, ce qui se savait en Europe sur les troubles d'Amérique, et ce que la régence avait décidé pour leur répression, au moment de l'installation des cortès. Comme, au sein de cette assemblée, il se trouvait des députés originaires d'outre-mer, on conçoit facilement qu'ils ne donnèrent pas de relâche à leurs collègues jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu que l'on s'occupât d'une question aussi grave. Les propositions à ce sujet furent nombreuses et variées: dès le 25 septembre, lorsqu'il s'agit d'expédier le décret du 24, la députation américaine avait représenté, qu'en même temps que ce décret serait envoyé aux Indes, il était nécessaire de parler aux naturels de ce pays de l'égalité de droits qu'ils partageaient avec les habitans d'Europe, de l'extension à donner à la représentation nationale de l'Amérique, comme formant partie intégrante de la monarchie, et d'accorder une amnistie ou de promettre un entier oubli du passé, pour les égaremens auxquels auraient donné lieu les dissentions survenues dans quelques-unes des provinces d'outre-mer. La discussion commença à s'échauffer, et Don José Mexia, député suppléant pour Santa-Fé de Bogota, et Américain de naissance, demanda que la question fût agitée en séance secrète; demande motivée, soit par la prudence, soit par la crainte que les paroles prononcées au sein des cortès n'eussent en Amérique

un retentissement funeste aux indépendans, dont le pied portait encore sur un terrain peu sûr. Le congrès accéda aux désirs de ce député, bien qu'on ne laissât pas, dans les premières séances, de traiter parfois incidemment en public quelques-uns des nombreux points de discussion qu'offrait une affaire aussi épineuse.

Après de sérieux débats, les cortès approuvèrent les termes d'un décret qui fut promulgué sous la date du 15 octobre, et dans lequel apparurent comme bases essentielles 1° l'égalité de droits déjà sanctionnée; 2° une amnistie générale sans restriction aucune.

A la suite de cette résolution, vinrent, en forme d'inductions, d'autres déclarations et concessions, toutes très-avantageuses pour l'Amérique, et dont nous mentionnerons les principales dans le cours de cette histoire. Elles feront voir quelle peine se donnèrent les cortès pour gagner les esprits dans les provinces d'outre-mer, et faire taire les griefs qu'elles auraient pu justement alléguer; ces efforts auraient dû suffire pour mettre un terme aux troubles de l'Amérique, s'il était donné à la main de l'homme d'éteindre un volcan au sein d'un immense cratère.

La veille de la promulgation du décret sur l'Amérique, la discussion s'ouvrit en public sur la liberté de la presse. C'était Don Agustin de Argüellès qui l'avait le premier provoquée, en signalant, dans la séance du 27 septembre, la nécessité de s'occuper sans délai d'une si importante matière. Don Evaristo Perez de Castro soutint l'avis d'Argüellès, et insista même pour qu'on formât immédiatement une commission sur ce sujet. Les cortès approuvèrent sa proposition, séance tenante, et sans aucune opposition.

La commission nommée en conséquence se livra à son travail avec une continuelle application, et, le

14 octobre, anniversaire de la naissance de Ferdinand VII, on donna lecture du rapport que ses membres avaient adopté de concert : coïncidence due au hasard, ou singulière façon de célébrer la naissance d'un prince dont l'horoscope, à ce qu'on vit plus tard, ne cadrait guère avec la réjouissance. Le lendemain s'engagea la discussion, l'une des plus brillantes dont les cortès aient retenti, et qui leur acquirent le plus de renommée. Il est bien fâcheux que l'on n'ait pu conserver en entier les discours prononcés à cette occasion; mais on ne publiait pas encore officiellement le compte-rendu des séances; cet usage ne fut suivi que vers le milieu du mois de décembre, où des sténographes furent chargés de recueillir littéralement les paroles de l'orateur. Des curieux, néanmoins, et parmi eux quelques Anglais, prirent note assez exactement des discussions principales, ce qui nous fournit le moyen de rapporter d'une manière assez détaillée ce qui se passa dans cette occasion.

Avant la réunion des cortès, la liberté de la presse ne comptait guère d'autres ennemis que quelques-uns des hommes qui gouvernaient. Mais dès que le congrès national montra la volonté de poursuivre sa marche, armé de la hache des réformes, l'appréhension s'éveilla parmi les classes et les personnes intéressées aux abus; elles commencèrent à regarder de mauvais œil cette mesure si désirée. Toutefois, comme il ne leur semblait pas sage de l'attaquer de front, ceux qui appartenaient à ce parti, dans le sein des cortès, eurent l'idée de demander l'ajournement de la délibération.

Ils choisirent, pour en faire la proposition, le député qu'ils jugèrent le plus hardi des leurs, Don Joaquin Tenreyro, lequel, après s'être infructueusement efforcé, le 14, de faire différer la lecture du rapport de la commission, persista, le 15, dans son opinion d'ajourner la discussion à une autre époque, alléguant

qu'il fallait demander à l'avance l'avis de certaines corporations, spécialement celle du clergé, et surtout attendre la présence de députés qui devaient bientôt arriver des côtes du levant. Tenreyro soutint son opinion avec chaleur, et s'attira les répliques de plusieurs députés qui démontrèrent que l'affaire, non-seulement avait suivi toute la filière accoutumée, mais qu'ayant été instruite dès le temps de la junte centrale, elle avait reçu avec la plus grande maturité tous les éclaircissemens nécessaires. Tenreyro reproduisit néanmoins ses argumens, mais ne put empêcher que la discussion ne commençât sur-le-champ. Argüellès fut un des premiers qui, pénétrant au fond de la matière, rendirent palpables les avantages que présente la liberté de la presse. « Toutes les connais-
« sances, dit-il, qui se sont répandues en Europe,
« sont nées de cette liberté, et les nations se sont
« élevées à proportion qu'elles l'ont eue plus parfaite.
« Les autres, ensevelies dans l'ignorance, et enchaî-
« nées par le despotisme, se sont abaissées dans la
« proportion contraire. L'Espagne, j'ai regret de le
« dire, se trouve parmi ces dernières. Jetons la vue
« sur les vingt dernières années, sur cette période
« remplie d'événemens plus extraordinaires que tous
« ceux que présentent les siècles antérieurs, et nous
« pourrons y voir les merveilleux effets de cette ar-
« me au pouvoir de laquelle a presque toujours cédé
« celui de l'épée. Par son influence, nous avons vu
« tomber des mains de la nation française les chaînes
« qui la tenaient esclave. Une faction sanguinaire
« vint paralyser cette grande mesure, et la nation
« française, ou plutôt son gouvernement, commença
« d'agir en opposition avec les principes qu'il pro-
« clamait..... Le despotisme fut le fruit qu'elle re-
« cueillit...... S'il y eût eu en Espagne une liberté
« de la presse bien réglée, notre nation n'aurait pas

« ignoré la situation politique de la France, à la « signature du honteux traité de Bâle. Le gouver« nement espagnol, dirigé par un favori aussi stu« pide que corrompu, était incapable de connaître « les véritables intérêts de l'état. Il s'abandonna aveu« glément et sans tact à tous les gouvernemens qu'eut « la France, et depuis la convention jusqu'à l'em« piré, nous avons suivi toutes les vicissitudes de la « révolution de ce pays, toujours dans sa plus étroite « alliance, jusqu'au moment fatal où nous vîmes nos « places fortes occupées, et l'armée du perfide enva« hisseur dans le cœur du royaume. Jusqu'alors il ne « fut permis à personne de parler du gouvernement « français avec moins de respect que du nôtre, et « refuser son admiration à Bonaparte était un crime. « C'est dans ces jours misérables que furent jetées « les semences dont nous recueillons à présent les « fruits amers. Etendons la vue sur le monde. L'An« gleterre est la seule nation que nous trouverons « exempte d'une telle tache. A qui le doit-elle? Sans « doute, l'énergie de son gouvernement a fait beau« coup pour cela, mais la liberté de la presse a fait « davantage. Par elle, les gens de bien ont pu ré« pandre l'antidote avec plus de célérité que le gou« vernement français son poison. C'est l'instruction « qu'avait acquise le premier peuple par la voix de « la presse, qui lui fit voir le péril, et lui apprit à « l'éviter.... » Le député ecclésiastique Morros soutint avec force « que la liberté de la presse est en op« position avec la religion catholique, apostolique « et romaine, et, par cela même, une détestable « institution. » Il ajouta que « d'après les commande« mens de plusieurs canons, aucun ouvrage ne pou« vait se publier sans l'autorisation d'un évêque ou « d'un concile, et que tout ce qu'on déciderait de « contraire à ce principe, devait être regardé comme « une attaque directe à la religion. »

Ici le lecteur remarquera que les ennemis de la liberté de la presse, ayant perdu l'espoir d'empêcher les débats, s'étaient décidés à la combattre de front et sans détour.

Il fut facile au député Mexia de repousser l'opinion de Morros, en faisant observer « que la liberté dont « il était question se bornait à la politique, et qu'elle « ne touchait en rien à la religion, ni à la puissance « de l'église. » Il fit remarquer aussi « la différence « des époques, et la fausse application que Morros « avait faite de ses textes qui se rapportaient pour la « plupart à des siècles où l'imprimerie n'était pas en- « core découverte. » Continuant ensuite à approfondir avec adresse la question ecclésiastique, dans laquelle, quoique laïc, il était très-versé, Mexia termina de la sorte : « Chez les nations où la liberté de « la presse n'existe pas, l'art d'imprimer a été pré- « judiciable, puisqu'il a enlevé la liberté primitive « dont on jouissait d'écrire et de copier des livres « sans entraves spéciales, et qu'alors, si les lumières « ne pouvaient se répandre avec autant de rapidité « et d'étendue, elles étaient libres du moins. Mieux « vaut un peu de pain mangé en liberté qu'un repas « royal avec une épée pendue sur la tête et tenant au « fil d'un caprice. »

Le député Rodriguez de la Barcena, quoique prêtre comme Morros, s'appuya moins sur le point religieux, mais il sut énumérer dans une peinture habile « les maux qu'entraîne la liberté de la presse « dans une nation qui n'y est point encore faite, les « calomnies qu'elle répand, la désunion des familles, « la désobéissance aux lois et bien d'autres calamités « d'où surgirait nécessairement une clameur générale « qui finirait par faire supprimer une faculté pré- « cieuse qu'il était facile de conserver en la limitant « avec prudence. J'aime, continua l'orateur, j'aime « la liberté de la presse : mais avec des juges qui sa-

« chent à l'avance séparer l'ivraie du bon grain. La
« presse n'a rien à craindre de la censure préalable
« dans les matières scientifiques qui sont celles où
« il importe le plus qu'elle s'exerce ; et si la censure
« est employée avec discrétion, il existera réelle-
« ment une plus grande liberté qu'il n'y en aurait
« eu sans elle ; en outre, on évitera les scandales et
« l'application des peines qu'encourraient les écri-
« vains qui s'oublient, et certes le législateur joue un
« plus beau rôle à prévenir les délits qu'à les punir. »

Ce fut Don Juan-Nicasio Gallego qui répondit à cet orateur. Celui-ci, revêtu également du costume sacerdotal, excellait dans la science politique, presque autant que dans l'art divin des Herrera et des Luis de Léon. « S'il y a dans le monde, s'écria-t-il,
« une absurdité palpable, c'est de vouloir démon-
« trer, comme a essayé de le faire le préopinant,
« que la liberté de la presse peut exister sous la cen-
« sure préventive. La *liberté* est le droit qu'a tout
« homme de faire ce que bon lui semble, tant que
« ce n'est pas en violation des lois divines et humai-
« nes. L'*esclavage*, au contraire, existe partout où
« les hommes sont soumis sans ressources aux ca-
« prices d'autrui, que ce droit soit ou non mis im-
« médiatement en pratique. Comment donc, d'après
« cela, la presse pourrait-elle être libre, en restant
« sous la dépendance du caprice, des passions et de
« la corruption d'un ou plusieurs individus ? Et pour-
« quoi tant de rigueur et de précautions envers la
« presse quand aucune législation ne se montre aussi
« sévère pour les autres circonstances de la vie où
« les actions des hommes ne sont pas moins exposées
« aux abus ? Chacun est libre de se pourvoir d'une
« épée ; est-ce à dire pour cela qu'il faille nous at-
« tacher les mains de peur que nous commettions un
« homicide ? Je peux, il est vrai, descendre dans la

« rue et y voler un passant; mais il n'est personne
« qui, dans cette crainte, conseille qu'on m'enferme
« dans ma maison. La loi nous laisse à tous le libre
« arbitre; mais, par une horreur naturelle du crime,
« et parce que tous nous connaissons les châtimens
« réservés aux coupables, nous nous abstenons d'en
« commettre.... »

D'autres députés parlèrent ensuite dans le même sens, tels que Lujan, Perez de Castro et Oliveros. Le premier fit connaître que « les deux recommandations particulières que lui avait faites sa province
« ( celle d'Estrémadure ), c'était que les séances des
« cortès fussent publiques, et qu'on accordât la liberté de la presse. » Le dernier mit tous ses soins à démontrer victorieusement « que non-seulement
« cette liberté n'était pas contraire à la religion, mais
« qu'elle était compatible avec l'amour le plus pur
« pour ses dogmes et ses doctrines.... Nous voulons,
« continua ce respectable ecclésiastique, ouvrir les
« portes aux sentimens droits et honnêtes, et les
« fermer aux sentimens impurs. La sainte religion
« des Chrysostôme et des Isidore n'appréhende rien
« de la libre discussion ; celle-ci n'est redoutée que
« par ceux qui veulent faire de l'autre leur profit
« personnel. Que d'horreurs et de scandales n'avons-
« nous pas vus au temps de Godoy! Quelle irréligion
« de toutes parts! Eh bien! y avait-il alors liberté
« pour la presse? Si elle eût existé, la crainte du
« blâme public aurait empêché de commettre tant
« d'excès, et bien des crimes eussent été prévenus,
« qui sont maintenant plongés dans l'impunité du si-
« lence. Certains évêques auraient-ils osé souiller les
« chaires de la religion en prêchant le triomphe du
« pouvoir absolu, et, pour ainsi dire, celui de l'athéis-
« me? Auraient-ils contribué à la ruine de leur pa-
« trie, et au refroidissement de la foi, en brûlant

« un encens impie à l'idole de Baal, au misérable « favori?..... »

On put compter les membres de l'assemblée qui combattirent ensuite la liberté de la presse, et même le plus grand nombre d'entre eux élevèrent plutôt des doutes et des scrupules, qu'ils ne soutinrent une opinion opposée. Ce furent les députés Moralès Gallego et Don Jaime Creus qui argumentèrent avec le plus de force contre l'objet en question. Tous deux s'efforcèrent principalement de montrer « la carrière « qu'on allait ouvrir aux passions et aux personnali- « tés, et le danger que courrait la pureté de la foi, « puisqu'il était bien difficile, dans la plupart des « cas, de marquer les limites entre les pouvoirs poli- « tique et ecclésiastique. » Argüellès repoussa de nouveau la plupart des objections; mais celui des orateurs qui se distingua surtout par une discussion à la fois lumineuse, persuasive et profonde, fut le digne député Don Diego Muños Torrero, dont le touchant et vénérable aspect ajoutait encore à l'irrésistible vigueur de son raisonnement. « La matière « que nous traitons, dit-il, me semble avoir deux « parties : l'une de *justice*, l'autre de *nécessité*. La « justice est le principe vital de la société civile, et « la liberté de la presse est fille de la justice..... Le « droit de porter l'examen dans les actes du gouver- « nement est un droit imprescriptible qu'aucune na- « tion ne peut abandonner sans cesser d'être nation. « Qu'avons-nous fait par le mémorable décret du « 24 septembre? Nous avons déclaré les décrets de « Bayonne illégaux et nuls. Et pourquoi? Parce que « l'acte d'abdication s'était fait sans le consentement « de la nation. A qui maintenant cette nation a-t-elle « remis sa cause? A nous, qui sommes ses repré- « sentans, et, d'après nos coutumes et les antiques « lois fondamentales, nous ne pourrions faire que bien

« peu d'actes sans l'approbation de nos commettans.
« Mais quand le peuple a mis son pouvoir en nos
« mains, s'est-il pour cela privé du droit d'examiner
« et de critiquer nos œuvres? Pourquoi avons-nous
« décrété, le 24 septembre, la responsabilité du pou-
« voir exécutif, responsabilité qui n'atteindra que les
« ministres quand le roi sera de retour parmi nous?
« Pourquoi nous sommes-nous réservé la faculté de
« surveiller leurs actes? Parce que nous remettions le
« *pouvoir* en des mains d'*hommes*, que les hommes en
« abusent facilement s'ils n'ont aucun frein qui les
« retienne, et qu'il n'y avait pour le pouvoir exécutif
« d'autre frein plus immédiat que celui des cortès.
« Mais sommes-nous par hasard infaillibles? Le peu-
« ple, qui à peine nous a vus réunis, mettra-t-il en
« nous tant de confiance qu'il abandonne toute pré-
« caution? Le peuple n'a-t-il pas à notre égard le mê-
« me droit que nous avons à l'égard du pouvoir exé-
« cutif, en tant que de surveiller et de blâmer notre
« manière de penser ou d'agir?... Eh bien! quel moyen
« a le peuple de le faire? Pas d'autre que celui
« de la presse, car je ne suppose point que les ad-
« versaires de mon opinion lui accordent celui de la
« révolte, le plus terrible et le plus périlleux que
« puisse exercer une nation. Et si l'on n'accorde pas au
« peuple un moyen légal et convenable de réclamer
« contre nous, que lui importe d'avoir pour tyran
« un homme, ou cinq, ou vingt, ou cent?... Le peu-
« ple espagnol a toujours détesté les guerres civiles,
« mais peut-être aurait-il le malheur d'en venir à cette
« extrémité. Le moyen de l'éviter est de permettre
« la solennelle manifestation de l'opinion publique.
« Nous ignorons encore le pouvoir immense d'une
« nation d'obliger ceux qui gouvernent à être jus-
« tes. Mais ôtez au peuple la liberté de parler et
« d'écrire, comment peut-il manifester son opinion?

« Si je disais à mes commettans d'Estrémadure qu'on « va établir la censure préventive de la presse, que « me diraient-ils en voyant que, pour exposer leurs « opinions, ils sont obligés de demander licence?... « C'est donc un des droits de l'homme, dans les so- « ciétés modernes, que la jouissance de la liberté « de la presse, système aussi sage en théorie qu'heu- « reusement confirmé par l'expérience. Voyez l'An- « gleterre; c'est à la liberté de la presse qu'elle doit « principalement la conservation de sa liberté poli- « tique et civile et toute sa prospérité. L'Angleterre « sait ce que vaut une arme si puissante; l'Angleterre « a dès lors protégé la presse, mais la presse, en re- « tour, a conservé l'Angleterre. Si la mesure dont il « s'agit est *juste* en soi et *convenable*, elle n'est pas « moins *nécessaire* aujourd'hui. Nous entrons dans « une carrière nouvelle; nous avons à combattre un « ennemi puissant. Force nous est de recourir à tous « les moyens qui affermissent notre liberté et détrui- « sent les artifices de l'ennemi. A cet effet, il semble « indispensable de réunir les efforts de toute la nation, « et ce serait impossible si l'on ne concentrait son « énergie dans une opinion unanime, spontanée, « éclairée surtout; c'est à cela que contribuera puis- « samment la liberté de la presse, et que sont intéres- « sés les droits du peuple aussi bien que ceux du mo- « narque. La *liberté* sans la presse libre, bien qu'elle « soit le *songe d'un homme de bien*, sera toujours un « songe. La différence qui existe entre mes adver- « saires et moi, c'est qu'ils supposent que les incon- « véniens de la liberté de la presse comparés à ses « avantages sont comme un million est à vingt, « tandis que je crois à la proportion contraire. « Tout le monde a déclamé contre les dangers de « cette liberté. Si je voulais maintenant passer en « revue les maux que la société traîne après elle, les

« fureurs de l'ambition, les horreurs de la guerre,
« les dévastations de la peste et la désolation de l'hu-
« manité, je remplirais d'effroi ceux qui m'enten-
« dent. Mais quelque horrible que fût ce tableau,
« est-ce à dire qu'on pourrait oublier les bienfaits de
« la société civile, au point d'en décréter l'abolition?
« Nous sommes ici des hommes faillibles, avec tout
« le mélange de bon et de mauvais qui est propre à
« l'humanité, et nous ne pouvons nous décider dans
« les questions que par la balance des avantages et
« des inconvéniens..... Un prélat d'Espagne, et, qui
« plus est, inquisiteur-général, voulut traduire la
« *Bible* en castillan. Quel torrent d'invectives se dé-
« chaîna contre lui! Eh bien! quelle fut sa réponse?
« *Je ne nie point que mon projet n'ait des inconvé-
« niens; mais le trouvez-vous utile en les pesant con-
« tre les avantages?* Nous sommes dans le même cas.
« Si ce prélat eût réalisé son dessein, nous lui de-
« vrions le bien, et le mal ne serait dû qu'à notre na-
« ture. Enfin, je crois que nous commettrions une
« trahison contre les vœux du peuple, et que nous
« donnerions des armes au gouvernement arbitraire
« que nous commençons à renverser, si nous ne dé-
« crétions la liberté de la presse..... La censure pré-
« ventive est la dernière branche où s'attache la
« tyrannie qui nous a fait gémir des siècles entiers.
« Le vote des cortès va la déraciner ou la confirmer
« pour jamais. »

Il ne faut voir qu'une esquisse pâle et décolorée de la discussion dans les courts extraits qui nous en sont restés et que nous rapportons. Des flots de lumière jaillirent du choc des diverses opinions exposées avec prudence et gravité. Pour leur donner toute la valeur qu'ils méritent, il faut tenir compte de ce qu'avait été l'Espagne auparavant, et de ce qu'elle était à cette heure. Elle avait brisé tout-à-coup l'étroit bâillon qui,

tenant sa langue captive, l'avait condamnée jusque-là à un si long et si pénible silence.

La discussion générale dura depuis le 15 jusqu'au 19 octobre, jour où fut approuvé le premier article du projet de loi, ainsi conçu : « Tous les corps et tous « les particuliers, à quelque état, à quelque condi- « tion qu'ils appartiennent, ont la liberté d'écrire, « d'imprimer et de publier leurs idées politiques, « sans besoin d'autorisation, révision ou approbation « aucune antérieurement à la publication, sous les « réparations et responsabilités qui seront exprimées « dans le présent décret. » L'article fut voté par soixante-dix voix contre trente-deux ; encore, de ces dernières, y en eut-il neuf qui spécifièrent ne le rejeter que quant à présent.

Il était clair que le reste des articles, explicatifs en général du premier, passerait ensuite sans obstacle. Toutefois, la discussion, souvent interrompue par d'autres affaires urgentes, ne fut entièrement terminée que le 15 novembre.

Le décret contenait en tout vingt articles; après le premier, venaient ceux qui déterminaient les délits et les peines, ainsi que les formalités à suivre dans le jugement. Quelques-uns le blâmèrent comme défectueux en cette partie, et ne définissant pas assez bien les différens cas. Mais, comme la limite entre la liberté et l'abus dépend de règles indéterminées et variables, on conçoit combien il est difficile de l'établir d'une manière exacte et convenable. La liberté gagne à ce que les lois sur cette matière pèchent par l'indéfini et le vague plutôt que par la rigueur des détails; le temps et le bon sens des nations finissent par corriger des abus et des excès que le législateur le plus attentif ne saurait empêcher.

Bien des gens furent choqués, à l'étranger surtout, que la liberté de la presse décrétée par les cortès se

bornât à la partie politique, et qu'il fût même stipulé par un article exprès (le sixième), que « tous les « écrits sur des matières de religion restaient sujets « à la censure préalable des ordinaires ecclésiasti- « ques. » Mais ceux qui raisonnaient ainsi méconnaissaient la situation antérieure de l'Espagne, et, loin de condamner, ils auraient dû plutôt louer le tact et le bon sens avec lesquels procédaient les cortès. L'inquisition avait pesé durant trois siècles sur la nation, et c'était déjà marcher vers la tolérance, dès le moment où l'on arrachait la censure des mains de ce tribunal pour la déposer dans les seules mains des évêques, parmi lesquels se trouvaient, avec quelques fanatiques, des hommes tolérans et sages. D'ailleurs, une fois les entraves enlevées pour les matières politiques, qui pouvait fixer, en une foule de cas, les limites qui séparaient l'autorité ecclésiastique du pouvoir séculier? L'article, en outre, n'étendait pas la prohibition au-delà du dogme et de la morale, abandonnant à la libre discussion tout ce qui intéressait temporellement le pays.

Le député Mexia, nonobstant ces motifs, et malgré la connaissance qu'il avait de la nation et des cortès, se hasarda à proposer que la liberté de la presse s'étendît aux ouvrages religieux : imprudence qui pouvait compromettre le sort de la loi tout entière, si Muños Torrero n'eût à propos fermé la discussion.

D'un autre côté, au moment de la clôture des débats, Don Francisco-Maria Riesco, député de la junte d'Estrémadure, et inquisiteur du tribunal de Llerena, demanda qu'on fît dans le décret une mention spéciale et honorifique du saint-office; mais les cortès accueillirent cette demande par un *non-lieu*, montrant ainsi de nouveau avec quel soin discret elles évitaient les extrêmes vicieux. Liberté de la presse et

saint-office ne pouvaient marcher de pair, et l'approbation publique des deux institutions dans une seule et même loi l'aurait fait passer aux yeux du monde pour un enfantement monstrueux.

On n'admit pas le jury dans les jugemens des délits de presse, bien que quelques-uns le désirassent, parce que le moment ne parut pas encore opportun. Mais, afin de ne pas laisser la nouvelle institution au pouvoir des seuls magistrats, assez mal disposés pour elle, il fut décidé, par l'un des articles du règlement, que les cortès nommeraient une junte suprême, dite de censure, qui résiderait près du gouvernement, et serait composée de neuf membres, et qu'elles nommeraient d'autres juntes semblables, de cinq membres, sur la proposition de la première, pour les capitales de provinces. Dans la junte suprême, devaient se trouver trois ecclésiastiques, et deux dans chacune des autres. Il appartenait à ces juntes d'examiner les écrits dénoncés, et de déclarer s'il y avait lieu ou non de procéder contre eux et contre leurs auteurs, éditeurs et imprimeurs, respectivement responsables. Les membres des juntes étaient en réalité les juges du fait, et les tribunaux n'avaient plus que l'application des peines.

Ce nom de junte de censure trompa beaucoup de monde dans l'étranger, parce qu'on croyait qu'il s'agissait d'une *censure préventive*, et non d'une *qualification* faite après l'impression, la publication et la circulation des écrits, et seulement en vertu d'une accusation formelle. Une autre chose déplut, même en Espagne; ce fut qu'il entrât, dans les juntes, un nombre déterminé d'ecclésiastiques : on aurait préféré que ce point fût laissé à la décision des cortès. Cependant, les hommes intelligens comprirent qu'une telle mesure tendait à faire taire la voix du clergé, toute-puissante alors, et à empêcher, par une sage

prévoyance, que ce corps ne finît par avoir dans les juntes une majorité décidée.

La pratique fit voir que le plan des cortès était sagement combiné, et que la liberté de la presse existe quand finit la censure préventive, serpent qui l'étouffe au moment où elle reçoit l'être.

Le 9 novembre, les cortès élurent la junte suprême dont il vient d'être question, et le 10, on promulgua le décret sur la liberté de la presse. Le bénéfice en fut immédiatement acquis aux Espagnols, qui commencèrent à publier toute espèce de livres et de journaux, avec beaucoup de développement, et sans restriction aucune pour toutes les opinions.

Ce fut pendant cette discussion et la précédente sur l'Amérique, que se montrèrent ouvertement les partis que renfermaient les cortès, lesquelles, comme toute assemblée délibérante, se divisaient principalement en amis et en ennemis des réformes. Le public s'habitua insensiblement à désigner par le surnom de *libéraux* (liberales), ceux qui appartenaient au premier de ces deux partis, peut-être parce qu'ils employaient fréquemment dans leurs discours les mots de *principes libéraux* ou *idées libérales*, et comme il arrive, des choses le nom passa aux personnes. Le parti contraire fut plus long-temps à recevoir une épithète spéciale ; mais enfin, un écrivain d'un esprit railleur (1) lui imposa celle de *servile* (servil).

Il existait en outre dans les cortès un tiers-parti, vacillant dans sa conduite, et qui faisait pencher la balance des décisions du côté où il se tournait. C'était celui des Américains. Uni d'ordinaire avec le parti des libéraux, il les abandonnait sur certaines questions

(1) Don Eugenio Tapia, dans une composition poétique assez remarquable, où il sépara malicieusement les deux syllabes du mot *ser-vil*, ce qui voulait dire alors *être vil*.

cablé l'Espagne frappaient trop les yeux pour qu'on pût s'opposer complètement aux moyens d'y porter remède.

Parmi les Américains, on distinguait aussi des députés instruits, éloquens, d'une parole agréable et brillante. Don José Mexia était leur chef. Homme entendu, éclairé, fin, d'une extrême perspicacité et d'une organisation subtile, il était né, en quelque sorte, pour commander à un parti qui n'agissait jamais qu'en qualité d'auxiliaire, et selon le vent de ses intérêts particuliers; tel était le sang-froid de Mexia, son empire sur ses paroles et l'étonnante flexibilité de son talent, que, sans la moindre altération apparente, il défendait quelquefois à la fin d'un discours ce qu'il avait attaqué au commencement; d'ailleurs, et laissant à part les questions politiques, c'était un homme estimable, et du plus honorable caractère. Ceux des siens qui le suivaient et le soutenaient dans les discussions, étaient, parmi les laïcs, Leira, Moralès Duarez, Feliu, et Gutierrez de Teran; et parmi les ecclésiastiques, Alcocer, Arispe, Larrazabal, Gordoa et Castillo, ces deux derniers, recommandables par dessus tous.

A peine pourrait-on affirmer qu'il y eût parmi les Américains un seul député qui penchât entièrement vers le parti anti-réformateur. Quelques-uns pouvaient s'y réunir en certains cas, mais presque jamais lorsqu'il s'agissait d'innovation.

Tel est le tableau fidèle que présentaient les divers partis dans les cortès; tels étaient les plus distingués de leurs orateurs et de leurs membres. D'autres noms, honorables aussi, seront cités dans la suite. On peut dire que nulle part les hommes ne sont mieux connus, et ne prennent mieux la place qui leur convient, que dans les assemblées délibérantes. Ce sont des pierres de touche auxquelles ne résistent point les

réputations mal acquises. Dans le choc des débats, on discerne bientôt lequel brille par l'imagination, lequel par la droiture du sens, et quelle est enfin le degré de capacité que la nature a réparti à chacun, car celle-ci ne se montre jamais assez généreuse pour prodiguer aux uns tous les dons de l'esprit, ni assez avare pour en priver entièrement les autres. A notre avis, le plus grand bienfait peut-être des gouvernemens représentatifs consiste à découvrir le mérite caché, et à faire éclater les qualités véritables et spéciales où elles se trouvent. C'est ainsi que les états parviennent à la fin à être gouvernés, sinon toujours par la vertu, au moins par des mains habiles et des esprits éclairés ; pas immense pour les progrès et le bonheur des nations. L'Espagne aurait recueilli de ce champ une moisson bien abondante, si, au temps de la récolte, un aquilon dévorant n'eût emporté tous les épis.

Tandis que les cortès étaient occupées de la discussion sur la liberté de la presse, elles changèrent aussi les membres qui composaient le conseil de régence. C'est à elles qu'il appartenait, en l'absence du roi, de constituer le pouvoir exécutif de la manière qui semblerait la plus convenable. Les anciennes cortès avaient usé de ce droit dans certaines minorités : les nouvelles pouvaient bien user d'un droit semblable, d'autant plus que le prince captif n'avait pris aucune mesure à ce sujet, et que la régence élue par la junte centrale l'avait été seulement en attendant que les cortès, déjà convoquées, « eussent établi un gouver-« nement fondé sur le vœu général de la nation. »

Il était impossible que le pouvoir continuât de résider aux mains des membres de cette régence, soit que l'on considérât l'affaire de l'évêque d'Orense, soit qu'on eût égard à la mutuelle défiance qui régnait entre elle et les cortès ; méfiance née des causes que

nous avons indiquées plus haut, et d'une mesure dont il n'a pas encore été question, laquelle parut venir d'un mauvais vouloir et d'un inexcusable procédé.

Cette mesure était un ordre donné au gouverneur de la place de Cadix et à celui du conseil royal, « pour « qu'on veillât sur ceux qui parleraient mal des cor- « tès. » Les députés attribuèrent un soin si obséquieux au désir de les mettre mal avec le public, et au perfide et pernicieux dessein de faire croire à la nation que le congrès était très-violemment censuré à Cadix. Les excuses que fit valoir la régence, loin de diminuer les charges élevées contre elle, les aggravèrent; car l'ordre avait été donné secrètement et en termes artificieux, si bien qu'il était permis de douter si cette disposition venait des cortès, ou seulement du pouvoir exécutif. Les députés déclarèrent publiquement qu'ils regardaient cet ordre comme contraire à leur propre dignité, puisqu'ils n'aspiraient uniquement qu'à mériter par leur conduite l'approbation de leurs concitoyens, et que, pour preuve, ils s'occupaient à établir la liberté de la presse, afin qu'on examinât les actes législatifs du gouvernement avec toute latitude et toute sécurité.

Cet incident venant s'unir aux causes précédemment indiquées et à d'autres moins principales, les cortès, à la fin, se décidèrent à dissoudre la régence. Elles le firent néanmoins de la manière la plus douce et la plus honorable, en acceptant la démission qu'avaient donnée les membres de ce corps.

Lorsqu'elles les remplacèrent, elles en réduisirent le nombre à trois au lieu de cinq, et, le 28 octobre, les nouveaux élus se rendirent, pour prêter le serment exigé, dans la salle des séances, où les anciens régens avaient laissé leurs places vacantes. Le choix était tombé sur le général Don Joaquin Blake, sur le chef d'escadre Don Gabriel Ciscar, et sur le capitaine

de frégate Don Pédro Agar; le dernier, comme Américain, représentait les provinces d'outre-mer. Mais comme, des trois élus, les deux premiers se trouvaient à Murcie, et qu'il ne semblait pas convenable qu'en attendant leur retour, Don Pédro Agar gouvernât seul, les cortès nommèrent deux suppléans pour occuper l'emploi par intérim; ce furent le général marquis del Palacio et Don José-Maria Puig, du conseil royal.

Celui-ci et Don Pédro Agar prêtèrent un serment pur et simple, sans ajouter aucune observation. Il n'en fut pas de même du marquis del Palacio, qui exposa « qu'il jurait sans préjudice des sermens de fi- « délité qu'il avait prêtés au seigneur Ferdinand VII. » On laisse à juger quelle rumeur excita dans les cortès une sortie si inattendue. Le marquis voulut s'expliquer, mais on lui ordonna de passer à la barre. Là, plus il voulut éclaircir le sens de ses paroles, plus il se compromit, tant sa raison était troublée et confondue. Il persista néanmoins dans son dire, et Don Luis del Monte, qui présidait, homme d'humeur hautaine, en même temps que de tact et de lumière, lui imposa silence et lui ordonna de se retirer. Le marquis obéit, mais, par ordre des cortès, il fut retenu au corps-de-garde en état d'arrestation.

Par suite de cet événement, le même jour 28, on mit seulement en possession de leurs emplois les régens Agar et Puig. Ceux-ci revêtirent aussitôt l'écharpe jaune et rouge, aux couleurs du pavillon national, insigne adopté déjà pour les membres de la régence. Le lendemain, les cortès nommèrent comme régent par intérim, au lieu du marquis del Palacio, le marquis del Castelar, grand d'Espagne. Les titulaires absens, Don Joaquin Blake et Don Gabriel Ciscar, n'occupèrent leurs siéges que le 8 décembre et le 4 janvier suivans.

Un grand débat s'éleva dans les cortès au sujet de ce qu'il fallait faire du marquis del Palacio. On n'attribua point son dessein et son obstination à une simple imprudence ni aux scrupules d'une conscience timorée; on y voyait un plan prémédité des mêmes hommes qui avaient poussé l'évêque d'Orense dans son opposition. Le hasard voulut, pour accroître les soupçons, que le marquis eût un frère moine, quelque peu intrigant, qui avait accompagné ce prélat dans son voyage de Galice à Cadix, ce qui avait établi entre eux des relations d'amitié. Nous croyons cependant que la conduite du marquis provint bien plutôt de la bizarrerie de son caractère et de son esprit, mélange informe d'instruction et de préjugés, que de trames ourdies à l'avance.

Parmi les députés qui s'élevèrent avec violence contre le marquis del Palacio, il s'en trouvait quelques-uns qui votaient habituellement du côté antilibéral. Tel fut Ros, qui s'était déjà montré sévère dans la question de l'évêque d'Orense, et qui dit à cette occasion : « Qu'on traite avec rigueur le marquis « del Palacio, qu'on lui fasse son procès, mais qu'il « n'ait point pour juges les membres du conseil royal, « car cette corporation m'est suspecte. »

Enfin, après que l'affaire eut passé à une commission des cortès, le marquis fut mis en arrestation chez lui, et la régence nomma pour le juger une junte de magistrats. Le procès dura jusqu'en février; dans l'intervalle, l'accusé, s'étant disculpé dans un manifeste, et ayant montré beaucoup de repentir, finit par désarmer presque tout le monde, et ses juges en particulier, qui déclarèrent pour toute sentence : « Que le marquis serait tenu de se présenter de nou- « veau devant les cortès, et de jurer purement et « simplement, pour donner satisfaction, tant à cette « assemblée qu'à la nation, de toute irrévérence où

« il serait tombé. » En exécution de cette sentence le marquis se présenta le 22 mars aux cortès, pour y prêter le serment qu'on exigeait. Ainsi se termina une affaire, grave seulement par les circonstances et le temps où elle se présentait, et peut-être fort insignifiante à toute autre époque, comme tout ce qui se fonde en explications et en conjectures sur la manière de penser des individus.

Maintenant, avant de continuer notre tâche, il est bon de jeter un regard sur diverses mesures que prit la dernière régence, ainsi que sur des événemens arrivés pendant la durée de son pouvoir, et desquels nous n'avons pas encore fait mention.

Dans la partie diplomatique, on peut dire que les relations s'étaient à peu près maintenues sur le même pied. Il n'y avait d'importantes que celles établies avec l'Angleterre, puissance qui, au mois d'avril, avait envoyé pour ministre plénipotentiaire sir Henry Wellesley, frère du marquis et de lord Wellington. Les principales négociations se bornèrent à la question des subsides, car on n'en avait encore ouvert aucune d'essentielle sur les révolutions qui survenaient successivement en Amérique. L'Angleterre, toujours disposée à fournir à l'Espagne des armes, des munitions, des équipemens, marchandait les secours en argent, et finit par les supprimer presque tout-à-fait.

Quand on vit cesser les dons de cette espèce, on pensa à effectuer des emprunts sous la protection et la garantie du gouvernement anglais. La junte centrale en avait demandé un de 50,000,000 de piastres, qui ne se réalisa point. La régence, dans le principe, en sollicita un autre de 10,000,000 de livres sterling, qui n'eut pas un meilleur sort; et comme le cabinet anglais donnait pour motif de son refus l'élévation de la somme, la régence la réduisit à 2,000,000 sterling. Mais cette nouvelle demande n'eut pas un plus heu-

eux résultat ; car, au mois d'août, le ministre Welesley répondit que « l'Angleterre avait déjà fourni « à l'Espagne de très-grands subsides, en argent, « armes, munitions et équipemens ; qu'épuisée par « ces sacrifices, la nation britannique ne pouvait « continuer à suffire aux nombreuses ressources dont « l'Espagne avait encore besoin pour achever la « grande œuvre où elle était engagée ; qu'il semblait « juste, pour répondre à la générosité anglaise, que « le gouvernement espagnol autorisât le commerce « direct des ports de l'Angleterre avec les possessions « espagnoles des Indes, sous un droit de 11 pour 100 « sur facture ; avec cette condition que cette liberté « du commerce ne durerait que jusqu'à la conclusion « de la guerre alors engagée avec la France. » Don Eusebio Bardaji, ministre d'état, répondit (et sa réponse reçut depuis l'approbation du gouvernement) « que celui-ci ne pourrait accepter la proposition sans « exciter contre lui la haine de toute la nation, qu'on « priverait, en accédant aux désirs du gouvernement « britannique, du produit des possessions d'outre-« mer, tout en la laissant chargée de l'emprunt qui « se négociait pour la protéger et la défendre. » Là s'arrêtèrent les négociations de cette espèce, et l'on ne donna pas plus de suite à celles ouvertes sur les subsides.

Les cortès, cependant, pour resserrer entre les deux nations les liens d'amitié, décidèrent, le 19 novembre ; « qu'on élèverait un monument public au « roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-« lande, Georges III, en témoignage de la recon-« naissance de l'Espagne envers cet auguste et gé-« néreux souverain. » La détresse des temps ne permit point d'effectuer immédiatement cette détermination, et les gouvernemens qui succédèrent aux cortès ne l'accomplirent pas davantage, comme il

arrive d'ordinaire pour les monumens publics dont l'érection est décrétée sous l'influence de circonstances particulières.

Quelques personnes ont reproché à la première régence d'avoir permis l'entrée des troupes anglaises à Ceuta, mais ce reproche n'est pas fondé, car si ces troupes étaient admises à Cadix, il n'y avait nulle raison de se montrer plus défiant au sujet d'une autre place. Il faut ajouter que cette régence n'acceda point, en plusieurs cas, à tout ce que désiraient les étrangers. C'est ce qu'on a vu à propos de l'emprunt, et ce qu'on vit encore à propos d'un autre incident qui arriva au commencement de juin. A cette époque, l'ambassadeur Wellesley demanda, pour lord Wellington, la permission d'envoyer des ingénieurs qui fortifiassent Vigo et les îles de Bayona qui en sont voisines, afin que l'armée anglaise eût ce refuge dans le cas où quelque malheur la forcerait à se retirer du côté de la Galice. La régence répondit que l'on s'occupait déjà, par son ordre, de fortifier ces îles, et qu'en tout événement, lord Wellington y serait reçu avec son armée, aussi bien que dans les autres parties du territoire espagnol, avec les égards et le bon accueil dus à de si intimes alliés.

On plaça également sous la dépendance du ministère d'état, ou des relations extérieures, une correspondance secrète, organisée au mois d'avril avec plus de soin et d'activité que précédemment, sous les ordres de Don Antonio Ranz Romanillos, magistrat habile et vigilant, qui, ayant établi des cordons de communication à travers les points occupés par l'ennemi, était informé jour par jour et très en détail de tout ce qui se passait, même dans la cour intime du roi intrus.

Ce fut par la même voie qu'on dépêcha des instructions pour une mission confiée, dans le même

mois d'avril, aux soins du marquis d'Ayerbe. Cette mission se liait à la délivrance de Ferdinand VII, et déjà il en avait été question avec l'archevêque de Laodicée, dernier président de la junte centrale, avec le duc del Infantado et le marquis de las Hormazas. Nous présumons que cette affaire avait la même origine que celle du baron de Kolly, sans avoir eu de plus heureux résultats. Le marquis d'Ayerbe partit de Cadix sur le brigantin *Palamo*, avec 2,000,000 de réaux, et parvint à s'introduire en France; mais il n'y fit rien de bon, et, au retour, il eut le malheur d'être tué en Aragon par des paysans qui le regardèrent comme un homme suspect.

Au mois de juin, le gouvernement anglais proposa à celui d'Espagne d'entrer dans un accord pour un échange de prisonniers que l'on négociait alors avec la France. Les négociations s'ouvrirent à ce sujet, principalement à Morlaix entre M. Makensie et M. de Moustier. Il y avait en Angleterre, environ cinquante mille prisonniers français, et les prisonniers anglais en France ne dépassaient pas douze mille, provenant soit du fait de la guerre, soit d'arrestations arbitraires opérées par la police lors de la reprise des hostilités en 1802. En conséquence, comme le cabinet de Londres voulait, d'après un traité présenté le 23 septembre, échanger *homme pour homme* et *grade pour grade*, il devenait indispensable que l'Espagne et les autres alliés de l'Angleterre prissent part à l'arrangement. Mais Napoléon, qui se souciait peu de terminer la négociation sur cette base, et peut-être même sur aucune autre base admissible, demandait qu'on lui rendît en masse ses prisonniers de guerre en échange des Anglais, offrant de livrer *ensuite* les prisonniers espagnols. La négociation, continuée dès lors sans résultat, fut entièrement rompue avant la fin de 1810. Ce qu'il y eut de

plus digne de remarque, ce fut la conduite, extravagante parfois, du commissaire français, M. de Moustier, qui voulait que l'on considérât comme prisonnière de guerre l'armée anglaise du Portugal : ce même M. de Moustiér qui, plus tard, ambassadeur de France en Espagne pour Charles X, se montra dévoué aux doctrines du royalisme le plus pur et le plus exalté.

Les finances étant administrées par la junte de Cadix depuis le 28 janvier, jour de son installation, cette branche des affaires publiques n'offrit dans sa forme aucun changement notable jusqu'au 31 octobre, époque où fut annulé le contrat ou arrangement fait avec la régence le 31 mars précédent.

Les recettes qu'opéra la junte pendant ce laps de temps passèrent 451,000,000 de réaux. Dans cette somme, les revenus du district figurent pour environ 84,000,000; les dons et impositions extraordinaires de la ville, pour 17; les prêts et autres articles (y compris 259,000 livres sterling de l'ambassadeur d'Angleterre), pour 54; enfin les provenances d'Amérique pour plus de 195. Mais il faut observer que, dans ces dernières valeurs, sont comptés 27,000,000 appartenant à des particuliers qui résidaient dans les pays occupés par l'ennemi, et dont la junte s'empara sous prétexte de remboursement : violence qui fut commise sans que la régence, bien à tort, la désapprouvât. Des sommes encaissées, on employa plus de 92,000,000 de réaux pour la défense et les services du district, plus de 146 pour les dépenses générales de la nation, et l'on envoya environ 112,000,000 aux provinces. Dans l'énumération des dates et des articles, nous avons supprimé les détails et les fractions pour ne pas charger inutilement notre récit. Les revenus des autres parties de l'Espagne se consommèrent sur leurs territoires respectifs, où les habitans

fournissaient en denrées ce qu'ils ne pouvaient donner en argent.

La première régence se borna en matière de crédit public, à nommer, le 19 février, une commission de trois membres qui examina la situation des choses et fit un rapport. Cette mission fut parfaitement remplie par Don Antonio Ranz Romanillos, sans que l'on prît toutefois sur la matière aucune résolution.

Le 24 mai, avant l'arrivée de l'évêque d'Orense, la régence ordonna qu'on réservât pour les besoins publics la moitié de la dîme, mesure audacieuse et qui ne cadrait guère avec les opinions de ce corps sur d'autres questions. Aussi passa-t-elle comme un éclair, ayant été promptement annulée sur les représentations de divers ecclésiastiques et prélats.

L'armée, qui, à l'époque de l'installation de la régence, était sur plusieurs points du territoire en dissolution à peu près complète, se recomposa peu à peu. Au mois de juin, elle comptait déjà cent quarante mille hommes, et elle finit par s'élever jusqu'à près de cent soixante-dix mille. Pour arriver à ce résultat, la régence ne laissa pas de prendre quelques mesures, particulièrement dans l'île de Léon ; mais partout ailleurs, l'augmentation de l'armée fut due plutôt à l'esprit qui animait les soldats et la nation entière, qu'à d'énergiques dispositions du gouvernement central, mal placé d'ailleurs pour avoir une influence directe et efficace.

Une des bonnes mesures de cette régence, ce fut d'introduire dans l'armée l'état-major général. Don Joaquin Blake en suggéra l'idée pendant qu'il commandait dans l'île. Au moyen de cet établissement militaire, on assura les relations mutuelles entre toutes les armées, et l'on facilita la combinaison des opérations, qui pouvaient toutes partir d'un centre commun. D'après l'ancien règlement, c'étaient le

quartier-maître et les majors-généraux d'infanterie, de cavalerie et des dragons, bien souvent fort peu d'accord entre eux, qui remplissaient séparément ces fonctions dans chaque corps d'armée. Blake présenta un plan que le gouvernement approuva, et qui fut circulairement communiqué le 9 juin. Ce même général fut mis à la tête du nouvel état-major, qui devint dans la suite une pépinière d'excellens officiers.

Depuis le commencement du soulèvement national, comme toute l'attention se portait sur l'armée, on avait singulièrement négligé la marine, dont plusieurs officiers servaient dans les troupes de terre. Mais une fois le gouvernement acculé dans Cadix, l'appui d'une flotte lui devint indispensable, afin qu'il ne dépendît pas entièrement de celle des Anglais.

Les frégates et les vaisseaux qui avaient besoin d'entrer en chantier, ou qu'on ne pouvait armer faute d'équipage, furent destinés pour Mahon et pour la Havane. Les autres croisaient dans la Méditerranée ou dans l'Océan, amenant ou portant des secours d'armes, de munitions, de vivres, d'argent et même de troupes. Les petits bâtimens et les bateaux plats, outre qu'ils défendaient la baie de Cadix, l'arsenal de la Carraca et les canaux de l'île de Léon, contribuèrent au maintien du cabotage en protégeant les bâteaux côtiers contre les entreprises d'une foule de corsaires qui se réfugiaient, au préjudice de notre navigation, à Sanlucar, à Malaga, et dans diverses cales de l'Andalousie.

Quant aux tribunaux, s'il est vrai, comme nous l'avons rapporté, que la régence eût fait la grande faute de rétablir tous les conseils, il est juste de ne pas oublier que, précédemment, elle avait eu le bon esprit d'abolir le tribunal de vigilance et de sûreté publique, établi par la junte centrale pour les cas de trahison. Ce fut le 16 juin que disparut cette

magistrature qu'on regrette d'avoir vue érigée en une commission criminelle extraordinaire, et dont les attributions passèrent à l'audience territoriale. Nous avons déjà fait connaître que les juges de ce premier tribunal ne s'étaient pas montrés très-rigoureux, moins peut-être que leurs successeurs, qui condamnèrent à mort l'avocat Don Domingo Rico Villademoros, membre du tribunal criminel de Joseph, qui fut arrêté en Castille par une guérilla, et qui, en vertu de la sentence prononcée contre lui, souffrit à Cadix le supplice du *garrote*. Douloureux événement, et pourtant le seul de cette espèce dont Cadix fut alors le théâtre, tandis qu'à Madrid les juges dévoués au gouvernement intrus s'acharnaient contre les patriotes.

Nous avons achevé maintenant de rapporter les actes les plus notables de la première régence. On peut en inférer que, malgré ses défauts et son amour pour tout ce qui était ancien, en définitive elle ne laissa pas les choses en plus mauvais état qu'elle ne les avait trouvées. Il est vrai de dire que ce résultat dépendit en partie de la courte durée de son administration, et de ce que telle était alors la situation, que ce qu'il pouvait y avoir de pire, c'était de se rendre à l'ennemi, lâcheté dont les premiers régens, pour la plupart, hommes d'honneur et de haute probité, étaient complètement incapables.

Les nouveaux régens penchaient vers le parti réformateur. Nous avons déjà parlé, en différentes occasions, de Don Joaquin Blake et de ses qualités comme général; le temps viendra d'examiner sa conduite dans le poste de régent. Les deux autres avaient la réputation de savans marins, principalement Don Gabriel Ciscar, également doué d'un caractère énergique, et tous trois se distinguaient par leur intégrité et leur amour de la justice.

Les cortès avançaient sans interruption dans la carrière des réformes. Sur la proposition d'Argüellès, elles décrétèrent, le 1er décembre, la suspension de toute nomination aux prébendes ecclésiastiques, excepté celles d'office, et celles auxquelles était annexée charge d'âmes. Au commencement, on comprit dans la résolution les provinces d'outre-mer, mais on les en exclut ensuite, parce qu'on ne voulait point alors déplaire au clergé américain, plus influent dans ces provinces que celui de la Péninsule ne l'était parmi nous.

Le 2 du même mois, sur la proposition de Gallego, tous les appointemens furent réduits, et il fut décrété qu'aucun traitement ne s'élèverait à plus de 40,000 réaux de vellon, à l'exception de celui des régens, des ministres, des envoyés aux cours étrangères et des généraux de terre et de mer en service actif. On avait déjà précédemment établi, même pour les appointemens au-dessus de 40,000 réaux, une échelle de diminution proportionnelle, et les secrétaires d'état ne touchaient pas plus de 120,000 réaux. Ces mesures furent modifiées quelquefois, mais toujours, bien entendu, en faveur de l'économie et du bon ordre, nécessité d'autant plus grande que le trésor était plus épuisé, et qu'il y avait d'urgens besoins à satisfaire dans le département de la guerre, pourvu de préférence à tous les autres.

On se fit un devoir d'adoucir le sort de plusieurs individus arbitrairement arrêtés par la première régence ou par les tribunaux, en ordonnant que leurs procès fussent plus rapidement instruits, et que l'on visitât les prisons. Dans les mesures de cette espèce, jamais les cortès ne montrèrent de divergence d'opinion. Ainsi, celui qui, le premier, insista pour la visite des prisons, fut Gutierrez de la Huerta; il annonça « qu'on y découvrirait bien des innocens. »

En effet, la plaie de l'Espagne ne consistait pas précisément en arrêts fréquens et cruels, mais plutôt en arrestations arbitaires qui se prolongeaient indéfiniment.

Bien que fort occupées de toutes ces mesures actuelles et urgentes, les cortès n'oublièrent pas celles qui devaient assurer dans l'avenir le sort et la liberté de l'Espagne. Réviser les franchises et les immunités (*fueros*) dont les diverses provinces de la Péninsule avaient anciennement joui, les améliorer, les rendre uniformes et les adapter à la situation présente de la nation et du monde, tel avait été l'un des motifs de la convocation des cortès, et jamais elles ne le mirent en oubli. En conséquence, le 23 décembre, et conformément à une proposition faite, le 9, par Don Antonio Oliveros, une commission spéciale fut nommée pour préparer un projet de constitution politique et monarchique. On y fit entrer des Européens de toutes les opinions représentées dans les cortès, et divers Américains (1).

A la même époque, on vit aussi se confondre les opinions les plus opposées dans une discussion fort délicate à laquelle donna lieu une circonstance qui touchait de près Ferdinand VII. Par suite de la cor-

(1) Les membres nommés furent, Européens : Don Diego Muños Torrero, Don Agustin de Argüellès; Don José Pablo Valiente, Don Pédro Maria Ric, Don Francisco Gutierrez de la Huerta, Don Evaristo Perez de Castro, Don Alonso Cañedo, Don José Espiga, Don Antonio Oliveros, et Don Francisco Rodrigues de la Barcéna ; Américains : Don Vicente Moralès Duarez, Don Joaquin Fernandez de Leiva, Don Antonio-Joaquin Perez. On admit ensuite dans la commission Don Andrès de Jauregui, député pour la ville de la Havane, et Don Mariano Mendiola, pour Quérétaro. Enfin, on y agrégea, en dehors des cortès, Don Antonio Ranz Romanillos, du conseil de finances, déjà chargé à Séville, par la junte centrale, d'un travail semblable.

respondance publiée dans le *Moniteur*, cette même année 1810, correspondance où se trouvaient des lettres fort soumises du roi captif à Napoléon, le bruit se répandit en Espagne qu'il était question d'unir Ferdinand à une princesse de la famille impériale, et de le faire remonter, après cette union, au trône de ses ancêtres, à l'ombre de la protection de l'empereur des Français, et sous des conditions contraires à l'honneur et à l'indépendance de la nation. De graves conséquences devaient suivre infailliblement la réalisation d'un pareil projet, et peut-être que, par ce moyen, mieux que par tout autre, l'étranger aurait obtenu la complète sujétion de l'Espagne. Mais, par bonheur, le plan ne convenait pas à l'âme indomptable de Napoléon, qui n'était point sujet à changer d'avis, ni à revenir sur une première résolution.

Excité par ces rumeurs, Don Antonio Capmany, sentinelle toujours éveillée contre tout ce qui tendait à blesser l'indépendance nationale, avait formulé, le 10 décembre, la proposition suivante : « Les « cortès générales et extraordinaires, désireuses de « convertir en loi cette maxime que, dans les ma- « riages des rois, doit avoir part le bien de leurs « sujets, déclarent et décrètent qu'aucun roi d'Es- « pagne ne peut contracter mariage avec aucune per- « sonne, de quelque classe, race et condition que ce « soit, sans la connaissance et l'approbation préalables « de la nation espagnole, légitimement représentée « par les cortès. » Le député Borrull fit une autre proposition sur le même sujet, bien qu'en termes plus généraux. Elle était ainsi conçue : « Soient déclarés « nuls et de nulle valeur ni effet, toute espèce d'ac- « tes ou de conventions que feraient les rois d'Espa- « gne étant au pouvoir des ennemis, et qui pourraient « causer quelque préjudice au royaume. »

Amis et ennemis des réformes, Européens, Américains, tous les députés en un mot furent d'accord pour donner leur assentiment à l'esprit, sinon à la lettre des deux propositions, dont la discussion s'ouvrit le 29 décembre : unanimité fille de l'amour qu'on portait à l'indépendance, et devant lequel se taisaient toutes les autres passions.

Le même Borrull disait alors... « Dans le *fuero* « de Sobrarbe, qui régissait les Aragonais et les Na- « varrais, il fut établi que les rois ne pouvaient dé- « clarer de guerres, faire de paix ou de trèves, ni « donner d'emplois sans le consentement de douze « *Ricos-homes*, ainsi que des plus savans et des plus « âgés. En Castille, on établit aussi dans toutes les « provinces de ce royaume que les affaires délicates « et importantes devaient se résoudre dans les cortès « mêmes, ce qui s'exécutait, puisque, d'autre ma- « nière, de semblables traités étaient nuls et de nul « effet. Ainsi donc, en s'appuyant sur l'antique loi « fondamentale, et sur des faits de cette nature, « toute chose consentie au préjudice du royaume doit « être de nulle valeur... Cette approbation nationale « doit toujours servir aux rois, comme une barrière « contre les efforts de leurs ennemis, car dès que les « rois sauront que leurs caprices ne seront point admis « par l'état, ils s'abstiendront de s'y livrer. »

C'était au parti anti-libéral qu'appartenait, de même que Borrull, Don José Pablo Valiente ; néanmoins, non-seulement il approuvait les propositions, mais il désirait qu'elles fussent plus claires et plus explicites. « Il pourrait fort bien arriver, disait-il, que notre « prince simple et candide, sans l'expérience que « donne le monde, se présentât uni à une jeune prin- « cesse pour s'asseoir tranquillement sur le trône. « Alors les cortès auraient raison de décider qu'il ne « faut pas le recevoir, car ce mariage ne peut en

« aucune manière convenir à l'Espagne... Marié ou « non ; jamais nous ne recevrons Ferdinand que ce ne « soit pour nous rendre heureux. »

Ce fut dans le même sens que parlèrent d'autres députés de la même opinion. Ceux du parti contraire, tels que Argüellès, Oliveros, Gallego et d'autres, prononcèrent aussi de longs et remarquables discours. Parmi eux, Garcia Herreros s'exprimait ainsi : « Dès « l'origine, les rois ont été sujets des lois que leur a « dictées la nation... Celle-ci leur a prescrit leurs « obligations, et leur a désigné leurs droits, décla- « rant nul par avance tout ce qu'ils feraient en oppo- « sition. La loi 29, titre II, de la *Partida* 3, dit : *Si « le roi jurait quelque chose qui fût au tort et au « préjudice du royaume, il n'est pas tenu de garder « un serment comme celui-là.* Toujours la nation a « pu leur reprocher le mauvais usage du pouvoir, et, « dans ce but, voici ce que dit la loi 10, titre I[er], *Par- « tida* 2 : *Que si le roi usait mal de sa puissance, « les gens pourraient l'appeler* TYRAN, *et lui repren- « dre comme tortionnaire la seigneurie qu'il exerçait « de droit.* Ceux qui se scandalisent d'entendre que « la nation a droit sur les personnes et sur les actions « de ses monarques, et qu'elle peut annuler tout ce « qu'ils font durant leur captivité, que ceux-là exa- « minent les fragmens de loi que je viens de citer, « qu'ils lisent les lois fondamentales de notre monar- « chie depuis son origine ; et s'ils ne sont point alors « convaincus de la souveraineté de la nation, con- « vaincus qu'elle n'est point le patrimoine des princes, « et qu'en tout temps la loi a été supérieure au roi, « ils peuvent croire alors qu'ils sont nés pour être « esclaves, et qu'ils ne doivent point être membres « d'une nation qui ne reconnaîtra jamais d'autres « obligations que celles qu'elle-même se sera impo- « sées... » Tout ce discours, dont nous ne rapportons

qu'un passage, portait le sceau de la rigide et profonde sévérité de l'orateur, homme plein de franchise, remarquable par l'énergique netteté de son style, et très-versé dans notre législation et dans l'histoire des anciennes cortès, comme ancien *procurador* du royaume.

Les Américains ne restèrent point en arrière dans la discussion; ils rivalisèrent avec les Européens de savoir et de fermeté, principalement les députés Mexia et Leiva. Il en est un autre parmi eux qui mérite une mention particulière; c'est Don Dionisio Inca Yupangui, député pour le Pérou, véritable rejeton de l'antique et royale famille des Incas, sur les traits duquel se peignait encore l'origine indienne dont il était issu. Don Dionisio s'exprimait ainsi: «Organe des vœux de l'Amérique (et, « en vérité, qui pourrait l'être à meilleur titre ? ), je « déclare aux cortès que, sans la liberté absolue du « roi au milieu de son peuple, sans la totale évacua- « tion des places et du territoire espagnol, et sans la « complète intégrité de la monarchie, l'Amérique « n'écoutera aucune proposition ni condition du tyran « Napoléon, et ne cessera de soutenir avec la plus « grande ferveur les votes et les décisions des « cortès. »

Enfin, après de lumineux débats qui durèrent quatre jours entiers, on prit en considération les propositions de Capmany et de Borrull, ainsi que quelques autres éclaircissemens, et Perez de Castro rédigea un décret qui fut approuvé, dans ces termes, le 1er janvier 1811: « Les cortès générales et extraor- « dinaires, conformément à leur décret du 24 sep- « tembre de l'année précédente, par lequel elles dé- « clarèrent nulles et de nulle valeur les abdications « faites à Bayonne par le légitime roi d'Espagne et « des Indes, Ferdinand VII, non-seulement parce « que ce prince n'était pas libre, mais aussi parce

« que ces abdications manquaient d'une condition « essentielle et indispensable, le consentement de la « nation, déclarent qu'elles ne reconnaîtront point, « mais qu'elles tiennent au contraire pour nuls, de « nulle valeur et de nul effet, tout acte, traité, con« vention ou transaction de quelque classe et na« ture que ce puisse être, consentis par le roi, tant « qu'il demeurera dans l'état d'oppression et de « captivité où il se trouve, soit que les dits actes « aient lieu en pays ennemi, ou sur le territoire de « l'Espagne, si, dans ce dernier cas, la personne du « prince est entourée des armes, ou placée sous l'in« fluence directe ou indirecte de l'usurpateur de sa « couronne; car jamais la nation ne regardera son roi « comme libre, ni ne lui prêtera obéissance, jusqu'à « ce qu'elle le voie parmi ses fidèles sujets, dans le « sein du congrès national qui existe à présent ou qui « existerait par la suite, ou du gouvernement établi « par les cortès. Elles déclarent aussi que toute con« travention à ce décret sera regardée par la nation « comme un acte hostile à la patrie, et que le con« trevenant demeurera responsable selon toute la « rigueur des lois. Les cortès déclarent enfin que la « généreuse nation qu'elles représentent ne dépo« sera les armes, et ne prêtera l'oreille à aucune « proposition d'accommodement, à aucune conven« tion de quelque nature qu'elle soit, qu'après « la totale évacuation de l'Espagne et du Portu« gal par les troupes qui les ont envahis avec tant « d'iniquité; car les cortès sont résolues, avec la « nation entière, à combattre sans relâche, jusqu'à « ce qu'elles aient pleinement assuré le maintien de « la sainte religion de leurs ancêtres, la liberté de « leur bien-aimé monarque, l'indépendance absolue et « l'intégrité de la monarchie. » Le vote de ce décret fut nominal, et il reçut l'approbation unanime de

cent quatorze députés qui se trouvèrent présens, au nombre desquels on comptait déjà plusieurs titulaires venus d'Amérique. En célébrant de cette manière le premier jour de l'année, on peut affirmer, sans partialité comme sans exagération, que les cortès s'élevèrent en cette occasion à la hauteur du sénat romain dans ses plus beaux jours.

Pendant ces premiers mois, les cortès s'occupèrent de nouveau, et à plusieurs reprises, des provinces d'outre-mer. Elles y étaient excitées, tant par leurs députés, que par le désir de faire le bien de ces contrées, comme aussi par celui d'apaiser le feu de l'insurrection, qui se propageait et augmentait de toutes parts.

Il s'étendit de Buenos-Ayres au Paraguay et au Tucuman; puis ensuite, au Chili, où, fort heureusement, le brigadier Carrasco, qui commandait, ayant donné sa démission à propos, et s'étant fait remplacer par le comte de la Conquista, l'autorité suprême de la Péninsule ne fut pas méconnue, bien que ce pays suivît déjà une pente bien glissante vers l'anarchie.

Les révolutions de la Nouvelle-Espagne eurent un caractère plus grave et de plus terribles conséquences. On eut à les craindre dès l'époque du vice-roi Don José Iturrigaray, qui fut déposé, le 16 septembre 1809, par les Européens domiciliés dans ce royaume, lesquels le soupçonnaient de connivence avec les créoles, et reçurent l'approbation de l'audience. Il est bien vrai que ce même Iturrigaray fut absous sur tous les chefs dans le procès qui, par suite, lui fut intenté en Europe; mais il n'en resta pas moins sous le soupçon d'avoir voulu établir un gouvernement indépendant, à la tête duquel il se serait mis lui-même. La junte centrale nomma, pour lui succéder comme vice-roi, l'archevêque Don Francisco-Xavier de Lizana, faible vieillard, jouet facile des passions d'autrui.

La déposition d'Iturrigaray, quoique fondée sur de justes motifs, la pauvreté d'esprit de l'archevêque vice-roi, puis enfin les désastres de l'Espagne en 1810, firent éclater les mécontentemens, et les factieux se prononcèrent ouvertement dans le mois de septembre de la même année. A leur tête était un prêtre obscur, Don Miguel Hidalgo de la Costilla, curé du village de Dolorès, dans le district de la ville de Guanajuato. Versé dans les matières de sa profession, il n'était point étranger à la littérature française; doué d'un tact fin, d'un esprit pénétrant, il se distinguait aussi par la politesse de ses manières. Il avait toujours haï les Espagnols, et il commença à tramer sa conspiration après quelques entrevues qu'il eut avec un général français envoyé par Napoléon pour plaider en faveur de son frère Joseph, lequel général fut arrêté dans les provinces intérieures, et conduit ensuite à la ville de Mexico.

Hidalgo souleva les Indiens et les mulâtres, et entra à leur tête, le 16 septembre, dans le village qui était sa paroisse. Agissant ensuite d'accord avec les capitaines du régiment provincial de la Reine, Don Ignacio Allende et Don Juan Aldama, il arriva à San-Miguel el Grande, où ce régiment se réunit à lui presque en totalité. Le corps d'Hidalgo se grossissant chaque jour, il marcha en avant aux cris de « vive Ferdinand VII, et mort aux Gachupinès! » nom que l'on donne en ce pays aux Européens. Les insurgés portaient sur leur étendard l'image de la Vierge de Guadalupe, très-révérée par les Indiens; les chefs étant obligés, là comme dans le reste de l'Amérique, de cacher leurs véritables intentions sous le manteau de la religion et de la fidélité au roi.

Hidalgo et ses partisans s'avancèrent ainsi, et parvinrent bientôt à s'emparer de Guanajuato, l'une des villes les plus riches de la contrée à cause des mines qu'on exploite dans son territoire. Le 18 octobre,

les rebelles s'étendirent jusqu'à Valladolid de Mechoacan, et comme il régnait une grande fermentation à Mexico, leur triomphe paraissait presque assuré, si, dans ce moment et fort à propos, n'eût abordé d'Europe Don Francisco - Xavier Vénégas, nommé vice-roi à la place de l'archevêque. L'arrivée si opportune de ce gouverneur comprima le mauvais esprit des mécontens dans la capitale, et des mesures actives et énergiques furent prises contre le danger du dehors.

Hidalgo, s'avançant par le chemin de Toluca, n'était plus qu'à quatorze lieues de Mexico, lorsque le colonel Torquato Trujillo, envoyé par Vénégas, marcha à sa rencontre avec quinze cents hommes. C'était un faible nombre comparé aux bandes qui accompagnaient Hidalgo, lesquelles, bien que sans discipline et composées d'élémens hétérogènes, pouvaient, par leur multitude, avoir l'avantage sur les soldats vétérans du chef espagnol.

Les deux partis se rencontrèrent au mont de las Cruces, et une mêlée fort vive s'engagea. Elle coûta cher de part et d'autre, et le colonel Trujillo, quoique victorieux, jugea prudent, en présence de cette masse d'ennemis, de regagner de nuit Mexico, où son arrivée accrut l'inquiétude des uns et rendit l'espérance aux autres.

Le sort de cette capitale se trouvait de nouveau compromis, et peut-être sans ressources, sans la courageuse intervention de Don Felix Calleja, commandant de la brigade de San-Luis de Potosi, qui, apprenant la marche d'Hidalgo sur Mexico, se mit à sa piste avec trois mille hommes de bonnes troupes. Loin toutefois de se déconcerter, le prêtre-général, animé au contraire par la retraite de Trujillo du mont de las Cruces, se porta contre Calleja, qu'il rencontra près d'Aculco, le 7 novembre. Le combat s'en-

gagea aussitôt, et les insurgés furent complètement battus.

Mais on leur laissa le temps de se refaire, et Calleja fut obligé de les attaquer de nouveau, en plusieurs rencontres. Le principal combat, qui acheva, pour ainsi dire, Hidalgo, fut livré, le 17 janvier 1811, au pont appelé de Calderon, dans la province de Guadalajara. Ce chef et ses adhérens, contraints de se réfugier dans les provinces intérieures, furent faits prisonniers le 21 mars suivant, et immédiatement fusillés.

Sur la côte de la mer du sud, toujours dans le royaume de la Nouvelle-Espagne, apparut aussi un autre prêtre, nommé Don José-Maria Morelos, ignorant, féroce, de mœurs corrompues, mais audacieux et propre à de telles entreprises. Il finit, cependant, par avoir le même sort qu'Hidalgo, mais après un long intervalle, et après avoir, avec d'autres chefs, remué le pays et entretenu long-temps le feu de l'insurrection, mal éteint même dans les provinces tranquilles. Ce qui nuisit aux révoltés du Mexique, et les perdit peut-être alors, ce fut de n'avoir pas commencé leur mouvement dans la capitale, car l'autorité centrale des Espagnols subsista pour les contenir. Le contraire arriva à Vénézuela et à Buenos-Ayres, aussi, dans ces provinces, la cause des indépendans parut plus assurée dès le premier jour.

La guerre qui s'alluma au Mexique, à l'époque du soulèvement d'Hidalgo, fut une guerre à mort contre les Européens, et ceux-ci prirent souvent leur revanche. Les ravages furent horribles, par conséquent, et le préjudice immense pour l'Espagne; car, les dépenses s'augmentant, et les recettes diminuant par les révoltes, ou par la destruction des mines, surtout celles de Guanajuato et de Zacateca, il fallut employer dans ces contrées des ressources qui, d'une

autre manière, seraient venues aider en Europe à la guerre soutenue par la Péninsule.

Désolées des malheurs de l'Amérique, les cortès mirent tous leurs efforts à les calmer par le moyen de mesures législatives qui étaient de leur compétence. On discuta longuement, en décembre et en janvier, sur la question de donner aux provinces d'outre-mer une représentation semblable à celle de l'Espagne. Les députés de ces contrées voulaient que cette concession fût faite pour la session des cortès qui se tenait alors. Mais, considérant que la plupart des provinces d'outre-mer avaient effectué leurs élections par les municipalités, conformément aux instructions de la régence, et que, venant de si énormes distances, les députés élus par le peuple ne pourraient arriver que lorsque les cortès actuelles auraient probablement terminé leurs fonctions, le congrès se borna à déclarer, le 9 janvier 1811, « que la représentation américaine aux cortès qui seraient désormais « assemblées, serait entièrement semblable, dans le « mode et la forme, à celle qui s'établirait dans la « Péninsule, la constitution devant fixer le règlement de cette représentation nationale sur les « bases d'une égalité parfaite, conformément au décret du 15 octobre. »

On ordonna de même alors que les naturels et les habitans de ces régions pussent semer et cultiver tout ce qu'il leur plairait, car il y avait des productions, telles que la vigne et l'olivier, dont la culture était prohibée : prohibition, au reste, à laquelle on ne s'arrêtait point en beaucoup d'endroits, et bien moins rigoureuse que celle du tabac dans l'Espagne européenne, adoptée en grande partie pour protéger les plantations de cette denrée en Amérique. On permit aussi de choisir, pour toute espèce de charges et d'emplois, des créoles, des Indiens et des fils de ces deux races, comme s'ils étaient Européens.

nufactures volantes d'armes, de munitions, d'équipemens de toute nature, qui changeaient de place à l'approche de l'ennemi.

Dans le département des finances, outre les mesures d'économie politique que nous avons rapportées, et celles que nous avons omises à raison de leur peu d'importance, les cortès ordonnèrent qu'on réunît en une seule trésorerie générale tous les deniers de la nation, qui, distribués précédemment par plus d'un canal, se perdaient ou changeaient de destination, au préjudice du trésor.

Tels furent les principaux travaux et les plus intéressantes discussions des cortès, dans les premiers mois de leur installation, et tant qu'elles séjournèrent à l'île de Léon, où elles fermèrent leurs séances le 20 février 1811, pour les rouvrir à Cadix le 24 du même mois.

Dès le 6 octobre précédent, elles avaient songé à se transporter dans cette ville, comme plus populeuse, mieux défendue et pourvue de plus de ressources. Elles ajournèrent leur résolution sur ce point à cause de la fièvre jaune, ou vomissement noir, qui éclata pendant cet automne : fléau terrible qui, dans les années 1800 et 1804, avait répandu sur Cadix et d'autres villes de l'Andalousie et de la côte du levant la désolation et la mort. La fièvre jaune, depuis lors, n'avait plus reparu à Cadix, au moins d'une manière sensible, et ce ne fut que dans cette année 1810 qu'elle recommença ses ravages. Que cette maladie nous soit ou non venue des Antilles, opinion qui divise les médecins le plus en renom, il est certain que rien ne contribua davantage à ce qu'elle reparût et se propageât que la présence des étrangers qui s'étaient amoncelés à Cadix par suite de l'invasion des Andalousies. Ce fut, en effet, sur eux que le fléau sévit avec le plus de fureur, car les habitans étaient

mieux à l'abri de ses coups, soit pour avoir déjà souffert la maladie, soit pour être nés et élevés dans un air imprégné de ces miasmes funestes. L'épidémie se montra également à Carthagène et sur d'autres points; mais, par bonheur, à peine atteignit-elle l'île de Léon. On eut d'abord de grandes craintes à cause de l'armée. Mais, cette ville n'étant ni populeuse ni resserrée, et se trouvant bien aérée par le moyen de ses vastes rues, elle put se maintenir en un bon état sanitaire. Quant aux troupes, campées sur des plages que nettoyaient de purs courans atmosphériques, grands préservatifs de ce mal, elles jouirent du même avantage. Ceux des habitans de l'île qu'atteignit la maladie, la prirent dans les voyages qu'ils faisaient à Cadix, et c'est une assertion que nous pourrions appuyer de notre propre expérience. La fièvre jaune, selon sa coutume, dura trois mois. Elle commença d'éclater en septembre, prit en octobre son plus grand développement, et disparut tout-à-fait à la fin de décembre.

Ainsi, la liberté espagnole voyait autour de son berceau la guerre, les épidémies et d'autres humaines souffrances, comme pour s'accoutumer aux maux nombreux et toujours renaissans dont elle serait affligée à mesure qu'elle grandirait, et avant qu'elle affermît sur le sol péninsulaire son auguste et perpétuel empire.

*Notes additionnelles et particulières, approuvées par S. E. M. le duc de Castiglione, maréchal de l'empire, commandant en chef le septième corps de l'armée d'Espagne, et rédigées de concert entre M. le général de brigade, chef de l'état-major-général du corps d'armée susmentionné, commandeur de la Légion-d'Honneur, et le seigneur Don Blas de Furnas, brigadier des armées espagnoles.*

Art. Ier. Un lieutenant ou sous-lieutenant choisi parmi les officiers de l'armée espagnole sera muni de passeports pour se rendre à l'armée d'observation espagnole, et porter à son général commandant en chef la capitulation de la place et des forts de Gironne, en demandant qu'il lui plaise d'ordonner le prompt échange des officiers et soldats de la garnison de Gironne et de ses forts contre un nombre égal d'officiers et soldats français détenus dans les îles de Mayorque et sur d'autres points. S. E. M. le duc de Castiglione, commandant en chef de l'armée, promet que l'échange en question aura lieu aussitôt que le général en chef de l'armée espagnole lui aura fait connaître le jour où ces prisonniers seront arrivés dans un des ports de France en vertu de l'échange susdit. — Art. II. Pendant les trois jours qui suivront la reddition de la place de Gironne, l'illustrissime évêque de cette ville sera autorisé à délivrer aux prêtres qui se trouvent sous ses ordres les passéports qu'ils lui demanderaient pour se rendre aux endroits où ils avaient précédemment leur domicile, afin d'y demeurer et d'y vivre comme il convient à des ministres de paix, sous la protection des lois qui régissent l'Espagne. — Le général en chef de l'état-major-général du septième corps de l'armée d'Espagne.

(*Signé*) Rey.

(*Signé*) Blas de Furnas.

Je, brigadier des armées royales, muni des pouvoirs du gouverneur intérimaire de la place de Gironne, Don Julian de Bolivar, et de la junte militaire, certifie que les articles précédens sont fidèlement traduits de l'original, le 10 décembre 1809.

(*Signé*) Blas de Furnas.

Le général en chef de l'état-major-général du septième corps de l'armée d'Espagne,

(*Signé*) Rey (L. S.).

*Note additionnelle à la capitulation de la place de Gironne.*

Les personnes employées dans la partie administrative de la

Je, brigadier des armées royales, muni des pouvoirs du gouverneur intérimaire de la place de Gironne, Don Julian de Bolivar, et de la junte militaire, certifie que la précédente capitulation est conforme à l'original signé sous la date mentionnée.

*(Signé)* Blas de Furnas.

Le général en chef de l'état-major-général du septième corps de l'armée d'Espagne.

*(Signé)* Rey (L. S.).

*Notes additionnelles à la capitulation de la place de Gironne.*

Que la garnison française qui occupe la place soit casernée et non logée dans les maisons, et que les officiers aient à se pourvoir eux-mêmes de logemens, moyennant la rétribution d'usage payée à la garnison espagnole. — Que tous les papiers du gouvernement restent déposés aux archives de la municipalité, sans qu'il soit permis de les soustraire, de les en retirer, ni de les brûler. — Qu'il ne puisse servir de mauvaise note, ni préjudicier dans leur carrière et leur avancement aux membres ou employés des juntes, d'avoir exercé les fonctions comme tels durant la présente guerre d'opinion, et que la personne et les propriétés des particuliers restent sauves, et soient respectées. — Qu'il soit permis aux personnes non domiciliées à Gironne qui se trouvent dans la place pour cause d'expatriation ou toute autre, qu'elles aient été ou non membres ou employés des juntes, de retourner dans leurs foyers avec leurs bagages et leur avoir. — Que tout habitant, qui voudrait sortir de la ville et se transporter dans une autre, puisse le faire en emportant ses bagages et son avoir, et que ses propriétés, capitaux et effets puissent rester saufs dans la dite ville.

Je, brigadier des armées royales, certifie que les notes précédentes ayant été présentées à S. E. M. le général en chef de l'armée française, leur contenu a été approuvé, en tant qu'il ne serait pas contraire aux lois générales du royaume et aux règlemens disciplinaires en vigueur dans les armées.

Fornells, 10 décembre 1809.

*(Signé)* Blas de Furnas.

Vu par nous, etc.

*Notes additionnelles et particulières, approuvées par S. E. M. le duc de Castiglione, maréchal de l'empire, commandant en chef le septième corps de l'armée d'Espagne, et rédigées de concert entre M. le général de brigade, chef de l'état-major-général du corps d'armée susmentionné, commandeur de la Légion-d'Honneur, et le seigneur Don Blas de Furnas, brigadier des armées espagnoles.*

Art. I[er]. Un lieutenant ou sous-lieutenant choisi parmi les officiers de l'armée espagnole sera muni de passeports pour se rendre à l'armée d'observation espagnole, et porter à son général commandant en chef la capitulation de la place et des forts de Gironne, en demandant qu'il lui plaise d'ordonner le prompt échange des officiers et soldats de la garnison de Gironne et de ses forts contre un nombre égal d'officiers et soldats français détenus dans les îles de Mayorque et sur d'autres points. S. E. M. le duc de Castiglione, commandant en chef de l'armée, promet que l'échange en question aura lieu aussitôt que le général en chef de l'armée espagnole lui aura fait connaître le jour où ces prisonniers seront arrivés dans un des ports de France en vertu de l'échange susdit. — Art. II. Pendant les trois jours qui suivront la reddition de la place de Gironne, l'illustrissime évêque de cette ville sera autorisé à délivrer aux prêtres qui se trouvent sous ses ordres les passéports qu'ils lui demanderaient pour se rendre aux endroits où ils avaient précédemment leur domicile, afin d'y demeurer et d'y vivre comme il convient à des ministres de paix, sous la protection des lois qui régissent l'Espagne. — Le général en chef de l'état-major-général du septième corps de l'armée d'Espagne.

(*Signé*) Rey.

(*Signé*) Blas de Furnas.

Je, brigadier des armées royales, muni des pouvoirs du gouverneur intérimaire de la place de Gironne, Don Julian de Bolivar, et de la junte militaire, certifie que les articles précédens sont fidèlement traduits de l'original, le 10 décembre 1809.

(*Signé*) Blas de Furnas.

Le général en chef de l'état-major-général du septième corps de l'armée d'Espagne,

(*Signé*) Rey (L. S.).

*Note additionnelle à la capitulation de la place de Gironne.*

Les personnes employées dans la partie administrative de la

3° Ne seront point admis à ces cortès les grands qui ne seraient pas chefs de famille, ni ceux qui n'auraient pas l'âge de vingt-cinq ans, ni les prélats et les grands qui se trouveraient mis en cause pour quelque délit, ni ceux qui auraient fait soumission au gouvernement français.

4° Afin que les provinces d'Amérique et d'Asie, qui ne pourraient être, faute de temps, représentées par des députés nommés par elles-mêmes, ne soient pas entièrement privées de représentation dans ces cortès, la régence créera une junte électorale, composée de six personnes respectables, originaires de ces états, lesquelles, jetant dans l'urne les noms des autres naturels des dites provinces, qui se trouvent résider en Espagne, et dont la liste a été faite par la commission de cortès, tireront au sort quarante d'entre eux, et soumettant ces quarante noms seuls à un second tirage, en choisiront au sort vingt-six, lesquels seront ceux qui assisteront aux cortès comme députés chargés de la représentation de ces vastes pays.

5° Il se formera de même une autre junte électorale, composée de six personnes respectables, natives des provinces de l'Espagne qui se trouvent occupées par l'ennemi, lesquelles, mettant dans l'urne les noms des naturels de chacune des dites provinces, noms dont la liste a été également dressée par la commission de cortès, ils en tireront une première fois au sort dix-huit, et, soumettant ce nombre à un second tirage, ils en choisiront quatre : cette opération se répètera pour chacune des provinces susdites, et ceux dont les noms seront désignés par le sort, seront députés aux cortès comme représentant les provinces pour lesquelles ils seraient nommés.

6° Ces tirages faits, on convoquera les individus qui auraient été nommés, au moyen de lettres officielles adressées aux juntes des endroits où ces individus auraient leur résidence, afin qu'ils aient à se rendre aux cortès, au jour et au lieu fixés, si les circonstances le permettaient.

7° Avant d'admettre aux cortès ces individus, une commission nommée par ces mêmes cortès examinera s'ils possèdent ou non les qualités requises dans l'instruction générale, et dans le présent décret, pour avoir droit de voter aux dites cortès.

8° Les lettres convocatoires une fois expédiées, les premières cortès générales et extraordinaires seront considérées comme légitimement convoquées, de sorte que, lors même que leur réunion ne pourrait avoir lieu au jour et dans le lieu désignés, elles puissent néanmoins se réunir en tout autre temps et lieu où les circonstances le leur permettraient, sans besoin d'une nouvelle convocation. Il reste à la charge de la régence de faire, sur la proposition

le la députation des cortès, la désignation du temps et du lieu nécessaires, et d'en soigner la publication en temps opportun par tout le royaume.

9° Et, afin que les travaux préparatoires puissent être continués et achevés sans obstacle, la régence nommera une députation de cortès composée de huit personnes, dont six originaires du continent d'Espagne, et les deux autres de l'Amérique, laquelle députation sera substituée à la commission de cortès nommée par la suprême junte centrale déjà mentionnée ; le but de son institution sera de s'occuper des objets relatifs à la réunion des cortès, sans que le gouvernement ait à distraire son attention des affaires urgentes qui la réclament aujourd'hui.

10° Un membre de la députation des cortès, pris parmi les six membres nommés pour l'Espagne, présidera la junte électorale qui doit nommer les députés pour les provinces au pouvoir de l'ennemi, et un autre membre de la même députation, pris au nombre de ceux qui seront nommés pour l'Amérique, présidera la junte électorale qui doit tirer au sort les députés originaires de ce pays, chargés de sa représentation.

11° Les juntes créées sous les titres de junte des voies et moyens, pour soutenir la guerre actuelle, junte de finances, junte de législation, junte d'instruction publique, junte des affaires ecclésiastiques et junte pour le cérémonial de l'assemblée des cortès, lesquelles s'occupent, en vertu d'autorisation de ma suprême junte, et sous l'inspection de la susdite commission de cortès, de préparer les plans d'amélioration relatifs aux objets de leur ressort respectif, continueront leurs travaux jusqu'à entier achèvement, de la meilleure manière possible, et une fois achevés, elles les remettront à la députation de cortès, afin qu'après avoir été examinés, ils passent à la régence, et que celle-ci les soumette à la délibération des cortès.

12° Celles-ci seront présidées, en mon royal nom, ou par la régence en corps, ou par son président temporaire, ou bien par l'individu qu'elles chargeraient de représenter dans leur sein ma souveraineté.

13° La régence nommera les *assistans* des cortès, qui devront assister et conseiller celui qui les présidera en mon nom royal, parmi les membres de mon conseil et de ma *chambre*, selon l'ancienne coutume du royaume, ou, à leur défaut, parmi d'autres personnes élevées en dignité.

14° L'ouverture de la séance royale se fera en présence des trois ordres (*estamentos*) ecclésiastique, militaire et populaire, et dans la forme et avec la solennité que la régence déterminera, sur la proposition de la députation des cortès.

15° La session une fois ouverte, les cortès se partageront pour la délibération des matières en deux seuls *estamentos*, l'un populaire, composé de tous les députés (*procuradores*) des provinces d'Espagne et d'Amérique, et l'autre des dignitaires, qui réunira les prélats et les grands dignitaires du royaume.

16° Les propositions que la régence fera en mon nom royal aux cortès seront d'abord examinées dans l'*estamento* populaire, et, si elles sont approuvées par lui, elles seront ensuite transmises par un messager d'état à l'*estamento* des dignitaires, pour être de nouveau examinées par celui-ci.

17° La même marche sera observée à l'égard des propositions qui se font dans l'un et l'autre *estamento* par leurs membres respectifs, toute proposition devant toujours passer de l'un à l'autre *estamento* pour être soumise à un nouvel examen et à une nouvelle délibération.

18° Les propositions non approuvées dans les deux *estamentos* seront regardées comme non avenues.

19° Celles que les deux *estamentos* approuveront, seront transmises par les messagers d'état à la régence, pour recevoir ma royale sanction.

20° La régence sanctionnera les propositions approuvées de la sorte, toutes les fois que de graves raisons d'utilité publique ne la convaincront pas que, de leur mise à exécution, il pourrait résulter de graves inconvéniens et préjudices.

21° Si telle chose arrive, la régence, suspendant la sanction de la proposition approuvée, renverra celle-ci aux cortès avec un exposé des raisons qu'elle aura eues pour en suspendre l'exécution.

22° Une fois renvoyée, la proposition sera de nouveau examinée dans l'un et l'autre *estamento*, et si les deux tiers des votes de chaque *estamento* ne confirment pas la première résolution, la proposition sera regardée comme non avenue, et ne pourra être reproduite qu'aux prochaines cortès.

23° Si les deux tiers des votes de chaque *estamento* ratifient l'approbation antérieurement donnée à la proposition, elle sera de nouveau soumise par les messagers d'état à la sanction royale.

24° Dans ce cas, la régence octroiera en mon nom la sanction royale dans le terme de trois jours, passé lesquels, la loi, octroyée ou non, sera réputée légitimement sanctionnée, et il sera procédé de fait à sa publication avec les formalités d'usage.

25° La promulgation des lois ainsi faites et sanctionnées aura lieu au sein des cortès elles-mêmes avant leur dissolution.

26° Pour éviter qu'au sein des cortès il se forme quelque parti qui aspire à les rendre permanentes, ou à les prolonger hors de

mesure, chose qui non-seulement bouleverserait la constitution du royaume, mais pourrait encore entraîner de graves inconvéniens, la régence pourra fixer un terme à la durée des cortès, pourvu qu'il ne soit pas au-dessous de six mois. Pendant la durée des cortès, et en attendant que celles-ci organisent, nomment et installent le nouveau gouvernement, ou confirment celui qui s'établit à présent pour gouverner à l'avenir la nation, la régence continuera à exercer le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude, ainsi qu'il appartient à ma souveraineté.

En conséquence, les cortès réduiront leurs fonctions à l'exercice du pouvoir législatif, qui leur appartient en propre, en confiant à la régence celui du pouvoir exécutif, en s'abstenant de susciter des discussions qui y soient relatives et puissent distraire son attention des graves affaires qu'il aura à sa charge, elles se consacreront tout-à-fait à la confection des lois et des règlemens convenables pour exécuter les grandes et salutaires réformes que les désordres de l'ancien gouvernement, l'état présent de la nation et sa félicité future rendent nécessaires. C'est ainsi qu'elles rempliront le but important de leur convocation.

Donné, etc., à l'île royale de Léon, le 29 janvier 1810.

3.

Espagnols, la junte centrale suprême gouvernant le royaume, se conformant à la volonté expresse de notre monarque désiré ainsi qu'au vœu public, avait convoqué la nation, afin qu'assemblée en cortès générales, elle adoptât les mesures nécessaires à sa félicité et à sa défense. Ce grand congrès devait avoir lieu le 1er mars prochain à l'île de Léon, et la junte avait déterminé sa translation dans l'île, lorsque les Français, comme il est arrivé en plusieurs autres occasions, se trouvaient occuper la Manche. Ils attaquèrent plus tard quelques points des montagnes, et s'emparèrent de l'un d'eux : aussitôt les passions humaines, usurpant l'empire de la raison, éveillèrent la discorde, qui commença à secouer sur nous ses torches incendiaires. Mieux valait pour nos ennemis remporter ce triomphe que gagner cent batailles ; et tous les hommes de bien s'épouvantèrent en apprenant les événemens que la malveillance inventait, et que la terreur exagérait, pour augmenter chez les uns la confusion, et l'amertume chez les autres. Ce peuple généreux et loyal, qui avait donné tant de marques de respect et de dévoûment à la junte suprême, vit, pendant quelques heures, la tranquillité troublée. Grâces au ciel, il n'y eut pas une goutte de sang de versée ; mais l'autorité publique fut méconnue, et la majesté nationale se vit indignement

outragée dans la légitime représentation du peuple. Pleurons, Espagnols, avec des larmes de sang un si pernicieux exemple! Quel serait notre sort s'il était suivi, cet exemple? Quand la renommée apporte à vos oreilles la nouvelle de dissentions intestines en France, vos cœurs ne peuvent contenir la joie qui les remplit, et vous êtes pleins d'espoir dans l'avenir, parce que vous voyez dans ces dissentions le gage de votre salut et de la destruction du tyran qui vous opprime. Et nous autres, Espagnols, nous dont le caractère est la modération et la sagesse, dont la concorde fait la force, nous irions donner au despote l'horrible satisfaction de nous voir briser ces mêmes liens qu'il vous a tant coûté de serrer, et qui ont été et sont encore pour lui la barrière la plus insurmontable! Non, Espagnols, non: que le désintéressement et la prudence dirigent nos démarches; que l'union et la constance soient nos armes de salut, et soyez sûrs que nous ne succomberons pas.

La junte était bien convaincue de toute la nécessité de concentrer davantage le pouvoir. Mais les gouvernemens ne peuvent pas toujours à l'instant même prendre les mesures dont l'utilité n'est pas douteuse. En cette occasion, la concentration du pouvoir paraissait tout-à-fait inopportune, lorsque les cortès, dont la réunion était déjà si prochaine, devaient décider et sanctionner cette mesure. Mais les événemens se sont précipités de manière à ce que le plus bref délai pourrait désorganiser l'état, si, à l'instant, on n'abattait la tête au monstre de l'anarchie.

Il ne suffisait déjà plus, pour arriver au but désiré, ni de la constante sollicitude avec laquelle nous nous sommes toujours occupés du bonheur de la patrie, ni du désintéressement avec lequel nous l'avons servie, ni de notre loyauté éprouvée envers notre bien-aimé et malheureux roi, ni de notre haine pour le tyran et pour toute espèce de tyrannie. Ces principes n'étaient nulle part plus prononcés que chez nous; mais l'ambition, l'intrigue et l'ignorance ont eu plus de force. Devions-nous peut-être laisser dilapider les revenus publics que brûlaient de dévorer de mille manières l'égoïsme et le vil intérêt? Pouvions-nous contenter l'ambition de ceux qui ne se croyaient pas suffisamment récompensés en obtenant trois ou quatre grades dans l'espace d'autant de mois? Pouvions-nous, malgré la douceur qui constituait le caractère de notre gouvernement, manquer de corriger, avec l'autorité de la loi, les fautes dans lesquelles entraînait l'esprit de faction, qui marchait effrontément vers la destruction de l'ordre, l'anarchie et le bouleversement de l'état?

La malignité nous impute les revers de la guerre; mais l'équité exige qu'on se rappelle avec quelle constance nous les

avons supportés, et les efforts sans exemple avec lesquels nous les avons réparés. Lorsque la junte vint d'Aranjuez en Andalousie, toutes nos armées étaient détruites ; les circonstances étaient même plus critiques qu'aujourd'hui : elle sut néanmoins rétablir ces armées, chercher et attaquer l'ennemi avec elles. Battues une autre fois, entièrement défaites, lorsque toutes les ressources et les espérances paraissaient épuisées, il se passa peu de mois, et les Français eurent devant eux une armée de quatre-vingt mille fantassins et douze mille chevaux. Quels moyens le gouvernement a-t-il eus en main qu'il n'ait prodigués pour entretenir ces forces et couvrir les énormes pertes qu'il supportait chaque jour ? Que n'a-t-il pas fait pour empêcher l'ennemi de passer en Andalousie du côté des montagnes qui la défendent ? Des généraux, des ingénieurs, des juntes provinciales, jusqu'à une commission prise dans son sein ont été chargés par elle d'aviser et de pourvoir à tous les moyens de fortification et de résistance que présentent ces positions, sans épargner aucune dépense, aucune fatigue, aucun soin. Les événemens ont été contraires ; mais la junte tenait-elle dans ses mains le sort du combat sur le champ de bataille ?

Et puisque le cri de la douleur nous rappelle l'amer souvenir de nos infortunes, pourquoi oublierait-on que nous avons maintenu les relations les plus intimes avec les puissances amies, que nous avons resserré les liens de fraternité avec nos provinces d'Amérique, que celles-ci n'ont pas cessé de donner des preuves d'affection et de fidélité au gouvernement, que nous avons enfin résisté avec dignité et fermeté aux perfides suggestions des usurpateurs ?

Mais rien n'est suffisant pour contenir la haine que, dès avant son installation, l'on avait jurée à la junte. Ses ordres furent toujours mal interprétés, et jamais bien obéis. Prenant occasion des malheurs publics pour se déchaîner, toutes les passions ont suscité contre elle toutes les fureurs qu'aurait pu diriger contre nous le tyran que nous combattons. Les membres de la junte commencèrent à effectuer leur départ de Séville avec l'intention si connue et si solennellement annoncée d'ouvrir les cortès à l'île de Léon. Les factieux couvrirent la route d'agens qui excitèrent les populations sur le passage à la révolte et au désordre, et les membres de la junte suprême furent traités comme des ennemis publics, les uns détenus, les autres arrêtés, et plusieurs, jusqu'à leur président, menacés de la mort. Il semblait que, déjà maître de l'Espagne, c'était Napoléon qui se vengeait de la tenace résistance que nous lui avions opposée. Les intrigues des conspirateurs ne s'arrêtèrent pas là : de vils écrivains, de misérables copistes

des papiers de l'ennemi leur vendirent leur plume, et il n'est pas de genre de crimes, pas d'infamie qu'ils n'aient imputés à vos gouvernans, ajoutant à l'outrage des violences exercées contre nous le venin de la calomnie.

C'est ainsi, Espagnols, qu'ont été persécutés et diffamés ces hommes que vous avez choisis pour vous représenter, ces hommes qui, sans gardes, sans escadrons, sans supplices, se livrant à la foi publique, exerçaient tranquillement sous son égide les augustes fonctions que vous leur aviez confiées. Et qui sont, grand Dieu, ceux qui les persécutent? les mêmes hommes qui dès le premier instant de l'installation de la junte cherchèrent à la miner par ses fondemens, les mêmes qui introduisirent le désordre dans les cités, la division dans les armées, l'insubordination dans tous les corps de l'état. Les membres du gouvernement ne sont pas infaillibles ni parfaits : ils sont hommes, et comme tels sujets aux erreurs et aux faiblesses de l'humanité. Mais comme administrateurs publics, comme vos représentans, ils répondront aux imputations de ces agitateurs, et leur feront voir de quel côté se trouvaient la bonne foi et le patriotisme, de quel côté ont été l'ambition et les mauvaises passions qui ont déchiré sans cesse les entrailles de la patrie. Réduits dorénavant par votre choix au rang de simples citoyens, sans autre récompense que le souvenir du zèle et des soins que nous avons consacrés au service public, nous sommes en mesure ou plutôt dans l'impatience de répondre, devant la nation assemblée en cortès ou devant le tribunal qu'elle nommera, à nos calomniateurs. C'est à eux de craindre, et non à nous : qu'ils craignent, ceux qui ont séduit les hommes simples, corrompu les âmes faciles, agité les furieux; qu'ils craignent, ceux qui dans le moment le plus critique, lorsque l'état pouvait à peine résister au choc de l'étranger, ont approché de l'édifice la torche de la discorde pour le réduire en cendres. Rappelez-vous, Espagnols, la reddition d'Oporto. Une lutte intestine suscitée par les Français eux-mêmes ouvrit les portes de cette ville à Soult, qui ne songea à l'occuper que lorsque le tumulte rendit la défense impossible. Le même sort vous a été prédit par la junte après la bataille de Médellin, quand se manifestèrent les premiers symptômes de discorde qui, au grand danger de la patrie, se sont développés à présent. Rentrez en vous-mêmes et ne réalisez pas ces funestes pressentimens.

Mais bien que, forts du témoignage de nos consciences, nous soyons sûrs d'avoir fait pour le bien du pays tout ce que l'état des choses et les circonstances nous ont mis à portée de faire, la patrie et notre honneur même exigent de nous que nous donnions la dernière preuve de zèle, en abandonnant l'exercice d'un pou-

voir dont la continuation entre nos mains pourrait entraîner de nouveaux troubles et de nouvelles divisions. Oui, Espagnols : votre gouvernement, qui depuis son installation n'a rien négligé de ce qu'il a cru propre à satisfaire le vœu public, qui, fidèle distributeur des ressources dont il pouvait disposer, ne les a appliquées qu'aux besoins sacrés de l'état, qui vous a découvert avec simplicité toutes ses opérations, et qui vous a donné la plus grande preuve de son désir de faire votre bonheur, en convoquant les cortès de la manière la plus ample et la plus libre dont jamais la monarchie ait eu l'exemple, résigne avec plaisir le pouvoir et l'autorité que vous lui aviez confiés, et les transfère aux mains de la régence qu'il a établie par son décret de ce jour. Puissent vos gouvernans être plus heureux que nous dans leurs opérations, et les individus de la junte suprême ne leur envieront autre chose que la gloire d'avoir sauvé la patrie et délivré le roi.

Ile royale de Léon, ce 29 janvier 1810.

(Suivent les signatures.)

4. — *Lettre de Ferdinand VII à l'empereur, en date du 6 août* 1809.

Sire,

Le plaisir que j'ai eu en voyant dans les papiers publics les victoires dont la Providence couronne de nouveau l'auguste front de votre majesté impériale et royale, et la grande part que nous prenons, mon frère, mon oncle et moi, à la satisfaction de votre majesté impériale et royale, nous engagent à la féliciter avec le respect, l'amour, la sincérité et la reconnaissance avec lesquels nous vivons sous la protection de votre majesté impériale et royale.

Mon frère et mon oncle me chargent d'offrir à votre majesté leurs respectueux hommages, et se joignent aux sentimens de celui qui a l'honneur d'être avec la plus haute et respectueuse considération,

Sire,

De votre majesté impériale et royale,

Le plus humble et le plus obéissant serviteur,

(*Signé*) FERDINAND.

Valençay, 6 août 1809.

(*Moniteur* du 5 février 1810.)

5.

Voici ce que rapporte à ce sujet le manifeste ou journal manuscrit de la première régence, que nous avons sous les yeux, journal rédigé par Don Francisco de Saavedra, un des régens, et le principal instigateur de la venue du duc d'Orléans.

10 *mars* 1810. « On décida, en ce jour, une affaire grave, sur « laquelle on avait délibéré longuement les jours précédens. Cette « affaire, qui datait de deux années, eut différentes phases, et « son exposé peut se réduire en substance aux termes suivans :

« Dès que la nouvelle de l'heureuse révolution d'Espagne, ac- « complie dans le mois de mai de l'année 1808, fut divulguée en « Europe, le duc d'Orléans témoigna de vifs désirs de venir dé- « fendre la juste cause de Ferdinand VII : dans l'espoir d'atteindre « ce but, il se rendit à Gibraltar au mois d'août de la même année, « accompagnant le prince Léopold de Naples, qui, à ce qu'il pa- « raît, avait le même dessein. Les circonstances dérangèrent les « projets de l'un et de l'autre ; mais le duc ne se désista pas du sien. « Au commencement de l'année 1809, la junte étant récemment ar- « rivée à Séville, il se présenta dans cette ville une personne envoyée « par le duc pour obtenir son admission au service d'Espagne, et, en « effet, cet émissaire poussa l'affaire avec zèle, composant différens « mémoires qu'il communiqua à quelques membres de la junte cen- « trale et spécialement aux seigneurs Garay, Valdès et Jovellanos. « Ceux-ci n'osèrent pas toutefois soumettre la question aux délibé- « rations de la junte, comme on le demandait, à cause de certaines « considérations politiques ; et malgré toute l'activité et le talent « que mit l'émissaire dans ses démarches, il ne put arriver à pro- « voquer une décision sur l'affaire, bien qu'on en traitât dans la « section des affaires d'état ; mais elle ne fut pas divulguée.

« Au mois de juillet de la même année, le duc d'Orléans, qui « se trouvait alors à Minorque, écrivit lui-même en renouvelant « l'offre de sa personne, et exprimant son ardent désir de se sa- « crifier pour la belle cause que les Espagnols avaient embrassée. « Là-dessus, l'émissaire du duc redoubla d'efforts, et, afin de « prévenir toute objection, il présenta une lettre de Louis XVIII « qui applaudissait à la résolution du duc, et une autre de lord « Portland, qui lui témoignait, au nom du roi d'Angleterre, « qu'il n'y avait aucun inconvénient à ce qu'il mît en œuvre son « projet de passer en Espagne ou à Naples pour défendre les droits « de sa famille.

« A la même époque, il arriva des nouvelles des provinces de « France voisines de la Catalogne, par le canal du colonel Don

« Luis Pons, qui se trouvait alors sur cette partie de la frontière,
« et qui parlait du mécontentement des habitans de ces provinces,
« et de la facilité avec laquelle ils se soulèveraient contre le tyran
« de l'Europe, pourvu qu'il se présentât dans les environs un
« prince de la maison de Bourbon, à la tête de quelques troupes
« espagnoles.

« Cette affaire fut traitée avec le plus grand secret dans la section
« d'état de la junte, et l'on chargea Don Mariano Carnerero, com-
« mis de la secrétairerie du conseil, jeune homme doué de beau-
« coup de talent et de patriotisme, de se rendre en Catalogne,
« pour s'entendre avec le général de l'armée de cette province et
« Don Luis Pons, observer l'esprit des populations de ce côté de
« l'Espagne, et examiner si la personne du duc d'Orléans serait
« agréable aux habitans de la frontière de France, et s'il serait bien
« reçu en Catalogne. Carnerero partit vers la moitié de septembre,
« et en moins de deux mois il remplit sa mission avec exacti-
« tude, discrétion et succès. Il s'aboucha avec le colonel Pons et
« le général Blake, qui se trouvaient auprès de Gironne, et ob-
« serva par lui-même la manière de penser des habitans et des
« troupes. Le résultat de ses investigations, dont il rendit un
« compte exact, fut que le duc d'Orléans, élevé à l'école du célè-
« bre Dumouriez et le seul prince de la maison de Bourbon ayant
« une réputation militaire, serait reçu avec enthousiasme dans les
« provinces de France, et qu'en Catalogne, où l'on conserve les
« monumens de la gloire de son bisaïeul et le souvenir récent des
« vertus de sa mère, il serait généralement bien vu.

« Tandis que Carnerero s'acquittait de sa mission, l'envoyé du
« duc partait pour la Sicile, où on l'appelait en hâte. Dans le
« même intervalle, on créa, au sein de la junte centrale, la com-
« mission exécutive, chargée, par son institution, du gouverne-
« ment. Ce fut donc dans cette commission, où il y avait à peine
« un seul de ses membres qui eût la moindre idée de cette affaire,
« que furent examinés les papiers relatifs à la mission de Carnerero.
« On approuva tout ce qui avait été fait, et il fut résolu qu'on accep-
« terait les offres du duc d'Orléans et qu'on l'inviterait à prendre le
« commandement d'un corps de troupes dans la partie de la Catalo-
« gne voisine de la frontière de France; qu'on donnerait les ordres
« nécessaires au capitaine-général commandant cette province pour
« le cas où ce plan se réaliserait; qu'on enverrait encore une fois
« Carnerero pour faire connaître au prince la résolution du gou-
« vernement; et qu'on garderait sur toute l'affaire le plus grand
« secret, jusqu'à l'acceptation et même jusqu'à l'arrivée du duc, à
« cause du grand danger qu'il y aurait à laisser pénétrer ce secret
« par les Français.

« Tout allait être mis à exécution, lorsque la malheureuse bataille d'Ocaña et ses funestes conséquences suspendirent la résolution prise à l'égard de cette affaire, et les documens, enveloppés dans le désordre et la confusion qui régnèrent à Séville, n'ont pu être retrouvés; par bonheur, on put en sauver quelques copies, et c'est d'après ces copies que l'on a pu rendre compte d'une affaire qui n'eut jamais plus d'intérêt qu'aujourd'hui.

« Informé de ces précédens, et persuadé, d'après les nouvelles récemment arrivées de toutes les frontières de France, et eu égard à l'état actuel de l'Espagne, de l'opportunité de la présence du duc d'Orléans sur le territoire espagnol, le conseil du royaume décida donc que l'on mît à exécution ce qui avait été résolu, mais non accompli par la commission exécutive de la junte centrale, sous la date du 30 novembre 1809; qu'en conséquence, il fût déféré aux désirs et aux demandes du duc, en lui offrant le commandement de l'armée réunie sur les frontières de Catalogne et de France; que Don Mariano Carnerero, chargé jusqu'à présent de cette négociation, fût envoyé au prince pour lui faire part de la détermination prise à son égard, avec ordre de faire son voyage de la manière la plus secrète pour qu'on n'en devinât pas l'objet; que, dans le cas où le duc accepterait l'offre qui lui était faite, l'envoyé emportât avec lui des lettres pour notre ministre à Palerme, pour le roi de Naples et pour la duchesse douairière d'Orléans; que l'on eût à communiquer aussitôt tout ce qui avait été arrêté à Don Enrique O'Donnell, général de l'armée de Catalogne, et au colonel Don Luis Pons, leur recommandant de garder le secret jusqu'à l'arrivée du prince. Finalement, pour que l'on ne pût en aucune manière arriver sur la trace du véritable objet de la mission de Carnerero, on décida que celui-ci s'embarquerait à Cadix pour Carthagène, où l'on donna ordre de tenir une frégate prête à le conduire à Palerme et à ramener le duc en Catalogne. »

20 *juin*. « A sept heures du matin, Don Mariano Carnerero, envoyé à Palerme pour accompagner le duc d'Orléans, dans le cas où il viendrait, ainsi qu'il l'avait sollicité à plusieurs reprises et avec le plus vif empressement, servir la juste cause que défendait l'Espagne, arriva à Cadix. Il annonça que la frégate la *Venganza*, à bord de laquelle venait le duc, allait entrer dans le port; qu'ils étaient partis de Palerme le 22 mai, et arrivés à Tarragone, lieu de leur destination; qu'ils avaient précisément trouvé la Catalogne dans un cruel état de crise et d'abattement, par suite de la déroute de l'armée devant Lérida, de la perte de cette place et de la retraite inopinée du général O'Donnell; que

« bien qu'à Tarragone le duc ait été reçu avec les plus grandes « démonstrations de contentement et de joie, que son arrivée eût « ranimé l'espoir des populations, et qu'elles lui eussent même « demandé à grands cris de prendre le commandement des trou- « pes, il avait jugé qu'il ne devait pas accepter un commande- « ment qui ne lui était pas donné par le gouvernement, et que « même un plus long séjour dans cette province, sous l'empire « de circonstances aussi critiques, pourrait attirer sur elle toutes « les forces de l'ennemi. Tout bien réfléchi, il se décida à venir « sur la frégate, à Cadix, se mettre à la disposition du gouver- « nement. En effet, le duc débarqua, alla voir les membres de la « régence, et, le soir, retourna à bord. »

28 *juillet*. « Le duc d'Orléans se présenta inopinément au con- « seil de régence, et lut un mémoire, dans lequel, partant du « principe qu'il avait été invité à venir en Espagne et appelé à « prendre le commandement d'une armée en Catalogne, il se plai- « gnait que, plus d'un mois s'étant déjà écoulé depuis son arrivée, « l'on n'eût pas rempli à son égard une promesse aussi solennelle; « qu'on ne lui eût parlé d'aucune opération militaire, qu'on n'eût « même pas répondu à ses observations sur la position de nos armées, « et qu'on le tînt dans une oisiveté messéante pour lui. On voulut « délibérer sur les différens points de son mémoire, et satisfaire « aux plaintes du duc; mais il demanda qu'on lui répondît par écrit, « et la régence résolut d'accéder à cette demande, en bornant sa « réponse à trois points principaux: 1° Que le duc n'avait pas été, « à proprement parler, invité, mais admis à prendre service, « puisque, ayant fait différentes insinuations et même des de- « mandes formelles par lui-même, et par l'intermédiaire de son « agent, M. Nicolas de Broval, afin qu'on lui permît de se rendre à « l'armée espagnole, pour y défendre les droits de l'auguste mai- « son des Bourbons, et ayant aussi fait connaître à ce sujet le bon « plaisir de Louis XVIII et du roi d'Angleterre, on avait condes- « cendu à ses vœux avec tous les égards dus à son rang, et que « cette condescendance avait été exprimée en termes tellement dé- « licats qu'elle paraissait plutôt une invitation qu'une simple ad- « mission. 2° Que l'on avait offert au duc le commandement « d'une armée en Catalogne, quand nos armes étaient prospères « dans cette principauté, et qu'on pouvait se promettre de sa pré- « sence d'heureux résultats; mais que malheureusement son arri- « vée à Tarragone avait eu lieu dans un moment critique, lorsque « le sort des armes avait changé, et qu'une multitude d'obstacles « s'étaient combinés pour empêcher qu'on ne tînt ce qui lui avait « été promis, obstacles qui se seraient peut-être aplanis si le duc, « moins pressé de venir à Cadix, fût resté quelque temps de plus

« à Tarragone. 3° Que le gouvernement s'est occupé et s'occupe « sérieusement de lui obtenir le commandement offert, ou tout « autre équivalent ; mais que les circonstances n'ont pas été jus- « qu'à présent en harmonie avec ses mesures. »

2 *août*. « On a traité de bonne heure de l'affaire du duc d'Or- « léans. D'un côté, on désire lui donner le commandement de « l'armée ; mais de l'autre, on se trouve en présence d'une diffi- « culté provenant de l'opposition témoignée par l'Angleterre. En « effet, l'ambassadeur Wellesley a déjà insinué, bien que confi- « dentiellement, qu'à l'instant même où il serait accordé au duc « un commandement ou une intervention quelconque dans nos « affaires militaires ou politiques, il avait ordre de sa cour de ré- « clamer contre une pareille mesure..... »

30 *septembre* « Le duc d'Orléans vint à l'Ile de Léon, et voulut « entrer dans le salon des cortès pour y parler devant l'assemblée ; « mais celle-ci refusa de le recevoir, et lui, sans en donner avis à « la régence, ni faire mention de ce qui lui était arrivé, retourna « aussitôt à Cadix. Presque au même instant, on communiqua un « ordre au gouverneur de la place, pour que, d'une manière hon- « nête, il cherchât à hâter le départ du duc. On reçut une ré- « ponse de celui-ci à la communication qui lui fut faite au nom « des cortès, réponse qui se réduisait à annoncer en termes très- « polis qu'il partirait le mercredi, 3 du mois prochain. »

5 *octobre*. « Le soir, on reçut l'avis que la frégate *Esméralda* « avait fait voile pour la Sicile, emmenant à son bord le duc « d'Orléans, avis qui fut immédiatement communiqué aux « cortès. »

FIN DU TOME TROISIÈME.



